



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

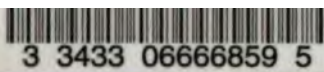
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 3433 06666859 5

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE
DU
DIOCÈSE DE LIÈGE

TOME VI

LIÈGE
L. GRANDMONT-DONDERS, IMPRIMEUR-LIBRAIRE

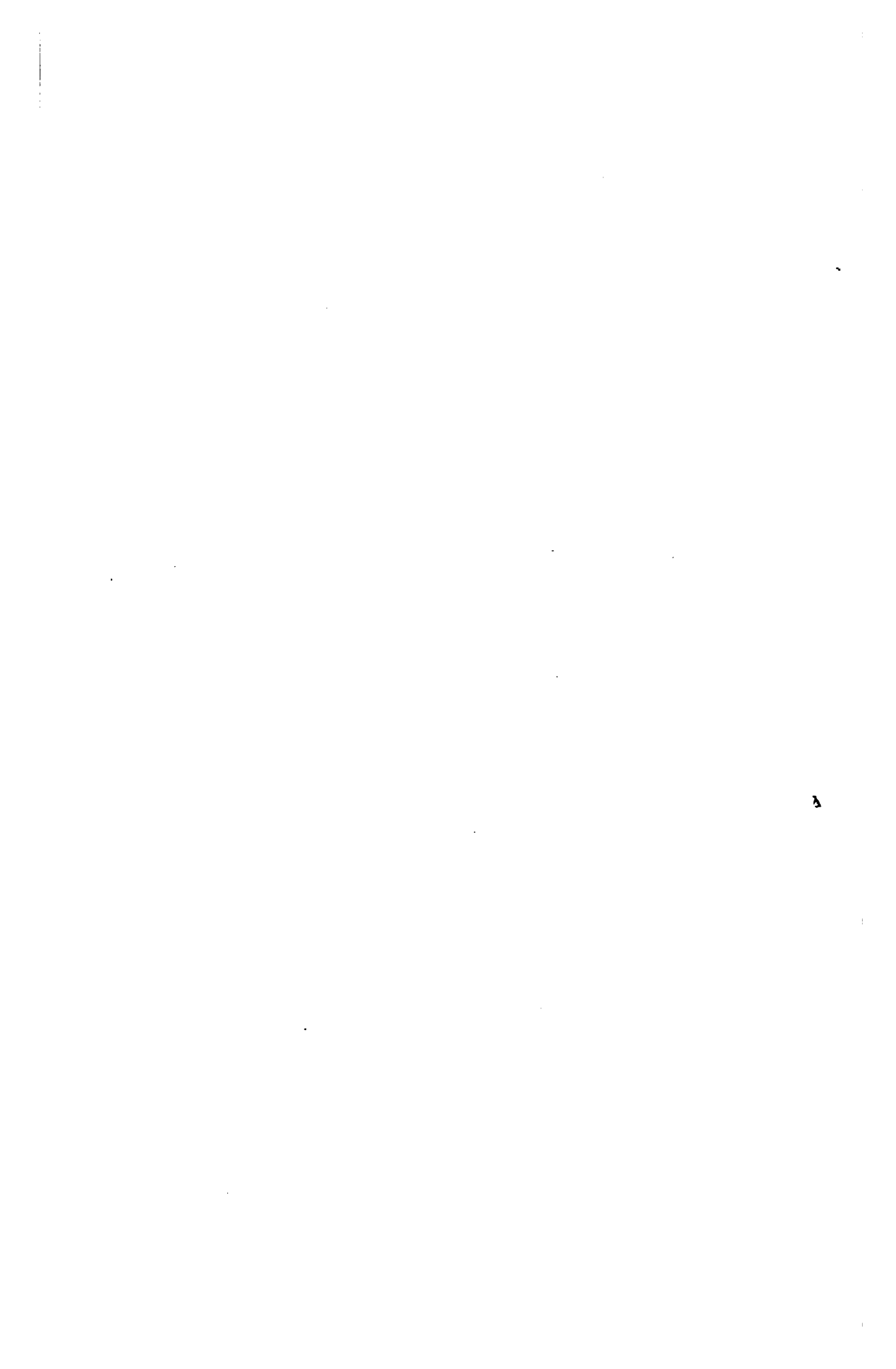
22 — RUE VINAVE-D'ILE — 22

1891

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE

DU

DIOCÈSE DE LIÈGE



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE

DU

DIOCÈSE DE LIÈGE

TOME VI

LIÈGE

L. GRANDMONT-DONDERS, IMPRIMEUR-LIBRAIRE

22 — RUE VINAVE-D'ILE — 22

1890

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE

DU

DIOCÈSE DE LIÈGE

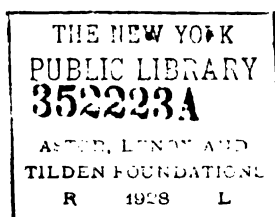
TOME VI

LIÈGE

L. GRANDMONT-DONDERS, IMPRIMEUR-LIBRAIRE

22 — RUE VINAVE-D'ILE — 22

1890



NOV 23 1928

RÈGLEMENT

ART. 1^{er}. — Il est fondé, à Liège, une *Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*.

ART. 2. — Cette Société a pour but d'aider à la conservation et de propager la connaissance de tout ce qui peut intéresser l'histoire et l'art religieux du diocèse de Liège.

ART. 3. — Elle comprend des *membres d'honneur*, des *membres actifs*, des *membres correspondants* et des *membres associés*.

ART. 4. — Les *membres d'honneur* sont ceux auxquels ce titre a été décerné en reconnaissance de leur haut patronage ou d'éminents services.

ART. 5. — Les *membres actifs* sont ceux qui s'engagent à apporter un concours régulier à l'œuvre de la Société; ils seront au nombre de trente-un au plus, élus par leurs collègues et auront seuls voix délibérative dans les réunions.

ART. 6. — Les *membres correspondants* sont choisis parmi les personnes qui auront rendu, ou se montreraient disposées à rendre des services particuliers à la Société. Ils peuvent assister à ses réunions avec voix consultative. C'est parmi eux que seront, de préférence, choisis les *membres actifs*.

ART. 7. — Les *membres associés* collaborent à l'œuvre par le paiement de leur cotisation; ils reçoivent toutes les publications de la Société, des facilités d'accès à ses collections, et le droit d'obtenir les renseignements qui pourraient les intéresser sur les objets dont s'occupe l'Association.

ART. 8. — En entrant dans la Société tous les membres s'engagent à observer ses Statuts et à payer une *cotisation annuelle*, de 15 francs pour les membres *actifs*; de 10 francs pour les *correspondants* et les *associés*.

ART. 9. — La Société se divise en *deux sections* : la *section d'art* et la *section d'histoire*.

ART. 10. — Chacune de ces sections nomme son Président et son Secrétaire et peut se réunir à part pour traiter des questions qui font plus spécialement l'objet de ses études.

ART. 11. — La Société sera administrée par un *Bureau* composé d'un Président, de deux ou trois Vice-Présidents, de deux Secrétaires, d'un Trésorier, d'un Conservateur, d'un Bibliothécaire et des Dignitaires qu'elle jugerait utile de leur adjoindre.

ART. 12. — La Société a pour *Président d'honneur* Monseigneur l'Evêque de Liège, et pour *Président effectif* le membre désigné par Monseigneur l'Evêque. Les *Présidents de section* remplissent les fonctions de *Vice-Présidents* de la Société, et prendront rang d'après la date de leur élection; les *Secrétaires* sont ceux des sections; le Trésorier et les autres dignitaires sont nommés par l'Assemblée générale pour un terme de cinq ans, comme les Vice-Présidents et les Secrétaires.

ART. 13. — La Société s'assemble en *réunion plénière* pour procéder aux élections nécessaires, régler son budget et prendre toutes les décisions concernant l'œuvre entière; la première de ces réunions se tiendra obligatoirement chaque année dans le mois de janvier et il y sera fait un rapport sur l'exercice écoulé.

ART. 14. — La Société poursuit son but : 1^o en traitant, soit en section, soit en Assemblée générale, les questions relatives à ce but; 2^o en éditant un *Bulletin* et des *publications spéciales*; 3^o en organisant un *Musée diocésain*; 4^o en fournissant à ses membres les *indications historiques et artistiques* réclamées d'elle.

ART. 15. — Le *Bulletin* paraîtra sous la direction des délégués de la Société; chaque auteur aura droit à cinquante *tirés à part* de tout travail inséré dans le *Bulletin*.

ART. 16. — Le *Musée* sera composé d'objets *authentiques* et de *reproductions* exactes, choisis parmi les plus anciens ou les plus recommandables par leur valeur artistique.

TABLEAU
des
MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

PRÉSIDENT D'HONNEUR

Sa Grandeur Monseigneur DOUTRELOUX, évêque de Liège.

MEMBRES D'HONNEUR

Baron BÉTHUNE D'IDEWALLE, président de la Gilde de Saint-Thomas et de Saint-Luc, à Gand.

Monseigneur CARTUYVELS, vice-recteur de l'Université catholique de Louvain.

M. ESSENWEIN, directeur du Musée germanique, à Nuremberg.

Baron KERVYN DE LETTENHOVE, président de la Commission royale d'histoire, à Bruxelles.

M. Auguste REICHENSBERGER, membre du Parlement allemand, à Cologne.

M. REUSENS, chanoine et professeur d'archéologie à l'Université catholique de Louvain.

M. James WEALE, archéologue, à Londres.

Le Révérendissime Abbé de Maredsous.

CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ

<i>Président,</i>	Monseigneur RUTTEN, vicaire-général de Sa Grandeur Monseigneur l'Evêque de Liège.
<i>Vice-Présidents,</i>	MM. Jules HELBIG. Godefroid KURTH.
<i>Membres,</i>	Gustave FRANCOTTE. Joseph DEMARTEAU.
<i>Secrétaire,</i>	Paul MAES.
<i>Trésorier,</i>	Jules FRÉSART.
<i>Conservateur,</i>	le chanoine DUBOIS.
<i>Bibliothécaire,</i>	Henri FRANCOTTE.

MEMBRES ACTIFS

SECTION D'ART

- MM. DUBOIS, chanoine, place Saint-Paul, à Liège.
Gustave FRANCOTTE, avocat, rue Forgeur, 16, id.
Jules FRÉSART, banquier, rue Sœurs-de-Hasque, id.
Jules HELBIG, artiste peintre, rue de Joie, id.
Edmond JAMAR, architecte, place Saint-Pierre, id.
Pascal LOHEST, rue Fusch, 38, id.
Chevalier Oscar SCHÆTZEN, membre de la Chambre des
Représentants, à Tongres.
Camille SIMONIS, rue Chevaufosse, à Liège.
THIMISTER, chanoine, place Saint-Lambert, 3, id.
Charles WILMART, rue Rouveroy, id.
Fernand WILMART, abbé, rue Chaussée-des-Prés, id.
Joseph WILMOTTE, artiste-orfèvre, boulevard de la Sauve-
nière, id.

SECTION D'HISTOIRE

- MM. Eugène BACHA, docteur en philosophie, place de l'Université, à Liège.
- Chevalier Camille DE BORMAN, conseiller provincial, place Saint-Jean, id.
- Stanislas BORMANS, membre de l'Académie, administrateur-inspecteur de l'Université, place Cockerill, id.
- Chevalier Adrien DE CORSWAREM, membre de la Chambre des Représentants, à Hasselt.
- DARIS, chanoine et professeur d'histoire au Séminaire, à Liège.
- DELMER, bibliothécaire à l'Université.
- Joseph DEMARTEAU, rédacteur en chef de la *Gazette de Liège*.
- Révérénd Père Charles DESMEDT, bollandiste, à Bruxelles.
- Henri FRANCOTTE, professeur à l'Université, boulevard Frère-Orban, 47, à Liège.
- Godefroid KURTH, professeur à l'Université, rue Rouveroy, 6, id.
- Léon LAHAYE, archiviste, à Namur.
- Comte DE LIMMINGHE, à Gesves (province de Namur).
- Paul MAES, bibliothécaire-adjoint à l'Université.
- Amédée DE RYCKEL, avocat, boulevard de la Sauvenière, à Liège.
- Emile SCHOOLMEESTERS, doyen de Saint-Jacques, place Saint-Jacques, 6, id.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- MM. CEYSSENS, curé à Dalhem.
- CHRISTIAENS-VANDERRYST, entrepreneur, à Tongres.
- G. CLOES, fils, avocat, rue Rouveroy, à Liège.
- Louis CRAHAY, conseiller à la Cour de cassation, à Bruxelles.

- MM. DANIELS, abbé, château de Vogelsanck, à Zolder.
DEHIN, frères, fabricants, rue Agimont, 39, à Liège.
DUGUET, avocat, rue Paul Devaux, id.
GILISSEN, abbé, rue Mathieu Laensberg, id.
Alphonse GRANDMONT, avocat, à Taormina.
DE GROUTARS, chanoine et professeur à l'Université de Louvain.
HABETS, conservateur des archives, à Maestricht.
HENROTTE, chanoine, hôpital de Bavière, à Liège.
Philippe DE LIMBOURG, à Theux.
Louis LIBBRECHT, avocat, rue Sainte-Véronique, 30, à Liège.
Léon NAVEAU, docteur en droit, château de Bommerhoven (Tongres).
Edmond NIFFLE, avocat, à Namur.
Emile PICARD, avocat, rue Tournant-Saint-Paul, à Liège.
Edouard PONCELET, attaché aux Archives de l'Etat, quai de l'Industrie, id.
Révérend Père Recteur du Collège Saint-Servais, id.
Jean RENIER, professeur, à Verviers.
Gustave RUHL, avocat, rue des Augustins, à Liège.
F. TROISFONTAINES, avocat, rue Sainte-Véronique, id.
Lambert VANDRIKEN, avocat, à Lexhy.
VAN ORMELINGEN, curé, à Neer-Repen.

MEMBRES ASSOCIÉS

- MM. Remy ANGENOT, rue Duvivier, 22, à Liège.
Toussaint BECO, étudiant, rue des Célestines, id.
Adolphe BERLEUR, ingénieur, rue Saint-Laurent, 17, id.
Baron Charles DE BLANKKART-SURLET, château de Lexhy.
Révérend Père BLÉROT, supérieur des Pères Rédemptoristes, à Liège.
Alexandre BOUVY, avocat, quai des Tanneurs, id.

- MM. BRUIENNE, vicaire à Sainte-Véronique, à Liège.
Louis DE BUGGENOMS, avocat, rue Fusch, id.
Léon COLLINET, avocat, boulevard Piercot, 20, id.
COEMANS, notaire, à Saint-Trond.
COUCLET, graveur, rue Pont-d'Ile, 28, à Liège.
Alexandre CRAHAY, artiste-peintre, rue Pierreuse, 111, id.
Guillaume DALLEMAGNE, rue Darchis, id.
Louis DEMARTEAU, libraire, rue de l'Official, 2, id.
Léonce DIGNEFFE, rue Louvrex, 85, id.
Maximilien DOREYE, avocat, avenue d'Avroy, id.
DEFIZE, curé de Sainte-Croix, cloîtres Sainte-Croix, id.
Baron Paul DE FAVEREAU, rue Bonne-Fortune, 3, id.
DE FIZENNE, architecte, à Meerssen (Limbourg-Hollandais).
Baron DU FONTBARÉ, bourgmestre de Fumal, quai de
Maestricht, 16, à Liège.
FROMENT, architecte, rue Saint-Laurent, id.
GAILLARD, curé de Geer.
Comte DE GELOËS D'EYSDEN, au château d'Eysden.
GILIS, curé de Grand-Axhe.
Ferdinand GONNE, avocat, place de la Cathédrale, à Liège.
HEUSCHEN, chanoine, rue de l'Evêché, id.
E. JACQUES, curé de Saint-Pierre, à Huy.
JOSEFF, doyen de Saint-Martin, à Liège.
P. KERCKOFFS, professeur à l'Ecole normale de Saint-
Trond.
LACROIX, doyen de Saint-Barthélemi, à Liège.
LAENEN, curé de Berg, près de Tongres.
Clément LÉONARD, négociant, rue Souverain-Pont, 9, à
Liège.
Henri-Robert LE PAS, à Verviers.
Paul LOHEST, ingénieur, rue de l'Evêché, à Liège.
Charles LOOMANS, professeur à l'Université, rue Beckman,
20, id.

MM. MAES, doyen de Peer.

Célestin MARÉSAL, rue des Augustins, à Liège.

MOMMEN, chanoine et professeur au Séminaire de Liège.

MEYERS, chanoine et curé de Saint-Jean, à Liège.

Baron MISSON, château de Vieux-Waleffes.

OSTERATH, peintre-verrier, à Tilff.

PEETERS, doyen de Tongres.

PIROTTE, entrepreneur, rue Sœurs-de-Hasque, à Liège.

Baron DE PITTEURS DE BUDINGEN, rue Louvrex, id.

POLUS, doyen en retraite, à Looz.

RACHELS, doyen de Hasselt.

Comte Théodore DE RENESSE, Schoonbeek par Beverts.

RUBENS, curé de Saint-Denis, à Liège.

SCHOOLMEESTERS, chanoine, rue des Célestines, 13, id.

SWENNEN, curé de Millen, près de Tongres.

J. SCHEEN, curé à Bloirs, Glons.

THONNAR, rentier, boulevard de la Sauvenière, à Liège.

Chevalier Xavier DE THEUX, au château de Montjardin.

G. ULENS, abbé, château de Rockendael, Saint-Trond.

Charles VAN DEN BERG, notaire, boulevard de la Sauvenière, 38, à Liège.

VAN WINTERSHOVEN, vicaire à Saint-Christophe, id.

Baron DE VILLENFAGNE, château de Vogelsanck, à Zolder.

WARZÉE, doyen de Hannut.

WAUTERS-CLOES, tanneur, quai des Tanneurs, à Liège.

WEYEN, curé de Kinroy.



APROPOS DU MAR

d'une Charte

de 741

CARTE EXPLICATIVE

HERCK
LA
VILLE

----- Limites de la Commune

▤ Chaussée de Diest à

▤ Chemin empierré vlt

==== Chemin de terre.

..... Limites des prairies

1 Emplacement de l'ancienne

2 Ancienne Curia de l'Ab

3 Eglise actuelle de Don

HEYDE

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX
TILDEN FOUNDATION

A PROPOS DU MAREOLT

D'UNE CHARTE DE 741

« Anno Domini DCCXLV^o..., » dit la *Chronique de Saint-Trond* (1), « Robertus comes vel dux Hasbanie... ad monasterium hoc venit, et Sancto-Trudoni »
» allodium suum Dung cum aliis adjacentibus villis,
» Halen, Scaffen, Velpem, Merhout, ac universis hereditatibus, campis, silvis, pratis, piscariis, aqueductibus et wariscapiis, cum reliquis juribus, curtibus et »
» casis, liberaliter contulit. »

Puis elle cite la charte donnée à cette occasion et où les biens sont désignés comme suit : « Dungo... tam »
» ipsum locum quam reliquas villas vel loca ad supradictum locum de mea possessione pretitulata (2), »
» scilicet Halon, Scafnis, Felepa et Marholt... Ista loca »
» sunt in pago Hasbaniensi et Mansuarinsi. »

M. Piot dans le *Cartulaire de Saint-Trond* (3), donne ce texte : « ... Halen, Scafnis, Felepa et Mareolt. Ista loca sunt in pago Hasbaniense et Masuarinse. »

(1) T. II, p. 108. Nous citons la belle édition de M. le chevalier C. de Borman (*Bibliophiles Liégeois*).

(2) *Spectantes?* se demande M. Daris.

(3) T. I, p. 2. M. Piot a suivi une copie du temps reposant aux archives du royaume à Bruxelles.

Se basant sur l'analogie des deux noms *Mareolt* de la charte et *Meerhout*, village de la province d'Anvers, il dit en note qu'il s'agit de la donation de cette localité du canton de Moll.

M. de Borman consigne cette interprétation sans la discuter.

M. le chanoine Daris (1) dit ce qui suit : « Les villages de Donc, Haelen, Schaffen et Velpen sont assez connus et ils sont certainement situés dans la Hesbaye. Quant à Marholt, M. Piot pense que c'est Meerhout, dans la province d'Anvers, au canton de Moll. »

Le savant professeur ajoute : « Le pagus Masuarinsis n'est guère connu. Au reste, l'original de cette charte est perdu et la plupart des copies diffèrent entre elles. »

Ces lignes laissent percer au moins un doute sur l'identité de Meerhout et de Marholt. Et ce n'est guère étonnant : il est difficile d'appliquer à Meerhout province d'Anvers les détails donnés par la charte sur la position du Mareolt, ainsi que ceux fournis par la *Chronique*.

M. Piot lui-même, dans sa belle étude sur les anciens *pagi* de la Belgique (2), abandonne son explication du *Cartulaire*. « Tessenderloo, Vorst, Eynthout, Meerhout, Mol, Rethy, Arendonck et Raevens étaient, » dit-il, « des localités comprises dans le petit *Pagus* de la Toxandrie. » Et plus loin, à propos du *Pagus Masuarinsis* : « Quant à Meerhout, village sis dans l'archidiaconé de la Toxandrie, il était compris dans le grand *Pagus* de ce nom (3). »

M^{re} De Ram écrit ce qui suit dans son *Synopsis Actorum Ecclesiae Antwerpiensis* (p. 280) : « Sub no-

(1) *Eglises*, t. IX, p. 12.

(2) Dans les *Mémoires de l'Académie de Belgique*, 1871. L'édition du *Cartulaire* date de 1870.

(3) *Les anciens Pagi*, pp. 82 et 86.

» mine Marholt intelligitur vicus territorii Sichenensis
» quem postea Meerhout dixerunt, quique ad gentem
» Nassoviam pertinuit. » Il ajoute que, d'après Albéric de Doust, en 1234 Arnoul de Wesemael et son épouse Imaina firent don au monastère de Linter de soixante bonniers situés dans leur domaine de Meerhout et qu'ainsi le patronat de l'église passa à l'abbaye de Linter.

Il y a ici confusion manifeste. Si Mareolt ou Meerhout eût été un *vicus* du territoire de Sichem il ne saurait être question de celui-là dans une donation faite par Arnoul de Wesemael : ce seigneur n'ayant jamais rien eu de commun avec le territoire de Sichem.

D'un autre côté si ce Meerhout appartenait au territorium de Sichem il ne s'agirait certainement pas du village de Meerhout canton de Moll.

Mais il y a autre chose : ce n'est pas Arnoul de Wesemael qui, en 1234, donne l'église de Meerhout à l'abbaye de Linter. En 1229 « Henri de Meerhout, chevalier, fils de Thierry nommé communément Hane- » greve » reporte entre les mains du duc Henri de Brabant « l'église de Meerhout avec la dîme et tous les » biens qu'il tient là en fief du duc (1). » Ceci prouve tout simplement que c'était le duc de Brabant qui possédait le patronat de l'église de Meerhout ainsi que la dîme du lieu et en disposait comme d'un fief. Or, si dans la charte de 741 il se fut agi du village de Meerhout qui nous occupe, l'abbaye de Saint-Trond en aurait sans aucun doute possédé le patronat et la dîme ;

(1) « Henricus, dei gratia dux Loth... Accedens ad praesentiam
» nostram Henricus miles de Meerhout filius Theodorici qui vulgariter
» Hanegrave cognominatur ecclesiam de Meerhout ac decimam et omnia
» bona quae ibidem de nobis tenuit in feodum in manus nostras ad opus
» ecclesiae de Valle Virginum reportavit, et nos... liberaliter et absolute contulimus... Huic facto interfuerunt Godefridus de Perweis,
» Arnoldus de Wesemale... Acta sunt haec apud Furam anno Domini
» 1229 feria proxima post Laetare Jerusalem. » L'acte est imprimé dans Bets, *Geschiedenis van Oplinter*, d'après le *Cartulaire de l'abbaye*.

et si dans la suite l'abbaye eût été dépossédée par le duc de Brabant, le chroniqueur de Saint-Trond nous en aurait certainement informés, comme il nous a informés des autres déprédations commises par les grands au préjudice de l'abbaye.

Notons que dans l'acte de 1229 Arnoul de Wesemael intervient comme témoin ; ce qui peut jusqu'à un certain point peut-être expliquer la confusion dont nous parlions plus haut.

Nous concluons de tout ceci que l'abbaye de Saint-Trond ne posséda jamais le droit de patronage de l'église de Meerhout, ce qui est très important pour la suite de cette petite étude.

Dans sa monographie de Montenaken le docteur Kempeneers (1) cite la charte de 741, et explique le texte comme suit : « Halen, Schafnis (*Schaffen*), Felepa » (*Velpen, hameau sous Halen*), Marholt (*Meerhout*) » *situé avec Schaffen sur la rive gauche du Demer, sous Diest*). »

D'abord Meerhout et Schaffen sont situés sur la rive droite du Demer et Meerhout est distant du Demer de trois lieues.

« Sous Diest. » Nous connaissons sous Diest un ruisseau qui s'appelle le Meerbeek, et sur lequel est situé Assent, le *Hasnoch* d'une charte de 838 (2), mais il n'existe sous Diest aucun lieu-dit Meerhout.

Voici, d'après les précieux manuscrits du Pensionnaire van Zurpele (3) les lieux-dits ou plutôt les hameaux

(1) *De oude Vrijheid Montenaken*, t. II, p. 347, note 1 (a).

(2) *Cartulaire de Saint-Trond*, t. I, p. 5.

(3) Godefroid-Jean van Zurpele descendait d'une ancienne famille de Chevalerie, tirant son nom d'un lieu-dit à Zeelhem. Il naquit à Diest (1650) et y mourut (1707) après avoir pris ses licences à Louvain et rempli les fonctions de secrétaire et pensionnaire de sa ville natale, ainsi que celles de conseiller-receveur du roi d'Angleterre (prince d'Orange et par là seigneur de Diest). Il laissa des mémoires très intéressants dont une partie, comprenant les *Coutumes de Diest* a été éditée dans les *Coutumes de Brabant*.

du *Pays de Diest* : Du côté du Hageland : *Weelaer, Beylaer, Stryrode, Pedele, Ter Bost, Brouxbergen, Liebroeck, Papenbroeck, Meerbeeck, Langrode, Reyrode, Ten Berghe, Ten Venne* et *Roeterehove*. — Du côté de la Campine : *Molenstede, Rode, Schoonaerde, Schaffen, Heze, Blanclaer, Kelbergen, Pere, Ingelbeeck* et *Bercht*.

D'après tout ce qui précède nous croyons être en droit de dire que toutes les explications données jusqu'ici du Mareolt de 741 sont inadmissibles.

Nous en proposons une nouvelle.

Il y a quelque temps nous avons eu la bonne fortune de mettre la main sur un vieux registre aux cens et rentes de l'église de Donck et qui présente le plus grand intérêt pour la topographie locale. Ce document porte la suscription suivante :

« Register ghecopieert door M^r Peter Renart Bachelier inde Godtheyt en pastoor in Donck uyt een ander oudt register gemaect door Hendrick van Surpel en Hendrick van Linter mombaerts der Fabrycke van Donck in jaere dusent vier hondert en vyffenvyftich in junio, vande renten cynsen pachten competerende de vroorsc, fabrycke en kercke van onse lieve Vrouwe van Donck (1). »

Dans ce registre nous avons fait la connaissance d'un lieu-dit *Meerhout, Meerot*, situé à Donck même. Ce lieu-dit est parfaitement connu sous ce nom des habitants de l'endroit et des documents contemporains en font foi (2).

(1) « Registre copié par Maître Pierre Renart, bachelier en théologie » et curé de Donck, hors d'un autre vieux registre fait par Henri van » Surpel et Henri van Linter mambours de la fabrique de Donck en » l'année 1455 en juin, contenant les rentes, cens et fermages compétant » la prédite fabrique et église de Notre-Dame à Donck. » La copie a été faite vers 1610; en deux endroits (pp. 48 et 93) elle est certifiée exacte par le notaire P. van Kelcteren. Le registre contient, outre les cens et rentes, deux ou trois actes passés devant le curé Renart (var. *Renaerds, Renarts*).

(2) Voici par exemple une mention prise dans le *Manuael der Kerkelijke inkomsten van de gemeijnti Donck voor het jaer 1824* : « Vier » en dertig vierkante roeden 6 roeden land op het Meerhout onder » Donck. »

C'est ce *Meerhout*, *Meerot* divisé en *Groot-Meerhout* et *Klein-Meerhout* que nous regardons comme le Mareolt de la charte de 741.

Voici quelques extraits du registre en question :

(Page 23) « Item Wilbrordt Bogaerts vyff stuyvers van drie zillen landts ghelegghen *opt cleyn Meerhout*, regenoten het gasthuys van Halen ter eender zyde, de kinderen Herman Hermans Hendrick Broeders ter ander zyde en̄ die ghemeyn heyde ten derde zyde..... v. st. »

(Page 30) « Item soo heeft noch de fabrycke der kercke van Donck anderhalff zille landts gelegghen *opt Meerhoudt* aen die heyde op die een syde, Herman van Hameyen op die tweede syde, Aert Otten op die derde zyde, en̄ Reynier vander Noot op die vierde syde. »

(Page 33) « Item soo heeft de fabryke voorse, een vaet korens effelyck aen en̄ op een zille wynnens landts toebehorende Reyneren Wiggers ghelegghen op het yseren velt by die Sittert, en dit vaet rogghe heffet de persoon van Donck van anniversarien van lant geheten *dat Merhot* voorsc. »

(Page 48) « Item Loyck Jannes heeft gelaten der kercke van Donck tot reparatie van wyn en̄ broode op seeckere panden iij zillen geheten *te Meerot* regenoot gemeyn hey Mariken Hermans, dat gasthuys van Halen en̄ hōēfn (1) onder hoff van Donck welck daer die kercke ghiechte en̄ goeyinge aff heeft in̄ selven hoff voorsc. »

Donc voilà parfaitement constatée l'existence d'un *Meerot*, *Meerhot*, *Meerhout* à Donck ; et tous ceux qui sont un tant soit peu au courant des transformations des noms propres de lieux flamands reconnaîtront dans ces dénominations l'ancienne forme *Mar(e)olt*.

Nous avons dans les extraits donnés plus haut un renseignement précieux sur la position de ce Meerot : il touchait au lieu-dit *Heyde*. Or ce lieu-dit est parfaitement connu et se trouve même indiqué sur nos cartes militaires.

De plus le peuple de nos jours connaît encore le Meerot et désigne de ce nom tous les terrains situés

(1) Hōēfn = hoefende, ressortissant à la Cour de...

dans l'angle formé par la route de Diest à Hasselt et le chemin empierré vers Rummen (1) ; ces terrains il les appelle le *Groot-Meerhout* et cette dénomination est consignée dans des documents modernes ; le registre de 1455 cite un *Klein-Meerhout* touchant à la *Heyde*.

De tout ceci nous concluons que le Meerhout comprenait *plus minusve* tout le terrain marqué sur notre carte par des diagonales, et que c'est là qu'il faut chercher le Mareolt de 741.

Mais on objectera que puisque l'église de Donck est bâtie là, ce n'est pas le *Mareolt* qu'il faut chercher là, mais bien le *Dungo*.

Cette difficulté n'en est pas une : le vieux Donck primitif et son église, la « basilica » du VIII^e siècle, ne se trouvaient pas où se trouvent le centre actuel du village et l'église actuelle.

Voici des détails sur cette vieille église et ce Donck primitif puisés à des sources authentiques (2).

D'après la charte de 741 la basilica existait déjà.

Adélard II (1055-1082) la fit reconstruire : « Aeccle-
» siae quas per abbatiam novas edificavit, seu quas
» reedificari ex parte juit sunt..... in Dunch (3). »

La chronique nous donne une description détaillée du vieux Donck, au XII^e siècle : « Ecclesia de Dunch
» duas tantum libras solvebat in anno ; locus in quo
» stat solitarius est et amenus, utpote circumfluente
» eum aqua navigifera, et arcentibus ab eo latis palu-
» dibus omnem viam, excepta una, studio potius quam
» natura facta. In hoc videlicet loco preter aecclesiam
» ab omni edificio vacuo, quia alias non habebam,

(1) Voyez la carte explicative.

(2) Je laisse de côté l'étymologie de *Dungo*, le *Donck* flamand actuel, qui signifie un endroit bas, marécageux et qui dans les composés a la même signification que le mot usuel *Broek* (Beerbroek = Beeren-donck). Cette signification seule nous dit que Donck n'est pas à trouver là où s'élève l'église actuelle, mais près des cours d'eau le Démer, La Herck, etc., vers Linckhout.

(3) *Chronique de Saint-Trond*, t. I, p. 20.

» domum contraxi dominicalem et horreum claustrumque satis aptum composui juxta aecclesiam, intusque et foris officinas coenobitis necessarias (1). »

Remarquons le *latis paludibus* vérifiant le nom de Donck ; ensuite le *locus... ab omni edificio vacuus* donne encore un argument pour une « villa adjacens... » Mareolt, » près de Donck, comme Velpen l'était également.

La *via una studio potius quam natura facta* quelle était-elle ? Est-ce le chemin de terre longeant la ferme de l'abbaye ? Ou bien est-ce la digue passant un peu plus au Nord et dont une partie existe encore (2) ? Je ne saurais le dire ; d'après le passage de la *Chronique* que nous citerons plus bas on inclinerait pour la première hypothèse. En tout cas il est certain que primitivement la « basilica » de Donck servait d'église à tout le pays d'alentour.

Il restait alors (au XII^e siècle) à Donck un moine desservant l'église, et d'autres confrères s'occupant peut-être de défrichements ou de culture. La chronique fait suivre la description ci-dessus du règlement intervenu entre le desservant et ses confrères (3).

La maison occupée par les religieux était en 1255 assez spacieuse pour que l'abbé put s'y réfugier avec sa communauté, afin de se soustraire aux révoltés de Saint-Trond (4).

En 1291 l'abbé Guillaume de Mechlinia (1277-1297)

(1) T. I, pp. 160 et 161.

(2) La partie de cette digue du côté de Halen s'appelait et s'appelle encore le *Moster-Dyk* (corruption de Munster-Monster-Dyk, digue du monastère) ; celle du côté de Herck le *Halbeker Dyk*, de l'ancienne Cour de Halbeek.

(3) T. I, p. 161.

(4) Comme le texte de la *Chronique* est peu connu nous le transcrivons : « Dominus abbas veritus adhuc insultum eorum, ad curiam nos » tram Dunc proxima die sancti Johannis baptistae sequente (25 juin) » confugit ; ubi etiam plures seniorum, vel ut ferebatur totus conventus, » subsecutus fuit, usque dum oppidanorum sevicia quievit » (T. II, p. 204).

reconstruisit à neuf la résidence de Donck, et ayant creusé un nouveau lit pour la Herck il en fit une ceinture pour la Cour et relia par une digue les terres basses à l'église (1).

En 1303 et en 1323 les religieux se réfugièrent de nouveau à Donck ; mais en cette dernière année, comme le séjour se prolongea pendant quatorze mois, plusieurs tombèrent malades « à cause de l'insalubrité » de l'air (2). »

En 1329 l'abbé Adam d'Ordange (1297-1330) fit agrandir la Cour de Donck et y érigea une espèce de retranchement (3).

Comme on peut le voir sur la carte explicative toutes ces constructions s'élevaient près de l'ancienne église de l'ancien Donck et celle-ci était située au delà

(1) « Anno Domini M° CC° XCI° idem abbas Willelmus construxit » de novo in allodio nostro de Dungh aulam pulcram cum suis appendiciis, et fluvii Herke, que tantum post mansionem preterfluxit, effosso » novo alveo, totam illam curiam intra præfatam Herkam conclusit, que » nuncusque per dikum, quo de campestribus ad ecclesiam transitur, » non cessat preterfluere » (T. II, p. 222).

(2) « Sub hac et aliorum perturbationum ingruentia conventus totus » exivit de clauastro relinquens opidum, et venit ad nostram mansionem » apud Dungh, juxta abbatem Adam ibidem moram facientem. Ubi cum » continue moraretur per menses ferme xiiij, plures ex nostris dominis » et confratribus propter aeris inconvenientiam egrotabant » (T. II, p. 254).

(3) « Ipse eciam fecit aulam mansionis nostre apud Dungh prolongari versus orientem, quantum ad unius arcus colligaturam. Qui » etiam domum fortalicii ibidem... a fundis erexit » (T. II, p. 268).

De toutes ces résidences spacieuses il ne reste absolument rien que les fondements et les souterrains ; mais on peut parfaitement, par les accidents de terrain, se rendre un compte exact de l'emplacement des bâtiments ainsi que des fossés qui les entouraient. La ferme de l'abbaye existant encore est de construction plus récente ; autrefois contre le bâtiment de ferme étaient adossés d'un côté la brasserie, de l'autre un logis de maître ou plutôt un logis de seigneur. Ce dernier est en voie de démolition et du Paenhuys ou Brasserie il n'existe plus rien. Mais la ferme a encore grand aspect. Au-dessus de la porte d'entrée sont sculptées les armoiries de l'abbé Amand Vander Eycken (1730-1751) : d' (argent) à trois glands (au naturel), tigés et feuillés de (sinople). Dev.se : *Crescit amando*.

de la Herck. Jusque il y a une vingtaine d'années son emplacement était marqué par un reste de forte maçonnerie formant un coin d'édifice, et que les habitants de l'endroit désignaient sous le nom de *Stomp* (Bloc).

Ce n'est qu'au milieu du siècle passé que l'on songea à reconstruire une église dans un endroit mieux approprié aux besoins des habitants. Le retard apporté à cette construction peut facilement s'expliquer par le fait de la proximité des églises de Halen, de Herck, de l'ermitage de Rynrode, de l'abbaye de Rothem, bâties dans le cours des siècles.

Nous avons trouvé la supplique adressée à l'évêque par le curé G.-R. Voskens (1) à l'effet de pouvoir bâtir ; cette supplique est apostillée par le Vicaire-Général Stoupy, le 10 novembre 1750.

Voici ce document :

Reverendissime ac Illustrissime Domine Vicarie-Generalis
Leod. Dioec.

Cum ecclesia parochialis pagi de Donck jam a multis annis
propter inundantiam aquarum fuerit inaccessibilis, ut certo de

(1) Il y eut deux curés de ce nom à Donck. Ils appartenaient à la famille Voskens de Hasselt. Voici leur épitaphe telle que je l'ai transcrite en 1889 :

SINCERE ET CAUTE
A^o 1744 21 JANUARIJ
OBIIT RDŪS DNŪS
JOANNES REINERUS
VOSKENS HASSELLENSIS
HUIJUS PAROCHIAE
PASTOR ZELOSISSIMUS
CUI SUCCEDEN (S) RDŪS DNŪS
GODEFRIDUS REINERUS
VOSKENS EJUS GERMANUS
PRIMUM HUIJUS CHORI PAVIMENTUM
ET SEPULTURAM PONI CURAVIT
OBIIT A^o 1761 6 JAN
R. I. P.

L'inscription est surmontée des armoiries des Voskens : Burelé (d'or et de gueules) de dix pièces, au chef parti, à dextre de (sinople) à deux renards affrontés (au naturel), à senestre d'(argent) à trois fusées de (gueules).

necessitate constet edificandi novam ecclesiam, et reverendissimus Dominus abbas Sancti Trudonis sit intentionis edificandi novam, in loco magis congruo dictæ communis, hinc infrascriptus humillime supplicat ut reverendissimus ac illustrissimus Dominus aliquem deputare dignetur et locus in quo edificabitur nova ecclesia benedicatur ut cadavera secundum ritum romanæ ecclesiæ terræ mandare valeam. Quod faciendo sum omni submissione et reverentia.

G.-R. VOSKENS, pastor pagi de Donck.

(Apostille). Deputamus oratorem ad petitam benedictionem faciendam petitamque in decenti et commodo loco edificandi novam ecclesiam concedimus sic ut in ea non celebretur sine speciali licentia serenissimæ suæ Eminentię Episcopi et Principis nostri Leodiensis 10 novembris 1750.

ED. STOUPEY, vicarius-generalis.

L'église fut achevée peu de temps après ; elle porte au-dessus de la porte d'entrée les armoiries de l'abbé Jos. Van Herck (1751-1780) et voici trois notes relatives à la pose de la première pierre, à la bénédiction de l'église et à sa consécration ; elles sont extraites du registre paroissial de l'époque :

1752 die decima 3tia aprilis benedixi primarium lapidem in ecclesiæ fundamentis positum per reverendum admodum dominum Placidum Ausloos religiosum presbyterum Sti Trudoms tempore reverendissimi Josephi van Herck ejusdem Abbatiae Abbatis.

G.-R. VOSKENS, pastor in Donck.

Anno 1752 die 18^{bris} benedixi novam Ecclesiam nostram qua die primum celebravi sacrum.

G.-R. VOSKENS, pastor in Donck.

1753 7 8^{bris} consecrata est Ecclesia per reverendissimum Dominum Jacquet Episcopum Hipponensem.

VOSKENS, pastor.

Concluons.

Mareolt existe sur le territoire de la commune actuelle de Donck. Sa distance de l'église primitive de Donck est telle que le terrain ainsi désigné pouvait au

VIII^e siècle former une *villa adjacens* à Donck, de même que Velpen.

La position de Mareolt est parfaitement indiquée par les textes anciens que nous avons publiés et par la dénomination actuelle de Meerhout dérivée régulièrement en passant par les formes Marolt, Marot, Meerot.

Donc le Mareolt de la charte de 741 n'est pas le village de Meerhout actuel situé en plein *pagus Taxandriae* mais bien l'ancien lieu-dit *Meerhout* situé sur le territoire de Donck en plein *pagus Hasbaniae*.

L'abbé POLYD. DANIËLS.



PAROISSE DE VISÉ

INTRODUCTION

Tout le monde reconnaît que la paroisse de Visé est, au point de vue historique, une des plus intéressantes du diocèse.

L'amateur d'histoire et d'objets d'art énumère avec plaisir les nombreux souvenirs qui s'attachent à cette ville et admire sa belle et vieille châsse de saint Hadelin et pourtant personne n'avait songé à réunir ces souvenirs, à décrire la vie de ces vieilles institutions et à faire connaître ces richesses artistiques.

On ne doit pas s'en étonner. Une histoire locale doit être faite sur les lieux mêmes, et au premier abord la composition d'une histoire de Visé paraît une besogne si vaste et si difficile, qu'on comprend facilement que personne n'ait songé à l'entreprendre.

Le nombre et la variété des institutions qui lui donnent un plus grand intérêt, rendaient l'entreprise moins aisée. L'éparpillement des archives dans différents locaux de Visé et de Liège, la disparition de beaucoup de documents importants rendaient la tâche plus difficile. Enfin l'absence presque complète de renseignements concernant Visé dans les historiens de l'ancien pays de Liège, était capable de décourager celui qui aurait voulu s'en occuper.

Ces difficultés nous auraient arrêté également si les bienveillants encouragements et les conseils pratiques de quelques amis de l'histoire liégeoise n'avaient vaincu nos hésitations. Qu'il nous soit permis de leur exprimer ici toute notre reconnaissance.

A l'aide de leurs gracieuses et précieuses indications nous avons pu consulter les principaux ouvrages qui s'occupent de l'histoire de Visé et dont voici la nomenclature :

Histoire de la bonne ville de Visé (1), parue dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, première année, pages 349 à 400. Ce travail, qui a les défauts des autres ouvrages du même auteur, — surtout la légèreté et la partialité, — n'est pas une véritable histoire de Visé. Il comprend un court exposé de son organisation politique et judiciaire en 1789, la nomenclature des principaux faits de son histoire civile et politique et une étude plus complète du régime communal visétois à travers les siècles. Les erreurs et les appréciations partiales y sont nombreuses ; nous en avons relevé un certain nombre.

Un abrégé de la vie de saint Hadelin, publié en 1788, à l'occasion du jubilé de quatre cent cinquante ans de la translation du chapitre de Saint-Hadelin à Visé.

Les Arbalétriers et les Arquebusiers de Visé, par J. Mathieu, publié également dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, année 1871. Cette monographie est assez incomplète et parfois inexacte. Nous l'avons refaite dans un travail sur *La compagnie des Arbalétriers de Visé*, qui a paru dans la *Gazette de Liège*.

Outre ces ouvrages spéciaux nous avons consulté les meilleurs historiens du pays de Liège : Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège*, aux ^{xv}^e, ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ; Bouille, Fisen, Chapeauville, Jean d'Outre-Meuse, de Gerlache, etc.

(1) Par M. F. Henaux.

Pour la partie biographique, nous nous sommes servi du *Miroir des nobles*, de Hemricourt; de la *Biographie liégeoise*, de Bec-de-Lièvre; de L. Depaige, *Introduction à la correspondance de R. Fr. de Sluse*; Charles de Linas, *Exposition rétrospective de Liège, 1881*; Jos. Demarteau, *A travers l'exposition de l'art ancien au pays de Liège*; Reusens, *Catalogue* de la même exposition, nous ont guidé dans le chapitre consacré à la châsse de saint Hadelin et aux autres antiquités visétoises.

Nous avons encore puisé à différentes autres sources, que nous indiquons à l'occasion.

Les documents manuscrits que nous avons explorés sont :

Les archives de l'église de Visé, qui se composent d'une minime partie des anciennes archives de la collégiale de Saint-Hadelin et de la cure de Visé. Elles comprennent environ vingt-cinq registres, parmi lesquels on trouve un registre aux contrats contenant des actes assez importants que nous citerons, trois registres des prévôts, qui donnent la liste de ces dignitaires ainsi que leurs droits, revenus et privilèges, un registre-répertoire renfermant le catalogue des anciennes archives, les autres de moindre intérêt. Quelques parchemins et quelques liasses ont été conservés. La plupart concernent le moulin banal, le couvent des Récollets, ou des procès du chapitre. Le plus intéressant de ces documents est l'acte de translation du chapitre à Visé en 1338. Ce parchemin, muni du sceau d'Adolphe de la Mark, a été exposé à Liège en 1881.

Pendant l'émigration en 1797 les chanoines emportèrent à Bonn ce que leurs archives renfermaient de plus précieux. Une partie de ces documents doit se trouver encore en Allemagne; deux copies d'actes du XIV^e siècle nous sont parvenues de la part d'un prêtre allemand.

Les archives de l'Hôtel de ville de Visé, qui com-

prennent une trentaine de registres : les uns concernant les privilèges, les métiers ou les pauvres de Visé, les autres contenant les décisions de la Cour de justice et du magistrat. Le plus ancien remonte à 1460.

Les archives de l'Ecole moyenne de l'Etat consistant dans les papiers provenant du collège de l'Oratoire et du couvent des Sépulcrines.

Les archives des Arbalétriers et des Arquebusiers que les deux compagnies ont mises gracieusement à notre disposition.

Les archives de l'Etat à Liège, possèdent une grande quantité de registres de la Cour de justice de Visé et de registres aux recès du magistrat. Nous y avons surtout consulté un registre de la cathédrale de Saint-Lambert (stock de Hesbaye, 1346) donnant l'énumération des biens et revenus de la cathédrale à Visé ; un stock de la collégiale de Sainte-Croix fournissant des renseignements semblables, de même qu'un registre de l'ordre des chevaliers de Malte concernant le Temple et les autres biens que cet ordre possédait à Visé.

De plus nous avons cherché à réunir les vieux souvenirs et les anciennes légendes visétoises en consultant ceux qui étaient le plus à même de nous renseigner.

Les résultats de ces différentes recherches ont été condensés dans ce travail, que nous présentons à la bienveillante appréciation du lecteur.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LE VISÉ D'AUTREFOIS.

« Il est peu de situations, » dit Saumery, « plus » agréables que celles de Viset. La Meuse y roule des » flots majestueux dans un lit spacieux et découvert, » elle y forme de belles isles, modèles de la fertilité que » procure un fleuve aux pays qu'il arrose. La fertile » vallée, ou celui-ci serpente, a près d'une lieue de lar-

» geur en cet endroit et paraît elle-même une grande
» ville par la largeur et la quantité des villages qui s'y
» trouvent rassemblés.

» Entre de semblables objets qu'on se peigne un
» groupe de jolis édifices, disposés en amphithéâtre,
» telle est la ville de Viset, composée de plusieurs rues
» droites, larges et parallèles à la rivière avec des tra-
» verses qui en font la communication. Les bâtiments
» en sont beaux et bien réglés ; ils annoncent une opu-
» lence que soutient également la fertilité du pays,
» l'humeur industrielle de ses habitants et l'heureuse
» situation de cette ville pour le commerce (1). »

Cet extrait nous donne une idée générale du Visé d'autrefois, que nous tâcherons de compléter à l'aide des souvenirs et autres renseignements que nous avons pu recueillir.

Si l'on fait abstraction du nouveau quartier de la station, la ville avait anciennement à peu près l'étendue qu'elle a de nos jours.

Comme toutes les autres villes et bourgs, Visé était entouré de remparts. Ceux-ci longeaient l'église au Sud, suivaient à l'Est le tracé de la promenade qui a conservé leur nom ; près de la porte de Moulard, ils prenaient la direction de la Meuse par la rue actuelle du Pont. Un mur en pierres, construit à quelques mètres du fleuve, fermait la ville de ce côté sur toute sa longueur.

Quand on voulait mettre la ville en état de défense on remplissait les fossés des remparts avec l'eau de la *Fontaine*.

Différentes *portes* et quelques *postiches* étaient pratiqués dans les remparts et livraient accès à la ville.

La porte de *Souvreit* ou d'*Argenteal* et celle de *Lorette*, appelée autrefois porte de *Dalhem* ou du *Marchéit*, étaient flanquées de tourelles.

(1) Saumery, *Les délices du pays de Liège*.

Celle de *Mouland* avait la forme d'un grand postiche, d'où lui venait le nom de *porte Postiche*.

Une autre porte, dite de Saint-Lambert, se trouvait anciennement du côté de la station et conduisait à l'ancien pont et à la *voye de Treit* (Maestricht).

Après la reconstruction des remparts on laissa un espace libre entre la Meuse et le nouveau mur, dans l'entre-temps aussi l'ancien pont avait disparu, la porte Saint-Lambert perdit ainsi son utilité; aussi les Visétois demandèrent en 1543 de pouvoir la boucher ou diminuer (1).

Du côté de la Meuse se trouvait dans la rue de l'Eau une porte qui changea plusieurs fois de nom. Anciennement on l'appelait porte de l'Arche ou des Arbalétriers, plus tard porte à l'Eau. Dans ce même mur se trouvaient différents postiches établis par la ville au Plétrou et dans leurs propriétés par les particuliers avec l'autorisation du magistrat. Une des attributions du *secrétaire* ou garde de la ville était de *serreir* et *desserreir* les portes publiques à l'heure voulue et de veiller à ce que les postiches des particuliers fussent également fermés quand le règlement l'exigeait. Ce fonctionnaire touchait de ce chef en 1557 un traitement de 12 florins (2).

L'église avait aux différentes époques les formes que nous décrirons plus tard.

Le cimetière se trouvait près de l'église et comprenait la majeure partie de la Grand'Place actuelle. Il était clôturé d'une haie vive d'abord, d'un mur dans la suite.

Dans le voisinage du chœur, il y avait un puits public, dont l'usage fut interdit il y a environ deux siècles par mesure d'hygiène et qu'on a retrouvé il y a quelques années.

(1) *Analectes pour l'hist. eccl.*, t. VI.

(2) Archives de la ville.

La place du Marché, assez vaste dans le temps, perdit de son étendue à mesure que le marché diminuait en importance.

Le quartier de la ville près du cimetière et de la place du Marché était exempt de la juridiction civile et portait le nom d'*encloîtres* ; il comprenait les habitations des membres du chapitre qui y vivaient séparément, de ses hebdomadaires et autres employés.

La rue Haute avec *la rue actuelle du Collège*, appelée *rue des Religieuses* aux XVII^e et XVIII^e siècles, est désignée dans les anciens registres sous le nom de *rue tendante de porte postiche à Marcheit*. Dans le temps elle n'avait pas l'issue vers les remparts qu'on y a pratiquée depuis.

Vers 1750, on y construisit le collège des Oratoriens sur l'emplacement d'une grande *court* ou ferme. Au siècle précédent, le couvent des Sépulchrines y avait pris la place de plusieurs habitations particulières, dont une appartenant à un membre de la famille de Sluse.

La rue du Perron, au XIV^e siècle *la rue Bonne*, et les différentes ruelles, qui lui sont parallèles, reliaient, comme de nos jours, la rue Haute à la rue Basse et à celle des Récollets.

A l'endroit où se trouve maintenant l'hôtel de ville se dressait avant 1600 le perron visétois, emblème des franchises et des libertés de la ville. Ce perron, qui datait probablement de 1425, — année où Jean de Heynsberg accorda des privilèges aux Visétois — donna à l'ancienne rue Bonne son nom actuel.

Le nom de rue Basse est assez récent. C'était jadis « *la rue tendante de Perron à porte de Souvreit*, » comme la rue des Récollets « *tendait de Perron à l'hospital Saint-Nicoleie*. » Cette dernière rue n'avait pas dans le temps son issue actuelle vers la station.

Dans cette partie de la ville s'élevait l'*hospital de Saint-Nicoleie*, qui, en 1738, fut transformé en écoles d'humanités. Un peu plus loin, du côté de la Meuse, à

l'entrée du pont actuel, on trouvait la *tour l'Evesque*, prison du prince, dans laquelle, d'après une tradition, le sanglier des Ardennes aurait été enfermé avant d'être conduit à Maestricht. Les terrains voisins restèrent assez longtemps à l'état de *waide* ou prairie. Plus tard on y construisit le couvent des Récollets.

Evidemment, dans le temps, Visé n'avait pas au même degré que de nos jours, le cachet de propreté qui le distingue. Son pavage a dû se faire lentement. Les fermes, assez nombreuses alors en ville, occasionnaient un charriage et un passage de bétail continuels dans les rues et y étalaient parfois des tas de fumier et d'immondices, qui provoquèrent plus d'une fois des règlements communaux.

Les maisons devaient avoir l'aspect de leur époque. Saumery les dit « belles et bien réglées, annonçant » l'opulence des habitants. » M. Henaux les décrit comme « petites et peu élégantes. » Notons à ce sujet que le premier les avait vues de ses propres yeux et ajoutons que les vieilles habitations, qui sont encore nombreuses à Visé, témoignent en faveur de son appréciation.

Les plus anciennes d'entre elles étaient, assez souvent, construites en bois et en briques et avaient des étages en saillie sur la rue. Celles de la fin du XVII^e et du XVIII^e siècles sont presque toutes en pierres et présentent, comme encadrement des portes et fenêtres, une ornementation simple, droite et symétrique.

Toutes avaient de grandes fenêtres dont les quatre ou six compartiments, séparés par de gros croisillons immobiles, en bois au XVI^e siècle, en pierres dans la suite, étaient garnis de petits carreaux à couleur verdâtre, fixés au moyen de plomb.

Sans doute parce que l'usage des stores et rideaux était moins fréquent, les fenêtres étaient presque toujours garnies de persiennes, dont on voit encore quelques gonds. Nous ne savons quelle était la forme

de ces persiennes pour les maisons riches. Pour les habitations moyennes et pauvres elles consistaient en quelques planches assez mal agencées ; les dernières de celles-ci ont disparu il y a à peine deux ans.

Le faubourg de Souvré n'avait pas sa voie de Liège. Il se composait des maisons longeant la route qui partait de la porte d'Argenteau et allait à Malconvat, maintenant la vallée des Soupirs. Les hauteurs de ce quartier étaient déjà au ^{xiv}^e siècle couvertes de vignobles. Quelques fours à chaux existaient de ce côté au moins au ^{xv}^e. Peu à peu cette industrie et l'établissement de la nouvelle route et du chemin de fer ont enlevé une partie des rochers, qui, antérieurement, s'avançaient jusqu'au bord de la Meuse.

Devant-le-Pont avait pour la construction des bateaux un chantier très connu.

Dans le voisinage de la ville étaient éparpillées quelques fermes : celle du Temple qui subsiste toujours ; celles de Waidrée, de Hurbize, etc., qui ont disparu.

Au lieu des belles routes reliant maintenant Visé aux localités voisines, il y avait alors les *voyes* de Feneur, de Dalhem, de Mons et Mouland, qui, des portes, gagnaient les hauteurs par des ravins tortueux et rocailleux, de vrais *Paradis des ch'vaux*, comme nos ancêtres appelaient les moins praticables d'entre elles.

La population de la ville, qui devait être en rapport avec l'étendue de la localité, semble n'avoir jamais été plus forte qu'elle n'est de nos jours. D'après un auteur du siècle dernier, la peste de 1578 y fit jusqu'à deux mille cinq cents victimes. Ce chiffre doit être exagéré : rien ne semble le justifier. En tous cas, à partir de cette époque, Visé ne compta jamais plus de trois mille habitants.

La culture des champs et de la vigne occupait une partie de la population ; le commerce, quelques petites industries et les nombreux établissements religieux

qu'on trouvait alors à Visé donnaient des moyens d'existence à l'autre.

Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles Visé était le séjour de quelques familles riches et nobles. Le lieutenant-bailli de la vallée de la Meuse, les drossards de Hermalle et de Noorbeek y résidaient.

Visé était compté parmi les bonnes villes du pays de Liège, il envoyait des délégués aux Etats et subissait les vicissitudes de fortune par lesquelles passait la principauté.

I.

NOM ET HISTORIQUE DE VISÉ.

LE NOM DE VISÉ.

Le plus ancien document, qui cite le nom de Visé est l'acte de partage des fils de Charlemagne en 870, où il est dit : « *Liugas quod de iste parte est Mosae et per-* » *» tinet ad Veosatum.* » Dans la suite ce nom prend différentes formes : on trouve Visetum, Visatum, Viesatum, Velsatum, Viosatum, Wiosatum, Wisatum. Parfois même il subit des métamorphoses bizarres et s'écrit Wegesar, Gvegesat ou Vogesatum.

Hemricourt et Jean d'Outremeuse écrivent Viseit ou Vieseit. Cette forme resta assez longtemps. Mais pour éviter toute confusion entre la ville de Visé et le village de Wezet près de Maestricht, qui en latin s'écrivait également Visetum, on ajoute au premier nom supra Mosam, sur Meuse, et au second, ad campos, Veldwezet.

Plus tard, après 1600, la terminaison romane *eit* se changea en *é*. Confraterniteit devint confraternité, Viseit devint Visé.

De nos jours Visé se dit en flamand *Wezet*. Il en était déjà ainsi en 1500 : l'oiseau du collier des Arbalétriers, qui date de cette époque, porte l'inscription *von Wezet bin*. Dans des registres du ^{xvi}^e siècle on trouve *Mark-*

Wezet, Visé-Marché, en opposition avec *Veldwezét*, Visé-Campagne.

Quelle est dans ces formes multiples, celle qui se rapproche le plus du nom primitif ? En d'autres mots, quelle est l'origine du nom *Visé* ?

Deux opinions, défendues par des hommes compétents, se trouvent ici en présence.

M. Kurth, le savant professeur de l'Université de Liège, dit que dans cette question il faut se tenir à la forme la plus ancienne, dont les autres ne sont que des altérations. Cette forme, *Veosat*, n'admet aucune interprétation germanique ni latine, donc elle doit être *celtique* ; on ignore sa signification.

Contrairement à cette opinion, M. l'abbé Habets, de Maestricht, donne au nom de Visé une origine *tudesque*. D'après lui *Veosatum* ne serait qu'une des multiples transformations que les temps ont fait subir au mot tudesque *Wiese*.

Voici une considération en faveur de cette seconde interprétation.

A trois lieues de la ville se trouve le village flamand *Veldwezelt* ou *Veldwezét*, qui anciennement s'appelait *Visetum* comme Visé et qui porte encore le nom *Wezet* que les flamands du voisinage donnent à notre ville.

Toutes les localités voisines ont des noms d'une origine germanique.

Dans Dalhem elle est manifeste.

Bombaye vient par diverses transformations de *Bolbeek*.

Berneau, jadis *Biernawe*, a une terminaison allemande fort commune qu'on retrouve même dans *Meschawe* (*Mesch*), nom du village hollandais voisin de Berneau.

Le nom *Erkenteil* du XII^e siècle s'est lentement métamorphosé et est devenu Argenteau.

Richelle (*Rickela*, au XI^e siècle), avec des allures aussi

françaises que celles d'Argenteau pourrait bien avoir la même origine que Ryckel, près de Saint-Trond. C'est tellement vrai que M. Ralhenbeeck, dans son *Histoire de Dalhem*, confond les deux localités et place à tort le berceau de Denys-le-Chartreux dans le pays de Visé.

Hallembaye ne devrait-il pas son nom à son ruisseau, comme Bombaye et Nordebaye (Noorbeek)?

Enfin tous les étymologistes admettent une origine franque pour les noms de Herstal et de Hermalle.

Si toutes les localités voisines de Visé ont des noms tudesques, on doit être porté à admettre la même origine pour le nom de cette ville.

Cette considération, qui donne quelque probabilité à la seconde opinion, est cependant loin de résoudre la question, d'autant plus que l'origine tudesque rencontre plus d'une difficulté ; ainsi le *t* que l'on retrouve dans toutes les anciennes formes ne s'explique que très difficilement, dans l'hypothèse que Visétum et Viseit viendraient du mot *Wiese*.

A ce propos on doit dire comme pour beaucoup de questions semblables : *Adhuc sub judice lis est*.

HISTORIQUE DE LA VILLE DE VISÉ.

Jean d'Outremeuse, qui joint de temps en temps à ses qualités d'historien et de rimeur, celle de conteur de fables, fait remonter l'origine de Visé à une haute antiquité. Cette ville aurait été fondée, d'après lui, longtemps avant l'ère chrétienne, par un Cédros, roi de Tongres et aurait porté dans le commencement le nom de *Campaderine* ou *Taxandrine*.

Hubert Thomas, dans ses *de Tungris Commentaria*, prétend que le pont sur la Meuse, dont parle Tacite, aurait été établi à Visé et non pas à Maestricht comme on le croit communément.

Le même auteur croit aussi à la haute antiquité de Visé et à l'importance qu'il aurait eu autrefois. Il en

voit une preuve dans les ruines que l'on trouvait encore de son temps (1541) près de la ville.

Bouille avance la même assertion mais avec fort peu d'assurance. « On tient, » dit-il, « que les anciennes » ruines de la ville de Visé, furent réparées sur la fin » du siècle précédent et que ses vieux fondements » témoignent qu'elle a été beaucoup plus ample qu'on » ne la voit de nos jours. »

M. Henaux, qui cite ces différents auteurs, produit des extraits de documents visétois de 1590, où il est question de « *vieilles et nouvelles fermetez*, » de « *vieux et nouveaux murailles*. » Il termine en disant que « la » critique historique n'oserait écarter ces traditions sur » l'étendue et l'antiquité de Visé et qu'il faudrait des » fouilles pour juger de leur degré de véracité. »

Nous pensons que l'on peut, sans fouilles préalables, rejeter ces opinions comme peu fondées.

Il ne reste dans les annales de la principauté aucune trace de cette importance. Dans toute l'histoire de Liège, Visé n'occupe qu'une place peu considérable. Ses remparts ne datent que de 1330, ses privilèges de 1425. Avant 1600 il n'y avait pas même d'hôtel de ville. Tout cela prouve que Visé n'a jamais eu l'importance qu'on voudrait lui attribuer.

Quant aux ruines dont parlent les auteurs cités, il s'agit évidemment des anciens remparts détruits par Charles-le-Téméraire en 1466 et qui furent lentement reconstruits au siècle suivant. Ces anciens remparts longeaient la Meuse. Les nouveaux étaient construits à quelque distance du fleuve. De là ces « *vides places* » *extantes entre les vieux et nouveaux murailles* » qui se trouvaient toutes dans le voisinage du *Plétrou* et de la *Tour l'Evesque*. Si donc Visé a perdu en étendue ce fut du côté de la Meuse et de ce côté il n'a pu perdre beaucoup.

Si l'on ne peut admettre ces vieilles traditions, il est probable que Visé existait longtemps avant Charlemagne

et il est certain que, sous cet empereur, il acquit cette importance relative qu'on ne peut lui dénier sous les descendants de ce prince.

D'après les chroniqueurs du moyen âge, Visé devrait son église et sa foire à Berthe, fille de Charlemagne, et son pont à Ogier-le-Danois, ministre du grand Charles.

Sans doute il serait hardi d'accepter comme vraies toutes ces traditions avec leurs détails, mais il serait encore plus téméraire de ne pas reconnaître un fond de vérité dans leur ensemble.

Visé avait un atelier monétaire des rois carlovingiens au VIII^e siècle, un marché florissant avant l'an 1000, son pont remonte à une haute antiquité ; les traditions attribuent ces institutions à Charlemagne ou à sa fille. On peut donc dire avec assurance que Visé doit une partie de son importance à ces personnages. Cette importance était telle alors, qu'on le cite dans l'acte de partage de 870, entre Charles-le-Chauve et Louis-le-Débonnaire.

« A cette époque Visé était une bourgade libre, » c'est-à-dire qu'il relevait directement du domaine » royal et ne dépendait d'aucun seigneur, » dit M. Henaux (1).

En 983 il fut donné en fief par l'empereur d'Allemagne Otton à l'Eglise de Liège qui y exerçait depuis les droits seigneuriaux de l'époque. Cette donation fut confirmée plus tard, en 1070, par l'empereur Henri, successeur d'Otton. Ces actes de faveur des empereurs allemands envers l'Eglise de Liège expliquent comment Visé fit partie de la principauté alors que les localités voisines appartenaient au duché de Limbourg.

Visé fut, en 1106, le théâtre d'une bataille mémorable dans l'histoire de l'Allemagne, parce qu'elle fut un des derniers épisodes de la longue guerre des inves-

(1) *Bulletins de l'Institut archéol. liégeois*, t. I, p. 374.

titures qui désola l'empire germanique au commencement du XII^e siècle.

Le vieil empereur Henri IV s'était réfugié à Liège. Son fils, Henri V, voulut l'y surprendre à la tête d'une forte armée. Bientôt il arriva à Visé. Entre-temps les adhérents de Henri IV, le duc de Lorraine, le comte de Namur, etc., étaient venus se ranger avec les Liégeois à côté de leur vieux suzerain et marchaient sur Visé à la rencontre des troupes allemandes.

La bataille s'engagea sur la rive gauche du fleuve. L'armée de Henri V attirée dans une embuscade, dut battre en retraite et regagna en désordre le pont qui s'écroula sous le poids des fuyards. Ceux-ci furent précipités dans le fleuve et essayèrent de passer la Meuse à la nage, mais beaucoup d'entre eux y périrent. Les chroniqueurs rapportent que les victimes furent au nombre de cinq cents.

Vers le milieu du siècle suivant, les Templiers vinrent s'établir au-dessus de Visé à l'endroit qui porte encore le nom de leur ordre. Ils y restèrent jusqu'à leur suppression. Le temple de Visé, comme tous les biens des Templiers, passa aux chevaliers de Malte.

On ne sait pour quels motifs la cathédrale de Liège échangea, en 1310, la justice de Visé, contre le bourg d'Amay, qui appartenait au prince-évêque.

M. Henaux attribue cette permutation à des mésintelligences, qui auraient existé entre le chapitre cathédral et les Visétois. Mais les preuves dont il appuie son assertion sont telles qu'elles ne démontrent que son désir de mettre les seigneurs ecclésiastiques en conflit avec leurs sujets.

A partir de cette époque Visé fit partie de la principauté ; l'évêque nomma les membres de la Cour de justice et exerça le pouvoir politique ; la cathédrale resta seigneur ecclésiastique et conserva jusqu'à la révolution les droits de patronage.

Vingt ans plus tard, vers 1330, Visé fut fortifié et

depuis lors on commence à l'appeler *oppidum* ou *oppidulum* (1).

En 1338 Adolphe de la Mark y transféra la communauté fondée à Celles par saint Hadelin. Jusqu'alors le chapitre ne comprenait que douze membres ; à l'occasion de cette translation l'évêque créa en sa faveur huit prébendes nouvelles.

Les disciples de saint Hadelin emportèrent avec eux les précieuses reliques de leur fondateur renfermées dans la magnifique châsse, que les amateurs admirent encore dans l'ancienne collégiale de Visé.

La seconde moitié du XIV^e siècle fut assez orageuse pour les Visétois.

Renaud, seigneur d'Argenteau, établit en 1347 un droit de péage pour les bateaux qui, faisant le service entre Liège et Visé, passaient sous son château-fort. Ce droit faisait tort au commerce des deux villes. Les Liégeois réclamèrent et, voyant que leurs réclamations restaient sans succès, ils vinrent assiéger le château et le démolirent de fond en comble. Les Visétois semblent avoir pris part à ces hostilités. Longtemps, les seigneurs d'Argenteau leur gardèrent rancune. Pour ce motif « on » dressa, en 1380, du consentement de l'évêque et du » chapitre, un pont en bois à Visé pour être plus à » portée de secourir les habitants de cette ville contre » les courses de la garnison d'Argenteau (2). »

Quelques années avant, en 1376, dans la lutte du prince-évêque, Jean d'Arckel, contre ses sujets révoltés, Visé fut attaqué par les troupes allemandes du prince. Mais les assaillants furent repoussés par les habitants et les Liégeois accourus à leur secours.

La ville fut moins heureuse en 1396. Le dernier jour du mois de janvier de cette année une troupe de Gueldrois, sous la conduite du comte de Meurs, esca-

(1) *Bulletins de l'Institut archéol. liégeois*, t. I, p. 376.

(2) Bouille, t. I, p. 423.

ladèrent les murailles de la ville sur l'heure de minuit, surprirent les habitants dans leur sommeil, pillèrent les maisons et y mirent le feu, puis se retirèrent emmenant plusieurs bourgeois comme prisonniers.

M. Henaux, qui recherche les occasions de noircir les princes-évêques, attribue ce désastre des Visétois à la mauvaise foi du prince Jean de Bavière. « Jean sans » Pitié, » dit-il, « faisait la paix avec les états du pays » et en secret il excitait ses bandes armées à continuer » les hostilités (1). »

Pour appuyer cette assertion plus que hasardée, l'auteur cite un texte de Zantfliet où il n'est nullement question du prince (2).

D'après Bouille, Jean de Bavière ne mérite pas ce reproche. « Le prince, » dit cet historien, « accourut à » Visé à la tête de ses gens de guerre, mais les ennemis » étaient déjà bien loin. Le peuple en murmura, voulant donner à entendre que ce coup ne s'était pas fait » à l'insu du prince et témoignant d'en vouloir à sa » personne. Mais il le prévint en se justifiant devant » lui par serment et le murmure cessa (3). »

Pour M. Henaux les soupçons du peuple sont fondés et un serment n'a aucune valeur du moment qu'il s'agit de nuire à la réputation d'un évêque.

En 1425, Jean de Heynsberg accorda aux Visétois une charte de privilèges. La constitution communale qu'elle consacre, aurait déjà existé longtemps auparavant, d'après M. Henaux. « Ce ne fut, » dit-il, « que le » 9 avril de cette année que les bourgeois la consi- » gnèrent dans une charte, qu'ils firent confirmer le » même jour par le prince. »

Ici encore l'auteur de l'*Histoire du pays de Liège* montre l'« esprit de système » dont l'accusait une commission de l'Académie royale et que M. de Gerlache a

(1) *Bulletins de l'Institut archéol. liégeois*, t. I, p. 368.

(2) *Bulletins de l'Institut archéol. liégeois*, t. I, p. 368.

(3) Bouille, t. I, p. 441.

si bien fait ressortir dans son *Rapport sur un mémoire concernant la constitution de l'ancien pays de Liège*.

D'après M. Henaux, dans tous ses ouvrages, les droits et les privilèges des villes viendraient non pas du prince mais du peuple lui-même et les princes-évêques n'auraient eu d'autres pouvoirs que ceux que leur aurait accordés la volonté populaire, ou qu'ils auraient usurpés au détriment de la constitution liégeoise.

Le texte de la charte de Jean de Heynsberg semble contraire à cette opinion de M. Henaux. Il s'agit d'un régime tout nouveau, établi par le prince, à la demande des bourgeois, pour remédier à certains abus existants et pour contribuer ainsi au bien de la ville.

D'ailleurs il semble que le magistrat accordé aux Visétois par la charte, n'a pas existé avant cette époque.

Dans plusieurs documents importants du ^{xiv}e siècle, il est parlé de la communauté des bourgeois sans faire allusion aux bourgmestres et jurés, tandis que dans les documents postérieurs à 1425 le magistrat agit toujours au nom de la généralité des habitants.

Visé eut sa part dans les luttes héroïques et malheureuses du pays de Liège contre Charles-le-Téméraire et dans les désastres dont elles furent suivies. Une attaque des Visétois contre Dalhem, qui faisait partie de l'ancien duché de Limbourg et relevait ainsi de la Bourgogne, fut expiée par la prise et la destruction de la ville, la démolition de ses remparts, la confiscation de ses biens et privilèges (1).

Les droits et franchises des Visétois leur furent restitués en 1477 ; quelques années avant, ils avaient racheté de Louis de Bourbon leurs biens communaux confisqués par le Téméraire.

Dans les premières années du ^{xvi}e siècle, le chapitre de Saint-Hadelin éleva le vaste et magnifique chœur de l'église, dont des constructions postérieures et le

(1) « La ville fut arse et destructe, » disent d'anciens documents.

vandalisme de la renaissance ont détruit la beauté et la majesté primitives.

Pendant cette époque, qui fut pour l'Europe entière une période de troubles religieux et politiques, la principauté de Liège jouit d'une paix relative, grâce à deux de ses plus grands évêques Erard de la Mark et Gérard de Groesbeek. Visé eut sa part dans les bienfaits de ces deux évêchés.

Le chœur de son église avait été construit vers 1510, la nef droite fut réédifiée plus tard, les remparts furent rétablis et le projet fut formé de bâtir un hôtel de ville.

L'antique marché de Visé était complètement tombé ; les évêques accordèrent aux Visétois des privilèges pour lui rendre une certaine vogue.

Les luttes religieuses de l'époque n'y eurent qu'un faible écho.

Ce siècle aurait été une époque de restauration pour la ville si la peste de 1578 n'était venue la menacer une seconde fois, d'une complète destruction.

Sous les princes de Bavière, qui se succédèrent sur le siège épiscopal de Liège, au XVII^e siècle, Visé fut leur ville de prédilection, à tel point que leurs adversaires lui donnèrent le nom de *Chiroux-ville*. Bien souvent on y signale leur présence. En 1648, Ferdinand y résida assez longtemps et y convoqua même les Etats du Pays.

Cette bienveillance procura à plusieurs Visétois des fonctions élevées dans l'armée impériale et dans l'ordre ecclésiastique. Peut-être même peut-on lui attribuer l'établissement, à Visé, des différentes communautés religieuses, qui s'y érigèrent pendant ce siècle.

En 1616 des religieuses Sépulchrines du couvent des Bons Enfants de Liège y jetèrent les fondements de la maison qui sert maintenant d'école moyenne et y ouvrirent une école pour filles et un pensionnat.

Les Récollets vinrent à Visé en 1646.

A la fin du siècle, les Carmes obtinrent l'autorisation de s'établir à Devant-le-Pont.

Entre-temps, Visé avait vu naître les deux de Sluse, les plus illustres de ses enfants et, en 1612, on avait pu mettre à exécution le projet de construction de l'hôtel de ville.

La fin du XVII^e siècle fut moins paisible et plus malheureuse pour Visé. Une seconde fois, en 1667, la peste vint enlever une partie considérable de ses habitants.

Pendant les guerres de Louis XIV contre les Provinces Unies, Visé eut, comme toute la principauté, à supporter de grands frais et de fortes exactions. Ses remparts furent encore démolis. Ces guerres et les luttes intestines, qui désolèrent la principauté vers 1680, amenèrent la ruine des finances de la ville et des abus dans l'administration communale.

Pour ces motifs Maximilien-Henry donna à la ville, en 1685, un nouveau règlement concernant les élections et les pouvoirs du magistrat. Ce règlement restreignit les libertés communales. M. Henaux, qui ne connaît que les droits du peuple et qui ne trouve le bonheur des populations que dans l'intégrité de leurs franchises, le juge détestable et tyrannique. « Ce qui restait des » vieilles franchises, » dit-il, « devint insuffisant pour » mettre les bourgeois à l'abri de l'arbitraire des officiers de police judiciaire du prince. La liberté individuelle, qui était garantie à Visé, comme dans les » autres localités du pays, de la façon la plus efficace et » la plus énergique, cessa peu à peu d'être respectée(1). »

A l'appui de ces assertions M. Henaux cite un conflit qui surgit entre le mayeur, officier de la police judiciaire et les bourgmestres, à propos d'une question de liberté individuelle et dans lequel le prince désavoua son agent.

(1) *Bulletins de l'Institut archéol. liégeois*, t. 1, p. 393.

Quand on voit les bourgmestres défendre les droits de leurs concitoyens et le prince-évêque leur donner gain de cause, on doit convenir que ce fait est un argument peu sérieux pour prouver que « la liberté individuelle cessa peu à peu d'être respectée. »

Le nouveau mode d'élection rencontra d'abord une certaine opposition, mais bientôt il remit la paix dans la ville et l'ordre dans les finances. Les anciens droits, plus étendus, devaient naturellement être regrettés par une partie de la bourgeoisie ; pour satisfaire les désirs de ses sujets, le prince introduisit, en 1719, quelques changements au règlement de 1685.

En 1737 les Pères Récollets ouvrirent une école d'humanités. La ville avait mis à leur disposition le local de l'ancien hôpital de Saint-Nicolas. Le collège des Récollets fut remplacé, en 1750, par celui des Oratoriens, dû à la générosité du baron Gilles-Albert de Villenfagne.

La paix dont la ville avait joui pendant la première moitié de ce siècle continua à régner pendant la seconde. Elle ne fut troublée qu'un instant par la célèbre cause de Sartorius.

C'était le calme qui précède l'orage. La révolution liégeoise, ayant à sa tête trois anciens élèves des Oratoriens de Visé, attira sur notre pays la domination française qui, à Visé, comme partout ailleurs, amena la destruction de toutes les vieilles institutions.

II.

LA PAROISSE, L'ÉGLISE ET LES CURÉS.

La paroisse de Visé est fort ancienne. D'après la tradition, nous l'avons vu, sa première église aurait été construite par Berthe, fille de Charlemagne. Indépendamment de cette tradition, nous avons d'autres preuves de la haute antiquité de Visé comme paroisse.

En 1338, l'église de Visé possédait des biens consi-

dérables. De ses revenus on dote trois prébendes canonicales et le restant suffit comme subsistance du pléban ou curé. La possession de biens considérables est pour les églises du temps passé un indice d'une origine ancienne, à moins que cette possession ne se justifie par une forte donation plus récente. La tradition ne rapporte à ce sujet que des dons faits à l'église de Visé par Charlemagne ou par Berthe.

Le titre d'église-mère et le nombre ou l'importance des succursales et chapelles dépendantes attestent encore l'ancienneté d'une paroisse ; et cette preuve est bien manifeste pour Visé.

Un acte de 1339 (1) dit : « Parochus habebit jura » parochialia a Parochianis de Viseto et appendiciarum » ejus et habebit anniversaria dictae ecclesiae Visetensis » tam in Viseto quam in Dalhem. » La ville de Dalhem dépendait donc, à cette époque, de la cure de Visé. Quand on se rappelle l'ancienneté et l'importance de cette localité, qui, au XI^e siècle, était le chef-lieu d'un comté indépendant, on est convaincu que cette relation entre Visé et Dalhem devait remonter bien loin et que, par conséquent, Visé devait exister comme paroisse depuis un temps immémorial.

Cette dépendance de Dalhem de la paroisse de Visé a continué jusque vers 1600. Dans un ancien registre des revenus de la cure (1581), on dit encore : « *Plebana Visetensis cum appendicibus Dolhen et Monse.* » En 1616, on ne parle plus de Dalhem, on dit : « *La Plébanie de Visé et l'appendice de Monse.* » La séparation de Dalhem doit donc être placée entre ces deux dates (2).

Toutefois il resta jusqu'à la Révolution française des traces de cet ancien état de choses. Le pléban de Visé

(1) Archives de la paroisse.

(2) D'après un registre de l'église de Dalhem cette séparation ne devint définitive qu'en 1618.

nommait les curés de Dalhem de concert avec le magistrat de cette ville.

Chaque année, à un jour déterminé, le curé et les paroissiens de Dalhem se rendaient processionnellement, croix en tête, à leur ancienne église-mère et faisaient à cette occasion, à l'autel paroissial, une offrande pour le curé de Visé. Le curé de Dalhem venait aussi chaque année, à Visé, recevoir les Saintes Huiles des mains du pléban.

Le hameau de Mons, entre Visé et Bombaye, était un autre *appendice* de la paroisse de Visé. Mais cette dépendance présentait un caractère particulier. Mons appartenait alternativement, une année à Visé et l'autre à Bombaye. Le curé qui desservait le hameau, recevait de ce chef cinq muids d'épeautre.

Devant-le-Pont a toujours dépendu de Visé et non de Lixhe, ni de Haccourt, comme on l'a cru. En 1256 il existait une vieille contestation entre le chapitre de la cathédrale et le curé de Visé, concernant leurs droits respectifs pour la perception de la grosse dîme. Dans une charte du 25 février de cette année le chapitre fait savoir que le différend est aplani et que, d'après les conventions faites, il continuera à lever la dîme sur la rive droite de la Meuse tandis que le curé recevra celle de la rive gauche, près de Lixhe. Comme on ne peut supposer que le curé ait joui de ce droit en dehors de sa paroisse, on doit admettre que Devant-le-Pont dépendait alors de Visé. Les registres des derniers siècles prouvent que l'ancien état de choses n'a pas été changé.

Toutefois, il semble qu'une partie de Devant-le-Pont a dépendu de Hermalle. Nous avons trouvé des indications comme celle-ci : « N... de Devant-le-Pont, paroisse de Hermalle. »

Le doyenné rural de Maestricht portait au XII^e siècle le nom de *concilium Visetense*.

Ainsi, en 1143, un acte par lequel la cure de Breust

est incorporée à la collégiale Saint-Martin de Liège est approuvé par un « *Joannes decanus,* » et les « *Fratres concilii Visetensis Guazo, Gulielmus et Lambertus* » et un autre acte de 1164 est adressé par l'archidiacre Alexandre aux « *fratres capituli nostri de Viseto.* » Quelques années plus tard on rencontre « *concilium trajectense* (1). »

A part la charte de 1256, dont nous avons parlé, nous n'avons trouvé aucun document concernant la paroisse de Visé pendant le XIII^e siècle.

Jusqu'au commencement du siècle suivant, l'église de Visé était régie par le droit commun ecclésiastique du pays de Liège. Comme *ecclesia integra*, elle payait l'intégralité des droits épiscopaux et archidiaconaux. Elle dépendait du doyenné rural de Maestricht et de l'archidiaconat de Hesbaye. Quand l'église cathédrale échangea en 1310 la justice de Visé contre celle d'Amay, elle conserva son droit de patronage sur la paroisse. A ce titre, le chapitre de Saint-Lambert présentait le curé ou *investitus* qui était agréé et installé par l'archidiacre, elle percevait la grosse dîme et devait de ce chef entretenir le vaisseau de l'église, fournir la cloche banale et procurer au curé le nécessaire d'autel pour la célébration de la Sainte Messe. L'investit avait l'administration des biens de cure. Ceux de la fabrique ou du luminaire, comme on disait alors, étaient sans doute régis par les mambours paroissiaux.

La translation du chapitre de Saint-Hadelin à Visé, changea en partie cet état de choses et créa, pour la paroisse, une situation particulière qui persévéra, avec de légères modifications, jusqu'à la Révolution française.

Par un document du 10 juillet 1338 (2), Adolphe de la Mark transfère le chapitre de Saint-Hadelin à Visé.

(1) Habets, *Geschiedenis van het Bisdom Roermond*, t. I, p. 420.

(2) Archives de l'église.

Du consentement de l'archidiacre de Hesbaye et du chapitre de Saint-Lambert, dont les droits furent conservés, il assigne aux chanoines de Celles l'église paroissiale de Visé, qui fut, par le fait même, élevée au rang de collégiale. « Ecclesiam parochialem de Viseto de » consensu capituli nostri necnon de consensu archidiaconi Perchevalli de Carreto et de consensu Petri » de Viseto, Investiti, qui eam ad praesens tenet, » eidem collegio incorporamus et annectimus eam in » collegiatam ecclesiam erigentes et illam ei libertatem, » quam aliae ecclesiae (collegiatae) dioecesis Leodiensis » habere noscuntur tribuentes. »

De tous les biens et revenus de l'église l'Evêque créa trois nouvelles prébendes, en réservant une part suffisante au pléban ou curé, qui aurait à exercer les fonctions pastorales. Le chapitre de Saint-Lambert ne pourrait présenter comme curé qu'un candidat ayant reçu la prêtrise, ou disposé à la recevoir dans le *cours* de l'année. L'archidiacre, à qui le candidat devait être présenté, l'agréait et l'installait.

« Ordinamus ut de redditibus universis et obventionibus dictae ecclesiae de Viseto trium praebendarum sacerdotalum corpora sint fundata et una » investitura ad quam sacerdos idoneus vel qui infra » annum ad sacerdotium promoveatur, dicto archidiano per ipsum instituendus praesentetur qui curam » animarum habeat parochiae, reservata sibi de redditibus et obventionibus dictae ecclesiae congrua portione. » Cette part devait être taxée plus tard par l'archidiacre et le chapitre.

Le curé de Visé, de ce temps, Petrus de Urso, est nommé chanoine et chantre du chapitre.

Dans une lettre (1) du 4 août de cette année l'archidiacre *Percheval de Carreto* renouvelle son consentement tout en réservant certains droits.

(1) Archives de la paroisse.

L'église restera paroissiale et aura un curé soumis à la juridiction archidiaconale.

Le curé et les recteurs de tous les autels ou bénéfices existant alors dans la paroisse devront être présentés à l'archidiacre et institués par lui. Il en sera de même des recteurs d'autels, qui seraient fondés à l'avenir dans la paroisse mais hors de l'église. Le curé, les bénéficiers, tous les clercs et laïques de la paroisse seront soumis à la juridiction épiscopale et archidiaconale à l'exception des chanoines, de leurs serviteurs et des élèves de leurs écoles. Tous ceux qui assistaient au synode tenu dans l'église de Visé, y prendront part comme par le passé.

Le prévôt et le chapitre payeront les trois quarts des droits épiscopaux et archidiaconaux : à savoir le *cathedratecum* et l'*obsonium*. Le pléban ou recteur de l'église payera l'autre quart.

Le pléban aura le droit de présenter les bénéficiers qui sont à la nomination de l'archidiacre.

A l'aide de ce passage nous pourrons plus tard déterminer le degré d'ancienneté des différents bénéfices.

Le 4 août suivant (1339), Adolphe, du consentement de Magister Johannis Micerio (ou Nucerio), successeur de Percheval, arrête les bases d'après lesquelles aura lieu la fondation de trois prébendes et de la plébanie.

Les revenus et fruits de l'église de Visé étaient fixés à deux cents muids d'épeautre, mesure de Liège. Soixante-dix de ces muids seront attribués à la cure, les autres serviront à la formation des canonicats.

Les revenus de la plébanie consistaient en vingt muids dus à la cure par le chapitre de Saint-Lambert, propriétaire de la grosse dîme, vingt muids provenant des anniversaires fondés dans l'église de Dalhem et enfin de trente autres muids, revenus présumés des droits d'étole à Visé et dans les dépendances.

Quant aux anniversaires fondés dans l'église-mère,

les chanoines devront les exonérer à raison des biens de fondation leur attribués.

Les fondations de messes, qui pourraient être créées à l'avenir, seront censées faites en faveur du chapitre, à moins que le fondateur n'ait manifesté sa volonté de les voir exonérées par le pléban.

Cet arrangement explique la disparition des vieilles fondations.

Les titres d'une partie de ces fondations disparurent dans le cours des temps et dans les guerres et autres désastres qui fondirent sur la ville.

Les chanoines pour satisfaire aux obligations qu'ils avaient contractées, avaient chargé, déjà au XVII^e siècle, un de leurs hebdomadaires de célébrer pour eux le nombre voulu de services.

A la Révolution française les biens des collégiales furent pour la plupart confisqués et vendus. On ne rendit que ceux des fondations, dont on put produire les titres et ainsi un grand nombre de ces anniversaires disparurent.

Une autre considération explique le même fait.

Des revenus de fondations consistaient en rentes dues par des communes ou des particuliers. Or, plus d'une fois, les rentes se perdirent à cause de l'insolvabilité des débiteurs. Un fondateur pour prévenir la perte de l'anniversaire qu'il avait l'intention de fonder, stipule que la rente constituée à cet effet, resterait irrévocablement attachée à une maison. Quelque temps après, l'habitation fut, dans une tempête, tellement endommagée, que pour prévenir l'anéantissement complet de la rente, on fut forcé de vendre l'immeuble.

Les habitants de Visé étaient-ils opposés à l'établissement du chapitre dans leur ville?

Un document du 2 mars 1340 réglant les rapports entre le chapitre et les paroissiens porte le titre de *transaction* (1). Cette transaction suppose-t-elle une opposition

(1) Archives de l'église.

antérieure de la part des bourgeois ou contient-elle seulement un arrangement nécessaire entre les deux parties ? On ne saurait le dire.

Dans cet accord conclu entre le prévôt et le chapitre d'une part et « la communauté delle ville et tous » les parochains del'église de Visé, » de l'autre, on règle toutes les questions « delle thour, des clocques, des » semitiers, de l'encloïstre à faire, des accens, de lumi- » naire, des blocques, des bardequins, delle fabrique, de » pléban et de marguillier delle dite église et de toute » autre chose dont matière de contendre ou débats » pouvoit ou pourroit naistre. »

Il est décidé qu'en cas de travaux à faire à la tour « les parochains deveront à leurs fraix et despens payer » et livrer toute la matière à l'ouvrage nécessaire et le » chapitre louera et payera les ouvriers. »

On détermine à qui incombe l'entretien des cloches et l'usage que peuvent en faire les bourgeois. Si le chapitre veut placer de nouvelles cloches et si pour « les » apoincter falloit faire plus fort bellefroid ce devrat » estre faict au despens dudit chapitre. »

« Le marlier delle paroisse aurat une clef de mos- » tier (église), pour y entrer quand metier serat par » nuict et par jour pour avoir les sacrements de la » Sainte Eglise et faire le nécessaire delle paroisse et » devrat aussi le dit marlier dormir en l'engliese pour » ladite église aider mieux à warder. » Ce passage nous fait connaître l'origine et l'usage d'une vieille ouverture de cheminée en forme d'ogive, ainsi que d'une petite fenêtre pratiquée dans le mur de l'église dans le voisinage de la tour. Là se trouvait sans doute la chambre où logeait le *marlier*.

Dans le cas ou le chapitre voudrait construire des *encloistres ou autrement* il devra laisser un terrain suffisant à l'*aytre* (cimetière), et si plus tard, après ces constructions le cimetière devait être agrandi, il devra procurer *terre béniste suffisante là-joindante*.

Toutes les rentes et tous les biens *du luminaire* de l'église « seront et appartiendront au dit chapitre lequel » chapitre en devrat faire le luminaire de la dite église » et deverat aussi ledit chapittre aux pauvres de la » paroisse pour qui on le demanderat et qui autre » luminaire n'auroit et à qui nécessité serat a son obit » de livrer quatre chandelles quand on ferat le service » ainsi qu'accoustumé est. Item deux chandelles a » l'autel du pléban pour chanter messe et une tortiez » (cierge) à l'honneur de Dieu.

» Doivent avoir les paroichiens un pléban au lieu » de Vestij, qui en la dite église de Visé porterat la cure » des paroissiens ainsy que Vestij soloit faire et les » paroichiens deveront faire envers lui tout ce qu'ils » devaient faire à leur Vestij. Lequel pléban et les » paroissiens esliront le marlier delle paroiche.

» Plus avant ne pourront et ne deveront les paroissiens demander rien à Moustier aux rentes ne autres » biens de Moustier fors ce que dit est.

» Sans ce que le pléban ait calice, messe, brévaire, » livre ornement et toute autre chose que le Vestij avait » de part le patron et paroichiens de l'église pour exercer sa cure et ce a-t-il perpétuellement deseurdit. Aussi » le deverat-on tenir en paix sur les petitions de deux » muyds de spelte dont ils sont convenus envers Henrotte Magrande, couvreur de Liège à sa vie pour de- » tenir la couverture delle thour et des accincts (nefs). »

Il avait été convenu en outre que le chœur de l'église serait réservé au chapitre et que le vaisseau servirait pour la paroisse. L'autel paroissial était établi près du chœur du côté de l'*introït*.

Ces différents accords réglaient les droits et les devoirs respectifs du chapitre, du pléban et des paroissiens. Ils expliquent un fait étrange au premier abord : l'absence complète dans les archives visétoises de tout registre concernant la fabrique d'église et de toute mention *de mambours de la paroisse*.

Tous les biens de l'église et des fondations sont cédés au chapitre. Celui-ci est chargé de les administrer et de faire les fournitures pour le culte. Il n'y eut donc ni biens de fabrique proprement dits, ni mambours pour les administrer.

Avec le temps, il est vrai, il se forma, à la suite de quelques donations, un certain nombre de biens de cure et de fondations dont le pléban seul eut l'administration (1).

Dans les statuts particuliers de la collégiale de Visé confirmés par Englebert de la Mark se trouvent quelques articles réglant les relations entre le chapitre et le curé au point de vue paroissial. En voici deux :

ART. 17. Ordinamus præterea et præcipimus plebano dictæ ecclesiæ quicumque pro tempore fuerit ex nunc et in antea inter matutinas decantatas et pulsum primæ ut ita tempestive officium suum celebret quatenus conventus in prima et aliis horis canonicis minime turbetur et possit impediri quodque moretur et habeat domicilium infra immunitatem claustrum chorumque cum superpelliceo et almutia, habituque decenti frequentet.

ART. 18. Item statuimus quod de cætero prima et secunda die nativitatis Domini, necnon die Paschæ, Parascevæ et vigilia Paschæ et Pentecostis, fontium sacrarum benedictio et regeneratio conventualiter sicut in secundariis ecclesiis prædictis celebretur.

Grâce à tous ces statuts, accords et transactions déterminant les attributions de chacun, la concorde semble avoir régné pendant longtemps dans la paroisse ; du moins n'avons-nous trouvé aucune trace d'un conflit sérieux pendant les premiers siècles de l'existence des chanoines à Visé.

Un nouvel état de choses se produisit au XVI^e siècle

(1) D'après un registre du pléban Radoux les recettes ordinaires de la cure de Visé montaient de son temps à :

(en nature) : 69 1/2 muids d'épeautre,
2 chapons.

(en espèces) : 11 fl. bb. 66 d. f. et 23 pattars.

Dans ces sommes étaient compris les revenus des anniversaires.

et amena des effets moins favorables pour la conservation de l'ordre et de la paix.

Pierre Slenaken fut dans la première partie du xvi^e siècle successivement bénéficié, pléban, chanoine et doyen dans l'église de Visé. Avec l'autorisation du Pape, il cumula assez longtemps les fonctions de pléban avec celles de chanoine.

Plus tard, un canonicat fut ajouté définitivement à la plébanie.

Le document suivant de 1588 nous permet de fixer à peu près la date et le motif de cet arrangement :

Joannes Oerbach, abbas sæcularis, consentit ut præbenda a se conferenda, quam possidet D. et M. Guilhelmus Piretius uniatur et incorporetur plebanie Visetensi ut — quod deest ipsius juste competentie — suppleatur. Vicissim ne ipse suæ successoribus hinc dispendium seu diminutionem in suis collationibus patiantur R^{di} et G^{nsi} D. Decanus et capitulum Leod. concesserunt ut primæ præbendæ dictæ ecclesiæ collegiatæ Visetensis vacaturæ alias ad suam collationem pertinentis collatio sit penes dictum R. D. abbatem et suos successores (1).

A partir de ce moment les curés de Visé portent le titre de chanoine et pléban. Cette combinaison devait plus tard donner lieu à de sérieux et regrettables conflits.

Le pléban, indépendant dans ses fonctions pastorales, était soumis au chapitre comme chanoine. De cette situation devait naître des difficultés à une époque où le clergé secondaire et le clergé séculier étaient également jaloux de leurs droits et privilèges et où régnait une véritable rivalité entre ces deux corps. Ces conflits se produisirent d'autant plus facilement que les accords et arrangements faits à l'occasion de la translation du chapitre à Visé laissaient encore un vaste champ aux discussions et aux contestations.

Aussi voyons-nous, aux siècles suivants, de grands

(1) Archives de l'église.

procès entre le chapitre et les curés Radoux, Mouton et Herman, déferés aux Cours ecclésiastiques de Liège, au nonce à Cologne et même portés en appel jusqu'à Rome. Ces différends, dans lesquels les paroissiens prenaient le parti de leur curé, exercèrent une funeste influence sur l'esprit de la population et provoquèrent parfois une hostilité ouverte des bourgeois contre les chanoines.

A côté de ces faits regrettables on est heureux de constater le zèle avec lequel tous les plébans, sauf un peut-être, se sont acquittés de leurs devoirs pastoraux.

Dans les registres de la paroisse, tenus avec le plus grand soin, on constate que le nombre des personnes décédées sans avoir été administrées est infiniment petit et ne comprend que des cas de morts subites ou accidentelles ; même dans les cas de maladies contagieuses et pendant les pestes qui désolèrent plusieurs fois Visé tous mouraient munis des sacrements. Quand des troupes prenaient leur quartier d'hiver dans la ville, les plébans cherchaient à régulariser les unions illégitimes contractées par les militaires ; il y eut même des soldats protestants qui se convertirent pendant leur séjour dans la paroisse.

Des confréries du saint Rosaire et du saint Sacrement ont été établies il y a deux ou trois siècles.

Alternativement des Pères Récollets et Dominicains venaient prêcher les stations du carême et de l'avent. Cet usage existait déjà en 1600. Assez souvent on eut comme prédicateurs les hommes les plus distingués de ces ordres ; ainsi le Père Mathias Hauzeur qui se distingua par ses écrits et ses conférences dans la lutte contre le protestantisme, vint prêcher plusieurs carêmes dans la collégiale de Visé.

Après l'établissement des Récollets à Bolland, chaque samedi, un de ces religieux vint pour entendre les confessions et prêcher le dimanche.

A partir de l'époque où une prébende avait été unie à la plébanie, les curés eurent un vice-pléban qui les

assistait ou les remplaçait dans l'accomplissement de leurs fonctions. Ces vice-plébans ou vicaires payés par le curé, étaient généralement logés chez lui. Plusieurs d'entre eux exercèrent en même temps les fonctions de *notaire apostolique*.

Quoique chanoines, les plébans continuèrent à faire partie du concile de Maestricht. *Pierre Pironnet*, un des derniers curés de Visé avant la Révolution française, fut même doyen de cette *chrétienté*.

Pendant la Révolution les chanoines, y compris le pléban *d'Aoust*, durent s'expatrier ; un chanoine et quelques religieux qui avaient continué à résider à Visé administrèrent la paroisse autant que les circonstances le permettaient.

Celle-ci ne comprit plus, après le concordat de 1802, que le territoire de la commune de Visé. Depuis lors, la partie située sur la rive droite de la Meuse a été érigée en la paroisse de Devant-le-Pont.

L'ÉGLISE.

Adont vint la Berthaine erant a grant exploit
La filhe Charlemagne qui sainte vie usoit
Drois a Viseit sur Mœuze et là edefioit
Une mult belle englieze que consacrer voloit
En honneur sain Martin ensiment le revoit
Ly papes y allat le concielhe y minnoit
Et 17 jours de May apres le benissoit
Autretans de pardons qu'à Tongres a Viseit oit
Or escuteis apres par le Dieu u on croit
Charles amat Viseit, grande rente y assennoit
Pour l'honneur de sa filhe que la soy reclusoit
Puis y fut enterrée la damme quant mourroit
Mult de miracles Diex pour son amour faisoit
Et le roy Charlemagne a Viseit confermoit
Une foure u marcheit qui grandement valoit
Par le corps saint Hilaire.

Dans ce langage rimé, aussi simple que naïf, Jean d'Outremeuse nous a conservé les principales traditions concernant l'origine de Visé et de son église. Berthe,

filles de Charlemagne, aurait vécu en recluse près de cette église bâtie par ses soins. Elle aurait même été ensevelie dans ce monument de sa pénitence et de sa piété. Le pape Léon III aurait consacré le temple à saint Martin de Tours, le saint populaire des Gaules. Enfin Charlemagne aurait richement doté la première église de Visé.

Ces traditions, nous l'avons déjà dit, doivent avoir un fond de vérité ; mais on n'oserait leur attribuer une fort grande valeur sur l'unique témoignage de Jean d'Outremeuse qui, dans le même passage, confond saint Hadelin avec saint Hilaire.

L'histoire (1) nous apprend que Berthe, fille de Charlemagne, eut une jeunesse assez déréglée et que le complice de ses désordres finit ses jours dans la retraite et la pénitence. Pourquoi Berthe, la fille du grand empereur chrétien, n'aurait-elle pas fait comme celui dont elle avait partagé les fautes ?

A cette époque où de fortes passions s'unissaient souvent dans un même cœur à une foi vive et ardente, une vie de pénitence expiait d'ordinaire une jeunesse passée dans le désordre.

La tradition du temps de Jean d'Outremeuse l'affirmait, une légende visétoise le prétendait également.

Fisen se demande pourquoi saint Léon a pu consacrer l'église d'un endroit si peu important que Visé. La tradition de Berthe, dont sans doute il n'a pas eu connaissance, aurait pu lui expliquer ce mystère.

M. Henaux est porté à croire qu'il y a eu confusion pour ce fait dans les vieilles traditions et que Berthe, la fondatrice de l'église de Visé, est Berthe aux longs pieds, la mère et non la fille de Charlemagne. La raison qu'il allègue semble assez concluante : la fille de Charlemagne, Berthe, naquit vers 783 ; or il semble peu probable, après ce que nous avons dit de sa jeunesse, que

(1) Henrion, *Histoire de l'église*.

déjà vers 800 elle ait bâti une église et commencé sa vie de pénitence.

Comme on le voit la question est loin d'être claire. Il en est de même de la consécration de cette église par le pape saint Léon III; ici cependant on trouve plus de traces du fait. La tradition devait être plus connue des anciens auteurs, qui tous la rapportent.

Dans le document de la translation du chapitre de Saint-Hadelin à Visé (1338), on affirme le fait sans la moindre hésitation : « *Ipsa nempe ecclesia (Visetensis)* » *tali merito prærogativa honoris est exaltanda quam* » *olim Domini Leonis Papæ necnon magnifici regis* » *Caroli atque Patriarcharum, Archiepiscoporum,* » *Episcoporum et aliorum Prælatorum ac Principum* » *secularium post consecrationem ecclesiæ Aquensis* » *eodem anno factam, præsentia visitavit, quam idem* » *summus Pontifex prædictis patriarchis, etc., sibi tunc* » *assistentibus consecravit multisque indulgentiarum* » *et aliarum gratiarum dotibus cumulavit.* » Il y est même dit qu'en mémoire de cette consécration et pour gagner les faveurs accordées par le Pape à l'église pour le jour de sa dédicace, on célébrait cette fête depuis un temps immémorial, le 17 mai, avec éclat et au milieu d'un grand concours de peuple. « *Cujus rei gestæ devotio* » *populi christiani jam perpetuavit memoriam, qui* » *illuc singulis annis in festo Dedicationis ecclesiæ* » *præfatæ catervatim ruunt pro hujusmodi tam magnis* » *indulgentiis promerendis.* » Ainsi à cette époque personne ne doutait de la réalité du fait.

D'après M. Henaux cette consécration ne pourrait pas même être sujette à discussion. Cet auteur cite en effet une lettre de saint Ludger, évêque de Munster, mort en 809, dans laquelle ce saint prélat affirme avoir été témoin de la consécration des églises de Visé et de Tongres et fixe l'année de cet événement en 799. Malheureusement cette lettre, dont l'authenticité est déjà suspecte à cause de cette date 799, est rangée dans

les *Opera spuria* de saint Ludger par Mabillon (*Patrologie* de Migne), dont on ne saurait contester l'autorité en cette matière.

La tradition rapporte également la consécration de l'église Notre-Dame de Tongres par le pape saint Léon. M. Thys (1) l'admet pour cette ville sans la moindre hésitation.

A première vue on serait porté à croire que, dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, le temps, l'ignorance et la vanité de l'esprit local ont attribué à différents endroits un fait historique unique, d'autant plus que l'on revendique pour une église de Huy le même honneur que pour les deux autres. Toutefois, en examinant les dates, on trouve que les deux traditions se soutiennent et se fortifient.

L'église de Tongres a été, d'après les vieux auteurs, consacrée le 9 mai. A Visé on célébrait de tout temps la fête de la dédicace le 17 du même mois. Les deux cérémonies auraient donc eu lieu pendant le même voyage.

Si l'ensemble de ces considérations ne nous donne pas la certitude d'un document authentique, on y trouve cependant des motifs pour considérer la tradition comme fondée.

Les annalistes placent en 799 la date de cet événement. Dans les archives tongroises on fixe l'année 804 et il semble que cette dernière opinion doive être préférée. En 799, le pape Léon III ne resta que huit jours à Aix-la-Chapelle et à l'aide des actes émanés de lui pendant son voyage on peut reconstituer son itinéraire et voir qu'il n'a pas passé par le pays de Liège.

Lors de sa seconde visite à Aix-la-Chapelle il resta plus longtemps dans cette cité. De là, il se rendit à Quercy-sur-Oise et on trouve un laps de temps assez considérable entre son séjour dans ces deux villes. Dans ce voyage il semble avoir dû passer par le pays de

(1) Thys, *Monographie de l'église Notre-Dame de Tongres*, p. 25.

Liège ; peut-être a-t-il résidé à Jupille avec Charlemagne et alors on s'explique parfaitement qu'il ait consacré une église voisine construite par la mère ou la fille de son illustre hôte.

Jean d'Outremeuse dit encore que Charlemagne a richement doté l'église de Visé. Ici le chroniqueur ne peut avoir fait qu'une erreur de nom. Nous l'avons vu, l'église de Visé possédait en 1338 des biens considérables. Sans doute les collégiales avaient à cette époque de grands biens, mais Visé n'était jusqu'alors qu'une simple église paroissiale et quand on voit le revenu des autres églises de ce rang en des siècles postérieurs, on trouve que le revenu de deux cents muids est énorme. Des dons successifs ordinaires n'auraient pu constituer cette possession. On ne peut donc attribuer cette richesse qu'à une munificence royale comme celle que la tradition rapporte à Charlemagne.

Ajoutons qu'on attribue également à Charlemagne et à sa fille l'origine du marché de Visé, qui était florissant au ^xe siècle et celle de son pont, qui s'écroula en 1106, et l'on ne doutera plus des bienfaits que Visé doit au grand empereur et à sa fille Berthe.

Inutile de dire qu'il ne reste plus rien de cette *mult belle englieze*. Qui sait si, en 881, elle n'a pas subi le sort funeste de ces nombreux édifices religieux et civils, qui disparurent pendant l'invasion des Normands dans le pays?

A partir de ce moment on ne trouve plus aucune indication sur l'église de Visé jusqu'en 1338. Quelle était-elle à cette époque?

Les seules parties qui en restent, la tour et les colonnes, semblent appartenir à l'architecture romane ou dater de l'époque de transition entre le style roman et ogival. Les ouvertures du beffroi ont un aspect indécis ; les unes annoncent le plein-cintre, les autres présentent des ogives mal ébauchées. Un contre-fort plat adossé aux côtés Sud-Est de la tour rappelle l'architec-

ture romane, il en est de même des grosses colonnes du vaisseau, qui n'ont rien de l'aspect léger et élancé du style gothique.

Jadis la nef du milieu n'avait pas son exhaussement actuel en disproportion avec les colonnes. Le toit n'avait qu'un versant continu. Son faite restait en-dessous des ouvertures du beffroi. Les bas-côtés, au moins celui du côté de l'épître, n'avaient pas la largeur actuelle, mais celle qu'il a conservée près de la tour. Le transept paraît avoir été assez considérable; du côté Sud il présente encore un pan de mur, qui semble avoir fait partie de l'ancien édifice. Quant au chœur on ne peut que se le représenter en proportion avec le corps de l'église, donc moins vaste et moins élevé que celui qui existe actuellement.

De cet ancien bâtiment on a reconstruit successivement les diverses parties dans le style des différentes époques et ainsi s'est formé cet ensemble bizarre et varié qui caractérise l'église de Visé.

Le chœur ancien construit pour les besoins de la paroisse, devait nécessairement mettre à l'étroit un chapitre de vingt membres sans compter les hebdomadaires, suppôts et choraux. D'ailleurs ses proportions étaient bien modestes pour une collégiale. Les chanoines devaient donc, dès leur venue à Visé, songer à son agrandissement. Ont-ils dû, faute de ressources, remettre la réalisation de ce désir pendant deux siècles ? On ne le sait.

Toujours est-il que le chœur actuel avec ses proportions majestueuses et son style ogival assez pur ne date que du commencement du xvi^e siècle.

En 1499, le doyen Nicolas Sarrazin laissa en mourant au chapitre deux cents muids héréditaires. Fit-il ce legs pour assurer la construction d'un nouveau chœur ? On pourrait le croire, car vingt ans plus tard l'ouvrage était achevé.

Jadis ses fenêtres étaient, au dire d'Abry, garnies de

magnifiques vitraux (1). Ils ont disparu en 1602 par la construction de la sacristie actuelle, qui exigeait la fermeture des fenêtres du côté Sud et par l'apparition des autels en arc de triomphe, que la renaissance a placés dans tant de chœurs gothiques.

De ces vitraux il ne reste plus que la partie supérieure de celui de la fenêtre absidale où l'on voit les armoiries d'Erard de la Mark, qui était évêque de Liège à l'époque de la construction du chœur.

Vers le milieu du XVI^e siècle, la nef droite tombait en ruines. Elle se trouvait, dit un document de l'époque, dans un tel état de délabrement qu'elle excitait la risée des étrangers. Après de longs pourparlers le chapitre de Saint-Hadelin et le magistrat tombèrent d'accord pour faire les réparations nécessaires ; ils résolurent même d'élargir l'église de ce côté de cinq à six pieds sur la plus grande partie de sa longueur, ce qui explique la largeur moins forte de l'église près de la tour, où l'on a conservé les dimensions primitives. La ville intervint pour 100 dalers et s'engagea à faire démolir les anciennes murailles et à faire charrier les matériaux par corvées. Le reste des frais incombait au chapitre.

La sacristie actuelle fut construite, nous l'avons dit, en 1602 ; elle devait servir en même temps de vestiaire et de salle capitulaire. Les belles boiseries qui la garnissent datent probablement de cette époque.

En 1670 on adossa contre le transept Sud une petite sacristie à l'usage du curé et de l'autel paroissial. Les anciennes fenêtres de cet appendice contiennent encore les armoiries des bourgmestres de cette année parmi lesquels un de Sluse.

La nef gauche fut-elle détruite en 1719 par un incendie, comme le veut une vieille tradition, ou menaçait-elle ruine à son tour ? A cette date le chanoine tréfoncier de Stembier, abbé séculier de Visé, la fit

(1) Abry, *Les hommes illustres de la nation liégeoise*.

reconstruire ainsi que le transept. Les fenêtres de la nef droite étaient ogivales ; afin de conserver la symétrie on adopta le même type pour la nouvelle construction et ainsi se fait-il qu'on trouve des ogives dans une construction de la renaissance.

Quelques années plus tard, en 1749, le plafond (c'est le terme employé) de la grande nef devait être renouvelé. Cet ouvrage incombait au chapitre de Saint-Lambert, propriétaire de la grosse dîme. Les chanoines de Visé voulurent profiter de cette occasion pour donner plus d'élévation à la nef et atténuer ainsi, autant que possible, la disproportion que présentait un chœur fort haut à côté d'un vaisseau très bas. Ils s'engagèrent à intervenir dans la dépense pour une somme de 5,000 florins, à condition qu'on construisît la nef telle qu'on la voit maintenant.

Depuis 1338 les chanoines occupaient le chœur de l'église, le vaisseau servait pour la paroisse. Les deux parties étaient séparées, dit Saumery, « par une belle » tribune bordée d'une balustrade de marbre et soutenue de deux autels de différentes espèces de marbre (1). » Ces autels, qui existent encore, furent placés par le chanoine de Stembier lorsqu'il fit réparer la nef gauche et le transept.

Différents autres autels étaient adossés aux colonnes, et firent donner aux arcades le nom de chapelles. A la première colonne du côté de l'Evangile, près du monument élevé à ses parents par le chanoine de Sluse, se trouvait l'autel de Saint-Pierre et de Saint-Paul. Dans cette chapelle fut enterré le célèbre Visétois, auprès de ses père et mère comme il en avait manifesté le désir.

L'ancienne collégiale de Visé était pavée de pierres tombales, comme toutes les églises de cette époque. De ces modestes monuments il ne reste que ceux qui furent placés à la mémoire du doyen Sarrazin et du pléban Pironnet et un troisième digne d'une mention spéciale.

(1) Saumery, *Les délices du pays de Liège*.

Cette pierre placée sur la tombe de Denys de Charneux et de son épouse dame Catherine Pernode, renferme dans un médaillon en marbre blanc les bustes en relief des deux époux, exécutés avec une finesse et une expression remarquables. Les autres pierres ont disparu pendant les différentes reconstructions et réparations de l'église. Heureusement on retrouve dans d'anciens recueils un certain nombre d'inscriptions lapidaires visétoises.

Près de l'entrée du chœur se trouvaient les bancs du magistrat et des échevins.

La chaire de vérité, qui jadis était placée contre la seconde colonne, pourrait bien être le cadeau magnifique qui fut fait à l'église, en 1788, à l'occasion du jubilé de saint Hadelin, par le baron de Geyr, abbé séculier de Visé.

« Les orgues, » dit encore Saumery, « sont au fond » de la nef dans une seconde tribune que soutiennent » des colonnes de l'ordre toscan. » On ne sait pas à quelle date furent placées les premières orgues dans l'église de Visé. Un vieux manuscrit dit qu'elles furent établies par la ville et que les chanoines devaient payer l'organiste au service du chapitre et de la paroisse.

Vers 1650 Herman de Charneux en fit faire de neuves. Un écusson aux armoiries du donateur fut placé au-dessus de l'instrument et y est encore de nos jours.

Les deux colonnes dont parle Saumery ont disparu. Dans la tour sont suspendues les neuf cloches qui constituent la vieille « *joyeuse sonnerie de Saint-Martin*. » Au dire des Visétois les cloches de Visé sont très vieilles et la sonnerie de Saint-Martin serait aussi joyeuse qu'ancienne. De fait, la tour de Visé était garnie en 1340 de plus d'une cloche, puisque dans la transaction, dont nous avons parlé, il est question *des clocques*.

La cloche banale ou de Saint-Lambert, livrée par le chapitre de la cathédrale en qualité de gros décima-

teur, fut refondue en 1628, comme l'indique l'inscription qu'elle porte. Une seconde cloche date de la même année. Outre celles-ci, il y avait à cette époque quatre vieilles cloches qui, à leur tour, furent en 1644, refondues et remplacées par sept nouvelles.

Voici le contrat passé à ce sujet entre le chapitre et la ville d'une part et maître Roch Grogart, fondeur de cloches et bourgmestre de Liège, de l'autre.

Maître Roch Grogart s'engage à livrer sept cloches du ton de mi, fa, sol, la, si, ut, ré, pour les accorder avec les deux autres grosses cloches qui sont dans la tour de l'église au ton de ut et ré.

Ces cloches seront de bon métal au dire des connaisseurs. Comme le ré qui est dans la tour n'est pas tout à fait juste, ledit Grogart sera tenu de le mettre à son vrai ton et d'accorder les neuf cloches. On lui payera pour la façon de chaque centaine de livres de métal 13 fl. bb. Le chapitre et le magistrat lui livreront les quatre vieilles cloches ; à ce métal il ajoutera l'airain voulu pour la confection des neuves. Pour chaque livre à fournir il recevra 8 $\frac{1}{2}$ pattars bb.

Le chapitre devait payer une moitié des frais, la ville l'autre.

D'après les comptes de maître Grogart les quatre vieilles cloches pesaient 5,152 livres plus 40 $\frac{1}{2}$ livres de paillettes. Les sept nouvelles 3,163 livres plus 117 $\frac{1}{2}$ livres de paillettes. Le chapitre et le magistrat lui payèrent 1,240 florins, 10 patars et 18 deniers.

L'ancien ré n'est pas encore juste ; à l'intérieur il porte des traces de coups de marteau, témoignage évident des vains efforts de maître Grogart.

Sous la Révolution française les cloches de Visé furent soustraites aux perquisitions des pillards de la République. Les paroissiens les avaient cachées dans la grange de l'ancienne ferme Deherve située dans la rue Haute. Remontées à leur ancienne place après le rétablissement du culte, elles ne cessent depuis lors d'égayer les fêtes visétoises par leur mélodieuse et joyeuse *sonnerie*.

Terminons ce chapitre consacré à l'église de Visé en exprimant le vœu de voir bientôt son ancien et magnifique chœur rendu à son état primitif.

LES CURÉS OU PLÉBANS.

Anciennement on désignait les curés sous le nom d'*investit* ou *vestii*. Petrus de Urso, curé de Visé à l'époque de la translation du chapitre de Saint-Hadelin à Visé est toujours qualifié de ce titre. Depuis lors les curés portèrent le nom de *pléban*, comme tous les prêtres qui remplissaient les fonctions pastorales dans une collégiale.

Nous trouvons peu de renseignements concernant les curés de Visé antérieurs à 1500.

Rappelons qu'en 1256 l'investit de Visé, dont le nom ne nous est pas connu, eut un procès à soutenir contre le chapitre de la cathédrale au sujet du droit sur la dîme et encore qu'un *Gerardus* qu'on dit plebanus de Viseto était « decanus concilii trajectensis. »

Quant à *Petrus de Urso*, investit à l'époque de la translation, nous avons dit plus haut tout ce que les archives nous apprennent à son sujet.

A partir de cette époque jusqu'à la date de 1520 nous n'avons pas trouvé d'autres traces des plébans de Visé que les seuls noms de *Nicolas Henget* et *Ulricus de Fossis*, qui nous sont parvenus dans une copie d'un vieux registre des anniversaires de la collégiale. Ce registre ne donne même aucune indication concernant le temps où ils vécurent.

Pierre SLENACKEN, fils du bonnier (fermier) de la court de Waidrée, était en 1511 recteur-résident de l'autel de Saint-Pierre et Saint-Paul, érigé dans la collégiale de Visé ; il commença à cette date un registre des revenus de ce bénéfice qu'on retrouve dans les archives de la paroisse. En 1514 il fut nommé pléban et conserva cette fonction jusqu'en 1552. Entre-temps il avait été nommé chanoine (1533). Il résigna sa cure

en 1552 quand il fut nommé doyen du chapitre. Ce pléban semble avoir exercé une grande et heureuse influence sur ses paroissiens. Vers 1550 des difficultés existaient entre les bourgeois de Visé et les propriétaires du moulin banal ; elles prirent fin à la suite d'un nouveau règlement dressé par Slenacken et accepté par les deux parties. Ce fut sans doute aussi grâce à ses efforts que le chapitre obtint le concours du magistrat pour la reconstruction de la nef droite de l'église.

Il eut comme successeur CLOES EMONT (1552-1570), (alias Nicolaus Emani de Moelinghen, Moulant). Cloes Emont était en même temps recteur de l'autel de Saint-Jean-Baptiste qu'il résigna librement en 1558. Ce curé a laissé beaucoup à désirer ou bien a eu de grandes difficultés avec ses paroissiens. D'après une note d'un ancien document c'était « un curé intrus, qui fut em- » mené et emporta les registres de la cure dressés par » lui ; » d'après une autre note « D. Nicolaus Emani, » qui fuit pastor ab anno 1553 non fecit registrum et e » pastoratu expulsus est. » Pendant ce temps nous trouvons la présence à Visé d'un vice-pléban. Plus d'une fois aussi nous rencontrons le doyen Slenacken comme administrateur de la paroisse.

Ce malheureux état persista, on ne sait pour quels motifs, jusqu'en 1570 et prit fin par la nomination de FRANCHE FRANCHOY (Franciscus Francisci) 1570-1581. De ce curé nous ne connaissons encore que le nom qui a été conservé par des extraits de ses registres.

Guillaume PIRET ou Piretii succéda à Franche Franchoy en 1581. Les plus anciens registres paroissiaux conservés à l'hôtel de ville sont écrits de sa main. Les premiers sont assez mal tenus ; mais bientôt on y trouve une régularité et un ordre parfaits. Sous ce pléban l'appendice de Dalhem fut séparé de la paroisse de Visé et un canonicat fut uni à la plébanie. A partir de ce moment les curés s'intitulent *canonicus et plebanus*. Guillaume Piret mourut en 1616, il légua 6 flo-

rins brabant de rente à la messe du Saint-Sacrement, 1 daler pour son anniversaire et 2 dalers pour les pauvres qui y assisteraient.

Son successeur Hubert RADOUX eut un pastorat long et agité (1616-1667).

La mère du chanoine Jeghers, directeur des Sépulcrines, qui demeurait près de son fils, mourut vers 1628. Ses obsèques furent célébrées par le doyen du chapitre et son enterrement eut lieu dans les cloîtres des religieuses sans aucune autorisation du pléban. Le curé Radoux vit dans ce fait un attentat à ses droits pastoraux contre lequel il protesta vivement. Le chapitre prit fait et cause pour son doyen et son prévôt.

Le fond du débat était les droits respectifs du chapitre et du pléban au point de vue paroissial. Le pléban se prétendit indépendant du chapitre et muni de tous les droits de curé. Le chapitre de son côté, se fonda sur le titre de collégiale dont jouissait l'église et sur l'annexion de l'église au chapitre pour soutenir qu'il disposait de l'autorité pastorale et que le pléban n'était que son vicaire.

De cette question naquirent d'autres difficultés. Les deux parties s'arrogèrent le droit de nommer les prédicateurs des stations de l'avent et du carême, de conduire les processions, etc. L'affaire fut déférée d'abord devant le juge ecclésiastique de Liège, ensuite devant le nonce de Cologne et même portée jusqu'à Rome. A la fin les deux parties se lassèrent et des circonstances favorables aidant, il intervint en 1632 un arrangement dans lequel on réserva la question de principe.

Vers cette époque Visé eut à souffrir pendant plusieurs années des ravages d'une maladie contagieuse, qu'on appelait peste et qui était accompagnée d'une forte dysenterie. En 1634 il y eut un jour jusqu'à quatre morts. Le curé se conduisit dans cette circonstance avec le même zèle qui trente ans plus tard devait l'emporter au tombeau.

Radoux avait appelé souvent des Pères Récollets du couvent de Bolland pour l'aider dans l'administration de sa paroisse. Il dut donc voir avec plaisir l'établissement à Visé d'une maison de passage de religieux de cet ordre. Toutefois, plus tard, quand il fut question d'agrandir le couvent, il s'y opposa parce que, disait-il, une église conventuelle éparpillerait la vie paroissiale et la présence d'un nombre plus considérable de religieux d'un ordre mendiant serait une charge pour ses paroissiens. L'évêque députa un de ses conseillers qui proposa un arrangement, approuvé des deux parties.

Une nouvelle peste plus terrible que celle de 1634 se déclara en 1667. Le vicaire, que Radoux avait à son service, fut pris d'une telle frayeur que son curé dut administrer lui-même tous les paroissiens. Le vieux prêtre mourut victime de son dévouement. D'abord il fut enterré au cimetière, mais, plus tard, malgré les protestations des bourgmestres, le chapitre, plus soucieux d'honorer son zèle que de veiller aux lois de l'hygiène, fit exhumer le cadavre et lui donna une sépulture plus honorable dans l'église.

Dès l'apparition de l'épidémie, la plupart des chanoines s'étaient réfugiés à Liège. Les Pères Récollets trouvaient, avec raison, que dans ces circonstances les devoirs pastoraux incombaient au chapitre qui revendiquait le titre de *parochus habitualis* et le droit de remplir les *onera magis honorabilia* de curé.

Alors un jeune chanoine, neveu du curé Radoux, animé du même courage et du même esprit de dévouement que son oncle, se chargea de cette besogne devant laquelle les autres reculaient.

Voici comment il raconte cet épisode, certainement le plus terrible de sa vie.

Hubert Radoux pasteur et chanoine de Visé, est mort de la peste s'étant retiré dans ma maison pour éviter l'infection de la sienne et je l'ai administré de tous les sacrements de notre mère la sainte Eglise, comme aussi après sa mort tous les pestiférés, le

chapelain refusant de faire ce devoir et les Récollets ayant été requis par le magistrat l'ont refusé absolument, j'ai été obligé par charité de l'entreprendre. Ma servante mourut également de peste. Après sa mort j'ai été obligé de quitter ma maison et je m'ay retiré dans une hutte sur le haut de la ville au commencement de la voie de Richelle, d'où j'ay continué à administrer et j'ay été obligé de rentrer souvent dans ma dite maison infectée pour y prendre et reposer le saint Sacrement de l'Eucharistie et les saintes Huiles à cause que je n'osay fréquenter l'église ny jamais je nay sceu obtenir un lieu décent pour les y placer.

Pour donner une idée de l'intensité de ce fléau, il suffira de dire qu'un grand nombre de cadavres furent enterrés dans les champs ou le long des chemins.

Le jeune chanoine, qui se distingua dans ces circonstances, s'appelait Hubert Radoux comme son oncle et devint plus tard écolâtre et doyen du chapitre.

Mathias LIBOTTE (1667-1686) eut, comme curé, une existence moins longue, mais aussi troublée que son prédécesseur.

Pendant la plus grande partie de son pastoral, Visé servit chaque année de quartier d'hiver aux troupes françaises ou hollandaises, qui occupaient notre pays durant les guerres de Louis XIV. La présence de ces troupes exerça la plus funeste influence sur la population. Les registres de ce temps contiennent de longues nomenclatures de crimes et attestent les ravages moraux que peut faire une soldatesque effrénée au milieu d'une population honnête. Le pléban Libotte, qui dut lui-même quitter Visé pendant trois mois pour se soustraire aux menaces d'une troupe hollandaise, fit tous ses efforts pour remédier à ce triste état de choses ; grâce à son zèle beaucoup de militaires régularisèrent les unions illicites, qu'ils avaient contractées à Visé et ailleurs.

A la fin de son existence, en 1684 et 1685, il vit sa paroisse livrée aux troubles et aux violences de deux partis locaux qui commirent les plus grands excès.

Ce pléban construisit en 1670 la petite sacristie à

l'usage de la paroisse ; il inséra dans ses registres paroissiaux des notes très intéressantes concernant l'histoire de Visé à cette époque. D'après une de ces notes nous pouvons affirmer que si Louis XIV ne fixa pas son quartier général à Visé pendant tout le siège de Maestricht, il résida du moins pendant plusieurs jours à Devant-le-Pont dans le courant de l'année 1672 et vint encore s'y établir plus tard.

Nous n'avons rien trouvé touchant la mort de ce pléban, qui eut comme successeur :

Sigisfroid-Joseph MOUTON (1686-1720). Celui-ci était liégeois d'origine et appartenait à une famille importante de la ville. Il était fils de J.-B. Mouton, capitaine de Sa Majesté catholique et de Marie Célestine, fille du seigneur Crespin de Massillon, jadis bourgmestre de la cité de Liège.

Ce curé eut de nouvelles difficultés avec ses confrères de Saint-Hadelin concernant les droits respectifs du chapitre et de la plébanie. Ces difficultés prirent même des proportions considérables. Mouton qui, comme Radoux, prétendait être indépendant du chapitre et ne relever que de l'archidiacre sut intéresser celui-ci à sa cause.

Les chanoines, de leur côté, voyant l'archidiacre prendre fait et cause pour le pléban, firent appel aux églises secondaires du diocèse pour qu'elles les soutinssent dans la défense des droits de leur ordre contre les prétendues atteintes du clergé séculier.

Différents incidents regrettables signalèrent ce triste conflit.

L'archidiacre de Hesbaye (Michel Clerx) voulut user du droit réservé par son prédécesseur Percheval de Carreto dans son approbation à l'acte d'établissement du chapitre de Visé. Accompagné du pléban, des bourgmestres et d'une grande partie de la population, il se présenta à la porte de l'église pour faire la visitation canonique du vaisseau et des autels y établis.

Les chanoines refusèrent d'ouvrir et ce ne fut que par la force et malgré les protestations du chapitre qu'il parvint à entrer.

Entre-temps la cause avait été déférée au tribunal du conservateur des privilèges du clergé secondaire au pays de Liège, à celui du nonce de Cologne et portée jusqu'à Rome devant la cour dite *signaturæ justitiæ*.

Ce procès commencé en 1698 ne se termina qu'en 1704 ; il absorba pendant ces années une grande partie du temps du curé, qui dans ces circonstances se fit remplacer par un vice-pléban et par des religieux.

Après des luttes longues et dispendieuses, les deux parties à bout de forces et de ressources acceptèrent un *modus vivendi* où elles réservèrent leurs droits respectifs.

Dans son testament, le pléban Mouton laissa à la confrérie du Saint-Sacrement « une maison extante » dans la rue allant de la maison de ville aux Pères » Récollets et à ses successeurs *pour s'en servir*, à la » paroisse, un calice, des burettes avec plat en argent » et un missel. » La garniture de ce missel portant le nom du donateur, se trouve encore dans l'église de Visé.

Jean-Jacques HERMAN (1720-1753) était, pensons-nous, liégeois d'origine comme son prédécesseur ; les immeubles, qu'il possédait à Liège, nous permettent de le croire.

Le pléban Mouton prouva sa dévotion particulière envers la sainte Eucharistie en laissant une maison à la confrérie instituée en son honneur. Son successeur semble avoir été animé des mêmes sentiments de piété.

Pour que le saint Viatique fût porté avec plus de solennité aux malades, il obtint que des confrères du Saint-Sacrement l'accompagnassent dans cette circonstance, le flambeau à la main. Il acquit des flambeaux et fit construire une armoire pour les remiser. Seulement il avait oublié ou négligé de demander l'autorisation du chapitre pour le placement de cette armoire

dans l'église. D'où procès entre le pléban et le chapitre devant le doyen Gillis de Saint-Martin (Liège), délégué pour connaître de ces causes. Le juge approuva les pieuses intentions du curé, et proposa un arrangement qui fut accepté.

Ces longues et regrettables difficultés entre le chapitre et les plébans prouvent jusqu'à quel point les deux parties étaient jalouses de conserver leurs droits et prérogatives respectifs. Elles montrent que cet axiome : « Une once de juridiction vaut mieux que dix livres » d'or, » inséré dans un ancien registre du chapitre, était pris au sérieux par les chanoines de Visé.

Le pléban Herman institua les pauvres de Visé héritiers universels de sa fortune qui paraît avoir été assez considérable. Il n'imposa d'autre charge à la mense des pauvres que celle de faire célébrer chaque année l'anniversaire du testateur ; ce qui se fait encore de nos jours.

Pierre PIRONNET (1753-1783). Pour faire connaître ce pléban, qui était originaire d'Oupeye, il suffira de copier l'inscription de sa pierre sépulcrale placée près de l'autel de Notre-Dame dont il fut recteur.

Ci-bas git le corps de très-révérend monsieur Pierre Pironnet élu prévôt de cette église et archidiacre du district de Celles en 1760, doyen du concile de Maestric en 1743, chanoine-curé de Visé, licentié en droit protonotaire apostolique, recteur de cet autel de Notre-Dame, promu de la cure d'Heure à celle de Visé l'an 1753. Il a réparé la maison pastorale, donné et décoré l'autel et la sacristie d'ornements bienfaiteur de la Vierge du Rosaire et des Pauvres. Lequel ayant fondé son anniversaire à Oupey, Heure et dans cette église est décédé le dernier de sa famille, le 14 février 1789, âgé de 85 ans.

Des dons qu'il fit à l'église, il reste la statue de la Vierge et le trône sur lequel on la porte à la procession, ainsi qu'une chape violette aux armoiries du donateur.

Augustin-Joseph D'Aoust (1783-1797), natif de Fon-

taine-l'Evêque (Hainaut), était supérieur du collège des Oratoriens de Visé lorsque P. Pironnet résigna en sa faveur sa cure et son canonicat.

Le 22 mai 1797 d'Aoust fut déclaré destitué de ses fonctions pastorales par le gouvernement français parce qu'il avait refusé de prêter le serment constitutionnel. Il émigra en Allemagne. Après la tourmente révolutionnaire il se retira à Sprimont et à Liège près de sa sœur, qui avait épousé un de Macar.

Pendant la Révolution, la paroisse fut administrée par deux Pères Récollets, un Carme et le chanoine Pesser. Les offices religieux se firent quand les circonstances le permettaient, dans la chapelle des Sépulcrines et dans l'église des Carmes de Devant-le-Pont, la collégiale ayant été fermée parce que le curé avait refusé de prêter le serment.

Le père Delhez, récollet, qui avait pris une large part à l'administration de la paroisse pendant ces temps troublés, devint vicaire de Visé après le concordat de 1802 et laissa par son testament aux pauvres de Visé sa part de l'ancien couvent et à l'église paroissiale celle des ornements et des vases sacrés.

III.

LE CHAPITRE DE SAINT-HADELIN.

Saint Hadelin, disciple de saint Remacle, qui vivait au VII^e siècle, s'était retiré dans une vallée solitaire et sauvage à quelque distance de Dinant et y avait construit un petit oratoire et une cellule. Dans cette nouvelle Thébàïde, il se livrait comme les Pères du désert, au service de Dieu par la prière et la pratique de la pénitence. Bientôt des compagnons vinrent se joindre au pieux ermite et ainsi se forma insensiblement la communauté de Celles. Les douze membres qui la composaient vivaient d'après les constitutions de saint Benoît. A leur tête se trouvait un prévôt, qui était

chargé de la conduite des âmes tant de ses confrères que des habitants du district de Celles. Comme toutes les institutions monastiques de ce temps, le chapitre de Saint-Hadelin avait son école déjà avant sa translation à Visé. Dans l'acte de 1338, qui le transfère à cet endroit, il est fait mention d'Alexandre de Dopdia, scolasticus. Un des huit abbés séculiers, qui furent établis dans la principauté de Liège, portait le titre d'abbé de Celles. En cette qualité, il était le protecteur de la communauté. En 1338 l'abbé se nommait Levoldus de Norhof. Le prévôt s'appelait Libertus de Serain.

Comme la plupart des monastères le faisaient au moyen âge, les religieux de Celles avaient choisi parmi les seigneurs du voisinage des voués pour maintenir leurs droits et veiller au temporel de leur église. Ceux-ci, au lieu de protéger la communauté, comme c'était leur devoir, en devinrent les premiers persécuteurs; ils s'érigèrent en maîtres, bientôt en tyrans et dépouillèrent d'une manière atroce leurs pacifiques bienfaiteurs de leurs droits et de leurs biens (1).

Un document (2) antérieur à 1338 contient un arrangement proposé par Demacerus, official à Liège, et Southerus, chevalier seigneur de Bicelos pour terminer les difficultés existant à cette date entre le chapitre et Jacques seigneur de Celles. Les arbitres reconnaissent à la communauté certains droits dans le bois voisins de Maimont (Meamons); ils lui attribuent la moitié des amendes pour la justice de Lavis et obligent leur seigneur à restituer aux religieux tout ce qu'il avait perçu outre ses droits. Ils décident que les droits de main-morte et de *forumatagia* (tonlieu), appartiendront à part égale au chapitre et au seigneur. Ils condamnent Jacques de Celles à reconstruire une partie du refectorium du couvent qu'il avait sans doute détruit, etc.

(1) *Abrégé de la vie de Saint-Hadelin*, p. 23.

(2) Une copie incomplète de ce document m'a été remise par M. le chanoine Heuschen, qui l'avait trouvée en Allemagne.

Cette pièce nous donne une idée des vexations auxquelles la communauté était exposée. Nous ne savons si cet arbitrage rendit pour quelque temps la paix aux disciples de saint Hadelin. Toujours est-il que pour les soustraire à d'incessantes persécutions, l'évêque Adolphe de la Mark résolut, en 1338, de les transférer dans la petite ville de Visé, où, dit l'acte de translation, ils pourront librement se livrer au service de Dieu et où ils pourront, à cause de la situation de l'endroit, s'étendre au point de vue temporel. « Ubi ad » *serviendum deo vacare valeant ubi etiam propter » ipsius loci convenientem et bonum situm multo amplius... se in temporalibus poterunt dilatare. »*

L'évêque assigna aux chanoines de Celles l'église paroissiale de Visé qu'il éleva à la dignité de collégiale et à laquelle il conféra toutes les libertés et toutes les prérogatives des églises secondaires du pays de Liège. « Collegium canonicorum ad ecclesiam de Viseto supra Mosam transferimus, dictamque ecclesiam parochialem de Viseto eidem collegio incorporamus et » *annectimus eam in collegiatam ecclesiam erigentes » et illam ei libertatem, quam aliæ ecclesiæ diocesis » Leodiensis habere noscuntur, tribuentes. »*

Adolphe de la Mark ne se contenta pas de ce témoignage de bienveillance envers la pieuse communauté. Il créa en sa faveur huit nouvelles prébendes, ce qui porta le nombre des canonicats à vingt.

Trois de ces nouvelles prébendes furent constituées, nous l'avons vu, de la majeure partie des revenus de l'église de Visé. Comme la cathédrale de Saint-Lambert avait le droit de patronage sur cette église, elle obtint également le droit de collation de ces trois canonicats : « Quarum quidem trium præbendarum collationem » *eidem capitulo nostro Leodiensi ratione juris patronatus, quod in ipsa ecclesia habere dignoscitur, » volumus esse perpetuo reservatam. »*

Les biens de cinq *capellanies*, celle de Sainte-Wal-

burge (Ans), deux de Fosses, celle d'Antgarden et une cinquième, celle de Lovenjoul, qui étaient à la collation du prince-évêque, servirent à fonder les cinq autres prébendes. L'évêque se réserva la nomination à ces canonicats. Plus tard cependant, on ne sait pour quels motifs, le droit de conférer la prébende fondé avec les biens de la chapelle de Sainte-Walburge fut dévolu au costé de Saint-Pierre à Liège.

Tous les biens de ces chapelles furent attribués au chapitre, qui par le fait même assumait les droits et les charges de ces bénéfices. La même condition avait été formulée par rapport à Celles et à ses dépendances.

Dans la constitution de ces nouvelles prébendes on trouve l'origine du droit à la dîme qu'avait le chapitre dans différentes localités et le droit de patronage qu'il exerçait sur les églises de ces endroits.

Ainsi le chapitre possédait la dîme de Goirhé, entre Devant-le-Pont et Lixhe. Celle-ci avait été cédée au curé par une charte de 1256, citée plus haut et passa au chapitre par l'acte de 1338.

De tous ces revenus on devait créer vingt prébendes de valeur égale. Toutefois on attribua aux différents dignitaires du collège une part plus forte en rapport avec l'importance de leur charge.

Dans l'acte de translation, Adolphe de la Mark astreint les chanoines à la résidence personnelle : « *volumus ut ad personalem residentiam teneantur.* » Souvent on dérogea à cette loi, pour les chanoines qui continuaient leurs études à Louvain ou ailleurs, comme pour ceux qui, après avoir obtenu un *placitum absentiae*, se rendaient, pour un motif quelconque, à Rome ou dans d'autres villes.

Par une lettre ⁽¹⁾ du 4 août 1338 l'archidiacre de Hesbaye, Percheval de Carreto, donne son consentement à l'installation du chapitre à Visé, tout en reven-

(1) On trouve dans les archives de la paroisse les originaux ou des copies de ces documents.

diquant, comme nous l'avons dit, le caractère paroissial de l'église et en réservant par là ses droits propres et ceux du curé.

L'année suivante (7 juillet), Adolphe de la Mark détermine la part des revenus de l'église qui servira à la constitution des trois prébendes et celle qui servira de dot à la plébanie. Il indique encore les droits exceptionnels dont devait jouir l'investit Petrus de Urso.

En accordant à l'église de Visé le titre de collégiale, l'évêque lui avait reconnu les prérogatives des églises de ce rang et en même temps le droit d'établir un cloître avec les immunités y afférentes. La transaction de 1340 entre la ville et le chapitre, dont nous avons déjà parlé, montre qu'à cette date les cloîtres n'existaient pas encore, mais parle du projet qu'on avait de les construire. « Quelconque ouvrage que ledist prévost et chapitre fassent dhor en avant enthour ladite église s'en soit *en encloistres* ou aultrement, si pour grande gelée on ne pouvoist bonnement fosser a le dist aytre le chapitre devra livrer terre au corps dans leurs encloistres sous toit couvert, et encore *les encloistres* qui serat faites de l'aytre par les chanoines apparten-dront au dict chapitre qui devera les détenir à son bon plaisir. » Ce projet ne semble pas avoir été exécuté ; nulle part nous n'avons trouvé aucune trace de cloîtres.

Il n'en est pas moins vrai que le chapitre obtint, le 13 juillet 1357, d'Englebert de la Mark, successeur d'Adolphe, la désignation du terrain réservé à la communauté et comme tel jouissant de l'immunité claustrale.

Les indications de ce document nous permettent de déterminer à peu près l'étendue de ce territoire exempt. Nous savons qu'il était compris d'un côté entre l'église et les portes de Dalhem et d'Argenteal. Au Nord, c'est-à-dire du côté de la ville, il s'étendait jusqu'à la ruelle *Rasquinroy*, appelée anciennement ruelle *Walbi*, dont

une moitié était soumise à la juridiction ordinaire, l'autre à celle du prévôt.

D'après les statuts du chapitre les chanoines ainsi que le pléban devaient habiter sur le terrain claustral.

Les maisons y situées qui n'étaient pas occupées par un chanoine ou un de leurs chapelains ne jouissaient pas de l'immunité. Le prévôt avait la juridiction et la police de tout le territoire exempt ; à certaines dates, les chanoines avaient même un mayeur pour exercer la police au nom du prévôt.

Comme tous les endroits exempts, les cloîtres étaient inaccessibles aux agents judiciaires du prince et soustraits aux perquisitions des bourgmestres. Un coupable ne pouvait y être arrêté légalement que par le prévôt ou d'après ses ordres. Chaque fois qu'un officier quelconque enfreignit leur droit, le chapitre et le prévôt protestèrent vivement.

Il existe encore à Visé de vieux souvenirs de cette immunité claustrale. Dans le temps, ai-je entendu dire, une partie de la ville appartenait au prince-évêque, l'autre à l'Autriche. Un criminel parvenait-il à gagner le territoire voisin, il échappait aux poursuites des agents de son prince.

Comme tous les chapitres des églises secondaires, celui de Saint-Hadelin avait à Visé sa *cour des tenants*, qui exista jusqu'à la Révolution française. Nous n'avons retrouvé aucun registre de cette cour, que nous ne connaissons que par les nominations des tenants consignées dans les procès-verbaux des réunions capitulaires.

Muni de ces privilèges des églises secondaires, le chapitre de Visé vivait d'après les statuts généraux des collégiales du pays de Liège. Il avait en outre des règles particulières approuvées par Englebert de la Mark. Voici celles que nous avons pu retrouver :

ART. 3. — Item statuimus et præcipimus omnibus et singulis canonicis et aliis beneficiatis dictæ ecclesiæ quatenus ad horas tam nocturnas quam diurnas diligenter conveniant et in illis

cantando et legendo prout officium exegerit perseverent, qui autem negligentes fuerint in prædictis illis, distributionibus ad eas horas destinatis, careant ea vice.

ART. 14. — Item præcipimus ut nullus canonicus deserviat altari in ecclesia absentis rectoris sed decanus et capitulum provideant de persona sufficienti, qui altaribus absentium rectorum deserviat celebrando, legendo, cantando et omnia faciendo ad quæ rector altaris si præsens esset et resideret teneretur; cui deservienti pro labore suo fructus integri ipsius per capitulum et decanum ministrentur.

ART. 17. — Item ordinamus præterea et præcipimus plebano dictæ ecclesiæ quicunque pro tempore fuerit ex nunc et in antea inter matutinas decantatas et pulsum primæ ut ita tempestive officium suum celebret quatenus conventus in prima et aliis horis minime turbetur et posset impediri. Quodque moretur et habeat domicilium infra immunitatem claustrum, chorumque et ecclesiam cum superpelliceo et almutia, habituque decenti frequentet.

ART. 18. — Item..... quod de cœtero prima et secunda die nativitatis Domini necnon die Paschæ, Parasceve et vigilia Paschæ et Pentecostes fontium sacrorum Benedictio et Regeneratio conventualiter sicut in secundariis ecclesiis celebretur.

ART. 37. — Item..... in virtute sanctæ obedientiæ injungimus decano et canonicis prædictis omnibus et singulis, quatenus ipse decanus in correctione subditorum non typo rancoris vel invidiæ vel favoris sed zelo accensus justitiæ procedat secundum consuetudinem secundarium ecclesiarum; canonici vero, odio, gratia, favore postpositis in correctione hujus modi ipsi decano fideliter assistant et cooperentur ad executionis et justitiæ complementum et ne de cæteris verbis vel factis objurgentur vel obloquantur ad invicem, *tu mentiris*, vel similia verba injuriosa hinc inde proferendo, qui vero contrarium fecerit rectorio sit et maneat tamdiu privatus quoadusque quaerulanti injuriato ad decretum capituli idoneam præstiterit emendam.

Le nombre des prébendes avait été porté à vingt en 1338. Nous avons vu quels étaient les collateurs des huit canonicats établis à cette date. Les douze anciens restèrent, comme par le passé, à la collation de l'abbé séculier.

Plus tard la législation canonique réserva quelques droits de collation au pape et à l'université de Louvain. Les empereurs d'Autriche également donnèrent à des

protégés des *preces primariae*, qui leur conférèrent un certain droit à la première prébende vacante. Assez souvent les canonicats passèrent d'une main à l'autre par voie de résignation : alors, dans le plus grand nombre des cas, le résignataire devait garantir une pension à son résignateur.

Il n'était pas requis d'être prêtre ni même d'avoir reçu un ordre majeur pour devenir chanoine. Ainsi le baron de Sluse, frère du cardinal et du mathématicien était pourvu d'un canonicat avant d'être entré dans les ordres, au temps où il étudiait le droit à Louvain. Plus tard il renonça à son projet d'embrasser la carrière ecclésiastique et se maria. On pourrait dire que dans certains cas les prébendes servaient de bourses d'étude aux jeunes chanoines. Sartorius était chanoine-chantre et n'avait reçu que le diaconat.

Quelques bénéficiaires de la collégiale devinrent dans la suite membres du chapitre. Un Jean Proisme, qui enseignait le latin à l'écolâtrie figure plus tard comme prêtre et chanoine. Parfois même, rarement cependant, nous trouvons des curés du voisinage dans le sein de la communauté.

A la tête de ce petit *collège* se trouvaient différents chefs et dignitaires, qui tous, à l'exception de l'abbé séculier, devaient être élus parmi les membres du chapitre.

L'ABBÉ SÉCULIER.

Depuis l'institution des abbés séculiers, un de ceux-ci portait le titre d'abbé de Celles, plus tard de Visé. Ce dignitaire devait être choisi parmi les chanoines tréfonciers de Saint-Lambert. Il avait, nous l'avons vu, la collation des douze anciennes prébendes qui existaient déjà à Celles. Comme protecteur ou patron du chapitre il devait défendre ses intérêts auprès du prince-évêque et parmi ses confrères de la cathédrale. Il ne s'occupait pas de la direction ou des affaires intérieures de la com-

munauté. Son titre n'était pas seulement honorifique, il lui valait les dîmes de Fooz, Boisselles, etc., qui en 1794 rapportaient 1,600 florins.

Voici les noms de quelques abbés séculiers qui nous sont parvenus. *Levoldus de Norhof* intervient en 1338 comme signataire de l'acte de translation du chapitre. Ensuite nous avons retrouvé dans le registre de vieux anniversaires dont nous avons parlé, les noms de *Arnoldus à Mirode*, *Joannes de Zantis* et *Hermannus a Zantis*, qui doivent avoir existé avant 1550. Le dernier de ces trois abbés avait, entre autres fondations, laissé quatre setiers d'épeautre aux écoliers pauvres de la ville. *Petrus à Cortembach* mourut en 1572. Plus haut nous avons déjà cité un acte de *Joannes Oerbach*, abbé séculier en 1588. Un de ses premiers successeurs *Joannes Damen à Mirlo* décéda en 1622.

Bientôt nous trouvons cette charge occupée par le célèbre chanoine *Jean de Chokier-Surlet*. « Ce savant » homme, » dit Bec de Lièvre (*Bibliographie liégeoise*, t. I, p. 431), « s'appliqua particulièrement à la jurisprudence ; il était très versé dans les antiquités grecques » et romaines et l'histoire des anciens peuples. Il aimait » avec passion les belles lettres et encourageait avec » ardeur ceux de ses compatriotes qui s'y adonnaient. » Ce goût pour la littérature n'empêcha pas Jean de » Chokier d'étudier à fond les Saintes Ecritures et les » Pères. Pascal, dans ses *lettres provinciales*, le place » parmi les auteurs *amis des Jésuites, qui ont enseigné » une morale relâchée.* »

Bec de Lièvre énumère treize de ses ouvrages traitant la plupart des questions de morale et de droit canon. Jean de Chokier mourut en 1660. On trouve son portrait dans la collection *Duriau* du Val-Dieu.

Jean Ernest, baron de *Surlet-Chokier*, neveu du précédent, lui succéda dans la charge d'abbé séculier. Celui-ci se distingua autant par sa piété et sa magnificence que son oncle par son savoir. Liège lui doit la

Maison des Incurables et celles des *Filles Repenties*. Il est mort vers 1683.

Un de ses premiers successeurs, le chanoine de *Stembier*, fit reconstruire comme on a vu, en 1719, la nef gauche et le transept de l'église et plaça les deux autels en marbre, qu'on y voit encore.

Max.-Henri-Joseph baron de Geyr de Schweppenbourg était, en 1788, abbé séculier du chapitre et avait comme coadjuteur dom Charles, baron de Boos de Waldeck. A l'occasion du grand jubilé de 1788 le baron de Geyr « voulut contribuer à rendre cette solennité des plus brillantes par un présent que sa pieuse » générosité vient de faire et qui mérite tous nos éloges » et toute notre connaissance » dit l'auteur d'une brochure parue à l'occasion de cette fête religieuse.

Le dernier abbé séculier de Visé fut *Jean-Pierre-Louis, baron de Sluse de Beurs*, chancelier de la principauté et grand prévôt de la cathédrale, qui mourut à Francfort pendant l'émigration.

Les chanoines demandèrent et obtinrent du pape l'autorisation de remettre à des temps meilleurs l'élection de son successeur, qui n'eut pas lieu à cause de la suppression des collégiales.

LE PRÉVOT.

Pendant l'existence du chapitre à Celles, le *prévôt* exerçait seul l'autorité dans la communauté dont l'abbé séculier était le patron ou protecteur.

D'après une déclaration faite en 1341, la fonction de prévôt comportait les charges suivantes.

Ce dignitaire était tenu à la résidence personnelle, qu'il jurait le jour de son admission.

Aux principales fêtes il devait faire l'office de célébrant pour le chant des heures ; ces fêtes étaient celles de Noël, de l'Épiphanie, de la Purification, de Saint-Hadelin, de l'Annonciation, de Pâques, de l'Ascension,

de la Dédicace, de la Pentecôte, du Saint-Sacrement, de l'Assomption, de saint Remacle, de la Nativité de la sainte Vierge, de la Toussaint, auxquelles on ajouta à Visé, celles de la translation de saint Hadelin et de saint Martin. Il était obligé d'officier les trois derniers jours de la Semaine Sainte, le jour des Cendres et le jour des Ames. Il faisait encore la procession le dimanche des Rameaux et bénissait les fonts la veille de la Pentecôte. A ses frais il devait « tenere seu celebrare et exercere jurisdictionem Sancti Synodi et cœtera facere » quæ antiquitus sunt et fuerunt in talibus consueta » quolibet anno Dominica in passione Domini apud » Cellas. »

Au prévôt incombait le soin de veiller à la conservation des droits spirituels et temporels de l'église de Celles et de ses dépendances. Pour pouvoir mieux remplir ce devoir il devait tenir un cheval prêt à servir pour le cas de besoin. Si le prévôt ne pouvait pas faire les démarches exigées par l'intérêt de la communauté, le cheval devait être à la disposition du délégué choisi par le chapitre. Chaque année le jour de Pâques le prévôt devait donner au réfectoire un repas à toute la communauté : aux chanoines, chapelains, choraux et écoliers. Ce repas devait consister en un potage, un plat de porc ou de mouton, un plat de bœuf et un autre de gibier ou de veau préparé aux épices ou au vin. Pour le dessert il y avait du fromage et pendant tout le repas le bon vin ne devait pas manquer.

En 1340, Adolphe de la Mark créa dans la communauté la fonction de doyen à laquelle il attribua une partie des charges du prévôt.

Les prévôts, soucieux de conserver les prérogatives et les droits de leur dignité, avaient soin de les consigner dans leurs registres où ils marquaient également les principaux faits de leur existence.

Les plus anciens de ces documents ont disparu : les trois derniers, marqués des numéros 18, 19 et 20 nous

restent. Le premier de ceux-ci fut commencé en 1695 par le prévôt Jean Lambertin. Nous nous contenterons d'extraire de ces registres les droits et revenus de la prévôté et la liste des prévôts commencée par Jean Lambertin et continuée par ses successeurs ; faisons remarquer en passant que ces documents contiennent de nombreux détails très intéressants concernant l'histoire de Celles et des paroisses voisines.

A Visé, le prévôt avait la juridiction et le *dominium* des enclôîtres. Il y établissait un mayer pour rechercher ceux qui s'y rendaient coupables de quelques délits, et lui-même les jugeait. Les sentences trouvées dans les registres de la prévôté ne présentent aucun caractère de sévérité.

Le prévôt de Visé conserva son titre et les attributions de prévôt de Celles. Comme tel, il était curé de Celles et se faisait remplacer dans cette fonction par un vice-prévôt choisi parmi les trois vicaires attachés à l'ancienne collégiale de Saint-Hadelin. Il était en même temps doyen rural et archidiacre de tout le district de Celles, qui comprenait la paroisse de Foy-Notre-Dame, celle de Hulsonneau, etc. Parfois il faisait lui-même les visites archidiaconales, les installations des curés et chapelains ; le plus souvent il déléguait à cet effet le vice-prévôt.

Les principaux revenus attachés à la prévôté consistaient dans la jouissance de la maison prévotale (aux deux derniers siècles la maison de pierres), moyennant la charge de payer cinq muids d'épeautre au chapitre et l'obligation d'une messe par mois à l'autel privilégié, et dans les droits qu'il percevait comme curé, doyen rural et archidiacre de la paroisse et du district de Celles, parmi lesquels celui de la sépulture des ecclésiastiques comprenant 2 florins d'or, plus le bréviaire et le surplis du défunt.

Assez bien de revenus de la prévôté avaient été perdus. Jean Lambertin dit que dans le temps ils mon-

taient à soixante muids et, ajoute-t-il, *ecce nunc quam tenues !* Cette perte des biens avait été causée par la négligence de quelques prévôts, comme Lambertin a soin de le noter dans la liste de ses prédécesseurs.

Voici cette liste, telle qu'on la trouve dans son registre et complétée par les prévôts postérieurs.

Joannes de Hubines, 1323.

Libertus de Serain, 1338.

Bartholomaeus, 1360.

Henricus Peston, 1364.

Joannes de Puchey, curatus de Moulant, 1415.

Joannes de Borloe ou de Bra, 1420-1429.

Hubertus de Brust, 1454.

Mathias ab Hamalia, ab 1454, ad 1518. Hic fuit praepositus per annos 57, qui propter terras dotales tam vili proetio alienatas a suis successoribus inculpatur.

Michael Ride, ab anno 1510, ad 1530. Vir fuit in propugnandis praepositurae juribus strenuus ipsius registrum continet plura notatu digna.

Sebastianus Lambertin, ad usque 1551, fuit insimul curatus in Lixhe, hujus tempore quidam fuerunt correcti pro excessibus commissis in claustris.

Quirinus Gisberti, ad usque 1560.

Joannes Gosuini, ad usque 1577, fuit curatus de Bassenge.

Cornelius van de Weldt, usque 1593.

Anthוניus Froidmont, J. U. L., 1600.

Hubertus Stevartius, J. U. L., 1607, hic, abdicata praepositura, intravit congregationem ordinis oratorii; crux argentea quae praefertur in supplicationibus ab eo donata fuit capitulo cum minoribus argenteis candelabris.

Lambertus Jeghers, 1638, vir fuit doctus, quondam lector theologiae in monasterio Lobbiensi, coenobii virginum hujus oppidi promotor et primus director de praepositura bene meritus (1).

Nicolaus Requile, 1647, curatus etiam Del Naye (Lanaye) sustinuit lidem contra capitulum pro jure archidiaconali in ecclesia ipsa de Celles.

Eustachius Lambertin, 1656, hic anno aetatis suae 7^{mo} propter vocis excellentiam in Hispaniis ad aulam Philippe II, transportatus, post modum collegii regii Duacensis alumnus, tandem prae-

(1) Le prévôt Jeghers était auteur de plusieurs ouvrages de piété, composés probablement pour la communauté qu'il dirigeait.

benda Andennensi et castrali beneficio de Bovigne ab ipso rege provi-
visus : musicis ecclesiae nostrae auctor fuit, donavitque ecclesiae
par candelaborum ex argento cum aliis ornamentis pluribus (1).

Ogerus Ogier, 1691.

Joannes Lambertin, ad usque Deo placuerit, 1710. Jurium
praepositurae acerrimus defensor, non solum multa utilia praepo-
siturae perquisivit et in hoc registro recollegit sed etiam in morte
sua plura in augmentum dotationis legavit.

Franciscus Defrance, 1720, vir pacificus.

Mathias Labbeye, 1740.

Joannes Laurentius Gentis, 1747.

Balthasar de Ryckel, 1760.

Petrus Pironnet, 1789, plebanus Visetensis et decanus concilii
Trajectensis.

Jacobus Paulus Bettonville, fuit ultimus praepositus insignis
ecclesiae collegiatae Visetensis, obiit in Canne anno 1802.

LE DOYEN.

La dignité de doyen, nous l'avons vu, fut instituée
en 1340 par un acte d'Adolphe de la Mark, cité plu-
sieurs fois dans un ancien registre, disparu sans doute
pendant l'émigration.

Le doyen était le véritable supérieur de la commu-
nauté. Il veillait à l'observation des statuts, dirigeait et
avertissait à l'occasion les membres du chapitre. En
partage avec le prévôt, il célébrait les offices dans les
grandes circonstances. Il exonérait les anniversaires. Il
convoquait les réunions capitulaires et les présidait.

Il était en même temps recteur de l'autel de Saint-
Nicolas, établi jadis dans l'hôpital de ce nom, puis
transféré à l'église et annexé au décanat. A ce titre il
était de droit membre de *la mense des communs
pauvres et de l'hospital*.

En outre de sa prébende il jouissait des revenus de
l'autel Saint-Nicolas et d'une partie de la maison de
pierres. D'après certains documents, il aurait même
joui d'une double prébende.

(1) Ce fut lui sans doute qui composa le chant pour l'office propre
de saint Hadelin, qu'on conserve encore à Visé.

Le premier doyen du chapitre fut *Petrus de Urso*, investit de Visé en 1338.

Il y eut au XIV^e siècle plusieurs chanoines de ce nom. Tous laissèrent pour leurs anniversaires des rentes ou biens qu'ils possédaient à Jemeppe. Si l'on pouvait établir que la famille Beer de Jemeppe y est fort ancienne, on pourrait croire que les de Urso s'y rattachaient.

Un de ses premiers successeurs fut *Louis Print*, fils de Printe de Warancelle, chevalier voué de Nivelles et d'une fille du Seigneur de Navagne. Déjà doyen en 1377 il ne mourut qu'en 1406. Il employa une partie de ses biens situés à Haccourt, Lixhe et Mouland à fonder dans la collégiale de Visé le bénéfice de sainte Marie. Le recteur de ce bénéfice devait être résident d'après les termes de son testament ; en cas de non-résidence les revenus devaient retourner au chapitre. Cette clause donna lieu à plus d'une difficulté.

Pour le commencement du XV^e siècle nous avons retrouvé les noms des doyens suivants :

Amyl de Trajecto, en ?

Adam de Monte ou *de Mons*, fils de Clous de Mons, échevin de Visé, dont le père occupait une grosse ferme située près de la Tour l'Evêque, en ?

Jean Goelet, en 1430.

Bastien de Viseit, en 1444, qui joua un rôle assez important sous l'épiscopat de Jean de Heinsberg. En 1440 il survint un gros différend entre les bourgeois de Maestricht et les chanoines de Saint-Servais. Bastien de Viseit fut député auprès du prince-évêque pour plaider la cause de ces derniers. Deux ans plus tard il fut encore envoyé à Bruxelles auprès du prince-évêque et du duc de Bourgogne, pour la même question, qu'il parvint à arranger. En 1444, Bastien, qui avait été nommé dans l'intervalle chanoine de Saint-Denys, à Liège, représenta Jean de Heinsberg à une assemblée

des églises secondaires. Bientôt après il accompagna son prince dans un voyage que celui-ci entreprit en Orient (1).

Un des principaux bienfaiteurs du chapitre fut *Cloes* ou *Nicolas Sarrazin*, déjà chanoine avant 1467 et mort comme doyen en 1499. D'après son testament, ses revenus montaient à quatre cents muids d'épeautre. Il en laissa deux cents au chapitre avec la charge de chanter annuellement deux anniversaires à chacun desquels devait se faire une distribution de cinquante muids aux seuls chanoines présents. Il légua vingt muids à l'autel des Saints-Pierre et Paul. Par ce testament le chapitre entra en possession d'un tiers du moulin de Devant-le-Pont. Sa pierre tombale existe à l'église de Visé. Voici son inscription :

Rv^s dns Nicola^s Serazin hjs
ecclesie decanus sepultus relqt
eidem cc modios speltae hereditarie
altari S. Pauli xx modios.
ad orandum pro se et suis
parentibus
obiit A^o MCCCIC die VII^a mensis maii.

Son successeur immédiat, *Cloes Hannot*, originaire de Thimister, mourut en 1505.

Sous le doyen suivant, *Theodoric de Limborgh*, fut construit le chœur de l'église de Visé. Une pierre sépulcrale qu'on y trouvait jadis portait cette inscription :

Theodoricus de Limborgh
hujus ecclesiae decanus
et hujus novi chori primus erector
obiit 26 aprilis 1524.

Cloes Proidhomme fut doyen de 1524 à 1538. Le nom de son successeur nous est inconnu.

(1) Jean de Stavelot, pp. 452, 526 et 532.

Pierre Slenacken, que nous avons déjà rencontré, devint doyen en 1552 et mourut en 1576.

Puis successivement : *Jean Purnode*, mort en 1586 ; *Jean Kamps*, 1602 ; *Wilhelmus à Moelinghen*, 1605 ; *Laurent Purnode*, 1640.

Le doyen suivant fut *Jean Waltheri a Castro*, frère de Walther Waltheri, secrétaire des brefs du pape Clément IX et oncle maternel des de Sluse. Ce fut lui probablement qui soigna la première éducation littéraire de ses neveux et leur procura les prébendes du chapitre de Saint-Hadelin, dont ils ont joui pendant leurs études à Louvain. Le 17 février 1667 il mourut à Liège où les chanoines s'étaient retirés à cause de la peste qui régnait à Visé.

Jean Germeau, élu dans les mêmes circonstances, remplit les fonctions de doyen jusqu'à sa mort arrivée en 1676.

Son successeur *Hervianus* fit don à l'église d'un magnifique missel orné de plaques d'argent, il existe encore. Une des plaques porte l'inscription :

D. O. M.
dedit Jacobus
Hervianus hujus
ecclesiae Visetensis
canonicus et
decanus anno
1687.

Guillaume-François de Sluse, doyen de 1698 à 1726 fut un des fondateurs de la chapelle de Lorette.

Les doyens suivants n'ont guère laissé de traces dans les archives qui nous sont parvenues. *Guillaume Pauli*, mort le 18 novembre 1739 ; *Jean Lecocq*, le 2 mars 1773 ; *Jean-Jacques Schuermans*, 1780 ; *Eustache de Ryckel*, 1783 ; *Urbain-Joseph Dodémont*, 1796 ; *Joiris*.

Anciennement les doyens occupaient une maison

claustrale quelconque. La maison de pierres, propriété du baron Pierre-Louis de Sluse, fut acquise en 1686 par le chapitre ; en 1694, pour la faire servir de demeure au doyen et au prévôt, on y ajouta la partie plus moderne en style renaissance. Alors aussi, selon toutes apparences, on bâtit la tour contiguë, jadis surmontée d'une flèche, qui figurait le droit seigneurial du chapitre.

L'ÉCOLÂTRE.

L'écolâtre était dans le temps chargé de l'enseignement dans l'école collégiale. Plus tard l'instruction était donnée sous ses auspices par un ou deux instituteurs. A partir de ce moment il se contenta d'exercer les fonctions de secrétaire et d'archiviste, qui lui valurent le droit à la dîme de Foy-Notre-Dame évaluée à 275 florins vers la fin du siècle dernier. Remarquons, à ce sujet, que l'écolâtre et les autres dignitaires dont nous avons parlé devaient acquitter les charges qui incombaient à tous les possesseurs de dîmes.

En 1364 un conflit surgit entre le chapitre et l'abbé séculier Herman de Zancitis, qui, tous deux, prétendaient avoir le droit de conférer l'écolâtrie. Les parties choisirent comme arbitres les chanoines Wilhelm dit Boilailbe, *linguae doctorem majoris*, et Jean Hincmal, doyen de Sainte-Croix à Liège. Le chapitre s'engage à accepter la décision arbitrale sous peine d'excommunication pour chacun de ses membres, de suspension pour la communauté, d'interdit pour son église et d'une somme de 2 florins à payer à la partie adverse (1). Les arbitres semblent s'être prononcés en faveur des chanoines, car plus tard nous les voyons élire les écolâtres parmi les membres de la communauté.

L'écolâtre Guillaume Lecoq met en tête de son premier registre des actes et décrets capitulaires, toutes

(1) D'après une copie très défectueuse d'un parchemin retrouvé en Allemagne.

les formalités de son élection. Comme ces formalités étaient les mêmes pour toute élection des dignitaires, nous croyons devoir en donner une idée.

Le 21 mars 1721, le doyen charge le *bastonarius* de convoquer tous les chanoines à une réunion capitulaire, le lendemain, après la grand'messe pour fixer le jour de l'élection d'un nouvel écolâtre.

Le *bastonarius* donne le soir même une attestation d'avoir convoqué tous les chanoines, tant ceux qui habitent en ville que ceux qui demeurent sur les encoûtres.

A l'assemblée capitulaire du 22, les chanoines fixent la journée du 31 mars pour l'opération électorale et décident que les publications et citations d'usage seront faites dans le plus bref délai.

Le lendemain le *bastonarius* convoque tous les chanoines à domicile, et le surlendemain il affiche la publication ordinaire *advalvas* de la cathédrale de Liège et de la collégiale de Visé.

Le 31, les chanoines capitulairement assemblés dans leur local ordinaire (la sacristie actuelle), décident d'abord qu'ils veulent procéder à l'élection « *per viam quasi Spiritus Sancti seu per unanimum consensum* ; » de nos jours on dirait par acclamation. A l'unanimité, ils élisent Guillaume Lecoq qui accepte.

Le doyen demande à l'assemblée s'il lui plaît que le résultat de l'élection soit publié. Les assistants répondent : « *Placet.* » Alors, d'après la formule d'usage, le président proclame l'élection de Guillaume Lecoq, d'abord devant le chapitre, puis à l'église devant le public.

Avant de lever la séance, le doyen invite les confrères à la réception de l'élu le lendemain après la messe pour les défunts.

Le *bastonarius* convoque encore individuellement les chanoines à cette réunion.

A l'heure fixée les chanoines se trouvent réunis dans

leur salle capitulaire ; le doyen comme président déclare aux confrères que le chanoine Lecoq demande à être admis dans la possession réelle et corporelle de l'écolâtrie avec ses droits et annexes, et annonce à l'élu que la communauté, en conséquence de l'élection de la veille, est disposée à le recevoir, « *juribus tamen, jura-mento, statutis et consuetudinibus ecclesiae salvis.* » Le récipiendaire s'agenouille devant le doyen et dans cette attitude fait le serment d'usage, puis il verse entre les mains du compteur les droits dus au chapitre ; alors il est reçu définitivement par la tradition du livre des décrets du chapitre, de la plume et de l'encre.

Le nouvel écolâtre commença l'exercice de ses fonctions en inscrivant dans son registre les procès-verbaux que nous venons de résumer.

Guillaume Lecoq remplit avec zèle les devoirs de sa charge de 1721 à 1771. A l'âge de quatre-vingt-sept ans il copia encore un immense registre de documents où nous avons puisé la plus grande partie des renseignements que nous avons pu donner sur la paroisse et le chapitre de Visé.

Un registre répertoire des archives de la collégiale prouve que les écolâtres conservaient avec soin et classaient avec ordre les documents qui leur étaient confiés. Choisis parmi les membres les plus intelligents et les plus instruits de la communauté, les écolâtres arrivaient assez souvent aux fonctions de prévôt ou de doyen.

LE CHANTRE.

Le chantre, dont le nom indique les fonctions, recevait quinze muids en-dessus de sa prébende.

Deux chantres seulement méritent une mention spéciale.

Le chantre Jean Blocquerie fit don à l'église du buste en argent de saint Hadelin et du lutrin en laiton, dont nous parlerons au chapitre des antiquités de l'église.

Le chanoine Sartorius acquit une triste réputation dans un procès retentissant qui dura huit ans et dont la polémique contemporaine s'est encore occupée ; pour ces motifs, nous croyons devoir nous arrêter quelque peu à cette cause célèbre.

Le chanoine Sartorius était fils d'un honorable négociant visétois, échevin et ancien bourgmestre qui demeurait dans la rue Haute. Il avait plusieurs frères, dont un avocat, et un autre nommé Henri, commis à Liège. Le chanoine n'avait pas reçu la prêtrise, il n'était que diacre.

A la même époque (1770), habitait dans la rue du Perron, une autre famille honorable, les Warrimont, qui se composait de la mère veuve et ses trois filles.

Dans le courant de l'année 1771 on répétait dans le public que la demoiselle Madeleine Warrimont allait devenir mère, et tout le monde attribuait cette situation à Henri Sartorius.

Le 20 décembre, au matin, des habitants de Souvré retirèrent de la Meuse un cadavre de jeune fille ; un médecin constata que la jeune femme, enceinte depuis plusieurs mois, avait été assassinée. On reconnut en elle Madeleine Warrimont.

Les habitants de Visé s'émurent vivement de ce crime atroce. La foule, comme toujours, cherchait à découvrir l'auteur du forfait et les motifs du meurtre. Dès le premier abord les soupçons tombèrent sur Henri Sartorius, le séducteur présumé de la malheureuse Madeleine. On commentait la coïncidence de son retour à Visé, la veille, avec le moment de l'assassinat. On rappelait son caractère dur et brutal. D'autres récits compromettants vinrent se joindre à ces soupçons et bientôt l'opinion public désignait le jeune Sartorius comme l'auteur du crime.

Il n'entre pas dans notre plan de reproduire tous les détails de l'instruction judiciaire à laquelle donna lieu la mort tragique de Madeleine Warrimont.

La famille Sartorius et surtout l'avocat, frère de Henri et du chanoine, firent tous les efforts pour préserver leur nom du déshonneur.

Le procès traîna en longueur : seulement en février 1773 un décret de prise de corps fut lancé contre Henri Sartorius, un de ses cousins et un domestique de la famille, accusés de complicité dans l'affaire. Un des accusés François Giet, fut immédiatement arrêté ; l'autre, Hennet, qui avait pris la fuite, fut arrêté plus tard ; tous deux furent mis à la question. Les tortures arrachèrent à Hennet des aveux qu'il rétracta en partie. Henri Sartorius, pour pouvoir mieux se défendre, se constitua prisonnier.

L'affaire n'avancait guère. Giet et Hennet moururent en prison. Au commencement de 1777, la cause de l'inculpé semblait perdue. Les efforts de l'avocat Sartorius restèrent sans résultat, les preuves produites par lui en faveur de son frère furent déclarées inadmissibles. C'est alors que la famille Sartorius imagina l'unique moyen qui restait d'arracher l'accusé à une condamnation certaine. Le nom du chanoine Sartorius avait été prononcé plus d'une fois dans le cours du procès ; on avait rappelé qu'on l'avait vu se promener avec Madeleine, en compagnie de son frère Henri, qu'il communiquait avec les Warrimont par les jardins des deux familles, qui se joignaient. Un témoin avait même déposé avoir vu le chanoine Sartorius à Souvré le soir du crime. Mais le public semble n'avoir ajouté aucune importance à ces détails. Le mayor de Visé, Bouhoulle, soutenait que « Henri, depuis quinze jours » après le meurtre en était resté le seul famé et que cette » fame n'accusait d'autre que lui et qu'elle était fixée » sur lui seul (1). »

Toutefois l'instruction avait tenu compte de ces bruits. Les quelques restes du dossier de l'affaire, qu'on

(1) *Mémoire de l'avocat Sartorius à Messieurs les Echevins de la justice de Liège*, 1779, p. 146.

conserve au dépôt des archives de Liège, contiennent une déposition de Hennet, mis à la *question*. D'après cette déposition, arrachée par la torture, le chanoine aurait été avec lui un des complices. Mais, après la *question*, Hennet nia toute participation au crime, de manière que cette accusation, dictée par les souffrances, perdait toute créance comme venant de quelqu'un qui n'avait eu aucune connaissance personnelle de l'attentat.

Ce fut donc sans aucun doute, parce qu'on n'avait pas de preuves suffisantes de sa complicité, que le chanoine ne fut pas inquiété au cours du procès.

Dans ces circonstances, au moment où tout espoir de sauver son frère semblait perdu, le chanoine fit, le 13 mars 1777, par devant notaire, une déclaration dans laquelle il s'avoue le séducteur et l'unique assassin de Madeleine Warrimont. Il donne à ce sujet des détails circonstanciés qui ne devaient laisser aucun doute aux juges de Henri. Il remet cette pièce à son frère l'avocat, puis disparaît pour toujours.

La déclaration du chanoine ne produisit pas l'effet désiré. Les juges n'y virent qu'une dernière manœuvre de l'avocat pour arracher son frère au supplice. Le procès continua et la condamnation allait être prononcée. L'avocat Sartorius essaya un suprême effort, il composa un *mémoire* pour établir l'innocence du prisonnier et l'adressa à *Messieurs les Echevins de la justice souveraine de la cité et pays de Liège*. La conviction des magistrats n'en fut pas ébranlée : le 27 février 1779 ils prononcèrent contre Henri Sartorius une sentence de mort, qui fut exécutée à Visé, au lieu du crime, le 3 mars suivant.

Dans le courant de cette année, deux brochures concernant l'affaire Sartorius furent publiées à Liège avec la fausse rubrique « Londres. » Toutes deux sont devenues fort rares. L'une contient le mémoire de l'avocat Sartorius, avec des observations ajoutées sans doute par les juges ; l'autre contient le récit détaillé du

crime et du procès. « La seconde, » dit M. Juste dans une brochure dont nous allons parler, « fut publiée en » *différentes langues, en haine des privilèges des ecclésiastiques sous l'ancien régime.* » Ces deux lignes nous disent assez dans quel esprit elle fut écrite.

Le souvenir de l'affaire Sartorius commençait à se perdre, même à Visé, lorsque M. Juste, l'historien aux opinions variables, la remit au jour dans sa brochure de propagande contre *la justice des princes-évêques de Liège*. Dans cet écrit, il ne cherche qu'à rendre le chanoine Sartorius coupable pour pouvoir accuser les princes-évêques et leur justice. M. Demarteau, dans une verte réplique, a fait ressortir les procédés, peu historiques et peu loyaux de cette brochure et nous a donné ainsi une idée de *la justice de M. Juste* dans cette affaire.

Il y a quelques mois, M. Fréson, conseiller à la cour d'appel de Liège et ancien procureur du roi, a rapporté ce fait dans une étude juridique publiée par le *Journal de Liège*. Loin de partager l'avis de son corréligionnaire politique, M. Juste, ce jurisconsulte semble reconnaître l'innocence du chanoine. « A son avis, cette confession » tardive (du chanoine) n'était qu'une nouvelle manœuvre de l'avocat Sartorius pour sauver son frère » Henri. Et la preuve, c'est que les échevins de Liège » n'attribuèrent pas d'autre importance à ce document, » qu'à ceux qui avaient été produits antérieurement. »

Cette fameuse déclaration, au lieu d'être un aveu complet des turpitudes et du crime du chantre Sartorius, ne constituerait qu'un acte d'un dévouement héroïque mais irréfléchi, par lequel celui-ci sacrifiait sa réputation et salissait sa robe religieuse pour arracher un frère coupable à la honte du gibet.

PRINCIPAUX EMPLOYÉS.

Le chapitre avait à son service un homme de loi qui remplissait le rôle de *fiscus*. Il n'avait pas seulement à s'occuper des litiges du chapitre avec des particuliers,

parfois il devait instruire pour le doyen des causes contre les confrères soupçonnés ou coupables de quelque délit.

En 1695, deux chanoines qui, depuis quelque temps vivaient en mésintelligence, furent accusés par la rumeur publique de s'être battus en duel au fusil dans la campagne. Dans le rapport d'une enquête dont il avait été chargé, le fiscus *Coelen* conclut à la culpabilité des accusés. Ceux-ci sont cités devant la communauté et parviennent après de longs débats à prouver leur innocence, qui fut pleinement reconnue car, peu de temps après, un des deux, Guillaume-François de Sluse, fut élu doyen.

Deux *hebdomadaires* (prêtres), des suppôts et des choraux assistaient les chanoines dans la célébration et le chant des offices. Les hebdomadaires avaient presque toujours juridiction et étaient alors les confesseurs de la communauté.

Un *récepteur* ou *compteur* gérât les finances du chapitre. Dans le temps c'était toujours un chanoine, parfois le doyen qui remplissait cette fonction, plus tard elle fut confiée à des laïques. Le compteur ne pouvait faire aucune dépense sans l'ordre du chapitre ou du doyen. Deux fois par an, aux réunions capitulaires du lendemain de la Saint-Hadelin et de la Saint-Jean, il devait présenter les tableaux complets de ses recettes et dépenses.

En dehors de ces deux assemblées plus importantes, le chapitre se réunissait encore chaque samedi et chaque fois que le doyen jugeait à propos de convoquer la communauté pour une cause urgente. Pour que ces séances extraordinaires fussent légales, il fallait que tous les chanoines y fussent invités la veille par le *bastonarius* juré.

BIENS ET REVENUS.

Du vivant de saint Hadelin sa communauté avait déjà acquis quelques biens, grâce aux libéralités de

Pepin de Herstal, de l'évêque de Liège et à la donation de la noble Guiza (1). Un empereur d'Allemagne du nom de Henri lui accorda différents droits : « *dedit* » *monetam cum foro et mensuris villae Cellensis.* » En reconnaissance de cette donation, les chanoines faisaient chaque année la *commémoration* du défunt un jour de la seconde semaine du mois d'octobre (2).

Peu à peu ses biens augmentèrent. En 1338 les chanoines possédaient la dîme de Celles, de Franchimont et de différentes localités voisines telles que Hulsoneau, Nettines, Foy-Notre-Dame, Gendron, Tressogne, Conjoux, Fooz, Scy, Haversin, etc. Une partie de ces revenus devait servir à l'établissement de trois vicaires perpétuels à Celles, le reste fut conservé par le chapitre après sa translation à Visé. L'établissement de huit nouvelles prébendes, fait à cette occasion, donna aux chanoines de Saint-Hadelin une partie des biens de l'église de Visé, entr'autres la petite dîme de la ville et la grosse dîme de Goirhé (Devant-le-Pont). Au chapitre furent alors incorporées cinq cappelanies avec leurs biens. Ces biens étaient le sixième de la grosse dîme d'Ans et la petite dîme tout entière, celle de Lovenjoul (près de Louvain), Antgarder, etc. Dans la suite le chapitre acquit aux environs de Visé plusieurs rentes et immeubles, tantôt par voie de donation (comme celle du doyen Sarrazin, qui fut la plus importante), tantôt par voie d'achat et de fondation d'anniversaire.

Voici comment les revenus de la collégiale de Visé se répartissaient d'après un tableau dressé en suite de l'arrêté du 22 vendémiaire an IV :

<i>Rentes en grains.</i>	{	Rentes du chapitre . .	431 muids d'épeautre.	
		Rentes pour anniversaire.	44	»
		Total :	475	»
		Le chapitre devait. . .	32	»
		Restaient :	443	»

(1) *Abrégé de la vie de saint Hadelin.*

(2) *Vieux registre des anniversaires de la collégiale.*

<i>Rentes</i>	{ Rentes du chapitre . . .	2 aimes.
<i>en vins.</i>	{ Rentes pour fondations . .	1/2 »
<i>Rentes</i>	{ Rentes du chapitre . . .	3,375 florins.
<i>en espèces.</i>	{ Rentes pour fondations . .	1,652 »

La dîme des localités, où le chapitre la percevait, montait à 11,225 florins ; celle de l'abbé séculier, 1,600 florins ; celle de l'écolâtre, 237 florins ; celle du prévôt, 280 florins.

Le muid d'épeautre était évalué à 16 florins. De manière que le revenu global du chapitre (non comprises les rentes en vins), était de :

6,768	florins	pour rentes en nature.
4,027	»	pour rentes en espèces.
11,225	»	produit de la dîme.
1,652	»	revenu de l'abbé.
280	»	revenu du prévôt.
275	»	revenu de l'écolâtre.

Total : 24,227 florins.

Un autre tableau donne les charges du chapitre consistant en rentes, tailles, contributions, traitements du personnel, qui montent à 3,005 florins. Si à cette somme on joint les revenus de l'abbé séculier, on voit que pour les vingt chanoines, il restait moins de 20,000 florins, soit moins de 1,000 florins par chanoine, y compris le casuel des anniversaires.

Les immeubles que le chapitre possédait à Visé à titre de propriété, et comme biens de fondation, avaient une contenance totale de seize bonniers, six verges grandes et quatorze verges petites. Dans ces immeubles n'étaient pas comprises les maisons des chanoines, qui généralement leur appartenaient à titre personnel.

Le chapitre louait au plus offrant la recette de ses dîmes pour un terme d'une ou plusieurs années. Cette location était annoncée par voie d'affiches dans l'endroit même et dans les localités voisines.

Voici dans quelles conditions la petite dîme de Visé

et la grosse dîme de Goirhé (Devant-le-Pont) furent louées pour l'année 1760-61. L'*obtenteur* doit fournir une caution par acte *réalisé*, il doit payer dans les trois jours le vin de stuit, la cire, 1 écu au receveur du chapitre et 1 florin à son *bastonier*; en cas de grêle ou autres dégâts, il obtiendra une remise déterminée par le chapitre. Les rendeurs se réservent la confirmation de la reprise et la pénultième hausse oblige en cas que le dernier renchérisseur serait récusé. Le repreneur doit se servir de la grange du chapitre située dans la ruelle du Packhouse et payer de ce chef 20 florins.

Ceux qui doivent un arrérage pour les dîmes des années précédentes, ne seront pas admis à hausser à moins que, au préalable, ils ne soldent leur compte.

La location se faisait à la cire, ou chandelle ardente. Pour la dîme de Visé le vin de stuit et les frais à payer au delà de l'assise sont fixés à 100 florins brabant. L'assise ou mise à prix est de 50 florins brabant; on ne peut hausser que par 5 florins. Un Thomas Maes reste adjudicataire à la quinzième hausse, au prix de 125 florins, faisant avec le vin de stuit et les frais, 225 florins.

Les deux dîmes de Goirhé, mises à prix à 100 florins, plus 80 florins pour vin de stuit et 20 florins de frais pour cire, etc., restèrent à la vingt-sixième hausse de 5 florins. Elle revint donc de 300 à 330 florins brabant.

Assez souvent les chapitres des églises secondaires ont été jugés défavorablement; on se demande jusqu'à quel point ce jugement général est vrai pour le chapitre de Visé.

Nous rappelons d'abord ce que nous avons dit du chantre Sartorius. Nous ajoutons que le chanoine Magnée, oubliant son caractère sacerdotal, embrassa avec ardeur les idées révolutionnaires de 89 et s'enrôla même dans le corps des patriotes franchimontois. Plus d'une fois aussi les chanoines regardèrent comme lettres

mortes les articles de leurs statuts qui interdisaient la chasse et l'entrée des cabarets. Nous regrettons surtout les tristes dissensions, qui existèrent longtemps entre le chapitre et les plébans ; mais nous proclamons aussi hautement que c'est là tout ce que nous avons trouvé à leur charge dans toute leur existence à Visé.

D'un autre côté le peu que nous avons rapporté des principaux dignitaires de la collégiale, permet de dire que beaucoup d'entre eux employaient une partie de leurs biens à faire des fondations pieuses, à l'entretien de leur église et à son ameublement.

D'autres se distinguaient par leur désintéressement ou leur charité. Le prévôt Jeghers exerça gratis pendant vingt-quatre ans les fonctions de directeur des Sépulcrines. Un autre chanoine laissa, par son testament, une somme assez considérable destinée à continuer à perpétuité, après sa mort, les distributions qu'il avait l'habitude de faire de son vivant.

Si donc on doit déplorer quelques rares défaillances, si l'on doit regretter le soin excessif avec lequel le corps entier défendit parfois ses droits, il faut reconnaître aussi, que dans le chapitre de Visé, la généralité est sans reproche et que beaucoup de ses membres se distinguèrent par leurs vertus.

LES BÉNÉFICES.

Dans la collégiale de Visé, comme dans toutes les églises avant la révolution, existaient des fondations appelées bénéfices ou autels.

Le bénéficiaire ou recteur célébrait à un autel érigé par le fondateur en l'honneur de quelque saint, le nombre de messes fixées par la volonté du testateur, le plus souvent une ou deux par semaine. Il avait l'administration et percevait les revenus des biens de la fondation. La collation des bénéfices de l'église de Visé appartenait au curé et au chapitre. D'après l'acte de

translation (1338) cité plus haut, le pléban conférait les bénéfices existants avant cette date. Ceux-ci étaient au nombre de deux, celui de Notre-Dame et celui de Saint-Jean-Baptiste. Assez souvent le curé ou son vicaire étaient recteurs d'un de ces autels. Le pléban Pironnet était recteur de celui de Notre-Dame.

L'autel de Notre-Dame fut fondé vers le milieu du XIII^e siècle par « Wathiers fis jadis Monsengneur » Pieron Carot, chevalier et dame Sophie sa femme, » qui laissat une amoine de diz et neuf boniers de terre » peu plus ou peu moins, lisquels gisent en terroirs de » Viseit. Sires Gilles, capellans, dedit à teit ki siet en » l'église de Viseit rend en 1297 ces biens a Saingnour » delle maison de Temples de Viseit à condition de » payer à cet autel chaque année 30 muids de spelte⁽¹⁾. »

L'origine du bénéfice de Saint-Jean-Baptiste, ainsi que ses revenus, nous sont inconnus.

Quatre autels, fondés après 1338, étaient à la collation du chapitre ; ceux de Saints-Pierre et Paul, de Tous les Saints, de Saints-Georges et Sébastien et de Sainte-Catherine.

La nomination à ces bénéfices ne se faisait pas par la communauté, mais par le chanoine *tournaire* (*turnarius*), c'est-à-dire par celui qui, pendant la semaine du décès d'un bénéficiaire, avait son tour de porter chappe.

D'après le même arrangement, se faisaient aussi les nominations des suppôts, choraux et tenants du chapitre à Visé, ainsi que celles des mayeurs et échevins des justices de Franchimont, etc., dépendantes des seigneurs chanoines de Visé.

Le nouveau bénéficiaire payait un droit au chapitre.

Le doyen l'installait d'après les usages du temps, en présence d'un notaire public qui, séance tenante, dressait procès-verbal de ce qui venait de se passer. L'institution se faisait par la tradition du missel et du

(1) Volume manuscrit, in-folio, n° 188 de la bibliothèque publique de Liège, cité par Henaux, *Bull. de l'Institut archéol. liégeois*, t. 1, p. 340.

calice, par la prise de possession de l'autel dont il touchait les quatre coins. Le récipiendaire prêtait le serment suivant :

Ego, N..., juro quod obediens ero domino decano et capitulo hujus venerabilis ecclesiae.

Item juro quod personaliter residebo in altari meo, secundum mores et consuetudines ecclesiarum secundarum Leodiensium, nisi mecum per capitulum fuerit dispensatum, videlicet cum toga et superpelliceo.

Item juro quod bona et redditus altaris ad quod sum admissus pro posse meo manu tenebo et quod deperdita si quae fuerint pro viribus meis recuperare conabor.

Sic me adjuvet Deus et S. Evangelia (1).

D'après les règles donc le bénéficiaire devait être résident. Toutefois le chapitre accordait assez souvent des *placita absentiae*, moyennant un droit proportionné aux revenus du bénéfice et alors il faisait exonérer les charges de la fondation par un de ses chanoines ou hebdomadaires.

Simon Libotte, d'abord chanoine à Aix-la-Chapelle, puis curé à Eben-Emael, était recteur de l'autel Sainte-Catherine et payait 10 florins pour une année d'absence.

Parfois les bénéficiaires n'avaient pas encore reçu la prêtrise.

L'autel de *Sainte-Catherine* fut fondé, comme nous l'avons vu, en 1466, par le doyen Louis Print. La plupart des biens de ce bénéfice étaient situés à Mouland.

Celui de *Saints-Pierre et Paul* fut fondé par Liber-tus de Meersen, chanoine et écolâtre en 1363. De peu de revenus au commencement, il semble avoir été augmenté par un autre écolâtre, Alexandre de Lopardia. Du temps de Nicolas Sarrazin il rapportait vingt muids. Ce revenu doublé par une donation de ce doyen dont nous avons déjà parlé, consistait en rentes sur différentes terres situées aux environs de Visé, du côté de Berneau et sur la route de Feneur.

(1) *Extractum ex statutis capituli Visetensis (manuscriptis).*

Le bénéfice de *Tous les Saints* sur lequel nous n'avons aucun renseignement et enfin celui des *Saints-Georges et Sébastien* dont le revenu était de quarante muids et dont le titulaire était obligé à dire cent quatre messes.

Il y avait encore une fondation dite des *miches messes* (missarum micharum), ou bénéfice de *Saint-Hadelin et de Sainte-Anne*, quoique ce ne fût pas un véritable bénéfice, puisque les chanoines et hebdomadaires en déchargeaient alternativement les messes. Cette fondation avait été faite par Elisabeth, veuve de Jean Lemaire de Hermalle, vers l'année 1515.

Anciennement, d'après un arrangement entre le chapitre et un boulanger, les revenus en grains du bénéfice étaient remis à ce dernier, et les chanoines, qui avaient exonéré les charges de la fondation, recevaient leur honoraire en pains ou *miches* ; de là le nom de miches messes. Entre autres traces de cet arrangement, nous trouvons dans le registre répertoire dont nous avons déjà parlé, le titre suivant d'un contrat de ce genre : « Instrumentum quo arrendatur Francisco » nolis pistori officium pinsandi panem missarum micharum quae deliberantur cuique Domino illas celebranti cum conditionibus plurimis ibi insertis A° » 1548. » Plus tard cet arrangement fut supprimé et les miches messes devinrent une fondation ordinaire.

L'autel de *Saint-Nicolas* établi jadis à l'hôpital, avait été, on l'a vu, incorporé au décanat.

Tous les bénéfices furent supprimés par la Révolution française et leurs biens confisqués.

IV.

AUTRES INSTITUTIONS RELIGIEUSES DE LA PAROISSE.

Dans le cours des temps, diverses institutions religieuses et monastiques furent établies à Visé. Quelques-unes disparurent il y a des siècles, la plupart existèrent

jusqu'à la Révolution française. Nous les ferons connaître successivement en suivant l'ordre chronologique de leur origine.

LE TEMPLE (1).

Les templiers, qui selon les circonstances portaient robe de moine ou armure de chevalier, vinrent à Visé vers le milieu du XIII^e siècle. Wathier Carot, chevalier, et dame Soffie, sa femme, leur firent don de la maison ou du manoir qu'ils possédaient sur la hauteur voisine de la ville et qui, depuis lors, a toujours porté le nom de *Temple*. L'existence de ces moines-militaires ne fut pas de longue durée dans leur nouveau séjour. Leur ordre fut supprimé en 1312 et leurs biens attribués aux chevaliers de Saint-Jean, appelés plus tard chevaliers de Malte.

Dans une nouvelle intitulée *le Templier de Visé*, M. Marcellin Lagarde place son sujet au moment où le vieux manoir va perdre ses seigneurs militaires. Il fait disparaître le Temple dans un vaste brasier allumé par le désespoir d'un novice amoureux. Cette œuvre d'imagination, lue par un assez grand nombre de Visétois, a donné naissance à une légende toute moderne, qui représente les templiers comme livrés à la débauche et rapporte la destruction tragique de leur maison. Bien souvent les vieilles traditions et les anciennes légendes ont fourni des sujets à nos romanciers et à nos auteurs de nouvelles ; les romans historiques pourraient bien, à leur tour, créer de belles mais fausses traditions.

L'ordre de l'hôpital de Saint-Jean était déjà en possession du temple en 1318. Les nouveaux propriétaires n'habitèrent jamais leur domaine de Visé. En 1318 ils le louèrent « à nos bons foiabes et amis homme reverent » monsieur Wautier condit de Le Sauth, chevalier » et ma dame Penthecoste sa femme pour tenir et

(1) V. F. Henaux, *Le Temple de Visé* dans le *Bull. de l'Institut archéol. liégeois*, t. I, p. 338.

» avoir tout le cours de leurs dois vies et dou dierrain
» vivant dious dois. » Plus tard « la dite maison et
» court fut baillé et octroyé... à noble homme messire
» Adam de Kerckem, chevalier (1). » Déjà en 1500 ce
n'étaient plus des seigneurs, mais de simples fermiers
qui occupaient l'ancien Temple et qui, sans doute, lais-
saient tomber en ruines le vieux manoir. Maintenant il
n'en reste plus le moindre vestige, quoique M. Henaux
dise « qu'il est toujours debout. » A côté de la ferme
actuelle il y a un légumier de forme carrée, entouré
d'un fossé qui pourrait bien être l'emplacement du don-
jon des templiers. Le bâtiment de ferme, qui porte tou-
jours le nom de Temple, a été construit à différentes
époques du XVII^e et XVIII^e siècle. Il comprenait jadis
une chapelle dédiée à Saint-Eloi, qui a donné son nom
à la voie de Saint-Eloi, conduisant à la campagne dans
la direction de Bombaye. L'ancienne statue de saint
Eloi de cette chapelle, se trouve maintenant dans celle
de Mons.

Ce qui frappe dans l'histoire du Temple c'est que de
1500 jusqu'à la révolution, deux familles seulement, les
Slenacken, puis les Dodémont, occupèrent cette ferme
des *seigneurs de Malte*. Ce fait montre quelques bons
côtés de l'ancien régime : la bonne entente entre les sei-
gneurs et leurs locataires, la longévité des familles et la
stabilité des fortunes.

Les biens de l'ancien Temple, devenus la propriété
de la commanderie de Villers-le-Temple, consistaient
en 94 bonniers et 14 verges grandes de terre, situés
en grande partie entre le Temple et Bridgebook, 26
muids d'épeautre de trécens, 71 sols et 7 deniers de
cens, 69 chapons et 2 poules. Avant 1467 le Temple
possédait encore dans la ville quelques maisons, qui
furent détruites à cette date par les troupes de Charles-

(1) Document cité par Henaux, *Bull. de l'Institut archéol. liégeois*,
t. I, p. 341.

le-Téméraire (1). D'autre part le Temple devait différentes redevances à la cathédrale de Saint-Lambert, à l'autel de Notre-Dame établi dans l'église de Visé, etc.

Le Temple fut vendu comme bien national sous la Révolution française.

LES SÉPULCRINES.

« Le 24 février 1616 s'est commencée la fondation
» du nouveau couvent du Saint-Sépulcre en la ville de
» Viset sur Meuse, pays de Liège, et ce par la permis-
» sion de son Alteze Serenissime Ferdinand de Bavière
» et son vicaire au diocèse de Liège, le sieur Chapea-
» ville. Les religieuses qui ont commencé ceste fondation
» sont sortie de la maison du Saint-Sépulcre en la ville
» de Liège proche l'église Saint-Hubert. La supérieure
« se nommoit Anne Stapelle, la 2^{me} sœur Marie Dif-
» fuy et la 3^{me} estant une donate se nommoit sœur
» Catherine Lathomi et la 4^{me} estoit une sœur laiye
» nommée sœur Marie Thour, toute 4 Liégeoise de
» nation (2). »

Ces quatre Sépulcrines avaient acheté un terrain dans la rue actuelle du Collège, qui alors s'appelait *rue tendante de la porte postiche au marchait* et qui bientôt reçut le nom de rue des Religieuses.

Pendant la construction du nouveau couvent les Sépulcrines s'installèrent dans des locaux provisoires et y ouvrirent, d'après le but de leur ordre, un pensionnat et un externat pour la jeunesse de Visé.

(1) *Registre de la commanderie de Villers-le-Temple*, aux archives de l'Etat à Liège.

(2) *Publications de la Société historique et archéologique du duché de Limbourg*, t. VI.

Extrait d'un registre intitulé : *Livre des privilèges de l'Ordre du Sépulcre de Hasselt*, recueilli par la révérende mère Hélène d'Enkevaert et la supérieure sœur Marie de Liverlo, l'an 1652, cité par M. Daris, dans son étude sur l'Ordre du Saint-Sépulcre au diocèse de Liège. Hélène d'Enkevaert et Marie de Liverlo étaient deux anciennes religieuses de Visé qui commencèrent les maisons de Maestricht et de Hasselt.

Anne Stapel sut donner à sa jeune institution une grande ampleur et une étonnante prospérité. Avec les ressources dont elle disposait à son arrivée et avec les secours qu'elle sut se procurer, elle fit construire en quelques années tous les locaux qui abritent maintenant l'école moyenne de l'Etat à Visé. La chapelle, qui sert de salle de distribution des prix, fut construite en 1617. Sa porte extérieure présente un curieux ensemble de simplicité et d'originalité : elle est surmontée des armoiries du prince-évêque, et ornée de plusieurs écussons aux armes de la ville, des de Sluse, etc. Une inscription rappelle la date et les noms des bourgmestres de cette année. Saumery, dans les *Délices du pays de Liège*, admire la beauté de cette chapelle. « Sa voute de stuc, » dit-il, « est un chef-d'œuvre de délicatesse et de goût. » Une épaisse couche de plâtre, la couvre depuis des années, mais ne cache pas complètement les gracieux dessins qui la décorent. Une tour légère et élégante, bâtie en 1623, surmonte l'édifice et lui enlève quelque peu de cette austère gravité qui caractérise l'ensemble des constructions.

La première supérieure des religieuses du Saint-Sépulcre déploya dans la conduite de sa communauté, les qualités dont elle avait donné des preuves dans l'établissement de sa maison. L'ordre et la régularité qu'elle y faisait régner, éclatent dans les registres des recettes et des dépenses du couvent tenu par la sœur économe avec le plus grand soin. S'ils ne sont pas dressés d'après les règles de la comptabilité moderne, ils nous permettraient cependant de refaire exactement les comptes annuels du couvent.

Grâce à cette bonne direction, la jeune communauté ne cessa de prospérer. Le nombre des religieuses s'était accru rapidement. Bientôt le couvent de Visé put songer à l'établissement de nouvelles maisons. « Hors » de la susdite maison de Visé sont sorties le 6 août » 1622 sœur Marie Diffuys et sœur Catherine Diffuys

» et sœur Odile Doupey et sœur Marie Francotte et
» sont aller commencer la belle fondation d'un cou-
» vent de l'ordre du Saint-Sépulcre en la ville de
» Charleville, diocèse de Rheims (1). »

Quatre ans plus tard Anne Stapel put fournir des religieuses pour deux nouvelles communautés, celle d'Aix-la-Chapelle, qui eut pour première supérieure sœur Clémence d'Ombrez, native de Visé, et celle de Maestricht.

L'établissement de la maison de Maestricht se fit à la demande et aux frais de la gouvernante Isabelle.
« Celle-ci arriva le 27 juillet 1627 en cette ville, accom-
» pagnée de plusieurs religieuses de la communauté de
» Visé, les installa solennellement dans la partie du
» couvent, qui se trouvait déjà achevée et leur procura
» dans la suite les moyens de continuer la construc-
» tion du couvent et de l'église (2). » Hélène d'Enckevaert, sœur du feld-maréchal de l'empire Adrien d'Enckevaert, et cousine germaine de saint Jean Berchmans, en fut la première supérieure ; parmi les religieuses qu'elle avait amenées de Visé se trouvait une Visétoise du nom de Marie Wathelet (3).

Anne Stapel dirigea pendant vingt-six ans la maison qu'elle avait fondée, comme le dit l'inscription de sa pierre tombale conservée dans les cloîtres de l'école moyenne :

Icy repose r^{de} mère s. Anne
Stapel, premier prieuses de ce
couvent decedee le 19 x^{b^{re}} 1642
ayant regente ceste maison
26 ans.

Elle avait été puissamment secondée dans ses efforts et ses entreprises par le chanoine Lambert Jeghers, prévôt du chapitre de Visé, qui, nous l'avons dit, com-

(1) Registre précité.

(2) *Annuaire de la province de Limbourg*, année 1831.

(3) Registre précité.

posa plusieurs ouvrages de piété à l'usage de la communauté dont il était le directeur. Jeghers fut enterré dans le couvent. Voici son épitaphe :

A memoire de R. seign.
Lambert Jeghers vivant
chanoine prevost de
Visé premier directeur
et confesseur de ceans
laquelle charge il a
exerce par charité l'espa
ce de 24 ans et est decede
le 5 de janvier 1640 age de
70 ans. priez Dieu p^r son ame.

Les religieuses venues à Visé sous la conduite d'Anne Stapel étaient connues sous différentes dénominations. Parfois on les désignait sous le nom de *religieuses des bons enfants* (1); parfois sous celui de *chanoinesses du Saint-Sépulcre*. Le plus souvent on les appelait *Sépulcrines* : c'est ce nom qui a été conservé jusqu'à nos jours.

Prospère dès le commencement, la maison resta digne de son début; en 1656, elle établit une nouvelle dépendance à Jupille. L'école et le pensionnat continuèrent à donner l'éducation à un nombre assez considérable de jeunes filles. Le noviciat ne cessa de recevoir de nombreuses postulantes; un tableau de population du XVII^e siècle accuse une communauté de quarante religieuses. Des demoiselles des meilleures familles de Visé y prirent le voile et s'y consacrèrent au service de Dieu et à l'instruction de la jeunesse. Leurs dots et les fondations faites en faveur du couvent accrurent sa fortune immobilière, qui constitue maintenant la dotation de l'école moyenne. Quand, en 1797, les ordres monastiques et les congrégations religieuses

(1) A cause du couvent des Bons Enfants de Liège dont elles étaient sorties.

furent supprimés dans notre pays par le régime républicain, les Sépulcrines échappèrent à l'édit de suppression, à cause du caractère de communauté enseignante de leur maison.

Une tradition rapporte à ce sujet que la supérieure, mère Leroux, se présenta devant l'empereur Napoléon de passage dans notre pays et obtint de lui le maintien de son établissement. Cette tradition est évidemment fausse dans ses détails, mais donne une idée des efforts et des démarches que fit cette supérieure pour conserver l'existence de la communauté. La mère Leroux, connue depuis sous le nom de dame Leroux, continua jusque bien avant sous le régime hollandais à instruire la jeunesse de Visé avec les dernières survivantes de ses religieuses. De vieilles Visétoises, qui l'ont eue comme maîtresse, en parlent encore avec respect et reconnaissance.

LES RÉCOLLETS (1).

Déjà avant 1600, des Pères Récollets et Dominicains venaient alternativement à Visé prêcher les stations du Carême et de l'Avent.

En 1624, un couvent de Récollets avait été établi à Bolland. « Des religieux de Bolland se rendaient tous » les samedis à Visé pour y entendre les confessions et » y prêcher le lendemain la parole de Dieu. Le magistrat de la ville, appréciant l'utilité de leurs travaux les » autorisa, le 18 juin 1638, à y établir une communauté » de leur ordre. Cette communauté ne fut dans le » principe qu'une dépendance du couvent de Bolland. » Le chapitre provincial tenu à Namur, en 1646, la » rendit indépendante de ce dernier (2). »

Le premier établissement des Pères Récollets avait été très favorablement accueilli par le clergé, le magis-

(1) Archives de la paroisse.

(2) Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège au XVII^e siècle*, t. II, p. 346.

trat et le peuple. La décision qui le déclara indépendant du couvent de Bolland ne rencontra de résistance que de la part de la communauté-mère, qui voulait conserver ses droits sur la maison de Visé.

De 1639 à 1650, les Pères Récollets occupèrent une habitation provisoire. Le 30 septembre 1650, la première pierre du nouveau couvent fut posée en présence des bourgmestres et de toutes les notabilités de la ville. On n'acheva d'abord, faute de ressources, qu'une partie des bâtiments. Différentes personnes généreuses, entre autres la noble Marie-Sibylle de Plettemberg, dame de la Rochette, contribuèrent par leurs dons à l'érection de l'édifice.

Pendant ces temps troublés par les guerres entre l'Espagne et les Provinces unies, les pays d'Outre-Meuse furent longtemps occupés par les troupes hollandaises. Le régime protestant y rendit alors bien difficile l'exercice du culte catholique. Aussi voit-on les habitants des localités voisines accourir en grand nombre à Visé, chez les Pères Récollets, pour y remplir leurs devoirs religieux. Dans le cours d'une année il y eut quatorze mille communions. Ces motifs déterminèrent beaucoup de notables Visétois et de seigneurs voisins à promettre leur généreux concours pour l'érection d'une église spacieuse, qui remplacerait la chapelle provisoire. Ce projet, si peu sujet à critique à première vue, rencontra une assez vive résistance de la part du chapitre, du pléban et du magistrat.

Le chapitre et le pléban craignaient que la nouvelle église conventuelle n'attirât un trop grand nombre de personnes aux offices religieux et ne nuisît ainsi à la vie paroissiale. De plus, disaient-ils, les droits de l'église paroissiale pourraient souffrir dans les questions d'obsèques ou d'enterrements. Ils jugeaient enfin avec le magistrat que, après la construction de l'église, le nombre des religieux pourrait augmenter et deviendrait ainsi une charge pour la ville.

Dans leur réponse, les Pères Récollets font valoir les services religieux qu'ils rendent à Visé et aux environs. Ils citent le nombre des communions annuelles faites dans leur chapelle. Ils rappellent qu'en 1648 Ferdinand de Bavière y communia deux fois pendant son séjour à Visé à l'occasion de la Portioncule. Ils ajoutent qu'ils ne vont à la collecte du pain en ville qu'une fois tous les quatre mois. En ce moment, disent-ils encore, dix-sept Visétois sont religieux dans des couvents de leur ordre. Enfin, ils s'obligent à ne pas dépasser le nombre treize pour les religieux résidents. Ce dernier engagement brisa l'opposition du magistrat.

Le prince-évêque envoya alors son conseiller, le chanoine René de Sluse, originaire de Visé, pour examiner l'affaire et en faire rapport. L'envoyé épiscopal parvint à faire accepter un arrangement, qui régla la question des offices, des prédications, des sépultures et obsèques et qui aplanit ainsi toutes les difficultés. Cet accord fut approuvé par le prince qui, en même temps, autorisa la maison à édifier l'église conventuelle. Les fondements du nouveau temple furent jetés en 1662. La principale bienfaitrice des Pères Récollets, en cette circonstance, fut encore la dame de la Rochette, qui leur fit un don de 2,000 florins. Toutes les notabilités du pays contribuèrent généreusement à l'exécution de cette pieuse entreprise. Parmi les bienfaiteurs citons l'abbé du Val-Dieu, Simon Ranst, licencié ès droits, qui donna six beaux arbres pour faire des sommiers ; M. de Sarolay de Cheratte qui fournit des pierres, de la chaux et des briques ; la famille de Charneux, etc. ; chaque pontonnier de Visé fournit un chêne pour sommier. La nouvelle église fut consacrée à sainte Marie-Madeleine et les armoiries de la principale bienfaitrice furent placées au haut du chœur.

En 1681, on acheva les bâtiments du couvent grâce à la libéralité de Bartholomé de Charneux, bourgmestre de Visé et receveur général de Son Altesse. Pour perpé-

tuer le souvenir de ce bienfait, les Pères Récollets firent placer dans la façade du nouvel édifice une pierre avec l'inscription suivante :

Honorable Bartholomé
de Charneux escuyer
seigneur de Warsage
fondateur de ce couvent.

Cette pierre surmonte maintenant la porte principale d'une maison bâtie sur l'emplacement de l'ancienne église conventuelle.

Les Pères Récollets continuèrent à se livrer avec zèle aux devoirs de leur ministère à Visé et aux alentours. Ils instituèrent dans leur église une confrérie du Tiers-Ordre de Saint-François sous le patronage de la bienheureuse Rose de Lima.

En 1737, ils ouvrirent une école d'humanités qui fut fermée à l'arrivée des Oratoriens en 1750.

Le prince-évêque Charles d'Oultremont, choisit le père Hamoir, gardien du couvent vers 1775, comme son confesseur et examinateur synodal, et prouva ainsi la haute estime qu'il avait pour les religieux visétois.

En 1796, le couvent fut supprimé et vendu. Quelques religieux le rachetèrent au prix de 8,650 florins au moyen des *bons* qui leur furent accordés par le gouvernement. Le père Delhez, qui administra la paroisse en l'absence du curé d'Aoust émigré, et qui devint plus tard vicaire de Visé, légua sa part dans l'immeuble au bureau de bienfaisance.

Plus tard l'ancien couvent fut acheté par une société, qui y installa une fabrique de sucre après avoir abattu l'église. Maintenant il sert d'habitation particulière.

L'ancien couvent formait un carré, dont l'habitation actuelle de M. Max Horion constituait le côté occidental. L'église à une nef, dans le genre de celle des Récollets de Saint-Trond, formait le côté oriental et

longeait la rue actuelle. La maison habitée par M. le docteur Labeye est bâtie sur l'emplacement du parvis, qui donnait accès à l'église et aux cloîtres. On voit encore dans la façade de cette maison, au-dessous de la pierre, dont nous parlions tout à l'heure, les restes de la porte d'entrée du parvis.

LES CONCEPTIONNISTES.

« La communauté des Conceptionnistes établie au » faubourg d'Amercœur en 1643 se divisa en deux parties en 1681. Six d'entre elles allèrent s'établir à Visé. » Leur principale bienfaitrice fut Marguerite Gangeur, » veuve de Jean de Stenval, un des commissaires de la » cité. Cette nouvelle communauté n'y prit pas grande » consistance : aussi demanda-t-elle, en 1691, à pouvoir » s'établir à Liège. Plusieurs chanoines du chapitre » émirent l'avis qu'il valait mieux que les Conceptionnistes de Visé rentrassent dans leur ancien couvent et se réunissent à leurs anciennes consœurs. » Toutefois, le 9 mai, il les autorisa à s'établir en » Bêche à Liège, sous condition de vendre leur immeuble de Visé à un séculier (1). »

On n'a pas gardé le moindre souvenir de ce couvent. D'après un acte des archives de la ville, qui ne fait que le mentionner, il devait se trouver près des remparts, du côté de la Chinstrée.

LES CARMES DE DEVANT-LE-PONT.

« Les *Carmes déchaussés*, qui avaient obtenu de » l'empereur d'Allemagne l'autorisation d'établir un » nouveau couvent de leur ordre dans la principauté » de Liège, s'adressèrent d'abord au chapitre (de la » cathédrale) qui leur refusa son consentement. Après » bien des instances, ils obtinrent les permissions

(1) Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège au XVII^e siècle*, t. II, p. 239.

- » nécessaires pour s'établir à Visé Devant-le-Pont (le
- » 2 mars et 6 avril 1691) mais sous les conditions suivantes :
- » Ils feront le catéchisme aux enfants ;
- » Ils prêcheront les dimanches et jours de fêtes ;
- » Ils s'abstiendront de quêter ;
- » Ils ne pourront acquérir ni rentes foncières, ni
- » biens fonds autres que l'emplacement du couvent ;
- » Ils rempliront les charges de la donation leur faite
- » par la veuve du commissaire Honlet ;
- » Ils fixeront le nombre de leurs religieux d'après
- » les revenus de cette donation.
- » Les Carmes se conformèrent à ces conditions et
- » s'établirent à Devant-le-Pont (1). »

Ils y construisirent un vaste couvent où ils installèrent leur noviciat et une église conventuelle, simple mais élégante, qui fut jusqu'à la révolution française l'église habituelle des Visétois de Devant-le-Pont.

Nous n'avons rien trouvé concernant l'existence des Carmes dans cette nouvelle maison.

Le gouvernement vendit l'enclos comprenant un bonnier quatorze verges. Le père Thonnard le racheta au prix de 17,325 livres. Depuis il passa à des particuliers. Le couvent a été converti en maisons. L'ancienne église conventuelle, acquise par la ville, fut rendue au culte et devint paroissiale en 1842.

La bibliothèque des Carmes doit avoir été assez riche. A la fin de l'année 1798, l'administration du département de l'Ourthe « informée qu'il en existait » encore des restes considérables à Visé chargea Simon » Pirnea de les saisir et de les faire transporter à » Liège (2). »

(1) Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège au XVII^e siècle*, t. II, p. 238.

(2) Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège au XVII^e siècle*, t. III, p. 250.

LES ORATORIENS.

L'établissement des Pères Oratoriens à Visé est de date assez récente.

En 1750, Gilles-Lambert de Villenfagne, seigneur de Vogelsanck, offrit de leur fournir une maison pour l'érection d'un collège. Le chapitre de la cathédrale donna son consentement le 14 octobre 1750 sous la condition que les religieux ne seraient jamais à charge au public. L'évêque érigea l'établissement le 7 janvier 1751.

Le généreux donateur avait acheté pour l'installation du futur collège, un bâtiment de ferme dite la *grande courte* qui était situé dans la rue appelée alors *des Religieuses* ; il fournit en outre aux Oratoriens 6,000 florins pour frais d'établissement.

« Cette nouvelle maison d'éducation devint, » dit M. Henaux, « la meilleure du pays ; » plus loin au chapitre *écoles*, nous aurons l'occasion d'en parler encore.

Plus d'une fois il fut question, à Visé comme ailleurs, de souterrains secrets reliant les différentes maisons religieuses d'une localité. Les adversaires des ordres monastiques affirment, avec un sourire significatif, que ces souterrains établissaient des moyens de communication entre les couvents d'hommes et de religieuses. A Visé, ils auraient réuni la maison des Sépulcrines à celle des Récollets. Voici en quoi consistaient dans cette ville ces voies secrètes et mystérieuses !

En 1755, la ville accorda aux Oratoriens l'autorisation de construire un égout pour conduire les immondices de leur établissement jusqu'à la Meuse. Elle mit comme condition que « les Pères enseigneront gratis » l'école française pour les enfants de la ville et du « faubourg, qu'ils admettront au muséum les étudiants » de la ville aux conditions qui existent pour le collège des Oratoriens à Thuin (1). »

(1) Archives de l'école moyenne de l'Etat à Visé.

Cet égout, partant du pensionnat, traversait tout le jardin de l'établissement et passait sous la rue des Récollets, au point de sa jonction avec celle de l'Eau, et arrivait ainsi à la Meuse.

Plus tard, en 1769, les Sépulcrines constatant les avantages d'un égout en voulurent doter leur établissement. Elles achetèrent le droit de construire un raccordement avec celui des Oratoriens.

Ainsi ces tunnels mystérieux, qui auraient caché les plus grandes horreurs, n'étaient que de vulgaires égouts!

Un des derniers supérieurs du collège, le père d'Aoust, devint, nous l'avons dit, pléban de Visé en 1783.

La maisons des Oratoriens fut vendue par le domaine. La tradition rapporte que les acheteurs retrouvèrent le prix du bâtiment en vendant le plomb et les ferrailles de l'édifice. Il ne reste plus que le nom de cet établissement.

Les Pères de l'Oratoire n'étaient pas riches. En ville, ils possédaient leur collège avec jardin et deux cours, une pour les pensionnaires et une pour les externes ; hors des murs, un jardin de cinq verges plus un autre terrain de dix-sept verges. Par contre, ils avaient à payer des rentes s'élevant à environ 500 florins (1). On ne dira pas que ces moines nageaient dans l'abondance!

LE REFUGE DU VAL-DIEU (2).

Anciennement, en temps de guerre, les habitants du plat pays se réfugiaient dans les villes pour y mettre à l'abri des troupes leurs personnes et leurs biens les plus précieux. Plusieurs édits des princes-évêques ont réglé les obligations des villageois d'alentour qui venaient chercher un abri dans la ville de Visé. C'était à Visé que les religieux du Val-Dieu venaient s'établir lors-

(1) Archives de l'école moyenne de l'Etat à Visé.

(2) *Historique du Val-Dieu*, par J.-S. Renier.

qu'ils ne se croyaient plus en sûreté dans leur couvent. Vers 1630, ils y acquirent une maison qui leur servit de *refuge* dans ces circonstances. Michel de Vervier, ou à Vervia, abbé du Val-Dieu de 1622 à 1639, et originaire de Visé, semble n'avoir pas été étranger à la création de cette retraite en ce lieu. En 1635, un ministre calviniste qui avait été fait prisonnier et était détenu à Namur, n'ayant pas été relaxé à la demande du gouverneur hollandais de Limbourg, l'abbé à Vervia fut enlevé de son couvent et conduit à Maestricht. Les religieux se retirèrent alors dans leur refuge de Visé. Cette retraite existait donc déjà à cette date.

Plus tard, en 1655, on l'agrandit ou on en acheta une autre, car l'abbé Ranst vendit des terres pour 700 florins afin de faire servir cet argent pour le refuge de Visé. En 1661 la moitié du bâtiment menaçait ruine et fut reconstruite. En 1695, un échange de terrain fut fait entre l'abbaye et M. de Charneux, seigneur de Hermalle, pour l'agrandissement de l'édifice. Ce refuge fut vendu en 1704. Il était situé rue Basse du côté de la Meuse à l'opposite du jardin du presbytère actuel.

LA CHAPELLE DE LORETTE.

Au commencement du XVII^e siècle on vit s'élever sur divers point du diocèse, notamment à Cortenbosch, à la Sarte et ailleurs de petits sanctuaires consacrés à la mère de Dieu.

Tout sanctuaire dédié à Marie est pour le fidèle un objet de vénération. Dans ses peines et ses afflictions le chrétien aime à se prosterner devant l'image de la Vierge et implore avec confiance la protection de celle qui est appelée le *Secours des chrétiens*. Situées le plus souvent dans un endroit solitaire, ces chapelles répondaient mieux que nos églises à ce besoin de silence et de solitude qu'éprouve l'âme pieuse ou malheureuse pour l'épanchement de sa piété et de sa douleur ; aussi devinrent-elles bientôt l'objet du respect des fidèles et

le rendez-vous de nombreux pèlerins. De nouveaux sanctuaires surgirent bientôt en d'autres endroits. Vers la fin du siècle, ils reçurent souvent une forme particulière et furent consacrés à Marie sous le vocable de Notre-Dame de Lorette.

A cette époque il y avait des communications fréquentes entre le clergé de notre diocèse et la ville de Rome. Pour le clergé de Visé, ces relations s'expliquent par la présence dans la capitale du monde chrétien de Walter Walteri, des de Sluse, etc. Dans les voyages en Italie, personne n'oubliait de visiter le sanctuaire de Lorette et de vénérer la maison de Nazareth miraculeusement transportée dans cet endroit. La vue de la maison habitée jadis par le Fils de Dieu fait homme, et par sa divine mère devait laisser dans l'esprit et le cœur de saints et ineffaçables souvenirs. Plus d'un voyageur voulut, au retour de ces pèlerinages, construire une chapelle qui lui rappellerait le vénéré sanctuaire et que pour ce motif il consacrait à Notre-Dame de Lorette. Telle est l'origine des ermitages du Hulsberg près de Looz, de Bolderberg près de Hasselt et aussi celle de la chapelle de Lorette de Visé.

A la suite d'un de ces voyages en Italie, le chanoine Pellenbrouck communiqua à quelques confrères et amis le projet qu'il avait formé d'élever à la gloire de la *Vierge* une chapelle qui serait la reproduction de la maison de Nazareth. Cette proposition trouva bon accueil auprès de plusieurs d'entre eux. Une pétition fut adressée au magistrat à l'effet d'obtenir un subside pour l'exécution de l'entreprise. Le 21 novembre 1681, le conseil vota la résolution suivante : « La mesme le conseil at recessé (décidé) sur requeste présentée par le » sr chanoine Pellenbrouck, Sluse (le chanoine G.-Fr. » de Sluse, qui devint plus tard doyen du chapitre) et » autres personne dévouées pour l'érection de n^{re} Dame » de Lorette scavoir d'une chapelle de leur donner » pour seconder leurs bons desseins trengte un pata-

» cons pour achever ladite érection de la chapelle (1). »

Le projet ne fut exécuté qu'en 1684, comme le montre la date que l'on voit au-dessus de la porte du petit oratoire. Les motifs de ce retard doivent être recherchés dans les guerres et les luttes civiles qui désolèrent la principauté et la ville à cette époque. Les pieux fondateurs de la chapelle, lui donnèrent les dimensions et les dispositions de la maison de Nazareth. L'autel adossé à un grillage rappelle modestement celui beaucoup plus riche de Lorette. Les nuances rouges et vertes des murs du vénéré sanctuaire furent conservées. Enfin dans des cavités pratiquées dans les parois on voulut imiter la maison de la Sainte-Famille jusque dans ses moindres détails.

La statue de la Vierge, qu'on voit encore maintenant dans la chapelle, a une origine un peu plus récente. Elle porte la date de 1698. Jadis elle était peinte en noir, comme beaucoup de *vierges* de cette époque. Ce ne fut que dans le courant de ce siècle qu'elle reçut la couleur de chair. Cette transformation donna lieu à des troubles sérieux, dont les vieux Visétois gardent encore le souvenir.

La chapelle était-elle à l'origine entourée d'un bois ? On est porté à le croire. Dans un acte de 1703, on parle d'un mariage entre deux Visétois, qui fut célébré par un chanoine dans *la chapelle de Notre-Dame au Bois*. Or il semble assez peu probable que la chapelle en question soit celle de Notre-Dame au Bois d'Argenteau.

Dès l'abord, les fondateurs de la chapelle avaient obtenu du supérieur de l'ordre des Carmes, l'autorisation d'y établir une confrérie de Notre-Dame du mont Carmel. Le document qui accorda cette autorisation est d'autant plus intéressant pour les Visétois qu'il relate un décret du pape Clément X écrit de la main ou sous la dictée de G. de Sluse, alors secrétaire des

(1) *Registre aux recès*, archives de l'hôtel de ville. Le patacon valait 5 fr. 08.

brefs. La confrérie avait été érigée sous la condition que, si une maison des Carmes venait à être établie dans un rayon de trois milles de la chapelle, elle devrait y être transférée. Cette condition se vérifia en 1691 et la confrérie fut établie à Devant-le-Pont. Depuis on n'en trouve plus de trace à Lorette.

Dès le début aussi la chapelle fut enrichie d'indulgences, par le nonce d'abord, par le pape dans la suite ; une indulgence plénière pouvait y être gagnée aux principales fêtes de Marie, des indulgences partielles à chaque visite qu'on y faisait. Ces faveurs ne furent chaque fois accordées qu'à terme, de manière qu'elles n'existent plus.

Plus tard, en 1738, un chanoine obtint pour la chapelle une relique des cheveux de la sainte Vierge, qu'on conserve encore dans l'église primaire de Visé et qu'on y expose à la vénération des fidèles, le jour de l'Assomption.

On s'explique ainsi facilement comment la chapelle est devenue l'objet de la vénération des Visétois, et un lieu de pèlerinage très fréquenté. Maintenant encore on y voit arriver, pendant l'année entière, de nombreux pèlerins. Le 15 août surtout, la chapelle est visitée par des milliers de fidèles, qui y viennent implorer la protection de Notre-Dame de Lorette. De nombreux *ex-voto* garnissent les murs du petit oratoire et témoignent de la reconnaissance de ceux qui y ont obtenu des faveurs par l'intercession de Marie. L'opinion publique parle de grâces nombreuses et variées dues à Marie.

A côté de la plupart des vieilles chapelles se trouvait un ermitage. L'ermite, gardien de l'oratoire, était tenu anciennement à dire journellement certaines prières. Il portait le costume suivant, prescrit par une ordonnance épiscopale : « chapeau sans capuche, barbe, habits » comme ceux des Franciscains, mais plus courts, » ceinture de cuir, bas et souliers (1). » Le but de cette

(1) Manigart, t. III, p. 161.

ordonnance était d'éviter toute confusion entre le costume des Pères Récollets et celui des ermites.

Insensiblement le pèlerinage de Lorette avait provoqué la foire du 15 août, qui plus tard mérita l'attention des républicains français. L'administration centrale de Liège décida, le 11 août 1798, « que la foire de » Visé qui sous l'ancien régime avait lieu le 15 du mois » d'août à l'ermitage de Lorette se tiendrait à l'avenir » le 28 thermidor de chaque année au centre de la » commune. » A ses yeux l'ancien emplacement près de l'ermitage « contribuait à entretenir les préjugés » superstitieux des habitants ignorants et était propre à » servir de rendez-vous à une foule de fanatiques qui » sous prétexte de religion cherchaient à avilir les institutions républicaines (1). »

Malgré les agents de la grande République le pèlerinage de Lorette existe toujours et la foire se tient, chaque année, le 15 août, près de la chapelle.

Le temps n'a apporté qu'un changement à Lorette, il a donné un costume bourgeois aux successeurs des ermites de jadis. La chapelle est toujours un objet de profonde vénération pour les Visétois et un but de pèlerinage pour de nombreux étrangers.

V.

ENSEIGNEMENT ET CHARITÉ.

L'ENSEIGNEMENT A VISÉ.

Comme partout ailleurs l'enseignement a été à Visé, jusqu'à la Révolution française, essentiellement religieux et entièrement ecclésiastique.

Il nous serait aisé de faire une histoire hypothétique des écoles de Visé au moyen âge. Nous rappellerions les capitulaires de Charlemagne concernant les écoles

(1) Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège au XVII^e siècle*, t. III, p. 216.

dans les paroisses et le grand zèle de cet empereur pour la diffusion de l'instruction ; ensuite nous indiquerions les relations de Charlemagne et de Berthe avec Visé et de là nous conclurions avec plus ou moins de probabilité à l'existence d'une école paroissiale dans une bien haute antiquité ; tout cela ne reposerait sur aucun document et serait un travail d'imagination plutôt que d'histoire.

Disons donc que nous ne savons rien à ce sujet jusqu'à la translation du chapitre à Visé, et ajoutons que, si antérieurement il y a eu des écoles, elles avaient un caractère essentiellement paroissial et ne dépendaient nullement de la communauté des bourgeois ; l'absence complète de toute allusion à ces établissements dans la transaction de 1340 entre le chapitre et la ville le prouve clairement.

A côté de la collégiale de Saint-Hadelin, comme près de toutes les autres, on trouvait déjà à Celles et plus tard à Visé une école latine. La fonction de *scolasticus*, qui existait avant 1338, en est une première preuve. La lettre de l'archidiacre (4 août 1338) qui exempte les « *scolares scholas collegii ibidem frequenter* » de la juridiction archidiaconale atteste l'établissement d'une école collégiale à Visé, dès l'arrivée du chapitre.

L'écolâtre était à la tête de ces écoles. Cette fonction lui valait, nous l'avons vu, la dîme de Notre-Dame de Foy. Si dans le principe il enseignait lui-même, dans la suite il se déchargeait de la besogne sur les *ludi magistri*, qu'il dirigeait. Il prétendait même au monopole de l'enseignement. Pendant les luttes entre le chapitre et les plébans, un de ces derniers ouvrit une école. Les chanoines y virent une atteinte au droit de leur confrère, l'écolâtre, et protestèrent. Le programme de cet établissement devait être le même que celui des autres écoles de collégiales. Il devait donc comprendre les éléments du latin. Le certificat suivant, trouvé dans les

archives de la paroisse, ne laisse aucun doute à ce sujet :

Ego infrascriptus testor ingenuum ac probum adolescentem Nicolaum Gilet capacem et sufficienti latinitate praeditum, qui tonsuram obtineat clericalem.

Datum Viseti ad Mosam, hac 18^a Martii anno humanae salutis reparatae 1680^o.

JOANNES PROISME,
Venerabilis Capituli Viset.
Ludi magister.

Quand on considère la pléiade de savants originaires de Visé et des environs, les Walthery, de Sluse, Cachard de Risack, de Charneux, de Froidmont, qui se distinguèrent au XVII^e siècle, et qui pour la plupart ont dû fréquenter les écoles latines de Visé et y puiser les principes de leur science, on ne peut douter de la valeur des études qu'on y faisait.

L'instruction des enfants pauvres était l'objet de la sollicitude des chanoines. Nous en trouvons un témoignage bien évident dans le testament du chanoine-chantre Jean de Ongeer, mort vers 1600, qui laissa au chapitre une rente annuelle de douze setiers d'épeautre, destinés à être distribués en pain aux écoliers pauvres pendant le carême.

Dans une lettre de 1690 le magistrat écrit au chapitre « *que les bourgeois envoient leurs enfants aux* » écoles *non tant pour apprendre les lettres (?) qu'à* » servir Dieu. » On y voit encore que l'usage de la baguette, inconnu maintenant partout ailleurs que dans la savante Allemagne, était en vigueur comme moyen de correction.

D'après un arrangement du même siècle, la commune payait un subside de 50 florins au sous-maître.

Les instituteurs apprenaient également le chant aux choraux de la collégiale et trouvaient dans ce travail un supplément à leur modeste traitement.

En 1616, comme nous l'avons vu, les Sépulcrines vinrent s'établir à Visé. Depuis lors, elles y eurent un

pensionnat et un externat. Le nombre des pensionnaires semble n'avoir pas dépassé la quarantaine. Il nous a été impossible de fixer celui des externes et d'avoir des renseignements sur l'instruction donnée.

A côté de nombreuses fondations pieuses, il y en avait une au capital de 4.772 florins de Liège, faite par un seigneur de Mheer, pour l'enseignement de la jeunesse. Pendant la Révolution française les chanoinesses du Saint-Sépulcre continuèrent à habiter leur couvent et à se vouer à l'enseignement de la jeunesse. L'institution prit fin par la mort des dernières survivantes d'entre elles, vers la fin du régime hollandais (1825).

Les Pères Récollets, établis à Visé depuis 1638, y ouvrirent en 1737, d'après les conseils du prince-évêque Georges-Louis de Berghes, une école d'humanités, pour la jeunesse de Visé et des environs. La ville leur céda l'ancien hôpital de Saint-Nicolas situé près du couvent et les aida à restaurer le vieux bâtiment pour en faire des écoles. Une partie de cet édifice existe encore : c'est la maison portant le millésime 1738 qui se trouve à l'extrémité Nord de la rue des Récollets. Les religieux choisirent comme patron de l'établissement saint Antoine de Padoue, ce grand saint et savant professeur de leur ordre. Ils placèrent au-dessus de la porte principale une pierre de taille avec ce chronogramme :

COLLEGIUM DIVI ANTONII
ERIGEBATUR JUVENTUTI (1).

L'école d'humanités des Pères Récollets fut fermée en 1750, quand les Pères Oratoriens vinrent s'établir à Visé. Le baron Gilles-Albert de Villenfagne de Vogelsanck fut le généreux fondateur de ce nouvel établissement.

Les Oratoriens, qui appartenaient à un ordre enseignant, organisèrent des cours complets dans leur nou-

(1) Cette pierre sert maintenant de marche d'escalier dans l'ancienne maison.

veau collège. Ils établirent *une école française* et un *museum* (classes d'humanités) qui comprenait la dialectique. Ils avaient annexé un pensionnat à leur établissement et avaient ouvert également des écoles dominicales pour adultes. En retour de quelques faveurs accordées par le magistrat, ils s'étaient engagés « à enseigner gratis l'école française aux enfants de la ville et du faubourg » et à admettre au *museum* les jeunes gens de la ville à des conditions très avantageuses. Plus tard, ils prirent encore l'engagement de donner l'enseignement gratuit aux enfants étrangers qui restaient en ville chez des parents, ou qui avaient été mis *en échange* chez des bourgeois.

M. Henaux (1) qui naturellement ne reconnaît aucune importance aux collèges de l'ancien régime, dit que celui de Visé « mérite seul un souvenir. L'un des » professeurs qui était par hasard (*sic*) passionné pour » la poésie française en inspira le goût à quelques-uns » de ses élèves et notamment à Reynier, Bassenge, » Henkart, Villenfagne et de Trappé. » Il nous semble qu'un petit établissement qui, en quelques années, produisit une demi-douzaine d'hommes distingués dans la littérature liégeoise, mérite mieux qu'un souvenir donné à un professeur, poète *par hasard*.

Le collège de Visé était dans tout le pays en haute estime. Ses *primus* étaient reçus en triomphe comme ceux de Louvain. « Le jeune *Henkart* (2) qui devait » plus tard jouer un rôle important dans la Révolution » liégeoise avec ses amis de collège (du collège de Visé) » Bassenge et Reynier, obtint à seize ans le premier » prix de rhétorique malgré ses nombreux concurrents. » A son retour à Liège, un grand concours de compatriotes vinrent à sa rencontre et le ramenèrent en » triomphe dans la ville où il fut reçu cordialement » par le prince-évêque. »

(1) *Constitution de l'ancien pays de Liège*, p. 176.

(2) *Bec-de-Lièvre*, t. II, p. 659.

Cette réputation du collège ne fit que s'accroître quand on vit les trois anciens élèves, dont nous venons de citer les noms, à la tête de la Révolution liégeoise. En travaillant à l'annexion de la principauté à la République française, ils provoquèrent la suppression de la maison où ils avaient reçu leur instruction. A côté de ces futurs républicains liégeois quelques Visétois prirent au collège le goût de la poésie. C'est à eux qu'on doit les chansons des Arbalétriers, dont M. Mathieu (1) fait remonter l'origine à une trop haute antiquité.

D'après la tradition, le collège des Oratoriens aurait été l'école de tous les arts. On trouve à l'église de Visé des messes en plain-chant manuscrites, que les amateurs disent magnifiques et qui auraient été composées par deux Pères Oratoriens du nom de Damance et Dumont. Le sentiment musical des Visétois, reconnu par tous, serait donc dû en partie à la collégiale, qui a toujours eu des chœurs et une petite maîtrise et aux Pères Oratoriens qui, sans doute, communiquèrent à leurs élèves le goût de la musique comme celui de la poésie.

Ces quelques observations nous donnent une idée de l'enseignement à Visé aux différentes époques. Il fut toujours entre des mains religieuses ou ecclésiastiques et la ville n'y contribua que par quelques légers subsides accordés à un instituteur de l'école collégiale et par une faveur quelconque, un terrain ou un vieil hôpital qu'elle céda pour une construction scolaire. A la fin du siècle dernier l'enseignement primaire était tout à fait gratuit pour tous les garçons et il semble l'avoir toujours été pour les pauvres. Des avantages matériels, des distributions régulières de secours avaient été fondées dans le but évident de stimuler la classe pauvre à envoyer ses enfants à l'école. La fondation faite en faveur de l'instruction des filles nous fait supposer que la gratuité existait également à l'école des Sépulcrines pour la partie la moins aisée de la population.

(1) Mathieu, *Les arbalétriers et les arquebusiers de Visé*.

L'organisation et la méthode devaient être de leur temps. La fréquentation des classes était probablement moins longue et moins régulière que de nos jours, parce que anciennement les relations sociales et commerciales faisaient moins, que de nos jours, sentir le besoin de l'instruction.

De là l'explication partielle de ces statistiques qui donnent une proportion assez forte d'illettrés même pour Visé où les écoles ne faisaient pas défaut. Ainsi, en 1721, sur quatre chefs de la compagnie des arbalétriers, trois ne savaient pas signer. Il est vrai que ces chefs avaient passé leur jeunesse au milieu d'une période désastreuse pour Visé, la peste de 1667, les guerres de Louis XIV et les luttes intestines de Maximilien-Henri contre ses sujets.

En 1788, sur onze locataires du chapitre, neuf savaient écrire. Une des deux illettrées était une femme d'un âge assez avancé. Nous mentionnons ce détail parce qu'il nous permet d'ajouter une observation qui pourrait être utile dans l'appréciation des anciennes statistiques sur le degré d'instruction. Alors, comme maintenant encore à la campagne, l'usage de l'écriture était peu fréquent, de manière que des personnes ayant appris à lire et à écrire dans leur jeunesse, perdaient insensiblement l'habitude d'écrire et après quelque temps se croyaient même incapables de signer convenablement. Alors, plus que de nos jours, le nombre de ceux qui ne savaient pas écrire surpassait celui de ceux qui ne savaient pas lire.

Visé aurait-il eu, au XVI^e et XVII^e siècle, sa chambre de rhétorique comme la plupart des villes de la Belgique? Le texte suivant d'un registre de 1580 de l'hôtel de ville semble le dire :

Avons nous, burghemestres, jurez et conseil de la ville de Visé octroyé et accordé à quelque notable quantité de jouvenceaux de la ville suivant leur requête a nous présentée de pouvoir pour l'instruction de la jeunesse montrer exemplairement la comédie

ou histoire de l'enfant prodigue en la meilleure forme et couleure que faire soy polrat pour subvention de leurs despens de grace espéciale 4 fl. bb. — a^o 1580.

Ajoutons, pour être complet, que le Jansénisme qui s'était introduit au XVIII^e siècle dans le diocèse de Liège, semble ne pas avoir trouvé d'adhérents à Visé. Nous avons trouvé dans les registres de la collégiale deux déclarations par lesquelles le chapitre tout entier adhère aux bulles pontificales condamnant les doctrines de l'évêque d'Ypres. Il exige même que ceux qui dépendaient de lui, comme hebdomadaires ou bénéficiers, fassent une déclaration semblable.

LES ÉTABLISSEMENTS DE CHARITÉ.

La charité chrétienne, toujours ingénieuse et féconde, multiplie et varie ses œuvres d'après les besoins des malheureux. Déjà, à une époque reculée du moyen âge, pour soulager la misère des indigents, elle avait établi dans toutes les villes et dans tous les villages, les *menses des pauvres* dont les biens étaient administrés et distribués par des *mambours*, qu'élisait la communauté.

Plus tard, dans beaucoup d'endroits, elle érigea le long des grands chemins ou dans le voisinage des églises paroissiales des hospices ou *hospitales*, destinés à recevoir et héberger les pauvres étrangers, voyageurs, pèlerins ou autres sans asile ou sans ressources.

Ces hospices étaient tenus par un hospitalier, qui occupait la maison et soignait les hôtes. Près de chaque établissement de ce genre se trouvait une chapelle ou un oratoire, consacré le plus souvent à saint Nicolas, patron des voyageurs et doté ordinairement d'un autel ou bénéfice. A côté de quelques hôpitaux se trouvait également un puits ; une pinte en étain, attachée au moyen d'une chaîne, était toujours remplie d'eau à l'intention des passants altérés (1).

(1) Habets, *Geschiedenis van het bisdom Roermond*, p. 346.

Quand, au retour des croisades, la lèpre fit son apparition dans nos contrées, la charité éleva et dota des hospices particuliers pour les malheureux atteints de cette hideuse maladie. Ces léproseries que le peuple appelait *maladeries* (en wallon de Visé *maladreies*) furent établies en pleine campagne, loin des habitations, pour arrêter autant que possible les funestes atteintes de ce mal contagieux. Pour mieux prouver la charité de l'Eglise à l'égard des malheureux lépreux, les lois ecclésiastiques du diocèse de Liège chargeaient les doyens ruraux du placement de ces malades dans les léproseries et, en cas de mort, de leurs obsèques et de leur enterrement (1).

La paroisse de Visé était jadis richement dotée de ces différentes institutions de charité. Mentionnons d'abord un *hospitale de Saint-Lambert*, qui, situé à la Chinstrée, avait déjà perdu sa destination au XIV^e siècle et nous est connu uniquement par des citations comme celle-ci « une court et assise appeleit d'anchienneteit » l'hospitale de Lambert. » Outre cet établissement dont la nature et le but ne se devinent guère, Visé avait sa « mense des communs pauvres, son hospitale » de Saint-Nicolas et sa *maladreie*. »

La *maladreie* se trouvait dans la campagne de Devant-le-Pont, dans la direction de Hallembaye. Les vieux Visétois se rappellent encore le temps où l'on appelait *al maladreie*, la ferme qui se trouve au delà du canal près du pont de Hallembaye. Dans un registre de 1346 (2) il est question de la maison *delle maladreie* et toutes les terres voisines sont désignées sous le lieu dit *al maladreie*. C'est tout ce que nous avons trouvé concernant la léproserie visétoise ; son origine, son organisation, comme aussi l'époque où elle perdit sa destination nous sont inconnues.

(1) Sohet, *Instituts*, t. I, p. 89.

(2) *Archives de la cathédrale de Saint-Lambert, Stock de Hesbaye*, au dépôt des archives de l'Etat à Liège.

Le nom de *l'hospital de Saint-Nicolas* et tout ce que nous en dirons prouvent que cet établissement était destiné à héberger les pauvres voyageurs. Toutefois, il est probable qu'à l'occasion il servait aussi d'asile aux indigents visétois, d'autant plus que ses biens et ceux de la mense des pauvres se trouvaient confondus et qu'une seule administration était à la tête des deux institutions.

L'origine de cet *hospital* se perd encore pour nous dans la nuit des temps. Il était situé à l'extrémité nord de la rue actuelle des Récollets, désignée jadis comme rue *tendante de Peron à l'hospitale*. A cet établissement était annexé un *auteit* ou bénéfice, dit également de Saint-Nicolas. Une *court ou assise* du recteur de cet autel joignait l'hospice, ce qui nous permet de croire qu'il comprenait également une chapelle. Ce bénéfice de Saint-Nicolas fut, nous l'avons vu, transféré à l'église et incorporé au décanat. Cette translation doit remonter à la création de la dignité de doyen par Adolphe de la Mark ou bien à l'époque de Louis de Bourbon, qui régla une question concernant le bénéfice de Saint-Nicolas et le décanat.

Les plus anciens registres concernant la mense des pauvres et l'hôpital de Saint-Nicolas remontent à 1500. A cette époque déjà, les biens des deux institutions étaient réunis et administrés par les mêmes mambours. Ce bureau administratif comprenait des membres de droit et des membres électifs. Le doyen du chapitre en était membre de droit comme recteur de l'autel de Saint-Nicolas. Nous voyons figurer à chaque séance le pléban ou le vice-pléban; les *maîtres* (bourgmestres) y assistent également; ce qui nous permet de croire que ces différentes personnes étaient toutes mambours de droit de par leurs fonctions. Le bureau comprenait en outre un ou plusieurs *jureis* (membres du magistrat) probablement désignés par voie d'élection. Enfin, un dernier mambour était élu hors du conseil pour un

terme indéterminé et remplissait les fonctions de receveur et distributeur des revenus des *communs pauvres* et de l'*hospitale*.

Généralement on désigne sous le nom de *mambours*, tous ceux qui participaient anciennement à l'administration des biens des pauvres. A Visé, il n'en était pas ainsi, le receveur seul portait ce nom et est toujours seul désigné comme tel. Le service de la bienfaisance comprenait, en 1530, « l'entretien de l'hospitale de » Saint-Nicoleie et l'assistance des communs pauvres » de Visé. »

L'*hospitale Saint-Nicoleie* n'avait pas les proportions et le confortable des hospices modernes.

Un inventaire dressé le 7 février 1524 montre qu'il comprenait deux compartiments : l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes. Chaque compartiment contenait trois lits. Le mobilier ne consistait qu'en des objets de literies et des ustensiles de cuisine, plus deux tableaux, l'un de la *Vierge*, l'autre de *Saint-Nicolas*. Un *hospitalier* ou une *hospitalière* dirigeait l'établissement et constituait tout le personnel de service.

L'*hospitalier*, à son entrée en fonction, faisait serment « d'estre fidelle et de rendre bon compte de ce qui » est à l'hospital partenant. » Chaque fois qu'un nouvel hospitalier entrait en fonctions, le bureau dressait un inventaire de tout ce qui se trouverait à son usage ; l'inventaire était complété à chaque achat d'un objet quelconque. Au départ ou au décès du fonctionnaire, on constatait si tous les objets renseignés étaient encore à l'établissement.

Ainsi, le 13 janvier 1601, « déclarat Jehenne espeuze » à Gerard le Peneur gisant malade en son lit avoir en » sa puissance tous tels meubles qui sont déclarées en » la visitation faite du temps de Conrad Pellencop le » 28 d'Aoust 1597. »

Le 25 janvier, « après le trépas de Jehenne Simon » Hardy, comme mambour des communs pauvres et

» hospitale comparut pour faire visitation à la requeste
» de Hubert del Bise, » nommé hospitalier.

L'hôpital absorbait une partie des revenus des communs pauvres. Le reste était distribué par le receveur d'après les avis de ses collègues. Certaines distributions devaient être faites à jour fixe et aux *huys* (portes) des pauvres, c'est-à-dire à domicile.

Les revenus des pauvres et de l'hôpital n'étaient pas énormes. Ils consistaient comme l'indique l'en-tête d'un registre de 1533, « en rentes héritables et autres »
» revenuz en espaulte, poix, navette, cens et chapons
» comme en schledaige comme aultrement appartee-
» nantes tant aux communs pauvres delle ville de Viseit
» sur Mœuse comme à l'hospital de Monseigneur
» Saint Nicoleit, situeit audit Viseit, escheus alle S.
» Andreit et S. Estienne suyvant. »

Chaque année à une réunion générale, qui le plus souvent se tenait chez le doyen du chapitre, le receveur rendait compte de sa gestion.

Nous n'avons pas trouvé le détail de ses dépenses. En 1555, la recette totale était de 202 florins 18 aidans 15 scelins 4 1/2 deniers. L'économie n'était pas inconnue à ces administrateurs du temps passé et certainement les besoins étaient moins considérables que de nos jours, car les dépenses ne montent pour cette année qu'à 179 florins 8 aidans 4 1/2 deniers.

Remarquons cependant qu'à cette époque l'argent avait une valeur plus grande qu'aujourd'hui.

Une partie des revenus des pauvres consistait en *rentes héritables*, le reste provenait de la location de biens immeubles légués à l'institution.

Ces immeubles étaient loués avec toute la publicité et toutes les garanties exigées en pareils cas par nos lois modernes.

Ainsi, « l'an 1556 le 13 Décembre jour dymengue »
» à la messe de la Paroiche par Renchon le Parmentier
» sergent de la court et justice de Vise publiet comme

» est accoustume que mardi prochain en la maison
» notre maître Gerard Bork situé endit Visé l'on rende-
» rat a stuit (bail) les terres pertenantes auz povres
» dedit Visé. »

Le 15, la location eut lieu devant les bourgmestres et jurés et le *compteur* (receveur) des pauvres. Les terres furent louées pour un stuit de neuf ans. Tous les locataires étaient obligés de fournir une caution.

On l'a dit souvent et rien n'est plus vrai, surtout pour Visé : tous les biens des bureaux de bienfaisance proviennent de fondations inspirées par la charité chrétienne et presque toujours faites par des prêtres.

Les noms des deux anciens hospices de Visé et le bénéfice annexé à l'un deux, nous disent assez quel esprit avait présidé à leur fondation et nous font deviner quels étaient les fondateurs.

Différents chanoines léguèrent aux pauvres de Visé des sommes assez considérables. Nous citons quelques-uns de ces legs qui présentent un caractère particulier.

Le doyen Sarazin leur donna des biens qui étaient sans doute en proportion avec l'importance considérable de sa fortune.

En 1545, Gilles Stassins, prêtre et chanoine de Saint-Hadelin à Visé laisse « à la mousnie des pauvres gens
» de Visé et delle paroiche d'icelle 5 muyds de spaulte
» heritauble a prendre et à avoir de an en an et à tou-
» jious hériditaiblement sur la maison pour iceuz
» muyds a distribuer et dès partir tous les vendredis
» de quaresme a traize pouvres personnes et manaiges
» a chascun une miche de pain d'une ll. pesant et
» ung herang et une pinte de poids pour le potaige et
» s'il y a reste il faudra continuer les vendredis après
» Paques. »

Les conditions dans lesquelles la distribution devait être faite prouvent bien que cette générosité était guidée par l'esprit de charité chrétienne.

Le chanoine Gentis (originaire de Visé, croyons-nous)

de la cathédrale de Liège, lègue en 1653, « aux pauvres » a naistre et demeurant à Visé un muid annuel ; » en outre, « 20 fl. bb. de rente a condition que les legats » cy dessus se distribueront auz pauvres bourgeois » de Visé accablez de maladies ou de nécessitez. » Les mambours de l'hôpital de Visé sont chargés de veiller que la distribution se fasse.

On a souvent cité l'évêque Georges-Louis de Berghes, instituant les pauvres de Liège ses héritiers universels. Le curé Herman, de Visé, en a fait autant. Après quelques legs à des parents et à ses serviteurs, il dit dans son testament daté de 1752 : « Quant au résidu de tous » mes biens cens, et rentes meubles et immeubles » droits, crédits et actions je laisse le tout au registre » ou a la recepte des communs pauvres de Visé, lesquels j'institue mes héritiers universels à charge que » le dit registre ou receveur et administrateurs desdits » pauvres devra ou devront faire chanter et célébrer » chaque année et a toujours pour le repos de mon » âme une grande messe anniversaire. »

Henry Lembor, chanoine et écolâtre de Sainte-Croix à Liège donne, en 1758, aux pauvres de Visé, une maison qu'il possédait à Devant-le-Pont et dont la vente produisit la somme bien respectable pour ce temps de 1720 florins Brabant.

Le dernier pléban de Visé mort dans la ville, Pierre Pironnet, est nommé dans son épitaphe *grand bienfaiteur des pauvres*.

Parfois les testateurs prescrivaient des distributions à faire pendant leurs obsèques ou leurs anniversaires.

Le pléban G. Piret (1588) lègue 1 daler pour son anniversaire et 2 dalers pour être distribués pendant l'office.

VI.

LES CONFRÉRIES, COMPAGNIES ET MÉTIERS.

L'association, sous toutes ses formes, était un des caractères de l'ancien régime. L'esprit moderne a isolé l'individu dans la commune et l'État. Anciennement les individualités étaient groupées dans les corporations, qui sauvegardaient leurs droits et leurs intérêts.

L'association prenait des noms différents suivant le genre des personnes, qui la composaient et le but qu'elles poursuivaient.

Comprenait-elle des chrétiens, qui se réunissaient sous le patronage d'un saint, dans un but religieux, on l'appelait *confrérie*.

Des bourgeois se groupaient-ils pour l'exercice des armes, bien utile dans ces temps souvent troublés par les guerres ou les luttes civiles, la société prenait le nom de *compagnie* ou de *gilde*.

Quand les villes obtinrent des privilèges de leur prince, les bourgeois furent classés en différentes catégories, plus ou moins nombreuses, d'après l'importance de la localité, pour prendre leur part à la direction des affaires, par l'élection du magistrat, etc. Ce classement se fit d'après les professions des habitants, ce qui donna le nom de *métiers* aux différents groupes. A Visé, l'association existait sous ces différents aspects.

LES CONFRÉRIES (1).

La plus ancienne des confréries qui ont existé dans l'église de Visé doit être celle du Saint Rosaire.

Dans une lettre d'un Père Dominicain au chapitre de Visé, datée de 1632, il rappelle qu'un religieux de son ordre y avait érigé cette confrérie *il y a de bien longues années*.

(1) Archives de la paroisse.

L'autel de Notre-Dame placé au sommet de la nef gauche portait la statue de la confrérie ; quand, en 1719, les autels du vaisseau de l'église furent renouvelés on plaça dans le rétable de celui de Notre-Dame, un tableau représentant saint Dominique recevant le cha-pelet de Marie. Cette confrérie était administrée par le pléban, l'écolâtre et deux mambours.

Avant 1640, elle faisait célébrer chaque samedi une messe à l'autel de la Sainte-Vierge. Plus tard un confrère lui fit un legs considérable avec la clause de faire dire cette messe à perpétuité. D'autres donations lui furent encore faites. Les capitaux des confréries provenant de ces legs ou d'autres sources devaient être appliqués à l'achat de rentes sur des particuliers ou même sur des communes ; c'est ainsi que la confrérie du Saint Rosaire avait à sa suppression, sous la révolution française, une rente assez considérable sur la commune de Mheer.

Les revenus de la confrérie consistaient dans le produit de ces rentes et du tronc de Notre-Dame du Rosaire, ainsi que dans les cotisations des membres.

Déjà en 1642, elle avait dans la *chapelle de tous les Saints*, une armoire propre où « était conservée l'image » de la Vierge avec ses ornements et bijoux. » Elle contribuait à célébrer avec éclat les fêtes de la sainte Vierge et ses membres assistaient avec flambeau à la procession qui se faisait tous les premiers dimanches du mois à l'intérieur de l'église.

Lors de sa visite dans notre diocèse, en 1613, le nonce de Cologne, Antoine Albergati, y institua la confrérie du Saint Sacrement dont les membres devaient veiller à l'entretien du tabernacle et accompagner le Saint Sacrement lorsqu'il était porté en procession ou aux malades.

La confrérie fut aussi établie dans un grand nombre de paroisses et y contribua à entretenir la dévotion envers cet auguste mystère (1).

(1) Daris, *Histoire de Liège*.

Nous ne savons à quelle date elle fut érigée à Visé. Mais certainement elle ne tarda guère à s'y établir.

En 1688, elle commença à faire chanter tous les jeudis une messe du *vénérable Saint Sacrement*. Une fondation couvrait une partie des frais. Une collecte faite pendant la messe suppléait à ce qui manquait.

La confrérie avait comme directeurs le pléban et les deux bourgmestres. Ceux-ci désignaient un *compteur* qui faisait les recettes. Un calice acheté par les confrères et portant les armes de Visé ainsi que les noms des bourgmestres de l'année, servait pour la célébration de la messe du vénérable.

En 1719, la confrérie augmenta le nombre de ses flambeaux et se procura une armoire pour les conserver. Sans l'autorisation du chapitre, elle la fit placer au fond de l'église. Les chanoines virent dans ce fait une atteinte à leur droit. La question fut déferée au doyen Gillis de Saint-Martin, député à cet effet par le nonce ou le Souverain Pontife. Le juge se prononça en faveur de la confrérie. Car « pour donner parition au décret » de Monsieur le doyen de Saint-Martin comme juge » délégué en date du 26 janvier 1720, le doyen et chapitre à cet effet capitulairement assemblés ont désigné » pour l'armoir en question en entrant dans l'église à » main gauche contre la muraille entre les bancs et la » porte et cela jusqu'à décision du principal, protestant » bien expressément de ne vouloir rien préjudicier à » leurs droits. 8 août 1720 (1). » On ne sait si le procès traîna encore après cette décision. En tout cas, il avait absorbé tous les biens de la confrérie, qui tomba peu de temps après son succès.

En 1755, Pierre Pironnet « proposa aux confrères » du Saint-Rosaire de s'associer tant pour accompagner le très-saint Sacrement aux processions que le » Viatique aux malades avec obligation pour les » hommes de payer un florin par an. Laquelle pro-

(1) Archives de la paroisse.

» position fut acceptée par la majeure partie de la
» paroisse. Mais comme l'entretien des flambeaux dé-
» passait le produit du nombre des associés, le sexe
» féminin s'associa à la dite confrérie parmi payant
» 5 sous par an : ce qui suppléa au déficit et a fait
» que la dite association a eu lieu jusqu'à présent (1). »
C'est-à-dire en 1783.

De la sorte Pierre Pironnet rétablit la confrérie du Saint Sacrement parmi les confrères du Saint Rosaire. La nouvelle association ainsi constituée prospéra sous la direction de ce zélé pléban, qui pendant son plébanat lui fit don de divers objets évalués à 1247 florins. Cette générosité lui valut dans son épitaphe le titre de *bienfaiteur de la confrérie du Saint Rosaire*.

Le chantre Jean Blocquerie avait légué une certaine somme, qui devait servir à faire chanter, chaque année, une messe en musique le jour de la Sainte-Cécile. Cette donation provoqua l'institution de la *confrérie de Sainte-Cécile*, qui comprenait les choraux, chantre et organiste du chapitre et de la paroisse et avait pour but de contribuer, par la musique, à donner plus d'éclat aux fêtes religieuses.

Le gouvernement républicain décréta la dissolution des confréries et confisqua leurs biens.

LES COMPAGNIES DES ARBALÉTRIERS ET DES ARQUEBUSIERS (2).

La compagnie des arbalétriers ou de Saint-Georges, ainsi que celle des arquebusiers ou de Saint-Martin, furent établies dans le but de défendre la ville contre les agressions d'aventuriers ou de gens de guerre. Plus tard, quand la sécurité du pays se trouva plus assurée et quand les gildes devinrent impuissantes en présence

(1) Archives de la paroisse.

(2) Cf. Mathieu, *Les arbalétriers et les arquebusiers de Visé*; Henaux, *La bonne ville de Visé*; J. C., *La compagnie des arbalétriers de Visé*; les archives des deux compagnies.

de troupes régulières, les compagnies devinrent des sociétés de tir bourgeoises où le maniement des armes servait de passe-temps et d'agrément.

La plus ancienne des deux compagnies, celle des arbalétriers, remonte, d'après la tradition, jusqu'à 1310. L'existence de sociétés semblables dans des localités de l'importance de Visé est la preuve la plus sérieuse que nous ayons trouvée à l'appui de cette assertion.

En tout cas, l'existence des arbalétriers avant 1440 est incontestable. En juin 1441, ils prirent part à Liège à un concours d'arbalétriers, qui réunit toutes les sociétés de la principauté.

En 1467, nous les trouvons comme auteurs principaux de l'attaque des Visétois contre Dalhem et de l'incendie de la tour de Bombaye où les fuyards s'étaient réfugiés. Ce fait barbare provoqua la prise de Visé par les Bourguignons et amena la suppression de la compagnie avec la destruction de ses archives et privilèges.

Avant 1500 elle s'était réorganisée.

Le magistrat lui rendit en 1501 ses anciens revenus qui consistaient dans la gabelle des bières brassées à l'étranger et dans le loyer des barques marchandes qui faisaient un service régulier entre Visé, Liège et Maestricht.

Le peu que nous savons de l'histoire des arbalétriers au xvi^e siècle nous permet de croire qu'ils eurent, pendant cette période, une existence assez paisible. A cette époque nous voyons dans les rangs de la compagnie des chanoines et doyens du chapitre ; plus tard on ne les y trouve plus. Déjà alors, sans doute, les défenses des chefs religieux leur interdisaient de prendre part aux exercices et aux fêtes de ces sociétés, à cause des abus qui pouvaient en résulter.

En 1579, la compagnie des arquebusiers surgit à côté de celle des arbalétriers. Elle fut établie « à l'honneur » et louange de Dieu omnipotent, de la Vierge sacrée » sa mère et de Monsieur S. Martin pour servir au

» salut, garde, tuition et fortification de la dite ville et
» dépendance (1). »

Les deux sociétés avaient la même organisation, les mêmes exercices et les mêmes fêtes. Tout nouvel arbalétrier ou arquebusier était solennellement reçu dans le corps. A son entrée, il payait un droit de 4 florins d'après le règlement des confrères de Saint-Georges, de 3 florins 20 aidans d'après celui des confrères de Saint-Martin. Des deux côtés on prêtait serment de fidélité au prince et à la compagnie.

Les statuts des deux compagnies prescrivaient l'exclusion des membres indignes ou rebelles aux chefs et interdisaient, sous peine d'amende, les blasphèmes et les paroles injurieuses pendant les exercices.

Arbalétriers et arquebusiers devaient s'exercer au tir ; les arbalétriers, tous les dimanches depuis la Saint-Georges jusqu'à la Pentecôte ; les arquebusiers, une fois par quinzaine, depuis le mois de mai jusqu'en septembre. Ils avaient des champs de tir séparés appelés *trairies* ; celui des arbalétriers se trouvait dans le voisinage de la porte de Mouland, celui des arquebusiers était situé, à la fin du siècle dernier, sur l'emplacement des anciens fossés de la ville du côté Est.

La principale fête des sociétés était celle du tir à l'oiseau royal. Pour les arbalétriers elle se faisait le lundi de la Pentecôte ; pour les arquebusiers, le dimanche de la Sainte Trinité. Celui qui tirait l'oiseau était roi pour l'année et portait comme tel le collier avec l'oiseau ou *papegaie*, dans toutes les solennités de la compagnie. Le roi des arbalétriers recevait en outre un Saint-Georges en médaillon d'argent qu'il devait *porter au cou*, sa vie durant, dans toutes les fêtes et marches. Nous croyons retrouver de ces Saint-Georges dans les médaillons qui garnissent le milieu des placards donnés en 1585 et 1588 par les rois Jacques Libotte et Henri Hubert pour orner la chaîne du col-

(1) Mathieu, *Arbalétriers et arquebusiers de Visé*, p. 27, annexe I.

lier royal. Le roi était pendant l'année de sa royauté un des chefs de la compagnie. Si on avait la chance d'être roi trois fois de suite, on était proclamé empereur.

Les deux compagnies assistaient à la procession en grande tenue, l'épée au côté, l'arquebuse ou le mousqueton au bras. Pendant les bénédictions, ils saluaient le Saint Sacrement par des décharges.

Les confrères de l'arbalète et de l'arquebuse célébraient leurs fêtes patronales avec solennité. Ils assistaient en corps à la grand'messe et allaient à l'offrande en exécutant cette marche grave et originale, qui frappe encore l'étranger témoin pour la première fois de ce spectacle. Les fêtes des sociétés se terminaient par de joyeuses agapes.

La ville avait accordé aux deux compagnies des revenus pour couvrir une partie de leurs frais. Les arbalétriers jouissaient jadis, ainsi que nous l'avons déjà dit, du produit de la gabelle des bières étrangères et de la location des barques marchandes. Les arquebusiers avaient obtenu un terrain communal situé près du temple, qui porte encore le nom d'*enclos des arquebusiers*.

A partir de 1611, en compensation des anciens droits dont ils furent privés, le magistrat paya aux deux sociétés un subside de cinquante pièces de 100 florins qui leur fut tour à tour retiré et rendu.

Les droits d'entrée et de sortie, les amendes et les cotisations, établis d'après les besoins et les circonstances, suppléèrent à l'insuffisance du subside de la ville.

Ces petits corps étaient gouvernés par des chefs, tous électifs à l'exception du roi. Le *capitaine*, élu à vie, était le véritable chef de la compagnie : il la commandait et la dirigeait dans ses exercices de tir, à la procession et ailleurs.

L'*enseigne*, portait fièrement le drapeau de Saint-Martin ou de Saint-Georges aux armes de la ville et du prince.

Deux *majeurs* maintenaient le bon ordre et faisaient l'office des commissaires de nos sociétés actuelles.

D'après les anciens règlements les confrères devaient, sous peine d'amende, se rendre à l'appel de leur capitaine chaque fois que la présence de la compagnie était nécessaire pour la police ou la sécurité de la ville.

L'article 9 du règlement des arquebusiers leur prescrivait même d'avoir « en leur endroit provision d'une » $\frac{1}{2}$ bl. de poudre et d'une livre de balles pour le » moins, afin que si quelque affaire survenait, ils » pussent se trouver preste et bien à point devers le » capitaine et officiers pour la défense et tuition de » laditte ville de Visé. »

Cette ordonnance, qui probablement existait aussi pour les arbalétriers, explique comment à Visé les meurtres se commettaient toujours à l'aide d'armes à feu, comme l'attestent les vieux registres de décès.

Les deux règlements établissaient encore qu'au décès d'un arbalétrier ou d'un arquebusier, la compagnie devait faire célébrer pour le défunt un service auquel tous les confrères assistaient.

Pendant les premières années, après l'établissement des arquebusiers, une rivalité assez vive semble avoir existé entre les deux compagnies. Cette disposition des esprits pourrait bien avoir eu pour motif les revenus plus considérables que la ville payait aux arbalétriers. Au commencement du XVII^e siècle, le magistrat, composé d'arquebusiers, s'appuyant sur certaines clauses de l'acte de donation de 1501, voulut retirer ce subside aux arbalétriers. Il invoqua auprès du prince-évêque l'état des finances de la ville, le petit nombre des confrères de Saint-Georges, les opinions hérétiques manifestées par quelques-uns d'entre eux, et enfin les services si peu considérables rendus pour des revenus si grands. Ernest de Bavière se laissa persuader et cassa les arbalétriers par un mandement du 3 décembre 1603.

Huit ans plus tard, l'ancienne compagnie fut réta-

blie par un décret du prince-évêque daté du 25 juin 1611 ; seulement, elle ne rentra pas dans ses anciens droits sur les barques marchandes et la gabelle des bières ; elle dut se contenter d'un subside égal à celui des arquebusiers, qui fut d'abord de 50, puis de 100 florins.

A partir de ce moment les deux sociétés mises sur un pied d'égalité pour les faveurs du magistrat, semblent avoir vécu dans la meilleure entente. Si parfois, des disputes éclataient entre arbalétriers et arquebusiers, les chefs cherchaient à étouffer ces germes de discorde. Ils tiraient l'oiseau à la même perche, fraternisaient et s'offraient mutuellement le vin d'honneur à l'occasion de leurs fêtes. En 1709, les chefs des deux compagnies s'unirent pour obtenir le paiement de leur subside, que le magistrat leur refusait.

On aurait donc tort de prétendre, comme MM. Henaux et Mathieu, que les deux compagnies représentaient l'une l'aristocratie, l'autre la démocratie et que des luttes continuelles, parfois sanglantes, existaient entre elles. M. Henaux dit encore que les arquebusiers étaient hostiles aux princes-évêques. Dans l'histoire des compagnies nous n'avons trouvé qu'une manifestation des sentiments des deux compagnies envers leur prince. C'était lors d'une des visites de Ferdinand de Bavière à Visé. Le magistrat avait convoqué la garde bourgeoise pour la réception du chef de l'État. Arbalétriers et arquebusiers préférèrent se grouper sous les drapeaux de Saint-Georges et de Saint-Martin, pour témoigner l'attachement de leurs compagnies envers leur souverain.

Les deux vieilles sociétés n'ont donc pas provoqué, comme pourraient le faire croire les travaux de MM. Henaux et Mathieu, des luttes et des discordes dans le sein de la ville. Anciennement, elles contribuèrent à la défense de la localité ; plus tard elles donnèrent à leurs membres le moyen de passer agréablement et honnête-

ment les loisirs du dimanche, et entretenrent entre eux l'union et la concorde.

Supprimées sous le régime despotique de la révolution française, les deux sociétés se reformèrent dès 1803. De nos jours encore elles existent pleines de vie et puisent surtout leur force dans leurs anciens souvenirs.

LES MÉTIERS (1).

D'après M. Henaux (2) « la division du peuple en » métiers devait être fort ancienne. » Il cite un record de l'an 1397, qui montrerait déjà « des vigneron en cor- » poration. » Ce record de la justice de Viseit contient le jugement d'un procès entre « nous singneurs de vene- » rauble capitle de Liege d'une part et les viniers ven- » dant vin a broke en la dite ville de Viseit d'autre part, » à cause et question des foraiges des vins que nous » dis singneurs du Capitle reclamoient et demandoient » à avoir a viniers deseurdit; » et la cour décide que le chapitre a droit « sour chascun tonneal de vin a deux » fons a deux stiers de vin à la mesure de Viseit. »

Ce document prouve que les *viniers* étaient assez nombreux à cette époque à Visé et que dans cette affaire ils s'étaient unis pour défendre ce qu'ils croyaient leur droit commun. Mais il ne démontre aucunement que le métier des vigneron, qui comprenait plusieurs autres catégories de bourgeois, fut organisé à cette date tel que nous le verrons plus tard, dans un but politique et électoral.

Comme nous l'avons déjà dit on ne parle pas de magistrat ni de métiers dans deux affaires importantes, — la transaction avec le chapitre, en 1340, et le procès du moulin banal, en 1365, — que la communauté eut à traiter dans le cours de ce siècle. De là nous concluons que les métiers et le magistrat n'existaient

(1) Les archives de la ville de Visé.

(2) M. Henaux, *La bonne ville de Visé*.

pas encore de ce temps et ne furent établis qu'à la suite des privilèges accordés à la ville par Jean de Heinsberg.

Le 9 avril 1429, ce prince-évêque accorda aux Visétois une charte de privilèges « sur la supplication par » eulx pour ce à nous faicte. » Il y dit que : « Ayons » nostre grace de eux assister et conceder choise qui » puist leur prouffiter et aider à l'enforchier (la ville) » et tenir en puissance honneur et bon gouvernement. » Avons a yaux donnet accordet et concedet et par ces » presentes donons ... — Que doresnavant ils usent et » puissent user de status entre yeux et avoir franchiese » de faire maistres et jureis en nostre dite ville pour » eulx et nostre dite ville regier et mettre à bon gouvernement. »

A cette époque le magistrat, composé des *maistres* et *jureis*, était élu par la généralité des habitants divisés en catégories appelées *métiers*. L'établissement du magistrat entraînait donc à Visé l'organisation des métiers.

Le nombre de ces classes de bourgeois fut de trois. On leur donna le nom du métier le plus important qui en faisait partie.

Le métier des *cherwiers* comprenait : les cherwiers, le moulmier, les boulangiers, les brasseurs, les revendeurs de grains, les mingnons, les voiltiers et les Pot de steniers.

A *bon mestier des neaveurs* devoient appartenir : les neaveurs, les pexheurs, les machons, les chafforniers, les pontonniers. Ce métier portait quelquefois le nom de métier des chafforniers.

Enfin le *bon mestier des vigneron*s se composait : des vigneron ou viniers, des mercheniers ou marchands de selz, des parmentiers, des corbesiers gobeliers, des drapiers et teschiers, des retondeurs, des revendeurs de biers, des manovriers, des scryniers, des cherpentiers, des mangons, des chapliers, des covreurs,

des plukleurs, des porteurs de sacke, des tanneurs, des tindeurs, des cuveliers, des chirurgiens, des poindeurs, des banceliers et croisiers.

Tout étranger qui venait s'établir à Visé devait faire *acqueste* ou *relief* d'un des trois métiers et payer de ce chef un droit qui varia avec le temps.

Un étranger qui épousait une Visétoise et voulait habiter la ville, devait faire *relief* d'un métier ; de même, le fils d'un bourgeois ayant quitté la ville pour s'établir ailleurs. Tous les autres étrangers devaient faire *acqueste* d'un métier. L'*acqueste* entraînait des frais plus considérables que le *relief*. On pouvait payer *la plaine raete des frais* ou par annuités.

En 1555, l'*acquérant* payait 10 florins d'or à partager suivant certaines règles entre les trois métiers ; en outre certains droits au *greffier* de la ville, et aux *clers* et *varlez* du métier.

Le *relevant* payait 3 florins et les droits des fonctionnaires.

L'étranger, qui ne voulait *acquérir* un métier était poursuivi et en cas de non paiement, banni de la ville.

Chaque métier avait à sa tête deux gouverneurs, élus pour un an, le mardi avant la fête du Saint Sacrement. Les gouverneurs ne pouvaient pas faire partie du magistrat, mais représentaient leur métier auprès de lui et veillaient à ce que les intérêts de la ville et de leurs commettants fussent sauvegardés. Le jour du *vénérable*, avant la grand'messe, les élus prêtaient serment devant les maîtres et jurés de remplir fidèlement les devoirs de leur charge. Le bourgeois choisi comme gouverneur ne pouvait renoncer à son mandat que du consentement de ses électeurs. En 1547, un des élus offre une aîme de bière pour qu'on nomme un autre gouverneur à sa place.

Les gouverneurs des trois métiers assistaient à la procession pour y représenter leur corporation. Ils y

portaient un flambeau acheté aux frais de la corporation.

Chaque métier élisait tous les ans *al Saint-Remy* deux jureis. Ces six jureis formaient le magistrat, avec les deux maîtres désignés par le conseil de l'année précédente.

Anciennement les métiers se réunissaient pour discuter les affaires communales d'une certaine importance ; en 1527, il fut convenu que désormais ces assemblées générales n'auraient plus lieu et que les gouverneurs agiraient au nom de ceux qui les avaient élus sans consultation préalable.

Lorsque en 1467 Visé fut privé de ses privilèges, les métiers avaient été dissous. Ils furent reconstitués en 1477 quand ces privilèges furent rendus par Louis de Bourbon. Depuis lors ils fonctionnèrent régulièrement, avec quelques modifications dans leur règlement, jusqu'en 1685.

A cette date, Maximilien-Henri de Bavière introduisit à Visé un nouveau mode d'élection pour les maîtres et jureis, dans lequel les métiers n'avaient aucune part. Leurs gouverneurs même furent nommés par le magistrat et ne jouirent plus d'aucune influence politique, mais *se meslèrent seulement du gouvernement des mestiers*.

A partir de ce moment les métiers perdirent leur caractère propre et n'existèrent plus guère que par tradition, pour inscrire dans leurs cadres les nouveaux habitants de la ville et pour débattre les intérêts de l'une ou l'autre classe d'artisans qui en faisait partie.

Toutefois, en 1725, on les vit revivre sous une autre forme dans les *six chambres* dites des *composants*. Celles-ci comprenaient chacune quinze personnes, désignées pour la première fois par le prince-évêque ; elles jouissaient, en fait d'élection et de contrôle du magistrat, d'une partie des prérogatives des métiers.

VII.

LE MOULIN BANAL DE VISÉ A DEVANT-LE-PONT.

Le droit de banalité était un des privilèges de l'ancien régime supprimés par la Révolution française comme odieux et tyranniques, mais ressuscités depuis sous les noms plus modernes de monopoles, de taxes d'abattoir et autres.

Ce droit s'incarnait particulièrement dans le moulin banal. Nous n'avons ici ni à rechercher l'origine de la banalité ni à prouver sa justice. Disons cependant que, d'après les apparences, les seigneurs du moyen âge pourraient bien avoir établi ces *usines*, comme on disait jadis, pour l'usage de leurs vassaux, à condition que ceux-ci s'engageassent à ne s'adresser pour la mouture de leurs grains qu'au moulin de leur localité ou *ban*.

Le moulin banal de Visé était situé entre Hermalle et Devant-le-Pont, sur la rive gauche du ruisseau l'*Aaz*, près de l'endroit où celui-ci déverse son eau dans la Meuse. L'origine de ce moulin se perd dans la nuit des temps.

Au début il avait comme unique propriétaire la cathédrale de Saint-Lambert de Liège, qui avait sur Visé des droits seigneuriaux.

En 1232 l'ancien moulin tombait en ruines. Le chapitre de Saint-Lambert céda le vieux bâtiment avec le droit de banalité à un Bastianus de Visé moyennant une rente héréditaire de 20 solidi.

La propriété du moulin resta assez longtemps à des seigneurs et notables bourgeois de Visé ou des environs.

En 1367, il appartenait « a honorables personnes, » Madame Marie des Temples femme jadis à Monsr » Waultier delle Sause (del Saulx) le joesne chevalier, Johan dit Forgon de Lexhe, Gerar del Loye et » Armil fil jadis Wilhelm de Weis escuwir. » Plus tard, la cathédrale Saint-Lambert rentra dans la pos-

session d'un tiers du moulin ; peut-être les propriétaires cédèrent-ils cette part pour racheter la vieille rente de 20 solidi.

Vers 1475, Nicolas Sarrazin, doyen du chapitre de Saint-Hadelin de Visé, acquit à titre personnel un autre tiers du moulin à la suite de différents achats faits à des copropriétaires ou *parchonniers* comme on disait alors.

En 1481, nous trouvons comme propriétaires de l'immeuble, la cathédrale de Liège, le doyen Sarrazin et Jacquemin de Crissegnée, chacun pour un tiers.

Le chapitre de Saint-Lambert resta dans la possession de sa part jusqu'à la Révolution française.

Nicolas Sarrazin laissa en mourant la plus grande partie de sa fortune au chapitre de Visé et celui-ci conserva sa part du moulin jusqu'à sa suppression.

Le troisième tiers passa, par voie d'achat et d'hérédité, à différentes familles du pays de Liège. Vers 1520 il appartenait à Jehan de Lemborgh, seigneur d'Oupeye et de Vivegnis, échevin de Liège ; plus tard il passa aux de Walcourt, de Lovinfosse, de Saulcy, etc.

L'acte de cession de 1232 mentionne simplement la banalité du moulin et dit que les fautes commises contre le droit par le meunier ou les manants, seront poursuivies par le mayeur et punies par la Cour échevinale.

« Tous les *mansonniers* (manants) seront tenus
» comme auparavant d'aller moudre au moulin banal,
» si quelqu'un d'entre eux forfait à ce devoir Bastianus
» ou son représentant en donnera avis au mayeur (*villicus*) de Visé, et celui-ci fera condamner (*corrigere*)
» le coupable par la Cour échevinale (*per scabinos*). Le
» meunier ne tirera aucun profit de l'amende, celle-ci
» sera mise à la disposition du représentant du chapitre
» à Visé (*in usus praepositi vel obedientiarii de Viseto*
» *ex parte ecclesiae convertetur*). Bastianus, de son
» côté, ne suscitera ni au chapitre ni aux manson-

» niers aucune inquiétude ou molestation. S'il manque
» à une de ces obligations le chapitre pourra le punir
» dans les biens qu'il tient de celui-ci. »

Des documents plus récents nous donneront une idée plus claire des lois qui régissaient les rapports des habitants du ban avec le moulin banal.

En 1367, les mansonniers de Visé contestèrent aux propriétaires du moulin le droit à la banalité. Ils se proclamèrent *francs* sous ce rapport.

Le procès fut d'abord déféré à la Cour de Justice de Visé. Les bourgeois prétendirent que c'était librement qu'ils avaient toujours moulu à Devant-le-Pont et non par ban. Ils offrirent de produire des témoins, qui attesteraient leur droit. La Cour leur donna gain de cause.

Les propriétaires interjetèrent appel auprès de la Haute Cour de Justice de Liège et prétendirent que tous les manants étaient tenus d'aller moudre à leur moulin, à l'exception des *prestres, canoines, chevaliers, escuirs et clerqs notorez* exempts par la loi générale du pays. Ils alléguèrent à leur tour l'antique possession, qu'ils prouvèrent par différents faits, attestant la banalité, enfin ils exhibèrent « en signe de prouvance des » lettres anciennes scellées de venerable chapitre de » Liège par lesquelles ilz tenoient en mesure le molin, le » stal, le biez et le droiture de ban. » Ces pièces, sans doute l'acte de 1232, furent reconnues authentiques. La Cour réforma le jugement de la Justice de Visé.

Le moulin fut déclaré banal « les manants et sur- » ceans de Viseit sont tenus de moulre par ban a tel » molaige et tout ensy qu'il at esté useit de temps pas- » seit. — Les héritiers (propriétaires) et leurs hoires » (successeurs) doivent bien et suffisamment detenir le » mollin et ses appendices. Parquoy les dits surceans » et masvyrns nen soient aulcunement endomagiez par » leur deffaulte. Le mollin doit estre chascun an une » fois ou deux visente (visité) par les eschevins de Viseit

» ou par les jureis d'eauwe (inspecteurs des eaux sous
» les ordres de la Haute Cour de Liège) affin qu'ils soit
» detenus en la maniere devant escripte et les mesures
» justifies (vérifiées) ensy qu'il est accoustumé.

» S'il advenait que le mollin fuist en si mal point
» quil ne powist delivrer ceulx de ban adont en cesly
» cas poroient chil (ceux) que delivreis ne seroient Rai-
» sonablement aller moultre aultre part juxes a tant que
» le dis mollins seroit remis en bon estat.

» Mais se aucuns des sourceans alloit moultre aul-
» tre part sains quil ne peresist mie en detenaige (sans
» qu'il eut conduit son grain au moulin) dedit mollin
» et rapporteis fuist de teil meffait alle justice de Viseit
» teis surceans seront encheus (encourront) et a teins
» (seront atteints) d'une amende de 7 solz de bonne
» monnoie qui serat convertie en aouwe (sera donnée)
» de celuy cuy (a qui) loy le donnerat. Li heritiers ne
» leurs moulners ne poroient en la dite amende deman-
» der droiture nulle. »

Le document cité renferme encore d'autres détails concernant le fonctionnement de ce moulin banal. C'était *al plait généralz* que les échevins visitaient le moulin et vérifiaient les mesures; de ce chef ils touchaient une indemnité.

« Tos les maswirs (bourgeois) devoient xhanner
» (curer) chascun an al S. Remy, quand besoins estoit
» le biez de mollin alle requeste de moulmier et tint
» (tous) le defallans estoient chascons deaz (d'eux) atains
» (atteint d'une amende) de dois (deux) deniers de bonne
» monnoie. — Quand le meunier ne pouvait discom-
» breir (desservir) les sourceans le moulmier melnoient
» moultre par conquete aultre part les masvyrs et ny
» osoient aller sains son Congier (permission). »

Les manants devaient faire moudre *al molaige comme useit estoit de temps passeit* : mais on ne ne dit pas au *quantième*; seulement nous savons qu'en 1480 on moulait comme jadis au seizième.

Ce jugement établit la banalité du moulin, mais ne prévint pas de nouvelles difficultés.

Vers 1535, les bourgeois contestent de nouveau le caractère banal du moulin ; ils nient le droit et disent en outre que le moulin ne se trouve pas dans les conditions voulues pour les servir convenablement.

Après de longs débats devant la Cour de Liège et les Etats, l'ancien droit est reconnu par la généralité des bourgeois assemblés sur le cimetière de l'église, et les bourgmestres sont députés pour faire connaître cette décision à la Cour de Liège. Le 6 décembre 1535 celle-ci réserve le second point et condamne les deux parties *a porter ses frais et despens*.

La seconde question était de la compétence des *voir-jurés d'eau*. Ces fonctionnaires avaient dans leurs attributions de visiter les moulins banaux et de trancher les difficultés qui pouvaient surgir entre les propriétaires ou leurs meuniers et les bourgeois au sujet de la marche du moulin et du service des eaux.

Le 14 mars 1536, quatre voir-jurés viennent inspecter le moulin et ses *appendices* en présence des représentants des deux parties. Ils jugent l'*usine* insuffisante surtout en temps de fortes eaux.

Ils ordonnent donc *à la correction de leurs chieff* (les échevins de Liège) que les *ventas et xhorres* (écluses et canaux de dérivation) établis sur le ruisseau soient enlevés ou bouchés, que le biez soit élargi et les rives exhausées ; que les *harnaʒ* soient également relevés et les cheneaux renouvelés et agrandis ; qu'enfin, différentes autres améliorations soient encore effectuées.

Les bourgeois se plaignaient de ce que le moulin ne pouvait les desservir en temps de hautes eaux ; les voir-jurés jugent qu'il faut établir un nouvel harnaz dont la roue prendrait l'eau par en bas ce qui la mettrait hors le danger d'être inondée.

Dans le courant de l'été les propriétaires firent exécuter les travaux indiqués.

Le 25 novembre, les voir-jurés viennent inspecter l'ouvrage, font marcher les différentes *tours* du moulin avec forte et petite eau et déclarent que l'établissement est en état de desservir le ban. Ils adressent un rapport dans ce sens aux échevins de Liège, leur *chieff*.

La Cour, après avoir « iceluy bien et long viseté » et la matière débattue par plusieurs fois dit et jugea « en rechargeant les dis jureis en leur absence quelle » demeure entièrement emprès de leur rapport. »

Ainsi fut terminée l'affaire.

Dans la suite, de petites contestations surgirent encore, de temps à autre, entre le meunier et ses clients.

Pour bien de paix et afin d'avoir et entretenir amour et concorde, Pierre Slenaken, doyen du chapitre de Visé (1552-1576), rédigea avec les bourgmestres un règlement, qui, après quelques modifications, fut accepté par les trois propriétaires. En voici les dispositions principales :

Les meuniers, sa femme et ses serviteurs prêteront serment de moudre *aussi profitablement que pour eux mesmes*.

Le meunier aura une nacelle et un attelage suffisant pour bien desservir ses clients.

Chacun sera servi à son tour sans préférence.

Le grain sera moulu dans les 24 heures, autrement le bourgeois pourra aller à un autre moulin.

Les habitants du ban doivent être servis avant les étrangers.

Ceux qui vont moudre ailleurs sans motif seront passibles d'une amende de 21 aidans. Leur mouture sera confisquée au profit du meunier.

Si le meunier est en défaut on pourra le faire condamner à payer l'amende et à réparer tout dommage.

Si un meunier étranger se permet de venir chercher le grain sur le ban, le meunier de Visé, son varlet (serviteur) ainsi que le sergent pourront *prendre et constituer en ferme des bourgmestres, le cheval, harnax et grain pour en avoir le meunier ses intérêts et le sergent l'amende à l'ordonnance de la justice*.

A la suite de ces arrangements, le moulin cessa pendant longtemps d'être une cause de contestations.

Vers 1680 cependant, de nouvelles difficultés allaient se produire. La cause fut, cette fois, indépendante de la volonté des parties.

On ne sait pour quels motifs les eaux du ruisseau devinrent tout à coup moins fortes. Les meuniers de Haccourt et d'Oupeye constatèrent la même diminution et en attribuèrent la cause aux chaleurs excessives des étés précédents.

Le moulin se trouva de nouveau impuissant à desservir tous les bourgeois et la banalité allait se perdre par le fait, quand les propriétaires imaginèrent d'établir sur la Meuse un moulin sur barques, qui suppléerait à l'insuffisance de l'autre.

Le projet fut exécuté, mais ce nouveau genre de moulin ne doit pas avoir réussi, car un certain nombre d'années après, moulin et barques furent vendus.

On ignore ce que firent alors les propriétaires pour servir convenablement le ban et conserver le droit de banalité.

Les seigneurs-propriétaires louèrent leur moulin pour des *stuits* (termes) de trois, six ou neuf ans. Le plus ancien acte de bail date de 1521.

Le loyer était alors « de 39 muyds de moulure mesure de Viseit bonne et laiale et telle le dit mollin lui » wangnera (gagnera) sans fraude a payer et livrer pour » une tierche parte à Viseit et pour les autres deux » tierches partes sur les greniers desdits parchonniers » aux frais despens, costes dudit accenseur (locataire) » de quinzaine à quinzaine ou de mois à mois ainsy » que d'anchienneteit il ast esté accoustumeit et az condition que ledit accenseur doit entretenir à ses » propres frais costes et despens ledit mollin en tel estat » quil lui at esté delivreit comme par la visitation » appert et le laisser en bon point et en lestat quil lat » pris — et pourront les dites parties renoncher sil leur » plaist à ceste presente accense endedans le commencement de la troisième année dedit stuit pourveu

» que la partie renonchante serat tenu de le laisser sca-
» voir a lautre partie par signification quelle en ferat
» ung demy an avant le cop (?) — et se ledit accenseur
» estoit negligent ou defaillant de faire tout ce que dit
» est les seigneurs pourront en telle cas leurs mains
» remectre audit mollin et en disposer a leur meilleur
» proffit sains contredit dudit Balduyn (meunier) et
» nonobstante la presente accense.

» Touttes lesquelles choeses le souventdit accenseur
» promist par sa foi creante en lieu de serrement sti-
» pulant et acceptant sur peyne d'exiodcation (?) et obli-
» gation de tous ses biens meubles et immeubles et
» hérिताibles presents et advenir de faire tenir et
» accomplir. En renonchant pour ce a toutes et singu-
» lieres exceptions et deffensions de droit de loy de fait
» et par especial au droit disant generale revendication
» non valloir se lespiciale ne precede (?). »

Les actes de bail postérieurs sont les mêmes pour le fond. Seulement nous voyons le loyer augmenter à la suite des travaux opérés en 1537 et vers 1620.

En 1667 il était de 117 muyds de wassen.

A chaque *entrée* et *sortie* de locataire se faisait une *visitation* et *extimation* du moulin et de tous ses accessoires par des experts, le plus souvent des meuniers, choisis par les parties. Si l'on constatait que les objets mis à la disposition du meunier avaient perdu de leur valeur pendant son bail, il devait payer une indemnité. Trouvait-on, au contraire, qu'il avait pendant son séjour amélioré l'immeuble et son mobilier, les propriétaires remboursaient le locataire pour toutes les améliorations faites de leur gré.

Tout nouveau meunier devait fournir une caution ou *segurté suffisante*. Ne présentait-il pas par lui-même des moyens suffisants de solvabilité, un de ses proches se portait garant pour le locataire.

Généralement, les meuniers n'occupaient pas longtemps le moulin de Devant-le-Pont. Les nombreuses

difficultés des propriétaires avec les habitants du ban et les contestations fréquentes entre meuniers et bourgeois furent sans doute la cause de ces changements de locataires.

Les bourgeois, eux, semblent avoir généralement subi la banalité avec regret.

Tantôt ils contestent le droit, tantôt ils prétendent que le moulin ne remplit pas les conditions des moulins banaux ; à d'autres moments ils se plaignent des procédés du meunier et demandent que le moulin ne soit plus loué qu'à des Visétois. Ils emploient différents stratagèmes pour se soustraire à la banalité. Un instant, tous les bourgeois vont chercher leurs pains à Maestricht pour ne pas aller moudre au moulin et le magistrat est forcé de défendre cette importation pour sauvegarder l'ancien droit des propriétaires.

Cette opposition se comprend ; la banalité était une charge bien onéreuse, car la suppression de ce droit fit baisser le loyer du moulin en 1796 à la moitié de ce qu'il était auparavant. Le moulin fut vendu au prix de 100,000 francs.

VIII.

PERSONNAGES HISTORIQUES VISÉTOIS.

LES SEIGNEURS DE VISEIT ET DU RIVAGE DE VISEIT, ETC. (1).

Dans le *Miroir des nobles* de Hemricourt, nous trouvons quelques indications concernant les seigneurs et chevaliers visétois de son temps. Nous y ajoutons des renseignements puisés ailleurs, surtout dans l'*Histoire du Limbourg*, par Ernst.

La famille de *Viseit* portait de gueules billetées d'argent avec lion d'or.

En 1251, un *Franck de Viseit*, peut-être de cette

(1) Hemricourt, *Miroir des nobles* ; Ernst, *Histoire du Limbourg*.

famille, était échevin de la ville de Liège. Il y provoqua une émeute qui força l'évêque Henri de Gueldre à se réfugier à Namur.

En 1268, un *Gisebertus de Wise* (probablement Viseit), est signataire, avec d'autres parents et vassaux de Waleran IV, d'un traité conclu par le comte de Limbourg, captif à Cologne, avec les bourgeois de cette ville.

Le premier seigneur de *Viseit*, dont parle Hemricourt, fut un fils de Breton le Vieux de Waroux, « bon » escuyer, nommé le vieux Renier de Viseit. » Celui-ci entra sans doute par son mariage, dont Hemricourt ne parle pas, dans la possession du titre de *Viseit* et du château de Dalhem. Le châtelain de Dalhem, vassal du duc de Brabant, embrassa chaudement la cause de son suzerain dans la guerre de succession à laquelle donna lieu la mort d'Ermengarde de Limbourg. Le sire Conrad de Lontzen, sénéchal de Limbourg et partisan du comte Renaud de Gueldre, étant venu attaquer Dalhem, fut repoussé par Renier, atteint à Warsage, vaincu et fait prisonnier.

L'année suivante, 1285, le comte de Luxembourg s'était emparé du château de Fraipont, qui auparavant était entre les mains de partisans du duc de Brabant. Renier marcha contre l'envahisseur et le força à abandonner le fort. Cette seigneurie lui fut sans doute donnée dans la suite par le duc de Brabant, car nous verrons un de ses descendants seigneur de Fraipont avec les armes de Viseit. Le même Renier se trouva encore à côté de Jean le Victorieux à la bataille de Woeringen. Il y avait amené une des plus fortes bannières, composée surtout de gens du comté de Dalhem.

Renier le Vieux eut un fils nommé Renier comme son père. Celui-ci était maréchal de l'évêché de Liège et fut tué pendant la guerre des Awans et des Waroux, par *Monsieur Ameil de Hohgnoul* et ses complices,

lesquels furent poursuivis si chaudement « qu'ils furent » assiégés et brûlés dans l'église de Melin. »

Renier le Jeune avait épousé une fille d'Ulric de Bombaye; de cette épouse il eut un fils, aussi nommé Renier, qui en conservant les armes de Viseit prit le titre de Fraipont. Il en eut en outre deux filles : l'une mariée à Renaud I^{er} d'Argenteau, devint mère de ce valeureux Renaud II qui, en 1328, contribua beaucoup à la victoire d'Adolphe de la Marck au Thier de Nierbonne et qui, en 1347, vit son château attaqué et démoli par les Liégeois.

La famille de Viseit se perpétua dans la suite sous le nom de Fraipont.

Les *du Rivage de Viseit* portaient d'azur à la bande d'argent, armes adoptées par la ville de Visé. On ne sait que fort peu de chose concernant cette famille. La fille aînée de Breton le Jeune de Waroux, frère de Renier le Vieux de Visé épousa « Monsieur Conrard » du Rivage de Viseit. » De ce mariage naquirent différentes filles qui eurent une nombreuse postérité énumérée par Hemricourt. Cet auteur ne parle d'aucun fils de Conrad ; peut-être mourut-il sans descendance mâle, peut-être aussi ses fils succombèrent-ils dans la guerre des Awans et des Waroux où tant de chevaliers périrent et à laquelle les Rivage de Viseit prirent part comme alliés des Waroux.

Les *delle Sasse* ou *de la Saulx des Temples*. Le Temple de Visé, donné aux chevaliers de Malte après la suppression des Templiers, fut en 1318 loué par le grand-maître Jean des Saumes à Wauthier *de la Saulx* chevalier. Ce Wauthier ou Wathi, qui avait les armes *de mortier d'azur à une bande onnée d'argent*, avait épousé dame Penthecoste, sœur de Jean le Vieux de Rouveroy, de la branche des Lexhy et Hozemont.

Leur fils Wathi le Jeune épousa une fille du *bon Monsieur Renar d'Argenteau*, qui fit la guerre à ceux de Liège. Il mourut jeune encore ; son épouse se con-

sacra entièrement à l'éducation de ses deux filles et elle habita toute sa vie le Temple de Visé, d'où lui vint le nom de *Dame du Temple*, comme le dit Hemricourt. L'aînée de ses filles épousa en premières noces un chevalier du nom de Daniel de Palant et en secondes noces Robert d'Arckel, dit de Rynswauld, l'un des plus puissants seigneurs du comté de Looz.

La seconde eut comme mari Adam de Kerkem, gentilhomme de l'Etat noble du pays de Liège et comté de Looz (1).

Les *Neavaigne*. Au temps de Hemricourt, il existait encore près de Visé, la famille des chevaliers de Neavaigne qui portait une croix d'argent sur fond d'azur. Cette famille était alliée aux Fraipont et aux Printe, voués de Nivelles. Elle semble avoir disparu de bonne heure.

En dehors des familles nobles, dont nous venons de parler et qui ne nous sont connues que par l'ouvrage de Hemricourt, Visé n'a guère fourni comme personnages historiques, que des ecclésiastiques.

Le premier de ceux-ci, dans l'ordre chronologique, fut *Antoine Ghénart* (2), théologien distingué, né à Visé vers l'an 1522. Il fut chanoine et vice-doyen de l'église cathédrale Saint-Lambert et inquisiteur de la foi. Il assista au Concile de Trente avec Guillaume de Poitiers, prévôt de la même église. Sa charité envers les pauvres le fit beaucoup regretter après sa mort. On doit en grande partie à ses soins l'édition du *Maître des sentences*, imprimée à Louvain en 1545.

(1) V. pour ces deux seigneurs, *Le livre des fiefs du comté de Looz*, par M. le chevalier de Borman.

Dans le volume (XXXXI) de la cour féodale (1365-1378), greffe Stephany on trouve : « Adam van Kerkeheym, filius naturalis dm Henrici » van Ordinghen, fait relief à Straten en 1365. » Cet Adam fils de Henri van Ordinghen (dit de Kerkem) serait-il un autre que le mari de Catherine de la Saulx ; ou Hemricourt aurait-il voulu légitimer sa naissance ?

(2) Bec-de-Lièvre, *Biographie liégeoise*, t. I, p. 285.

On lui doit aussi : 1° *Manipulus curatorum a Guidone de Monte-Rocherii*. Adjunctus est ritus celebrandi sanctae missae officium juxta morem dioecesis Leodiensis ; 2° *Hildeberti Cenomanensis episcopi poëma de officio missae*, Anvers, 1570, in-12.

Le 25 août 1594, Antoine Ghénart vint à Visé pour exercer ses fonctions d'inquisiteur. Un nommé Pierre Tiernagan était accusé comme suspect d'hérésie. Il fit une profession de foi catholique devant Ghénart et fut déclaré non coupable (1).

Michel à Vervia ou de Vervier, trente-sixième abbé du Val-Dieu jouit, de son vivant, d'une certaine réputation à cause des événements dans lesquels il se trouva engagé.

Né à Visé (on ne sait à quelle date) il fut élu abbé du Val-Dieu en 1622. Sa nomination fut agréée par le roi d'Espagne et il fut consacré par l'abbé du Val-Saint-Lambert, suffragant du prince-évêque. Le nouvel abbé fut chargé par le chancelier du Brabant de la réforme du monastère, au spirituel et au temporel, et de la construction des bâtiments nécessaires pour interdire l'entrée des cloîtres aux séculiers.

De Vervier se trouva intimement mêlé aux événements qui désolèrent le pays d'Outre-Meuse à cette époque. En 1628, il fut député par les Etats du pays de Dalhem pour représenter au gouverneur des Pays-Bas l'état excessif des charges leur imposées pour l'entretien des garnisons. Quatre ans plus tard, il protesta contre les exactions que le prince de Nassau, gouverneur de la province, fit subir au pays conquis par les Hollandais et contre l'exclusion de l'état ecclésiastique de l'assemblée de Limbourg. En 1636, le ministre calviniste Dumoulin avait été arrêté et était détenu à Namur ; par représailles, le gouverneur fit arrêter l'abbé du Val-Dieu et l'emprisonna à Maestricht pendant un an et demi

(1) Archives de la paroisse.

jusqu'à ce que les religieux eussent racheté sa liberté par une forte rançon. On trouve deux de ses portraits dans la série des abbés qu'on conserve au Val-Dieu. C'est à lui probablement que le monastère devait le premier établissement d'un refuge pour les religieux à Visé (1).

LES DE SLUSE.

Les *de Sluse* furent certainement les Visétois qui, par leur science et par les hautes fonctions dont ils furent honorés, donnèrent le plus d'éclat et de réputation à leur ville natale.

Vers 1530, un *Renard de Sluse, tindeur*, vint s'établir à Visé et y devint le chef d'une grande et influente famille. Un de ses descendants *Renaud de Sluse*, notaire et greffier de Visé, épousa le 9 octobre 1620 Catherine Plorar, dite Waltheri, fille de Walther Plorar plusieurs fois bourgmestre de Visé et d'Hélène Straven, dite du Chateau ou a Castro.

Catherine Plorar ou Waltheri avait deux frères, hommes également distingués et qui tous deux avaient embrassé l'état ecclésiastique. L'un Jean Waltheri ou a Castro fut chanoine, puis doyen de la collégiale de Visé ; l'autre Walthère Waltheri fut docteur en droit et devint prélat domestique et secrétaire des brefs des papes Innocent X et Alexandre VII.

Walthère Waltheri était à Rome, comme ses neveux dont nous nous occuperons bientôt, un protecteur dévoué des jeunes artistes liégeois qui allaient se perfectionner dans la capitale du monde chrétien, alors aussi la capitale des arts. « Il avait fait » dit Abry, « son » apprentissage (à Rome) sous M. de la Sauvenière, » son parent (qui était également de Visé). On peut » dire de lui qu'il a été le plus grand protecteur qui fut » jamais des Liégeois de tous caractères. Le peintre » *Jacques Damerier* lui dédia une douzaine de vases

(1) Reynier, *Histoire du Val-Dieu*.

» en témoignage de l'affection qu'il avait pour un patron si élevé de la nation liégeoise (1). »

Du mariage de Renaud de Sluse et de Catherine Plorar, naquirent trois fils qui se distinguèrent également dans des sphères différentes. René-François devint chanoine de Saint-Lambert et se fit une grande réputation par la variété de ses connaissances et surtout par sa grande science des mathématiques. Jean-Gualthier exerça les plus hautes fonctions à la cour romaine et fut créé cardinal. Pierre-Louis devint membre du conseil privé du prince-évêque de Liège et fut élevé par l'empereur Léopold au rang de libre baron du Saint-Empire.

RENÉ-FRANÇOIS DE SLUSE (2).

René-François naquit à Visé le 2 juillet 1622. On ne sait rien de certain concernant sa jeunesse. Tout nous permet de croire cependant qu'il reçut les premiers éléments de sa vaste science, aux écoles latines de la collégiale de Visé, dont son oncle Jean Waltheri était chanoine et plus tard doyen. M. Monchamp croit que Sluse a fait sa philosophie chez les Jésuites anglais de Liège ; c'est là probablement aussi qu'il fit ses humanités.

A l'âge de seize ans, il se rendit à l'université de Louvain qu'il fréquenta pendant quatre ans, de 1638 à 1642. De là il se rendit à Rome où il suivit les cours de l'université de la Sapience et obtint l'année suivante le diplôme de docteur en droit. Dans la suite, il continua à se livrer avec ardeur à l'étude. Ses lettres le montrent voyageant à travers l'Italie, parcourant les plus riches bibliothèques et consultant leurs ouvrages les plus rares.

(1) *Les hommes illustres de la nation liégeoise.*

(2) Lepaige, *Correspondance de René-François de Sluse*, introduction ; *Un géomètre belge au XVII^e siècle*, dans la revue *Ciel et Terre*, 2^e série, t. II, 1887 ; Abbé Monchamp, *Histoire du Cartésianisme en Belgique* ; Gilbert, *Revue des questions scientifiques*, t. XIX, p. 141 ; Félix van Hulst, *René Sluse*, Liège, 1842.

Déjà à Rome, René-François de Sluse s'était acquis une réputation de savant. Un ami de Gassendi écrit en 1651 (de Sluse n'avait pas encore trente ans à cette date) au célèbre philosophe, à propos d'un de ses ouvrages :
« Votre philosophie vient d'entrer dans Rome ; les plus
» doctes personnages l'ont reçu avec honneur et placée
» dans le temple de la Minerve de Phidias. François
» Sluse, de Liège, homme très versé dans les sciences
» et les langues, géomètre excellent, s'en délecte telle-
» ment qu'il professe la plus grande admiration pour
» les talents de Gassendi, dans toutes les réunions
» intimes qu'il a avec les savants qui lui ressemblent.
» Il espère un jour faire la connaissance personnelle
» de celui qu'il ne connaît jusqu'ici que *per speculum*
» *et in ænigmate* (1). »

Après sept ans de séjour à Rome, il revint à Liège occuper à la cathédrale de Saint-Lambert un canonicat dont le pape Innocent X venait de disposer en sa faveur. Le prince et ses confrères surent apprécier ses vastes connaissances ; ils lui soumirent les questions les plus difficiles, le chargèrent des missions les plus délicates, entre autres celle de régler l'établissement des Pères Récollets à Visé. En 1666, il devint abbé d'Amay ; vers le même temps, il fut nommé par le chapitre membre du Conseil ordinaire. Au dire d'Abry (2), il aurait même été chancelier du prince-évêque.

Malgré des occupations si diverses et des fonctions si importantes, il ne cessa de développer encore ses connaissances si variées et si vastes qui, déjà à Rome, avaient donné de l'éclat à son nom et l'avaient mis depuis en relation avec les plus grands savants de l'Europe. M. Lepaige l'appelle : « mathématicien de
» premier ordre, linguiste consommé, historien de mé-
» rite, physicien, chimiste et botaniste à ses heures. »

(1) Cité dans l'*Histoire du Cartésianisme en Belgique*.

(2) *Les hommes illustres de la nation liégeoise*.

Ses lettres tantôt en français, tantôt en latin, sont émaillées de nombreuses citations grecques et hébraïques. Il parle de manuscrits arabes qu'il a consultés. Ses historiens vantent ses connaissances des langues orientales et rapportent que le pape l'employait à traduire les lettres qu'il recevait des évêques d'Arménie. Sa langue de prédilection était le latin ; il écrivit même deux dissertations pour faire valoir l'excellence de cet idiome au moment où le génie du XVII^e siècle commençait à substituer le français au latin comme langue scientifique.

L'histoire, surtout l'histoire de son pays de Liège, était une de ses études favorites. Il reste de lui deux dissertations sur deux points très controversés de notre histoire : *De tempore et causa martyrii B. Lamberti Tungrensis* et *Dissertatio de sancto Servatio, episcopo Trajectensi*. « Ces travaux, » dit M. Lepaige, « con- » servent toute leur valeur même à notre époque où » les sciences historiques ont été en quelque sorte » renouvelées. »

De Sluse suivit avec intérêt la controverse philosophique que provoqua de son temps l'apparition du système de Descartes. Dans ses lettres, il parle souvent avec éloge du philosophe français. Il avait même fait des démarches auprès d'un de ses amis pour l'amener à s'occuper de l'édition du *Traité de l'homme* par l'auteur du cartésianisme. Toutefois, il ne fut pas un admirateur enthousiaste de la doctrine cartésienne. « Je l'estime, » dit-il en parlant de Descartes, « je l'estime un » grand homme, mais je ne prétends pas le faire passer » pour irrépréhensible. » Ces mots résument son opinion dans cette matière et autorisent M. Monchamp à donner de Sluse, dans ce grand débat philosophique, comme un représentant du parti éclectique.

Toutefois, la science qui occupa le plus notre illustre Visétois et qui contribua le plus à sa gloire, furent les mathématiques. M. Lepaige traite, avec sa grande compétence, des travaux mathématiques de

de Sluse. « L'importance des travaux de notre savant, » dit-il en commençant, « apparaîtra clairement par la » manière dont ils furent accueillis, par le jugement » qu'ont porté sur leur auteur les géomètres contempo- » rains et ceux, plus rapprochés de nous, qui se sont » attachés de préférence à développer les méthodes » nouvelles dont s'est enrichie la science. »

Sa réputation comme mathématicien l'avait mis en relation avec tous les grands savants qui illustrèrent son époque. Le grand Pascal, le célèbre hollandais Huygens et l'anglais Oldenbourg, lui exposaient dans leur correspondance leurs problèmes et leurs difficultés et applaudissaient à ses recherches et à ses découvertes. L'italien Pacichelli lui donne le titre d'*Oracol de Paesi Bassi*. Huygens, dans une lettre à son ami Oldenbourg, appelle de Sluse « le plus savant et le plus modeste des » géomètres qu'il connaisse. » Oldenbourg de son côté, insère avec bonheur dans le *Bulletin de la société de savants*, qu'il publiait à Londres, les lettres scientifiques de Sluse qu'il appelle, avec Huygens, deux des meilleurs mathématiciens de l'Europe. Sur la proposition de ce célèbre Anglais, notre Visétois fut nommé membre de la savante société anglaise. Un autre savant mathématicien parle des progrès que de Sluse fit faire à l'algèbre.

La plupart de ses recherches se trouvent dans la correspondance publiée par M. Lepaige et dans les articles insérés dans la Revue d'Oldenbourg. Il ne publia qu'un ouvrage, intitulé *Mesolabum*, qui lui valut les éloges de tous les géomètres. « Nul doute, » dit encore M. Lepaige, « que transporté sur un autre théâtre à Paris, » à Londres, à Leyde, à La Haye, Sluse n'eut atteint » les plus hautes destinées. »

Une activité aussi dévorante devait nécessairement miner la santé la plus robuste. Dès 1684, sentant sa fin approcher, il fit son testament dans lequel il exprima la volonté d'être enterré à Visé à côté de ses parents

auxquels sa piété filiale avait érigé le monument qu'on y voit encore.

Il mourut le 19 mars de l'année suivante. Sur sa tombe on plaça cette épitaphe, faite par lui-même :

Adsta viator, non labore inutili
Titulum sepulchri curiosus ut legas
Quod nunc es me olim fuisse cogita
Mortalitatis involutum fluctibus
Ambigua, laeta, tristia expertum diu
Donec quietis, quem vides, reperi locum
Quod sum memento te quoque futurum brevi
Mortis tropheum, vile spoliū temporis,
Putredinis foetorem et escam vermium
Haec mente volve et sortis humanae memor
Aeternitatis ut beatae particeps
Tecum esse merear, numen aeternum roga.
Renatus Franciscus de Sluse
Canonicus Leodiensis, abbas Amaniensis
Serenissimi Principis Consiliarius
Ne a parentibus suis
Quos pio semper amore dilexit
Seperaretur in morte
Hic una cum illis exspectare voluit
Beatam resurrectionem.
Depositus est in pace
Anno MDCLXXXV
Mense martii die XIX.
Vixit annos LXII menses VII dies XVII
Requiescat in pace.

Cette pierre tombale a disparu. Les Visétois ont tenu à élever à la mémoire de leur illustre concitoyen un modeste monument qui, sur une plaque de marbre blanc, rappelle le souvenir du chanoine de Sluse et de son frère le cardinal.

On trouve son portrait, m'a-t-on dit, dans les quelques exemplaires qui restent de son *Mesolabum*. Jadis, il se trouvait également dans la collection Duriau du Val-Dieu, mais il en a disparu. Chaque année on chante encore dans l'église de Visé l'anniversaire du chanoine de Sluse, ainsi que celui de son frère.

LE CARDINAL DE SLUSE (1).

Jean-Gualthier de Sluse naquit à Visé en 1626. Il fut appelé à Rome par Walthère du Château, son oncle, secrétaire des brefs et de la chambre du pape Alexandre VII et qui était un des plus zélés protecteurs des Liégeois qui allaient étudier les beaux arts à Rome. Sluse s'y fit bientôt remarquer par sa science et par son ardeur infatigable pour l'étude et le travail. Clément IX le reçut au nombre de ses prélats domestiques ; il succéda ensuite aux emplois de son oncle. Le pape l'honora de la plus intime confiance et le consulta dans les affaires les plus importantes. Innocent X le décora du chapeau de cardinal le 2 septembre 1686. Il imita son oncle dans son inclination à obliger ses compatriotes et il se faisait un plaisir de répandre ses faveurs sur ceux que le désir de s'instruire et de se perfectionner appelaient en Italie.

Sa trop grande application aux devoirs de sa charge et à l'étude, jointe à sa complexion délicate, avança la fin de ses jours. Il mourut le 7 juillet 1687 à l'âge de cinquante-neuf ans : c'est le dernier Liégeois qui ait été décoré de la pourpre romaine. L'almanach de Mathieu Laensbergh (2) s'exprime ainsi à son sujet : « Le cardinal de Sluse mourut à Rome dans sa cinquante-neuvième année, après une longue indisposition, » universellement regretté tant à cause de son savoir » extraordinaire, que de sa piété et de toutes les grandes » qualités qui lui avaient attiré depuis trente ans l'estime des papes et de toute la cour romaine et qui » depuis son élévation au cardinalat l'avaient fait considérer comme un des principaux ornements du » Sacré-Collège. »

(1) Nous copions ici la notice de Bec-de-Lièvre, *Biographie liégeoise*, t. II, p. 296, à laquelle nous ajoutons quelques détails.

(2) De l'an 1688. Alors et longtemps après, tous les almanachs de Mathieu Laensbergh offraient un précis historique des principaux événements de l'année (de Villenfagne, *Mélanges*).

Gualthier de Sluse remplit longtemps avec exactitude et beaucoup d'intelligence le poste important de secrétaire des brefs. Les brefs qu'il a dressés sont d'un style vif et montrent combien il était versé dans la discipline de l'Eglise, l'Ecriture sainte et les Saints Pères. Quelque recommandable qu'il fut par les qualités de l'esprit, il l'était davantage par celles du cœur. Détaché des richesses, il se contenta de son patrimoine et des revenus de sa charge et refusa constamment tout bénéfice. Il laissa une superbe collection de livres dont le catalogue, qui a été imprimé (Rome, 1690, cinq volumes in-4°, avec le portrait du cardinal), est encore aujourd'hui recherché par les amateurs.

L'abbé Bouxhon, de Saint-Jacques, qui vivait alors, dit dans son curieux journal manuscrit en latin, qu'on eut quelque soupçon que le cardinal de Sluse mourut empoisonné ; son billet mortuaire même donne lieu à ce soupçon, puisqu'après avoir dit qu'il succomba plutôt sous le poids des grands travaux qu'il rendit à l'église que sous celui de l'âge, on ajoute : « aut aliquo » alio morbo oppressus (1). »

« On ne prétend pas faire ici son éloge, » dit de lui Abry ; « il faudrait un volume pour traiter de ses belles » qualités qui l'ont fait admirer des Italiens et bien » plus réclamer de ses compatriotes auxquels il n'a » jamais refusé de secours qu'il répandait avec profusion. Il n'y a guère de cardinaux qu'il n'ait égalé, » surpassé même en magnificence, en meubles, en » peintures et en livres dont il a cumulé une si grande » quantité de tous pays qu'il est presque incroyable (2). »

En rapprochant ces lignes de ce que nous avons dit de Walthère Waltheri et de René-François de Sluse à Rome, on peut se former une idée de l'éclat que ces trois Visétois ont jeté sur la patrie liégeoise et des services qu'ils ont rendus aux jeunes peintres de l'école de

(1) *Bec-de-Lièvre*, t. II, p. 296.

(2) *Les hommes illustres de la nation liégeoise*.

Liège. Ce serait même une page bien intéressante de l'histoire liégeoise et bien glorieuse pour les de Sluse, que celle qui raconterait leur vie à Rome et leurs rapports avec les nombreux Liégeois, hommes de distinction et de talents, qui s'y trouvaient de leur temps.

Abry lève un coin du voile qui couvre cette partie si brillante et si peu connue de la vie de nos illustres Visétois. Après avoir parlé de la protection accordée par le cardinal à ses compatriotes, il ajoute : « Entre » les Liégeois, qui ont excellé à Rome, il s'en trouve » une quantité qu'on ne pourrait pas ici mémorer, qui » ont donné des marques notables de leurs beaux » génies et qui se sont aussi considérablement élevés ; » entre lesquels les Oranus d'Heure, les Vivarii, les » Fisen, Fayn et autres, qui ont été auditeurs et créés » chevaliers romains entre lesquels quelques-uns d'iceux » auraient mérité le chapeau rouge si l'envie ne les en » eût empêché l'un l'autre. Il y a encore un Emerix, » un Motmans, Hinnisdael, etc. » Puis il consacre quelques mots à l'un de ces Liégeois formés à l'école du Mécène visétois, « Guillaume de Fayn, gentilhomme » romain, lequel s'était grandement distingué à Rome » dans ses charges très éminentes par lesquelles il aurait pu arriver à un très haut degré d'honneur, lequel » ayant pris résolution de se rendre en son pays natal » et repassant par Milan (où restait alors le peintre » Simon Damerier ou Damry) s'accomoda d'une bonne » partie de peintures du dit Damerier et d'autres, lesquelles ont servi favorablement à cette belle maison » de campagne qu'il bâtit au-dessus de Jupille, qu'on » nomme à Faynbois (1). »

Espérons pour l'honneur du pays de Liège et de la ville de Visé, que ces deux belles figures des de Sluse, dont l'une a été mise en lumière par les travaux de M. Lepaige, paraîtront un jour dans tout l'éclat de leur gloire et de leurs vertus ; alors on comprendra

(1) *Les hommes illustres de la nation liégeoise.*

la joie avec laquelle l'élévation au cardinalat de Gualthier fut accueillie par les Liégeois, ses compatriotes.

A cette occasion le père Carme *Herman a S^a Barbara* (Guillaume Hérès) de Liège composa son *Carmelo-Parnassus in xenium oblatum Eminent. ac Reverend. D. Joanni Gualterio Slusio Leodiensi, S. R. Ecclesiae Cardinali*, 1687 (1). « Ce titre, » dit M. de Villenfagne d'Ingihoul (2), « annonce que ce livre est consacré » presque entièrement à chanter les vertus du cardinal » de Sluse. En effet, le père Herman le lui dédie et » cherche, dès les premières pages, à remplir la tâche » qu'il s'est imposée. Une bonne partie des pièces de » ce volume sont en vers latin. Parmi ces pièces il y » en a quelques unes, qui sont vraiment originales, on » y trouve des distiques, des chronographes simples et » acrostiques, un poème de cent vers, adressé au cardinal de Sluse, dont la première de chaque mot est » un S, etc. » Pour donner une idée de ce livre et de l'enthousiasme qui l'avait inspiré, nous copions l'acrostiche en chronogrammes suivant :

SNNOCENTII XI LAVDETVR VIR INTIMVS
 OMNIBVS EX CORDE EXALTETVR HONORIBVS
 DEST SVIS PRAECLARVS VIRTVTVM THESA VRVS
 ZOBILE EXVRGIT PVRPVRATORVM DECVS
 ZEGOTIORVM PRAECLARVS ATQVE STRENVVS EXPEDITOR
 EX SVA SAPIENTIA NOVVS SALOMON VOCANDVS
 OPECVLVM EXISTIT DIVINAE JVSTITIAE

 QVAVIDVM VRBIS ET EXPECTATA VOLVPTAS.
 CERVVS PRAELATVS DOCTORQVE EXIMIVS.
 DMIRABILIS VIRTVTIS VIVIDVS ARCHETIPVS
 VCIDISSIMVS EXISTIT VRBIS ET ORBIS PHOEBVS
 VTVS ATQVE VERVS DEPRECANTIVM ASILVS
 XEMPLAR DECVSQVE VERAЕ VIRTVTIS.
 ROMAE RELVCET VNVS PHAEBVS VERE DIVINVS
 NREBVS DIFFICILIBVS EXPEDIENDIS STRENVVS
 VLTV GRAVITATE ATQVE SVO CANDORE ROMANIS GRATVS.
 OCRETARIVS EMERITVS, PRAESVL QVOQVE VENERANDVS

(1) On trouve un exemplaire de ce livre curieux à la bibliothèque de l'université de Liège.

(2) *Mélanges historiques et littéraires*, p. 308.

OLVSIVS VISETANORVM EXTAT DECVS
 TEGIADV M VERVS PATRONVS SVAEQVE VRBIS PROTECTOR
 <ERVVS MVNDO PELICANVS ATQVE PHOENIX.
 OIBI VNI SAEVVS CAETERIS VALDE MITIS ET SAVVS.
 OANNES GVALTERIVS SLVSIVS SIBI ET ROMULIDIS BONVS.
 <ERA LVX DOCTORVM VIVIT.
 OANCTAE SEDIS EMERITVS EXTAT PRAELATVS BONVSQVE PATRONVS

 CARDINALIVM VESTE PVRPVREA EXORNATVS
 >SSIDVIS DIGNVS LAVDIBVS AC VARIIS HONORIBVS
 ROMAE ET VNDEQVAQVE LUCET VIRTVTIBVS.
 OMESTICVS PRAELATVS NOVITERQVE PVRPV RATVS
 N MVLTIS DIVTVRNIS CVRIAE NEGOTIIS VERSATVS
 ZOVS EXTAT CARDINALIVM THESA VRVS
 >PVD ITALOS EXTRANEOSQVE VERVS AMICVS
 <VX EBVRONVM PROPRIAEQVE DECVS PATRIAE
 N CVRIA OVAT SLVSIUS VRBIS ET ORBIS PRODIGIVM
 OAPIENTIAE CAELESTIS DIVINAEQVE THRONVS EXIMIVS
 LVX DVX MICVI

A la mort du cardinal, le baron de Sluse, lui fit élever dans l'église *del Anima* à Rome, un monument qui existe encore. La collection Duriau contient une gravure de ce monument. Il se compose d'une arcade plein cintre dont la clef de voûte, recouverte du chapeau de cardinal porte les armoiries des de Sluse. Le cardinal est représenté assis derrière une table, un livre à la main, dans l'attitude de la méditation. Une draperie qui retombe de la table porte l'inscription suivante :

D. O. M.
 Joanni Gualteri Slusio Leodiensi
 S. R. E. Diacono Cardinali
 Animi atque cordis dotibus cumulatissimo
 Moribus, sapientia, pietate praestantissimo
 Largitate in egenos, beneficentia in omnes effusissimo
 Cujus
 Doctrinae instructissima bibliotheca
 Prudentiae difficillima munia
 Meritorum eminentissima dignitas
 Pene impar argumentum
 Studium vero commune bonum
 Purpura commune gaudium

Obitus commune detrimentum
Prope supra fidem et exemplum
exitere
Vixit annos LIX menses V dies XXIX
Obiit a. Æ. C. MDCLXXXVII nonis Julii

Fratri amantissimo monumentum
P. C.
Petrus Aloysius Slusius S. R. I.
liber Baro, Dominus de Bihain
Heribronval. Ser^{mo} Principi Electori
Colonien. a Consiliis.

La même collection contient un portrait gravé du cardinal, avec cette note manuscrite : « Après avoir » fait la philosophie et la théologie il étudia la jurisprudence et y fit de tels progrès que le docteur Sanvorst » (de Louvain?) en lui donnant le bonnet de docteur » dans un âge peu avancé lui prédit qu'il ferait un jour » belle figure dans l'Eglise et qu'il en serait une des » principales colonnes. »

Un autre portrait sur toile du cardinal, provenant de la collection de M. Stiels, ancien doyen de Visé, appartient maintenant aux Sœurs de Notre-Dame de cette ville. Celui-ci diffère assez bien de la gravure du Val-Dieu et doit représenter le cardinal à une autre période de sa vie. Le peintre lui donne sur cette toile les armes d'une autre branche des de Sluse qui portait d'argent à la croix de gueules. Cette méprise nous porte à croire que ce portrait est une copie exécutée à une époque plus récente où l'on confondait déjà les armoiries des deux branches.

LE BARON PIERRE-LOUIS DE SLUSE.

Le troisième fils de Renaud de Sluse eut d'abord, comme ses frères, l'intention d'entrer dans les ordres. En 1651, son frère René-François résigna en sa faveur le canonicat qu'il avait dans l'église de Visé. Plus tard il renonça à la carrière ecclésiastique et se maria.

Il étudia à Louvain et fut reçu licencié en droit. Il devint successivement seigneur de Bihain, Houp-pertingen, Gothem, chevalier de l'ordre de Saint-Etienne de Toscane. L'empereur d'Autriche lui accorda le droit de noblesse et le titre de libre baron de l'empire. Les princes-évêques Maximilien-Henry de Bavière et Jean-Louis d'Elderen le nommèrent membre de leur conseil privé.

A l'occasion de la mort de son frère le cardinal, un poète italien lui adressa cet épigramme latin (1).

De tribus praestantiss. fratribus Slusiis
Abb. Card. defunctis
Et Bar. superstitute ac domus reparatore.

Tres fratres natura dedit de sanguine lecto
Slusiadum, sed mors carpsit acerba duos
Posterior superest sed non virtute peractis
Posterior, quamvis par fuit absque pari.
Ponantur nimii gemitus; caruisse duobus
Si fuit in satis sic caruisse juvat
Exigit hoc ordo, fraterque hoc gaudet uterque
Nam simul inde redux alter et alter erit.

Le vœu de ce poète se réalisa jusqu'à un certain point.

Parmi les descendants du baron de Sluse, on rencontre des bourgmestres et des échevins de la ville de Liège et le dernier prévôt de la cathédrale et chancelier de la principauté, Jean-Pierre-Louis baron de Sluse de Beurs qui fut aussi le dernier abbé séculier du chapitre de Visé.

Cette illustre famille s'éteignit dans la personne de la baronne de Stembier de Wideux, née baronne de Sluse de Houp-pertingen, décédée le 17 février 1835.

LES DE CHARNEUX ET DE REQUILÉ.

A côté des de Sluse existaient à Visé deux autres familles, les de Charneux et les de Requilé, qui, sans

(1) *Recueil héraldique des bourgmestres de Liège.*

arriver à la célébrité de la première, fournirent cependant quelques hauts dignitaires à la principauté et des personnages d'une certaine notoriété à l'histoire. A ces deux titres, elles méritent une courte notice.

Les de Charneux. Au commencement du XVII^e siècle deux frères et un neveu du nom de *des Marets*, vinrent successivement s'établir à Visé. Ils devinrent les chefs de trois familles qui, toutes trois, pendant une existence d'une centaine d'années, y jouèrent un rôle prépondérant et laissèrent en s'éteignant de grands souvenirs et des preuves encore évidentes de leur munificence.

Originaires du lieu dit *aux Marais*, près de Soumagne, les des Marets prétendaient descendre de l'ancienne famille des de Charneux, qui figure dans le *Miroir des nobles*. Les revers de la fortune et le temps leur avaient fait perdre leur rang et leur nom d'autrefois. Dans la première moitié du XVII^e siècle, les des Marets parvinrent à se relever de leur état de déchéance. La fortune leur revint, plusieurs d'entre eux arrivèrent à des positions assez élevées et se rendirent même utiles au prince-évêque. Grâce sans doute à ces circonstances ils obtinrent, en 1655, de l'empereur Frédéric III un diplôme (1) qui reconnaît leur haute antiquité et les services rendus par eux au pays, et leur permet de reprendre le nom et les armes des de Charneux avec le titre d'écuyer. M. Bec-de-Lièvre se trompe donc quand il attribue cette mutation de nom au jurisconsulte de Charneux, dont nous parlerons bientôt, et qui à cette époque, n'avait pas encore vu le jour. Le même auteur fait encore erreur, croyons-nous, quand il dit que ce changement eut lieu à la suite de la décapitation d'un membre de la famille condamné par cause de trahison (2).

Le chef de la *première* branche de cette famille à

(1) Archives de l'Etat, Liège. Conseil privé : Diplômes impériaux.

(2) *Biographie liégeoise*, t. II, p. 443.

Visé fut Denys des Marets-de Charneux, époux de dame Catherine Pernode, dont la magnifique pierre tombale se trouve encore dans l'église de Visé.

Un de ses fils alla s'établir à Verviers et y devint l'auteur d'un rameau important, qui fournit dans la suite plusieurs bourgmestres à cette ville et donna le jour au jurisconsulte Denis de Charneux, auquel M. Bec-de-Lièvre consacre une courte biographie émaillée de plusieurs erreurs.

Un second fils s'établit comme avocat à Liège et fut appelé à la charge de conseiller du prince-évêque en son conseil privé. De lui descendent les de Charneux d'Ohar et le chanoine Pierre-Ernest de Charneux, qui était un des membres les plus distingués du chapitre de Saint-Lambert, au XVIII^e siècle.

Un troisième fils, Herman, fut chanoine à Visé et donna à l'église les nouvelles orgues dont nous avons parlé ; il mérita par sa générosité le titre de *bienfaiteur de la paroisse* qu'on lui donne dans son acte de décès.

Herman des Marets, d'abord mayor, puis lieutenant-bailli à Visé, fut le père d'une *seconde* famille de de Charneux. Sa veuve fit cadeau à l'église d'un ciboire dont nous parlerons au chapitre suivant.

Parmi leurs descendants, nous trouvons Jean-Jacques de Charneux, chanoine au chapitre de Saint-Adalbert à Aix-la-Chapelle dont il devint vice-prévôt et son frère Henri, professeur et recteur de l'université de Louvain.

Ce dernier était né à Visé en 1644. Il étudia la philosophie à Louvain. Au concours de 1663, il obtint la troisième place comme élève de la pédagogie du collège du Porc. Après avoir terminé ses études théologiques, il enseigna pendant quelque temps la rhétorique au collège de la Sainte-Trinité. Bientôt (en 1668) une chaire de philosophie lui fut confiée dans l'établissement où il étudiait cette science. Quatre ans plus tard, il fut nommé président du collège liégeois de Louvain.

Malgré la besogne que lui donnait la direction de cette institution, il se prépara au grade de docteur en théologie, qu'il obtint en 1680. Nommé professeur royal de théologie il fut deux fois, en 1683 et en 1698, recteur de l'université. Il mourut à l'âge de cinquante-sept ans et fut enterré dans le chœur de l'église de Saint-Pierre à Louvain (1). Dans l'affaire du Jansénisme qui, pendant cette époque, préoccupa si vivement les esprits, surtout à Louvain, il se rangea du côté des défenseurs de l'*Augustinus* comme l'avaient fait les de Froidmont et les Pontanus, originaires comme lui du pays de Visé.

A la mort du lieutenant-bailli Herman des Marets son neveu Barthélemy, fils de Pierre, échevin de Liège et plus tard lieutenant-gouverneur du marquisat de Franchimont et mayeur héréditaire de Fléron, lui succéda. Le nouveau lieutenant-bailli devint par son mariage avec la sœur de l'abbé du Val-Dieu, Michel à Vervia, le fondateur de la *troisième* famille des de Charneux.

Barthélemy était bourgmestre en 1648, lorsque Ferdinand de Bavière, revenu d'Allemagne pour apaiser les troubles des Chiroux et des Grignoux, vint s'établir à Visé et y convoqua à deux reprises les Etats du pays. Le 10 du mois d'août de cette année, le prince-évêque voulut faire son entrée dans la cité; arrivé à Herstal avec une suite nombreuse, il envoya le bourgmestre des Marets à Liège pour sonder les dispositions du peuple à son égard. Le député fut fort mal reçu : il fut même l'objet de menaces et dut s'en retourner sur l'heure. Le dévouement dont des Marets avait fait preuve en cette circonstance fut doublement récompensé : par sa nomination comme receveur général de son Altesse et par le diplôme impérial, qui conféra à sa famille le droit de noblesse et le nom de de Charneux.

Barthélemy de Charneux, écuyer et receveur, devint

(1) Daris, *Histoire de la principauté et du diocèse de Liège au XVII^e siècle*.

dans la suite seigneur de Warsage. Il fut un des principaux bienfaiteurs des Pères Récollets lorsque ceux-ci voulurent achever leur couvent. En signe de reconnaissance, les religieux placèrent dans la façade de leur maison la pierre dont nous avons parlé et qui contient, avec les armes des de Charneux, les principaux titres du généreux donateur.

Des enfants de Barthélemy, un fils devint chanoine à Saint-Gilles à Liège et deux autres embrassèrent la carrière des armes. L'un, Jean, servit dans l'armée de son Altesse Electorale de Cologne et parvint au grade de major. En 1670, il était commandant du fort d'Argenteau, de manière que ce fut peut-être lui qui défendit le château, lorsqu'en 1673 il fut bombardé, pris et démoli par les troupes de Louis XIV. Son frère, Maximilien-Henry, avait pris service dans l'armée de l'empereur d'Autriche et devint capitaine. Quoique mariés, tous deux moururent sans postérité.

Un seul fils de Barthélemy eut des enfants ; et encore l'unique enfant qui survécut, un garçon, entra dans la Compagnie de Jésus, de manière que cette branche des de Charneux s'éteignit comme les deux autres au commencement du XVIII^e siècle. Ses biens passèrent aux enfants de Guillaume de Requilé, qui avait épousé Marguerite de Charneux, fille de Barthélemy.

Les *Requilé*, plus tard *de Requilé* étaient alliés, comme nous venons de le voir, aux de Charneux ; ils l'étaient également aux de Sluse. Guillaume Requilé, le premier de la famille à Visé, avait épousé Ailide, la fille du Vieux Renard Sluse que nous avons rencontré à l'origine des de Sluse. C'était un homme actif ; à la profession de commerçant, il joignait les fonctions d'échevin de la Cour de justice de Visé et de receveur du chapitre de Saint-Hadelin.

Un fils de Guillaume et d'Ailide, portant le nom de son père, mourut en 1607 comme chanoine de la collégiale de Visé. Son canoniat fut conféré à son frère

Nicolas, déjà curé à Lanaye, qui obtint une dispense du pape pour pouvoir posséder ces deux bénéfices. Nicolas Requilé mourut comme prévôt du chapitre de Visé en 1647.

Un frère des deux chanoines, Renaud, s'établit à Liège comme avocat et fut bailli des chanoines de Saint-Pierre.

Parmi ses descendants on trouve Pierre-Godefroid de Requilé, écolâtre, puis doyen de la collégiale de Notre-Dame à Tongres.

Une fille de Renaud, Ailide, est citée dans le *Recueil héraldique des bourgmestres de Liège*, comme aïeule du bourgmestre de 1725, Michel-Joseph de Grady.

Jacques Requilé, échevin et greffier de la Cour de justice, perpétua à Visé le nom de sa famille. De ses nombreux enfants deux seulement parvinrent à l'âge adulte : une fille, Reine, qui épousa l'avocat Jean Plénus Aphernon, plus tard conseiller et auditeur de Sa Majesté catholique à Limbourg et à Navagne et un fils, Guillaume, docteur en droit, que nous avons déjà rencontré comme mari de Marguerite de Charneux.

Guillaume Requilé et Marguerite de Charneux eurent douze enfants. Plusieurs moururent en bas âge. Deux devinrent chanoines : l'un à Saint-Léonard à Liège, l'autre à Saint-Servais à Maestricht.

Nous ne nous occuperons que de Jean-Ernest et de Bartholomé qui tous deux embrassèrent la carrière des armes.

Jean-Ernest servit dans l'armée de Sa Majesté le roi d'Espagne. Dans le cours de ses expéditions, il se maria à Venlo, où il s'établit dans la suite. Un de ses fils fut greffier du Conseil de la province de Gueldre ; un autre, officier dans l'armée des Provinces-Unies ; une fille avait épousé Nicolas Elias et figure dans le *Recueil héraldique des bourgmestres de Liège*.

Bartholomé Requilé passa successivement dans les armées de l'empereur d'Autriche, de Maximilien-Henri

de Bavière, de son successeur Clément-Joseph et même de Louis XIV. Il se distingua dans une petite bataille livrée à Eckeren, près d'Anvers. Il devint colonel, reçut le titre de chevalier et obtint la croix de Saint-Louis. Pendant quelque temps il fut gouverneur de la ville de Bonn. De son mariage avec Jeanne de Fraikin il eut deux fils : Guillaume-François, qui devint échevin et bourgmestre de Maestricht, où il s'était établi et Maximilien-Henri-Daniel, qui avait épousé une fille de Guillaume de Blockhouse, ancien bourgmestre de Liège.

Un fils de Maximilien-Henri-Daniel, qui, lui aussi, avait pris la carrière des armes, mourut colonel en Bohême. Une sœur de ce dernier s'était mariée à son cousin germain, Maure, fils du bourgmestre de Maestricht. De ce mariage naquirent deux filles, mariées l'une à un Fouarge, l'autre à un Dodémont ; avec elles disparurent vers 1830 les derniers représentants de cette ancienne famille visétoise.

Au partage des biens, qui suivit leur décès, la famille Horion de Visé eut dans sa part la belle collection de portraits de famille, qui appartient maintenant à M. le docteur Horion de Liège. On y trouve les portraits de plusieurs de Charneux et de Requilé, dont il est question dans ces courtes notices.

Comme plusieurs autres théologiens du pays de Visé, *Joseph-Dieudonné Cachard de Rissac* acquit une certaine célébrité à cause de ses opinions jansénistes et des difficultés qu'elles lui attirèrent. Bachelier en théologie de l'université de Louvain, il devint curé dans le Tournaisis. Ses idées hétérodoxes l'obligèrent à se retirer à Douai, puis à Paris, où il mourut en 1763 laissant plusieurs volumes manuscrits. Son enterrement fut l'occasion d'une imposante manifestation des adhérents aux doctrines de Jansénius (1).

Visé fournit, dans l'abbé *B. de Saive*, au célèbre

(1) *Bec-de-Lièvre*, t. II, p. 441, *passim*.

abbé de Feller l'un de ses principaux collaborateurs au *Dictionnaire historique* et au *Journal historique et littéraire*. De Saive est l'auteur de plusieurs ouvrages anonymes, entre autres d'une *Géographie classique* et d'une édition revue de la *Géographie universelle* du P. Buffier, publiées l'une en 1784, l'autre en 1786 (1).

En 1826, mourut *Laurent Lefebvre*, jeune peintre élève de David, né à Visé et qui se fit remarquer par plusieurs ouvrages qui promettaient un talent distingué, s'il n'avait été victime d'une mort prématurée que l'on attribua principalement à un travail excessif qui avait épuisé ses forces.

On distingue parmi les compositions de ce jeune artiste *le portrait en pied du roi des Pays-Bas*. Ce tableau largement peint est d'un bel effet et d'une touche moëlleuse, le dessin en est très correct et la pose pleine de noblesse. Lefebvre avait fait une étude particulière du style de Rubens et de Paul Véronèse; il reproduisait avec succès les principales qualités de ces grands maîtres (2).

Le portrait du roi Guillaume I^{er} ainsi que celui de la reine, son épouse, sont au musée de peinture de la ville de Liège (nos 98 et 99). On connaît également de Lefebvre un beau portrait de la célèbre Catalani, cantatrice italienne.

IX.

OBJETS D'ART ET D'ANTIQUITÉ.

LA CHASSE DE SAINT HADELIN (3).

« La chasse de saint Hadelin » dit l'éminent archéologue français, Charles de Linas, « est un monu-

(1) Ulysse Capitaine, *Recherches historiques et bibliographiques sur les journaux et les écrits périodiques liégeois*, p. 107.

(2) Bec-de-Lièvre, t. II, p. 687.

(3) Charles de Linas, *Exposition rétrospective d'art*, Liège, 1881; Chanoine Reusens, *Catalogue officiel de l'exposition de 1881*; Jos. Demarteau, *A travers l'exposition de l'art ancien au pays de Liège*.

» ment hors ligne, témoignage irrécusable de la hauteur
» de conception et de l'habileté pratique que les cise-
» leurs du pays de Liège possédaient à l'aube du XIII^e
» siècle. » Elle a la forme d'un sarcophage à toit aigu,
long de 1 m. 50, large de 0 m. 34, haut de 0 m. 54. Elle
est en argent, dorée en partie et chargée de quelques
ornements brun et or. La pièce est incomplète, elle ne
comprend que les quatre faces, flancs et pignons ; les
deux versants du toit, s'ils ont jamais existé, ont disparu
pendant la Révolution française. Chaque flanc com-
prend quatre tableaux en bas reliefs, séparés par des fûts
cylindriques et représentant les faits les plus marquants
de la vie du saint. Deux plates-bandes, l'une brune avec
ornementation or, l'autre or avec inscriptions brunes
encadrent les tableaux ; les inscriptions de la seconde
donnent le sens des sujets. Des légendes repoussées
dans le champ de chaque tableau nous font connaître
les principaux personnages. Les sujets des petites faces
sont symboliques : des inscriptions or et brun nous
révèlent également leur signification.

M. de Linas donne une description complète de
toutes les parties, avec les légendes et les inscriptions
de chaque sujet. Nous la reproduisons presque intégrale-
ment.

« *Première face, n° 1. Miracle de la colombe.* Ha-
» delin étendu par terre, dort profondément ; sur sa tête
» plane une colombe nimbée (le Saint-Esprit) au milieu
» de nuages d'où sort une main rayonnante. Remacle,
» tenant un livre, est assis en face de son disciple ; derrière
» lui un moine debout. Légende de bordure : *Ipsa. co-*
» *lumba. docet. meritis. quibus. ipse. refulget.* Inscrip-
» tions du champ : *S. Remaclus, S. Hadelinus.* » Saint
Remacle et saint Hadelin firent un pèlerinage à Rome
au tombeau des apôtres Saint-Pierre et Saint-Paul. Re-
venant de leur voyage, Hadelin, un jour s'était endormi
sur la dure, accablé de fatigue et de sommeil. Pendant
qu'il dormait, son compagnon, qui veillait près de lui,

vit une colombe d'une extrême blancheur apparaître au-dessus de Hadelin et étendre les ailes pour en couvrir sa tête. Quand le saint se fut réveillé son maître lui demanda s'il n'avait pas eu une vision pendant son sommeil. Hadelin avoua avoir eu l'apparition d'une colombe et en demanda l'explication. Remacle lui dit alors que Dieu avait voulu manifester la sainteté de son serviteur, il lui conseilla en conséquence de ne plus retourner à Stavelot, mais d'établir lui-même une nouvelle communauté dans un endroit qu'il lui désignait. Hadelin se retira dans une solitude, près de Dinant. Tel est l'événement, rapporté par la tradition, que donne cette scène.

C'est à cause de ce fait que l'on représente toujours saint Hadelin muni de son bâton de voyageur et accompagné d'une colombe. La main rayonnante qui reparait dans chaque scène, représentant un fait miraculeux, figure la toute-puissance divine.

A la suite de cet événement Hadelin se retira, nous l'avons vu, dans un étroit vallon près de Dinant. Il y établit un oratoire dans le creux d'un rocher et construisit comme il put une cellule au pied de la montagne. Ses mortifications et ses vertus lui attirèrent bientôt des disciples qui vinrent se mettre sous sa direction. Chaque ermite eut sa modeste habitation : l'agglomération de ces cellules donna plus tard à l'endroit le nom de Celles.

Le n° 2 représente une réception de disciples. « La » scène se passe dans un lieu planté d'arbres, proche » d'une église en style roman; trois personnages dont » l'un s'incline vers Hadelin, se montrent à droite du » tableau; le saint qu'un religieux accompagne, reçoit » les nouveaux arrivants. *Vires. dat. famulis. sancti.* » *benedictio patris.* » L'église représentée par ce tableau, ne serait-elle pas une reproduction de l'église romane de Celles démolie seulement depuis quelques années?

La réputation de Hadelin attira à Celles un grand

nombre de visiteurs de toutes conditions. Pepin de Herstal, lui-même voulut voir le saint solitaire. Il se rendit près de lui avec une suite nombreuse et profita de cette circonstance pour donner au pieux cénobite quelques terres des environs. Cette *visite de Pepin de Herstal* fournit le sujet du n° 3 « Le puissant maire du » palais, escorté de six guerriers, dont un écuyer tenant » par la bride le cheval de son maître, porte les *regalia* » brodés du XII^e siècle ; une flatterie posthume à » l'adresse de ses héritiers lui a décerné la couronne » et le globe crucigère. Hadelin, suivi d'un acolyte, » fléchit le genou devant son illustre visiteur et montre » le diplôme qu'il vient d'en recevoir. *Paret. Pippinus* » *decernit. jus. Hadelinus. S. Hadelinus. Pippinus :* » *Rex.* » Tous les tableaux nous donnent les costumes de cette époque reculée ; celui-ci reproduit parfaitement les costumes princiers et militaires de ce temps. — « Pepin étale le costume princier : manteau retenu » par une agrafe, tunique garnie par le bas de riches » broderies, ceinture enrichie de pierres précieuses, et » bottines elles-mêmes surmontées d'une sorte de col- » lier de perles. Les hommes d'armes sont couverts » des pieds au-dessus de la tête par une cotte de maille » tombant jusqu'aux genoux : c'est sous ce costume » que les soldats de Guillaume le Conquérant se ren- » dirent maîtres de l'Angleterre et les croisés de Gode- » froid des murs de Jérusalem (1). »

Quoique bien loin de lui, Hadelin ne pouvait oublier son ancien maître ; plus d'une fois sans doute il se rendit à Stavelot pour recevoir ses précieux enseignements. C'est une de ces visites que nous donne le n° 4. « *Visite* » *à Stavelot.* Hadelin et deux moines implorent la » bénédiction de Remacle assis sur un siège arrondi » et godronné ; près de l'abbé, on voit trois religieux, » dont le plus en évidence tient un stylet à écrire et un

(1) Jos. Demarteau, *A travers l'exposition de l'art ancien au pays de Liège*, p. 86.

» registre. Le fond à gauche est occupé par les constructions romanes du monastère. *Virtutum. meritis. crescit. subjectio. mitis. S. Hadelinus. S. Remaclus.* »
« Pour perpétuer le souvenir de ces relations de leurs saints fondateurs, deux chanoines de Saint-Hadelin allaient tous les ans à Stavelot le jour de Saint-Remacle pour y chanter les répons en chappe. Deux religieux de Stavelot venaient faire la même chose le 3 février, jour de Saint-Hadelin ; cette louable coutume a été interrompue par les guerres (1). »

Dieu manifesta la sainteté de son serviteur Hadelin en accordant à ses prières des faveurs miraculeuses, les trois tableaux suivants donnent trois miracles obtenus de Dieu par le saint religieux de Celles. « *Seconde face* » *n° 1. Miracle de Franchimont.* Le pays étant affligé par une extrême sécheresse qui avait tari les fontaines, ses habitants recoururent à l'homme de Dieu, pour obtenir de l'eau. Hadelin, dans l'attitude de la prière, plante son bâton (un tau) en terre et fait jaillir une source abondante ; une main divine issant d'un nuage, projette trois rayons lumineux sur le saint. A gauche des gerbes entassées et quatre faucheurs ; l'un porte une faucille, un second va se désaltérer, les gestes de tous expriment l'admiration. *Mens. orat. munda nec. fit. mora prosilit. unda. S. Hadelinus. messorum. Fons factus.* » Cette scène, ainsi que la suivante, sont d'après M. de Linas, le dernier mot d'un talent parvenu à son apogée. Une fontaine à Franchimont portait encore au siècle dernier le nom de saint Hadelin, à qui elle devrait, d'après la tradition, son origine merveilleuse. Peut-être ce nom a-t-il été conservé jusqu'à nos jours ?

« *N° 2. Guérison d'une muette à Dinant.* Hadelin appuyé sur une crosse très basse en forme de T, console la malheureuse qui implore sa pitié. Trois

(1) *Abrégé de la vie de saint Hadelin*, 1788.

» personnages apparaissent à gauche. Ils joignent leurs
» supplications à celles de la dame prosternée; au som-
» met du tableau une main rayonnante. La robe de
» l'infirmes est ornée de limbes gemmées et de para-
» gaudes perlés; des broderies rehaussent les tuniques
» des hommes. *Corde. preces. solvit. et. linguae. vin-*
» *cula. resolvit. S. Hadelinus. Muta. Populus.* » Ce qui
frappe le plus dans ce tableau, c'est l'expression éner-
gique donnée à la muette, agenouillée aux pieds de
Hadelin.

Les deux dernières scènes présentent des particu-
larités sur lesquelles il nous faudra revenir plus tard.

M. de Linas y observe une faiblesse relative et dit
que l'influence byzantine y est notoire. Les inscriptions
du champ sont d'un autre genre, donc aussi d'une autre
époque.

« N° 3. *Résurrection de Guiza.* Au milieu d'une
» chambre nue, la morte couchée dans un lit placé sur
» le sol, tend à Hadelin le gant, symbole de la dona-
» tion, qu'elle lui fait de ses biens. En arrière du saint,
» un groupe de cinq personnages; on en compte sept;
» vraisemblablement des parents auprès de Guiza. *Jam*
» *defuncta. manum. tendit. — non. sit tibi. vanum.*
» — *S. Hadelinus. — Turma fidelium — Guiza de-*
» *functa.* »

Pour l'intelligence de ce tableau nous raconterons
brièvement le fait qu'il représente. Une riche dame des
environs de Celles, nommée Guiza ou Wikza, avait une
haute idée de la sainteté de Hadelin. Guiza était deve-
nue malade et ses parents l'importunaient pour avoir
ses biens; elle résista à leurs sollicitations et demanda à
voir le cénobite de Celles, à qui elle voulait laisser son
héritage. Elle mourut avant son arrivée; mais, aussitôt
qu'il approche du lit de la trépassée, Guiza ouvre les
yeux, lève la main et lui présente ses gants. Par cet acte
elle le constituait son héritier. La donation d'un bien
se faisait, en effet, de ce temps, par la tradition d'un

épi, d'un gazon, d'un gant, etc. Les biens de la dame consistaient, d'après la tradition, dans la seigneurie de Scoville. Remarquons encore que dans ce bas-relief la puissance divine, qui opère le miracle, n'est pas symbolisée par la main rayonnante.

Le dernier tableau représente *les obsèques de saint Hadelin*. « Le corps du saint enveloppé d'un linceul » marqué d'une croix à la poitrine, repose sur un sarcophage fenestré d'arcatures en plein cintre : à la tête » et aux pieds six clercs en vêtements liturgiques. Deux » parfont l'ensevelissement, trois portent des croix stationales, l'encensoir et le bénitier ; le prêtre officiant » tient le rituel et le goupillon. Huit spectateurs sans » rôle marqué assistent en outre à la cérémonie. *It. felix. anima. sursum. cum. corpus. ad. ima. Transitus Sancti Hadelini.* » D'autres parties de la châsse nous donnent une idée des costumes de l'époque ; ici on trouve une reproduction exacte du mobilier d'église de ce temps. L'encensoir et les croix stationales ressemblent entièrement aux croix et aux encensoirs romans, dont quelques échantillons ont été conservés jusqu'à nos jours.

Comme on le voit, la châsse reproduit, gravée sur le métal, la partie la plus intéressante de la vie de saint Hadelin.

Les pignons, nous l'avons dit, contiennent des sujets symboliques. Un des deux représente le Christ debout, couronnant saint Remacle et saint Hadelin dans la même attitude à côté de lui. En-dessous de la scène on voit les noms des deux saints. Une légende en bordure donne le sens du sujet : « *Victores mundi preclaros » laude triumphi. Hos diadema cluens circumdat vertice candens* (1). » L'autre petite face contient *le Christ vainqueur*. « Il est imberbe, sa tête est ceinte du nimbe

(1) Dans une des réparations qu'a subies la châsse, une partie de l'inscription qui devait orner un des pignons, a été, comme le fait remarquer M. Demarteau, appliquée sur l'autre.

» crucifère, son costume consiste en une courte tunique
» sous une cotte de maille et un *paludamentum* (man-
» teau). La main droite s'appuie sur une longue hampe,
» la gauche tient un livre ouvert aux feuillets illustrés
» de l'*alpha* et de l'*oméga*, l'aspic et le basilic, foulés
» par le Sauveur, se débattent en vain sous le talon qui
» les écrase. » En-dessous : « *Dns potens in prelio*; »
autour : « *Belliger insignis tibi sic basiliscus et aspis*
» *subdolos atque leo subeunt rex in cruce passo.* »

Tous les auteurs qui se sont occupés de la châsse de Saint-Hadelin sont unanimes à reconnaître sa haute valeur artistique. Nous avons déjà donné quelques appréciations de M. de Linas. M. le chanoine Reusens, professeur d'archéologie à l'université de Louvain, dit « qu'elle est un chef-d'œuvre de ciselure en ronde » bosse. » Il ajoute « qu'il est extrêmement rare de » rencontrer des hauts reliefs de cette époque, présen- » tant autant de correction dans le dessin, de mouve- » ment dans les scènes et de talent dans le groupement » des personnages (1). » Enfin, M. Jos. Demarteau n'hésite pas à dire que, malgré l'absence de certaines parties et le délabrement des autres, « elle est, pour les » archéologues, la pièce capitale de la partie religieuse » de l'exposition (2). »

Ces auteurs sont aussi d'accord pour placer au XI^e ou XII^e siècle la date à laquelle la châsse aurait été fabriquée, mais ils tombent dans une assez grande divergence d'opinion pour l'ordre chronologique dans lequel les différentes parties auraient été exécutées.

D'après M. de Linas « les flancs dus à un premier » artiste, ont été l'objet d'un long enfantement, » leurs plus anciens tableaux seraient Guiza et les obsèques, les derniers auraient été achevés en 1125 ou environ. » Un second orfèvre cisela les pignons et peut-être le

(1) Reusens, *Catalogue officiel de l'exposition de 1881.*

(2) Jos. Demarteau, *A travers l'exposition de l'art ancien.*

» toit perdu ; la peinture des légendes, les accessoires,
» l'ajustage définitif des membres, doivent remonter à
» 1150. »

M. Reusens considère « les petites faces comme
» plus anciennes que les longs côtés ; elles pourraient
» bien remonter au milieu du XI^e siècle, si pas plus
» haut encore. Pour les autres parties de la châsse les
» lettres accusent le XII^e siècle. »

M. Demarteau est du même avis : « Une première
» main, au début du XI^e siècle, aurait ciselé les petites
» faces ou pignons, la deuxième, dans le suivant sans
» doute, aurait traité les reliefs des longs côtés et l'ornementation générale. »

Après avoir reproduit ces opinions diverses, que les auteurs appuient de considérations tirées du caractère épigraphique des légendes et de la ciselure plus ou moins rude et archaïque des figures, nous nous permettrons d'ajouter quelques réflexions qui nous sont venues en étudiant la châsse.

Les deux scènes de Guiza et des obsèques se ressentent de l'influence byzantine, ce qui, aux yeux de M. de Linas atteste qu'elles sont plus anciennes. Les inscriptions de leur légende sont différentes aussi et accusent également l'antériorité des sujets. Enfin tous les tableaux, qui contiennent un fait miraculeux, figurent la puissance divine par une main rayonnante, la scène de Guiza seule n'a pas cette représentation symbolique. Cette triple différence semble incompatible avec l'hypothèse d'un seul auteur pour tous les tableaux des deux flancs.

La forme archaïque des pignons, la faiblesse d'exécution des obsèques et de Guiza, ainsi que leur épigraphie plus ancienne, l'influence byzantine que M. de Linas reconnaît pour un des pignons et pour les deux dernières scènes semblent donner quelque raison à l'hypothèse d'un même auteur pour ces différentes parties et d'un second pour les autres. Les preuves qu'on

tire des caractères épigraphiques des bordures ne semblent guère consistantes, il paraît assez probable que ces détails ont été exécutés en dernier lieu par une même main. M. de Linas explique parfaitement la différence des légendes des pignons et des flancs, par le manque d'espace pour les premières.

Dans le plus ancien registre de la prévôté, qui nous soit parvenu, on rencontre, à la première page, la copie « d'un mémoire très ancien en latin, très difficile à lire (1) » qui fut trouvé dans la châsse lorsqu'on l'ouvrit en 1413. En voici le texte :

Ossa Beatissimi Hadelini confessoris jacent in isto pheretro et fuerunt posita et clausa in hoc loco anno doicae incarnationis septingentesimo quarto indictione quarta decima quinta calendas Junii. Noa autem hominum qui interfuerunt Watonis episcopus, Beronis abbas, Joes praepositus, Amandus custos, Larifridus, decanus stabelensis cum capilo et conventu eccliae Cellens.

D'après les anciens chanoines de Visé (2) ce « mémoire » date de 704 ; il aurait donc été fait à l'occasion de l'élévation des reliques de saint Hadelin sur les autels, quelques années après la mort du saint. Or, cette interprétation est impossible ; à cette date saint Hubert était évêque et les dignités énumérées dans le billet n'existaient pas encore toutes à cette époque. Watho, ou Wazon, évêque vers 1040, fut témoin du fait, dont on voulut conserver le souvenir. Quel est cet événement assez important pour appeler la présence d'un évêque ? Ne serait-ce peut-être pas le placement des reliques dans la nouvelle châsse « jacent in isto pheretro ? » Et aurait-on par les mots : « fuerunt posita et clausa in hoc loco » anno 704 » voulu rappeler l'élévation du saint sur les autels ? Mais dans cette hypothèse, on se trouve devant une nouvelle difficulté. Dans la liste des doyens de Stavelot, on ne rencontre pas Larifridus, contempo-

(1) *Abrégé de la vie de saint Hadelin*, 1788.

(2) *Abrégé de la vie de saint Hadelin*, 1788.

rain de Wazon. Le seul doyen dont le nom ressemble à celui du « mémoire » est Lanfridus, qui vécut vers 700.

Le texte ne peut donc pas être authentique. A nos yeux il donne, concernant les reliques et la châsse, la tradition très ancienne du chapitre, mais déjà fort altérée à l'époque où il fut écrit, et même tellement altérée, qu'elle confondait deux faits distants de plusieurs siècles. Si peu exacte qu'elle soit, cette tradition fait intervenir l'évêque Wazon dans un événement important de l'histoire des reliques de saint Hadelin. Pourquoi, encore une fois, cet événement ne serait-il pas le placement des restes du saint dans la châsse nouvelle?

D'après M. de Linas « les flancs auraient été l'objet » d'un long enfantement et cependant leurs derniers » tableaux auraient été achevés en 1125. » M. Reusens dit que les petits côtés pourraient bien remonter au milieu du XI^e siècle. M. Demarteau est du même avis.

En présence de ces affirmations et des hésitations et des contradictions des auteurs, la tradition qui met Wazon, mort vers 1050, en contact avec les reliques de saint Hadelin dans un moment solennel, acquiert une certaine vraisemblance, et l'on est porté à admettre que la châsse fut achevée pour la plus grande partie du moins, sous le pontificat de ce prince-évêque.

On n'arrivera peut-être jamais à déterminer exactement l'époque qui nous donna ce chef-d'œuvre. Quant aux artistes, auteurs de cette merveille, on peut supposer avec raison que la châsse de Visé, comme la cuve baptismale de Saint-Barthélemy à Liège, qui date de la même époque, est l'œuvre de ces maîtres célèbres qui donnèrent à la ville de Dinant, voisine de Celles, une si grande réputation artistique.

La châsse de saint Hadelin a toute une histoire : faite pour la communauté de Celles, elle fut transférée à Visé en 1338. En 1467, les chanoines de Visé prévoyant une attaque de la ville par les troupes de Charles-le-Téméraire, mirent la châsse à l'abri dans

la forteresse d'Argenteau ; malheureusement celle-ci fut à son tour assiégée et prise d'assaut. La châsse fit partie du butin des Bourguignons, qui la transportèrent à Liège. Elle allait être envoyée dans les Etats du Téméraire, lorsque les chanoines parvinrent par leurs supplications à fléchir le gouverneur que le duc avait laissé à Liège. Celui-ci, après avoir fait ouvrir le reliquaire, le renvoya à Visé. Ces faits ont donné lieu à une opinion erronée d'après laquelle la châsse aurait été cachée au château d'Argenteau pendant la Révolution française : cette erreur est le résultat d'une confusion de dates. En 1675, en présence des menaces des troupes hollandaises de Maestricht, les chanoines se réfugièrent à Liège avec les restes de leur saint fondateur qu'ils déposèrent dans l'église de Saint-Barthélemy. Ils y restèrent pendant trois mois. Sous la domination française du siècle dernier, les reliques de saint Hadelin furent cachées à Visé, d'après les uns dans le double plafond d'une maison de la rue Haute, d'après d'autres dans le fenil d'une ferme qui existait alors dans la même rue.

La conservation intacte de la châsse, comme de la plus grande partie des reliques qu'elle contient, s'explique par la piété profonde dont elles furent entourées par les disciples de saint Hadelin. Ce ne fut que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles qu'ils se permirent d'ouvrir le précieux coffre.

La châsse était restée fermée pendant plus de deux siècles, lorsque, en 1696, les religieux d'Orval demandèrent une relique du saint pour le couvent qu'ils venaient de fonder à Cugnon, dans l'endroit que Hadelin avait sanctifié par les plus austères pénitences. Le chapitre accueillit cette demande et résolut d'ouvrir le reliquaire.

Le prévôt Jean Lambertin rapporte le fait en ces termes : « Secretissime, missa conventuali finita caplum » intravimus instrumentisque necessariis per confratres

» comparatis luminaribusque accensis ea qua potui-
» mus devotione, feretrum aperuimus, quod ab anno
» 1467 manserat clausum. Primo intuitu apparebant
» linteamina alba plura, primum circumvolutum ex-
» traxi, in quo erant quaedam vestes valde tritae et
» laceratae ex serico contextae, quas putavimus tuni-
» cam aut casulam in quibus sacrum corpus fuerat
» inhumatum deinde duobus aliis linteaminibus expli-
» catis patebant ossa sacra non solum integra et solida,
» verum quasi recentiora, quibus per aliquod spatium
» reverenter et cum summo gaudio consideratis, de-
» sumpta fuit una costula praetacto monasterio mit-
» tenda per unum suorum religiosorum, sacerdote
» comite illi adjuncto, cum capituli diplomate super
» hoc confecto, sigillato et signato ad perpetuam rei
» memoriam (1). »

On croit généralement que la châsse avait jadis un toit à deux versants, en argent, d'un travail semblable à celui des faces, et l'on dit que cette partie du chef-d'œuvre disparut, on ne sait comment, pendant la Révolution française ; il se pourrait bien qu'ici les archéologues accusent la Révolution d'une faute artistique qu'elle n'a pas commise. Dans le registre du prévôt Lambertin, que nous citions plus haut, on lit qu'en 1696, une dame avait l'intention « exornandi » cooperturam feretri panno pretioso » et plus tard, (le caractère est différent), sans doute après la confection de l'ornement, on ajoute « ex holoserico coloris » rubri, aureis fimbriis circumdato. » Il semble que cette draperie devait servir plutôt à remplacer qu'à cacher une partie du reliquaire.

La piété dont les chanoines entouraient leur précieux trésor, nous dit assez qu'ils n'accordaient que rarement des reliques de leur saint patron.

Un bras avait été détaché déjà à Celles pour l'abbaye

(1) Archives de la paroisse.

de Stavelot, où saint Hadelin avait vécu avec saint Remacle. Humbrecourt, qui leur fit rendre la châsse en 1467, obtint des chanoines une partie de l'autre bras. Quelques autres reliques furent accordées à l'église de Celles, à la cathédrale et à l'église des Dominicains à Liège, dans laquelle Charles-le-Téméraire avait fait déposer le reliquaire.

En 1413, du consentement de l'évêque, on tira de la châsse la tête du saint avec un corporal, dont il s'était servi, pour la placer dans un buste séparé (1). Ce buste, moins riche sans doute, fut remplacé en 1654 par celui en argent, qui existe encore et dont nous parlerons plus loin.

Le jubilé de saint Hadelin, célébré en 1888, nous a permis de contempler et de vénérer les reliques du saint.

Dans le buste on a retrouvé avec le corporal dont nous parlions tout à l'heure, toute l'ossature de la tête, sauf la mâchoire inférieure. Le crâne a conservé toute sa solidité et sa dureté, les parties inférieures plus tendres ont souffert davantage et s'émiettent lentement, la mâchoire supérieure conserve encore une dent en bon état. Contrairement à la croyance générale des Visétois, la châsse contenait une quantité considérable de reliques : on y a remarqué quelques ossements des bras et jambes, plus des côtes, doigts et autres osselets.

A côté de ces reliques précieuses se trouvaient des objets, qui, d'après une tradition constante, ont appartenu au saint. Ce sont un peigne liturgique, une étole, un corporal et les gants que Guiza donna à saint Hadelin.

Le peigne, en ivoire jauni par le temps, mesure 12 centimètres de long sur 10 centimètres de large. Il est double, d'un côté plus fin que de l'autre. Le milieu est sculpté sur les deux faces d'une façon simple mais gracieuse. Chaque face comprend trois globes reliés et encadrés par des ornements très simples. Les

(1) *Abrégé de la vie de saint Hadelin*, 1788.

trois globes d'un côté contiennent des croix pattées ; les deux globes extrêmes de l'autre côté entourent des croix semblables, celui du milieu représente la colombe, symbole de saint Hadelin.

L'étole est un tissu en soie long de 1 m. 50, large de 4 1/2 centimètres. Le fond du tissu est blanc ; les ornements sont d'une couleur pourpre et représentent des dessins réguliers encadrant des fleurs et des monstres fantastiques. Si nous ne craignons d'être trop hardi, nous dirions que c'est un tissu byzantin. Les franges très riches sont en fils d'or et de pourpre.

Le corporal en toile est usé, gris et tacheté.

Les gants sont en peau de chamois et ont en longueur 33 centimètres ; leur forme montre qu'ils étaient destinés à couvrir la main et une partie de l'avant-bras.

Des connaisseurs pourraient, par une étude détaillée de ces objets, ajouter à la tradition une nouvelle preuve de leur authenticité : nous nous contenterons de leur seule inspection pour les considérer comme des raretés archéologiques et de la seule tradition pour les accepter comme reliques.

Les Visétois ont, de tout temps, vénéré les restes précieux de saint Hadelin et invoqué sa puissante protection.

Lorsqu'en 1675, les chanoines, après leur fuite à Liège, ramenèrent le corps du saint en triomphe, « il fut » reçu en procession solennelle au fauxbourg de Souvré, où le peuple assemblé pour le recevoir, rendit » des actions de grâces à Dieu jusques dans l'Eglise, » pendant que les principaux de la ville, qui s'empres- » soient d'avoir l'honneur de le porter tour-à-tour mar- » quoient leur zèle et leur piété par leurs exclamations : » les feux de joie et le bruit des armes retentissait de » toute part (1). »

Sous la Révolution française, les Visétois parvinrent

(1) *Abrégé de la vie de saint Hadelin*, 1788.

à soustraire la châsse aux perquisitions des républicains et, immédiatement après la paix religieuse rétablie, la rapportèrent solennellement à l'église.

Nous ne parlerons pas du jubilé de 1888, dont les Visétois, qui en furent témoins, garderont un impérissable souvenir.

Cette dévotion envers saint Hadelin a toujours été accompagnée d'une grande confiance dans sa puissante protection. Des faits comme celui-ci, relaté dans un registre de l'écolâtre Guillaume Lecoq, à la date d'octobre 1730, étaient bien capables de l'entretenir et de la fortifier. Un certain « Borret, marchand, demeurant proche » du pont des Arches à Liège avoit deux jeunes enfants » tellement perclus qu'il les falloir continuellement porter ne pouvant marcher ni aucunement se tenir debout sur icelles, il eut recours à S. Hadelin, notre » bienheureux patron, par une neuvaine qu'il fit faire » à l'honneur de ce saint pendant laquelle on apportoit » à l'église tous les jours les enfants sus-dits, à peine la » neuvaine fut finie, qu'ils ont recupéré la force dans » leurs jambes et ont ensuite marché comme s'ils n'avoient jamais rien eut et c'est pour cette grâce du ciel » qu'il nous a fait présent d'un très beau et entier ornement de damas vert pour la messe consistant en chasuble, tunique, dalmatique et devant d'autel avec » toutes autres choses, qui en dépendent. »

L'église de Visé possède encore deux ornements verts assez anciens ; un des deux est peut-être le cadeau de reconnaissance du marchand liégeois.

En outre de la châsse, dont nous venons de parler, l'église de Visé possède encore différents objets anciens, qui passent assez inaperçus parce qu'ils se trouvent à côté d'une véritable merveille artistique. Nous les classerons par ordre de matières, en plaçant chaque fois en premier lieu ce qui a paru à l'exposition rétrospective de 1881.

ORFÈVREURIE. 1^o *Buste ou chef de saint Hadelin*, en argent repoussé et ciselé. Il repose sur un dé octogone allongé, dont chaque côté est couvert d'une plaque d'argent, percée, au centre, d'une ouverture elliptique servant d'habitable à des reliques.

Le saint est représenté revêtu du costume abbatial. La tête, dont les carnations sont peintes, porte une couronne composée de rosaces d'argent avec boutons d'or. Inscriptions : R. D. JOES. BLOCQUERIE. HUIUS ECCL^{ie} CANC. CANTOR. PBR. JUBILARIUS. D. D. AN^o 1654. Le donateur, revêtu de la chape et portant le bâton dit de saint Hadelin, surmonté de la colombe symbolique, est représenté agenouillé et de très petite taille, sur le devant, au bas du buste (1).

Longueur de la base 64 centimètres, hauteur 70 centimètres.

Ce buste renferme le chef de saint Hadelin, qu'on voit dans une ouverture pratiquée au milieu de la rosace qui couvre la tête du buste.

2^o *Lutrin pélican en laiton*. L'oiseau a trois petits à ses pieds. Les deux bandes sur lesquelles repose directement le livre sont travaillées à jour : la supérieure a pour motifs deux monstres affrontés ; l'inférieure des ornements flamboyants. Ce lutrin est placé sur un piédestal carré en marbre.

La plinthe cafrée porte les armes du donateur avec ces mots : D. PETRVS. ROCHART. CANONIC. ET. CANTOR HVJVS ECCLIE ME DEDIT ET FIERI FECIT ANNO 1591.

Hauteur 80 centimètres, largeur 83 centimètres.

3^o *Lutrin ou estapliel en laiton*, ayant une base carrée ; la tige en forme de balustre terminée par une statuette de la Vierge avec l'Enfant entourée d'une auréole rayonnante. Le pupitre est découpé à jour. L'inscription de la plinthe dit : AD MAJOREM DEI GLORIAM.

(1) Reusens, *Catalogue officiel de l'exposition de 1881*.

D. JOES BLOCQUERIE CANONICVS ET CANTOR HVJVS ECCLESIAE POSVIT A° DNI 1623.

Ce lutrin et le buste de saint Hadelin, dons du même chanoine, sont des témoignages manifestes de sa foi et de sa munificence.

Hauteur 1 m. 18.

4° *Deux plateaux en cuivre* ou laiton repoussé et ciselé, d'un travail assez délicat. Les ornementations sont de leur époque. Inscription : JACQUES PIRON OVRII 1699.

5° *Pyxide en argent* pour porter le Saint Sacrement aux infirmes, pédiculée, à formes quadrangulaires, le couvercle représentant une pyramide à base carrée. Les ornements consistent en arabesques. Inscription : DONNE. POUR DIEU. 1619.

6° *Ciboire en argent* repoussé et ciselé. Pied rond ; coupe décorée de feuillages et de rinceaux. Le couvercle ornementé de la même manière est surmonté d'une couronne ajourée au milieu de laquelle se dresse une croix mobile. Inscriptions : AD USUM ALTARIS PAROCH. VISET. D^{IA} CATH. LIBOT. RELICTA. HERMANI DE MARETS. PRAETORIS VISETENSIS. DEDIT. PLEBANO VISETEN. AD OPUS SUAE PAROCHIAE. IN MEMORIA PETRI. SUI FILII. A° 1643.

SCULPTURE. L'église de Visé n'est guère riche en fait de sculptures anciennes.

Nous avons déjà parlé des boiseries de la sacristie, de même que du médaillon de la pierre tombale de Denys de Charneux qui pour la sculpture constitue ce qu'on y trouve de meilleur. Le monument en marbre élevé par le chanoine de Sluse à la mémoire de ses parents est d'une grande faiblesse d'exécution. Il représente saint Martin donnant l'aumône à un estropié. La statue se trouve placée dans une arcature en style renaissance. Au-dessous du monument se trouve l'inscription suivante, que de Sluse avait composée :

S. Martino epo
hujus oppidi tutelari
et memoriæ
parentum suorum. dilec. desider.
Renati de Sluse hujus oppidi Graffarii et
Catharinae Walteri conjugum
Renatus Franciscus de Sluse
canonicus Leod. abbas Ammaniensis
h. m. t. e. c.
vixit ille A. LXXXI. M. II. D. XX.
obiit XIV oct M. DC. LXXII.
hæc vero A. LXXVIII. M. IIII. D. XV.
obiit XXX may M. DC. LXXIII.

La chaire de vérité paraît appartenir au siècle dernier. Elle est d'un travail assez délicat. D'après une tradition cette chaire et celle de l'église Notre-Dame à Maestricht seraient du même sculpteur, qui ne fit que ces deux ouvrages et mourut misérablement.

PEINTURE. On trouve dans l'église de Visé une douzaine de tableaux anciens, qui, au dire des connaisseurs, sont de peu de valeur.

SCEAUX. Quelques parchemins de l'église, provenant de l'ancien chapitre, ont gardé leurs sceaux. Le mieux conservé et le plus intéressant est celui d'Adolphe de la Mark, 1338, qui se trouvait à l'exposition liégeoise de 1881. Un autre, plus petit, attaché à un document de 1371 pourrait bien être celui de Jean d'Arckel. Quelques fragments nous permettent de reconstituer en partie l'ancien sceau de l'église de Visé : *forme elliptique, grandeur moyenne. Saint Hadelin debout en costume monastique occupe le champ. Légende : SIGILLUM (ou SIG. SECR) ECCL. VISET.*

L'étude de quelques autres sceaux de moindre importance ne serait pas sans intérêt pour les amateurs de la sphragistique.

RELIQUES. Outre les restes insignes de saint Hadelin, on trouve encore dans l'église de Visé, quelques reliques bien précieuses.

Une parcelle de la *vraie croix*, vénérée comme authentique, mais dont nous ignorons la provenance.

Une relique *ex crinibus B. M. V.* envoyée de Rome en 1737 à Gérard Sacré par son frère Joseph-Marie, religieux Chartreux dans un couvent romain. Gérard Sacré en fit don à la chapelle de Lorette où elle fut exposée à la vénération des fidèles avec l'autorisation du vicaire-général de Rougrave. Maintenant elle est déposée à l'église où elle est vénérée le 15 août.

Différentes autres reliques sont encore conservées dans la base du buste de saint Hadelin ou dans des reliquaires séparés. Une de celles qui sont contenues dans le buste demande un mot d'explication; elle est désignée sous cette forme : *de lacte B. M. V.*; une traduction littérale de ces mots donnerait un sens impossible. « Ces parcelles proviennent, » dit un auteur français, « d'une pierre située près de la maison de Nazareth, sur laquelle, d'après la tradition, la sainte Vierge » s'asseyait souvent pour allaiter l'enfant Jésus. »

Les deux compagnies des arbalétriers et des arquebusiers ont été assez heureuses pour conserver les anciens colliers ou *garlandes* que les rois du tir portaient comme insignes aux grandes fêtes de la société.

Ces deux bijoux se composaient anciennement d'un oiseau ou *papegay* (du flamand papegaai, perroquet) en argent qu'on suspendait au cou au moyen d'une chaîne également en argent.

« L'oiseau des arbalétriers semble, » dit M. Reusens, « remonter à la fin du *xv^e* siècle; » il porte autour du cou un collier avec l'inscription : *von Weset bin*, en lettres gothiques, et tient dans le bec une petite arbalète.

Celui des arquebusiers, un peu plus gros que le premier, lui ressemble assez bien. M. Reusens le fait également remonter au *xv^e* siècle, ce qui est peu probable puisque cette compagnie ne fut établie qu'en 1579.

Le roi des arbalétriers recevait le jour du tir un Saint-Georges de la valeur de 3 florins Brabant qu'il

devait porter au cou, sa vie durant, *a temps de la traïrie et a Sacrement*. Un roi des arbalétriers eut l'idée de fixer son Saint-Georges sur la chaîne du collier au moyen d'un médaillon portant le Saint-Georges au milieu et une inscription au bord. Plusieurs rois imitèrent cet exemple, la compagnie elle-même ajouta quelques médaillons et ainsi la chaîne se trouva après quelque temps chargée de quinze médaillons. Quatorze de ceux-ci restent encore. Le plus ancien a été enlevé ; on a fixé le Saint-Georges (de 1572) sur une croix pattée moderne. Cette décoration appelée *crachat du roi* fut ainsi arrangée au commencement de ce siècle, pour être portée par le roi du tir comme les Saint-Georges l'avaient été par ses devanciers.

Le collier des arquebusiers s'est formé de la même manière. Nous croyons inutile de donner une description détaillée de ces placards ; on peut la trouver dans la brochure de M. Mathieu, *Les arbalétriers et les arquebusiers de Visé*, page 24.

La compagnie des arbalétriers possède en outre quatre vieilles arbalètes de luxe couvertes de plaques d'ivoire gravées. Une porte le nom de « duc d'Albe. » Elle fut donnée à la compagnie par le gouverneur espagnol qui, en 1568, vint à Visé et assista à un tir à l'oiseau organisé en son honneur.

La ville de Visé, elle aussi, est propriétaire de quelques objets intéressants. Ils ont été déposés au musée provincial et les principaux ont figuré à l'exposition liégeoise : ce sont deux sceaux de la ville en argent, dont le plus grand date de 1704, et deux clefs en argent ciselé, attachées par une chaînette et portant toutes les deux, l'inscription : LA VILLE DE VISÉ 1574.

Quelques particuliers possèdent d'anciens portraits : citons ceux d'un de Walef, de Maximilien de Charneux, du cardinal de Sluse, etc.

X.

COMMERCE ET INDUSTRIE.

D'après la tradition, la foire de Visé doit son origine à Charlemagne ou à sa fille; en tout cas elle est fort ancienne. M. Demarteau dit que « vers 850, Visé est » signalé comme un marché important (1). » En 983 l'empereur Othon II accorda à l'église de Liège le droit de *tonlieu* de cette foire « *mercati teloneum in villa* » Viesato ex coemptione animalium vel ex omni genere » tam vestium quam ferri et metallorum (2). » Ces mots nous donnent une idée de l'importance de ce marché, importance qu'il conserva pendant deux siècles. D'après une légende, rapportée dans les *Gesta Pontificum Leodiensium*, les moines de Saint-Laurent envoyèrent, en 1030, un des leurs à la foire de Visé, pour y acheter le drap nécessaire au couvent. Vers 1200 le marché de Visé commença à perdre de sa vogue (3). La meilleure explication de ce fait pourrait bien se trouver dans l'importance qu'avaient acquise alors les deux villes de Maestricht et de Liège qui devenaient des centres d'une activité et d'un commerce dont la petite ville de Visé devait souffrir. Peut-être aussi le tonlieu que les seigneurs d'Eisden et d'Argenteau établirent sur les bateaux passant devant leurs seigneuries, nuisit-il à la foire de Visé en entravant les relations. Enfin la disparition du pont de Visé, au commencement du XII^e siècle, peut avoir contribué à cette déchéance parce que la voie de Tongres à Aix-la-Chapelle par Visé cessa d'être un chemin de grande communication à la suite de ce désastre.

Plus tard les Visétois essayèrent à différentes reprises de restaurer leur antique marché; ils obtinrent

(1) Jos. Demarteau, *A travers l'exposition de l'art ancien*, p. 58.

(2) *Amplissima collectio*, t. I, p. 532.

(3) Henaux, *Bulletin de l'Institut archéologique*, t. I, p. 365.

même à cet effet des *privilèges* des princes-évêques Erard de la Mark et Georges d'Autriche.

Voici ce que porte le privilège du premier, daté de 1534 :

D'après l'humble supplication de nos tres-chiers et bien aimez burghemestrez etc de Viseit que du passeit l'on y solloit tenir chascun mercredej de lan marchie et environ l'ascension notre seigneur une grande feste marchande durante plusieurs jours ; mais que lesdis marchié et feste sont presque amuncilées (annihilées ?) et hors memoire d'hommes. Le prince, pour sur ce pourveoir, desirant le bien, proffitz, utilité des susdits suppliants ensemble l'honneur, augmentation et fortification de la dite ville — establit et ordonne renouvant et remettant le marchié de chascun mercredy de lan et deux festes et foires franches. Il fixe la première desdites festes à la feste de la présentation de Notre-Dame a mois de novembre et la deuxième le lundi devant le dimanche laetare en quaresme. — Afin ung chascun se puisse franchement trouver es dites deux festes et mercredi en nostre ville et haulteur dicelle et hanter venir et sejourner, demourer et frequenter aller et retourner il donne a ung chascun et a tous bon, franc ferme et loyal saulff conduit de ce faire l'espace durant desdits mercredis et desdites festes et foires et desjours devant et apres incontinent precedents et ensuyants, sains a iceulx ny a aulcun deulx faire mettre ne donner, ny en biens, bestialz ou aultres marchandises et denrees quelconques empeschements arrest ou destourbier aulcun — reserve toutes fois et excepte nos ennemis et ceulx de nos pays et aultres attains et infectez de villain cas et cas de crime et de heresie.

En 1546, Georges d'Autriche confirme ces privilèges accordés par son prédécesseur « reservant en ce son » droit, haulteur et prééminence, » celles de l'église de Liège et les privilèges de la cité et des autres bonnes villes du pays.

Grâce à ces faveurs le marché de Visé reprit une certaine vie ; en 1550, le doyen Slenaken inscrivit une recette sous la date *du jour du marché*. Toutefois, loin de retrouver la vie florissante de jadis, il recommença bientôt à languir et les appels et les proclamations des Visétois ne purent lui rendre son importance passée.

Plus tard, le pèlerinage de Lorette donna lieu à une foire qui se tenait près de la chapelle le 15 août. Cette foire, si modeste qu'elle fût, attira, nous l'avons vu, l'attention et les défenses du gouvernement républicain.

Les Visétois ont voulu, ces dernières années, faire revivre leur antique marché. Mais hélas ! leurs efforts sont vains ; jamais il ne sera que l'ombre de ce qu'il a été.

Visé fut cependant toujours un petit centre de commerce où les habitants des villages voisins venaient s'approvisionner et vendre une partie des produits de leur culture.

Dans les anciens registres nous trouvons assez souvent la profession de marchand.

Le tableau des métiers et des différentes professions qui ressortissaient de chacun d'eux, indique comme commerçants : « les revendeurs de grains, les viniers, » les marchands de selz et les revendeurs de bières, » ou cabaretiers. »

Les *revendeurs de grains* s'attirèrent, en 1679, un mandement spécial du prince-évêque : Visé avait une ancienne mesure particulière plus petite que celle de Liège d'un quart de setier sur le muid. Alors, comme de nos jours, le commerce avait ses *trucs*. Les marchands de Visé achetaient leurs grains à Liège et ailleurs à la mesure de Liège et les revendaient chez eux à la mesure de Visé. Des bourgeois réclamèrent contre ce procédé auprès du prince Maximilien-Henri de Bavière, qui ordonna l'usage unique de la mesure de Liège et voulut que toute mesure fut « deuement apailée par l'apail- » leur sermenté et scellée par la marque de la ville » sous les peines et amandes accoustumées en pareil » cas contre les contraventeurs (1). »

Déjà longtemps avant, en 1397, les « viniers vendant vin a broke en la ville de Viseit » avaient eu des

(1) *Edits et ordonnances*, publiés par Polain.

difficultés avec le chapitre de la cathédrale « à cause et » question des forages des vins que les dis singneurs » du Capitle reclamoient. » La Cour de justice déclara « salver et warder que les dis seigneurs avoient et avoir » devoient tous chascun tonneal de vins à deux fonds » que les dis viniers venderont a broke deux setiers de » vins à la mesure de Viseit (1). » Le vin dont il s'agit ici, était un vin du pays qu'on cultivait dans les environs de la ville.

Le commerce du sel doit avoir eu à Visé une certaine importance. Il y avait différents impôts ou gabelles sur cette marchandise, celles du mesurage du sel et de son brisage. Un *briseur sermenté* gagnait à ce métier *de chascune charrée de sel 4 pattars*.

La ville mettait à la disposition des commerçants des balances et poids publics.

Un service régulier de *neffs* ou barques marchandes établi déjà au xv^e siècle entre Visé, Liège et Maestricht, facilitait les relations commerciales (2).

Au dire de M. Delvaux (3) les fritures d'oie, qui donnent encore une certaine réputation à Visé, « se » transportèrent ci-devant dans des pots jusqu'en » Russie. » L'élevage et le commerce des oies pourrait être bien ancien à Visé. Dans un registre de 1520 on parle d'un pré aux oies (*ganzen weide*) situé entre Visé et Mouland. Un règlement communal du 14 octobre 1634 interdit temporairement aux habitants d'avoir *oisons* et canards vagabonds ; il leur ordonne de s'en défaire dans les trois jours sous peine de 6 florins d'amende et de la confiscation des bêtes.

INDUSTRIE.

La plus ancienne industrie visétoise, dont parle l'histoire, est celle de son *atelier monétaire*. D'après

(1) Document cité par Henaux, *Bulletin*, t. I, p. 382.

(2) *La compagnie des arbalétriers de Visé*, par J. C.

(3) *Dictionnaire géographique de la province de Liège*, t. I, p. 442.

M. Henaux, l'atelier de Visé était déjà en pleine activité sous les rois des deux premières races. On possède des deniers de Charles-le-Chauve (875-877) et de Louis-le-Bègue frappés à Visé. Certaines de ces pièces ont :
« d'un côté le monogramme de l'empereur Charles-le-
» Chauve et à l'entour le nom de Louis, roi de Lotha-
» ringie HLUDOVICUS REX ; l'autre côté offrait une croix
» entourée des mots IN VICO VIOSATO (1). »

La collection *Ulysse Capitaine* exposée à Liège en 1881 contient deux deniers d'argent de Theoduin de Bavière (1048-75) et trois autres de Henri de Jauche, prévôt de Saint-Lambert (1171), frappés à Visé.

Vers la même époque il y avait à Visé un *lorennier* (sellier) fameux, dont parle Hemricourt dans son *Miroir des nobles de Hesbaye* : « Ors avoit achely temps
» on proid'homme lorennier demourans a Viseit sour
» Mouse, quy faisoit selles et lorens et poindoit bla-
» sons de toutes maniers, quy astoit mult accointez
» des nobles de ce Pays par son service (2). »

On rapporte que le plomb, qui servit à couvrir l'église de Saint-Servais à Maestricht, fut extrait dans le pays de Visé. A Visé même il existait, au XVI^e siècle, des souvenirs de mines de métaux. Dans un acte de location de cette époque, des biens communaux situés aux *fosses de Malconvat* sont loués sous la réserve que si on y trouve des minerais de plomb, d'alun, etc., ces mines devront être exploitées au profit de la ville ; de fait, il existe encore dans le voisinage de Malconvat un terrain vague appelé *aux aluneries* contenant des déchets de fabrication. Seulement on ne sait pas à quelle époque l'alun a été extrait dans les terrains voisins. « Je ne sais, » dit Richard Courtois, « s'il n'y
» a pas eu d'ancienne exploitation (de schistes alumi-
» neux) près de Visé. Il y a existé du moins une an-
» cienne et grande exploitation de sulfure de plomb,

(1) Henaux, *Bulletin de l'Institut archéologique*, t. I, p. 362.

(2) Hemricourt, *Miroir des nobles*, p. 4.

» nommée souffrerie. Le nom, qu'a conservé le faubourg dit de *Soufré*, joint au reste du terrain exploité, » le prouverait assez (1). »

Les *fours à chaux* constituent une industrie visétoise fort ancienne. Les plus vieux registres des métiers, datant de 1470, mentionnent déjà les *chafforniers* (du mot wallon *chaffor* qui signifie four à chaux). Ils devaient même former à cette époque une corporation assez considérable, car le métier des *neaveurs* porta de ce temps le nom de métier des *chafforniers*. Les fours à chaux, que nous voyons continuellement en activité dans le cours des siècles, ont dû enlever une partie considérable des rochers de Souvré qui, dans le temps, venaient jusqu'au bord de la Meuse. D'après les apparences il y aurait eu également des fours à chaux dans le vallon de Malconvat.

Déjà au *xiv^e* siècle, si pas avant, la *vigne* était cultivée aux environs de Visé, sur les côtes de Souvré, de Malconvat et de Hurbize. On y récoltait le vin blanc et rouge. Un des plus grands vignobles sur les hauteurs de Malconvat appartenait au chapitre de Saint-Hadelin et portait le nom de vignes des seigneurs de Visé. Les chanoines le louaient pour un terme indéterminé et levaient de ce chef, comme rentes, des tonneaux de vin.

Plus tard, quand les relations commerciales du pays avec l'étranger prirent une plus grande extension, on négligea la culture de la vigne, qui à Visé devait donner un vin de qualité médiocre.

L'*agriculture* occupait anciennement à Visé un grand nombre de bras. La dénomination d'un des trois métiers, celui des *cherwiers* (laboureurs) le dit assez. En outre des fermiers du Temple et de Wadrée, on trouvait dans la ville même assez bien d'agriculteurs. Le collège des Oratoriens fut bâti, nous l'avons vu, sur

(1) *Recherches sur la statistique etc., de la province de Liège*, par Richard Courtois, Verviers, 1828.

l'emplacement d'une grande *cour* ou ferme. Les deux principaux cafés de la rue Haute remplacent d'anciennes habitations de fermier. Ailleurs on trouvait encore, il y a quelques années, dans les façades, des traces de portes de granges et d'écuries. La plus grosse maison du faubourg de Souvré, habitée par les de Réquillé, comprenait également des dépendances de ferme.

L'agriculture semble avoir eu à cette époque un caractère spécial que lui ont fait perdre les facilités des relations modernes ; elle était plus universelle, on cultivait sur place tout ce que demandaient les besoins locaux ; ainsi le houblon nécessaire aux brasseries de Visé était récolté dans le voisinage de la ville. La multiplicité des champs de houblon a fait donner aux jardins le nom de *houblonnières* qu'ils ont conservé jusqu'à nos jours. La fromagerie de ce temps donnait un produit, *le fromage de brebis*, inconnu actuellement, mais qu'on voyait figurer avec honneur aux banquets des anciennes fêtes visétoises.

A Devant-le-Pont, existait une industrie particulière : la *construction des bateaux*. Pendant les trois derniers siècles, les chantiers visétois étaient toujours en activité. Ils fournissaient les bateaux à tous les bateliers de la Meuse depuis Liège jusqu'à Ruremonde. Certains registres de la Cour échevinale sont remplis de transactions entre pontonniers et bateliers concernant la livraison des bateaux. Cette industrie, qui faisait la prospérité de Devant-le-Pont, est en train de disparaître depuis l'apparition des bateaux en fer.

Outre ces industries importantes, on trouvait à Visé toutes les professions que créent les besoins de la vie. Les tableaux des métiers renseignent les *drapiers teschiers* (tisserands), qui faisaient sans doute la concurrence aux fabriques de Dalhem ; les *chapliers* qui jadis comme aujourd'hui étaient assez nombreux à Visé ; les *tindeurs* (teinturiers) parmi lesquels on trouve l'auteur des de Sluse, qui vint s'installer à Visé. Ajoutons-y les

machons, scryniers, charpentiers, tanneurs, poindeurs (peintres), *banseliers, etc.*

Les journées des ouvriers n'étaient, anciennement, guère aussi fortes que de nos jours.

Dans un état de dépenses faites pour les réparations du moulin banal de Devant-le-Pont en 1604, nous trouvons :

Une journée de charpentier 1 fl. 7 1/2 patars =	1 fr. 66.
Une journée de maçon avec aide 1 fl. bb. 1/2 =	2 fr. 70.
Une course à Liège 10 patars =	0 fr. 60.

Les frais de constructions ne devaient donc pas être aussi considérables qu'à notre époque, d'autant plus que les matériaux coûtaient moins cher :

Le muid de chaux revenait à	3 fr. 60.
Les briques au 1000	4 fr. 05.
Le transport de 1000 briques de Liège à Visé par barque	0 fr. 60.

Cependant les maisons étaient modestes, parce que l'argent était rare.

XI.

TOPONYMIE VISÉTOISE.

Au commencement de cette notice, nous avons donné les anciens noms des principales rues et places de Visé; dans ce chapitre nous parlerons des ruelles et lieux-dits de la ville et nous ferons la toponymie aussi complète que possible de la campagne visétoise. Pour cette dernière partie nous utiliserons surtout les renseignements trouvés dans un registre de 1346 (*Stock de Hesbaye, archives de la cathédrale de Saint-Lambert*) déposé aux archives de l'Etat à Liège.

Les encloîtres du chapitre de Visé, sur lesquelles se trouvaient les habitations des chanoines s'étendaient, nous l'avons vu, depuis la rue Basse jusqu'à la place

du Marché. On désignait sous le nom de Hautes Encloîtres, la partie plus élevée, voisine de la place du Marché; la partie inférieure, située entre l'ancien cimetière et la rue Basse, portait le nom de Basses Encloîtres; de là le nom de *Basses* ou *Bases*, qu'a conservé le voisinage du presbytère. La ruelle qui relie les Basses à la ruelle Rasquin-le-Roy s'appelait ruelle du Cimetière, parce qu'elle conduisait également au cimetière.

La ruelle *Rasquin-le-Roy*, qui servait de limite au terrain soumis à la juridiction du prévôt, portait jadis le nom de *Rue Walbi*. Son nom actuel lui vient sans doute d'un de ces *Rasquin*, qui figurent sur la liste des rois des arbalétriers. *Rasquin-le-Roy* seraient ses nom et surnom, qu'il aurait laissés à la ruelle dans laquelle il habitait.

Le point de jonction de la rue du Perron et de la rue Haute était connu sous le terme très commun et bien facile à expliquer de *Tochet*; parfois aussi le même endroit s'appelait à l'*Agace* à cause d'une maison voisine, qui portait une pie comme enseigne.

La rue parallèle à la rue du Perron, qui longe l'école moyenne du côté de l'église portait le nom de rue du *Packhouse*, dont l'origine tudesque est évidente et qui s'explique par la présence d'un *Pakhuis*, magasin ou dépôt. C'était dans ce *Packhouse*, que, selon toutes les apparences, étaient transportées et mesurées les marchandises soumises à l'impôt et que se faisaient le *mesurage* et le *brisage* du sel, au moyen des balances et poids publics, dont nous parlions plus haut. Le *packhouse* aurait donc été un véritable entrepôt de douane; au siècle dernier le *packhouse* se trouvait dans la rue de l'Eau.

La partie de la ville, comprise entre l'école moyenne et la rue du Pont s'appelle encore *Chinstrée*, comme il y a des siècles. On trouve des Chinstrée à Liège, Dalhem, Blegny, etc.; d'où l'on peut conclure que l'étymo-

logie, rue des Chiens (Juifs), donnée à ce nom par M. Henaux, est impossible. Pour le même motif, on ne peut admettre celle donnée par M. Gobert, dans ses études sur les *Rues de Liège*. Une enseigne : *au chien* aurait pu donner son nom à une rue dans une ville, mais on ne peut accepter cette hypothèse lorsqu'on trouve le même nom dans plusieurs localités.

Si nous avons la conviction que ce nom ne se rencontre que dans le pays de Liège et de Visé, nous serions portés à admettre une origine germanique pour la première partie *Chin*, comme pour la seconde *strée*, (*straat*, rue), et alors nous chercherions à connaître les étymologies que les savants néerlandais donnent aux noms de deux villages hollandais : *Schinveld* et *Schinnen*.

Une ruelle de la Chinstrée, celle qui conduit de la porte de Mouland à la rue des Récollets, s'appelait anciennement *Charnalle ruelle*. Depuis, le voisinage du couvent des Sépulcrines lui a fait prendre le nom de *rue des Religieuses*.

La rue *de l'Eau*, comme la Porte qui s'y trouvait jadis, doivent leur dénomination à leur situation près de la Meuse. Jusqu'il y a quelques années, la rue de l'Eau avait sa fête particulière à la Saint-Lambert. Quand on se rappelle qu'une des deux portes, qui auparavant donnaient accès au bord du fleuve, s'appelait porte Saint-Lambert, on s'explique facilement pourquoi les habitants de ce quartier ont fixé leur fête à cette date.

Quatre petites ruelles relient la rue de l'Eau à celle des Récollets ; elles portaient habituellement les noms d'habitants de maisons voisines de leur entrée. Un de ces noms s'est conservé et rappelle un drame lugubre. Au siècle dernier, le passeur d'eau *Thomé* habitait à l'entrée de la dernière de ces ruelles du côté de la station et lui avait donné son nom. Thomé avait un fils qui l'aidait dans son état. Le jeune passeur d'eau avait

eu des relations coupables avec une fille de Visé, qui allait devenir mère. Il voulut cacher sa faute par un nouveau crime. Un soir sa complice s'était rendue à Devant-le-Pont ; Thomé qui remplaçait son père, la reprit dans sa nacelle. Arrivé au milieu de la Meuse, il la précipite dans les flots et, pour étouffer ses cris de détresse, il l'assomme à coups de *perche-ferrée*. Le coupable fut arrêté, condamné à mort et exécuté sur la place du marché.

N'oublions pas le *Plétrou* (plein-trou) dont le nom est fort ancien, et qui avait un postiche dans les remparts.

Pour la campagne, plus encore que pour la ville, on verra que les lieux-dits doivent d'ordinaire leur origine à une particularité locale, effet du hasard ou de la main de l'homme. Ainsi la belle plaine entre Visé et Mouland doit son nom de *Waidrée* ou *Wadrée*, aux prairies ou waides qu'on y voyait jadis comme de nos jours. Une de ces prairies portait au *xvii^e* siècle, le nom de *ganzen weide* (pré aux oies).

Le nom de Wadrée était ajouté à tout ce qui se trouvait dans le voisinage de ces prairies. Il y avait la *ferme de Wadrée*, le *rivulus* ou petit ruisseau de *Wadrée*, qui prenait sa source aux fontaines du tiers voisin et se jetait dans la Meuse après un cours de quelques centaines de mètres ; de ce petit ruisseau il ne reste plus d'autres vestiges qu'un terrain marécageux.

La partie de la plaine qui longeait la Meuse s'appelait en *Brousse*. Par Brousse on arrivait bientôt au manoir de *ceux de Nayvangne*, qui plus tard fut transformé en un fort par les Espagnols. De Navagne sortit une partie des troupes qui assassinèrent le bourgmestre de Liège, Laruelle. En 1675, Navagne fut pris et démoli par les troupes de Louis XIV.

Entre Navagne et Mouland se trouvent les terres dites de *Sainte-Croix*, parce que anciennement elles appartenaient à l'église Sainte-Croix de Liège. Ces

terres, comprenant une superficie d'un peu plus de vingt-sept bonniers, furent données à cette église par Notger. Les empereurs Henri (en 1005) et Adolphe (en 1292) confirmèrent la donation. Les chanoines retirèrent de ce bien, en 1420, un revenu annuel de 76 muids d'épeautre, 50 chapons, 4 sols forts et un vieil écu. Dans les anciens documents les terres de Sainte-Croix sont désignées sous le nom de *Halteriana* ou *Halte-rina* (1).

Il y a quelques années seulement on donnait encore le nom de *Henriterre* à une partie de cette campagne. *Henriterre* serait-il une altération de *Halterina*, ou l'inverse serait-il vrai ?

La campagne de Wadrée était traversée dans toute sa longueur par *la voie de Trecht* ou Maestricht. Différentes *cherravoies* la sillonnaient en tous sens : telles la voie *del teste de cheva* et la voie *del Moxhe*. On y trouvait, en outre des habitations déjà citées, la cour de ceux *del Loye* et la cour de ceux *del Moxhe*, dite aussi *Moxhe have*. Cette dernière dénomination, rapprochée des noms de Meschawe et Biernawe, porte à croire que la terminaison *awe* dans ces deux noms n'est autre que le mot *have* correspondant au mot flamand *hoeve*, qui signifie cour ou ferme.

Il semble que c'est également dans la plaine de Wadrée qu'on doit placer les lieux-dits *alle Tassenier* et *az Marlires de Moylant*, dont on a perdu tout souvenir.

La pente douce, qui relie la plaine de Wadrée à la campagne de Berneau, ne présentait pas à cette époque l'aspect qu'elle a de nos jours ; les dénominations, que nous donnerons, le prouvent assez (2).

Presque tous les terrains en pente portaient anciennement le nom de *triscus*, qui se transforme en *terixhe*, *trixhe*, *tiers*. Ces formes se sont conservées dans le langage populaire ; un tiers signifie une pente ;

(1) *Archives de Sainte-Croix*, chartes, n° 6. Archives de l'Etat à Liège.

(2) Registre de la Cathédrale, *Stock de Hesbaye*, cité plus haut.

un trixhe un terrain vague, inculte. Comme la terre arable était moins rare à cette époque et les pentes moins propres à l'exploitation, on comprend que c'est plus tard seulement que la charrue a sillonné les pentes et transformé en beaux champs les trixhes, situés entre Visé et Mouland.

Vers 1350, on trouvait encore des bruyères en cet endroit : *ultra mericam*, derrière les bruyères, dit le vieux registre que nous citons. Au delà de ces bruyères se trouvait une croix *ad crucem sanct*. Quand on se rappelle le soin avec lequel on réparait jadis les anciennes croix des campagnes, on est porté à croire que le Christ qui se trouve à l'entrée de Mouland tient l'emplacement de la croix qui nous occupe (1).

Toute la pente s'appelait trixhe de Wadrée, mais on y distinguait les lieux-dits à *Wapleu (?) as scaveies*, à cause des excavations qu'on y trouvait ; le *tiers Saint-Nicolas* (près du collège Saint-Hadelin), qui appartenait à l'autel Saint-Nicolas de Haccourt ; enfin le trixhe *del perire* ou à *la pierreuse* qui devait sans doute son nom à des carrières.

Au-dessus des trixhes se trouvaient des *Weristalpa* ou *Werixhas*, terrains vagues et pâturages, auxquels conduisait un chemin, qui plus tard prit le nom de *Golez*. Entre la ville et le trixhe *del perire* (in exitu ville de Viseto in loco dicto *devant le perire* contra muros) s'établit plus tard *la trairie* ou le champ de tir des arbalétriers.

Les jardins voisins de la ville avaient anciennement, nous avons dit pourquoi, le nom de *houblonnières*, qu'ils ont conservé jusqu'à nos jours.

« Visé » dit M. Henaux, « était traversé, paraît-il, » par une voie qui d'Aix-la-Chapelle, conduisait à » Tongres ; à Tongres surtout, selon Hubert Thomas : » *Habuit pontem lapideum, quo iter erat ad Tungros*.

(1) Cette dénomination pourrait aussi désigner les terres de Sainte-Croix.

» Une des portes de Tongres se nomme encore porte
» de Visé (1). »

L'assertion de M. Henaux doit être vraie, car en 1350 le chemin de Visé à Berneau s'appelait encore *voie d'Ais*. Le tiers par lequel montait cette route, portait le nom *trixhe de Gibet*. Jadis, quand la peine de mort était souvent appliquée, chaque bailli ou drossard avait dans son voisinage son échafaud, son gibet. De préférence, on établissait les potences dans les lieux élevés, d'où, visibles à tous, elles inspiraient au peuple le respect de la loi par la crainte du châtement. Le gibet du lieutenant-bailli de Visé se trouvait non loin de la *Fontaine*, près d'un vieux chêne qui a disparu depuis quelques années.

Pour aller de la porte de Lorette au trixhe du Gibet, on passait par la *baillerie* et le fond de *Wanse*. A la baillerie on voit encore une grosse maison aux fenêtres antiques, dont l'aspect nous annonce qu'elle était jadis habitée par un personnage important. Le nom de l'endroit et le voisinage du gibet, portent à croire que c'était la résidence des lieutenants-baillis de Visé et de la vallée de la Meuse.

Un sentier dit de *Hannines* longe cette maison et gravit le *trixhe de Temples*. Pour arriver au Temple, on pouvait encore prendre le grand chemin qui partait de la *porte de Marcheit* et, se bifurquant sur la hauteur, donnait les voies de Dalhem et de Feneur. Près de là on construisit plus tard la chapelle de Lorette. Là se trouvait également l'*enclos des arquebusiers*. Une chapelle établie dans les dépendances du temple et dédiée à saint Eloy, donna son nom au chemin qui, de la ferme, gagne la campagne dans la direction de Bombay. Dans la même campagne, on rencontrait encore la *vette* (verte) *voie*, *via virida* et la *Moxhe haye* près de la route de Feneur.

(1) Henaux, *Bulletin de l'Institut archéologique*, t. 1.

Les autres indications locales pour le plateau entre Visé et Dalhem proviennent souvent d'un arbre, *li quarreit Tilliou*, ou d'une croix légendaire, *li creuz di Renar*, dont nous parlerons encore.

Un ravin profond et sauvage, formé par des dispositions géologiques ou creusé par les eaux, relie la campagne de Dalhem au faubourg de Souvré. Dans le langage du XII^e et XIII^e siècle, on donnait à ces accidents de terrain, les noms de *Xhaveies*, *Xhorres* et *Roua*. Les deux dernières formes se sont conservées, mais commencent à disparaître devant des dénominations plus récentes. Ainsi l'entrée du ravin du côté de la campagne a, pendant quelque temps, porté le nom *aux aluneries*, à cause d'une fabrique d'alun qui s'y trouvait jadis et dont on voit encore des traces. Maintenant on l'appelle généralement *aux genêts*, grâce aux plantes qui la couvrent au printemps d'un tapis vert et or. Le fond du ravin, sombre et mystérieux, endroit bien disposé pour les rêveries et les légendes, a reçu d'un promeneur sentimental le nom moderne de *vallée des soupirs*. Quand on s'engage dans la vallée des soupirs du côté de Souvré, on voit bientôt un sentier étroit et rocailleux grimper sur le tiers dans la direction de Richelle. Cet endroit nous rappelle le passeur d'eau Thomé, dont il porte le nom.

Un des Visétois, qui avait assisté à l'exécution de Thomé, avait pris en ce moment solennel la résolution de faire dire une messe pour le repos de l'âme du supplicié.

Un soir, qu'il revenait de Richelle par la campagne solitaire, il se rappelle sa promesse, qu'il avait négligé de remplir. L'esprit tout occupé du drame dont il avait été spectateur, il s'engage dans le profond sentier, que les taillis et les arbres rendaient encore plus ténébreux et plus sombre. Tout à coup il croit voir le spectre du meurtrier se dresser devant lui et il croit entendre une voix plaintive lui rappeler sa promesse.

et lui reprocher sa négligence. Plus mort que vif, le malheureux regagna sa demeure. Dès le lendemain, il exécuta sa promesse ; il fit même plus : il fit placer une croix mortuaire à l'entrée du sentier, où il avait vu la terrible apparition.

Telle est d'après la légende l'origine du Christ qui se trouve dans la vallée des soupirs.

A gauche de la vallée des soupirs, en venant de Souvré on trouve le lieu dit *Maicoviec*, jadis *Malconvat*, en 1346 *Maconvauz*.

C'était au pied du tiers de Malconvat que se dressait la perche où les compagnies visétoises tiraient chaque année l'oiseau royal. Au XVI^e siècle on y voyait d'anciennes *fosses* et la tradition rapportait que jadis on y avait extrait différents minerais. La hauteur de Malconvat ainsi que celle voisine de Hurbize étaient aux XIV^e et XV^e siècles couvertes de vignes.

Un extrait de Richard Courtois, donné plus haut, contient tout ce que nous savons du faubourg de Souvré, dont le bout extrême était connu sous le nom *a Chaffor*, à cause des fours à chaux qu'on y voyait dans le temps comme maintenant.

C'est près du premier four à chaux, que le jeune Sartorius commit son crime. Au-dessus des fours à chaux se trouvaient jusqu'au XVI^e siècle, les *hautes bruyères*.

Le registre, que nous avons déjà cité, renferme également quelques lieux-dits de Devant-le-Pont. Le terme *Goirhé* semble parfois désigner toute la campagne de Devant-le-Pont, parfois comprendre celle située entre cet endroit et Hallembaye.

Les deux ruisseaux l'*Aaz* et de *Hallembaye* (Halenbach, en 1346) donnaient aux terres, qu'ils limitent, le nom *Entre dois Ris*.

Près du canal, à côté du ruisseau de Hallembaye, se trouvait la *Maladreie*, qui communiquait son nom à un terrain voisin, *en gonche al maladreie* ; pas loin

de là il y avait le *hout des Marles*. Les objets les moins importants servaient à désigner différents endroits. Ainsi on rencontrait des terrains dits *sous le grand reyna* (borne), *az tilias de Lixhe*, *a frayneal*, *al spinet*, *a tierneal dessus le Spinet*, *au saule* près de la voie de Hallembaye. Enfin nous avons trouvé le terme *al Goffe* qui sans doute indiquait un endroit situé près de la Meuse.

Ce tableau, si incomplet qu'il soit, nous donne une idée de l'utilité de la toponymie, tant recommandée par M. Kurth.

La recherche des lieux-dits de Visé nous a révélé l'existence de la *léproserie*, d'une voie de communication entre Visé et Aix-la-Chapelle, l'existence du gibet ; elle nous donne une idée de l'aspect de certaines campagnes au *xiv^e* siècle. Combien de précieux renseignements nous donnerait un glossaire toponymique complet !

XII.

VARIA.

Dans ce dernier chapitre, nous réunissons quelques faits et détails trop minimes pour être traités séparément et pourtant trop intéressants pour être négligés.

Exploit d'une Visétoise en 1376. Au commencement de ce travail nous avons vu que le 27 avril 1376, la ville de Visé fut attaquée par des troupes allemandes du prince-évêque et que les bourgeois se défendirent en cette circonstance avec tant de courage que les assaillants furent obligés de battre en retraite.

Au dire de Fisen (1) ce fut une jeune Visétoise qui, dans ce combat, décida de la victoire. Déjà, la bannière ennemie était plantée sur les remparts, lorsqu'une jeune fille, qui avait pris une part active à la défense, l'enleva et par cet acte de courage amena la

(1) Fisen, *Hist. Eccl. Leod.*, t. II, p. 135.

défaite des adversaires. Le lendemain, de nombreux Visétois accompagnèrent leur héroïne à Liège pour offrir son glorieux trophée à Notre-Dame dans l'église Cathédrale.

Les ponts de Visé. Nous avons cité au commencement de ce travail l'opinion de Hubert Thomas, qui croit que le pont, jeté sur la Meuse par les Romains dans le voisinage de Tongres et cité par Tacite dans un de ses ouvrages, n'aurait pas été construit à Liège ni à Maestricht comme on le pense communément, mais à Visé. Nous avons dit également qu'un pont en pierres y fut établi du temps de Charlemagne. Ce pont, reliant les voies de Visé à Tongres et de Visé à Aix-la-Chapelle, disparut en 1106 pendant la bataille entre Henri IV et Henri V. Dans la suite les Visétois reconstruisirent leur pont, qui malheureusement fut, en 1300, emporté par les inondations comme ceux de Huy, etc.

Vers le milieu du ^{xiv}e siècle, Visé était sans cesse en butte aux attaques des seigneurs d'Argenteau. Pour permettre aux Liégeois de porter secours aux Visétois, un nouveau pont fut jeté sur la Meuse en 1380 ; celui-ci encore fut emporté par les glaçons en 1408.

A partir de ce moment la ville n'eut pendant longtemps que des nacelles ou barques pour communiquer avec Devant-le-Pont.

Dans un règlement de 1550, il est dit que le meunier du moulin banal doit avoir une nacelle pour conduire et reconduire le grain des bourgeois de Visé.

Au ^{xvii}e siècle le chapitre de la cathédrale construisit un pont *sur bacques* ou barques pour relier la rive droite de la Meuse à l'îlot qui se trouve dans le fleuve vis-à-vis de Visé ; le passage de l'îlot à la rive gauche continuait à se faire en barquette. Le droit de péage fut loué au profit de la cathédrale.

Ce pont sur barques, qui figure sur un levé de plan fait pour l'instruction de l'affaire Sartorius et conservé aux archives de Liège, fut enlevé par le courant à la

fin du XVIII^e siècle. La tradition, d'après laquelle Dumouriez aurait détruit le dernier pont de Visé pour couper le passage de la Meuse aux Autrichiens, doit donc être considérée comme dénuée de fondement.

En été, en temps de basses eaux, on remarque encore dans la Meuse des endroits où le courant est brisé par des vestiges d'un des vieux ponts de Visé.

Droits féodaux de la Cathédrale Saint-Lambert à Visé, au moyen âge. En 983, l'empereur Othon donna Visé et ses dépendances en fief à l'église de Liège (1). Les différents droits sont concédés « *ad honorem et* » *usum ecclesiae Leodiensis in jus et domina-* » *tionem episcopi Leodiensis et ministrorum ejus.* » D'après cette donation l'église de Liège entra en possession des droits suivants : « *anniversarium mercati* » *telonium, totum et ad integrum — quidquid ex* » *reditu navium, vel ex jure forali vel ex districtu* » *judiciali possit provenire.* »

En 1070, Henri IV confirma de nouveau à l'église de Liège la possession de Visé avec les droits de juridiction, de tonlieu, monnaye, etc., spécifiés dans le diplôme de Henri II, en date du 10 juin 1006.

Ces documents prouvent que Visé était un véritable fief accordé à l'église de Liège et que celle-ci y exerçait tous les droits seigneuriaux de l'époque. La seigneurie ecclésiastique, ou le droit de patronage, annexée sans doute déjà alors au patronage laïc, passa par le fait au même patron. Le droit de tonlieu de la foire de Visé fut cédé par Notger à l'église Saint-Jean-l'Evangéliste qu'il venait de construire. Les autres droits restèrent à l'église de Liège. C'est comme seigneur temporel que la cathédrale de Liège nomma jusqu'à 1310 les mayeurs et échevins de la Cour de justice de Visé ; à partir de cette date ce droit passa au prince-évêque.

Au même titre elle avait le droit de *relief* et les

(1) *Amplissima collectio*, t. I, p. 532.

amendes, qui, en 1350, étaient évalués à 3 marcks ; le droit de *pêche*, loué 12 marcks ; le droit de *four*, c'est-à-dire deux miches par four, soit 40 solidis par an ; un droit sur *la brassine et la vente des bières*, estimé à 4 solidis ; de même un droit sur *le forage et le passage du vin* ; le droit de *banalité* pour son moulin.

Elle avait droit au *poisson royal*, c'est-à-dire que quiconque prenait un poisson royal, comme saumon ou lamproie, lui en devait le tiers ; et si elle voulait acheter le poisson à un prix raisonnable, elle devait avoir la préférence à tout autre.

Elle avait droit à *un péage* pour le passage de la Meuse ; quand il n'y avait pas de pont, elle affermais le passage sur barques. Au temps où il y avait un pont, elle louait le péage. Ainsi quand en 1380, Arnould de Hornes et les Trois-Etats avaient fait « construire un » pont sur la Meuse à Visé ou d'ancienneté le chapitre » avait droit de passage par baches que par ponton- » bateau, il a cédé le droit de percevoir le péage » moyennant 10 royaux d'or à payer chaque année et » à condition que les membres du chapitre et leurs » gens pourront passer sur le pont sans payer. » Il est ajouté que si le pont venait à être détruit, le chapitre recouvrerait le droit qu'il avait avant sa construction, de placer des bateaux pour le passage d'eau (1).

Comme seigneur ecclésiastique, la cathédrale possédait la grosse dîme de Visé et avait le droit de nommer le curé de Visé, mais à ce titre aussi lui incombaient les charges des propriétaires de grosses dîmes.

Le chapitre de la cathédrale possédait (2) en outre à Visé des terres, cens et rentes assez considérables. Sur la rive droite de la Meuse, il y avait cinquante bonniers de terre arable et huit verges grandes de pré, rapportant soixante-quatre muids d'épeautre ; sur la rive gauche, en Goirhé, soixante-cinq bonniers engagés (?)

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, publié par Schoonbroodt, n° 876.

(2) En 1350, d'après le registre *Stock de Hesbaye*, cité.

à Wauthier del Sauze et au seigneur de Salzinnes, qui de ce chef payaient quarante-six muids d'avoine, deux muids de seigle et 32 sols 10 deniers de bonne monnaie, soit, par bonnier, huit *dosins* et demi d'avoine, *DD.* *dosin* de seigle et 6 deniers de bonne monnaie. Douze autres bonniers de terre lui rapportaient une *rente* de seize muids d'épeautre.

Enfin il percevait des *cens* sur la ferme du Temple, sur les biens du chapitre, des bénéfices de Notre-Dame et de Saint-Jean-Baptiste, etc. Les *cens* du Temple montaient à 50 sols.

Une *court des tenants*, établie par le chapitre, jugeait les contestations qui pouvaient surgir au sujet de ces droits et biens. Généralement la plupart des tenants étaient de notables visétois. Des bourgeois du voisinage, de Haccourt, etc., faisaient partie de cette cour.

Comme le chapitre de Liège possédait les droits seigneuriaux sur Visé, on se demande comment deux familles nobles, ont porté les titres *de Visé* et *du Rivage de Visé*.

Désignation des vents en vieux langage visétois. Le vent du Sud est désigné sous le nom générique de *vint* (vent); le vent d'Ouest s'appelle *vint de Haccou* (Haccourt); le vent du Nord *bihe de Campenne* (Campenne) d'où l'on peut conclure que, dans le temps, le Limbourg hollandais comme le Nord du Limbourg belge portaient pour les Visétois le nom de *Campenne*; le vent d'Est se dit *bihe d'Aoghe* (Aix-la-Chapelle), ce qui nous donne un nouvel indice des relations qui jadis existaient entre notre ville et celle d'Aix-la-Chapelle.

La complainte de Sartorius. Nous avons retrouvé une copie, défectueuse il est vrai, de la complainte qui fut composée à l'occasion de l'exécution de Henri-Eustache Sartorius. Jadis on la chantait dans tout le

pays de Visé. Nous croyons qu'elle pourra intéresser ceux qui font des recherches sur les vieilles chansons populaires.

Mademoiselle Warlimont
Etait une fille d'un grand renom.
Je l'ai fréquenté
Bien deux ans, chose assurée ;
Je lui dis souvent
« Allez, bel enfant
Nous nous marierons
Allez, je suis bon garçon, »
Après l'avoir conversé
Je l'ai abusé.
La fille lui dit un jour :
« Henri sans détour
Il nous faut marier
Je ne peux plus me cacher
Dedans ma maison
On me fait affront
Qu'est-ce qu'on dira
Si on voit tout cela
Je n'y verse que des pleurs
Pense à mon malheur. »
« Tout est décidé au curé
Il nous faut aller
Publier un ban
Pour dimanche assurément
Si j'ai trop tardé
D'avoir accordé
A vos sentiments
J'en suis fâché à présent
Allons un peu promener
Puis nous irons parler. »
Un peu écarté
De la ville de Visé
Auprès d'un bosquet
Je lui dit : « Belle, s'en est fait
Il te faut mourir
Pense que ta vie
Aujourd'hui n'est plus rien. »
Ma bajonette à la main
Je lui foure dans le sein
Oh ! quel cruel dessein.

« Eh! toi, cruel Henri !
Tu me veux faire mourir
Et ce pauvre innocent
Que je porte dans mes flancs.
Dieu à mon secours
C'est mon dernier jour
Et ce pauvre innocent
Qui n'a reçu aucun sacrement.
Sainte Vierge de Dieu à ce moment
Baptisez mon enfant ! »
Loin de m'attendrir
Lorsqu'entendois ses cris
Avec mon couteau
Je la réduis au tombeau
Croyant de cacher
Ma grande cruauté
Oui, je l'ai trainé
Dans la Meuse je l'ai jeté
Tenant un de mes boutons
La belle se coule au fond
Je me suis retourné
En croyant de cacher
Ma grande cruauté
La fille on a retrouvé
L'on m'a soupçonné
C'est la vérité!
Hardi comme un lion
Je me suis rendu en prison
Croyant par mon esprit
De me sauver la vie.
Si j'avais bien su
Que cela serait venu
D'être renfermé
Six ans, chose bien assurée
Dedans la prison
Pour ma noire action
Je me serais sauvé
J'avais eu du temps assez
Mais Dieu a bien voulu
Que je serais connu.
Me voilà donc condamné
Que je serai tenaillé
Sujet à briser
De la roue expirer.

Dieu à ce moment
Quel cruel tourment
C'est pour mes péchés
Que je m'en vais essuier.
O ciel! quel cruel tourment
Pour mes pauvres parents.

Les fouas. La coutume d'allumer des feux de joie (*foua*), aux jours de fête et dans les grandes circonstances, est très ancienne à Visé. En 1675, quand la châsse de saint Hadelin fut ramenée de Liège, le peuple manifesta sa joie par ses chants, par le bruit des armes et aussi par les feux de joie (1).

De nos jours encore on voit à Visé aux soirs de certaines fêtes d'immenses brasiers illuminer les différents quartiers de la ville. Une foule joyeuse danse autour des *fouas* en riant et en chantant et prouve ainsi que ces vieux *fouas* sont de vrais feux de joie.

L'histoire de l'ordre du Saint-Sépulcre par le chanoine Lambert Jeghers. Ce petit livre, datant de 1626, le plus ancien probablement qui ait été écrit à Visé, porte le titre suivant : « La gloire de l'ordre canonial » régulier du S. Sépulcre Hierosolimitain de N. S. » Jésus-Christ tirée du tombeau d'oubliance par Lambert Jeghers, prevost etc. » Le seul exemplaire, qu'on en retrouve, fait partie de la belle bibliothèque de M^{me} Gustave Francotte. Le chanoine Jeghers donne d'abord l'histoire du Saint-Sépulcre et de l'ordre, qui fut institué en son honneur et pour sa garde. Par des considérations plus spécieuses qu'historiques il fait remonter l'origine de cette institution religieuse jusqu'aux apôtres. Il parle ensuite de sa translation en Europe et de son établissement dans le diocèse de Liège. Les derniers chapitres de cette petite histoire s'occupent de l'habit des Sépulcrines, de leur règle et de leurs exercices spirituels. Quelques extraits nous donneront une

(1) *Abrégé de la vie de saint Hadelin*, 1788.

idée de l'ordre du Saint-Sépulcre et du style de l'historien.

La maison de Liège, est la quarriere ou roc d'où ont esté taillées les pierres fondamentales et angulaires de celle de Viseit.

Cette fondation fut tres-agreable au Magistrat et Bourgeoisie de la ville, qui voyent en ces Dames un flambeau de dévotion, pour la conduite et instruction des Dames et filles du lieu.

Le costume des religieuses est blanc et noir ; — le voil blanc et noir dont l'un représente la pureté virginale et innocence de vie et l'autre la divine protection et umbrage de ses ailes ; — l'anneau qui est la marque des espousailles celestes de ces filles avec Jésus Christ. Une chaussure neuve leur est donnée à la vestition pour dire que leurs affections, qui sont les pas de l'âme, doivent estre tout autres qu'elles n'ont esté auparavant.

Le signe caractéristique de l'habit de cet ordre était la croix à deux traverses, dite de Jérusalem. Cette croix était l'emblème des Sépulcrines. Portée en pleine poitrine, en étoffe rouge sur fond blanc, elle faisait reconnaître la chanoinesse du Saint-Sépulcre, comme les nombreuses doubles croix, qu'on voit sur les murs de l'école moyenne de Visé, accusent la destination primitive du bâtiment.

Cette Croix est rouge ? La Croix fut teinte et empourprée du sang de l'Agneau. Ou cela veut dire, que la charité, dont les lampes sont lampes de feu et de flammes, est celle qui en cet endroit a placé la Croix.

Adjoustrons les deux cordons rouges, qui sont au manteau, en mémoire des cordes dont il fut lié lors de sa flagellation et crucifixion. Mais que voulez-vous de plus naïf que les cinq nœuds qui sont comme cinq boutons es dictes cordes ? A vostre advis ne vous remettent-ils pas en memoire les cinq playes du Redempteur.

La vie (de l'ordre) a esté mixte roulante sur ces deux poles de l'action et de la contemplation. Au demeurant les Filles font autant et plus que les autres religieuses de quelque ordre qu'elles soient ; celles font les vœux essentiels solemnellement sous ceste forme de parolles.

O Seigneur je m'offre moy-mesme et tout ce qui est à moy a vostre divine maiesté et promet de demeurer en cet ordre canonial du S. Sépulchre de mon Seigneur Jésus-Christ de Jerusalem, sous

la règle S. Augustin et garder la pauvreté, chasteté obéissance et la clôture perpétuelle tous les jours de ma vie.

Elles gardent la vie commune, n'ont point de propre, chantent et récitent les heures canoniales, sont de bonne odeur au peuple et au clergé.

Quant aux exercices spirituels voicy les devotes et exemplaires processions qui se font aux jours de Dimanches et Festes principales : Voicy les Stations ores au S. Sépulchre, tantost au mont de Calvaires puis au jardin des Olives et de la mont de Syon enfin en la vallée de Josaphat. A raison dequoy les anciennes ordonnances de l'ordre veulent que les monastères et églises soient basties en modèle de celle du S. Sépulcre afin de pouvoir faire les processions et que es Cloistres soient representez le sépulchre, la crèche de Bethleem, Bethanie, le mont de Calvaire, de Syon, la vallée de Josaphat etc. Tout devait rappeler aux religieuses le sépulchre glorieux du Sauveur.

Là sont leurs Portiques, leurs Louvres, leurs Escurials, — leurs sérails, là est gisante toute leur gloire, là aboutissent leurs méditations et contemplations. En signe et preuve de quoy les samedi elles chantent une antienne lugubre au Sepulcre de Jesus-Christ et le dimanche matin un cantique d'allegresse.

La seconde partie de l'opuscule contient les bulles d'approbation et les faveurs accordées aux Sépulcrines par les chefs de l'Eglise.

LÉGENDES VISÉTOISES.

Le moine de Saint-Laurent au marché de Visé.
« Vers l'an 1030 les moines de Saint-Laurent à Liège
» étaient si pauvres qu'ils n'avaient pas le moyen de
» s'acheter des frocs. Saint Wolbodon, l'un des bien-
» faiteurs du monastère, apparut à l'abbé et lui conseilla
» d'envoyer le frère Renouard au marché de Visé, où
» quelqu'un lui donnerait le drap dont il avait besoin.
» Plein d'espoir, le frère se mit en route de bon matin
» pour Visé. Comme il était depuis longtemps déjà sur
» le marché, un inconnu lui demanda ce qui l'y avait
» amené. J'ai été envoyé, dit-il, par saint Wolbodon,
» afin d'acheter des étoffes pour les frères, mais leur
» prix est si élevé que je ne pourrai m'acquitter de ma

» commission. L'inconnu parut s'émouvoir à cette
» nouvelle et aussitôt, tirant de son escarcelle 60 sous
» de bonne monnaie, il les compta dans la main du
» moine, qui eut au delà de ce qu'il lui fallait pour
» faire son emplette (1). »

Li creuz di Renar. Quand le promeneur prend à Lorette l'ancienne *voye* de Dalhem, il s'engage bientôt dans un profond ravin coupé au milieu de la campagne par un carrefour solitaire. Dans cet endroit mystérieux, on n'entend que le léger bruissement du vent dans le feuillage de quelques peupliers altiers. Ce carrefour a sa légende, une légende bien terrible, qui en écartait autrefois tous les poltrons.

Chaque année, disait-on jadis sous les grandes cheminées visétoises, le jour de Noël, à minuit juste, un renard tout noir apparaissait au milieu de la croix de ce carrefour. Celui qui présentait à cet être mystérieux une poule aussi noire que le renard, obtenait en retour un moyen magique de se procurer de l'argent à volonté. Un jour, un jeune téméraire voulut tenter l'aventure. Le lendemain on le trouva mort à quelque distance du carrefour.

Le jeune homme, ajoutait-on, avait sans doute refusé de livrer son âme au démon, qui l'avait étranglé dans sa rage.

Selon l'usage du temps une croix fut placée à l'endroit où le cadavre fut trouvé. Telle est selon la légende l'origine d'une vieille croix aux inscriptions gothiques, qui se trouve à quelque distance du carrefour, à moitié enfouie sous terre.

Cette croix et cette légende doivent être très anciennes, car déjà dans des registres du *xvi^e* siècle, on parle comme nous l'avons vu, de *li creuz di Renar*.

La colombe de Sartorius. Lorsque le jeune Sartorius, l'auteur de l'assassinat de la demoiselle de Warri-

(1) Henaux, p. 364 ; d'après Chapeauville, t. I, p. 269.

mont, fut exécuté à Visé, une colombe blanche, dit la légende, vint planer au-dessus de sa tête, et prouva ainsi l'innocence du condamné.

Cette légende, toute récente, puisque l'exécution eut lieu en 1779, doit provenir d'une erreur populaire, qui introduisit le fait de la colombe apparue à saint Hadelin, patron de Visé, dans la cause célèbre de Sartorius.

Des confusions de ce genre se rencontrent assez souvent dans les légendes populaires. En voici un exemple pris à Visé même.

Jadis, on y trouvait entre la ville et la Meuse une fontaine, qui a disparu lors de la construction du chemin de fer Liège-Maestricht. On ne sait pourquoi on l'appelait la fontaine de Saint-Hadelin et on lui attribuait le fait du miracle de Franchimont dont nous avons parlé. Or saint Hadelin ne fut jamais à Visé durant sa vie.

La justice à Visé. M. Henaux a donné, dans son *Histoire de la bonne ville de Visé*, l'organisation de notre ancienne Cour de Justice.

« Celle-ci était composée de sept *échevins* à la nomination du prince, d'un *greffier* et de quatre *sergeants* (huissiers et agents) au choix de la Cour.

» Le *mayer*, officier également nommé par le prince, présidait la Cour. Il ne délibérait pas avec elle pour rendre le jugement, mais c'était lui qui en poursuivait l'exécution. Cette Cour statuait sur toutes les affaires civiles, on appelait de ses jugements aux tribunaux de la capitale. En matière criminelle, elle connaissait de tous les délits qui n'emportaient pas une amende excédant cinq florins d'or (30 fr. 50). Toute sentence qui condamnait à une plus forte amende ou à une peine afflictive, devait être révisée et approuvée par le tribunal des échevins de Liège.

» Aucune sentence ne pouvait être prononcée si quatre échevins, le mayer et le greffier n'étaient présents.

» Pour la décision des procès la Cour observait le droit municipal qui lui était propre et les coutumes et usages communs à tout le pays (1). »

Le terrain des enclôîtres du chapitre était exempt de la juridiction séculière, le mayeur ou ses agents ne pouvaient donc y exercer leurs fonctions sans l'autorisation du prévôt.

L'ancien perron et plus tard le péristyle de l'hôtel de ville avaient comme privilège de mettre les coupables à l'abri des poursuites des agents de la police judiciaire.

A Visé comme ailleurs dans le pays de Liège, *pauvre homme dans sa maison était roy*, nul n'avait le droit d'y entrer de force que le bourgmestre muni de ses clefs magistrales.

La liberté individuelle était garantie à Visé par des *coutumes* parfois bizarres. En 1636, les secrétaires (agents de police) de la ville vinrent un jour déclarer à la cour de justice « de n'avoir pu appréhender Halen » de Borre et son espeuze convaincus (condamnés) ce qu'ils n'ont pu faire alle demande de Macka à cause qu'ils n'ont pu trouver le dit Halen hors leur maison et que le mercredi l'on ne peut en cette ville appréhender personne pour conviction personnelle n'ayant su aussi trouver aulcun meuble appartenant à dit Halen pour en faire l'exécution à raison que dans cette ville l'on ne peut painer et exécuter dans les maisons pour cause de franchises (2). »

Police sanitaire. Nous avons vu que plus d'une fois la ville fut affligée de maladies contagieuses. L'autorité, dans ces circonstances, ne restait pas aussi inactive qu'on pourrait le croire.

Voici le résumé d'une publication ou mandement fait au-devant du perron ou maison de ville de Visé le 14 octobre 1634, alors que la peste y faisait de nom-

(1) *Bulletin de l'Institut archéologique*, t. I.

(2) Archives de la ville.

breuses victimes ; on verra qu'il diffère assez bien des mesures de police sanitaire de nos jours.

1^o Il est défendu d'avoir des conins (lapins) oisons, canards, chats et chiens vagabonds. On doit s'en défaire dans les trois jours sous peine de 6 fl. d'amende et confiscation des bêtes. Il est défendu également de laisser courir par la ville pourceaux, truies et cochons.

2^o Tout le monde est tenu de faire connaître les contraventions à cet article.

3^o Il est défendu de laisser voler en liberté des pigeons sous peine de confiscation. Autorisation pour chacun de les tuer.

4^o Il est ordonné à tous d'ôter les cendres et ordures, qui se trouvent devant les maisons.

5^o Ceux qui sont en communication avec les malades ne peuvent être en relation avec les autres bourgeois sous peine d'être bannis ou de subir une autre peine arbitraire.

6^o Les morts doivent être enterrés après 11 heures du soir et les malades transportés également après cette heure.

7^o Ceux qui ont soigné des malades hors de la ville ne peuvent y rentrer pendant 50 jours.

8^o Défense de transporter des meubles hors des maisons infectées.

9^o Défense de vendre de vieux habits.

10^o Défense aux hôteliers de recevoir des étrangers non munis d'un certificat constatant qu'il n'y a pas de danger d'infection à craindre de leur part. Ces mêmes hôteliers devront également remettre les noms des étrangers qui logent dans leurs maisons (1).

La cuisine. Les deux listes suivantes de comestibles achetés pour un dîner gras et un dîner maigre de la compagnie des arbalétriers en 1600, nous donnent une idée de la bonne cuisine bourgeoise de ce temps.

Le dîner gras comprenait comme viandes : du *mouton*, du *veau*, du *bœuf*, de la *viande salée* (conservée), du *jambon*, du *chapon* et du *pigeon*. Il y avait du pain de *froment* et de *wassen* (seigle). Le pain constituait une partie notable du repas et remplaçait sans doute les pommes de terre et d'autres légumes, que l'on voit sur les tables de nos jours.

Comme légumes on ne parle que de *jottes* (choux)

(1) Archives de la ville.

salades et bonnes herbes. Les épiceries consistaient en *sucres, corentines, prunes et huile d'olive*.

Peu de vin mais de la bière en abondance.

Au dîner maigre apparaissent l'*aburdon*, le *stock-visch*, les *bockhoux*, des poissons de la Meuse et des poissons de mer, bien délicats sans doute, car ils étaient très chers, que l'on s'était procurés à Maestricht.

Les poissons étaient rôtis à l'huile ; toutefois le beurre, à bon marché, était employé à profusion, quatorze livres pour une fête.

Les œufs, qui n'avaient aucune valeur de ce temps, n'étaient pas plus ménagés. On en cassa un cent et un demi-quarteron pour le même repas.

C'était là, le dîner de fête. La cuisine ordinaire évidemment était moins riche. Un acte de bail de 1533 nous montre que, à cette date, l'usage du pain blanc était moins commun que de nos jours. « Le meunier, » dit ce document, « payera en moulure de frument, de » wassen ou de spelte et non d'autre moulure partant » que l'orge, favette, de poiz et de veche est inconve- » nant et nuisible az gens de non labure comme az » nobles et az gens denglieze (1). »

Il faut croire que de ce temps les estomacs étaient plus robustes que de nos jours.

D'un autre côté il semble que la consommation de la viande était alors plus grande qu'aujourd'hui. Le tableau suivant le prouve à l'évidence.

En 1636 à la suite des guerres, le magistrat établit un impôt sur la boucherie à raison de :

5 florins	pour un bœuf.
3 » »	vache.
2 » »	génisse ou <i>bœufflet</i> .
1 » »	mouton ou brebis.
10 aidans	» veau.
5 » »	agneau.

(1) Archives de la paroisse.

La recette de cet impôt fut mise *en accense* et rapporta à la ville un revenu annuel de 2,713 florins Brabant (1).

Pour que l'*accenseur* ne restât pas en déficit, il fallait que chaque semaine on tuât quatre têtes de chacune de ces catégories de bêtes. Une partie assez considérable de ces viandes devait nécessairement aller sur la table de l'ouvrier, car à cette époque Visé était moins important que de nos jours. D'ailleurs si l'ouvrier d'alors mangeait du moins bon pain que de nos jours, parce que la culture du froment était moins répandue et le pain de qualité inférieure moins déprécié, son salaire, relativement plus élevé que le prix des objets de consommation, lui permettait de réaliser facilement le vœu de Henri IV, qui voulait que tous ses sujets pussent le dimanche mettre leur poule au pot. Vers 1600 une journée de maçon ou de charpentier comptée à 1 fl. 7 1/2 patars ou 1 fr. 66 valait le tiers d'un veau qui coutait 4 florins, ou dix livres de chaire de bœuf à 3 patars la livre. Ajoutons que la livre de beurre revenait à 4 1/2 patars ou 25 centimes, que les œufs étaient à moins de 1 centime la pièce. L'hectolitre de *wassen* ne valait qu'environ 6 francs (2).

La situation matérielle de l'ouvrier était donc à cette époque meilleure que celle que lui a faite le progrès moderne. Si parfois la famine a fait de nombreuses victimes c'est parce que en cas de non-réussite des grains, *la pomme de terre* ne remplaçait pas le pain et l'importation ne comblait pas l'insuffisance des récoltes.

Louis XIV à Visé. Le curé Libotte consigna dans son registre des baptêmes et des décès les faits les plus saillants du séjour de Louis XIV à Visé. Ces notes nous ont paru assez intéressantes pour être copiées ici littéralement.

(1) Archives de la ville.

(2) Ces chiffres sont calculés d'après le tableau des menus de dîners dont nous avons parlé plus haut et qui a paru avec les dépenses dans *l'Etude sur les arbalétriers de Visé*.

Le 24 May mourut un cavalier françois lequell estant à l'armée de Lowis quatorsiemme composée de quatre vingt mille hommes, qui ravagèrent dans l'espace des dix jours toute notre campagne et le roy pour tous ces domages ne rendit par l'entremise du cardinal de Bouillon que mille patagons.

Le 14^e sept. mourut un soldat françois lequell estant devenu malade à Visé et désirant d'aller prendre l'air estant arrivé au bout de Souvré trouvat quelques soldats qui se disoient hollandois, lesquels lui ayant fait quitter ses habits lui cassèrent miserablement la cervelle.

Le 23 Fev. 1673 mourut Jean-Baptiste Schifflet lequell comme il m'a dit estoit fils de Constantins Schifflet, professeur royal dans l'université de Doolh dans la franche Comté de Bourgogne.

Le 30 Mai mourut Caterinne Waltery. Relicte Renault de Sluse (mère des deux de Sluse). Sa sépulture au soir le 31^e et le 17 Juillet ses exèques qui furent différées à raison des guerres et du siège de Maestricht qui fut investie le 5 Juin et le dernier ditto rendue par composition.

Le 16 Mai 1674 Le chateau d'Argenteau fut siégé par les troupes françoises qui venoient de la Hollande au nombre de 15 à 16 milles hommes, lequell ayant esté battu par deux pièces de cannon l'espace de 30 heures ou bien d'un jour et deux nuits se rendit par composition la deuxième nuit à minuit le maréchal de Beelfond Général des dites troupes y envoyat de la garnison françoise et fut par 3 minnes au dedans et 1 au dehors demoli le 5 juin suivant.

Le 19 Mai Le fort de Naivagne fut siégé par les mesmes troupes et ayant soutenu le dimanche lundi et mardi jusqu'au soir se rendit par composition avec la perte de fort peu de personnes le 22 dito et quelques semaines par après demoly avec l'assistance des paysans circonvoisins.

Le 28 Janvier 1675 est venu à Visé le comte de Straadt, gouverneur de Maestricht, accompagné de 2000 françois et ayant été conduit à la maison de Ville par nos bourgmestres qui estoient Ernotte Laurent le jeune et Pier Rivez ledit gouverneur dit qu'il avoit ordre de son roy de demanteler Visé, nonobstant toutes les remonstrances possibles lui faites laissat 1000 soldats qui commencèrent le 29 ditto à nous quitter nos murailles, qui avoient subsistez plus de trois cents ans, dans plusieurs autres dangers. Ils rompirent ensuite nos portes, barrières et Ristiaux qu'ils bruslèrent.

Le 11 Juin 1675 ayant fait passer environ 15000 hommes d'infanterie et de cavalerie leau à Chainie vint avec le rest de son armée qui estoit encor de 15 à 16 mille hommes camper sur la montagne depuis Haccourt jusqu'a Lyctenbergh se dispersant parmy tous les

villages circonvoisins comme Heur, Eben, Emal, Hallembaye, Haccourt, Nay, Nivelles auquel lieu s'estant arrestez l'espace de neuf jours et ruinez entièrement la campagne et maisons, tandis que les dits 15 milles assiégèrent Lymborgh : et le 19^e ditto le Roy avec son armée descendit de ladite montagne et passat le pont qui estoit dressé entre Lixhe et Nivelles et vint camper au Neufchateau ou Aubin ayant dispersé son armée dans les villages et campagnes circonvoisins comme Bombaye, Mexhax (Mesch), Mons, Fouron etc et le 20 ditto qui estoit l'octave du S. Sacrement Lymborgh après le siège de 7 jours se rendit par composition et le 23 le roy décampat après avoir ruinez toute notre campagne et les campagnes et les maisons des villages susdits repassat la Meuse au mesme pont et s'allat camper encore à Devant-le-Pont et logat dans la maison d'Ant. Houbbart une nuit ou il y avait logé l'an 1672 12 jours de là il s'en allat camper vers Tongres, cette mesme nuit logat la garnison de Lymbourg dans les faux bourgs à Souvré qui descendit le lendemain à Ruremonde.

7 Avril 1676 Eodem die reversus sum Leodio post exilium trium mensium quod coactus fui sustinere cum coeteris canonicis ob exactiones Hollandorum Hasselletum occupantium. Promiserant quidem consules nostri sollicitaturos se apud commissarium proesidii proedicti pro mea liberatione sed nihil effecerunt excusantes sese postea super impotentia sua et urbis nimis gravatae egestate, proinde coactus fui remanere Leodii usque dum reliqui canonici post summam 1000 fl. bb. oblatam reverterentur.

26 Aoust 1676. Le prince d'Orange avec ses alliez d'Allemagne, les Osnabrug, Lunebourg, Neubourg ayant siégé l'espace de 7 semaines la ville de Maestricht fut obligé le 27 la nuit à lever le siège pour l'arrivée de l'armée françoise conduite par le maréchal de Scomberg, composée de 30000 hommes qui causèrent grands dommages au voisinage.

Une anecdote de Louis XIV à Visé. Pendant son séjour à Devant-le-Pont, m'a raconté un représentant d'une vieille famille visétoise, Louis XIV invita un jour à sa table quelques notabilités de la ville. Tout fiers qu'ils fussent de prendre part à un dîner royal nos principaux Visétois n'étaient guère à l'aise en présence du Roi-soleil. Autant que les circonstances le permettaient ils se conformaient au proverbe : *le silence est d'or*. Cependant un d'entre eux, un membre du magistrat dit-on, voulut placer son petit mot. Tout à coup, le verre en

main, il s'adresse au roi et lui dit le plus correctement possible : « Sire, si nous buvâmes. » Louis XIV, prend son verre en souriant et dit à ses convives : « Oui, si » nous buvâmes à la santé des Visétois. » Le mot du notable Visétois fit fortune à la cour ; longtemps on s'en servit comme invitation à boire : « *Si nous buvâmes* » *à la santé des Visétois.* »



DOCUMENTS D'HISTOIRE LIÉGEOISE

Le manuscrit 10898-952 de la Bibliothèque royale est un manuscrit historique précieux, sur lequel l'attention ne s'est pas portée encore.

C'est un volume de 221 feuillets, sur papier, d'une écriture de la première moitié du xvi^e siècle, qui contient les copies de cinquante-quatre documents curieux, relatifs pour la plupart à l'histoire liégeoise.

Il paraît être l'œuvre d'un érudit liégeois du xvi^e siècle, amateur de raretés, qui se préoccupait d'enrichir sa bibliothèque des plus importants documents de l'histoire locale.

Si l'on remarque que la plupart des pièces du volume sont transcrites d'originaux, qui certainement se conservaient au xvi^e siècle aux archives de la Cathédrale à Liège, on n'aura nulle difficulté à admettre que l'auteur est quelque membre du haut clergé, qui devait à ses fonctions ou à son autorité d'avoir accès au dépôt secret des archives épiscopales (1).

Il serait intéressant de connaître l'histoire du ma-

(1) Cette supposition se trouve confirmée par cette note en tête de la pièce 37^{me}, p. 172 du manuscrit : « Concordia inter episcopum et prelatos ecclesie Leodiensis cum universitate Lovaniensi quæ est in archivis nre leod deposita. »

nuscrit et de pouvoir le suivre dans ses voyages. Malheureusement, les données manquent.

Ce qu'on peut dire, c'est qu'au XVIII^e siècle, il devint la propriété de la Bibliothèque de Bourgogne, à laquelle il fut cédé par un de ses bibliothécaires. Une main du temps, apparemment celle d'un employé du dépôt, inscrivit sur une tablette, aujourd'hui accolée au volume : *Bibliothecarius cessit in perpetuum Bibliothecæ Regiæ Bruxellensi*. On peut conjecturer que son entrée à la Bibliothèque est postérieure à l'année 1746, époque à laquelle, nombre de nos manuscrits furent transportés à Paris. Quand ils en revinrent en 1770, ils étaient porteurs d'une annotation commémorative de leur déplacement qui ne figure pas dans notre volume.

Quoi qu'il en soit, il fut compris dans la masse de documents expédiés à Paris en 1796. Semblable à celle des manuscrits saisis alors, sa reliure française, en veau raciné, nous fournit la preuve qu'il passa vingt années à Paris, y revêtit un jour l'uniforme des livres de la Bibliothèque impériale, — dos de basane rouge, au chiffre de l'Empereur, — puis en 1815 il fut réintégré à sa place primitive à la Bibliothèque royale de Bruxelles, où la main d'un habile relieur fit disparaître les marques napoléoniennes.

C'est là tout ce que l'on peut dire de l'histoire de ce volume. Mieux qu'une notice imparfaite, le dépouillement du manuscrit en fera connaître et apprécier la valeur. Quelques-unes des pièces qu'il contient ont été publiées par de Ram, dans ses *Documents pour servir à l'histoire des troubles de la principauté de Liège au XV^e siècle*; presque toutes les autres sont inédites.

EUGÈNE BACHA.

MANUSCRIT 10898-952 DE LA BIBLIOTHÈQUE ROYALE

Johannis XXIII. Cessio patatui cum aliquibus actis *Ms. f. 5^r 7^r*
in concilio Constantiensi (1).

— Ego papa Johannes XX[III] propter quietem tocius populi christianis profiteor, spondeo et promitto... — ... presentis sistematis.

Cf. Mansi, Collect. Concilior. t. XXVII, p. 567.

— Johannes episcopus servus servorum Dei... Universitati vestræ... — Datum Lopenberch, basiliensis diocesis, 11^a nonas aprilis pontificatus nostri anno tertio. f. de monte policiamo.

— Decreta et diffinita per sacrum concilium constantiæ in prima sessione... *f. 5^r*

— Decreta et diffinita in secunda sessione... *f. 5^v*

— Copia littere quam in crastino beati benedicti misit papa domino Regi Romanorum post suum discessum de Constancia. *f. 6^r*

Carissime fili... — Datum in Schafhusa die vicesima prima martii XIII^c decimo quinto.

Publiée par Mansi, l. c., p. 577.

— Quarta sessio que observata fuit in ecclesia cathedrali... *f. 6^r 7^r*
— ... sub sigillo quatuor prelatorum quatuor notarum predecencium.

Innocentii VII. Bulla pro absolutione Episcopi, cleri ac populi Leodiensis qui se subtraxerant ab obedientia Bonifatii IX, prædecessoris, eosque ad suam recipiens. *f. 7^r 9^r*
Data Viterbii VI. non. 8^{bris} pontificatus sui anno primo.
1404.

— Innocentius... Patet minarum... — ... Datum et actum Viterbii VI nonas octobris pontificatus nostri anno primo.

Bulle inédite. — Cf. Bormans, Notice d'un Cartulaire du clergé secondaire de Liège; Bulletin de la Commission royale d'histoire, 3^e série, t. XIV, p. 358, n° 61, déclaration du clergé de Liège, 1400, 24 mars.

(1) Nous donnons les analyses de la table qui se trouve en tête du volume.

Ms. f. 9^v 11^r Gregorii XII. bulla qua Joanni Bavaro Electo Leodiensi concedit facultatem privandi beneficiis omnes ecclesiasticos sibi rebelles. Data Romæ 4 Idus aprilis pontificatus anno primo. 1407.

— Gregorius episcopus... Dilecto filio Johanni electo Leodiensi s. et a. b. Si culpe crudelitas... — Datum Rome apud Sanctum Petrum 4^{ta} Idus aprilis anno primo.

Bulle inédite. — Cf. Baronius, Ann. Eccles., t. XXVII, p. 186, Bulle à l'élu de Liège datée du 3 des ides d'avril et Bormans, l. c., p. 351, n° 63, Bulle du 12 septembre 1407.

f. 11^r 12^r Sententia dicti Joannis Electi Leodiensis, qua, vigore Bullæ supradictæ, per. promotorem suum plurimos tam cathedralis quam aliarum Ecclessiarum sibi adversarios præbendis aliisque beneficiis privavit. Data vigesima decembris. 1408.

— In causa inquisitionis summarie que coram nobis Johanne de Bavaria Dei gratia electo Leodiensi per litteras apostolicas sanctissimi in Christo patris ac domini nostri domini Gregorii, divina providentia pape duodecimi... — (*alia manu*). Datum die jovis XX^{ma} X^{bris} XIII^{le}. VIII.

Bulle inédite. — Cf. Bormans, l. c., p. 359, n° 64, déclaration du clergé secondaire, 12 octobre 1408.

f. 12^r 13^r Alexandri V bulla ratas habentis privationes edictas confirmantisque collationes novas per dictum Johannem Electum Leodiensi factas. Data Pisis, non. julii pontificatus anno primo. 1409.

Alexander episcopus servus servorum dei ad futuram rei memoriam. ... Humilibus supplicum votis... — Datum Pisis nonas Julii pontificatus nostri anno primo.

Bulle inédite. — Cf. Bormans, Notice d'un cartulaire du clergé secondaire de Liège, Bulletin de la Commission royale d'histoire, t. XIV, p. 359.

Designatio 12 dierum veneris per annum jejunandis *Ms. f. 13^r*
pro etc...

— Isti sunt dies veneris speciales quos omnes primi debent
jejunare in pane et aqua. Ego Clemens papa romanus notifico
quod... — ... Hii sunt dies veneris duodecim cum magna reve-
rentia christianis sunt observanda. Oportet nos in sextis feriis plus
quam in ceteris diebus jejunare, etc.

Inédit.

Versus quidam flandrici compositi tempore Belli *f. 13^v 14^r*
inter Francigenos et neapolitanos. 1494.

— Waer blieft hy compt hy oft nyet...

Hac contentus eris sorte data miseris (1).

Poème inédit. — Cf. Baronius, Ann. Eccles., anno 1494, p. 217 sq.

Caroli Francorum regis declaratio, pro expeditione *f. 14^v 15^v*
adversus Turcas suscipienda data regni anno 12^{mo} Flo-
rentiæ. 1494.

— Karolus Dei gratia Francorum rex universis christi fidelibus
presentes litteras inspecturis. Zelum fidei catholice... — ... Datum
florencie die vicesima secunda mensis novembris anno 94 regni
nostri anno duodecimo.

*Cf. Baronius, Ann. Eccles., anno 1494, p. 219, n° 19. ... Cum enim
ille (rex Francorum) palam jactaret, restituto Gallicæ genti neapoli-
tano regno, adversus Turcas se arma versurum...*

Machometis littera flandrice scripta Sanctissimo. *f. 15^v 16^v*
1501.

— Machomet here der Torken... — ... Ghegeven in onser Ke-
selycker stat Constantinopel.

*Lettre inédite. — Cf. Baronius, Ann. Eccles., anno 1501, p. 371,
n° 19.*

(1) Les six derniers vers sont séparés des autres par le mot : notate.

Ms. f. 16^o Pauca quædam abbreviata historiæ Leodiensis, cum
prognosticatis Regi Franciæ Carol.: Script. Romæ.

1423.

— Anno *MCCC^o et XII^o (sic)*, capta fuit civitas leodii a Henrico duce brabantie et hugone episcopo fugato, et sequenti anno idem hugo obtinuit bellum contra ducem in custodia de stepe...

— Pronosticata regis francorum. Karolus filius ludovici ex natione... — ... Scriptum in anno *XIII^c* vicesimo tertio, etc. Rome factum.

Fragment inédit.

f. 17^r 70^r Liber ordinarius Ecclesiæ Leodiensis ostendens
qualiter legatur et cantetur per totum annum in officiis tam de tempore quam de festis per Dominum Jodocum Parion.

— In nomine Domini amen. Incipit liber ordinarius ostendens qualiter legatur et cantetur per totum anni circulum in ecclesia leodiensi tam de tempore quam de festis in officiis divinis diurnis atque nocturnis. Et est sciendum quod adventus domini semper advenit in dominica quæ est propinquior... — ... Per dominum Judocum Parion sunt predicta ordinata.

Traité inédit. — L'auteur Josse Parion est inconnu.

f. 71^r blanc

*f. 71^o
en marge:
Auctores*

— Notate

Qui tacitus ardet magis uritur

Semper moritur et nunquam mortuus est qui amat

Omnia vicit amor et nos cedamus amor

Ignis ille furor nescit habere modum

Verba puellarum foliis leviora caducis.

f. 72^r blanc

f. 72^o 74^o

Sixti quarti bulla circa resignationes beneficiorum data V kal. octobris ac publicata Romæ 27^a ejusdem mensis pontificatus anno decimo. 1481.

Lecta et publicata fuit bulla immediate infrascripta Rome in camera apostolica die XXVII mensis octobris anni a nativitate domini *XIII^c* octogesimi pontificatus Sixti quarti anno decimo.

Sixtus... Sicut bonus pastor... — Datum Rome apud Sanctum Petrum anno incarnationis dominice millesimo quadringetesimo octagesimo quinto kalendas octobris pontificatus nostri anno decimo. Finis bulle.

Bulle inédite, suivie de quelques vers flamands.

Ms. f. 74^v

Ordinarius Ecclesiæ Leodiensis de Festis, finitus *f. 75^r 106^r*
et completus per manus Adæ de Junccis decima martii.
1489.

— Dicto de tempore, sequitur de sanctis et primo sciendum est quod... — ... Et sic est finis per manus Ade de Junctis.

De la même main : Et sciendum est quod ecclesie et civitas *f. 105^v*
consueverunt facere tres processiones cum forticiis... (*notes historiques*).

— Explicit ordinarius Ecclesie Leodiensis finitus et completus *f. 106^r*
per manus Ade de Junctis anno domini XIII^{le} LXXX nono mensis marcii die decima, etc.

Copie de l'autographe d'Adam de Junctis. Traité inédit. C'est la suite du Liber ordinarius, cité plus haut, de Josse Parion.

Douze lignes d'annales liégeoises (Alia manu).

f. 106^r

Tractatus de horis canonicis (premissa tabula Alberti de Ferrariis, juris utriusque doctoris). *f. 106^v 121^v*
Die ultima martii.
1489.

— Tabula composita a Domino Alberto de ferrariis utriusque *f. 106^v 108^r*
juris, doctore de Placentia, super infrascripto opusculo : De horis canonicis.

— Incipit tractatus de horis canonicis. Materiam horarum quas *f. 108^v*
canonicas appellamus sub brevi stilo divina opitulante gracia tractandam assumpsi ego Albertus de Ferrariis de placentia juris utriusque doctor quamvis indignus, dicta quoque doctorum in hac materia scribentium in unum redigere curavi et que collecta erant in hoc opusculo inserui et materiam amplificavi... — ... Explicit libellus de horis dicendis anno domini XIII^{le} LXXXIX mensis marcii die ultima.

Traité inédit.

Ms. f. 120^v 121^r Juramentum Fiscalium et advocatorum curiæ Leodiensis.

— Juramentum fiscalium. Juro quod fidelis ero et obediens domino nostro leodiensi episcopo...

— Juramentum advocatorum. Juro quod Domino episcopo leodiensi et ejus officiali ero fidelis et obediam... — In ejus locum me scienter subrogari non permittans, etc.

*f. 122^r 132^r
CXVIII-CXXVIII* Statuta provincialia Coloniensia, acta in concilio provinciali celebrato de consensu et consilio inter alios adulphi episcopi Leodiensis procuratorum. Die ultima octobris. 1322.

Descriptaque manu supra memorati Adæ de Junctis, 15 septembris. 1489.

f. 121^r 121^v Tabula statutorum provincialium coloniensium. De injectionibus manuum in clericos vel ecclesiasticas personas... — ... Explicit tabula statutorum provincialium.

f. 122^r — Henricus, dei gracia sancte Coloniensis ecclesie archiepiscopus, sacri imperii per Italiam archichancelarius, sacro presenti provinciali concilio ad perpetuam rei memoriam rei publice curam gerentibus illud... — ... Expliciunt statuta provincialia coloniensia per manus Ade de Junctis scripta anno XIII^{le} LXXX nono mensis septembris die XV.

Les statuts du Concile provincial de Cologne ont été publiés par Hartzheim, Concilia Germaniæ, t. IV, p. 282.

f. 132^v Quidam lamentatur suam amore alterius captam sed gaudet se habere socios licet ignorare velint.

Heu michi que quondam dulcis que cordis amica

Femina decepit quis modo tutus erit.

Poème inédit, suivi de quelques vers flamands.

f. 133^v 134^r Convention en langue flamande touchant Maestricht faite entre le duc de Bourgogne et les Liégeois le 28 août... 1448.

Ter dachvaert ghehouden XXVIII^a augusti XIII^c XLVIII
jaer... — ... aldus geteykent. l. Wachelgem. Wa. de. Ser^{co}, *sui*
d'une note flamande.

*Charte inédite. — Le titre flamand de cette pièce, est : D'overdrach
ghehouden van wat poenten men daghen mach tot Ludick die ingeseten
in Brabant. C'est une convention sur les points au sujet desquels il est
permis d'assigner en justice devant l'officialité de Liège les habitants du
Brabant compris dans le ressort du diocèse de Liège.*

Littera remissionis in favorem Leodiensium per *Ms. f. 134^r*
Mariam Burgundiæ ac Brabantiae ducissam.

Flandrice data 19 martiis. 1476.

*Publié par de Ram, Analecta Leodiensia, p. 623 ; cf. Schoonbroodt,
Inventaire... des chartes de Saint-Lambert, Liège, Desoer, 1863, p. 347,
n° 1074, le même acte en roman.*

Causæ sex quibus probari prætenditur D. Wilhelm *f. 135^r 142^r*
mum de Marcka recepisse mercedem quam ipsius pec-
cata meruerant.

— Ex causis que inferius notantur constat satis luculenter ober-
rare leodienses plurimos qui excecati non pertimescunt proprium
eorum calumniari et accusari dominum ex quo diebus istis novis-
simis promisi cum lege et justicia dominum Willelmum de Mar-
cha eam recipere mercedem quam peccata ipsius meruerunt sepi-
sime.

Prima causa. Si spacio longiori potuisset... — ... illos interfe-
cisset veluti littera ibidem laciis declarat.

Pièce inédite.

Sixti III. breve seu monitorium contra Arember *f. 143 147^r*
gios patriæ Leodiensis post occisum episcopum Ludo-
vicum de Bourbon occupatores ac deprædatores, avec
une autre pièce en flamend touchant les dits d'Arem-
berg.

Publié par de Ram Analecta Leodiensia, pp. 725-736.

Ms. f. 147^r 147^v Deken ende Capitel van Ludick den wael geminden burge-meestern, gesworen ende Raet der stat van beringhen onssern gue-den vrunden. Besonder gemynde... — ... stats Ludik des XII^{te} dachs der maent van januaris int jaer XIII^{te} ende LXXXIX.

f. 148^r 150^v Davidis de Burgundia episcopi trajectensis processus seu monitorium vigore litterarum apostolicarum de data 4^{to} idus julii 1488 pro Joanne de Horne episcopo Leodiensi adversus eosdem Arembergios ubi dicitur eosdem detinere injuste ducatum Bulloniensem et alia.

Publié par de Ram, Analecta Leodiensia, p. 834.

f. 151^r 152^r Alberti Saxoni Ducis epistola ad Burgimagistros et scabinos oppidi Lovaniensis cum responsione eorum-dem. 13 augusti. 1489.

Lettres inédites. — Cf. Proost, Table chronologique des Bulletins de la Commission royale d'histoire, pp. 72-75.

f. 152^r Ceremoniæ in consignatione pilei et ensis Philippo. Burg. duci.

Venerabilis Domine Hadriane cum eritis ad viam... — ... una vobiscum associet ducem ad palacium residencie sue.

Pièce inédite.

f. 152^v Mandatum Johannis Hornœi, episcopi leodiensis curiam spiritualem, a se in Diest translatam, resti-tuentis Lovanium ad id requisiti per Maximilianum Rom. Regem Philippumque ejus natum 29 8^{bris} 1491.

Johannes de Hoerne episcopus leodiensis dux bullonensis et comes loessensis universis presentes litteris visuris lecturis et audi-turis salutem in domino sempiternam. Cum nos divisionem que in lovaniensi et bruxellensi et aliis patrie brabantie oppidis... — ... Datum anno a nativitate domini XIII^{te} nonagesimo primo mensis octobris die vicesima nona.

Complainte imprimée de Marguerite d'Autriche, fille du dit Maximilien, se trouvant renvoyée par le Roy de France Charles VIII à la cour duquel elle avait été eslevée pour être son épouse.

Donques et pourtant toy Charles Regnant.

Je te ordonne et baille.

Xylographe, fragment. — Cf. ms. 11182, de la Bibliothèque royale de Bruxelles, p. 2. Cy commence ung petit traittiet nouvellement fait et composé appelle li malheur de France. — P. 8. Comment Raison remontre au Roy de France le peril et dangier là ou il se est mis et boute par avoir delaissiet lialiance qui estoit entre luy laigle et le lyon par le moyen de la tres noble et renommee fleur Madame Marguerite.

Alexandri VI papæ brevia data Rome 22 octobris 1492 Philippo archid. Austriæ, Alberto duci Saxonie, Francisco de Busluyden preposito Leodiensi, et pluribus aliis, addita responsione dicti Philippi archiducis. f. 153^r 157^v

Breve misse per sanctissimum dominum d. Alexandrum hujus nominis sextum anno XIII^{le} XC tercio (*sic*).

— Venerabili fratri episcopo leodiensi. Venerabilis frater salutem, etc. Audivimus et quidem invitis auribus... — ... Datum Rome etc. die XXII^a octobris 1492 anno primo.

— Dilecto filio nobili viro philippo archiduci Austrie, burgondie, brabantie etc. duci... Dilecte fili salutem et auctoritatem sancte apostolice sedis in suis dominiis et... — ... Datum Rome ut supra.

— Dilecto filio nobili viro Alberto duci Saxonie.

Dilecte fili salutem, etc., intelligimus te per carissimum in Christo filium nostrum Maximilianum... — ... Datum Rome ut supra.

— Dilecto filio francisco de buscheyden preposito Leodiensi... — ... Datum Rome ut supra.

— Dilectis filiis parcensis et affliguensis monasteriorum abbatibus et eorum cuilibet. Dilecti filii salutem, etc... Quum hoc audimus de vobis... — ... Datum Rome ut supra.

— Dilecto filio Johanni Carondebet cancellario austrie bourgondie, etc... Dilecti fili salutem etc, audivimus et quidem... — ... Dilecti filii salutem etc. quum nostra et universa ecclesie dei auctoritas... Datum Rome ut supra.

— Dilecto filio Johanni de Houthem cancellario brabancie. Dilecte fili salutem, etc. Crebris tam fisci curie nostre querelis... — ... Datum Rome ut supra.

— Dilectis filiis gentibus cancellarie consilii ducatus brabantie. Dilecte filii salutem, etc., sicut pro certo didicimus... — ... Datum Rome ut supra.

— Dilecto filio Engelberto, comiti de Nassone... — ... Dilecte fili salutem etc. nimium ut variis ad nos perfertur... — ... Datum Rome ut supra.

— Dilecto filio Johanni de bergis domino de Waleyn equiti... — ... Dilecte fili salutem etc non modicum et multimodis... — ... Datum Rome ut supra.

— Responsio Ducis philippi. Sanctissime pater clementissime domine, post desideratissima beatorum pedum oscula. Quia sanctitati vestre suggestum est, etc...

E. v[est]ræ] s[anc]titatis] devotus filius Philippus archidux austriae burgundie dux, comes flandrie, hollandie, Zeelandie, etc.

Baronius, Ann. Eccles., anno 1492, p. 194, publie le bref d'Alexandre VI à l'archiduc Philippe. — Il note que le pape adressa plusieurs invitations de ce genre à des princes chrétiens, et que ces lettres se trouvent à la Vaticane, ms. n° 361, inscript. Leodium, p. 393 sq. Elles sont inédites, et nous en avons ici le texte.

Ms. f. 158^r 159^v Alexandri ejusdem bulla contra impediētes executionem citationum et apostolicarum (confirmatoria bullæ Innocentii VIII date V kal. februar. 1491). Data IX kal. januarii. 1492.

En marge : edita est, t. I, Bullairii Rom. ed. Lugd. anⁱ 1692, p. 461.

f. 159^v 160^r Mahometis Turcarum imperatoris littera flandrice scripta Philippo Duci Burgundiæ ac Regi castellæ, etc. 26 octobris. 1505.

Ich Machomet bij der genaden des groiten Gods... — ... in octobri ghescreven in Albrav...

Lettre inédite.

f. 160^v blanc

f. 161^r 161^v Ludovici de Bourbon Leodiensis episcopi litteræ

in jucundo suo adventu concessæ clero sæcundario
Leodiensi. 26 octobris. 1456.

Publié par de Ram, Analecta Leodiensia, p. 420.

Nicolai V papæ bulla conservatoria eidem clero *Ms. f. 162^r*
concessa 4 id. octobris. 1451.

Nicolaus episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis abbatibus
monasterii sancti Laurentii extra muros leodienses, et sanctorum
apostolorum Coloniensis ac sancti Johannis Trajectensis ecclesia-
rum decanis salutem et apostolicam benedictionem. Quid refrige-
fiente caritate... — ... Datum Rome apud sanctum Petrum anno
incarnationis dominice M^o quadringentesimo quinquagesimo primo
pontificatus nostri anno quinto.

Publié par de Ram, Analecta Leodiensia, pp. 401-404.

Sixti IV papæ extensio supramemoratæ conservato- *f. 163^r 164^r*
rie, data 7 kal. novembris. 1473.

Publié par de Ram, Analecta Leodiensia, p. 604.

Ejusdem confirmatio privilegiorum dicti cleri se- *f. 164^r 165^r*
cundarii Leodiensis in forma gratiosa expedita III non.
decembris. 1472.

Publiée par de Ram, Analecta Leodiensia, p. 612.

Pii II papæ Bulla alternativæ dispositionis benefi- *f. 165^r 167^r*
ciorum vacantium in diocesi Leodiensi data XIII kal.
februar. 1458.

Publiée par de Ram, Analecta Leodiensia, p. 435.

Ludovici de Bourbon episcopi Leodiensis littera, *f. 167^r 169^r*

clero secundario privilegia a se concessa confirmantis.
Data Leodii 1 februarii. 1476.

Publiée par de Ram, Analecta Leodiensia, p. 617.

Ms. f. 169^v 172^r Nicolai V Bulla reformationis Ecclesiarum secundarium data XIV kal. novembris pontificatus anno quinto. 1451.

Publiée par de Ram, Analecta Leodiensia, p. 404.

f. 172^v 174^v Concordia episcopi et prælatorum Leodii cum universitate Lovaniensi, auctoritate Eugenii quarti data Romæ IV kal. augusti pontificatus ejus anno primo. 1431.

Concordia inter episcopum et prelatos ecclesie leodiensis cum universitate Lovaniensi quæ est in archivis nre leod̄ deposita.

Eugenius episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Licet suscepti cura regiminis... — ... Datum Rome apud Sanctum Petrum anno incarnationis dominice millesimo quadringentesimo tricesimo primo, quarto kalendas augusti pontificatus nostri anno primo.

Publiée dans les Placcaerten... van Brabant. Antwerpen 1648, t. I, pp. 88-90.

f. 174^v 179^v Pœma fiandricum de archiduco Philippo et Margareta ejus sorore aliaque eadem lingua composita.

— Dye sceydinghe van den edelen aertshertoghe Philippus van oesteryck, Brabant etc. ende van synder sustere die schone Margriete a^o XCVI^o.

Hoc groten blyscap in liefs vergaren es...

.
Ick bevele u allen Gods moder ghebenedyt.

— Anno XIII^o XCVII hoc dat vrou Margriete hertoghe Philips suster in Spaengien ontfanghen was.

Had ick nu die pœtelicke ghedachten...

.

Dwelck hem wil jonnen die moeder ons heeren.
— Die entfaukenisse des tshertoghen in die stadt van Gientte.
Verhaecht u Vlaendren int ghemeene...
.
Ende met u Heere leven en sterven.
— Hoe hertoghe Philips te Brugghe ontfanghen werdt.
Hoe Brugghe bedruck was voorleden... — ...
.
Schoonder willecom en sagic nye gebueren, *etc.*, *etc.*

Epistola Liberti Biricensis episcopi ad archiepiscopos et episcopos Coloniensis Moguntinensis Trevirensis, Leodiensis, Cameracensis, Trajectensis, Monasteriensis et Osnabugensis super regimen ecclesiasticorum. *Ms. f. 179^v 182^r*

Hoc ego confeci breve sed feret alter honorem.
Sic vos non vobis mellificatis apes.
Sic vos non vobis fertis ad aratra bones...
Sic vos non vobis nidificatis aves.
Sic vos non vobis ghyr cumulatis opes.
.

Quum vero durissimum iudicium erit hiis qui præsunt et potentes... — ... locupletis episcopi et potentes quantocius occurrant.

Traditio Rosæ facta D. archiduci Austriæ ex commissione Alexandri VI papæ anno. *f. 182^r*
1498.
— Accipe rosam de manibus... unus in secula seculorum...
— ... finis oracionis.
— Letare igitur princeps... — ... ecclesia percipiet.

Bulla ejusdem Alexandri pro insinuatione jubilæi proximi data pridie id. april. pontificatus anno VI^{to}. *f. 182^v*
1498.

Alexander episcopus servus servorum dei ad futuram rei memoriam Consueverunt romani pontifices... — ... Datum Rome apud sanctum Petrum anno incarnationis dominice millesimo quadrin-

getesimo nonagesimo octavo, pridie idus aprilis pontificatus nostri anno sexto : sic signatur. (*Signatures*).

Bulle inédite.

Ms. f. 183^v 186^v Informatio pro negociis transmittendis per cancellariam etc. quibus expensis expediantur id est : pretium omnigeneris dispensationum.

— Sequuntur negocia occurrentia communiter in regno anglie.

Brevis informacio pro negociis transmittendis per cancellariam expediendis et quibus expensis expedientur... Et primo pro una dispensatione... — ... Sufficit fides sigilli custodis.

f. 187^r 188^v Alexandri VI. Breve ad Carolum VIII francorum regem quo huic præcipit ut intra 9 dies Italia discedat alioquin 20^{ma} die sexti coram se in publico consistorio compareat ad videndum declarari ipsum incurcisse pœnas et censuras quæ singulis annis in cœna Domini publicantur. Datum Romæ nonas Augusti pontificatus anno tertio. 1495.

Breve missum per ponteficem Regi francie. Carissimo in Christo filio nostro Carolo francorum Regi Christianissimo. Carissime in Christo fili noster salutem etc. Dum inperscrutabili... — ... Datum Rome etc. nonas augusti anno 3^o.

Inédite. — Cf. Baronius, Ann. Eccles., anno 1495, p. 236.

f. 188^v 190^r Lamentatio Monialium partim latino partim flandrice per M. Wilbrordium Mathei metrica facta. 1504.

— Monicelle incarcerate.

Syn wy gheweest over meinich jaer.

.

Nunc erimus in libertate.

Monicelle incarcerate

Finis.

Poème inédit.

Magnificat ghemoralizert op den tyt van nu me- *Ms. f. 190^r 193^r*
trice.

Magnificat nu die sulcke seere.

.

In secula seculorum amen.

Poème inédit.

Johannis Hoiygne panegyris heroica hecatestica in *f. 194^r 195^r*
electione D. Erhardi de Marcka, Eburonum præsulis,
præeunte stemmate singulari insignium familiæ ejus.

Dum varios hominum casus dum mille tumultus.

.

Aurea tranquillii revehit qui tempora secli.

V. p. 248, le texte de ce poème.

Eustachii Nivarii canonici Leodiensis oratio ha- *f. 195^r 198^r*
bita Romæ coram Julio II, p. M. cum litteris ejus
Johannis Pino, tolosano, et responsis hujus ad Niva-
rium legatum illustrissimi Electi Leodiensis. 1506.

— Clarissimi viri Eustachii Nivarii canonici leodiensis oratio
habita Rome coram Julio secundo Romano pontefice maximo.

Eustachius Nivarius Canonicus leodiensis doctissimo et eru-
ditissimo viro Johanni Pino tolosano s. d. Miror quod tu... — ...
Vale. Rome XIX maii M. XV^c sexti.

— Jo. Pinus tolosanus Eustachio Nivario illustrissimi principis
episcopi leodiensis legato s. d. p.

Accepi humanissimas litteras... — ... Vale, Bononie XIX junii.

— Eustachii de Nivariis canonici leodiensis revendissimi et
illustrissimi domini et electi, insignis ecclesie leodiensis, una cum
Simone de Juliaco preposito sancti Dyonisii leodiensis oratoris ad
Julium II pontificem maximum pro agendis gratiis de propensis-
sima confirmationis gratia oratio.

Ut devotissimi humillimi et obedientes S. V. filii... — ... Nes-
toreos impleat annos. Dixi.

— Sequuntur que a priore detracta fuerant oratione, ob summi
pontificis graves illius diei curas, habito postea loco et tempore
dicta sunt.

Haud equidem facile... — ... gratum exhibere.

*Inédites. — Sur Eustache de Nivariis, Voy. de Theux, Le chapitre
de Saint-Lambert, t. II, p. 320.*

Ms. f. 198^r 199^r Eugenii IV, bulla circa collationes præbendarum S. Materni ac parvæ mensæ aliorumque beneficiorum in cathedrali leodiensi ad præpositum et decanum spectantes. Data Romæ 8 id. octobris pontificatus anno XVI. 1446.

— Eugenius episcopus servus servorum dei. Dilecto filio abbati monasterii sancti Laurentii extra et prope muros leodienses. Sal. et ap. benedictionem Inter cetera cordis nostri desiderabilia... — ... Datum Rome apud sanctum Petrum anno incarnationis dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo sexto octavo idus octobris pontificatus nostri anno sexto decimo.

Bulle inédite.

f. 199^v Pii II bulla confirmatoria præcedentis data Senis III kal. Martii pontificatus anno primo. 1458.

— Pius episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Cunctis orbis ecclesiis... — ... Datum Senis, anno incarnationis dominice millesimo, quadringentesimo quinquagesimo octavo. III^o kalendarum martii, pontificatus nostri anno primo.

Bulle inédite. — Cf. Bormans, Notice d'un cartulaire du clergé secondaire de Liège, Bulletin de la Commission royale d'histoire, 3^e série, t. XIV, p. 366, d'autres bulles de cette époque.

f. 201^r Sixti IV bulla confirmans privilegia Cathedrali Leodiensi per Eugenium quartum 7 id. aprilis 1432, et per Pium secundum 13 kal. febr. concessa, novaque eidem adjiciens data 9 januarii pontificatus anno 9. 1479.

Publiée par de Ram, Analecta Leodiensia, p. 659.

f. 205^v 213^r Rescreyn van twee Pateren die reformeeren voyden wen nonnen-clöester metrice et alia ejusdem materię.

f. 205^v — Twee paters d'een out d'ander jonck van jaren.
.....
Segghende pater vertrect quia nolimus vos.

— Eyn refereyn van den ghelasma van Gent.
Als ik ben reysende op ende neder.

Ms. f. 206^v

.
Dits te Ghendt ghesiet voerwaer.
.

Inédite.

Julii II Bulla generalis interdicti per totum Fran-
cie Regnum ac translationis nundinarum ex Lugduno
ad civitatem Gebenensem data 13 augusti pontificatus
anno nono.

f. 213^v

1512.

Bulla interdicti generalis in universo regno francie et transla-
tionis nundinarum ex lugduno ad civitatem Gebenensem ex causis
in bulla contentis.

Julius episcopus servus servorum dei ad fut. rei memoriam. Ad
reprimendum nepharios conatus... — ... Datum Rome apud sanc-
tum petrum anno incarnationis domini XV^c XII. XIII^a augusti
pontificatus nostri anno nono. Baltasar tuerdus.

Editée, cf. Baronius, Ann. Eccles., anno 1512, p. 604.

Van quayden Tonghen ; poëma Flandricum.

f. 216^r 216^v

Poème inédit.

Publicatio jubilæi anni 1525 per Clementem VII
ordinati facta de mandato Erardi a Marka 24 augusti
(lire, 10 augusti).

f. 216^r 217^v

1524.

Erardus de Marcha miseratione divina sancte romane ecclesie
tituli sancti gregorii presbiter cardinalis... Universis et singulis
archidiaconis, abbatibus... — Sanctissimus Dominus noster... — ...
Datum Huy sub anno a nativitate dominice XV^c vicicsimo quarto
mensis augusti die decima (*sic*).

Trois poèmes et deux pièces indéterminées en flamand.

f. 217^r 221^v

POÈME DE JEAN HOINGNE
EN L'HONNEUR D'ERHARD DE LA MARCK (1).

Jean Hoingne est un personnage resté inconnu dont l'existence nous est révélée par le poème que nous publions. Son nom n'est cité nulle part ; Van der Meer qui composa au siècle dernier une *Bibliothèque des écrivains liégeois* (2), l'ignore totalement. La pièce que voici, laisse entrevoir qu'il était membre du clergé de Liège. Peut-être se confond-il avec ce Jean Hongne (3), chapelain, qui fut témoin de l'acte d'accord passé en 1466 entre Louis de Bourbon et le clergé liégeois et que nous retrouvons chanoine (4) en 1482, présent à la protestation du chapitre de Saint-Lambert contre l'interdit de Liège. Son poème est un panégyrique. Tout porte à croire que c'est une allocution adressée au prince-évêque au cours des fêtes qui saluèrent son entrée à Liège (5). Sa date de composition se trouve ainsi fixée à l'an 1506.

IN ELECTIONEM DIVI ERHARDI DE MARCHA,
EBURONUM PRESULIS PANEGYRIS
HEROICA HECATOSTICA (6) JOHANNIS HOINGNE.

Dum varios hominum casus, dum mille tumultus
Intueor mundi, rerum dum pondero sortes
Atque vices, nil stare diu, sed turbine quodam
Cuncta rapi, movet ambiguam dubitacio mentem
In diversa trahens, certa ne Deus ratione
Inferiora regat, potius ve sinat sua quemque
Fata sequi, vel fortune permittat habenas.
Ista michi falso quamvis sit opinio visa

(1) Cf. p. 245.

(2) Manuscrit de la Bibliothèque royale de Bourgogne, n° 17639.

(3) de Ram, *Documents pour servir à l'histoire des troubles, etc.*, p. 555.

(4) *Ibidem*, p. 698.

(5) Cf. Chapeaville, *Gesta pontificum*, t. III, p. 236.

(6) De cent vers.

Sepe probabilior, tandem obtinuit tamen illa
Verior atque animo insedit sententia, nutu
Omnia divino moderatis omnia certis
Legibus astringi, constare suis quoque causis
Quod mihi nobilium celebrata electio nuper
Presulis Eburonum facile persuasit et omnem
Hanc mentis nebulam causasque erroris abegit.
Ecquis enim superum non consuluisse tonantem
Paci magnanime videat gentis leodine
Rebus et afflictis longam statuuisse quietem
Cum tot tantarumque virum prefecerit illi
Virtutum nulli genere ac probitate sequundum.
Si genus et proavos, primaque ab origine stema
Queris, ab cura deductam nobilitatem
Oris honos, morum specimen, reverentia vultus
Gracia sermonis totisque decencia membris.
Cuncta venustatis prolem testancia, deinde
Religio et pietas, simul experientia rerum
Multarum, atque animus præstanti in corpore prestans
Inprimis liquide troiana insignia monstrant.
Sunt qui se claro superesse ab jasone jactant
Et phrxi ostentat (*sic*) spoliata in colchide sacra
Aurea torquato pendencia vellera collo
Hec si non ab re est, nec ego ratione vacare
Crediderim quod de Marcha domus inclita semper
Arma solet patula suspendere ab ilice sub qua
Porca solo recubet parvos enixa suillos (1).
Ista quidem proavum referunt insignia Iulum
Nempe hiis omnibus post mille pericula rerum
Eros Anchisiades belli finemque laborum
Et proprias meruit sedes et regna latina
Arma quibus rutulum vicit certamina Turnum
Aurea glandifera in quercu citherea locavit
Alba sub ilicibus terdenos ubere fetus
Sus refovens humili desulcavit scrobe vallum
Urbis condende multos ubi sceptrum per annos
Julia progenies tenuit romana propago
Denique munimen, generosaque pectoris arma
Atque insigne decus clypei de Marcha (ubi blando

(1) Au bas de la page 193 verso, en regard de ce poème, se trouve un dessin assez grossièrement fait, figurant les armes des Lamarck appendues à un chêne d'où sort un ange aux ailes éployées; sous l'arbre, une truie avec ses petits, parmi les glands.

Ardens terribilisque leo mansuescit in auro
Invictusque adamas inter placidos amethystos
Mulctetur) (1) romanum animum fultus retegunt qui
Indomitas vires miti clementia, et equa
Justicia trutina valeat cohibere, nec ullis
Fortune insidiis a stabilitate moveri
Pontefice in tanto, celeberrima stirpis avite
Nomina sint licet hunc animi tamen intima virtus
Doctrina splendor rerum prudentia summa
Et probitatis amor, sancteque modestie vite
Illustrant magis et fama super ethera tollunt
Hunc nulle fugiunt artes, nullumque decorum
Quicquid magnifico ingenio studiosa vetustas
Excoluit, vel que nobis imitanda reliquit
Quicquid et efflati divino numine vates
Gravis meonides nosterque maro cecinere
Quicquid Aristoteles Samiusque senex docuere
Atque solone gravi melius rigidoque lycurgo
Quid fas, quidve nefas probet atque vetet quid uterque
Jus statuatur, quid divine sacra pagina legis
Spondeat hic penitus meminitque et calle ad ungem
Adde quod eloquii comi gravitate disertus
Oreque mellifluo nec ei cui cesserat olim
Atticus Echines nec facundo Ciceroni
Cedat et intensos valeat pacare tyrannos
Pro libitoque iterum frigentem accendere Martem
Sed quid ego frustra tanti preconia conor
Texere pontificis, nam si mihi divus Apollo
Ingenium aspiret, dulces mihi verba camene
Suppeditent, sacrumque inflamment corde furem
Ante dies mihi defuerit quam copia laudis
Quin vos, Pierides, viridanti tempora lauro
Cingite, solemnes festis celebrate triumphos
Carminibus vobis jam sepe vocatus Apollo
Vester adest, studiis jam tandem premia vestris
Et meritis certaminibus sperate coronas
Vos quoque felicitatis tanto sub principe clari
Eburones, animo tristes deponite curas
Seva paludamenta roga mutate sagumque

(1) D'après Rietstap, *Armorial général*, V^o Lamarck, le blason de la famille des Lamarck était d'or à la face échiquée d'argent et de gueule de trois tires, augmenté plus tard d'un lion naissant de gueule, armé et lampassé d'azur, mouvant de la face.

Purpura, et in falces diros conflate mucrones
Juppiter omnipotens olim miseratus acerbos
Attrite casus patriæ, lacrimandaque fata
Eterne pepigit vobiscum federa pacis
Pontificem vobis tanta probitate verendum
Qui dedit atque ducem, cujus pia jussa sequenti
Commoda presentis capiat, de optima vite
Premia venture per secula cuncta beati
Plausibus ergo tuum letis venerare parentem
Vocibus ingeminans, faustis Leodina juvenus
Vivat, jovivat superet quoque nestoris annos
Nobilis Erhardus de Marcha presul honoris
Vivat, jovivat meritis post fata superstes
Aurea tranquilli revehit qui tempora secli.



TABLE DES MATIÈRES

Règlement de la Société	Pages V
Tableau des membres de la Société	VII

NOTICES ET MÉMOIRES

I. A propos du Mareolt, d'une charte de 741, par l'abbé POLYD. DANIELS	1
II. Paroisse de Visé, par l'abbé J. CEYSSENS, vicaire à Visé.	13
Introduction	13
Chapitre préliminaire. Le Visé d'autrefois.	16
I. Nom et historique de Visé.	22
1. Le nom de Visé	22
2. Historique de la ville de Visé.	24
II. La paroisse, l'église et les curés	33
1. La paroisse	33
2. L'église	45
3. Les curés ou plébans	55
III. Le Chapitre de Saint-Hadelin	63
1. L'abbé séculier	70
2. Le prévôt	72
3. Le doyen	76
4. L'écolâtre	80
5. Le chantre.	82
6. Principaux employés	86
7. Biens et revenus	87
8. Les bénéfices	91
IV. Autres institutions religieuses de la paroisse	94
1. Le Temple.	95
2. Les Sépulcrines	97

	Pages
3. Les Récollets	101
4. Les Conceptionnistes	105
5. Les Carmes de Devant-le-Pont	105
6. Les Oratoriens	107
7. Le refuge du Val-Dieu	108
8. La chapelle de Lorette	109
V. Enseignement et charité	113
1. L'enseignement à Visé	113
2. Les établissements de charité	120
VI. Les confréries, compagnies et métiers	127
1. Les confréries	127
2. Les compagnies des arbalétriers et des arquebusers	130
3. Les métiers	136
VII. Le moulin banal de Visé à Devant-le-Pont	140
VIII. Personnages historiques visétois	148
1. Les seigneurs de Viseit et du Rivage de Viseit, etc.	148
2. Les de Sluse	153
a) René-François de Sluse	154
b) Le cardinal de Sluse	159
c) Le baron Pierre-Louis de Sluse	164
3. Les de Charneux et de Réquilé	165
IX. Objets d'art et d'antiquité	172
X. Commerce et industrie	193
1. Commerce	193
2. Industrie	196
XI. Toponymie visétoise	200
XII. 1. Varia	209
2. Légendes visétoises	218
III. Documents d'histoire liégeoise, par EUGÈNE BACHA.	229



TABLE ALPHABÉTIQUE

- Adélar* II, abbé de Saint-Trond, 7.
Aix-la-Chapelle. Le pape Léon III visite cette ville, 47, 48. — Couvent de Sépulcrines, 97.
Albergati (Antoine), nonce de Cologne, 128.
Alexandre, archidiacre, 36. — V, pape, 232. — VI, pape, 239-244.
Amandus, custos, 181.
Amay (le bourg d'), 27, 36.
Ans (la dime d'), 66, 88.
Antgarden (la dime d'), 66, 88.
Aoust (Augustin-Joseph d'), supérieur du collège des Oratoriens à Visé et curé de la paroisse, 45, 62, 63, 104.
Aphernon (Jean Plenus), avocat, conseiller et auditeur de S. M. C., 170.
Arckel (Jean d'), prince-évêque de Liège, 28. — Robert, dit de Rynswauld, 151.
Aremberg (la famille d'), 237, 238.
*Ardenne*s (le sanglier des), 20.
Arendonck, 2.
Argenteal, V. Argenteau.
Argenteau (porte d') à Visé, 17, 21, 67. — Nom primitif de cette localité, 23, 24. — Le château assiégé par les Français, 225.
Argenteau (la famille d'). Renaud I^{er}, 150. — Renaud II, 28, 150. — Renar, 150.
Assent, 4.
Ausloos (Placide), religieux de Saint-Trond, 11.
Autels, V. Saint-Hadelin.
Autriche, 68. Les empereurs, 69.
Autriche (Georges d'), donne des privilèges aux Visétois, 194. — Marguerite, 239, 242. — Philippe, 238-243. — Maximilien, empereur d'Allemagne, 238, 239.
Bartholomaeus, prévôt de la collégiale de Visé, 75.
Bassenge, étudie au collège des Pères Oratoriens à Visé, 117.
Bastianus de Visé, V. ce dernier mot.
Bavière (les princes de), évêques de Liège, 31. — Jean, 29, 232. — Ferdinand, 31, 97, 103. — Maximilien-Henri, 32, 119, 139, 195. — Ernest, 134, 135. — Théoduin, 197.
Beelfond (de), général français, 225.
Beer (la famille), à Jemeppe, 77.
Beerbroek, 7.

	Pages
3. Les Récollets	101
4. Les Conceptionnistes	105
5. Les Carmes de Devant-le-Pont	105
6. Les Oratoriens	107
7. Le refuge du Val-Dieu	108
8. La chapelle de Lorette	109
V. Enseignement et charité	113
1. L'enseignement à Visé	113
2. Les établissements de charité	120
VI. Les confréries, compagnies et métiers	127
1. Les confréries	127
2. Les compagnies des arbalétriers et des arqueb- siers	130
3. Les métiers	136
VII. Le moulin banal de Visé à Devant-le-Pont	140
VIII. Personnages historiques visétois	148
1. Les seigneurs de Viseit et du Rivage de Viseit, etc.	148
2. Les de Sluse	153
a) René-François de Sluse	154
b) Le cardinal de Sluse	159
c) Le baron Pierre-Louis de Sluse	164
3. Les de Charneux et de Réquillé	165
IX. Objets d'art et d'antiquité	172
X. Commerce et industrie	193
1. Commerce	193
2. Industrie	196
XI. Toponymie visétoise	200
XII. 1. Varia	209
2. Légendes visétoises	218
III. Documents d'histoire liégeoise, par EUGÈNE BACHA.	229



Jachard, V. Rissac.

Jampaderine, ancien nom de Visé d'après la légende, 24.

Jampine (la), hameaux du pays de Diest, situés du côté de la Campine, 5.

Jarmes (Les Pères) à Devant-le-Pont, 105, 106. — Ils s'y établissent 32, 106. Ils font les offices paroissiaux dans leur église pendant la révolution française, 63.

Carondebet (Jean), chancelier d'Autriche, 237.

Carot (Pieron), 92. — Wathier, et sa femme Sophie, fondateurs de l'autel de Notre-Dame à l'église de Visé, 92. Ils sont les principaux bienfaiteurs du couvent des Templiers à Visé, 95.

Carreto (Percheval de), archidiacre de Hesbaye, donne son consentement à ce que l'église de Visé soit élevée au rang de collégiale, 37, 60, 66.

Castro (a), V. Waltheri et Straven.

Cedros, roi de Tongres, 24.

Celles. Le Chapitre, 28, 64, 65 ; fondé par Saint-Hadelin, 63. Difficultés avec les seigneurs de Celles, 64, 65. — Il est transféré à Visé, 37, 65. — L'abbé, 70. — Le prévôt, 72. — Le curé et les trois vicaires, 74. — Les dîmes, 88. Voir aussi Saint-Hadelin.

Chapeaville, grand vicaire de Liège, permet aux Sépulcrines de s'établir à Visé, 97.

Charlemagne, bienfaiteur de l'église de Visé, 34, 45, 46, 49. Ses capitulaires, 113. — Ses relations avec Visé, 114. Il institue la foire à Visé, 193.

Charles (le Téméraire), prend et détruit la ville de Visé, 25, 30, 96,

97, 183, — VIII, roi de France, 233, 234, 239, 244.

— (le Chauve), deniers de ce prince frappés à Visé, 197.

Charleville, près de Rheims, possède un couvent de l'ordre du Saint-Sépulcre, 99.

Charneux (de). N., seigneur de Hermalle, 109. — d'Ohar, 167. — Famille distinguée de Visé, 115. Notice sur cette famille, 165-169 ; elle s'établit à Visé, 166. — Denys des Marets-de Charneux, époux de Catherine Pernode à côté de laquelle il gît à la collégiale de Visé, 53, 167, 189. — Denis, jurisconsulte, 167. — N., avocat à Liège et conseiller intime du prince-évêque, 167. — Pierre-Ernest, chanoine de Saint-Lambert, 167. — Herman, chanoine à Visé, donne à l'église collégiale de nouvelles orgues, 53, 167. — Jean-Jacques, chanoine et vice-prévôt de Saint-Adalbert à Aix-la-Chapelle, 167. — Henri, frère du précédent, professeur et recteur de l'université de Louvain, 167 ; il est enterré dans l'église de Saint-Pierre à Louvain, 168. — Barthélemy, dit de Maret, seigneur de Warsage, fils de Pierre, échevin de Liège, lieutenant-gouverneur de Franchimont, mayor de Fléron, épousa la sœur de Michel a Vervia, abbé de Val-Dieu, 168 ; il était bourgmestre de Visé et receveur-général du prince-évêque, 103, 168 ; grand bienfaiteur des Pères Récollets, 103, 169. Il avait entre autres quatre enfants :

1^o Barthélemy, chanoine de Saint-Gilles à Liège, 169.

2^o Jean, major dans l'armée de

- l'électeur de Cologne, 169.
3^e Maximilien-Henri, capitaine dans l'armée impériale, 169.
4^e Marguerite, épouse de Guillaume de Requilé, 169, 170.
Château (du), V. Waltheri et Straven.
Cheratte (de), V. de Sarolay.
Chinstrée, partie de la ville de Visé, 105, 201 ; étymologie du nom, 202.
Chiroux-ville, surnom de Visé, 31.
Chokier-Surlet (Jean de), abbé séculier de Visé, 71. — Jean-Ernest, neveu du précédent, également abbé séculier de Visé, 71.
Clément X (le pape), accorde aux Pères Carmes l'autorisation d'établir une confrérie de Notre-Dame du Mont-Carmel à Visé, 111, 233, 247.
Clerx (Michel), archidiacre de Hesbaye, 60.
Coelen, fiscus du Chapitre de Saint-Hadelin à Visé, 87.
Compagnies (les), V. Visé.
Conceptionnistes (l'ordre des), s'établit à Visé, 105 ; il retourne à Liège, *ibid.*
Confréries (les), V. Visé.
Conjoux, la dime est possédée par le Chapitre de Saint-Hadelin, 88.
Constance (le concile de), 231.
Cortembach (Petrus a), abbé séculier de Visé, 71.
Cortenbosch (la chapelle de), 109.
Crissigné (Jacquemin de), 141.
Cugnon (le couvent de), 183.
Dalhem, près de Visé. Il fait partie de l'ancien Limbourg, 30. — Il dépend de la cure de Visé, 34, 35. Les anniversaires de l'église servent de revenus à la plébanie de Visé, 38. Il est séparé de l'église de Visé, 56. — Les Visétois l'attaquent, 30, 131. — Le châtelain est vassal du duc de Brabant, 149. Conrad de Lontzen l'attaque, il est vaincu et fait prisonnier, 149.
Dalhem (la voie de), 21. La porte, à Visé, 17, 67.
Damance (le Père), oratorien, 118.
Damen a Miro (Jean), abbé séculier de Visé, 71.
Damerier (Jacques), peintre, 153, 161.
Defrance (François), prévôt de la collégiale de Visé, 76.
Deherve, ferme à Visé, 54.
Delhez (le Père), récollet, vicaire de Visé, 63, 104.
Demacerus, official de Liège, 64.
Demer (le), rivière, 4, 7.
Denys-le-Chartreux, 24.
Descartes, 175.
Devant-le-Pont, dépendance de Visé, 35 ; il est érigé en paroisse, 44 ; les Pères Carmes y sont établis, 32, 63, 106 ; Louis XIV y passe quelques jours, 60. — Le moulin banal, 140-148 ; les propriétaires de ce moulin, 78, 140, 141 ; le droit de banalité, 140, 142 ; ce droit est contesté par les mansonniers de Visé, 142 ; procès entre ceux-ci et les propriétaires, 142-144. — Règlement du moulin, 145. — Le plus ancien acte de bail concernant ce moulin, 146, 147.
Diest, 4, 7 ; le pays, 4, 5.
Diffuys (Marie et Catherine), sépulcrines à Visé, 98.
Dinant, 63.
Dodémont (Urbain-Joseph), doyen de la collégiale de Visé, 79. — La famille occupe la ferme des chevaliers de Malte, 96 ; elle est alliée à la famille de Réquilé, 171.
Dolhen, V. Dalhem.

Dominicains (les Pères) prêchent le carême à Visé, 44, 101.

Donc, 2, 5-12. — L'église, 7-12. — Résidence de l'abbaye de Saint-Trond, 8, 9.

Dopdia (Alexandre de), écolâtre du chapitre de Celles, 64.

Doust (Albéric de), 3.

Dumont (le Père), oratorien, 118.

Dumouriez, 211.

Dung, 1.

Dungo, 1, 7.

Duriau (la collection), 163.

Elias (Nicolas), épouse N. de Réquillé, 170.

Elisabeth, femme de Jean Lemaire de Hermalle, fondatrice des bénéfices de Saint-Hadelin et de Sainte-Anne à Visé, 94.

Eloi (la chapelle de Saint-) à Visé, 96.

Emani de Moelinghen (Nicolas), V. Emont.

Emerix, 161.

Emont (Cloes), alias Nicolaus Emani de Moelinghen, curé de Visé, 56.

Encloîtres (hautes et basses), parties de la ville de Visé, 201.

Enkevaert (Hélène d'), sépulcrine à Visé, commence une maison à Maestricht et à Hasselt, 97, 99. — Adrien, feld-maréchal de l'empire, 99.

Erkenteil, nom primitif d'Argenteau, 23.

Espagne (l'), ses guerres avec les Provinces-Unies, 102.

Eugène IV (le pape), 243, 246.

Eycken (Amand van der), abbé de Saint-Trond, 9; ses armoiries, ibid.

Eynhout, 2.

Fayn (Guillaume de), gentilhomme romain, 161.

Faynbois (château de), 161.

Felepa, 1, 4.

Feller (l'abbé de), son dictionnaire, 172.

Feneur, 21, 93.

Ferariis (Albert de), 235.

Filles repenties (Maison des), à Liège, due à la libéralité de Jean-Ernest, baron de Surlet-Chokier, 71, 72.

Fisen, 161.

Fondations, V. Bénéfices.

Fooz (les dimes de), 71, 88.

Fosses, (les capellanies de), 66.

Fossis (Ulric de), pléban ou curé de Visé, 53.

Fouarge (la famille), 171.

Foy-Notre-Dame. La paroisse fait partie du doyenné de Celles, 74. — La dime, 80, 88, 114.

Fraikin (Jeanne de), 171.

Fraipont (la famille de), 150, 151.

Franche Franchoy (Franciscus Francisci), curé de Visé, 56.

Franchimont (la dime de), 88. — La justice, 92. — La ville possède une fontaine de saint Hadelin, 176.

François, 94.

Françotte (Marie), sépulcrine à Visé, 99.

Frédéric III (l'empereur), accorde le titre d'écuyer aux des Marets, 166.

Froidmont (la famille de), 115, 168. — Anthonius, prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Fura, 3.

Gangeur (Marguerite), principale bienfaitrice des Conceptionnistes à Visé, 105.

Gassendi, 155.

Gendron (la dime de), 88.

Gentis (Jean-Laurent), chanoine de Saint-Lambert et prévôt de la collégiale de Visé, 76, 125.

Gerardus, pléban de Visé, 55.

Germeau (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79.

Geyr de Schweppenbourg (Max-Henri-Joseph, baron de), abbé séculier de Visé, 76, 125.

Ghenart (Antoine), théologien distingué, né à Visé, chanoine et vicedoyen de la cathédrale de Saint-Lambert, inquisiteur de la foi; il assiste au Concile de Trente, 151, 152.

Giet (François), 84.

Gilet (Nicolas), 115.

Gilles, chapelain de Visé, 92.

Gillis de Saint-Martin, 62, 129.

Gisberti (Quirinus), prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Goelet (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 77.

Goirhé (la dîme de), 66, 88, 90, 212.

Gosuini (Joannes), curé de Bassenge, prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Grady (Michel-Joseph de), bourgmestre de Liège, 170.

Grégoire XII (le pape), 232.

Groesbeek (Gérard de), prince-évêque de Liège, 31.

Grogart (Roch), fondeur de cloches et bourgmestre de Liège, 54.

Guazo, frater concilii visetensis, 36.

Gueldre (Henri de), doit se réfugier à Namur, 149. — Renaud, 149.

Guiza, 88, 177.

Gulielmus, frater concilii visetensis, 36.

Gvegesat, 22.

Haccourt, 33, 77, 146.

Hadelin (bénéfices et autels à la collégiale de Saint-), 91-94. — Obligations des bénéficiaires, 91. — Collation, *ibid.* — Le bénéfice de Notre-Dame, 92, 97; celui de Saint-Jean-Baptiste, 92; celui de Saint-Hadelin et de Sainte-Anne, 94.

Les autels des Saints-Pierre et

Paul, 92; de Tous les Saints, 92, 94; des Saints-Georges et Sébastien, 92, 94; de Sainte-Catherine, 92, 93; de Notre-Dame, 97; de Saint-Nicolas, 94, 96.

Hadelin (Chapitre de Saint-), 14, 15, 63, 94. — Sa translation de Celles à Visé, 28, 36, 47, 55, 64, 65, 66, 67. — Il construit le chœur de l'église de Visé, 30. — Il élargit l'église, 51. — Difficultés avec les seigneurs de Celles, 64, 65; avec le curé de Visé, 57, 60, 62; avec l'abbé, 80. — L'école du Chapitre, 64, 114. — L'abbé de Celles, protecteur du Chapitre, 64. — Immunité claustrale, 67, 68. — Cour des tenants du Chapitre, 68. — Privilèges du Chapitre, 68. — Règles particulières, 68, 69. — Prébendes, 65, 67; Adolphe de la Marck crée huit nouvelles prébendes, *ibid.* — Droit de collation, 65, 66, 67, 69, 70. — Conditions requises pour être chanoine, 70; résidence personnelle des chanoines, 66. — L'abbé séculier, 70, 71, 72; liste des abbés, 71, 72. — Le prévôt, 72-76; ses devoirs et ses droits, 72-74; ses revenus, 74, 75. Liste des prévôts, 75-80. — Le doyen, 76-80; ses droits et ses obligations, 76; ses revenus, 77. Liste des doyens, 77, 80. — L'écolâtre, 80-82; ses charges et ses droits, 80. — Le chantre, 82-86; ses fonctions et ses revenus, 82. — Le fiscus, 86, 87; ses fonctions, *ibid.* — Les hebdomadaires, 87. — Le receveur ou compteur, 87. — Les biens et revenus du Chapitre, 66, 87-91. Les dîmes de Celles, de Franchimont et des différentes localités voisines, 88; de Visé, 88,

- 90; de Goirhé, 66, 88, 90; d'Ans, 88; de Lovenjoul, etc., 88. — Les immeubles, 89; le vignoble sur Malconvat, 198.
- Hadelin* (la châsse de Saint-), 13, 15, 28, 172-187. — Descriptions de la châsse, 173-187. — Légendes et inscriptions, *ibid.*; miracle de la colombe, 173, 174; une réception de disciples, 174-176; miracle de Franchimont, 176; guérison d'une muette à Dinant, 176, 177; résurrection de Guiza, 177-180; les obsèques de saint Hadelin, 178, 179.
- Hageland* (le), 5.
- Halbeker-dyk*, 8.
- Halen de Borre*, 221.
- Halen*, 1, 2, 4, 6, 8, 10.
- Hallembaye*, 24, 121, 208.
- Halon*, 1.
- Halteriana* (les), terres de Sainte-Croix de Liège situées près de Visé, 204.
- Hamalia* (Mathias ab), prévôt de la collégiale de Visé, 75.
- Hameyen* (Herman van), 6.
- Hamoir* (le Père), récollet de Visé, examinateur synodal de Liège, 104.
- Hanegreve*, 3.
- Hannines* (le sentier de), près de Visé, 206.
- Hannot* (Cloes), doyen de la collégiale de Visé, 78.
- Hardy* (Jean-Simon), mambour de l'hôpital de Saint-Nicolas à Visé, 123.
- Hasnoch*, 4.
- Hasselt*, 7.
- Hauzeur* (Mathias), 44.
- Haversin*, 88.
- Heinsberg* (Jean de), prince-évêque de Liège, 19, 29, 30, 77, 137.
- Henget* (Nicolas), pléban de Visé, 53.
- Henkart*, étudie au collège des Oratoriens à Visé, 117.
- Hennet*, prétendu complice de Sartorius, 84, 85.
- Henri IV* (l'empereur), 26, 27, 88. — Henri V, 27. — Archevêque de Cologne, 236. — Duc de Brabant, 234.
- Henrotte Magrande*, 41.
- Herck* (la), rivière, 7, 9, 10.
- Herck* (l'église de), 10.
- Herck* (Joseph van), abbé de Saint-Trond, 11.
- Heris* (Guillaume), dit Herman a sancta Barbara, carme, 162.
- Hermalle*, 22, 24, 36, 140.
- Herman* (Jean-Jacques), curé de Visé, 44, 61, 62; il institue les pauvres de Visé ses héritiers universels, 126.
- Hermans* (Herman), 6. — Marie, 6.
- Herstal*, 24.
- Hervianus* (Jacques), doyen de la collégiale de Visé, 70.
- Hesbaye* (la), 1, 2, 12. — L'archidiaconat, 36, 37.
- Hesbaye* (Robert, comte ou duc de la), 1.
- Heure* (d'), V. Oranus.
- Heze*, hameau du pays de Diest, 5.
- Heyde*, 6, 7.
- Hilaire* (saint), 45, 46.
- Hincmal* (Jean), doyen de Sainte-Croix à Liège, 80.
- Hinisdael*, 161.
- Hohgnoul* (Ameil de) tue Renier de Viseit pendant la guerre des Awans et des Waroux, 149.
- Hoigne* (Jean), 245, 248.
- Honlet*, 106.
- Horion* (la famille), 171.
- Hornes* (Arnould de), prince-évêque de Liège, 212. — Jean, 238.
- Houbbart* (Antoine) a l'honneur de recevoir Louis XIV, 226.

Houthem (Jean de), 240.
Hozémont, 150.
Hubert (l'église de Saint-) à Liège, 97. — Henri, roi des arbalétriers de Visé, 132.
Hubines (Jean de), prévôt de Saint-Hadelin, 75.
Hugues de Châlons, prince-évêque de Liège, 234.
Hulsonneau, 74, 88.
Hurbize, ferme de Visé, 21.
Huy, 48.
Huygens, 157.
Imaina, épouse d'Arnoul de Wese-mael, 3.
Incurables (maison des), à Liège, due à la libéralité de Jean-Ernest, baron de Surlet-Chokier, 72.
Ingelbeeck, 5.
Innocent VII (le pape), 231.
Isabelle (la gouvernante), 99.
Jacques, seigneur de Celles, 64.
Jacquet, évêque d'Hippone, consacre l'église de Donck, 11.
Jauches (Henri de), prévôt de Saint-Lambert, 197.
Jean, prévôt de Stavelot, 181.
Jean-sans-Pitié, V. Jean de Bavière.
Jean, doyen de Saint-Martin à Liège, 36.
Jean-le-Victorieux, se distingue à la célèbre bataille de Woeringen, 149.
Jean XXIII (le pape), 231.
Jean (chevaliers de Saint-), 16, 27, 95.
Jeghers (Lambert), prévôt de la collégiale de Visé, 57, 75, 91, 99; auteur de l'histoire de l'ordre du Saint-Sépulcre; analyse de cet ouvrage, 216-218.
Jehenne, épouse de Gérard le Peneur, 123.
Jemeppe, 77.
Joiris, doyen de la collégiale de Visé, 79.

Jules II (le pape), 245, 247.
Juliers (Simon de), doyen de la collégiale de Saint-Denis à Liège, 245.
Juncis (Adam de), 235, 236.
Jupille, 49; les Sépulcrines s'y établissent, 100.
Kamps (Jean), doyen de la collégiale, de Visé, 79.
Kelbergen, 5.
Kelcteren (P. van), notaire, 5.
Kerckem (Adam de), épouse Catherine de la Saulx, 96, 151. — Adam, fils naturel de Henri van Ordingen, 151.
Klein-Meerhout, V. Meerhout.
Labbeje (Mathias), prévôt de la collégiale de Visé, 76.
Lambert (la cathédrale de Saint-), 16, 27; propriétaire du moulin de Devant-le-Pont, 140, 141. — Le Chapitre, 36, 37, 38, 52, 70, 97.
Lambert (l'hôpital de Saint-) à Visé, 121.
Lambertin (Jean), prévôt de la collégiale de Visé, 74, 75, 76, 183. — Sébastien, prévôt de la même collégiale, 75. — Eustache, *ibid*.
Lambertus, frater concilii visetensis, 36.
Langrode, hameau du pays de Diest, 5.
Larifridus, doyen de Stavelot, 181.
Laruelle, bourgmestre de Liège, 203.
Lathomi (Catherine), sépulcrine à Visé, 97.
Laurent (les moines de Saint-) vont à la foire de Visé, 193; légende concernant ces moines, 218, 219.
Laurent (Ernotte), bourgmestre de Visé, 225.
Lavis, 64.
Lecocq (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79. — Guillaume, écôlâtre de Visé, 80, 81, 82, 187.

- Lefebvre* (Laurent), peintre, né à Visé, 172.
- Lemaire* (Jean), de Hermalle, 94.
- Lembor* (Henry), chanoine et écolâtre de Sainte-Croix à Liège, 126.
- Léon III* (le pape), 46, 47, 48.
- Leroux* (dame), supérieure des Sépulcrines à Visé, 101.
- Lexhe* (Johan dit Forgon de), 140.
- Lexhy* (de), 150.
- Libert*, évêque de Barut, 243.
- Libotte* (Mathias), curé de Visé, 59. — Simon, chanoine d'Aix-la-Chapelle, curé d'Emael et recteur de l'autel de Sainte-Catherine à Visé, 93. — Jacques, roi des arbalétriers à Visé, 132. — Catherine, épouse de Herman de Marets, 189.
- Liebroeck*, hameau du pays de Diest, 5.
- Liège*, 13, 25, 27, 28, 44, 48, 49, 57, 58, 61, 63, 68, 71, 81, 88, 93, 97.
- Limbourg* (le duché de), 26. — La ville se rend aux Français, 226.
- Limbourg* (Théodoric de), doyen de la collégiale de Visé, 78. — Jean, seigneur d'Oupey et de Vivegnis, échevin de Liège, 141. — Ermengarde, 149.
- Linckhout*, 7.
- Linter* (le monastère de), 3.
- Linter* (Henri de), 5.
- Liverlo* (Marie de), sépulcrine à Visé, fondatrice des couvents à Maestricht et à Hasselt, 97.
- Lixhe*, 77. — La dîme, 35, 66.
- Lobbès*, 75.
- Lontzen* (Conrad de), sénéchal de Limbourg, 149.
- Lopardia* (Alexandre de), écolâtre de Visé, 93.
- Lopfenberch*, 231.
- Lorette* (chapelle de), à Visé. Notice sur ce sanctuaire, 109-113. — Son ermitage, 112, 113.
- Lorraine* (le duc de), 27. — Henri, 3.
- Louis*, roi de France, 234.
- Louis-le-Débonnaire*, 26.
- Louis XIV*, 32, 59, 60, 119. Il s'arrête à Visé, 224-227. Une anecdote de ce prince à Visé, 226, 227.
- Louvain* (l'université de), 69, 79, 238.
- Lovenjoul*, la Capellanie, 66 ; la dîme, 88.
- Lovinfosse* (de), 141.
- Loy* (Gérard del), 140.
- Ludger* (saint), évêque de Munster, 47, 48.
- Luxembourg* (le comte de), s'empare du château de Fraipont, 149.
- Macar* (de), 63.
- Macka*, 221.
- Maes* (Thomas), 90.
- Maestricht*, 20, 22, 24, 236. — Le doyenné rural, 35, 36, 45. — Différend entre les bourgeois et les chanoines de Saint-Servais, 77. — Les Sépulcrines de Visé y fondent une maison, 99.
- Magné*, chanoine de la collégiale de Visé, 90.
- Magrande* (Henrotte), 41.
- Mahomet*, 233, 240.
- Maimont*, 64.
- Malconvat*, près de Visé, 197.
- Malte*, V. chevaliers de Saint-Jean.
- Marcheit* (porte du) à Visé, 17.
- Marets* (des). Cette famille se fixe à Visé, 166. — Denys, 167. — Herman, mayeur et lieutenant-bailli à Visé, 167, 168. — Barthelemy dit de Charneux, 168. — Herman, époux de Catherine Libotte, 189. Pierre, 189. V. aussi Charneux.
- Mark* (Adolphe de la) ; son sceau, 15 ; il transfère le Chapitre de Saint-Hadelin de Celles à Visé,

	Pages
3. Les Récollets	101
4. Les Conceptionnistes	105
5. Les Carmes de Devant-le-Pont	105
6. Les Oratoriens	107
7. Le refuge du Val-Dieu	108
8. La chapelle de Lorette	109
V. Enseignement et charité	113
1. L'enseignement à Visé	113
2. Les établissements de charité	120
VI. Les confréries, compagnies et métiers	127
1. Les confréries	127
2. Les compagnies des arbalétriers et des arquebusers	130
3. Les métiers	136
VII. Le moulin banal de Visé à Devant-le-Pont	140
VIII. Personnages historiques visétois	148
1. Les seigneurs de Viseit et du Rivage de Viseit, etc.	148
2. Les de Sluse	153
a) René-François de Sluse	154
b) Le cardinal de Sluse	159
c) Le baron Pierre-Louis de Sluse	164
3. Les de Charneux et de Réquilé	165
IX. Objets d'art et d'antiquité	172
X. Commerce et industrie	193
1. Commerce	193
2. Industrie	196
XI. Toponymie visétoise	200
XII. 1. Varia	209
2. Légendes visétoises	218
III. Documents d'histoire liégeoise, par EUGÈNE BACHA.	229



TABLE ALPHABÉTIQUE

- Adélar* II, abbé de Saint-Trond, 7.
- Aix-la-Chapelle*. Le pape Léon III visite cette ville, 47, 48. — Couvent de Sépulcrines, 97.
- Albergati* (Antoine), nonce de Cologne, 128.
- Alexandre*, archidiacre, 36. — V, pape, 232. — VI, pape, 239-244.
- Amandus*, custos, 181.
- Amay* (le bourg d'), 27, 36.
- Ans* (la dîme d'), 66, 88.
- Antgarden* (la dîme d'), 66, 88.
- Aoust* (Augustin-Joseph d'), supérieur du collège des Oratoriens à Visé et curé de la paroisse, 45, 62, 63, 104.
- Aphernon* (Jean Plenus), avocat, conseiller et auditeur de S. M. C., 170.
- Arckel* (Jean d'), prince-évêque de Liège, 28. — Robert, dit de Rynswauld, 151.
- Aremberg* (la famille d'), 237, 238.
- Ardennes* (le sanglier des), 20.
- Arendonck*, 2.
- Argenteal*, V. Argenteau.
- Argenteau* (porte d') à Visé, 17, 21, 67. — Nom primitif de cette localité, 23, 24. — Le château assiégé par les Français, 225.
- Argenteau* (la famille d'). Renaud I^{er}, 150. — Renaud II, 28, 150. — Renar, 150.
- Assent*, 4.
- Ausloos* (Placide), religieux de Saint-Trond, 11.
- Autels*, V. Saint-Hadelin.
- Autriche*, 68. Les empereurs, 69.
- Autriche* (Georges d'), donne des privilèges aux Visétois, 194. — Marguerite, 239, 242. — Philippe, 238-243. — Maximilien, empereur d'Allemagne, 238, 239.
- Bartholomaeus*, prévôt de la collégiale de Visé, 75.
- Bassenge*, étudie au collège des Pères Oratoriens à Visé, 117.
- Bastianus de Visé*, V. ce dernier mot.
- Bavière* (les princes de), évêques de Liège, 31. — Jean, 29, 232. — Ferdinand, 31, 97, 103. — Maximilien-Henri, 32, 119, 139, 195. — Ernest, 134, 135. — Théoduin, 197.
- Beelfond* (de), général français, 225.
- Beer* (la famille), à Jemeppe, 77.
- Beerbroek*, 7.

Houthem (Jean de), 240.
Hozémont, 150.
Hubert (l'église de Saint-) à Liège, 97. — Henri, roi des arbalétriers de Visé, 132.
Hubines (Jean de), prévôt de Saint-Hadelin, 75.
Hugues de Châlons, prince-évêque de Liège, 234.
Hulsonneau, 74, 88.
Hurbize, ferme de Visé, 21.
Huy, 48.
Huygens, 157.
Imaina, épouse d'Arnoul de Wese-mael, 3.
Incurables (maison des), à Liège, due à la libéralité de Jean-Ernest, baron de Surlet-Chokier, 72.
Ingelbeeck, 5.
Innocent VII (le pape), 231.
Isabelle (la gouvernante), 99.
Jacques, seigneur de Celles, 64.
Jacquet, évêque d'Hippone, consacre l'église de Donck, 11.
Jauches (Henri de), prévôt de Saint-Lambert, 197.
Jean, prévôt de Stavelot, 181.
Jean-sans-Pitié, V. Jean de Bavière.
Jean, doyen de Saint-Martin à Liège, 36.
Jean-le-Victorieux, se distingue à la célèbre bataille de Woeringen, 149.
Jean XXIII (le pape), 231.
Jean (chevaliers de Saint-), 16, 27, 95.
Jeghers (Lambert), prévôt de la collégiale de Visé, 57, 75, 91, 99; auteur de l'histoire de l'ordre du Saint-Sépulcre; analyse de cet ouvrage, 216-218.
Jehenne, épouse de Gérard le Peneur, 123.
Jemeppe, 77.
Joiris, doyen de la collégiale de Visé, 79.

Jules II (le pape), 245, 247.
Juliers (Simon de), doyen de la collégiale de Saint-Denis à Liège, 245.
Juncis (Adam de), 235, 236.
Jupille, 49; les Sépulcrines s'y établissent, 100.
Kamps (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79.
Kelbergen, 5.
Kelcteren (P. van), notaire, 5.
Kerckem (Adam de), épousa Catherine de la Saulx, 96, 151. — Adam, fils naturel de Henri van Ordingen, 151.
Klein-Meerhout, V. Meerhout.
Labbe (Mathias), prévôt de la collégiale de Visé, 76.
Lambert (la cathédrale de Saint-), 16, 27; propriétaire du moulin de Devant-le-Pont, 140, 141. — Le Chapitre, 36, 37, 38, 52, 70, 97.
Lambert (l'hôpital de Saint-) à Visé, 121.
Lambertin (Jean), prévôt de la collégiale de Visé, 74, 75, 76, 183. — Sébastien, prévôt de la même collégiale, 75. — Eustache, *ibid.*
Lambertus, frater concilii visetensis, 36.
Langrode, hameau du pays de Diest, 5.
Larifridus, doyen de Stavelot, 181.
Laruelle, bourgmestre de Liège, 203.
Lathomi (Catherine), sépulcrine à Visé, 97.
Laurent (les moines de Saint-) vont à la foire de Visé, 193; légende concernant ces moines, 218, 219.
Laurent (Ernotte), bourgmestre de Visé, 225.
Lavis, 64.
Lecocq (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79. — Guillaume, écolâtre de Visé, 80, 81, 82, 187.

Sachard, V. Rissac.

Campaderine, ancien nom de Visé d'après la légende, 24.

Campine (la), hameaux du pays de Diest, situés du côté de la Campine, 5.

Carmes (Les Pères) à Devant-le-Pont, 105, 106. — Ils s'y établissent 32, 106. Ils font les offices paroissiaux dans leur église pendant la révolution française, 63.

Carondebet (Jean), chancelier d'Autriche, 237.

Carot (Pieron), 92. — Wathier, et sa femme Sophie, fondateurs de l'autel de Notre-Dame à l'église de Visé, 92. Ils sont les principaux bienfaiteurs du couvent des Templiers à Visé, 95.

Carreto (Percheval de), archidiacre de Hesbaye, donne son consentement à ce que l'église de Visé soit élevée au rang de collégiale, 37, 60, 66.

Castro (a), V. Waltheri et Straven.

Cedros, roi de Tongres, 24.

Celles. Le Chapitre, 28, 64, 65 ; fondé par Saint-Hadelin, 63. Difficultés avec les seigneurs de Celles, 64, 65. — Il est transféré à Visé, 37, 65. — L'abbé, 70. — Le prévôt, 72. — Le curé et les trois vicaires, 74. — Les dîmes, 88. Voir aussi Saint-Hadelin.

Chapeville, grand vicaire de Liège, permet aux Sépulcrines de s'établir à Visé, 97.

Charlemagne, bienfaiteur de l'église de Visé, 34, 45, 46, 49. Ses capitulaires, 113. — Ses relations avec Visé, 114. Il institue la foire à Visé, 193.

Charles (le Téméraire), prend et détruit la ville de Visé, 25, 30, 96,

97, 183, — VIII, roi de France, 233, 234, 239, 244.

— (le Chauve), deniers de ce prince frappés à Visé, 197.

Charleville, près de Rheims, possède un couvent de l'ordre du Saint-Sépulcre, 99.

Charneux (de). N., seigneur de Hermalle, 109. — d'Ohar, 167. — Famille distinguée de Visé, 115. Notice sur cette famille, 165-169 ; elle s'établit à Visé, 166. — Denys des Marets-de Charneux, époux de Catherine Pernode à côté de laquelle il gît à la collégiale de Visé, 53, 167, 189. — Denis, jurisconsulte, 167. — N., avocat à Liège et conseiller intime du prince-évêque, 167. — Pierre-Ernest, chanoine de Saint-Lambert, 167. — Herman, chanoine à Visé, donne à l'église collégiale de nouvelles orgues, 53, 167. — Jean-Jacques, chanoine et vice-prévôt de Saint-Adalbert à Aix-la-Chapelle, 167. — Henri, frère du précédent, professeur et recteur de l'université de Louvain, 167 ; il est enterré dans l'église de Saint-Pierre à Louvain, 168. — Barthélemy, dit de Maret, seigneur de Warsage, fils de Pierre, échevin de Liège, lieutenant-gouverneur de Franchimont, mayeur de Fléron, épousa la sœur de Michel a Vervia, abbé de Val-Dieu, 168 ; il était bourgmestre de Visé et receveur-général du prince-évêque, 103, 168 ; grand bienfaiteur des Pères Récollets, 103, 169. Il avait entre autres quatre enfants :

1^o Barthélemy, chanoine de Saint-Gilles à Liège, 169.

2^o Jean, major dans l'armée de

- l'électeur de Cologne, 169.
 3^o Maximilien-Henri, capitaine dans l'armée impériale, 169.
 4^o Marguerite, épouse de Guillaume de Requilé, 169, 170.
Château (du), V. Waltheri et Straven.
Cheratte (de), V. de Sarolay.
Chinstrée, partie de la ville de Visé, 105, 201 ; étymologie du nom, 202.
Chiroux-ville, surnom de Visé, 31.
Chokier-Surlet (Jean de), abbé séculier de Visé, 71. — Jean-Ernest, neveu du précédent, également abbé séculier de Visé, 71.
Clément X (le pape), accorde aux Pères Carmes l'autorisation d'établir une confrérie de Notre-Dame du Mont-Carmel à Visé, 111, 233, 247.
Clerx (Michel), archidiacre de Hesbaye, 60.
Coelen, fiscus du Chapitre de Saint-Hadelin à Visé, 87.
Compagnies (les), V. Visé.
Conceptionnistes (l'ordre des), s'établit à Visé, 105 ; il retourne à Liège, *ibid.*
Confréries (les), V. Visé.
Conjoux, la dîme est possédée par le Chapitre de Saint-Hadelin, 88.
Constance (le concile de), 231.
Cortembach (Petrus a), abbé séculier de Visé, 71.
Cortenbosch (la chapelle de), 109.
Crissigné (Jacquemin de), 141.
Cugnon (le couvent de), 183.
Dalhem, près de Visé. Il fait partie de l'ancien Limbourg, 30. — Il dépend de la cure de Visé, 34, 35. Les anniversaires de l'église servent de revenus à la plébanie de Visé, 38. Il est séparé de l'église de Visé, 56. — Les Visétois l'attaquent, 30, 131. — Le châtelain est vassal du duc de Brabant, 149. Conrad de Lontzen l'attaque, il est vaincu et fait prisonnier, 149.
Dalhem (la voie de), 21. La porte, à Visé, 17, 67.
Damance (le Père), oratorien, 118.
Damen a Miro (Jean), abbé séculier de Visé, 71.
Damerier (Jacques), peintre, 153, 161.
Defrance (François), prévôt de la collégiale de Visé, 76.
Deherve, ferme à Visé, 54.
Delhez (le Père), récollet, vicaire de Visé, 63, 104.
Demacerus, official de Liège, 64.
Demer (le), rivière, 4, 7.
Denys-le-Chartreux, 24.
Descartes, 175.
Devant-le-Pont, dépendance de Visé, 35 ; il est érigé en paroisse, 44 ; les Pères Carmes y sont établis, 32, 63, 106 ; Louis XIV y passe quelques jours, 60. — Le moulin banal, 140-148 ; les propriétaires de ce moulin, 78, 140, 141 ; le droit de banalité, 140, 142 ; ce droit est contesté par les mansonniers de Visé, 142 ; procès entre ceux-ci et les propriétaires, 142-144. — Règlement du moulin, 145. — Le plus ancien acte de bail concernant ce moulin, 146, 147.
Diest, 4, 7 ; le pays, 4, 5.
Diffuys (Marie et Catherine), sépulcrines à Visé, 98.
Dinant, 63.
Dodémont (Urbain-Joseph), doyen de la collégiale de Visé, 79. — La famille occupe la ferme des chevaliers de Malte, 96 ; elle est alliée à la famille de Requilé, 171.
Dolhen, V. Dalhem.

Dominicains (les Pères) prêchent le carême à Visé, 44, 101.
Donc, 2, 5-12. — L'église, 7-12. — Résidence de l'abbaye de Saint-Trond, 8, 9.
Dopdia (Alexandre de), écolâtre du chapitre de Celles, 64.
Doust (Albéric de), 3.
Dumont (le Père), oratorien, 118.
Dumouriez, 211.
Dung, 1.
Dungo, 1, 7.
Duriau (la collection), 163.
Elias (Nicolas), épouse N. de Réquillé, 170.
Elisabeth, femme de Jean Lemaire de Hermalle, fondatrice des bénéfices de Saint-Hadelin et de Sainte-Anne à Visé, 94.
Eloi (la chapelle de Saint-) à Visé, 96.
Emani de Moelinghen (Nicolas), V. Emont.
Emerix, 161.
Emont (Cloes), alias Nicolaus Emani de Moelinghen, curé de Visé, 56.
Enclôîtres (hautes et basses), parties de la ville de Visé, 201.
Enkevaert (Hélène d'), sépulcrine à Visé, commence une maison à Maestricht et à Hasselt, 97, 99. — Adrien, feld-maréchal de l'empire, 99.
Erkenteil, nom primitif d'Argenteau, 23.
Espagne (l'), ses guerres avec les Provinces-Unies, 102.
Eugène IV (le pape), 243, 246.
Eycken (Amand van der), abbé de Saint-Trond, 9; ses armoiries, ibid.
Eynthout, 2.
Fayn (Guillaume de), gentilhomme romain, 161.
Faynbois (château de), 161.
Felepa, 1, 4.

Feller (l'abbé de), son dictionnaire, 172.
Feneur, 21, 93.
Ferariis (Albert de), 235.
Filles repenties (Maison des), à Liège, due à la libéralité de Jean-Ernest, baron de Surlet-Chokier, 71, 72.
Fisen, 161.
Fondations, V. Bénéfices.
Fooz (les dîmes de), 71, 88.
Fosses (les capellanies de), 66.
Fossis (Ulric de), pléban ou curé de Visé, 53.
Fouarge (la famille), 171.
Foy-Notre-Dame. La paroisse fait partie du doyenné de Celles, 74. — La dîme, 80, 88, 114.
Fraikin (Jeanne de), 171.
Fraipont (la famille de), 150, 151.
Franche Franchoy (Franciscus Francisci), curé de Visé, 56.
Franchimont (la dîme de), 88. — La justice, 92. — La ville possède une fontaine de saint Hadelin, 176.
François, 94.
Francotte (Marie), sépulcrine à Visé, 99.
Frédéric III (l'empereur), accorde le titre d'écuyer aux des Marets, 166.
Froidmont (la famille de), 115, 168. — Anthonius, prévôt de la collégiale de Visé, 75.
Fura, 3.
Gangeur (Marguerite), principale bienfaitrice des Conceptionnistes à Visé, 105.
Gassendi, 155.
Gendron (la dîme de), 88.
Gentis (Jean-Laurent), chanoine de Saint-Lambert et prévôt de la collégiale de Visé, 76, 125.
Gerardus, pléban de Visé, 55.
Germeau (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79.

Geyr de Schweppenbourg (Max-Henri-Joseph, baron de), abbé séculier de Visé, 76, 125.

Ghenart (Antoine), théologien distingué, né à Visé, chanoine et vicedoyen de la cathédrale de Saint-Lambert, inquisiteur de la foi; il assiste au Concile de Trente, 151, 152.

Giet (François), 84.

Gilet (Nicolas), 115.

Gilles, chapelain de Visé, 92.

Gillis de Saint-Martin, 62, 129.

Gisberti (Quirinus), prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Goelet (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 77.

Goirhé (la dime de), 66, 88, 90, 212.

Gosuini (Joannes), curé de Bassenge, prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Grady (Michel-Joseph de), bourgmestre de Liège, 170.

Grégoire XII (le pape), 232.

Groesbeek (Gérard de), prince-évêque de Liège, 31.

Grognart (Roch), fondateur de cloches et bourgmestre de Liège, 54.

Guazo, frater concilii visetensis, 36.

Gueldre (Henri de), doit se réfugier à Namur, 149. — Renaud, 149.

Guiça, 88, 177.

Gulielmus, frater concilii visetensis, 36.

Gvegesat, 22.

Haccourt, 33, 77, 146.

Hadelin (bénéfices et autels à la collégiale de Saint-), 91-94. — Obligations des bénéficiaires, 91. — Collation, *ibid.* — Le bénéfice de Notre-Dame, 92, 97; celui de Saint-Jean-Baptiste, 92; celui de Saint-Hadelin et de Sainte-Anne, 94.

Les autels des Saints-Pierre et

Paul, 92; de Tous les Saints, 92, 94; des Saints-Georges et Sébastien, 92, 94; de Sainte-Catherine, 92, 93; de Notre-Dame, 97; de Saint-Nicolas, 94, 96.

Hadelin (Chapitre de Saint-), 14, 15, 63, 94. — Sa translation de Celles à Visé, 28, 36, 47, 55, 64, 65, 66, 67. — Il construit le chœur de l'église de Visé, 30. — Il élargit l'église, 51. — Difficultés avec les seigneurs de Celles, 64, 65; avec le curé de Visé, 57, 60, 62; avec l'abbé, 80. — L'école du Chapitre, 64, 114. — L'abbé de Celles, protecteur du Chapitre, 64. — Immunité claustrale, 67, 68. — Cour des tenants du Chapitre, 68. — Privilèges du Chapitre, 68. — Règles particulières, 68, 69. — Prébendes, 65, 67; Adolphe de la Marck crée huit nouvelles prébendes, *ibid.* — Droit de collation, 65, 66, 67, 69, 70. — Conditions requises pour être chanoine, 70; résidence personnelle des chanoines, 66. — L'abbé séculier, 70, 71, 72; liste des abbés, 71, 72. — Le prévôt, 72-76; ses devoirs et ses droits, 72-74; ses revenus, 74, 75. Liste des prévôts, 75-80. — Le doyen, 76-80; ses droits et ses obligations, 76; ses revenus, 77. Liste des doyens, 77, 80. — L'écolâtre, 80-82; ses charges et ses droits, 80. — Le chantre, 82-86; ses fonctions et ses revenus, 82. — Le fiscus, 86, 87; ses fonctions, *ibid.* — Les hebdomadaires, 87. — Le receveur ou compteur, 87. — Les biens et revenus du Chapitre, 66, 87-91. Les dîmes de Celles, de Franchimont et des différentes localités voisines, 88; de Visé, 88,

90; de Goirhé, 66, 88, 90; d'Ans, 88; de Lovenjoul, etc., 88. — Les immeubles, 89; le vignoble sur Malconvat, 198.

Hadelin (la châsse de Saint-), 13, 15, 28, 172-187. — Descriptions de la châsse, 173-187. — Légendes et inscriptions, *ibid.*; miracle de la colombe, 173, 174; une réception de disciples, 174-176; miracle de Franchimont, 176; guérison d'une muette à Dinant, 176, 177; résurrection de Guiza, 177-180; les obèses de saint Hadelin, 178, 179.

Hageland (le), 5.

Halbeker-dyk, 8.

Halen de Borre, 221.

Halen, 1, 2, 4, 6, 8, 10.

Hallembaye, 24, 121, 208.

Halon, 1.

Halteriana (les), terres de Sainte-Croix de Liège situées près de Visé, 204.

Hamalia (Mathias ab), prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Hameyen (Herman van), 6.

Hamoir (le Père), récollet de Visé, examinateur synodal de Liège, 104.

Hanegreve, 3.

Hannines (le sentier de), près de Visé, 206.

Hannot (Cloes), doyen de la collégiale de Visé, 78.

Hardy (Jean-Simon), mambour de l'hôpital de Saint-Nicolas à Visé, 123.

Hasnoch, 4.

Hasselt, 7.

Hauzeur (Mathias), 44.

Haversin, 88.

Heinsberg (Jean de), prince-évêque de Liège, 19, 29, 30, 77, 137.

Henget (Nicolas), pléban de Visé, 53.

Henkart, étudié au collège des Oratoriens à Visé, 117.

Hennet, prétendu complice de Sartorius, 84, 85.

Henri IV (l'empereur), 26, 27, 88. — *Henri V*, 27. — Archevêque de Cologne, 236. — Duc de Brabant, 234.

Henrotte Magrande, 41.

Herck (la), rivière, 7, 9, 10.

Herck (l'église de), 10.

Herck (Joseph van), abbé de Saint-Trond, 11.

Heris (Guillaume), dit Herman a sancta Barbara, carme, 162.

Hermalle, 22, 24, 36, 140.

Herman (Jean-Jacques), curé de Visé, 44, 61, 62; il institue les pauvres de Visé ses héritiers universels, 126.

Hermans (Herman), 6. — Marie, 6.

Herstal, 24.

Hervianus (Jacques), doyen de la collégiale de Visé, 70.

Hesbaye (la), 1, 2, 12. — L'archidiaconat, 36, 37.

Hesbaye (Robert, comte ou duc de la), 1.

Heure (d'), V. Oranus.

Heze, hameau du pays de Diest, 5.

Heyde, 6, 7.

Hilaire (saint), 45, 46.

Hincmal (Jean), doyen de Sainte-Croix à Liège, 80.

Hinisdael, 161.

Hohgnoul (Ameil de) tue Renier de Viseit pendant la guerre des Awans et des Waroux, 149.

Hoigne (Jean), 245, 248.

Honlet, 106.

Horion (la famille), 171.

Hornes (Arnould de), prince-évêque de Liège, 212. — Jean, 238.

Houbbart (Antoine) a l'honneur de recevoir Louis XIV, 226.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Règlement de la Société	V
Tableau des membres de la Société	VII

NOTICES ET MÉMOIRES

I.	A propos du Mareolt, d'une charte de 741, par l'abbé POLYD. DANIELS	1
II.	Paroisse de Visé, par l'abbé J. CEYSSENS, vicaire à Visé.	13
	Introduction	13
	Chapitre préliminaire. Le Visé d'autrefois.	16
I.	Nom et historique de Visé.	22
	1. Le nom de Visé	22
	2. Historique de la ville de Visé.	24
II.	La paroisse, l'église et les curés	33
	1. La paroisse	33
	2. L'église	45
	3. Les curés ou plébans	55
III.	Le Chapitre de Saint-Hadelin	63
	1. L'abbé séculier	70
	2. Le prévôt	72
	3. Le doyen	76
	4. L'écolâtre	80
	5. Le chantre.	82
	6. Principaux employés	86
	7. Biens et revenus	87
	8. Les bénéfices	91
IV.	Autres institutions religieuses de la paroisse	94
	1. Le Temple.	95
	2. Les Sépulcrines	97

	Pages
3. Les Récollets	101
4. Les Conceptionnistes	105
5. Les Carmes de Devant-le-Pont	105
6. Les Oratoriens	107
7. Le refuge du Val-Dieu	108
8. La chapelle de Lorette	109
V. Enseignement et charité	113
1. L'enseignement à Visé	113
2. Les établissements de charité	120
VI. Les confréries, compagnies et métiers	127
1. Les confréries	127
2. Les compagnies des arbalétriers et des arquebusers	130
3. Les métiers	136
VII. Le moulin banal de Visé à Devant-le-Pont	140
VIII. Personnages historiques visétois	148
1. Les seigneurs de Viseit et du Rivage de Viseit, etc.	148
2. Les de Sluse	153
a) René-François de Sluse	154
b) Le cardinal de Sluse	159
c) Le baron Pierre-Louis de Sluse	164
3. Les de Charneux et de Réquillé	165
IX. Objets d'art et d'antiquité	172
X. Commerce et industrie	193
1. Commerce	193
2. Industrie	196
XI. Toponymie visétoise	200
XII. 1. Varia	209
2. Légendes visétoises	218
III. Documents d'histoire liégeoise, par EUGÈNE BACHA.	229



TABLE ALPHABÉTIQUE

- Adélar* II, abbé de Saint-Trond, 7.
Aix-la-Chapelle. Le pape Léon III visite cette ville, 47, 48. — Couvent de Sépulcrines, 97.
Albergati (Antoine), nonce de Cologne, 128.
Alexandre, archidiacre, 36. — V, pape, 232. — VI, pape, 239-244.
Amandus, custos, 181.
Amay (le bourg d'), 27, 36.
Ans (la dîme d'), 66, 88.
Antgarden (la dîme d'), 66, 88.
Aoust (Augustin-Joseph d'), supérieur du collège des Oratoriens à Visé et curé de la paroisse, 45, 62, 63, 104.
Aphernon (Jean Plenus), avocat, conseiller et auditeur de S. M. C., 170.
Arckel (Jean d'), prince-évêque de Liège, 28. — Robert, dit de Rynswauld, 151.
Aremberg (la famille d'), 237, 238.
Ardennes (le sanglier des), 20.
Arendonck, 2.
Argenteal, V. Argenteau.
Argenteau (porte d') à Visé, 17, 21, 67. — Nom primitif de cette localité, 23, 24. — Le château assiégé par les Français, 225.
Argenteau (la famille d'). Renaud I^{er}, 150. — Renaud II, 28, 150. — Renar, 150.
Assent, 4.
Ausloos (Placide), religieux de Saint-Trond, 11.
Autels, V. Saint-Hadelin.
Autriche, 68. Les empereurs, 69.
Autriche (Georges d'), donne des privilèges aux Visétois, 194. — Marguerite, 239, 242. — Philippe, 238-243. — Maximilien, empereur d'Allemagne, 238, 239.
Bartholomaeus, prévôt de la collégiale de Visé, 75.
Bassenge, étudie au collège des Pères Oratoriens à Visé, 117.
Bastianus de Visé, V. ce dernier mot.
Bavière (les princes de), évêques de Liège, 31. — Jean, 29, 232. — Ferdinand, 31, 97, 103. — Maximilien-Henri, 32, 119, 139, 195. — Ernest, 134, 135. — Théoduin, 197.
Beelfond (de), général français, 225.
Beer (la famille), à Jemeppe, 77.
Beerbroek, 7.

Beerendonck, 7.
Bénéfices, V. Saint-Hadelin.
Benoît (saint). Le Chapitre de Saint-Hadelin suit ses constitutions, 63.
Bercht, hameau du pays de Diest, 5.
Berghe (ten), hameau du pays de Diest, 5.
*Berghe*s (Georges-Louis de), prince-évêque de Liège, 116, 126. — Jean, seigneur de Waleyn, 240.
Berneau, village près de Visé, 23, 93.
Beronis, abbé de Saint-Hadelin, 181.
Berthe, fille de Charlemagne, grande bienfaitrice de Visé, 26, 33, 34, 45, 46, 49, 114.
Bettonville (Jacques-Paul), dernier prévôt de la collégiale de Visé, 76.
Beylaer, hameau du pays de Diest, 5.
Biernawe, V. Berneau.
Bise (Hubert del), 124.
Blanclaer, hameau du pays de Diest, 5.
Blockhouse (Guillaume de), bourgmestre de Liège, 171.
Blocquerie (Jean), chantre de la collégiale de Visé, 82; il fonde une messe en musique le jour de la Sainte-Cécile, 130; donateur du chef de Saint-Hadelin et d'un lutrin, 188, 189.
Bogaerts (Willebrord), 6.
Boilailbe (Wilhelm dit), chanoine, 80.
Bolbeek, V. Bombay.
Bolland, village près de Visé, 58, 101, 102, 144.
Boisselles (les dîmes de), 71.
Bombay, village près de Visé, 23, 24, 35, 96. — Incendie de la tour, 131.
Bombay (Ulric de), 150.
Boniface IX (le pape), 231.
Bonn. Les archives de l'église de Visé y sont emportées, 15.

Bons-Enfants, V. Sépulcrines.
Boos de Waldeck (Charles, baron de), coadjuteur de l'abbé séculier de Visé, 72.
Bork (Gérard), 125.
Borloe ou *de Bra* (Jean de), prévôt de la collégiale de Visé, 75.
Borret, 187.
Bost (Ter), hameau du pays de Diest, 5.
Bovigne, 76.
Bouhoulle, mayeur de Visé, 84.
Bouillon (le duché de), 238.
Bourbon (Louis de), prince-évêque de Liège, 30, 122, 129, 237, 240, 241, 248.
Bourgogne (la), 30.
Bourgogne (le duc de), 236. — Marie, 237. — David, évêque d'Utrecht, 238.
Bourguignons (les), prennent Visé, 131.
Bouxhon, abbé de Saint-Jacques à Liège, 160.
Bra (de), V. Borloe.
Brabant (Henri, duc de), 3, 4. — N., 149.
Breton le Vieux de Waroux, 149. — Le Jeune de Waroux, 150; sa fille aînée épouse Conrad du Rivage de Viseit, 150.
Breust (la cure de), incorporée à la collégiale de Saint-Martin à Liège, 37, 38.
Bridgebook, dépendance de Visé, 96.
Broek, 7.
Brousse (en), plaine près de Visé, 203.
Brouxbergen, hameau du pays de Diest, 5.
Brust (Hubert de), prévôt de la collégiale de Visé, 75.
Busluyden (François de), prévôt de Liège, 239.

Lachard, V. Rissac.

Lampaderine, ancien nom de Visé d'après la légende, 24.

Lampine (la), hameaux du pays de Diest, situés du côté de la Campine, 5.

Larmes (Les Pères) à Devant-le-Pont, 105, 106. — Ils s'y établissent 32, 106. Ils font les offices paroissiaux dans leur église pendant la révolution française, 63.

Carondebet (Jean), chancelier d'Autriche, 237.

Carot (Pieron), 92. — Wathier, et sa femme Sophie, fondateurs de l'autel de Notre-Dame à l'église de Visé, 92. Ils sont les principaux bienfaiteurs du couvent des Templiers à Visé, 95.

Carreto (Percheval de), archidiacre de Hesbaye, donne son consentement à ce que l'église de Visé soit élevée au rang de collégiale, 37, 60, 66.

Castro (a), V. Waltheri et Straven.

Cedros, roi de Tongres, 24.

Celles. Le Chapitre, 28, 64, 65 ; fondé par Saint-Hadelin, 63. Difficultés avec les seigneurs de Celles, 64, 65. — Il est transféré à Visé, 37, 65. — L'abbé, 70. — Le prévôt, 72. — Le curé et les trois vicaires, 74. — Les dîmes, 88. Voir aussi Saint-Hadelin.

Chapeaville, grand vicaire de Liège, permet aux Sépulcrines de s'établir à Visé, 97.

Charlemagne, bienfaiteur de l'église de Visé, 34, 45, 46, 49. Ses capitulaires, 113. — Ses relations avec Visé, 114. Il institue la foire à Visé, 193.

Charles (le Téméraire), prend et détruit la ville de Visé, 25, 30, 96,

97, 183, — VIII, roi de France, 233, 234, 239, 244.

— (le Chauve), deniers de ce prince frappés à Visé, 197.

Charleville, près de Rheims, possède un couvent de l'ordre du Saint-Sépulcre, 99.

Charneux (de). N., seigneur de Hermalle, 109. — d'Ohar, 167. — Famille distinguée de Visé, 115. Notice sur cette famille, 165-169 ; elle s'établit à Visé, 166. — Denys des Marets-de Charneux, époux de Catherine Pernode à côté de laquelle il gît à la collégiale de Visé, 53, 167, 189. — Denis, jurisconsulte, 167. — N., avocat à Liège et conseiller intime du prince-évêque, 167. — Pierre-Ernest, chanoine de Saint-Lambert, 167. — Herman, chanoine à Visé, donne à l'église collégiale de nouvelles orgues, 53, 167. — Jean-Jacques, chanoine et vice-prévôt de Saint-Adalbert à Aix-la-Chapelle, 167. — Henri, frère du précédent, professeur et recteur de l'université de Louvain, 167 ; il est enterré dans l'église de Saint-Pierre à Louvain, 168. — Barthélemy, dit de Maret, seigneur de Warsage, fils de Pierre, échevin de Liège, lieutenant-gouverneur de Franchimont, mayor de Fléron, épousa la sœur de Michel à Vervia, abbé de Val-Dieu, 168 ; il était bourgmestre de Visé et receveur-général du prince-évêque, 103, 168 ; grand bienfaiteur des Pères Récollets, 103, 169. Il avait entre autres quatre enfants :

1^o Barthélemy, chanoine de Saint-Gilles à Liège, 169.

2^o Jean, major dans l'armée de

- l'électeur de Cologne, 169.
 3^o Maximilien-Henri, capitaine dans l'armée impériale, 169.
 4^o Marguerite, épouse de Guillaume de Requilé, 169, 170.
Château (du), V. Waltheri et Straven.
Cheratte (de), V. de Sarolay.
Chinstrée, partie de la ville de Visé, 105, 201 ; étymologie du nom, 202.
Chiroux-ville, surnom de Visé, 31.
Chokier-Surlet (Jean de), abbé séculier de Visé, 71. — Jean-Ernest, neveu du précédent, également abbé séculier de Visé, 71.
Clément X (le pape), accorde aux Pères Carmes l'autorisation d'établir une confrérie de Notre-Dame du Mont-Carmel à Visé, 111, 233, 247.
Clerx (Michel), archidiacre de Hesbaye, 60.
Coelen, fiscus du Chapitre de Saint-Hadelin à Visé, 87.
Compagnies (les), V. Visé.
Conceptionnistes (l'ordre des), s'établit à Visé, 105 ; il retourne à Liège, *ibid.*
Confréries (les), V. Visé.
Conjoux, la dîme est possédée par le Chapitre de Saint-Hadelin, 88.
Constance (le concile de), 231.
Cortembach (Petrus a), abbé séculier de Visé, 71.
Cortenbosch (la chapelle de), 109.
Crissigné (Jacquemin de), 141.
Cugnon (le couvent de), 183.
Dalhem, près de Visé. Il fait partie de l'ancien Limbourg, 30. — Il dépend de la cure de Visé, 34, 35. Les anniversaires de l'église servent de revenus à la plébanie de Visé, 38. Il est séparé de l'église de Visé, 56. — Les Visétois l'attaquent, 30, 131. — Le châtelain est vassal du duc de Brabant, 149. Conrad de Lontzen l'attaque, il est vaincu et fait prisonnier, 149.
Dalhem (la voie de), 21. La porte, à Visé, 17, 67.
Damance (le Père), oratorien, 118.
Damen a Miro (Jean), abbé séculier de Visé, 71.
Damerier (Jacques), peintre, 153, 161.
Defrance (François), prévôt de la collégiale de Visé, 76.
Deherve, ferme à Visé, 54.
Delhez (le Père), récollet, vicaire de Visé, 63, 104.
Demacerus, official de Liège, 64.
Demer (le), rivière, 4, 7.
Denys-le-Chartreux, 24.
Descartes, 175.
Devant-le-Pont, dépendance de Visé, 35 ; il est érigé en paroisse, 44 ; les Pères Carmes y sont établis, 32, 63, 106 ; Louis XIV y passe quelques jours, 60. — Le moulin banal, 140-148 ; les propriétaires de ce moulin, 78, 140, 141 ; le droit de banalité, 140, 142 ; ce droit est contesté par les mansonniers de Visé, 142 ; procès entre ceux-ci et les propriétaires, 142-144. — Règlement du moulin, 145. — Le plus ancien acte de bail concernant ce moulin, 146, 147.
Diest, 4, 7 ; le pays, 4, 5.
Diffuys (Marie et Catherine), sépulcrines à Visé, 98.
Dinant, 63.
Dodémont (Urbain-Joseph), doyen de la collégiale de Visé, 79. — La famille occupe la ferme des chevaliers de Malte, 96 ; elle est alliée à la famille de Réquilé, 171.
Dolhen, V. Dalhem.

Dominicains (les Pères) prêchent le carême à Visé, 44, 101.
Donc, 2, 5-12. — L'église, 7-12. — Résidence de l'abbaye de Saint-Trond, 8, 9.
Dopdia (Alexandre de), écolâtre du chapitre de Celles, 64.
Doust (Albéric de), 3.
Dumont (le Père), oratorien, 118.
Dumouriez, 211.
Dung, 1.
Dungo, 1, 7.
Duriau (la collection), 163.
Elias (Nicolas), épouse N. de Réquillé, 170.
Elisabeth, femme de Jean Lemaire de Hermalle, fondatrice des bénéfices de Saint-Hadelin et de Sainte-Anne à Visé, 94.
Eloi (la chapelle de Saint-) à Visé, 96.
Emani de Moelinghen (Nicolas), V. Emont.
Emerix, 161.
Emont (Cloes), alias Nicolaus Emani de Moelinghen, curé de Visé, 56.
Enclotres (hautes et basses), parties de la ville de Visé, 201.
Enkevaert (Hélène d'), sépulcrine à Visé, commence une maison à Maestricht et à Hasselt, 97, 99. — Adrien, feld-maréchal de l'empire, 99.
Erkenteil, nom primitif d'Argenteau, 23.
Espagne (l'), ses guerres avec les Provinces-Unies, 102.
Eugène IV (le pape), 243, 246.
Eycken (Amand van der), abbé de Saint-Trond, 9; ses armoiries, *ibid.*
Eynthout, 2.
Fayn (Guillaume de), gentilhomme romain, 161.
Faynbois (château de), 161.
Felepa, 1, 4.

Feller (l'abbé de), son dictionnaire, 172.
Feneur, 21, 93.
Ferariis (Albert de), 235.
Filles repenties (Maison des), à Liège, due à la libéralité de Jean-Ernest, baron de Surlet-Chokier, 71, 72.
Fisen, 161.
Fondations, V. Bénéfices.
Fooz (les dîmes de), 71, 88.
Fosses (les capellanies de), 66.
Fossis (Ulric de), pléban ou curé de Visé, 53.
Fouarge (la famille), 171.
Foy-Notre-Dame. La paroisse fait partie du doyenné de Celles, 74. — La dîme, 80, 88, 114.
Fraikin (Jeanne de), 171.
Fraipont (la famille de), 150, 151.
Franche Franchoy (Franciscus Francisci), curé de Visé, 56.
Franchimont (la dîme de), 88. — La justice, 92. — La ville possède une fontaine de saint Hadelin, 176.
François, 94.
Francotte (Marie), sépulcrine à Visé, 99.
Frédéric III (l'empereur), accorde le titre d'écuyer aux des Marets, 166.
Froidmont (la famille de), 115, 168. — Anthonius, prévôt de la collégiale de Visé, 75.
Fura, 3.
Gangeur (Marguerite), principale bienfaitrice des Conceptionnistes à Visé, 105.
Gassendi, 155.
Gendron (la dîme de), 88.
Gentis (Jean-Laurent), chanoine de Saint-Lambert et prévôt de la collégiale de Visé, 76, 125.
Gerardus, pléban de Visé, 55.
Germeau (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79.

Geyr de Schweppenbourg (Max-Henri-Joseph, baron de), abbé séculier de Visé, 76, 125.

Ghenart (Antoine), théologien distingué, né à Visé, chanoine et vicedoyen de la cathédrale de Saint-Lambert, inquisiteur de la foi ; il assiste au Concile de Trente, 151, 152.

Giet (François), 84.

Gilet (Nicolas), 115.

Gilles, chapelain de Visé, 92.

Gillis de Saint-Martin, 62, 129.

Gisberti (Quirinus), prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Goelet (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 77.

Goirhé (la dîme de), 66, 88, 90, 212.

Gosuini (Joannes), curé de Bassenge, prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Grady (Michel-Joseph de), bourgmestre de Liège, 170.

Grégoire XII (le pape), 232.

Groesbeek (Gérard de), prince-évêque de Liège, 31.

Grogart (Roch), fondateur de cloches et bourgmestre de Liège, 54.

Guazo, frater concilii visetensis, 36.

Gueldre (Henri de), doit se réfugier à Namur, 149. — Renaud, 149.

Guiza, 88, 177.

Gulielmus, frater concilii visetensis, 36.

Gvegesat, 22.

Haccourt, 33, 77, 146.

Hadelin (bénéfices et autels à la collégiale de Saint-), 91-94. — Obligations des bénéficiaires, 91. — Collation, *ibid.* — Le bénéfice de Notre-Dame, 92, 97 ; celui de Saint-Jean-Baptiste, 92 ; celui de Saint-Hadelin et de Sainte-Anne, 94.

Les autels des Saints-Pierre et

Paul, 92 ; de Tous les Saints, 92, 94 ; des Saints-Georges et Sébastien, 92, 94 ; de Sainte-Catherine, 92, 93 ; de Notre-Dame, 97 ; de Saint-Nicolas, 94, 96.

Hadelin (Chapitre de Saint-), 14, 15, 63, 94. — Sa translation de Celles à Visé, 28, 36, 47, 55, 64, 65, 66, 67. — Il construit le chœur de l'église de Visé, 30. — Il élargit l'église, 51. — Difficultés avec les seigneurs de Celles, 64, 65 ; avec le curé de Visé, 57, 60, 62 ; avec l'abbé, 80. — L'école du Chapitre, 64, 114. — L'abbé de Celles, protecteur du Chapitre, 64. — Immunité claustrale, 67, 68. — Cour des tenants du Chapitre, 68. — Privilèges du Chapitre, 68. — Règles particulières, 68, 69. — Prébendes, 65, 67 ; Adolphe de la Marck crée huit nouvelles prébendes, *ibid.* — Droit de collation, 65, 66, 67, 69, 70. — Conditions requises pour être chanoine, 70 ; résidence personnelle des chanoines, 66. — L'abbé séculier, 70, 71, 72 ; liste des abbés, 71, 72. — Le prévôt, 72-76 ; ses devoirs et ses droits, 72-74 ; ses revenus, 74, 75. Liste des prévôts, 75-80. — Le doyen, 76-80 ; ses droits et ses obligations, 76 ; ses revenus, 77. Liste des doyens, 77, 80. — L'écolâtre, 80-82 ; ses charges et ses droits, 80. — Le chantre, 82-86 ; ses fonctions et ses revenus, 82. — Le fiscus, 86, 87 ; ses fonctions, *ibid.* — Les hebdomadaires, 87. — Le receveur ou compteur, 87. — Les biens et revenus du Chapitre, 66, 87-91. Les dîmes de Celles, de Franchimont et des différentes localités voisines, 88 ; de Visé, 88,

90; de Goirhé, 66, 88, 90; d'Ans, 88; de Lovenjoul, etc., 88. — Les immeubles, 89; le vignoble sur Malconvat, 198.

Hadelin (la châsse de Saint-), 13, 15, 28, 172-187. — Descriptions de la châsse, 173-187. — Légendes et inscriptions, *ibid.*; miracle de la colombe, 173, 174; une réception de disciples, 174-176; miracle de Franchimont, 176; guérison d'une muette à Dinant, 176, 177; résurrection de Guiza, 177-180; les obsèques de saint Hadelin, 178, 179.

Hageland (le), 5.

Halbeker-dyk, 8.

Halen de Borre, 221.

Halen, 1, 2, 4, 6, 8, 10.

Hallembaye, 24, 121, 208.

Halon, 1.

Halteriana (les), terres de Sainte-Croix de Liège situées près de Visé, 204.

Hamalia (Mathias ab), prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Hameyen (Herman van), 6.

Hamoir (le Père), récollet de Visé, examinateur synodal de Liège, 104.

Hanegreve, 3.

Hannines (le sentier de), près de Visé, 206.

Hannot (Cloes), doyen de la collégiale de Visé, 78.

Hardy (Jean-Simon), mambour de l'hôpital de Saint-Nicolas à Visé, 123.

Hasnoch, 4.

Hasselt, 7.

Hauzeur (Mathias), 44.

Haversin, 88.

Heinsberg (Jean de), prince-évêque de Liège, 19, 29, 30, 77, 137.

Henget (Nicolas), pléban de Visé, 53.

Henkart, étudié au collège des Oratoriens à Visé, 117.

Hennet, prétendu complice de Sartorius, 84, 85.

Henri IV (l'empereur), 26, 27, 88. — *Henri V*, 27. — Archevêque de Cologne, 236. — Duc de Brabant, 234.

Henrotte Magrande, 41.

Herck (la), rivière, 7, 9, 10.

Herck (l'église de), 10.

Herck (Joseph van), abbé de Saint-Trond, 11.

Hervis (Guillaume), dit Herman a sancta Barbara, carme, 162.

Hermalle, 22, 24, 36, 140.

Herman (Jean-Jacques), curé de Visé, 44, 61, 62; il institue les pauvres de Visé ses héritiers universels, 126.

Hermans (Herman), 6. — Marie, 6.

Herstal, 24.

Hervianus (Jacques), doyen de la collégiale de Visé, 70.

Hesbaye (la), 1, 2, 12. — L'archidiaconat, 36, 37.

Hesbaye (Robert, comte ou duc de la), 1.

Heure (d'), V. Oranus.

Heze, hameau du pays de Diest, 5.

Heyde, 6, 7.

Hilaire (saint), 45, 46.

Hincmal (Jean), doyen de Sainte-Croix à Liège, 80.

Hinisdael, 161.

Hohgnoul (Ameil de) tue Renier de Viseit pendant la guerre des Awans et des Waroux, 149.

Hoigne (Jean), 245, 248.

Honlet, 106.

Horion (la famille), 171.

Hornes (Arnould de), prince-évêque de Liège, 212. — Jean, 238.

Houbbart (Antoine) a l'honneur de recevoir Louis XIV, 226.

- Houthem* (Jean de), 240.
Hozémont, 150.
Hubert (l'église de Saint-) à Liège, 97. — Henri, roi des arbalétriers de Visé, 132.
Hubines (Jean de), prévôt de Saint-Hadelin, 75.
Hugues de Châlons, prince-évêque de Liège, 234.
Hulsonneau, 74, 88.
Hurbize, ferme de Visé, 21.
Huy, 48.
Huygens, 157.
Imaina, épouse d'Arnoul de Wese-mael, 3.
Incurables (maison des), à Liège, due à la libéralité de Jean-Ernest, baron de Surlet-Chokier, 72.
Ingelbeeck, 5.
Innocent VII (le pape), 231.
Isabelle (la gouvernante), 99.
Jacques, seigneur de Celles, 64.
Jacquet, évêque d'Hippone, consacre l'église de Donck, 11.
Jauches (Henri de), prévôt de Saint-Lambert, 197.
Jean, prévôt de Stavelot, 181.
Jean-sans-Pitié, V. Jean de Bavière.
Jean, doyen de Saint-Martin à Liège, 36.
Jean-le-Victorieux, se distingue à la célèbre bataille de Woeringen, 149.
Jean XXIII (le pape), 231.
Jean (chevaliers de Saint-), 16, 27, 95.
Jeghers (Lambert), prévôt de la collégiale de Visé, 57, 75, 91, 99; auteur de l'histoire de l'ordre du Saint-Sépulcre; analyse de cet ouvrage, 216-218.
Jehenne, épouse de Gérard le Peneur, 123.
Jemeppe, 77.
Joiris, doyen de la collégiale de Visé, 79.
Jules II (le pape), 245, 247.
Juliers (Simon de), doyen de la collégiale de Saint-Denis à Liège, 245.
Juncis (Adam de), 235, 236.
Jupille, 49; les Sépulcrines s'y établissent, 100.
Kamps (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79.
Kelbergen, 5.
Kelcteren (P. van), notaire, 5.
Kerckem (Adam de), épousa Catherine de la Saulx, 96, 151. — Adam, fils naturel de Henri van Ordiningen, 151.
Klein-Meerhout, V. Meerhout.
Labbeye (Mathias), prévôt de la collégiale de Visé, 76.
Lambert (la cathédrale de Saint-), 16, 27; propriétaire du moulin de Devant-le-Pont, 140, 141. — Le Chapitre, 36, 37, 38, 52, 70, 97.
Lambert (l'hôpital de Saint-) à Visé, 121.
Lambertin (Jean), prévôt de la collégiale de Visé, 74, 75, 76, 183. — Sébastien, prévôt de la même collégiale, 75. — Eustache, *ibid*.
Lambertus, frater concilii visetensis, 36.
Langrode, hameau du pays de Diest, 5.
Larifridus, doyen de Stavelot, 181.
Laruelle, bourgmestre de Liège, 203.
Lathom (Catherine), sépulcrine à Visé, 97.
Laurent (les moines de Saint-) vont à la foire de Visé, 193; légende concernant ces moines, 218, 219.
Laurent (Ernotte), bourgmestre de Visé, 225.
Lavis, 64.
Lecocq (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79. — Guillaume, écôlâtre de Visé, 80, 81, 82, 187.

Lefebvre (Laurent), peintre, né à Visé, 172.
Lemaire (Jean), de Hermalle, 94.
Lembor (Henry), chanoine et écolâtre de Sainte-Croix à Liège, 126.
Léon III (le pape), 46, 47, 48.
Leroux (dame), supérieure des Sépulcrines à Visé, 101.
Lexhe (Johan dit Forgon de), 140.
Lexhy (de), 150.
Libert, évêque de Barut, 243.
Libotte (Mathias), curé de Visé, 59.
— Simon, chanoine d'Aix-la-Chapelle, curé d'Emael et recteur de l'autel de Sainte-Catherine à Visé, 93. — Jacques, roi des arbalétriers à Visé, 132. — Catherine, épouse de Herman de Marets, 189.
Liebroeck, hameau du pays de Diest, 5.
Liège, 13, 25, 27, 28, 44, 48, 49, 57, 58, 61, 63, 68, 71, 81, 88, 93, 97.
Limbourg (le duché de), 26. — La ville se rend aux Français, 226.
Limbourg (Théodoric de), doyen de la collégiale de Visé, 78. — Jean, seigneur d'Oupey et de Vivegnis, échevin de Liège, 141. — Ermen-garde, 149.
Linckhout, 7.
Linter (le monastère de), 3.
Linter (Henri de), 5.
Liverlo (Marie de), sépulcrine à Visé, fondatrice des couvents à Maestricht et à Hasselt, 97.
Lixhe, 77. — La dîme, 35, 66.
Lobbès, 75.
Lontzen (Conrad de), sénéchal de Limbourg, 149.
Lopardia (Alexandre de), écolâtre de Visé, 93.
Lopfenberch, 231.
Lorette (chapelle de), à Visé. Notice

sur ce sanctuaire, 109-113. — Son ermitage, 112, 113.
Lorraine (le duc de), 27. — Henri, 3.
Louis, roi de France, 234.
Louis-le-Débonnaire, 26.
Louis XIV, 32, 59, 60, 119. Il s'arrête à Visé, 224-227. Une anecdote de ce prince à Visé, 226, 227.
Louvain (l'université de), 69, 79, 238.
Lovenjoul, la Capellanie, 66 ; la dîme, 88.
Lovinfosse (de), 141.
Loy (Gérard del), 140.
Ludger (saint), évêque de Munster, 47, 48.
Luxembourg (le comte de), s'empare du château de Fraipont, 149.
Macar (de), 63.
Macka, 221.
Maes (Thomas), 90.
Maestricht, 20, 22, 24, 236. — Le doyenné rural, 35, 36, 45. — Différend entre les bourgeois et les chanoines de Saint-Servais, 77. — Les Sépulcrines de Visé y fondent une maison, 99.
Magné, chanoine de la collégiale de Visé, 90.
Magrande (Henrotte), 41.
Mahomet, 233, 240.
Maimont, 64.
Malconvat, près de Visé, 197.
Malte, V. chevaliers de Saint-Jean.
Marcheit (porte du) à Visé, 17.
Marets (des). Cette famille se fixe à Visé, 166. — Denys, 167. — Herman, mayeur et lieutenant-bailli à Visé, 167, 168. — Barthelemy dit de Charneux, 168. — Herman, époux de Catherine Libotte, 189. Pierre, 189. V. aussi Charneux.
Mark (Adolphe de la) ; son sceau, 15 ; il transfère le Chapitre de Saint-Hadelin de Celles à Visé,

- 28, 36, 65 ; il crée huit nouvelles prébendes à l'église de Visé, 65 ; il astreint les chanoines de Visé à la résidence personnelle, 66 ; il détermine les revenus et les droits de la plébanie de Visé, 67 ; il crée la dignité de doyen au Chapitre de Visé, 73, 76, 122 ; sa victoire au Thier de Nierbonne, 150, 236.
- Erard, 31 ; on voit ses armoiries à la fenêtre absidale de l'église de Visé, 51 ; il donne des privilèges aux Visétois, 194, 245, 247, 249.
- Englebert, confirme les statuts de la collégiale de Visé, 42 ; il donne au Chapitre de Visé l'immunité claustrale, 67. — Règles particulières du Chapitre approuvées par ce prince, 68, 69.
- Guillaume, 237.
- Mark-Weret*, 22, 23.
- Mareolt* (à propos de ce lieu), 1-12.
- Marholt*, 1, 2, 3, 4.
- Martin* (saint), 45, 46.
- Martin* (la collégiale de Saint-), 36.
- Massillon* (Crespin de), bourgmestre de Liège, 60. — Marie Célestine, fille du précédent, 60.
- Mansuarinsis* (le pagus), 1, 2.
- Mathei* (Willebrord), 244.
- Mechlinia* (Guillaume de), abbé de Saint-Trond, 8, 9.
- Meerbeeck* (le), ruisseau près de Diest, 4.
- Meerbeeck*, hameau du pays de Diest, 5.
- Meerot*, 5, 6.
- Meersen* (Libert de), chanoine et écolâtre de Visé, 93.
- Mheer* (le seigneur de), 116. — Le village, 128.
- Merhout*, 1-12. — Henri de Merhout, 3. — Thierry, 3.
- Mesch* ou *Meschawe*, 23.
- Métiers* (les), à Visé, V. Visé.
- Meurs* (le comte de), 28.
- Micerio*, V. Nucerio.
- Mirode* (Arnoldus a), abbé séculier de Visé, 71.
- Molenede*, hameau du pays de Diest, 5.
- Moll*, 2, 3.
- Mons* (Adam de), doyen de la collégiale de Visé, 77. — Clous, échevin de Visé, père du précédent, 77.
- Monse*, hameau de Visé, 34, 96.
- Monte* (de), V. de Mons.
- Moster-Dyck*, 8.
- Motmans*, 161.
- Mouland*, village près de Visé, 17, 18, 75, 77, 93.
- Mouland* (la porte de), à Visé, 18.
- Moulinghen* (Wilhelmus a), doyen de la collégiale de Visé, 79.
- Moustier*, 41.
- Mouton* (Sigisfroid-Joseph), curé de Visé, 44, 60, 61. — Jean-Baptiste, capitaine de Sa Majesté catholique, 60.
- Namur*, on y tient un Chapitre provincial, 101. — Le comte de Namur, 101.
- Nassau* (de), 152. — Englebert, 240.
- Nassovia*, 3.
- Navagne*, 77 ; le château assiégé par les Français, 225 ; il se rend, *ibid.*
- Nazareth*, 110, 111.
- Neavaigne* (les chevaliers de), 151. Le château, 203.
- Nettines*, 88.
- Nicolas V* (le pape), 241, 242.
- Nicolas* (l'hôpital de Saint-), à Visé, 19, 33, 76, 94, 116 ; notice sur cet hôpital, 122-125.
- Nicolas* (l'autel de Saint-), à Visé, 76, 94.
- Nivarre* (Eustache de), chanoine de

l'église de Saint-Jean-l'Evangeliste à Liège, 245.
Noorbeek (le village de), en wallon Nordebaye, 22, 24.
Noot (Reynier van der), 6.
Norhof (Levoldus de), abbé séculier de Celles, 64, 71.
Normands (les), 49.
Nucerio (Jean de), archidiacre de Hesbaye, 38.
Oerbach (Jean), abbé séculier de Visé, 43, 71.
Ogier-le-Danois, 26. — Ogerus, prévôt de la collégiale de Visé, 76.
Oldenburg, 157.
Ombrez (Clémence d'), native de Visé, première supérieure du couvent des Sépulcrines à Aix-la-Chapelle, 99.
Ongeer (Jean de), chanoine-chantre de Visé, 115.
Orange (le prince d'), roi d'Angleterre et seigneur de Diest, 4. — Il assiège la ville de Maestricht, 226.
Oranus (d'Heure), 161.
Oratoriens (les), 107, 108; ils s'établissent à Visé, 107, 116. Leur collège, 16, 19, 33, 107, 116, 117, 118. Leurs prétendus souterrains secrets, 107.
Ordange (Adam d'), abbé de Saint-Trond, 9.
Otten (Aert), 6.
Otton (l'empereur), 26.
Oultremont (Charles d'), 104.
Oupey (Odile d'), sépulcrine à Visé, 99.
Oupey (le village d'), 62; son moulin, 146.
Outre-Meuse (le pays d'), 102.
Pacichelli, 157.
Packhouse (rue du), à Visé, 201.
Padoue (saint Antoine de). Le col-

lège des Pères Récollets de Visé lui est dédié, 116.
Palland (Daniel de), 151.
Papenbroeck, hameau du pays de Diest, 5.
Parion (Josse), 234, 235.
Pascal, 157.
Pauli (Guillaume), doyen de la collégiale de Visé, 79.
Pedele, hameau du pays de Diest, 5.
Pellenbrouck, chanoine de Visé, 110.
Pellencop (Conrad), 123.
Peneur (Gérard le), 123.
Penthecoste, femme de Wautier de le Sauth, 95.
Pepin de Herstal, 88; il visite saint Hadelin à Celles, 175.
Percheval, V. Carreto.
Pere, hameau du pays de Diest, 5.
Pernode (Catherine), épouse de Denys de Charneux, 53, 167.
Perron (rue du), à Visé, 201.
Perweis (Godefroid de), 3.
Pesser, chanoine de Visé, 63.
Peston (Henri), prévôt de la collégiale de Visé, 75.
Philippe II, 75.
Pie II (le pape), 241, 246.
Pierre (la collégiale de Saint-), à Liège, 66.
Pinus (Jean), de Toulouse, 245.
Piret (Guillaume), curé de Visé, 43, 56, 126.
Pirnea (Simon), 106.
Piron (Jacques), 189.
Pironnet (Pierre), curé de Visé, prévôt de la collégiale, doyen du Concile de Maestricht et archidiacre de Celles, 45, 62, 63, 76, 126, 129, 130. — Son épitaphe, 62.
Pise, 232.
Plétrou (le), 25.
Plettemberck (Marie-Sibylle de), dame de la Rochette, 102, 103.

Plorar (Walther), bourgmestre de Visé, épousa Hélène Straven, dite du Chasteau ou a Castro, 153. — Catherine, fille des précédents, dite Waltheri, épousa Renard de Sluse, 153, 190; sa mort, 225. — V. aussi Waltheri.

Poitiers (Guillaume de), prévôt de la cathédrale de Liège, assiste au Concile de Trente, 151.

Pontanus, 168.

Postiche, porte de Visé, 18.

Printe de Warancelle (N. de), voué de Nivelles, 77, 151. — Louis, fils du précédent, doyen de la collégiale de Visé, 77; fondateur de l'autel de Sainte-Catherine à Visé, 93.

Proidhomme (Cloes), doyen de la collégiale de Visé, 78.

Proisme (Jean), chanoine de Visé, 70, 115.

Provinces-Unies (les), 32.

Puchey (Jean de), prévôt de la collégiale de Visé et curé de Mouland, 75.

Purnode (Jean et Laurent), doyen de la collégiale de Visé, 79.

Quercy-sur-Oise, le pape Léon III s'y rend, 48.

Radoux (Hubert), curé de Visé, 42, 44, 57, 58, 60. — Hubert, neveu du précédent, écolâtre et doyen de la collégiale de Visé, 59.

Raevels, 2.

Ranst (Simon), abbé du Val-Dieu, bienfaiteur du couvent des Récollets à Visé, 103, 109.

Rasquin-le-Roy (rue de), à Visé, 67, 201. — Famille de Visé, 201.

Récollets (les Pères) prêchent le carême à Visé, 61, 63; ils se fixent à Boland, 44, à Visé, 101. Ils construisent à Visé un nouveau cou-

vent, 102, et ouvrent une école d'humanités, 33, 104, 116; ils refusent d'administrer les malades pestiférés, 58, 59. Leur suppression, 104.

Remacle (saint), 63, 173, 174.

Renart (Peter), curé de Donck, 5.

Renchon le Parmentier, 124.

Requilé (la famille de), 169-171. — Guillaume se fixe à Visé, 169; il devient échevin de la Cour de justice de Visé et receveur du Chapitre de Saint-Hadelin, *ibid.*; il épouse Ailide, fille du Vieux Renard Sluse, *ibid.* Ses enfants :

1^o Guillaume, chanoine de la collégiale de Visé, *ibid.*

2^o Nicolas, curé de Lanay, prévôt du Chapitre de Saint-Hadelin, 75, 170.

3^o Renaud, avocat, bailli des chanoines de Saint-Pierre à Liège, 170.

4^o Ailide, 170.

— Pierre-Godefroid, écolâtre, doyen de Notre-Dame à Tongres, 170. — Jacques, échevin et greffier de la Cour de justice à Visé, *ibid.*; il avait entre autres deux enfants :

1^o Reine, qui épousa Jean Ple-nus Aphernon.

2^o Guillaume, docteur en droit, époux de Marguerite de Charneux, 169, 170, dont il eut douze enfants, parmi lesquels : 1^o N., chanoine à Saint-Léonard, à Liège, 170; 2^o N., chanoine à Saint-Servais, à Maestricht, *ibid.*; 3^o Jean-Ernest, qui se maria à Venlo et s'établit dans la Gueldre, *ibid.*; il eut deux fils et une fille qui épousa Nicolas Elias, *ibid.*; 4^o Bartholomé, colonel impérial, gouverneur de Bonn, époux de Jeanne de Fraikin, dont il eut :

1^o Guillaume-François, échevin et bourgmestre de Maestricht, 171 ;
 2^o Maximilien-Henri-Daniel, époux d'une fille de Guillaume de Blockhouse, bourgmestre de Liège, *ibid.*, dont il eut un fils, colonel en Bohême et une fille mariée à Maure de Réquilé, fils du bourgmestre de Maestricht, dont deux filles : a) N., épouse Fouarge ; b) N., épouse Dodémont, 171. — L'habitation de cette famille, 199.
Rethy, 2.
Reynier, étudia au collège des Oratoriens à Visé, 117.
Reyrode, hameau du pays de Diest, 5.
Richelle, 23, 59.
Ride (Michael), prévôt de la collégiale de Visé, 75.
Rissac (Joseph-Dieudonné, Cachard de), né à Visé, bachelier en théologie, curé dans le Tournaisis, 171. — La famille, 115.
Rivage (du), V. Viseit.
Rivé (Pierre), bourgmestre de Visé, 225.
Rochart (Pierre), chanoine et chantre de la collégiale de Visé, 188.
Rode, hameau du pays de Diest, 5.
Roeterchove, hameau du pays de Diest, 5.
Rome, 44, 57, 61, 66, 110.
Rothem (l'abbaye de), 10.
Rougrave (le vicaire-général), 191.
Rummen, 7.
Ryckel, 24.
Ryckel (Balthasar de), prévôt de la collégiale de Visé, 76. — Eustache, doyen de la collégiale de Visé, 79.
Rynrode (l'ermitage de), 10.
Sacré (Gérard), 191. — Joseph-Marie, chartreux à Rome, *ibid.*
Saint-Trond, V. Trond.

Saive (l'abbé B. de), originaire de Visé, auteur de plusieurs ouvrages, 171-172.
Salzennes (le seigneur de), 213.
Sarolay de Cheratte (de), bienfaiteur des Récollets à Visé, 103.
Sarrazin (Nicolas), doyen de la collégiale de Visé, 50, 52, 78, 88, 93, 125, 141.
Sartorius, chanoine-chantre de Visé ; son procès, 33, 83-86. — Henri-Eustache, frère du chanoine, 83-86. — L'avocat, *ibid.*
Sartorius (la colombe de), légende visétoise, 219, 220.
Sarte (chapelle de la), 109.
Sasse (delle), V. Saulx.
Saulcy (la famille de), 141.
Saulx des Temples (Wauthier de la), épousa dame Penthecoste, sœur de Jean le Vieux de Rouveroy, 95, 150, 213. — Wathi le Jeune, fils des précédents, épousa Marie, fille de Renar d'Argenteau, dite Dame du Temple, 140, 150, 151 ; ils eurent deux filles, l'une épousa a) Daniel de Paland, b) Robert d'Arckel dit de Rynswauld ; l'autre épousa Adam de Kerkem, 151.
Saumes (Jean des), grand-maître des Templiers, 150.
Sauvenière (M. de la), 153.
Saxe (Albert duc de), 239.
Scaffen, 1, 2, 3, 4.
Scafns, 1, 4.
Schaffhouse, 231.
Schifflet (Jean-Baptiste), 225. — Constantin, père du précédent, *ibid.*
Schoenaerde, hameau du pays de Diest, 5.
Schuermans (Jean-Jacques), doyen de la collégiale de Visé, 79.
Scomberg (de), général français, 226.
Scy, 88.

- Sépulcre* (les chanoinesses du Saint-), V. *Sépulcrines*.
- Sépulcrines* (les religieuses), à Visé, 16, 19, 31, 57, 63. — Notice sur ces religieuses, 97, 115. — Leur pensionnat, 97, 116. — Leur externat, 116.
- Serain* (Libert de), prévôt de Celles, 64, 75.
- Servais* (les chanoines de Saint-), à Maestricht, 77.
- Sichem*, 3.
- Sittert*, 6.
- Sixte III* (le pape), 237.
- Sixte IV* (le pape), 234, 235, 241, 246.
- Slenaken* (Pierre), doyen de la collégiale de Visé, 43, 55, 56, 79, 145, 194. — La famille occupe la ferme des chevaliers de Malte à Visé, 96.
- Sluse* (Renard de), s'établit à Visé, 153. — Ailide, fille du précédent, épousa Guillaume Réquillé, 169. — Renaud, notaire et greffier de Visé, épousa Catherine Plorar, dite Waltheri, 153, 190 ; dont 1^o René-François, chanoine de Saint-Lambert, abbé d'Amay, 154-158, 190 ; 2^o Jean Gualthier, cardinal, 154, 160-164 ; 3^o Pierre-Louis, conseiller privé du prince-évêque de Liège, 154, 164, 165. — De Houppertingen, 165. — Le monument de la famille à l'église de Visé, 189, 190.
- Sophie*, dame du chevalier Wathiers Carot, 92 ; elle fait des donations au Temple à Visé, 95.
- Southerus*, seigneur de Bicos, 64.
- Souvré*, faubourg de Visé, 21, 83, 84, 198.
- Souvreit* (la porte de), à Visé, 17.
- Sprimont*, 63.
- Stapelle* (Anne), fondatrice des Sépulcrines à Visé, 97, 98, 99, 100.
- Stassens* (Gilles), chanoine de Visé, 125.
- Stembier*, tréfoncier, abbé séculier de Visé, 51, 52, 72.
- Stembier de Wideux* (la baronne), 165.
- Stenval* (Jean de), 105.
- Stevartius* (Hubertus), prévôt de la collégiale de Visé, 75.
- Stiels*, doyen de Visé, 164.
- Stomp*, 10.
- Stoupy*, vicaire-général de Visé, 10, 11.
- Straad* (le comte de), gouverneur de Maestricht, 225.
- Straven* (Hélène), dite du Chateau ou à Castro, fille de Walther Plorar, 153.
- Stryrode*, hameau du pays de Diest, 5.
- Surpel* (Hendrick van), 5.
- Taxandrie* (le pagus), 2, 12.
- Taxandrine*, 24.
- Temple* (le), V. *Templiers*.
- Temples* (Marie des), épouse de Waultier del Saulx, 140.
- Templiers* (les), 27, 92. — Ils s'établissent à Visé, 95-97. — Leur ferme, 98.
- Tessengerloo*, 1.
- Thimister*, 78.
- Thomé*, passeur d'eau à Visé, 202, 203, 207.
- Thonnard* (le Père), carme déchaussé à Liège, 106.
- Thour* (Marie), sépulcrine à Visé, 97.
- Thuin*, possède un collège de l'Oratoire, 107.
- Tiernagan* (Pierre), accusé d'hérésie, 152.
- Tongres*, 24, 45, 47. — La collégiale, 48.

Trajecto (Amyl de), doyen de la collégiale de Visé, 77.
Trappé (de), étudie au collège des Oratoriens à Visé, 117.
Treit (voie de), route près de Visé, 18.
Tressogne, 88.
Trond (Saint-), 1, 3, 4, 8, 11, 24.
Urso (Petrus de), curé de Visé, et doyen du Chapitre de Saint-Hadelin, 37, 55, 67, 77.
Val-Dieu. Les religieux ont un refuge à Visé, 108, 119.
Valle-Virginum, 3.
Veldwezelt, 22, 23.
Velpem, 1, 2, 4, 8, 12.
Venne (ten), hameau du pays de Diest, 5.
Veosat, forme du nom de Visé, 23. — *Veosatum*, *ibid.*
Vervia, V. Vervier.
Vervier (Michel de), abbé du Val-Dieu, 109, 168. — Notice sur sa vie, 152.
Villenfagne (de), étudie au collège des Oratoriens à Visé, 117. — Gilles-Albert, seigneur de Vogel-sanck, bienfaiteur des Oratoriens à Visé, 33, 107, 116.
Villers-le-Temple, 96.
Visé, 11-227. Les archives de la paroisse et de la ville, 15, 16. — Toponymie de la ville, 200-202. — Les portes, 17, 18. — Les ponts, 210. — Le cimetière, 18. — Le perron, 18. — Les quartiers, les rues, les faubourgs et les lieux-dits, 19-21, 200-202. — La population, 21. Les différents noms, 22, 23. Etymologie du nom, 24. — Historique de la ville, 24-33. Son origine, 24-26. — Fief de l'église de Liège, 26. Droits féodaux de la cathédrale de Saint-Lambert, 211. Le poisson royal, 212. Le droit

de péage, 28 et 212. Les dîmes, 212. La cour des tenants, 213. — La justice, 27, 220, 221. — Les fortifications et les remparts, 17, 18, 25, 27, 28, 30, 31, 32. — Bataille de Visé, 26, 27. — Destruction et pillage, 28, 29, 30, 32. Exploit d'une Visétoise, 209. — Privilèges, droits et franchises, 19, 25, 29-33, 194. — La peste, 21, 31, 32, 57-59. Police sanitaire, 221, 222. — Règlement concernant les élections, 32, 33. — Toponymie de la campagne, 203-209. Les plaines, les sentiers, les routes, les ruisseaux, etc., 203-209. Les fermes, 21, 198.
 — La paroisse, 33-45. Son origine, 33, 34. Dépendances, 34, 35, 36.
 — L'église, 26, 30, 31, 45-55. Son origine, 33, 34, 46, 47, 48. Les revenus, 33, 34, 37, 38, 39, 41, 42. Les succursales, 34, 35, 36. Les cloches, 53-55. L'administration des biens de la fabrique, 36. — Les confréries, 127-130: du Tiers-Ordre dans l'église des Récollets, 104; de Notre-Dame du Mont-Carmel dans la chapelle de Lorette, 111; du Saint-Rosaire, 127, 128; du Saint-Sacrement, 128, 129; de Sainte-Cécile, 130. — Les compagnies: des arbalétriers, 130-136; des arquebusiers, *ibid.* — Les métiers, 136-149; des cherwiers, 137; des neaveurs, 137; des vignerons, 137, 138; obligation d'en faire partie, 138; règlement, 138; obligations et privilèges, 138, 139. — L'église devient collégiale, 37. Les curés ou plébans, 55-58. Collocation de la cure, 36, 37. — Difficultés entre le curé et le Chapitre, 57, 60-62. — Le Chapitre de

Geyr de Schweppenbourg (Max-Henri-Joseph, baron de), abbé séculier de Visé, 76, 125.

Ghenart (Antoine), théologien distingué, né à Visé, chanoine et vicedoyen de la cathédrale de Saint-Lambert, inquisiteur de la foi; il assiste au Concile de Trente, 151, 152.

Giet (François), 84.

Gilet (Nicolas), 115.

Gilles, chapelain de Visé, 92.

Gillis de Saint-Martin, 62, 129.

Gisberti (Quirinus), prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Goelet (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 77.

Goirhé (la dîme de), 66, 88, 90, 212.

Gosuini (Joannes), curé de Bassenge, prévôt de la collégiale de Visé, 75.

Grady (Michel-Joseph de), bourgmestre de Liège, 170.

Grégoire XII (le pape), 232.

Groesbeek (Gérard de), prince-évêque de Liège, 31.

Grognart (Roch), fondeur de cloches et bourgmestre de Liège, 54.

Guaço, frater concilii visetensis, 36.

Gueldre (Henri de), doit se réfugier à Namur, 149. — Renaud, 149.

Guixa, 88, 177.

Gulielmus, frater concilii visetensis, 36.

Gvegesat, 22.

Haccourt, 33, 77, 146.

Hadelin (bénéfices et autels à la collégiale de Saint-), 91-94. — Obligations des bénéficiaires, 91. — Collation, *ibid.* — Le bénéfice de Notre-Dame, 92, 97; celui de Saint-Jean-Baptiste, 92; celui de Saint-Hadelin et de Sainte-Anne, 94.

Les autels des Saints-Pierre et

Paul, 92; de Tous les Saints, 92, 94; des Saints-Georges et Sébastien, 92, 94; de Sainte-Catherine, 92, 93; de Notre-Dame, 97; de Saint-Nicolas, 94, 96.

Hadelin (Chapitre de Saint-), 14, 15, 63, 94. — Sa translation de Celles à Visé, 28, 36, 47, 55, 64, 65, 66, 67. — Il construit le chœur de l'église de Visé, 30. — Il élargit l'église, 51. — Difficultés avec les seigneurs de Celles, 64, 65; avec le curé de Visé, 57, 60, 62; avec l'abbé, 80. — L'école du Chapitre, 64, 114. — L'abbé de Celles, protecteur du Chapitre, 64. — Immunité claustrale, 67, 68. — Cour des tenants du Chapitre, 68. — Privilèges du Chapitre, 68. — Règles particulières, 68, 69. — Prébendes, 65, 67; Adolphe de la Marck crée huit nouvelles prébendes, *ibid.* — Droit de collation, 65, 66, 67, 69, 70. — Conditions requises pour être chanoine, 70; résidence personnelle des chanoines, 66. — L'abbé séculier, 70, 71, 72; liste des abbés, 71, 72. — Le prévôt, 72-76; ses devoirs et ses droits, 72-74; ses revenus, 74, 75. Liste des prévôts, 75-80. — Le doyen, 76-80; ses droits et ses obligations, 76; ses revenus, 77. Liste des doyens, 77, 80. — L'écolâtre, 80-82; ses charges et ses droits, 80. — Le chantre, 82-86; ses fonctions et ses revenus, 82. — Le fiscus, 86, 87; ses fonctions, *ibid.* — Les hebdomadaires, 87. — Le receveur ou compteur, 87. — Les biens et revenus du Chapitre, 66, 87-91. Les dîmes de Celles, de Franchimont et des différentes localités voisines, 88; de Visé, 88,

- 90; de Goirhé, 66, 88, 90; d'Ans, 88; de Lovenjoul, etc., 88. — Les immeubles, 89; le vignoble sur Malconvat, 198.
- Hadelin* (la châsse de Saint-), 13, 15, 28, 172-187. — Descriptions de la châsse, 173-187. — Légendes et inscriptions, *ibid.*; miracle de la colombe, 173, 174; une réception de disciples, 174-176; miracle de Franchimont, 176; guérison d'une muette à Dinant, 176, 177; résurrection de Guiza, 177-180; les obsèques de saint Hadelin, 178, 179.
- Hageland* (le), 5.
- Halbeker-dyk*, 8.
- Halen de Borre*, 221.
- Halen*, 1, 2, 4, 6, 8, 10.
- Hallembaye*, 24, 121, 208.
- Halon*, 1.
- Halteriana* (les), terres de Sainte-Croix de Liège situées près de Visé, 204.
- Hamalia* (Mathias ab), prévôt de la collégiale de Visé, 75.
- Hameyen* (Herman van), 6.
- Hamoir* (le Père), récollet de Visé, examinateurs synodal de Liège, 104.
- Hanegreve*, 3.
- Hannines* (le sentier de), près de Visé, 206.
- Hannot* (Cloes), doyen de la collégiale de Visé, 78.
- Hardy* (Jean-Simon), mambour de l'hôpital de Saint-Nicolas à Visé, 123.
- Hasnoch*, 4.
- Hasselt*, 7.
- Hauzeur* (Mathias), 44.
- Haversin*, 88.
- Heinsberg* (Jean de), prince-évêque de Liège, 19, 29, 30, 77, 137.
- Henget* (Nicolas), pléban de Visé, 53.
- Henkart*, étudié au collège des Oratoriens à Visé, 117.
- Hennet*, prétendu complice de Sartorius, 84, 85.
- Henri IV* (l'empereur), 26, 27, 88. — Henri V, 27. — Archevêque de Cologne, 236. — Duc de Brabant, 234.
- Henrotte Magrande*, 41.
- Herck* (la), rivière, 7, 9, 10.
- Herck* (l'église de), 10.
- Herck* (Joseph van), abbé de Saint-Trond, 11.
- Hervis* (Guillaume), dit Herman a sancta Barbara, carme, 162.
- Hermalle*, 22, 24, 36, 140.
- Herman* (Jean-Jacques), curé de Visé, 44, 61, 62; il institue les pauvres de Visé ses héritiers universels, 126.
- Hermans* (Herman), 6. — Marie, 6.
- Herstal*, 24.
- Hervianus* (Jacques), doyen de la collégiale de Visé, 70.
- Hesbaye* (la), 1, 2, 12. — L'archidiaconat, 36, 37.
- Hesbaye* (Robert, comte ou duc de la), 1.
- Heure* (d'), V. Oranus.
- Heze*, hameau du pays de Diest, 5.
- Heyde*, 6, 7.
- Hilaire* (saint), 45, 46.
- Hincmal* (Jean), doyen de Sainte-Croix à Liège, 80.
- Hinisdael*, 161.
- Hohgnoul* (Ameil de) tue Renier de Viseit pendant la guerre des Awans et des Waroux, 149.
- Hoigne* (Jean), 245, 248.
- Honlet*, 106.
- Horion* (la famille), 171.
- Hornes* (Arnould de), prince-évêque de Liège, 212. — Jean, 238.
- Houbbart* (Antoine) a l'honneur de recevoir Louis XIV, 226.

Houthem (Jean de), 240.
Hoëmont, 150.
Hubert (l'église de Saint-) à Liège, 97. — Henri, roi des arbalétriers de Visé, 132.
Hubines (Jean de), prévôt de Saint-Hadelin, 75.
Hugues de Châlons, prince-évêque de Liège, 234.
Hulsonneau, 74, 88.
Hurbize, ferme de Visé, 21.
Huy, 48.
Huygens, 157.
Imaina, épouse d'Arnoul de Wese-mael, 3.
Incurables (maison des), à Liège, due à la libéralité de Jean-Ernest, baron de Surlet-Chokier, 72.
Ingelbeeck, 5.
Innocent VII (le pape), 231.
Isabelle (la gouvernante), 99.
Jacques, seigneur de Celles, 64.
Jacquet, évêque d'Hippone, consacre l'église de Donck, 11.
Jauches (Henri de), prévôt de Saint-Lambert, 197.
Jean, prévôt de Stavelot, 181.
Jean-sans-Pitié, V. Jean de Bavière.
Jean, doyen de Saint-Martin à Liège, 36.
Jean-le-Victorieux, se distingue à la célèbre bataille de Woeringen, 149.
Jean XXIII (le pape), 231.
Jean (chevaliers de Saint-), 16, 27, 95.
Jeghers (Lambert), prévôt de la collégiale de Visé, 57, 75, 91, 99; auteur de l'histoire de l'ordre du Saint-Sépulcre; analyse de cet ouvrage, 216-218.
Jehenne, épouse de Gérard le Peneur, 123.
Jemeppe, 77.
Joiris, doyen de la collégiale de Visé, 79.

Jules II (le pape), 245, 247.
Juliers (Simon de), doyen de la collégiale de Saint-Denis à Liège, 245.
Juncis (Adam de), 235, 236.
Jupille, 49; les Sépulcrines s'y établissent, 100.
Kamps (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79.
Kelbergen, 5.
Kelcteren (P. van), notaire, 5.
Kerckem (Adam de), épousa Catherine de la Saulx, 96, 151. — Adam, fils naturel de Henri van Ordiningen, 151.
Klein-Meerhout, V. Meerhout.
Labbeyre (Mathias), prévôt de la collégiale de Visé, 76.
Lambert (la cathédrale de Saint-), 16, 27; propriétaire du moulin de Devant-le-Pont, 140, 141. — Le Chapitre, 36, 37, 38, 52, 70, 97.
Lambert (l'hôpital de Saint-) à Visé, 121.
Lambertin (Jean), prévôt de la collégiale de Visé, 74, 75, 76, 183. — Sébastien, prévôt de la même collégiale, 75. — Eustache, *ibid*.
Lambertus, frater concilii visetensis, 36.
Langrode, hameau du pays de Diest, 5.
Larifridus, doyen de Stavelot, 181.
Laruelle, bourgmestre de Liège, 203.
Lathomi (Catherine), sépulcrine à Visé, 97.
Laurent (les moines de Saint-) vont à la foire de Visé, 193; légende concernant ces moines, 218, 219.
Laurent (Ernotte), bourgmestre de Visé, 225.
Lavis, 64.
Lecocq (Jean), doyen de la collégiale de Visé, 79. — Guillaume, écôlâtre de Visé, 80, 81, 82, 187.

Lefebvre (Laurent), peintre, né à Visé, 172.

Lemaire (Jean), de Hermalle, 94.

Lembor (Henry), chanoine et écolâtre de Sainte-Croix à Liège, 126.

Léon III (le pape), 46, 47, 48.

Leroux (dame), supérieure des Sépulcrines à Visé, 101.

Lexhe (Johan dit Forgon de), 140.

Lexhy (de), 150.

Libert, évêque de Barut, 243.

Libotte (Mathias), curé de Visé, 59. — Simon, chanoine d'Aix-la-Chapelle, curé d'Emael et recteur de l'autel de Sainte-Catherine à Visé, 93. — Jacques, roi des arbalétriers à Visé, 132. — Catherine, épouse de Herman de Marets, 189.

Liebroeck, hameau du pays de Diest, 5.

Liège, 13, 25, 27, 28, 44, 48, 49, 57, 58, 61, 63, 68, 71, 81, 88, 93, 97.

Limbouurg (le duché de), 26. — La ville se rend aux Français, 226.

Limbouurg (Théodoric de), doyen de la collégiale de Visé, 78. — Jean, seigneur d'Oupey et de Vivegnis, échevin de Liège, 141. — Ermengarde, 149.

Linckhout, 7.

Linter (le monastère de), 3.

Linter (Henri de), 5.

Liverlo (Marie de), sépulcrine à Visé, fondatrice des couvents à Maestricht et à Hasselt, 97.

Lixhe, 77. — La dîme, 35, 66.

Lobbès, 75.

Lontzen (Conrad de), sénéchal de Limbourg, 149.

Lopardia (Alexandre de), écolâtre de Visé, 93.

Lopfenberch, 231.

Lorette (chapelle de), à Visé. Notice

sur ce sanctuaire, 109-113. — Son ermitage, 112, 113.

Lorraine (le duc de), 27. — Henri, 3.

Louis, roi de France, 234.

Louis-le-Débonnaire, 26.

Louis XIV, 32, 59, 60, 119. Il s'arrête à Visé, 224-227. Une anecdote de ce prince à Visé, 226, 227.

Louvain (l'université de), 69, 79, 238.

Lovenjoul, la Capellanie, 66 ; la dîme, 88.

Lovinfosse (de), 141.

Loy (Gérard del), 140.

Ludger (saint), évêque de Munster, 47, 48.

Luxembourg (le comte de), s'empare du château de Fraipont, 149.

Macar (de), 63.

Macka, 221.

Maes (Thomas), 90.

Maestricht, 20, 22, 24, 236. — Le doyenné rural, 35, 36, 45. — Différend entre les bourgeois et les chanoines de Saint-Servais, 77. — Les Sépulcrines de Visé y fondent une maison, 99.

Magné, chanoine de la collégiale de Visé, 90.

Magrande (Henrotte), 41.

Mahomet, 233, 240.

Maimont, 64.

Malconvat, près de Visé, 197.

Malte, V. chevaliers de Saint-Jean.

Marcheit (porte du) à Visé, 17.

Marets (des). Cette famille se fixe à Visé, 166. — Denys, 167. — Herman, mayeur et lieutenant-bailli à Visé, 167, 168. — Barthelemy dit de Charneux, 168. — Herman, époux de Catherine Libotte, 189. Pierre, 189. V. aussi Charneux.

Mark (Adolphe de la) ; son sceau, 15 ; il transfère le Chapitre de Saint-Hadelin de Celles à Visé,

SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE

DU

DIOCÈSE DE LIÈGE

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ART ET D'HISTOIRE
DU
DIOCÈSE DE LIÈGE

TOME VII

LIÈGE
L. GRANDMONT-DONDERS, IMPRIMEUR-LIBRAIRE

22 — RUE VINAVER-D'ILE — 22

1892

RÈGLEMENT

ART. 1^{er}. — Il est fondé, à Liège, une *Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*.

ART. 2. — Cette Société a pour but d'aider à la conservation et de propager la connaissance de tout ce qui peut intéresser l'histoire et l'art religieux du diocèse de Liège.

ART. 3. — Elle comprend des *membres d'honneur*, des *membres actifs*, des *membres correspondants* et des *membres associés*.

ART. 4. — Les *membres d'honneur* sont ceux auxquels ce titre a été décerné en reconnaissance de leur haut patronage ou d'éminents services.

ART. 5. — Les *membres actifs* sont ceux qui s'engagent à apporter un concours régulier à l'œuvre de la Société; ils seront au nombre de trente-un au plus, élus par leurs collègues et auront seuls voix délibérative dans les réunions.

ART. 6. — Les *membres correspondants* sont choisis parmi les personnes qui auront rendu, ou se montreraient disposées à rendre des services particuliers à la Société. Ils peuvent assister à ses réunions avec voix consultative. C'est parmi eux que seront, de préférence, choisis les *membres actifs*.

ART. 7. — Les *membres associés* collaborent à l'œuvre par le paiement de leur cotisation; ils reçoivent toutes les publications de la Société, des facilités d'accès à ses collections, et le droit d'obtenir les renseignements qui pourraient les intéresser sur les objets dont s'occupe l'Association.

ART. 8. — En entrant dans la Société tous les membres s'engagent à observer ses Statuts et à payer une *cotisation annuelle*, de 15 francs pour les membres *actifs*; de 10 francs pour les *correspondants* et les *associés*.

ART. 9. — La Société se divise en *deux sections* : la *section d'art* et la *section d'histoire*.

ART. 10. — Chacune de ces sections nomme son Président et son Secrétaire et peut se réunir à part pour traiter des questions qui font plus spécialement l'objet de ses études.

ART. 11. — La Société sera administrée par un *Bureau* composé d'un Président, de deux ou trois Vice-Présidents, de deux Secrétaires, d'un Trésorier, d'un Conservateur, d'un Bibliothécaire et des Dignitaires qu'elle jugerait utile de leur adjoindre.

ART. 12. — La Société a pour *Président d'honneur* Monseigneur l'Evêque de Liège, et pour *Président effectif* le membre désigné par Monseigneur l'Evêque. Les *Présidents de section* remplissent les fonctions de *Vice-Présidents* de la Société, et prendront rang d'après la date de leur élection ; les *Secrétaires* sont ceux des sections ; le Trésorier et les autres dignitaires sont nommés par l'Assemblée générale pour un terme de cinq ans, comme les Vice-Présidents et les Secrétaires.

ART. 13. — La Société s'assemble en *réunion plénière* pour procéder aux élections nécessaires, régler son budget et prendre toutes les décisions concernant l'œuvre entière ; la première de ces réunions se tiendra obligatoirement chaque année dans le mois de janvier et il y sera fait un rapport sur l'exercice écoulé.

ART. 14. — La Société poursuit son but : 1^o en traitant, soit en section, soit en Assemblée générale, les questions relatives à ce but ; 2^o en éditant un *Bulletin* et des *publications spéciales* ; 3^o en organisant un *Musée diocésain* ; 4^o en fournissant à ses membres les *indications historiques et artistiques* réclamées d'elle.

ART. 15. — Le *Bulletin* paraîtra sous la direction des délégués de la Société ; chaque auteur aura droit à cinquante *tirés à part* de tout travail inséré dans le *Bulletin*.

ART. 16. — Le *Musée* sera composé d'objets *authentiques* et de *reproductions* exactes, choisis parmi les plus anciens ou les plus recommandables par leur valeur artistique.

TABLEAU
DES
MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

PRÉSIDENT D'HONNEUR

Sa Grandeur Monseigneur DOUTRELOUX, évêque de Liège.

MEMBRES D'HONNEUR

Baron BÉTHUNE D'YDEWALLE, président de la Gilde de Saint-Thomas et de Saint-Luc, à Gand.

Monseigneur CARTUYVELS, vice-recteur de l'Université catholique de Louvain.

M. ESSENWEIN, directeur du Musée germanique, à Nuremberg.

M. Auguste REICHENSPERGER, membre du Parlement allemand, à Cologne.

M. REUSENS, chanoine et professeur d'archéologie à l'Université catholique de Louvain.

M. James WEALE, archéologue, à Londres.

Le Révérendissime Abbé de Maredsous.

CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ

<i>Président,</i>	Monseigneur RUTTEN, vicaire-général de Sa Grandeur Monseigneur l'Evêque de Liège.
<i>Vice-Présidents,</i>	MM. Jules HELBIG. Godefroid KURTH.
<i>Membres,</i>	Gustave FRANCOTTE. Joseph DEMARTEAU.
<i>Secrétaire,</i>	Paul MAES.
<i>Trésorier,</i>	Gustave RUHL.
<i>Conservateur,</i>	le chanoine Léon DUBOIS.
<i>Bibliothécaire,</i>	Henri FRANCOTTE.

MEMBRES ACTIFS

SECTION D'ART

- MM. Léon DUBOIS, chanoine, place Saint-Paul, 5, à Liège.
Gustave FRANCOTTE, avocat, rue Forgeur, 18, id.
Jules FRÉSART, banquier, rue Sœurs-de-Hasque, 9, id.
Jules HELBIG, artiste peintre, rue de Joie, 16, id.
Edmond JAMAR, architecte, place Saint-Pierre, 19, id.
Pascal LOHEST, rue Fusch, 42, id.
Chevalier Oscar SCHÆTZEN, membre de la Chambre des
Représentants, à Tongres.
Camille SIMONIS, rue Chevaufosse, 14, à Liège.
THIMISTER, chanoine, place Saint-Lambert, 3, id.
Charles WILMART, rue Rouveroy, 4, id.
Fernand WILMART, abbé, boulevard Saucy, 25, id.
Joseph WILMOTTE, artiste-orfèvre, boulevard de la Sauve-
nière, 112, id.

SECTION D'HISTOIRE

MM. Eugène BACHA, docteur en philosophie, place de l'Université, 6, à Liège.

Chevalier Camille DE BORMAN, membre de la Députation permanente du Limbourg, place Saint-Jean, 29, id.

Stanislas BORMANS, membre de l'Académie, administrateur-inspecteur de l'Université, place Cockerill, 1, id.

DARIS, chanoine et professeur d'histoire au Séminaire de Liège.

DELMER, bibliothécaire à l'Université, thier de la Fontaine, 27, à Liège.

Joseph DEMARTEAU, rédacteur en chef de la *Gazette de Liège*.

Révérènd Père Charles DESMEDT, bollandiste, à Bruxelles.

Henri FRANCOTTE, professeur à l'Université, boulevard Frère-Orban, 47, à Liège.

Godefroid KURTH, professeur à l'Université, rue Rouveroy, 6, id.

Léon LAHAYE, archiviste, à Namur.

Paul MAES, bibliothécaire-adjoint à l'Université, rue de Bruxelles, 10, à Liège.

Amédée DE RYCKEL, avocat, boulevard de la Sauvenière, 72, id.

Gustave RUHL, avocat, rue des Augustins, 33, id.

Emile SCHOOLMEESTERS, doyen de Saint-Jacques, place Saint-Jacques, 6, id.

MEMBRES CORRESPONDANTS

MM. CEYSSSENS, curé à Dalhem.

CHRISTIAENS-VANDERRYST, entrepreneur, à Tongres.

G. CLOES, fils, avocat, rue Rouveroy, 1, à Liège.

DANIELS, abbé, château de Vogelsanck, à Zolder.

DEHIN, frères, fabricants, rue Agimont, 39, à Liège.

DELAVEUX, avocat, boulevard Piercot, 12, id.

- MM. DUGUET, avocat, rue Paul Devaux, 1, à Liège.
GILISSEN, abbé, rue Mathieu Laensberg, 50, id.
Alphonse GRANDMONT, avocat, à Taormina.
DE GROUTARS, chanoine et professeur à l'Université de Louvain.
HABETS, conservateur des archives, à Maestricht.
HENROTTE, chanoine, hôpital de Bavière, à Liège.
Louis LIBBRECHT, avocat, rue Sainte-Véronique, 30, à Liège.
Philippe DE LIMBOURG, à Theux.
Léon NAVEAU, docteur en droit, château de Bommershoven, Tongres.
Edmond NIFFLE, avocat, à Namur.
Emile PICARD, avocat, rue Tournant-Saint-Paul, 6, à Liège.
Edouard PONCELET, attaché aux Archives de l'Etat, quai de l'Industrie, id.
Révérend Père Recteur du Collège Saint-Servais, id.
Jean RENIER, professeur, à Verviers.
F. TROISFONTAINES, avocat, rue Sainte-Véronique, 8, à Liège.
Lambert VANDRIKEN, avocat, à Lexhy.
VAN ORMELINGEN, curé, à Neer-Repen.
J.-P. WALTZING, professeur à l'Université, rue Duvivier, 19, à Liège.

MEMBRES ASSOCIÉS

- MM. Remy ANGENOT, rue Duvivier, 22, à Liège.
BALAU, curé de Pepinster.
Toussaint BECO, étudiant, rue des Célestines, à Liège.
Adolphe BERLEUR, ingénieur, rue Saint-Laurent, 17, id.
Baron Charles DE BLANCKART-SURLET, château de Lexhy.
Révérend Père BLÉROT, supérieur des Pères Rédemptoristes, à Liège.

- MM.** Alexandre BOUVY, avocat, quai de l'Abattoir, 37, à Liège.
Louis DE BUGGENOMS, avocat, rue de la Paix, id.
COEMANS, notaire, à Saint-Trond.
Léon COLLINET, avocat, boulevard Piercot, 20, à Liège.
Guillaume DALLEMAGNE, rue Darchis, 33, id.
DEFIZE, curé de Sainte-Croix, cloîtres Sainte-Croix, id.
Louis DEMARTEAU, libraire, rue de l'Official, 2, id.
DEPAQUIER, curé de Solières (Huy).
Maximilien DOREYE, avocat, rue de Joie, 150, à Liège.
Baron Paul DE FAVEREAU, rue Bonne-Fortune, 3, id.
DE FIZENNE, architecte, à Meerssen (Limbourg-Hollandais).
Baron DU FONTBARÉ, bourgmestre de Fumal, quai de
Maestricht, 16, à Liège.
FROMENT, architecte, rue Saint-Laurent, 71, id.
GAILLARD, curé de Geer, Waremmé.
Comte DE GELOËS D'EYSDEN, au château d'Eysden.
GILIS, curé de Grand-Axhe, Waremmé.
Ferdinand GONNE, avocat, place de la Cathédrale, 3, à
Liège.
HEUSCHEN, chanoine, rue de l'Evêché, 10, id.
E. JACQUES, curé de Saint-Pierre, à Huy.
JOSEFF, doyen de Saint-Martin, à Liège.
P. KERCKOFFS, professeur à l'Ecole normale de Saint-
Trond.
LACROIX, doyen de Saint-Barthélemy, à Liège.
LAENEN, curé de Berg, Tongres.
Clément LÉONARD, négociant, rue Souverain-Pont, 9, à
Liège.
Henri-Robert LE PAS, à Verviers.
Paul LOHEST, ingénieur, rue Rouveroy, à Liège.
Charles LOOMANS, professeur à l'Université, rue Beckman,
20, id.
MAES, doyen de Peer.

- MM. Célestin MARÉSAL, rue des Augustins, 23, à Liège.
MEYERS, chanoine et curé de Saint-Jean, id.
MOMMEN, chanoine et professeur au Séminaire de Liège.
DE NECKERE, château de Beaumont, lez-Liège.
OSTERATH, peintre-verrier, à Tilff.
PEETERS, doyen de Tongres.
PIROTTE, entrepreneur, rue Sœurs-de-Hasque, 30, à Liège.
Baron DE PITTEURS DE BUDINGEN, sénateur, rue Louvrex, 77, id.
POLUS, doyen en retraite, à Looz.
PONCELET, directeur de la Société *l'Imprimerie liégeoise*, rue Naimette, 5, à Liège.
RACHELS, doyen de Hasselt.
Comte Théodore DE RENESSE, à Schoonbeek, Beverst.
RUBENS, chanoine et curé de Saint-Denis, à Liège.
SCHOOLMEESTERS, chanoine, rue des Célestines, 13, id.
J. SCHEEN, curé à Boirs, Glons.
STOUREN, curé à Olne, Nessonvaux.
SWENNEN, curé de Millen, Tongres.
Chevalier Xavier DE THEUX, château de Montjardin.
THONNAR, rentier, boulevard de la Sauvenière, 135, à Liège.
G. ULENS, abbé, château de Rockendael, Saint-Trond.
Charles VAN DEN BERG, notaire, boulevard de la Sauvenière, 138, à Liège.
Baron DE VILLENFAGNE, château de Vogelsanck, à Zolder.
VAN WINTERSHOVEN, vicaire à Saint-Christophe, à Liège.
WEYEN, curé de Kinroy, Maeseyck.
-

LA
PREMIÈRE ÉGLISE DE LIÈGE
L'ABBAYE DE NOTRE-DAME

Lettre à M. Godefroid KURTH

PRÉSIDENT DE LA SECTION D'HISTOIRE

DE LA

Société d'Art et d'Histoire du diocèse de Liège

« Notre-Dame et saint Lambert ! »

(Devise et cri de guerre des Liégeois).

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans une de ces causeries familières, qui font l'agrément et l'utilité pratique des réunions de la Section d'histoire de notre Société, j'avais relevé quelques faits qui autorisent, suivant moi, les Liégeois à penser que le plus ancien oratoire élevé en leur ville fut une chapelle de la Vierge Marie.

Je n'ai pas eu l'heur d'amener tous ceux qui m'écoutaient à partager sur ce point une croyance qui ne repose, d'ailleurs, que sur des présomptions, des inductions et des textes plus ou moins discutables. Votre adhésion entre autres a fait défaut à divers points de ma thèse. Vous m'engagez cependant à reprendre cette thèse, et, parce qu'en lui-même le problème est de ceux qu'il y aurait profit pour l'histoire à s'efforcer de

résoudre, et, parce qu'en le discutant, j'ai du moins, pensez-vous, dissipé l'erreur dans laquelle nos écrivains nationaux ont versé jusqu'à ce jour, en confondant une institution abolie chez nous au XIII^e siècle, l'antique *abbaye de Notre-Dame*, avec cette église baptismale de *Notre-Dame-aux-Fonts*, fermée seulement par la Révolution française.

Je défère à votre appel, mon cher Président, et voici ce que je vais tâcher d'établir :

Une petite église, vraisemblablement paroissiale, existait au hameau de Liège avant la fin du VII^e siècle, avant le martyre de saint Lambert.

C'est cinq cents ans plus tard qu'on a commencé à prétendre que cette église était une chapelle des saints Cosme et Damien.

Il y a bien plus de raison de croire qu'elle était dédiée à Notre-Dame, et pour justifier cette croyance, on peut invoquer : le fait que si la cathédrale de cette ville a été, peu après l'an mil, dédiée à la mère de Dieu autant et plus qu'à saint Lambert, cette double dédicace ne répondait pas seulement au double patronage sous lequel était placé le diocèse, mais aussi à une situation et à des traditions locales plus anciennes ; l'existence jusqu'au XIII^e siècle de l'abbaye de Notre-Dame de Liège, l'antiquité de cette institution, son rétablissement après les pillages normands, l'importance de ses revenus et des charges attachées à la fonction d'abbé ; la haute position, l'influence et les œuvres de ceux qui se succédèrent dans cette dignité ; la façon dont on constitua, au moyen de ses prébendes, ce collège des chanoines dits de Saint-Materne rattaché, pour le service du culte, au chapitre même de Saint-Lambert ; enfin, après la suppression de l'abbatialité, le caractère et l'étendue des attributions dont héritèrent soit le prévôt de Saint-Lambert, soit l'église baptismale et archidiaconale de Notre-Dame-aux-Fonts.

Notre-Dame et saint Lambert est le cri national de nos pères. C'est aussi l'indication, dans l'ordre le plus vraisemblable, des deux premiers sanctuaires édifiés à Liège.

I.

QUE LA PLUS ANCIENNE ÉGLISE DE LIÈGE
NE FUT PAS SAINT-LAMBERT.

Nous serons d'accord en commençant pour reconnaître que le premier oratoire de Liège ne fut pas Saint-Lambert.

La source la plus sûre pour l'histoire du saint de ce nom est la biographie écrite par un contemporain ; la version la plus digne de foi de cette biographie est celle que nous trouvons dans un manuscrit, contemporain aussi, manuscrit du VIII^e siècle, conservé à la Bibliothèque nationale de Paris. Je vous dois d'en avoir pu reconnaître l'importance et publier le texte, pour les *Bibliophiles liégeois* et les amis de notre histoire. D'après ce texte, quand saint Lambert se trouve à Liège, *Leodium*, où le martyr viendra l'atteindre, il y habite non de passage ou par hasard, mais chez lui, à demeure, au sein d'une vraie communauté, avec une réunion assez considérable formée de ses neveux, de clercs, de disciples et de serviteurs. Un de ceux-ci fait même la garde chaque nuit pour la sécurité des autres. Chaque nuit aussi, tous interrompent leur sommeil pour aller chanter l'office ensemble. On les sait si nombreux, que pour triompher d'eux par surprise, les assassins du martyr arrivent avec toute une petite armée, disposée en plusieurs corps (1).

Ce séjour d'un évêque dans un humble hameau n'était pas une exception pour le temps, ni une nouveauté pour saint Lambert : les historiens et les poètes

(1) « Vidit turbam multam hostile exercitu venientem per turmas et » cuneos » (*Saint Théodard et saint Lambert*, p. 162).

de l'époque mérovingienne, Grégoire de Tours et Fortunat par exemple, mentionnent et décrivent fréquemment des maisons de campagne d'évêque ; Lambert lui-même avait été élevé à Wintershoven, une obscure bourgade du pays tongrois, à l'école de Landoald, au milieu d'une petite colonie de saints. Liège avait peut-être remplacé Wintershoven, comme école épiscopale, — nous dirions aujourd'hui comme petit séminaire ; la communauté de *Leodium* aurait été, dans son isolement, ce qu'est encore aujourd'hui *Saint-Roch* pour notre diocèse.

Séminaire, maison de plaisance ou l'un et l'autre à la fois, *Leodium*, pour recevoir l'évêque et sa suite, et pour leur permettre de célébrer les saints offices, devait avoir son église, l'avait peut-être depuis trente ans qu'y venait saint Lambert ; car on évalue à ce temps la durée de son épiscopat, et vous savez qu'à peine nommé évêque, peut-être un peu avant, c'est à *Leodium* qu'il avait ramené le corps de son maître et prédécesseur, saint Théodard, tué dans le Biwalt par des brigands.

Nous avons pour garants de cette translation, d'abord l'affirmation de l'auteur de la vie de saint Théodard ; et j'espère avoir prouvé, ailleurs (1), que cet auteur est l'un de nos plus sûrs historiens du x^e siècle, Hérigère ; — ensuite ce fait que les restes mortels de saint Théodard n'ont jamais reposé autre part qu'en notre ville. Saint Hubert, en effet, quand il quitta Maestricht pour Liège, n'emporta de là que le corps de saint Lambert, il laissa les autres trésors sacrés du diocèse aux églises maestrichtoises : elles les conservent encore. Si donc nous trouvons ici les reliques de Théodard, si le biographe contemporain de saint Lambert emploie même le pluriel pour parler des « pontifes et martyrs » dont

(1) *Saint Théodard et saint Lambert*, vies anciennes publiées par Joseph Demarteau, rédacteur en chef de la *Gazette de Liège*, p. 10.

Liège garde le tombeau (1), c'est que Liège possédait ces restes de saint Théodard avant que n'y vînt saint Hubert, puisqu'on ne connaît de ces reliques que la translation faite par saint Lambert.

Pourquoi ce dernier, d'autre part, avait-il choisi *Leodium* pour recevoir les dépouilles de son maître ? Peut-être parce que Théodard lui-même avait habité, aimait *Leodium* ; et peut-être parce qu'on l'y enterrait, comme d'usage pour les évêques du temps, dans une église, auprès d'une communauté érigées par lui.

A supposer ces conjectures aussi peu fondées qu'elles sont vraisemblables, encore reste-t-il absolument certain qu'au temps de saint Lambert, un oratoire était élevé à Liège pour les offices épiscopaux et j'imagine aussi pour les besoins religieux de ce groupe de hameaux, dont plus tard la réunion devait former la grande ville : *Leodium*, Publemont, la Sauvenière, Avroy, etc., où les relations contemporaines de saint Lambert et de saint Hubert nous font voir qu'il y avait à la fois des habitants assez nombreux, pêcheurs, agriculteurs, ferronniers peut-être, parmi eux plusieurs aveugles, de petites gens et des notables, *seniores loci*.

Quelle apparence qu'un évêque, si plein de zèle, eût laissé sans église et sans clergé un lieu ainsi habité, lieu de son séjour fréquent et de l'inhumation de son prédécesseur ? Point d'évêque en ce temps qui ne fût inhumé dans une église !

Je n'ai pas besoin d'ajouter que l'oratoire où venait officier saint Lambert devait avoir un autre patron que lui-même. Ce qui n'est pas moins certain, c'est que le saint ne fut pas martyrisé dans cet oratoire, et que la première église bâtie à Liège en son honneur ne remplaça pas cette première chapelle.

Sans doute, le texte du biographe contemporain ne

(1) « ... Cum nusquam ad presulum et martyrum tumbam hodie ces-
» sant fieri signa » (*Saint Théodard et saint Lambert*, p. 64).

mentionne pas directement l'existence de cette chapelle. Il fait mieux : il la rend incontestable par les détails qu'il donne de la dernière nuit du martyr. Il ne nous dit pas si elle faisait partie du même ensemble de bâtiments que l'habitation du saint : il fait voir qu'elle n'était pas dans le logis particulier de l'évêque. Lambert se lève au milieu de cette nuit et s'en va, solitaire, poursuivre presque jusqu'à l'aurore ses oraisons et le chant des psaumes, ce qui ne se faisait vraisemblablement pas sur le seuil d'un dortoir. A l'approche de l'aube, il revient à son habitation, et frappant du bâton à la porte du dortoir de ses disciples, il les fait lever pour les matines (1). L'office achevé, il revient de nouveau dans l'habitation : *reversus est domum*, et se dispose à prendre quelque repos dans sa chambre à coucher. C'est dans cette chambre qu'on accourt l'avertir de l'approche des assassins, de Dodon et de sa troupe ; c'est là qu'au saut du lit, pieds nus, son premier mouvement est de saisir une arme, pour vendre chèrement sa vie ; le second, de la rejeter pour attendre le martyr (2). Quand ses neveux ont repoussé la première attaque des assaillants, c'est dans cette chambre qu'ils reviennent le trouver, qu'il les engage à accepter la mort en expiation de leurs péchés ; dans cette chambre qu'à leur demande, il ouvre son psautier pour y trouver

(1) « Tunc adveniens vir Dei landebertus pontifex in villa jam dicta » leodio, circa mediam noctem sicut solebat exsurgens solitarius *ibat* in » nocturno ad orationem devotus totam spem suam domno committens, » psalmorumque cantus vigiliarum que studio prope ad lucis ortum » orando usque perduxit. Postea vero *veniens*, tangens quem manu tene- » bat fuste *ostium camerae* appelans discipulos dixit : « Expergiscemini » et levate jam adpropinquat et hora est ut psallamus domino in matuti- » num lætitiæ. » Elevatis que fratribus... una cum illis domino matuti- » num redit obsequia. *Officio que peracto et cursu expleto reversus » domum* et ... ad lectum vadens cupiebat quiescere paululum » (*Saint Théodard et saint Lambert*, p. 161).

(2) « Pontifex nec in sopore conversus adhuc expectabat felice somno » dormire ... sed hoc audito nuntio velocissime surgens, discaleatis pedi- » bus, fortissimus proelior, adprehenso gladio, in manibus suis ut contra » hostes suos pugnaturus accederet. Sed Christus, etc. » (*Idem*, p. 162).

l'annonce tout ensemble de son martyre et de la vengeance divine ; c'est de cette chambre qu'il fait sortir tout le monde, pour s'y prosterner sur le sol et attendre, les bras en croix, le coup suprême des bourreaux ; c'est en grim pant enfin sur la toiture de cette chambre à coucher, qu'un de ses assassins découvre le pontife et l'immole (1).

L'habitation où le saint logeait avec ses disciples, et dans cette habitation, sa chambre particulière ; voilà donc, — et non pas un oratoire, — le théâtre sacré du martyre. Tout cela, mon cher Président, vous-même l'avez déjà mis en lumière dans votre *Etude critique sur saint Lambert et son premier biographe* (p. 54). Inutile d'insister.

Encore qu'il eût été parlé par les agresseurs d'incendier l'habitation de l'évêque, elle ne fut pas détruite ; on ne voit pas même qu'elle ait été pillée par les bourreaux ; son lit, son peigne même s'y retrouvent : la chapelle voisine, à plus forte raison, a dû être plus respectée que le logis de la victime. Les assassins, le pontife égorgé, n'avaient pas tardé à s'éloigner, puisque aussitôt après, ceux des fidèles de la petite communauté qui avaient échappé au massacre venaient relever le corps du saint et l'emportaient, par barque, à Maestricht. Là, ce corps est déposé dans le sépulcre du père même de l'évêque.

Bientôt pourtant les prodiges commencent à Liège, non pas dans l'oratoire du lieu, mais dans la chambre à coucher où le saint a péri (2). Cette chambre res-

(1) « His dictis, omnibus ex *cubiculo* ejectis, prostravit se terræ, » extensis brachiis in cruce, orationem fundens cum lacrymis. Et subito » pervenerunt carnifices, ingressi sunt *domum*, interfecerunt in ore » gladii omnes quos ibidem invenerunt. Unus autem ex ipsis ferens » (scandens) super tectum *cubiculi* ubi sanctus dei orabat, in ictu teli » jaculavit eum » (*Saint Théodard et saint Lambert*, p. 165).

(2) « *Infra cubiculum ubi sanctus Dei felicem fudit cruorem* luminaria ex divina accensa potentia, resplendebant crebrius ita ut *omnis* » *domus illa tota* refulgeret » (*Idem*, p. 167).

plendit d'un tel éclat dans la nuit, que la maison tout entière en semble illuminée. Un peigne y est resté, précieux peigne liturgique sans doute, qu'une femme ose s'approprier : une vision et un châtiment miraculeux obligent la voleuse à restituer.

Une autre vision avertit un aveugle liégeois du nom de Baldigisle, d'aller nettoyer cette chambre ; il y retrouve la vue ! Un second aveugle, Raganfroid, reçoit le même avis, et celui-là, non moins miraculeusement guéri, s'est, dès ce jour, nous dit le narrateur contemporain, constitué le gardien du lieu sacré (1).

Jusqu'ici, non seulement tout nous montre que le pontife n'a péri ni dans un oratoire ni devant n'importe quel autel, mais rien n'apparaît encore d'une église dédiée à saint Lambert. C'est à la suite de ces merveilleuses guérisons, que les populations entourent d'une vénération croissante l'endroit sanctifié par l'effusion du sang du martyr et commencent à jeter les fondements d'une église en son honneur (2). Une jeune fille étrangère, du nom d'Ode, aveugle aussi, se fait conduire à Liège, y recouvre la vue à la seule approche du « lieu saint » : la maison de l'évêque assassiné. Ce prodige pousse les fidèles à redoubler d'efforts pour achever l'église en construction (3). Mais rien, absolument rien ne permet de croire que ce temple s'élève en remplacement d'un autre ; on ne voit pas même qu'il occupe la place de la chambre à coucher, objet de la vénération populaire. Il semble plutôt résulter du texte

(1) « Baldigislus ... amonitus fuit per visum ut surgeret et exscoparet » *locum* diligenter ubi vir Dei interfectus fuerat... Raganfridus admonitus » in sommis emundare *locum* ... Sanus demum ad ipsa *loca* non destituit » servir » (*Saint Théodard et saint Lambert*, p. 168).

(2) « Et jam cum basilicam populus ibidem *cæpisset fundare*, audita » miracula per universam terram ... omnis populus laudes dabat deo » (*Idem*, p. 168).

(3) « Itaque ex hoc amplius concurrebant mixtus vulgus utriusque » *sexus*, senes et parvuli basilicam in honore ipsius sancti *ædificare* » *quæ*, auxiliante Domino, *velociter consummata est* » (*Idem*, p. 169).

qu'il faut distinguer de la basilique nouvelle le lieu du martyr, lieu où l'on installe et vénère, en attendant d'autres reliques (1), le lit soigneusement orné du pontife, comme cela s'était fait peu auparavant à Nivelles pour sainte Gertrude.

Plus tard, saint Hubert ramène de Maestricht à Liège, treize ans après l'assassinat, les reliques de son maître et prédécesseur (2) : c'est bien dans cette nouvelle église, qui sera et restera *Saint-Lambert* ou, comme l'écrit le biographe contemporain de saint Hubert, *basilicam sancti martyris Lamberti*, qu'il vient les déposer.

Liège, à l'arrivée de saint Hubert, comptait incontestablement deux églises : l'oratoire où saint Lambert avait officié, vraisemblablement église paroissiale de *Leodium*, et l'église que l'on venait d'édifier en son honneur, où l'on allait conserver les reliques du martyr. Hubert en ajouta une troisième en construisant Saint-Pierre.

Si trois églises pour une localité aussi peu considérable que Liège à cette date, peuvent surprendre quelqu'un, ce ne sera pas vous qui savez ce qu'était alors une église, et comment il ne se fonda presque pas en

(1) L'auteur contemporain mentionne, en effet, trois manifestations de la foi populaire, après le miracle dont Ode a été gratifiée : 1° l'achèvement de l'église de Saint-Lambert à Liège même; 2° l'érection d'une chapelle commémorative au lieu, proche de Liège, où ce miracle s'était produit (la tradition a toujours indiqué Sainte-Walburge); 3° l'ornementation du lit du saint dans le lieu du martyr : « Similiter ubi virgo » lumen ex fide recepit, basilica in ejus nomine constructa et assidue » veneranda et jam fideles timentes Deum composuere lectum et fabri » arte ornaverunt illud et posuerunt in loco ubi jaculatus fuerat. »

(2) « Port hæc turba universa cum sancto pervenit ad locum optatum. Audito psallentio magno exierunt obviam omnes habitatores loci » illius, gaudentes et exultantes, susceperunt eum et dignum ei præparaverunt mausolum in quo opere copiosa mole auri et argente mirabile » fabricatum super corpus ejus posuerunt ... ibi que urbana ut decebat » composita venerabili memoria servatur amplius cotidie veneranda » (*Saint Théodard et saint Lambert*, p. 173).

ce temps d'établissement religieux qui n'en comptât plusieurs.

Ce que les écrivains de l'époque décorent du nom de *basilique* n'était, le plus souvent, qu'un pauvre petit oratoire, dont ne s'accommoderait plus la moindre de nos congrégations : dimensions fort modestes, architecture plus modeste encore : on peut s'en faire une idée par la crypte, retrouvée naguère, sous l'église de Saint-Servais, à Maestricht. Un siècle après le martyre de saint Lambert, le tout puissant Charlemagne, ne pourra élever dans notre diocèse, à Aix-la-Chapelle, une véritable église, qu'en en faisant apporter les matériaux soit des ruines romaines de Trèves, soit d'au delà des monts d'Italie !

De cette impuissance de l'architecture du ^{vi}^e au ^{viii}^e siècle, vint l'habitude de suppléer par le nombre à l'exiguïté des églises. Là où quelque communauté gardait le corps d'un saint, il devint presque d'usage de construire au moins trois de ces églises : l'une où les pèlerins allaient vénérer les restes du saint, où les malades se faisaient porter, passaient même la nuit couchés sur un grabat devant la châsse ou le tombeau ; une autre, réservée aux offices des prêtres et clercs chargés du service religieux ; une autre enfin qui servait d'église paroissiale pour l'administration des sacrements aux fidèles du lieu, à quoi l'on joignait parfois une quatrième, chapelle sépulcrale.

Vous savez comme moi, mon cher Président, que saint Amand avait édifié deux couvents, plusieurs églises au village de Gand *pagum Gandavum*, et qu'à Elnone, où il s'en fut mourir, on en comptait au moins trois : Saint-Pierre, Saint-André et celle qui prit de lui son nom de Saint-Amand, parce qu'après avoir enterré l'apôtre dans l'oratoire de Saint-Pierre, sanctuaire des religieux fort peu vaste et où ne pouvaient être admises les femmes, il fallut, pour ne point gêner la célébration des offices, d'une part, et pour répondre de l'autre à

l'affluence des fidèles, transférer les reliques du fondateur dans une chapelle plus large et accessible à tous (1).

Saint Remacle, non content de juxtaposer à peu de distance ses deux couvents de Malmedy et de Stavelot, avait, dans cette dernière localité, élevé pour ses moines une église de Saint-Pierre, et tout près de celle-ci un oratoire de Saint-Martin, où il fut enterré, jusqu'à ce que son troisième successeur transférât ses reliques dans l'église conventuelle, près de laquelle devait s'élever ensuite l'église paroissiale dédiée à saint Sébastien (2).

De même avaient fait d'autres fondateurs de la même époque, saint Ursmer à Lobbes, où proche de l'église de Saint-Pierre, généralement réservée aux religieux, il érige l'église paroissiale de la Vierge Marie (3); et plus loin sainte Aldegonde, à Maubeuge, où elle bâtit tout ensemble une église monastique dédiée à la Vierge et aux saints Pierre et Paul, une église paroissiale dont elle assura la dotation et qu'elle avait dédiée à saint Quentin, enfin une église de Saint-Maurice, à la fois chapelle particulière de l'abbesse, des sœurs converses et des gens de service (4).

A Nivelles, on comptait déjà, du temps de saint Hubert, pour le moins quatre églises : Saint-Pierre, où furent déposées sainte Gertrude, sa mère sainte Itte, et celle qui succéda la première à Gertrude, l'abbesse Wulfetrude; Saint-Paul, où l'on avait placé le lit de Gertrude, comme une précieuse relique; Sainte-Marie où la communauté célébrait ses offices, enfin la quatrième, élevée en l'honneur même de la fondatrice, peu de temps après sa mort (5).

(1) Ghesq., *Acta Sanctorum Belgii*, t. IV, pp. 266 et 273.

(2) *Idem*, t. III, pp. 453, etc.

(3) *Lobbes*, par l'abbé Vos, t. I, p. 91.

(4) Ghesq., *Acta Sanctorum Belgii*, t. IV, p. 302; *Analectes de Louvain*, t. II, p. 49.

(5) Voir la vie contemporaine de sainte Gertrude, dans les *Monumenta historiae germaniae*; *Scriptorum rerum merovingicarum*, t. II, pp. 437, 461, 466 et 474.

A Andenne, c'était bien mieux : sainte Begge, la sœur de Gertrude, la diocésaine et la contemporaine de saint Lambert, y avait, pour un seul couvent, et pour une petite localité, élevé à la fois sept églises qu'on y vit subsister jusqu'au siècle passé. Et cette septaine d'églises pour une seule personne, voire pour une seule institution religieuse, n'était pas une exception : sainte Berte, non contente de donner trois églises à son couvent de Blangy, en Artois, avait tenu à en bâtir sept autres en l'honneur de saint Martin (1). Sainte Salaberge, abbesse de Saint-Jean-de-Laon, morte en 655, en avait, comme sainte Begge, construit sept pour un seul monastère de religieuses (2).

Dans notre diocèse, autour de Notre-Dame de Huy, se dressaient plusieurs petites églises dont l'origine se perd dans l'obscurité des temps mérovingiens. Que voyons-nous alors aux portes de Liège ? D'un côté, le village de Herstal a déjà sous le pontificat de saint Hubert, son église paroissiale de Notre-Dame, et sa chapelle commémorative d'un miracle de saint Lambert. De l'autre, Chèvremont réunit dans l'enceinte fortifiée qui couronnait sa montagne, une église de Notre-Dame encore, une église de Saint-Jean et un troisième sanctuaire.

Il n'y avait donc rien d'extraordinaire à ce que Liège où les évêques du diocèse allaient définitivement s'installer, Liège, où les pèlerins affluaient de plus en plus au tombeau d'un martyr, eut comme tant d'autres localités moins importantes, ses trois *basiliques* : une église pour ce tombeau, pour ces pèlerins et pour les ecclésiastiques, *fratres*, chargés de recevoir ceux-ci et de veiller au culte de celui-là ; une église pour servir de cathédrale, et j'incline à penser que cette cathédrale fut d'abord Saint-Pierre, où nous voyons célébrer les

(1) Ghesq., *Acta Sanctorum Belgii*, t. VI, p. 568.

(2) Migne, *Patrologie latine*, t. CLVI, p. 1004.

funérailles de saint Hubert ; une église enfin pour le service paroissial, pour l'administration des sacrements, notamment de ces baptêmes solennels des grandes fêtes de l'année auxquels on verra Charlemagne assister dans notre diocèse, au témoignage d'une lettre adressée par lui à notre évêque Gerbald, et où il interrogeait les parains sur le *Pater* et le *Credo* (1) : l'existence de cette première église paroissiale de Liège semble d'autant plus certaine que nous n'avons pas le moindre indice que Saint-Lambert ou Saint-Pierre aient jamais tenu lieu de paroisse.

Sans doute, une basilique de Sainte-Marie n'est mentionnée ni dans la lettre de Charlemagne à Gerbald : — l'empereur n'indique pas la localité où il a fait la constatation dont il se plaint ; — ni dans les vies contemporaines de saint Hubert et de saint Lambert. Sous le pontificat du premier, il n'y avait à Liège qu'un seul oratoire : à quoi bon le désigner par un nom de patron ? Quant à saint Hubert, son plus ancien biographe ne nous nomme que la basilique qu'il avait aidé à fonder : Saint-Lambert, et celle que seul il avait édifiée, Saint-Pierre ; mais il ne nous dit pas que Liège n'en comptait pas d'autres, ni que Hubert les ait visitées toutes, quand, averti de sa fin prochaine, l'évêque va prier au sépulcre de son prédécesseur, et se recommander aux pieux souvenirs des gardiens, puis désigne, dans la basilique de Saint-Pierre, dans sa fondation, l'endroit où il désire être enterré (2).

Les textes les plus anciens démontrent donc l'existence d'un oratoire antérieur à Saint-Lambert et à Saint-Pierre. On ne peut opposer à l'attribution du patronage

(1) *Mon. SS.*, t. I, p. 241.

(2) « Ad basilicam sancti martyris Landberti quam ipse *paraverat* » veniens, diutissime ad orationem ad ejus tumbam immoratur ... Deinde » progressus ad aliam basilicam, quam in honore apostolorum *ipse condiderat*, orando visitaret ... » (Ch. de Smedt, *Acta sancti Huberti*, pp. 45 et 48).

de sainte Marie à cette chapelle aucun document primitif. Il n'y a contre elle que la légende tard venue, d'après laquelle ce premier oratoire de Liège aurait été consacré aux saints Cosme et Damien. Voyons ce que vaut cette légende.

II.

QUE LA PREMIÈRE ÉGLISE DE LIÈGE N'A PAS ÉTÉ UN ORATOIRE DES SAINTS COSME ET DAMIEN.

Ce qu'ont répété à l'envi, sans jamais remonter à la source de leur récit, les historiens liégeois des derniers siècles, c'est que le premier oratoire érigé sur le sol de Liège, fut un oratoire des saints Cosme et Damien : il avait été, nous disent-ils, élevé par saint Monulphe, évêque de ce diocèse ; vers 558, ce saint avait été, à la vue du val solitaire encore de la Légia, le prophète du martyre de saint Lambert et des grandeurs de la ville à venir, et avait construit soit sur l'emplacement, soit comme monument de sa prophétique vision, cette chapelle commémorative que la cathédrale de Saint-Lambert devait remplacer un jour.

Cette légende, pour poétique qu'elle soit, ne peut être acceptée par la critique.

Liège, en effet, a ses historiens dès le jour où un évêque vient y mourir : ce sont les biographes contemporains des saints Lambert et Hubert.

Eh bien, ces biographes, et après eux les chroniqueurs du VIII^e et du IX^e siècles, le continuateur de Fredegaire, les auteurs des annales du règne de Charlemagne, nous parlent bien de l'église de Saint-Lambert ; pas un mot d'un oratoire des saints Cosme et Damien. Cet oratoire n'est pas plus connu de l'évêque de Liège Etienne qui, au début du X^e siècle, remit en meilleur latin la biographie primitive de saint Lambert, et rédigea le premier office du patron national, ni du

poète monastique Hucbald qui, à l'occasion de cet office peut-être, traduisit en vers l'histoire de saint Lambert.

A la fin du même siècle, le propre secrétaire de Notger, l'érudit et laborieux Hérigère, nous donne la première histoire suivie de nos évêques, y recueille tout ce qu'on peut savoir d'eux, de saint Monulphe entre autres, y note avec soin l'existence, à Huy, d'une autre chapelle, moins importante, des mêmes saints Cosme et Damien, où l'évêque Jean l'Agneau fut inhumé. Au milieu du XI^e siècle, le chanoine Anselme, le Hérigère de Wazon, reprend et poursuit l'histoire de nos évêques. Moins de cinquante ans après lui, l'écrivain qui fut le plus instruit de son époque en matière historique et le plus prisé des chroniqueurs du moyen âge, Sigebert de Gembloux, rédige, d'après tout ce qu'on connaît alors de sources historiques, deux vies de saint Lambert. Eh bien, Etienne, Hucbald, Hérigère, Anselme, Sigebert, pas plus que les biographes ou les annalistes leurs devanciers ou leurs contemporains, n'ont connu quoi que ce soit de la prétendue vision de saint Monulphe, n'ont soupçonné l'existence d'un ancien oratoire des saints Cosme et Damien dans cette ville où cet oratoire devait être le monumental souvenir d'un miracle, où tous les amours-propres étaient intéressés à en rappeler l'existence, et où tant d'écrivains apportaient tout leur zèle à relever les souvenirs du passé, à noter le moindre détail à la gloire du patron du diocèse !

Il faut, pour que nous entendions une première fois — plus de cinq cents ans après l'épiscopat de saint Monulphe — raconter sa prophétique aventure, il faut qu'un étranger nous arrive de France, le pays des beaux parleurs et des romanciers. Cet étranger est le prêtre Joconde (1). Il n'a fait que traverser notre diocèse ; il

(1) *Histoire littéraire*, t. VIII, p. 342 ; *Mon. SS.*, t. XII, p. 86.

en écrit vers 1088 au plus tôt, en se qualifiant lui-même d'*homo alienus* ; on peut juger de ses connaissances par les confusions qu'il fait entre Charlemagne et Charles Martel ; de sa crédulité, par la naïveté avec laquelle il professe que saint Servais était le parent de Notre Seigneur Jésus-Christ ; de son jugement, par ses admirations pour le très misérable empereur Henri IV, et par la facilité avec laquelle il range parmi nos évêques légitimes, en le notant d'un éloge sans réserve, ce Pharamond, prélat intrus par qui saint Lambert avait été sept ans injustement dépouillé de l'autorité épiscopale.

« Homme crédule à l'excès », disent de lui les savants Bénédictins de l'*Histoire littéraire de la France*, « sans goût, sans discernement, sans connaissance » de l'antiquité, défaut qui lui ont fait épouser des » fables les plus insipides et les plus grossières. » Ce qu'on a publié de lui au sujet de saint Servais est rempli, ajoutent-ils, « d'anachronismes et d'absurdités. De » sorte qu'on le prendrait volontiers non pour un » roman, parce que la vraisemblance n'y est pas même » gardée, mais pour un amas de fables extravagantes. » Son docte éditeur allemand, dans les *Monumenta*, n'en parle pas autrement.

Voilà cependant l'écrivain qui, le premier, nous a conté cette vision à la suite de laquelle saint Monulphe, averti des futures grandeurs de l'obscur hameau de Liège, y aurait édifié cette chapelle des saints Cosme et Damien. L'amour-propre national et l'amour populaire du merveilleux trouvaient trop bien leur compte dans cette histoire pour n'avoir pas plaisir à la reproduire : Sigebert qui, cependant, semble avoir connu quelque chose de ces récits et fait quelques emprunts à Joconde sur d'autres points, où sans doute il croyait pouvoir le suivre, Sigebert s'est gardé de rien lui emprunter de ce conte. Mais, dès la première moitié du XII^e siècle, un nouveau biographe de saint Lambert, le chanoine Nicolas, s'est plu à le reproduire : tous les suivants

l'ont imité, et ainsi est-on venu à donner cette historiette pour une sorte de tradition nationale.

Le témoignage de Nicolas, que les chartes de Saint-Lambert attestent avoir été membre de ce chapitre, de 1118 à 1145, et qui dédia son œuvre à Wéric, abbé de Liessies, au diocèse de Cambrai, de 1124 à 1147, n'était pas cependant pour donner plus de crédit à ce qu'il accepte soit d'après les écrits d'*auteurs fidèles* qu'il ne nous fait d'ailleurs pas connaître, soit d'après une tradition orale, *relatu majorum*, que cinq siècles et demi avaient pu rendre fort infidèle. C'est précisément en alléguant ce que *raconte l'antiquité* et ce qu'*apprennent des écrits de pères*, dont il n'indique pas les noms, qu'il nous rapporte l'incident de la prophétie de Monulphe et de l'érection d'une chapelle des saints Cosme et Damien (1). Lui-même convient qu'il n'insère ces détails que pour augmenter la vénération des Liégeois envers leur patron, et malheureusement nous le prenons plus d'une fois en flagrant délit d'arrangement des faits, en vue de cette édification sans doute : il donne, par exemple, pour disciple à saint Lambert, vers 690, cette sainte Ode d'Amay, morte et enterrée avant l'an 636. Un respect mal entendu pour la gloire de son héros, lui fait supprimer, dans la narration de ses derniers instants, la mention, répétée par toutes les narrations antérieures, du premier mouvement de l'évêque à l'approche des bourreaux : le saint commença par saisir une arme pour charger ses assassins. Nicolas veut aussi, contrairement à tous ses devanciers, que les neveux du saint se soient laissé égorger sans défense. Bien plus, c'est de lui que nous tenons cette fabuleuse histoire d'un ange portant à Rome la nouvelle de l'assassinat, et du pape Sergius reconnaissant et sacrant miraculeusement, à l'instant même, Hubert comme successeur de Lambert ; c'est lui aussi qui, le premier,

(1) Chapeville, *Gesta Pontificum Leodiensium*, t. I, p. 400.

contre tous les textes anciens, modifie le théâtre du martyre, et au lieu de placer celui-ci dans la chambre du pontife, le transporte, bon gré mal gré, dans l'oratoire dédié à des saints dont nul n'avait rien dit avant le trop inventif Joconde (1).

Cette pieuse légende de la prophétie, occasion de l'érection d'une chapelle, manque si bien de point de départ certain, que Gilles d'Orval, au siècle suivant, nous en donne deux versions, pour une (2), et deux versions contradictoires en des détails essentiels : car dans l'une, il fait proférer l'annonce des grandeurs de Liège par saint Monulphe, des bords de la Meuse, dans un voyage de Maestricht à Dinant, à l'aspect de ce val charmant, sauvage et inconnu pour le prélat où celui-ci est arrivé sans en connaître le nom ; dans l'autre, il la lui fait prononcer aux bords de l'Ourthe, à Vaux, en descendant de la montagne de Chèvremont, à côté d'une chapelle érigée là aux saints Cosme et Damien, et à la suite de l'apparition d'une croix miraculeuse sur le vallon lointain de Liège. Le premier récit ne dit rien de cette croix merveilleuse, occasion et justification de la prophétie, le second rien de cette chapelle en mémoire de laquelle le problématique oratoire des saints Cosme et Damien aurait été érigé sur le sol liégeois ! Une version veut qu'à côté de cet oratoire, Monulphe ait élevé une maison épiscopale ; l'autre ne lui fait construire au pied levé, et consacrer aussitôt, dans le court espace d'une halte de cavaliers en voyage, qu'une chapelle solitaire. Celle-là ajoute, comme complément, que le Publémont dut son nom à un romain du temps d'Auguste ; celle-ci achève l'histoire de Monulphe en contant, qu'au moment de mourir, il aurait prêché le jugement dernier à tout son peuple, trois jours

(1) « At electus Dei sacerdos Lambertus ante altare sanctorum martyrum Cosmæ et Damiani, martyr mox ipse futurus, in modum crucis se prostraverat ... » Chapeaville, t. I, p. 405.

(2) *Mon. SS.*, t. XXV, pp. 27 et 58.

durant et sans relâche : *per triduum sine intermissione!*

On peut juger par là du sens critique ou de la valeur d'informations de ce Gilles d'Orval, de ce Nicolas, de ce Joconde, les premiers à nous donner, sept, six, cinq siècles au plus tôt après l'événement, les saints Cosme et Damien, comme les patrons de la première chapelle liégeoise.

A la légende de saint Monulphe, vous ne croyez pas plus que moi, mon cher Président. Aussi je passe à la plus forte objection que vous puissiez me faire : l'autel et la chapelle des saints Cosme et Damien sont mentionnés, à plusieurs reprises, dans la version publiée par le docte Chapeaville, en 1612, de la vie primitive de saint Lambert, vie que l'éditeur attribuait à Godeschalc, diacre de Liège au temps de Charlemagne.

Il se peut que Godeschalc ait, en effet, mis en meilleur latin, avant Etienne, la vie primitive, contemporaine du glorieux martyr. Chapeaville, en tout cas, déclare avoir reproduit sans y rien changer deux très anciens manuscrits, l'un de Saint-Lambert, l'autre de Saint-Laurent (1).

Devant l'attestation d'un éditeur aussi digne de foi, il faut admettre sans hésiter qu'il a toujours fidèlement reproduit soit l'un, soit l'autre de ces deux textes, celui sans doute qui lui semblait le meilleur. Chapeaville toutefois ne nous dit pas s'ils étaient absolument semblables; il ne distingue pas ce qui vient de l'un de ce qui vient de l'autre; il ne nous indique surtout pas de quelle époque dataient ces manuscrits *très anciens*. Au XVII^e siècle, n'a-t-on pas qualifié de la sorte, à l'occasion, tout ce qui provenait d'avant la Renaissance? Les manuscrits invoqués étaient-ils antérieurs au pillage de Liège de 1468, ou n'avaient-ils été copiés qu'après?

(1) « Desumpsimus hæc scripta Godeschalci ex duobus vetustissimis » manuscriptis codicibus, uno Ecclesiæ sancti Lamberti Leodiensis; altero » monasterii sancti Laurentii propre Leodium, nulla styli mutatione » facta » (Chapeaville, *Gesta Pontificum Leodiensium*, t. I, p. 321).

Étaient-ils purs de toute interpolation ? Aucune main plus récente n'avait-elle prétendu compléter, par une ajoute, le premier texte authentique ? Il faut bien convenir que nous n'en savons rien, et que, dès lors, ni l'attestation donnée par Chapeaville de l'antiquité générale du monument, ni ce fait qu'il l'avait reproduit sans rien changer au style, ne suffisent pour nous imposer la certitude que la mention des saints Cosme et Damien n'a pas été intercalée soit par une correction postérieure à celles du copiste, soit par ce copiste même, s'il a pris la plume après l'écrit de Joconde.

Plus d'un détail de cette version de Chapeaville me semble, je l'avoue, trahir des connaissances, une rhétorique, un vocabulaire, une tournure d'esprit philosophique moins anciens que le VIII^e siècle, en contradiction avec la simplicité narrative du récit primitif.

Un contemporain de saint Lambert nous aurait-il, comme cette version, décrit l'habitation du saint à la façon d'une forteresse du moyen âge ? Se serait-il livré aux considérations émises à propos d'une apparition de croix ou aux jeux de mots où se plaît cette version pour expliquer les *hautes* ambitions du bourreau qui se jucha sur la toiture afin d'atteindre sa victime ?

Ce contemporain aurait-il imaginé la petite dissertation, chapitre IX de cette version, dans laquelle on établit que ce n'est pas les lieux, mais les auteurs d'un crime qu'il convient de réprouver ?

Aurait-il surtout songé à opposer petites chapelles à grandes églises (1), alors qu'on ne connaissait chez nous rien de ces vastes temples sortis seulement de

(1) « Illic, non in spatiosis edibus aut operosis œdibus, sed in parvæ » vilis que clausuræ ecclesia, sanctorum Cosmæ et Damiani, insistebat » orationi, certus non minus fructuosam esse orationem, in his angustis » quam in capacibus magnæ et principalis ecclesiæ. Quod enim tempore » est ampla et profusa et lata requirit, quia voluptas mundi parvitate » et mediocritatem refugit, et quod spirituale est omnia æqua lance » metitur, quia in spatiosis non plus dilatatur et in angustis non plus » coarctatur » (Chapeaville, *Gesta Pontificum Leodiensium*, t. I, p. 366).

notre sol après Charlemagne? Cette description d'habitation et ces considérations d'architecture trahissent une époque où l'on ne se contentait plus du rez-de-chaussée des villas romaines, et où les collégiales romanes avaient succédé aux petits oratoires mérovingiens.

Un contemporain de saint Lambert ou un écrivain du siècle suivant ne pouvaient connaître non plus les développements que le culte et la popularité du martyr allaient donner à l'obscur hameau de *Leodium* ; cette version parle de son grand renom avec une certitude qu'on n'a pu acquérir avant les jours de Notger (1).

Autres différences notables entre la version prétendument primitive de Chapeville, et celle dont nous possédons le texte authentique soit à Paris, dans le manuscrit du VIII^e siècle, soit dans les vieilles copies qu'éditèrent Mabillon et les Bollandistes. Ce manuscrit et ces éditions ne nous donnent point le nom du père de saint Lambert ; la version de Chapeville nous apprend qu'il s'appelait Aper, ce que personne n'avait écrit avant Sigebert de Gembloux, à la fin du XI^e ou dans les premières années du XII^e siècle.

D'après ces manuscrits de Paris, de Mabillon et des Bollandistes, l'un des miracles qui signalèrent la translation des restes du saint de Maestricht à Liège se produisit à Herstal ; la version de Chapeville le fait arriver à Hermalle, comme Sigebert encore avait été le premier à le rapporter, — par erreur, puisque l'écrivain contemporain affirme, lui, qu'on éleva une église en l'honneur du saint partout où s'était produit un miracle — et qu'il n'y a pas trace d'une église de ce genre à Hermalle.

La version de Chapeville commet enfin l'incontestable erreur de faire sortir le saint de sa chambre pour l'envoyer mourir dans le prétendu oratoire des saints

(1) « *Mox ad villam parvi adhuc nominis nec minoris vero meriti, sed magnum nomen et magnum meritum ex triumpho et corpore sancti Lamberti paulo plus promerituram* » (Chapeville, t. I, p. 336).

Cosme et Damien. Devant tous les témoignages contraires des textes authentiques, ne serait-ce pas assez pour faire refuser toute valeur à celui-ci ?

Ce texte que Chapeville nous donne pour du Godeschalc, ne peut donc être qu'une revision plus tardive du récit primitif, revision interpolée après et d'après le récit de Joconde, de Sigebert et du chanoine Nicolas, lequel composa son travail au plus tard dans le second quart du XII^e siècle.

Aussi j'ai vainement cherché dans le relevé que les savants Bollandistes ont fait des manuscrits hagiographiques de nos grandes bibliothèques belges, une copie de cette version qui fut antérieure au siècle de Joconde et de Nicolas : les plus anciennes sont du XII^e.

S'il s'en rencontrait une seule, de date antérieure à Joconde, portant mention dans son texte de l'oratoire des saints Cosme et Damien, je n'aurais qu'à m'incliner, mais jusque-là, vous me permettrez de constater, n'est-ce pas, que les manuscrits authentiques font défaut pour nous renseigner une chapelle des saints Cosme et Damien à Liège au temps de saint Lambert.

J'ai déjà rappelé que *tous* les historiens du saint de Liège et du diocèse pendant les quatre siècles qui suivent le martyre, les biographes et annalistes contemporains, l'évêque Etienne, le poète Hucbald, l'historien Hérigère, son continuateur Anselme se sont accordés à ne dire mot d'une chapelle dédiée à ces saints, comme à placer l'immolation du pontife dans sa chambre à coucher. Après eux, Sigebert, le plus laborieux et le plus savant de nos chroniqueurs, est le premier à nous parler d'une biographie ou plutôt d'une revision biographique due à Godeschalc : il discute même le texte de Godeschalc à propos des causes du martyre, et Sigebert cependant, qui n'a laissé perdre aucun détail des relations antérieures et prétend parfois les compléter, Sigebert s'abstient également de toute mention d'un oratoire des saints Cosme et Damien dans les deux

rédictions (1) qu'il a faites de la vie et de la mort du glorieux pontife. N'est-ce pas décisif pour établir qu'il y a interpolation dans le texte de Chapeaville?

Le chanoine Nicolas, l'écrivain du XII^e siècle, reste donc pour moi, jusqu'à preuve du contraire, le premier qui ait donné pour théâtre à un martyr de la fin du VII^e, un oratoire des saints Cosme et Damien au lieu de la chambre à coucher de saint Lambert. Qu'il ait été entraîné à cette erreur, d'un côté par ce qu'un pieux romancier, Joconde, avait conté trente ou quarante ans auparavant, de la vision et de la chapelle de saint Monulphe, et, d'un autre côté, par ce fait que bien longtemps après le martyr, peut-être après la reconstruction et l'agrandissement de l'église Saint-Lambert par Notger et Baldric, un autel aux deux saints frères étrangers se trouvait élevé sur le lieu du martyr, lieu englobé alors dans le nouveau temple, voici ce qui me semble acquis : ou la version de Chapeaville est la vraie version primitive, et il faut croire en ce cas que cette version ne nous est parvenue que dans une copie datant au plus du XII^e siècle et qu'aucun des historiens liégeois qui, pendant cinq siècles, ont écrit sur nos évêques et sur nos saints, absolument aucun ne l'a connue, pas plus ceux qui l'ont cru traduire soit en vers, soit en prose, que ceux qui ont cru la résumer ou la développer soit dans leurs récits, soit dans les offices liturgiques ; ou bien cette version de Chapeaville est interpolée ; nous pouvons alors nous en rapporter à l'unanimité de ces historiens, aux manuscrits authentiques les plus anciens conservés dans nos bibliothèques et, par suite, ne plus faire état de ce qu'une biographie éditée en 1612 nous raconte d'un oratoire des saints Cosme et Damien.

Il n'y a pas à le contester toutefois : on n'a pu perdre à Liège le souvenir précis du lieu où le grand

(1) Migne, *Patrologie latine*, t. CLX, pp. 759 à 810.

martyr avait succombé, ni faire erreur en désignant comme ce lieu, la partie de la Cathédrale où, après l'an mil, nous retrouvons positivement une chapelle des saints Cosme et Damien. La plus ancienne mention faite d'un autel de ces saints dans cette Cathédrale est celle du continuateur de Sigebert, l'abbé Anselme de Gembloux, qui, notant les événements de son temps, raconte qu'en 1117, peu avant que Nicolas ne prit la plume, un coup de foudre vint, pendant un orage terrible, frapper un clerc occupé à lire à l'autel des *saints Cosme et Damien* (1). Cet auteur n'indique pas en quel endroit de la Cathédrale était érigé cet autel.

Mais si depuis lors la tradition n'a point varié, en donnant l'emplacement de cette chapelle pour le lieu du martyre, c'est une preuve de plus que l'érection de cette chapelle est postérieure d'assez bien à la mort de saint Lambert, puisque l'endroit où il fut égorgé n'était certainement pas un oratoire, mais sa chambre à coucher, et que nous avons vu les fidèles vénérer ce lieu, y transporter son lit, des miraculés veiller à son entretien, indépendamment de l'érection du second oratoire de Liège, celui de Saint-Lambert.

Quand changea-t-on ce cubiculum en oratoire? Fut-ce seulement lorsque l'évêque Notger reconstruisit vers l'an mil, l'ensemble des édifices qu'on n'avait qu'incomplètement relevé depuis les invasions des Normands, ensemble qui comprenait l'église de Notre-Dame-aux-Fonts, baptistère de la cité, le palais épiscopal et la cathédrale Saint-Lambert? On sait que sa reconstruction agrandit beaucoup cette Cathédrale. Il ne serait donc pas impossible qu'il aurait alors seulement érigé dans ce nouveau temple une chapelle des

(1) « 1117. Fulmen a parte aquilonali ingrediens quemdam clericum » retro altare *sanctorum Cosme et Damiani* in pulpito legentem et » alterum ante crucifixum orantem, tertium de scriptorio ecclesie proximo egredientem in ipso ecclesie ingressu extinxit » (Migne, *Patrologie latine*, t. CLX, p. 242).

saints Cosme et Damien. Ces saints, au temps des Othon, étaient encore tout particulièrement vénérés à Rome où trois églises leur avaient été dédiées : Notger, qui fit de longs séjours dans la ville éternelle, en aurait pu rapporter leur culte à Saint-Lambert de Liège, comme il rapporta dans son église de Saint-Jean, celui de saint Vincent et des saints Fabien et Sébastien ; comme l'archevêque-duc saint Brunon avait, peu auparavant, introduit à Cologne, notre métropole, dans ce monastère de saint Pantaléon où il voulut être enterré, cette même dévotion aux deux saints de Cilicie ; comme Prague dut peut-être de les adopter pour patrons au saint évêque Adalbert, compagnon de Notger à Rome.

Faudrait-il plutôt s'en rapporter à la version de Gilles d'Orval, au sujet du culte des deux saints frères à Chèvremont, et croire que Notger aurait relevé à Liège leur autel qu'on avait dû renverser à Chèvremont, tout comme il aurait relevé, en construisant Saint-Jean, une autre église du même saint détruite avec la périlleuse forteresse ?

Rien n'empêche de reporter plus haut que Notger l'apparition du culte des saints Cosme et Damien sur l'emplacement du lieu du martyre de saint Lambert : on n'avait pas pour eux moins de vénération dans nos régions au temps des rois mérovingiens qu'au temps des Othon. Nous avons vu l'un des prédécesseurs de Lambert, saint Jean l'Agneau, se faire enterrer, vers l'an 647, sur le rocher de la forteresse de Huy dans un oratoire dédié aux deux saints. Un autre et plus célèbre évêque, le père de l'histoire de France, Grégoire de Tours, rapporte que, de son temps déjà, l'intercession des deux saints médecins était pour les malades un des meilleurs moyens d'obtenir guérison et que beaucoup avaient reçu d'eux en vision l'indication de ce qu'il y avait à faire pour recouvrer la santé (1). Un détail de

(1) *Mon. SS.*, t. I, p. 553.

la dévotion que Grégoire professait pour les saints Cosme et Damien est intéressant à relever : il avait retrouvé dans son église de Tours des reliques de divers martyrs, entre autres de ceux-ci : « C'est dans la cellule » de saint Martin, nous dit-il, contiguë à son église » même, que je plaçai ces reliques des martyrs Cosme » et Damien (1). »

Cette cellule de saint Martin était le petit réduit où le célèbre apôtre habitait proche de sa Cathédrale, lorsqu'il demeurait dans sa ville épiscopale. Pourquoi un des successeurs de saint Lambert n'aurait-il pas fait à Liège, pour le *cubiculum* du martyr, ce que Grégoire avait fait à Tours pour la *cellula* du thaumaturge, en transformant en chapelle ce logis révééré, ainsi qu'on le fait encore de nos jours des chambres où ont vécu, où sont morts des saints ou des princes ?

Les restes mortels du martyr qu'on avait retrouvés intacts, ayant été déposés sans qu'on en distraiyât rien dans la basilique de Saint-Lambert, on n'avait pu consacrer au culte sa chambrette qu'en y déposant d'autres reliques, en donnant à cet oratoire un autre patron. Le choix de Cosme et Damien pour le patronage de ce nouvel oratoire eût été d'autant plus naturel, qu'ils étaient déjà honorés dans notre pays, implorés aussi pour la guérison des maux dont on venait demander délivrance à saint Lambert, et que leur fête, célébrée le 27 septembre, suivait de tout près l'octave du saint liégeois.

Rien ne se comprend mieux, dès lors, que la confusion amenée dans l'esprit des populations par la coïncidence de ces deux cultes : voyant honorer Cosme et Damien dans le lieu que le martyr avait consacré par l'effusion de son sang, elles auront tout naturellement pensé que l'autel érigé après sa mort avait été le témoin même de cette mort, et pour faire concorder l'histoire

(1) « In cellula sancti Martini ecclesiae ipsi contigua sanctorum » Cosmæ et Damiani martyrum reliquias posui » *Historia francorum* (*Ibidem*, p. 448).

avec cette croyance, les écrivains liégeois, à commencer par Nicolas, auront changé le caractère du lieu du martyre et, petit à petit, auront accrédité, en justification de ce changement, la prophétique aventure et la légendaire construction prêtées à saint Monulphe.

On finit même si bien, non seulement à Liège, mais à l'étranger, par unir l'immolation de saint Lambert au souvenir des saints médecins de Cilicie, qu'à Rouen, par exemple, saint Lambert était, par suite de sa prétendue mort devant leur autel, révééré comme patron lui-même, à leur place, des chirurgiens, dentistes, bandagistes et sages-femmes (1) !

Quoi qu'il en soit, les indications de la topographie peuvent aider ici à confirmer les déductions de l'histoire. Liège est née au pied du Publémont « *in nova* » *valle juxta Leodium*, » comme le porte une vieille mention du martyre de saint Lambert (2).

Ce Publémont, descendant des hauteurs qu'occupent aujourd'hui Saint-Martin et Sainte-Croix, venait, en s'abaissant, expirer au bas de ce que nous nommons aujourd'hui degrés de Saint-Pierre, Haute-Sauvenière, et, entre la Sauvenière et ces degrés, le lieu de rencontre de la place Saint-Lambert et de la place Verte, coin du café Charlemagne. Là s'étendait, entre la côte et la Meuse, une petite plaine bornée d'un côté par la montagne, de l'autre, à gauche, en descendant de cette montagne, par la rivelette de la Légia qui, débouchant du vallon de Saint-Séverin, obliquait entre le pied du Publémont et le territoire de Saint-Servais, et se dirigeait vers le fleuve en traversant le futur marché ; à droite, un embranchement de la Meuse servait de limite, en faisant le coude aux pieds de la Sauvenière ; en face, le cours même de la Meuse. C'est dans cette petite plaine que s'élevait, protégée par la montagne, la villa de l'évêque.

(1) Voy. O. Lacroix, *Les corporations de Rouen*.

(2) *Acta Sanctorum Belgii*, t. VI. Sainte Ode.

En rapprochant la topographie actuelle du plan terrien que nous avons gardé de l'ancienne cathédrale de Saint-Lambert, remplacée partiellement aujourd'hui par la place du même nom, il est facile de constater que, d'après la tradition liégeoise et d'après l'emplacement du vieux chœur, à l'entrée de cette Cathédrale, c'est assez bien au lieu devenu le point central de la place actuelle que le saint fut martyrisé, par conséquent qu'il avait son habitation. Notre-Dame-aux-Fonts était sise un peu plus vers l'Orient, sur la droite de cette habitation, en face de ce qui est devenu la rue Gérarderie. La première église bâtie en l'honneur de saint Lambert a dû être construite en avant de cette habitation, soit entre Notre-Dame et l'emplacement du futur palais des princes-évêques, ou plus près du confluent de la Légia et de la Meuse, puisque ce ne put être que cette Légia qui, changée par les pluies en torrent impétueux, emporta en 858, au rapport de Prudence de Troyes, *jusqu'à Saint-Lambert*, pour les précipiter dans le fleuve, édifices, bêtes et gens (1).

On a déjà rappelé combien étroites étaient les églises au début du VIII^e siècle : celle-ci, commencée d'enthousiasme dans un hameau sans ressources, par un petit groupe d'habitants, avant que saint Hubert vînt s'y fixer ou y apportât les reliques de son prédécesseur, ne pouvait être un monument bien solide ni bien important, puisque cet Hubert crut devoir ériger, à ses côtés mêmes, une autre église, celle de Saint-Pierre. La façon dont l'édifice avait été construit, les pèlerinages dont cet édifice devint le but, les premiers développements de Liège durent rendre nécessaire un agrandissement de Saint-Lambert, au plus tard dans le temps où Charlemagne et sa cour vinrent y solenniser les grandes fêtes de l'Eglise. Est-ce alors ou un peu après que l'on a enclos dans ce temple agrandi, le lieu du martyre du saint ?

(1) *Mon. SS.*, t. I, p. 452.

Toujours est-il qu'un siècle après, nous voyons, par un acte de novembre 932, dont l'historien Anselme nous a conservé le texte, l'évêque Richaire ériger dans l'église de Saint-Lambert une chapelle de la Sainte-Trinité (1). La version donnée de cet acte, dans le recueil de Chapeaville, mentionne expressément que l'autel en fut érigé sur le lieu de sépulture du saint, sur le tombeau où se gardaient ses reliques (2). Nous savons, d'autre part, que jusqu'après Chapeaville, un autel de la Trinité, Notre-Dame et saint André se dressait dans la chapelle qu'il appelle des *saints Cosme et Damien* ; brisé par la chute d'une fenêtre, cet autel n'en fut enlevé qu'après 1646, et le chapitre (3), pour obtenir l'approbation nécessaire du légat du Pape, alléguait que le lieu du martyr était devenu trop étroit pour les cérémonies que l'on y devait faire : grand'messe, réception de serment des bourgmestres, etc. La chapelle des saints Cosme et Damien du XII^e siècle et des suivants, la chapelle mortuaire de saint Lambert, n'était encore au X^e, après Richaire, que le sanctuaire de la Sainte Trinité.

Cela cadrerait, en tous cas, avec le nom de *vieux chœur* qu'elle reçut aussi dans la suite, après que Notger, renouvelant et agrandissant encore Saint-Lambert, et reportant le nouveau chœur plus avant, vers l'Orient, n'eut plus fait de l'*ancien chœur* qu'une sorte d'abside d'entrée, entre les tours, comme il s'en érigéait beaucoup alors, à preuve encore Sainte-Croix chez nous, le dôme de Trèves et maintes autres églises romanes des bords du Rhin.

(1) « Curavimus quoddam oratorium in ecclesia sancti Lantberti » struere » (*Mon. SS.*, t. VII ; Anselme, § 21).

(2) « In ecclesia sancti Lantberti super sepulturæ ejus locum altare » (Chapeaville, *Gesta Pontificum Leodiensium*, t. I, p. 171).

(3) Stan. Bormans, *Conclusions capitulaires*, 1646.

III.

DE L'ANTIQUITÉ DU CULTE DE NOTRE-DAME
A LIÉGE.

Une église existait à Liège, avant le martyre du patron du diocèse ; on ne peut la confondre ni avec celle qui, bâtie après ce martyre, devint la cathédrale de Saint-Lambert, ni avec Saint-Pierre, fondation de saint Hubert, ni avec la chapelle consacrée beaucoup plus tard aux saints Cosme et Damien, sur l'emplacement précis de la chambre à coucher où le saint évêque avait péri. Sous quel patronage était donc placée cette église primitive ? Il n'y en a point qui soit aussi nettement indiqué que celui de Notre-Dame.

Quelle bonne fortune, mon cher Président, et peut-être quelle lumière décisive pour nous éclairer sur les premières origines de Liège, s'il vous était donné, dans vos recherches, de ramener au jour le texte disparu de ce privilège que le roi d'Austrasie, Clovis III, dut délivrer, entre 691 et 695, à l'évêque Lambert, sur la demande même du prélat, pour garantir l'immunité et les possessions de *Sainte-Marie*. Nicolas, notre historien du deuxième quart du XII^e siècle, Nicolas, qui semble avoir vu la pièce et paraît en citer quelques mots, parfaitement en rapport avec les formules du VII^e siècle, Nicolas nous affirme qu'on en avait, jusqu'au temps où il écrivait, gardé le texte chez nous : *apud nos* : « De quelle estime et de quelle autorité le bienheureux Lambert jouit auprès du prince, écrit-il, on » peut s'en rendre compte lorsque l'on voit le même » pacifique souverain l'appeler non seulement évêque, » mais son père et homme apostolique, dans le privilège » octroyé, à la demande même du saint prélat, pour » garantir l'immunité et les possessions de l'église de » sainte Marie, toujours vierge. C'est sous le nom et en » l'honneur de Notre-Dame, qu'en ce temps florissait

» à Maestricht, après Tongres, certaine dignité de la
» chaire pontificale. Ce privilège, il n'y a pas de doute
» qu'il s'est conservé chez nous jusqu'à ce jour (1). »

Dans ce qu'ajoute Nicolas à sa mention du sujet de la charte, il en parle, on l'entend, comme si elle se rapportait à la cathédrale de Notre-Dame de Maestricht, encore héritière en fait, au temps de saint Lambert, de Notre-Dame de Tongres. Cette interprétation de la pièce citée appartient visiblement à l'historien. Si pourtant le *chez nous*, l'*apud nos* de Nicolas, si l'indication du lieu où se conservait cette charte désignait non pas Maestricht, mais Liège, comme il eût été naturel de la part d'un Liégeois, attaché au service d'une église liégeoise, ne serait-on pas autorisé à croire que ce document concernait une église, liégeoise aussi, l'église de Sainte-Marie et non pas le diocèse même ? Entre les diplômes donnés plus tard en faveur de la cathédrale de Saint-Lambert, les plus vieux qui soient venus jusqu'à nous datent du ix^e siècle ; ils visent les privilèges antérieurs, délivrés par d'autres souverains : Pepin, Charles, Louis, Lothaire, privilèges perdus aujourd'hui pour nous. Comment donc ne trouve-t-on dans ces pièces du ix^e siècle, nulle mention du diplôme de Clovis III ? Comment, s'il se fût agi dans ce diplôme de l'église diocésaine, de la Cathédrale, et non d'une autre fondation ecclésiastique, comment les évêques qui obtinrent pour cette Cathédrale les diplômes postérieurs à celui de Clovis, n'auraient-ils pas fait rappeler une pièce aussi importante, conservée parmi nous, le titre

(1) « Quantæ autem existimationis et autoritatis beatus Lambertus » apud regem fuerit, manifeste patet ; cum eum idem pacificus rex, non » solum episcopum, sed et *patrem*, et *apostolicum virum* appellet in eo » privilegio, quod promulgavit, ipso sancto præsule petente, pro immu- » nitate et possessionibus *ecclesiæ sanctæ Mariæ perpetuæ virginis*, in » cujus nomine et honore, eo tempore Trajecti vigeat, post Tungris, » quædam dignitas pontificalis cathedræ. Quod privilegium usque hodie » apud nos conservari non dubium est » (*Nicolas. Gesta sancti Lamberti*, Chapeville, t. I, p. 380.

primitif le plus intéressant ? Nous aurons l'occasion de constater plus loin l'existence d'une communauté de Sainte-Marie, distincte du chapitre de Saint-Lambert : ne fut-ce pas son titre de fondation ou l'une des pièces de sa dotation, que ce diplôme de Clovis III ?

Au surplus, à qui appartenait cette villa de Leodium où le saint a péri, surpris par ses assassins au milieu de cette communauté religieuse, de ses neveux, de ses disciples et de ses gens, non loin de la première chapelle liégeoise où il avait accoutumé d'officier avec eux ?

Il y avait déposé les restes de son prédécesseur, ce qui donne à croire que ce prédécesseur avait pu en être le fondateur, le propriétaire au moins, et que cette chapelle était bien aussi ancienne que ce dépôt. Lambert s'y trouve en tous cas chez lui, il y habite, y pontifie, y commande en seigneur et maître. Ses successeurs en font autant, sans qu'il soit besoin d'un titre nouveau pour leur permettre de disposer de toutes choses à Liège, réserves faites de certains droits de l'abbé de Sainte-Marie : si saint Hubert, au dire du biographe contemporain de saint Lambert, tient à s'entendre avec les *seniores loci*, les maîtres de l'endroit, lorsqu'il y ramène de Maestricht à Leodium les restes du martyr, c'est, ce semble, pour prendre leur avis au sujet de la cérémonie de la translation. La construction de Saint-Pierre, le fait incontesté qu'il a donné aux habitants de Liège leurs premières lois, leurs premiers magistrats, leurs poids et leurs mesures, atteste que sous la garantie de l'immunité déjà signalée ce territoire relève bien du pontife, ou plutôt, doit appartenir à l'église, au diocèse, dont le pontife se trouve la personnification. Or, si l'on peut contester aisément la prétention de Tongres d'avoir vu s'élever dans ses murs le premier temple dédié à la mère de Dieu de ce côté des Alpes, on ne contestera pas que ce diocèse eut pour première cathédrale Notre-Dame de Tongres, pour deuxième,

non point Saint-Servais, mais Notre-Dame de Maestricht, bref, que jusqu'au temps où le nom de saint Lambert fut associé dans ce patronage à celui de la Vierge, la patronne du diocèse, dès ce temps-là, c'est Notre-Dame. Propriété des évêques ou de leur diocèse, Leodium était par là même propriété de Notre-Dame : c'est donc sous le patronage de Notre-Dame qu'abstraction faite de toute autre donnée historique, il est le plus vraisemblable qu'a été placée la première église, la paroisse naissante de Liège.

Et s'il n'en avait pas été ainsi, en un temps où il était d'usage fréquent de consacrer l'église d'une paroisse nouvelle, au patron de l'institution dont relevait ce territoire, à une époque où les sanctuaires de notre pays, qui durent leur construction à saint Lambert et à saint Hubert, furent placés sous l'invocation ou de saint Pierre ou, surtout, de Notre-Dame, comment expliquer que, par une exception unique, pour une ville de cette importance, Liège, dans la suite, aurait grandi, multiplié ses édifices religieux, sans en placer aucun sous le patronage spécial, unique de Notre-Dame ? Comment expliquer en outre, et c'est un point sur lequel il sera revenu, que nous trouvions plus tard, en tête des paroisses de Liège, par ordre d'ancienneté comme par ordre de prépondérance, l'église de *Notre-Dame-aux-Fonts* ?

Si peu que nous sachions de l'histoire de Liège au temps de saint Lambert et de saint Hubert, nous en savons moins encore pour leurs premiers successeurs jusqu'à la fin du règne de Charlemagne. Il ne semble pas qu'au cours du siècle et demi qui sépare la mort de saint Hubert de la destruction de Liège par les Normands, en 881, la petite ville se soit fort développée : rien n'indique du moins qu'on y aurait élevé une église de plus. Et comme on ne voit pas que Saint-Lambert ni Saint-Pierre aient jamais servi au culte paroissial, comme Liège ne compta un second

baptistère qu'après que Notger l'eut établi dans ce quartier de l'île où il érigea l'église de Saint-Jean, il est permis de croire que, pendant un long temps, Notre-Dame est restée l'unique paroisse de Leodium, « l'église baptismale » comme celles dans lesquelles le grand empereur demandait à notre évêque Gerbald de faire annoncer prières et processions pour les nécessités du temps.

Je sais qu'après le pontificat de saint Hubert, au cours du VIII^e siècle et même d'une partie du IX^e, les documents ne nomment qu'une église à Liège : celle de Saint-Lambert. Si Notre-Dame n'est pas mentionnée dans les pièces venues à nous de cette époque, Saint-Pierre ne l'est pas non plus, dont nul pourtant ne peut contester l'existence affirmée par le biographe d'Hubert.

Je n'ignore pas que, dans la suite, le nom de Sainte-Marie n'est souvent ajouté à celui du martyr, n'est parfois même employé seul que pour désigner le même temple de Saint-Lambert. Mais il faut prendre tous ces noms aux sens divers que leur attribua chaque siècle.

Après Charlemagne seulement, pendant l'épiscopat de Walcand, nous trouvons Notre-Dame associée parfois, puis de plus en plus, au martyr dans ce patronage de l'église Cathédrale (1). Serait-ce que jusqu'alors

(1) Grimoald est tué en 713, « *in basilica sancti Lantberti martyris* » (*Annales de Metz*, Mon. SS., t. I, p. 322). Charlemagne célèbre la fête de Pâques, « *apud sanctum Lantbertum in vico leodico* » (*Idem*, t. I, p. 148). Eginhard appelle Liège le bourg public, « *ubi sanctus Lantbertus corpore* » *requiescit* » (*Idem*, t. XV, p. 251). Dans son récit de la translation du corps de saint Hubert, de Liège à Andage, le contemporain, Jonas, parle des nobles venus là, « *ex monasterio Sancti Lantberti* » et du transport qu'on fit des reliques, « *in beati Lantberti ecclesiam* » (*Idem, idem*, p. 235). Notons ici que dans les *Annales* du IX^e siècle attribuées à Hincmar, on ne nomme parfois notre évêque Francon que « *episcopus sancti* » *Lantberti* » (Migne, *Patrologie latine*, t. CXXV, p. 1224), que dans les *Annales* de Fulda, du même siècle, pour désigner Liège, lieu d'une rencontre de rois, on écrit simplement : « *apud sanctum Lantbertum* » (*Mon. SS.*, t. I, p. 388) et que saint Lambert est encore nommé seul

Maestricht, restée en fait plus considérable que Liège, serait demeurée en droit la ville épiscopale du diocèse et que le transfert définitif du siège pontifical dans le bourg moins important de Liège, aurait coïncidé avec le séjour du célèbre empereur dans notre diocèse, aurait suivi peut-être les agrandissements que, selon toute apparence, il fallut faire à Saint-Lambert, quand il y venait célébrer les grandes fêtes chrétiennes, ou peut-être enfin concordé avec la translation à Andage des restes de saint Hubert ?

Tout cela pourrait se soutenir, à la condition de produire des preuves, et les preuves manquent jusqu'ici. En réalité, on n'a pas le moindre indice ni d'un acte quelconque qui aurait déclaré l'église de Maestricht déchue de son rang de cathédrale pour élever un temple liégeois à cet honneur, comme on n'en a pas d'un acte antérieur qui aurait fait passer officiellement la cathédrale de Tongres à Maestricht. Ces transferts, autant qu'il est permis d'en juger par le manque ou le silence absolu des documents sur ce point et par similitude, ces transferts semblent s'être effectués lentement, s'être trouvés faits accomplis à la longue, sans décision officielle, sans pièce authentique ou cérémonie spéciale pour en prendre acte.

Une translation solennelle de ce genre eût été d'autant plus surprenante au cours des temps mérovingiens à l'an mil et peut-être après, que l'église cathédrale n'était pas alors comme de nos jours tel sanctuaire unique, exclusivement réservé à l'évêque. A Rome, les fonctions les plus importantes des souverains pontifes s'accomplissaient en diverses basiliques. Dans nos régions, la Cathédrale se trouvait le sanctuaire où le pontife établissait son siège et présidait aux cérémonies

dans la fondation d'une chapelle de la Trinité, par l'évêque Richaire, le 16 novembre 932 : « *Curavimus quoddam oratorium in ecclesia sancti* » *Lantberti struere* » (*Mon. SS.*, t. VII ; Anselme, § 21). Mais les copies de ce testament diffèrent assez dans les manuscrits.

sacrées, tantôt ici, tantôt là dans la ville où il résidait d'ordinaire, voire dans quelque autre possession de son église. Les dernières fonctions que l'évêque de Liège, Wazon, put remplir avant de mourir, en 1048, furent, au témoignage d'Anselme, la célébration des fêtes de saint Pierre et de saint Paul, non pas à Saint-Lambert, mais dans les collégiales placées sous le patronage des deux apôtres. Au x^e siècle, en actant dans une charte de 907 que le monastère de Sainte-Marie et de Saint-Lambert était la résidence *principale* de l'évêque, *domus principalis*, ne faisait-on pas assez entendre déjà qu'il en avait d'autres? Si donc on veut bien se souvenir qu'en ces temps-là, différentes églises d'un diocèse pouvaient en être également les cathédrales, on s'expliquera mieux que des souverains aient même parlé, comme d'une seule église, de Sainte-Marie de Tongres et de Saint-Lambert de Liège, ou de Sainte-Marie de Liège et de Sainte-Marie de Huy.

La désignation est des plus nette dans le diplôme par lequel Charles le Gros donne Madières, le 26 juin 884, à *Sainte-Marie et Saint-Lambert, de l'église de Tongres ou de Liège* : « *ad partem sanctæ Mariæ, » sanctique Lamberti ecclesiæ tungrensis vel leodien-* » sis (1). » Elle ne l'est pas moins dans un diplôme du 15 novembre 889, de l'empereur Arnould, donation de l'abbaye de Lobbes, « *tant à l'église tongroise de la » bienheureuse Mère de Dieu, qu'à l'église liégeoise » du saint martyr Lambert* (2). »

On sait que l'empereur Othon II eut à confirmer la donation de Huy faite à Notger par saint Ansfried. N'est-il pas intéressant de noter à ce sujet que cette confirmation fut octroyée à « Notger, évêque des Tongrois et des Liégeois, pour lui et pour ses successeurs, appelés à desservir Sainte-Marie et Saint-

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 6.

(2) *Mon. diplom.*

» Lambert, *sancte Marie sancto que Lamberto desservituris* » et surtout, qu'en rappelant les largesses des souverains précédents, l'acte impérial porte qu'elles ont été faites à « *l'église Sainte-Marie, établie soit à Liège, soit à Huy* (1), » comme si la possession semblable de ces pays, par Notre-Dame, en eût d'avance assuré l'union et l'unité ?

Ce qu'il importe de noter, c'est qu'au VIII^e siècle et après, ces mentions de titres patronymiques de sanctuaires, fût-ce à propos d'évêque, correspondaient à des églises réelles (2). C'est ainsi que dans un placite de 775, où l'on voit un évêque de Paris revendiquer une propriété pour sa cathédrale, celle-ci est désignée sous le triple nom de *Casa sanctæ Mariæ* et *sancti Stephani*, et *sancti Germani*, l'église de *Sainte-Marie*, de *Saint-Etienne* et de *Saint-Germain*, trois édifices très distincts qui formaient alors à la fois la triple cathédrale de Paris (3) : Saint-Germain existe encore à présent et Saint-Etienne ne disparut qu'au XIII^e siècle, quand, pour remplacer deux édifices trop étroits par la splendide basilique qui est aujourd'hui Notre-Dame de

(1) « Notgerus Tungrentium vel Leodiensium episcopus ut ei vel successoribus suis sancte Marie, sancto que Lamberto desservituris ... » et quia quod reliquum erat regiæ ditionis, ... munificentia regum vel imperatorum predecessorum nostrorum *Ecclesiæ sanctæ Mariæ Leodio vel Hoio* positæ jam cesserat » (*Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 21).

(2) « Conformément à l'antique usage, » écrit Quicherat dans la *Bibliothèque de l'école des chartes*, t. I, 6^e série, p. 551, « le siège épiscopal de Paris fut établi, non pas dans une église unique, mais dans plusieurs églises à la fois; en d'autres termes, la Cathédrale fut d'abord un corps composé de plusieurs membres et le nombre de ces membres paraît avoir varié selon les temps. Il consistait encore au x^e siècle dans l'union de Saint-Etienne et de Notre-Dame ... Des actes de la fin du VIII^e siècle dénomment Notre-Dame, Saint-Etienne, Saint-Germain (le vieux), Saint-Marcel, Saint-Cloud, c'est-à-dire des basiliques situées hors de la cité aussi bien que dans la cité; et dans les unes comme dans les autres, se célébraient les services fondés près la mère église; dans les unes comme dans les autres, l'évêque séjournait, officiait, trônait suivant sa convenance ou suivant les besoins de son ministère. »

(3) Mabillon, *De re diplomatica*, p. 498.

Paris, l'évêque Maurice de Sully réunit en un seul temple l'ancienne Notre-Dame et sa voisine de Saint-Etienne. Ce que Saint-Etienne avait été jusque-là près de Notre-Dame à Paris, Notre-Dame l'était à Liège, l'avait été, devait le rester jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, à côté de Saint-Lambert.

Au temps de Charlemagne, c'était encore par l'évêque que le baptême s'administrait aux fêtes solennelles. Sainte-Marie, le baptistère de Liège, pouvait donc être alors, ne fut-ce qu'à ce titre, la cathédrale liégeoise.

Quantité d'abbés dirigeaient alors plusieurs monastères à la fois : pourquoi nos évêques n'auraient-ils pas pris le titre de plusieurs cathédrales ?

Rien n'empêche d'entendre en ce sens la donation par laquelle Louis le Débonnaire dédommage l'évêque Walcand des générosités que ce prélat avait faites au monastère renaissant de Saint-Hubert, et nous laisse de la sorte la plus ancienne mention venue jusqu'à nous de l'union de Sainte-Marie et de Saint-Lambert, en ces termes patronymiques, « *partibus sanctæ Mariæ et sancti Lamberti* (1). »

C'est dans le même sens, que pour indiquer le voisinage d'une propriété de la Cathédrale diocésaine, le prêtre Oduin, dans l'acte de la donation faite par lui, en 824, à l'abbaye de Stavelot, déclare que la manse de Navania, en Condroz, l'objet de ce cadeau, est sise « *inter confines sanctæ Mariæ et sancti Lamberti* (2). »

Donation est faite de Theux, par Zwentibold, le 8 octobre 898, à *la sainte Eglise* en l'honneur de *la bienheureuse Vierge Marie* et de *l'illustre martyr du Christ Lambert*, établie à Liège, église à laquelle préside le vénérable évêque Francon : « *Largimur ecclesiæ sanctæ in honore beatæ Mariæ, et preclari Christi martyris Lamberti Leodio constituti, cui*

(1) *Mon. SS.*, t. VIII, p. 571.

(2) Ritze, *Urkunden*, p. 6.

» *præsidet Franco venerabilis episcopus* (1). » Fosses est donné le 26 octobre 907, par Louis, roi de Germanie, au même évêque Etienne, ou plutôt au monastère de Sainte-Marie et de Saint-Lambert, où se trouve établie la maison principale de l'épiscopat. « *Donavimus ad monasterium sanctæ Mariæ et sancti Lamberti ubi illius episcopii domus est principalis* (2). »

Le 18 janvier 908, le roi Louis confirme les biens de l'église de Liège « pour l'amour de Dieu, de sainte Marie et de saint Lambert (3); » et le 25 août 915, une forêt, dépendance de Theux, est pareillement octroyée par le roi Charles, « *partibus sancte Dei genitricis Marie almique martyris Lamberti* (4). » De même, Malines et Hastières, sont, entre 908 et 915, offerts par le roi Charles, « à sainte Marie et saint Lambert (5). »

L'évêque Eracle se titre, en 961, évêque de l'église liégeoise de la sainte Vierge Marie et du saint martyr Lambert. « *Sanctæ Mariæ virginis sanctique martyris Christi Lamberti, leodiensis ecclesiæ episcopus* (6). » Tous ces textes peuvent tout aussi bien, et parfois mieux, s'entendre de deux églises que d'une seule. On voit, dans l'acte souscrit par Eracle à Cologne, le 2 juin 965, que c'était en l'honneur de la Mère de Dieu et de saint Lambert qu'il se proposait de reconstruire sa Cathédrale, où s'élève aujourd'hui Saint-Martin : « *In honore beatissime Dei genitricis et virginis Marie, sanctique Lamberti pontificis* (7). »

Notger dans la qualification qu'il se donne et dans le double patronage sous lequel il maintint cette Cathé-

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 9.

(2) Ernst, *Histoire du Limbourg*, t. VI, p. 91; *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 11.

(3) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 12.

(4) *Idem*, p. 14.

(5) *Idem*, p. 16.

(6) *Amplissima collectio*, t. II, p. 48.

(7) Ernst, *Histoire du Limbourg*, t. VI, p. 95.

drale reconstruite, Notger n'a donc fait que suivre les traditions de son prédécesseur immédiat, et des documents plus anciens : « Notger, écrira-t-il de lui-même, » avant 982, à l'abbé Womar de Gand, Notger que » l'on qualifie évêque, bien qu'il ne soit que le serviteur indigne de Sainte-Marie et de Saint-Lambert, » *quam acsi indignum sancte Marie sanctique Lambert* » *berti mancipium prædicant* (1); » ou bien, en 1005, dans l'acte impérial de saint Henri, confirmatif de la fondation de Sainte-Croix : Notger évêque, proviseur et gardien de l'église de Sainte-Marie et du saint martyr Lambert : « *Ecclesiæ sanctæ Marie sanctique Lambert* » *berti martyris provisor et custos* (2). »

A partir de Notger toutefois, il n'y a plus à douter que l'expression « l'église de Sainte-Marie et de Saint-Lambert, » ne caractérise plus tant l'agglomération d'édifices religieux divers, le monastère à plusieurs églises où l'évêque de Liège avait son siège, que le temple unique et principal reconstruit par Notger et dont nous savons positivement qu'il fut placé, celui-là, sous le double patronage de Notre-Dame et de Saint-Lambert.

Anselme, qu'un élève de Notger, le pieux Wazon, avait pu renseigner sur le grand homme, le chroniqueur Anselme désigne bien sous le nom de maison de Sainte-Marie et de Saint-Lambert l'unique Cathédrale : ainsi, dira-t-il de Francon, enterré dans cette cathédrale, que la maison de sainte Marie et de saint Lambert nous garde ses dépouilles. « *Domus sanctæ Mariæ et sancti Lamberti, terræ creditos ejus servat cineres.* » C'est dans le même sens qu'il rapportera de Notger qu'il renouvela la maison de sainte Marie et de saint Lambert (3), « *domum sancte Mariæ et sancti Lamberti... renovavit,* » et qu'il ajoutera du

(1) *Mon. SS.*, t. XV, p. 601.

(2) *Idem, Diplom.*

(3) Migne, *Patrologie latine*, t. CXXXIX, p. 103.

successeur de Notger, Baldric, qu'il fit la dédicace
« de cette maison de sainte Marie et de saint Lam-
» bert (1). »

Mais nul écrivain ancien n'a mieux mis cela en
lumière que ce biographe anonyme du XI^e siècle, dont
vous venez si heureusement, mon cher Président, de
reconstituer l'œuvre à l'aide des extraits de Gilles d'Or-
val. C'est à propos de la construction d'une autre église,
Saint-Jean-en-Ile :

« Cette église de l'apôtre de la charité qu'aima le
» plus le Christ, nous dit-il, Notger l'édifia dans la
» partie la plus élevée de l'Ile, juste bien en face de ce
» temple de saint Lambert, *consacré principalement*
» *à l'honneur de Marie* toujours Vierge. De la sorte,
» le fils donné à la Vierge, dans le testament suprême
» de la Croix, devait conserver toujours la vue de la
» Mère du Christ et le saint gardien de Notre-Dame se
» trouver lui-même gardé par la Vierge (2). »

Dès Notger, dans le langage des documents offi-
ciels, empereurs, pontifes, chapitres, historiens, bienfai-
teurs, correspondants ou chanoines de Saint-Lambert,
tendent de plus en plus à désigner cette Cathédrale
sous les noms de *Sainte-Marie et Saint-Lambert* :
« *ecclesiæ sanctæ Mariæ sanctique Lamberti*, » disent
également l'empereur Othon en 987, l'empereur Henri
en 1006, l'empereur Conrad en 1024 (3). Un autre
Henri donne, en 1040, la Hesbaye « *leodiensi ecclesiæ*
» *in honore Dei sanctæ genitricis ac preciosissimi*
» *Lamberti martyris constructæ*, » et le quatrième

(1) Migne, *Patrologie latine*, t. CXXXIX, p. 103.

(2) « Nam hanc ecclesiam propter dilectionem apostoli a Christo am-
» plius dilecti et a christianis amplius diligendi in editori loco insulæ et
» directo ante faciem constituit ecclesie sancti Lamberti, que *principa-*
» *liter consecrata est ad titulum semper virginis Mariæ* ut filius depu-
» tatus Virgini a Christo summo testamento in cruce matris sue semper
» profectum habeat divina constitutione et custos Virginis custodiatur a
» Virgine » (*Mon. SS.*, t. XXV, p. 59).

(3) *Cartulaire de Saint-Lambert*, pp. 22, 26 et 30.

du nom ratifie, en 1071, l'inféodation du Hainaut « *sanctæ Mariæ, sanctoque Lamberto*, » comme Frédéric confirmera, en 1155, les possessions « *beatæ Mariæ, preciosique martyris Lamberti*. » C'est à l'église de Sainte-Marie et de Saint-Lambert, qu'Ermenгарde fait cadeau de Waremmе en 1079 (1); c'est pour elle que l'évêque Obert acquiert Couvin, le 14 juin 1096; l'évêque Rodolphe Herstal, en 1171; c'est à elle que Godefroid de Bouillon avait cédé son château avant de partir pour la croisade; pour elle encore que l'évêque Henri II déclarait, en 1154, avoir acquis d'autres possessions (2).

Le chanoine Anselme termine sa relation des miracles du martyr par une prière patriotique à la Vierge et finit son livre en rappelant aux autres églises du diocèse leur devoir envers leur mère. « *Matrem suam ecclesiam, scilicet sancte Marie, sanctique Lamberti*. »

Le moine de Saint-Hubert, auteur de la très intéressante chronique de ce monastère, connue sous le nom de *Cantatorium*, nomme l'église de Liège : « la » libre et glorieuse église de Sainte-Marie et de Saint-Lambert (3); » l'avoué de cette église se qualifie, dès le XI^e siècle, « *advocatus sanctæ Mariæ et sancti Lamberti* (4). »

Les membres du Chapitre ne se désignaient pas autrement. Elbert se disait, en 1085, « serf de Sainte-Marie et de Saint-Lambert » (*Cartulaire de Saint-Lambert*). Vers 1119, le doyen Raimbault, dans la dédicace de son livre sur la vie canonique, se nomme « *Reymbaldus sanctæ Mariæ, sanctique Lamberti ecclesiæ humilis filius* (5). » En 1116, Frédéric se titrait

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, pp. 32, 37, 38 et 77.

(2) *Idem*, pp. 47, 73 et 89.

(3) *Mon. SS.*, t. VIII, p. 602.

(4) Détail relevé par M. le chevalier Camille de Borman.

(5) Ernst, *Histoire du Limbourg*, t. II, p. 311.

« prévôt de Sainte-Marie et de Saint-Lambert. » Son successeur de 1136, le prévôt Steppo se dit : « *per Dei misericordiam sanctæ Mariæ sanctique Lamberti prepositus* ; » l'archidiaque Alexandre, en 1147, « *archidiaconus et prepositus ecclesiæ sanctæ Mariæ virginis, sanctique Lamberti* (1). »

Un acte de l'évêque Alberon, de 1139, est passé « *Leodio, in capitolio sanctæ Mariæ sanctique Lamberti* ; » les lettres du Chapitre à l'abbé Wibald, en 1148, ont pour entête : « *Domino Wibaldo humilis sanctæ Mariæ, sanctique Lamberti conventus* » — et la réponse de Wibald est adressée au doyen et « *omnibus ecclesiæ sanctæ Mariæ sanctique Lamberti canonicis*. »

L'autel principal de cette Cathédrale n'est pas désigné autrement que le Chapitre ne se désigne : l'un des biographes de saint Bernard nous relate, par exemple, les miracles du saint en 1147, « après la célébration de » la messe à l'autel de la bienheureuse Marie et de saint Lambert dans la grande église (2). »

On en était venu à croire, comme le rapporte le prieur Hugues, dans son *Histoire de la fondation de Lobbes*, que Saint-Lambert avait même été d'abord une église de Notre-Dame où le martyr avait presque usurpé la place de la Mère de Dieu (3).

L'évêque Obert avait été inhumé, nous dit son historien, dans le chœur inférieur, c'est-à-dire dans *celui de la Vierge Marie* (4), et nos divers chroniqueurs monastiques, Reiner, Gilles d'Orval, Rupert, signalent

(1) Miræus, *Opera diplomatica*, t. III, p. 710.

(2) « Cum ad altare beate Marie sanctique Lamberti in majori ecclesia pater sanctus missarum solemniam celebrasset ... » (*Mon. SS.*, t. XXV, p. 105).

(3) « Leodii enim ecclesia habetur in honore beatæ Mariæ virginis, sed dignitatem obtinuit memoria sancti Lamberti martyris » (*Idem*, t. XIV, p. 542).

(4) « In choro inferiori, scilicet sanctæ Dei genitricis Mariæ » (*Idem*, t. XXV, p. 94).

à l'envi ce détail de l'incendie qui, en 1185, détruisit la plus grande partie des reconstructions de Notger, la Cathédrale entière, un seul autel excepté ; « Le principal autel, *celui de la Mère de Dieu, resta intact*. La flamme ne put entamer ce que protégeait une telle patronne. Celle-ci n'a-t-elle pas d'ailleurs miraculeusement conservé sa propre église paroissiale (1). »

Aussi, quand en 1250, l'archevêque de Rouen, légat du Saint-Siège, consacra le grand autel de la Cathédrale restaurée, devant le roi Guillaume, ce fut « à la bienheureuse Marie, toujours Vierge et au saint martyr Lambert » qu'il la dédia (2).

Il y aurait donc mauvais gré à ne pas en convenir : il n'est pas toujours facile de reconnaître dans nos documents les plus anciens ou nos plus anciens écrivains, à quoi se rapportent les mentions faites, à propos de Liège, de *l'église de Notre-Dame*. Ce terme *église* désigne parfois le diocèse même, et comme notre diocèse eut pour première et constante patronne Notre-Dame, *église de Sainte-Marie* peut signifier, dans ce sens : diocèse de Tongres, de Maestricht ou de Liège.

Au cours du x^e siècle, il arriva même qu'on omettra le nom de Saint-Lambert, dans l'indication de l'église diocésaine. Ainsi Othon I^{er}, en 952, parle du siège de Liège, en le dotant de Maeseyck, comme s'il était seulement dédié à Marie toujours Vierge : « *tradidimus ad leodicensem sedem, in honore semper virginis Mariæ dedicatam quoddam monasterium* » Eeche vocatum (3). »

L'église de Liège se désignait parfois elle-même par

(1) « Principale tamen altare, quod est sanctæ Dei genetricis, mansit intemeratum. Non enim potuit temerare flamma, quod tanta voluit conservare patrona. Nonne et ipsam suam mirabiliter conservavit ecclesia parochialem ? » (*Reiner de Saint-Laurent*, Migne, *Patrologie latine*, t. CCIV, p. 154).

(2) Hocsem dans Chapeville, t. II, p. 277.

(3) *Mon. SS.*, p. 236 ; *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 17.

le seul nom de Sainte-Marie. Telle est du moins l'adresse donnée par l'évêque Wazon (1), à l'envoi du secours qu'il fit parvenir à l'église ruinée de Verdun.

« Sainte-Marie de Liège envoie 50 livres de deniers à
» Sainte-Marie de Verdun, moitié pour ses chanoines,
» nos frères, moitié pour la réparation du sanctuaire.
» *Sancta Maria leodiensis mittit ... Sanctæ Mariæ*
» *Virdunensi* (2). »

L'expression d'église de Sainte-Marie peut en outre, à Liège même, désigner soit le Chapitre de la Cathédrale, corps ecclésiastique qui se plaça sous le patronage de la Vierge en même temps que de saint Lambert, soit deux édifices très divers : l'église Cathédrale dédiée à Notre-Dame et à Saint-Lambert, et la petite église baptismale de la Vierge, édifiée à côté de Saint-Lambert, comme l'était à Trèves, joignant la Cathédrale, cette église de Notre-Dame à la fois distincte et voisine de cette Cathédrale.

Chez nous, aussi, Notre-Dame-aux-Fonts s'éleva toujours à côté de Saint-Lambert, fut toujours, pour les regardants, comprise dans l'agglomération que formait le monastère ou l'ensemble des constructions de Saint-Lambert, et de cette complication des noms, des

(1) Migne, *Patrologie latine*, t. CXLII, p. 743.

(2) *Note de numismatique*. Me sera-t-il permis de tirer de ce fait que la Cathédrale de Liège finit par être principalement dédiée à sainte Marie, en même temps qu'à saint Lambert, une conclusion un peu à l'écart de mon sujet, bonne néanmoins à noter en passant ? Nos numismates se sont fait une sorte de loi d'attribuer à la ville de Huy ou à d'autres villes que Liège, dotées comme Huy d'une église de Notre-Dame, les monnaies de notre pays où ne se voit que la représentation d'une église de la Vierge. Plusieurs de nos princes-évêques cependant, et de ceux parfois dont le règne fut assez long, Raoul de Zahringhen, Albert de Cuyck, Hugues de Pierpont, par exemple, n'ont pas laissé de monnaie à l'effigie de saint Lambert. Faudrait-il attribuer à un autre lieu que leur capitale, toutes celles de leurs monnaies qui nous offrent la reproduction d'un temple de Notre-Dame, et ne conviendrait-il pas plutôt d'examiner si certaines pièces liégeoises ne désignent pas notre Cathédrale, comme le faisait le diplôme d'Othon ou la lettre de Wazon même, en ne mentionnant ou ne représentant qu'une église de Sainte-Marie ?

édifices et des institutions sont venues bien des confusions qu'il n'est pas toujours aisé de faire cesser.

Admettons même que dans tous les textes produits jusqu'ici, il ne s'en rencontre pas un qui se puisse appliquer à l'église particulière de Notre-Dame, et qu'il faille tous les entendre, en dépit des raisons de similitude, de circonstances ou de leur sens le plus naturel, soit comme une désignation du diocèse seulement, soit comme l'indication du temple plus connu sous le nom de Saint-Lambert ; il n'en resterait pas moins certain qu'à côté de Saint-Lambert on constate l'existence, antérieure à l'invasion normande, d'un sanctuaire et d'une communauté importante. Ce sanctuaire n'eut jamais d'autre patronne que la Vierge et devait demeurer le baptistère de la Cité ; cette communauté et son chef devaient garder dans la ville entière les privilèges d'une église primaire et de l'autorité archidiaconale.

On sait cependant quelle importance eut de bonne heure la basilique de Saint-Lambert : élevée par l'accord de saint Hubert, des habitants de Leodium et des premiers pèlerins qu'y amenèrent les miracles arrivés sur le théâtre sacré du martyre, elle fut dès sa construction ce qui caractérisait Liège pour l'étranger, au point que le nom de son patron faillit devenir celui de la localité « *ad sanctum Lambertum*. » Dès l'abord, elle se trouva la grande église. Le collège de ses chanoines devint le sénat de la principauté, jouit seul du droit de choisir nos princes, gouverna le pays à leur place, pendant la vacance du trône. Comment cette toute puissante Cathédrale aurait-elle laissé dans la ville même où elle régnait de si particulières attributions au sanctuaire obscur et pauvre de Sainte-Marie, sinon par respect pour des droits antérieurs, parce qu'à Liège Sainte-Marie était l'aînée de Saint-Lambert, et la première paroisse de la localité ?

IV.

LES ABBÉS DE NOTRE-DAME DE LIÉGE.

Voici cependant que les Normands se jettent sur le pays de Liège. Reginon nous les montre à Elsloo en 881 et dès leur première et impétueuse incursion, dévastant tout ce qui les entoure, ils livrent à l'incendie la cité de Liège, la place forte de Maestricht et la ville de Tongres. Les annales de Hincmar nous les font voir détruisant tout ensemble les palais royaux d'Entre-Meuse et Rhin et tous les établissements religieux du diocèse de Tongres : « *omniaque monasteria parochiarum tungrensis.* »

Liège, avant leur approche, avait vu princes et grands tenir conseil dans nos murs, moins pour leur résister que pour préparer la fuite. Son évêque Francon fut de ceux qui contribuèrent le plus à leur infliger la défaite finale ; aussi put-il trouver un tombeau dans cette cathédrale de Sainte-Marie et de Saint-Lambert, qui avait été sans doute, après la libération du pays, le premier temple qu'on releva tant bien que mal à Liège. Restauration incomplète et provisoire sans doute : plus de vingt ans après ce désastre, un pieux écrivain rapportait comme un miracle de saint Lambert que la neige ayant pénétré par toutes les fenêtres dans l'église du saint, les voiles seuls qui recouvraient sa châsse n'en furent pas couverts (1) et moins d'un siècle après les Normands, Eracle devra projeter l'érection d'une Cathédrale nouvelle, Notger exécuter le dessein d'Eracle.

L'œuvre de réparation commencée par Francon se poursuivit sous ses deux successeurs et pour ce qui

(1) « *Nivium enormis exuberantia, prout totum erat patulum fenestris tris affluens, nihil penetratum nisi tantum ejus sandalia dimisit inoperiens* » (*Vie en vers de saint Lambert et documents du X^e siècle*, publiés par J. Demarteau, p. 13).

regarde notre sujet, le texte le plus intéressant à relever est un passage des *Gesta abbreviata* d'Orval, composés au temps où le même Gille y préparait sa compilation.

« Celui-ci, » dit-on de Richaire, « reconstruisit » dans son diocèse, comme ses prédécesseurs Etienne » et Francon, de nombreuses églises détruites par les » Normands, et dont les abbés, moines et nonnes » avaient été mis à mort. Ils y établirent des neu- » vaines de clercs, entre lesquels ils décidèrent qu'il » y en aurait un qui prendrait la direction et prési- » derait, présent ou absent, à l'hospitalité et ils lui don- » nèrent le nom d'abbé, pour empêcher de se perdre » de vieilles institutions de la piété. Noms de ces » abbayes : la première est celle de Liège, de *Sainte-* » *Marie* et de *Saint-Lambert*. Deuxième, de Sainte- » Marie, de Sainte-Renile et de Sainte-Herlinde, de » Maeseyck. Troisième, de Sainte-Marie, de Saint- » Georges et de Sainte-Ode, d'Amay. Quatrième, de » Sainte-Marie et de Saint-Domitien, de Huy. Cin- » quième, de Sainte-Marie et de Saint-Sévère, de » Meffe. Sixième, Sainte-Marie, de Ciney. Septième, » Sainte-Marie et Saint-Hadelin, de Celles. Huitième, » Sainte-Marie, de Dinant. Neuvième, Sainte-Marie, » de Namur. Dixième, Sainte-Marie, Saint-Pierre et » Saint-Bertuin, de Malonne. Onzième, Sainte-Marie » et Saint-Pierre, d'Alne. Douzième, Sainte-Marie et » Saint-Théodard, de Thuin. Treizième, Sainte-Marie » et Saint-Rombauld, de Malines, au diocèse de Cam- » brai. Ces abbés sont appelés chapelains de l'évêque, » et doivent avec lui, chacun son mois, séjourner et » chanter les heures (1). »

(1) « Richarius ... Hic reedificavit per dyocesim suam sicut et prede- » cessores sui Stephanus et Franco, plures ecclesias a Normannis destruc- » tas, interfectis abbatibus, monachis et monialibus. In quibus novenos » constituerunt clericos, inter quos unum statuerunt, qui curam gereret » et hospitalitatem, tam presens, quam absens exhiberet, ipsumque abba-

Ce texte n'aurait pas de valeur décisive en lui-même, s'il ne datait que du temps de Gilles, du milieu du XIII^e siècle. Mais il semble bien être une simple transcription d'annotations antérieures. Nul ne sait mieux que vous, mon cher Président, que le recueil entier de Gilles n'est qu'une mosaïque formée d'extraits de ce genre d'auteurs plus anciens ; vous-même avez pu en tirer toute une histoire de Notger, du XI^e siècle. Les restaurations de ces treize établissements sont attribuées, dans ce passage, à nos trois évêques du début du X^e siècle, sans déterminer nettement la part de chacun ; ce vague n'est assurément pas une raison de croire que la liste donnée ait été rédigée par un contemporain de ces évêques. D'autres détails, par contre : la mention des patrons primitifs de Malonne ou d'Amay ; celle de cette abbaye de Saint-Sévère à Meffe, qui a pris fin sous Henri de Leyen, en 1149, un siècle avant Gilles d'Orval, voilà ce qui plaide pour l'ancienneté de ce passage ; de plus, ce que nous connaissons de l'histoire, soit des établissements religieux cités dans cette liste, soit des chapelains de l'évêque, témoigne de l'exactitude de l'auteur.

Sans doute, dans la nomenclature de ces abbayes ou collégiales, le nom de la sainte Vierge est chaque fois cité le premier, et c'est après celui-là qu'apparaissent ceux d'autres patrons spéciaux de la localité ; puis, comme on n'en donne pas d'autre que celui de Notre-Dame pour Ciney, Dinant et Namur, l'ajoute du nom de Saint-Lambert à la mention de l'*abbaye liégeoise de Notre-Dame*, pourrait amener à se demander, à première vue, si ce n'est point simplement de la cathédrale de Saint-Lambert qu'il est question dans ce passage. Ce serait s'abuser que le croire : nous trouverons nombre de mentions d'un abbé liégeois de Sainte-Marie, jamais

» tem vocaverunt, ne antiqua devotio deperiret. Nomina abbatiarum
» Prima Leodiensis, sancte Marie, sanctique Lamberti ... Hii abbates
» dicuntur capellani episcopi et per menses singulos debent cum eo esse
» et horas decantare » (*Mon. SS.*, t. XXV, p. 130).

d'un abbé de Saint-Lambert ; l'abbaye de Notre-Dame eut pendant plusieurs siècles, comme nous l'allons voir, des dignitaires, des attributions, des biens distincts de ceux de la Cathédrale et l'autonomie de l'abbaye ressortira même de ce fait que si elle fut quelques fois dirigée par un dignitaire du chapitre de Saint-Lambert, d'autres fois ce fut par le chef d'une autre collégiale.

Entre ces abbés de Sainte-Marie, le plus ancien dont le nom soit venu jusqu'à nous est peut-être ce Guntrannus (1) qui souscrit, avec l'unique qualification d'*abbé*, après le prévôt de Saint-Lambert, avant le coste et les archidiaques, à cet acte du 1^{er} juillet 961, par lequel l'évêque de Liège, Eracle, *consensu fidelium*, octroie, en Basse-Sauvenière, un refuge aux moines de Stavelot.

Le second est un personnage plus connu et qui devint dans le diocèse, au temps de l'évêque Théoduin, le plus important après l'évêque : il s'appelait Bozon et semble avoir appartenu au pays de Huy, peut-être à quelque noble famille de cette région ; du moins y possédait-il des biens et fut-il à la fois abbé de Sainte-Marie à Liège et restaurateur de Notre-Dame de Huy. Huy lui dut en tous cas sa nouvelle église de Notre-Dame, le relèvement de sa collégiale et vraisemblablement quelque chose au moins de ses premières franchises. Fisen et les auteurs du *Gallia christiana* veulent qu'il soit mort vers 1044 (2). Il semble bien cependant que ce soit lui que nous voyons souscrire au rang d'honneur à toutes les chartes de Théoduin qui intéressent Huy, donations de cet évêque à la collégiale où il choisit son tombeau, libertés accordées la même année aux bourgeois de Huy (3), cadeau fait à la même église de l'alleu d'Ulbeck en 1067, privilèges

(1) Martène, *Amplissima collectio*, t. II ; Bertholet, *Histoire du Luxembourg*, t. II, app. 89.

(2) *Gallia christiana*, t. III, p. 396 ; Fisen, anno 1044.

(3) Miræus, *Opera diplomatica*, t. I, pp. 68 et 352.

octroyés aux brasseurs hutois en 1068 (1). Théoduin, en achevant la grande église de Huy, n'avait fait que compléter l'œuvre de Bozon : la paternité de celui-ci ressort à la fois de la mention inscrite au livre des anniversaires de cette église : « *Commémoration du* » *seigneur Bozon, archidiacre, père de ce lieu,* » et de ce fait relaté par Gilles d'Orval et par les chroniqueurs hutois : qu'au milieu du chœur de l'église relevée par Bozon, et où il avait porté à quinze le chiffre de ces chanoines, rétablis au nombre de neuf après les invasions normandes, s'élevait le tombeau du fondateur *Bozon, abbé de Sainte-Marie, à Liège* (2).

Il ne paraît pas avoir toujours aussi bien usé de sa haute position et s'il est vrai, comme une lettre de Grégoire VII le donne à croire, d'après Herman de Metz, que l'entourage de Théoduin doit être rendu responsable des actes de simonie reprochés par le Pape au clergé liégeois, cette simonie avait peut-être servi à payer la restauration de Notre-Dame de Huy (3).

Un historien de Stavelot nous a conservé le récit des hardies et victorieuses démarches que vinrent faire à Liège, auprès de l'empereur Henri IV, qui s'y trouvait alors, l'abbé et les moines de Stavelot, contre la suprématie desquels s'étaient insurgés ceux de Malmedy : on y voit qu'en ce temps-là Bozon était le bras droit et, de fait, l'actif coadjuteur, l'inspirateur et le représentant ordinaire de Théoduin, infirme et fort âgé (4). De même, quand l'abbé de Saint-Hubert, comme le raconte le chroniqueur monastique contemporain du célèbre cloître ardennais, se rendit à Liège, pour

(1) *Cartulaire de Huy, Bulletin de la Commission d'histoire*, 4^e série, t. I, pp. 94 et 98.

(2) *Mon. SS.*, t. VIII, pp. 577, 580, 584, 585 et 595; t. XXV, pp. 17, 78 et 131; *Incunabula Ecclesiæ Hoyensis*, p. 11.

(3) Cauchie, *La querelle des investitures dans les diocèses de Liège et de Cambrai*, t. I, p. 26.

(4) *Triumphus sancti Remacii*, Chapeaville, t. II, p. 515.

faire reconnaître par Théoduin le privilège que Grégoire VII avait octroyé, le 29 avril 1073, à cette abbaye. « Celui-ci, » Théoduin, nous dit-on, « accablé par la » vieillesse, avait confié à Bozon la conduite de toutes » les affaires de son diocèse, » et Bozon aurait fait montre, à l'égard de Saint-Hubert, de dispositions fort vindicatives et de sentiments fort peu romains. Bozon ne jouit pas cependant d'un moindre crédit sous le successeur de Théoduin, sous Henri de Verdun. Le même chroniqueur de Saint-Hubert, mentionne que Bozon était alors abbé aussi de Sainte-Marie à Huy, que son neveu Lambert y remplissait les fonctions d'administrateur suprême et y rendait la justice (1).

Cette situation, en ce qui regarde Bozon, semble avoir dû prendre fin au plus tard en 1078. Du moins, un acte de cette année-là, de l'évêque Henry, acte de libéralité envers la collégiale de Saint-Barthélemy, nous renseigne-t-il sur une opposition faite et des droits maintenus par l'abbé liégeois de Sainte-Marie, et si cet abbé se trouve être, comme il est vraisemblable, celui qui souscrit à cette charte avec le titre d'archidiacre et d'abbé, sans mention de siège, le remplaçant de Bozon était alors l'abbé Godeschalc (2).

Godeschalc ne dut pas occuper longtemps cette dignité. Un autre archidiacre, Théoduin, souscrit en 1092, en se qualifiant *abbas* (3), à la fondation de Flône; en 1099, en se titrant *abbas sanctæ Mariæ* (4), à un jugement par lequel le prince-évêque Obert statuait sur un différend survenu entre le chapitre de Saint-Martin et celui de Sainte-Croix.

Nous en savons plus long d'un cinquième, l'abbé Hellin; les célèbres fonts baptismaux de Lambert Patras, sont restés jusqu'à nos jours le monument de ses

(1) *Mon. SS.*, t. VIII, *loc. cit.*

(2) Daris, *Notices*, t. VI, *Cartulaire de Saint-Barthélemy*.

(3) Miræus, *Opera diplomatica*, t. III, p. 309.

(4) De Theux, *Chapitre de Saint-Lambert*, charte 19.

artistiques libéralités pour son église de Notre-Dame ; une charte, dont le manuscrit 833 de l'Université de Liège, collection formée par H. Van den Bergh, nous a gardé la copie (1), nous montre Hellin et deux prêtres de sa communauté, Etienne et Thierry, « *annuente* » *Hellino abbati de Sancta Maria cum suis presbyteris* » *Theoderico et Stefano*, » intervenant à l'acte de donation de l'église de Saint-Léonard à Liège au monastère de Saint-Jacques. Hellin souscrit, avec sa qualité d'abbé de Sainte-Marie, à une autre charte du même prince-évêque, délivrée en 1111, au sujet de Lixhe en faveur de Saint-Paul (2), et comme *abbé* encore, en 1116, à une autre de Frédéric, prévôt de Saint-Lambert (3). Deux ans après, en 1118, Hellin mourait à Rome, et celui de ses collègues du chapitre de Saint-Lambert, qui, dans sa chronique locale en vers latins de dix syllabes, nous a gardé sur cet abbé d'intéressants renseignements, déplore comme un jour de misère ou de calamité, celui où périt le *noble abbé* Hellin.

Ce poète décrit la fameuse cuve baptismale, l'œuvre de dinanderie qui, conservée de nos jours encore à Saint-Barthélemy, continue d'y faire l'admiration des artistes et des archéologues. Il rappelle les travaux hydrauliques entrepris par Hellin pour amener les eaux alimentaires sur le marché de Liège ; l'hôpital qu'il acheva ou restaura dans les cloîtres de Saint-Lambert, et où il fonda une messe quotidienne ; les bâtiments, granges ou greniers dont il enrichit les cloîtres ; l'aspect princier de ces constructions. On avait alors oublié à Liège, ajoute le poète, les réunions synodales annuelles du clergé. Hellin se trouvait-il le chef en notre ville de la fraction la plus fidèle à soutenir les droits du Pape et de l'église romaine, en face d'un évêque trop complaisant pour le pouvoir impérial et qui, à diverses

(1) *Catalogue*, p. 471.

(2) Thimister, *Cartulaire de Saint-Paul*, p. 3.

(3) Bormans et Schoolmeesters, *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 51.

reprises, avait vu la résistance des abbés et des seigneurs les plus attachés au Pape lui susciter de grands embarras dans ces synodes? Toujours est-il que Hellin se rendit à Rome pour provoquer la restauration des synodes, mais qu'après un an de séjour et de démarches, l'affaire n'était point finie, quand la fièvre emporta le zélé prélat : Liège n'eût plus qu'à le pleurer et le regretter, nous dit son contemporain, comme un autre Wazon (1).

Ce que ne rappelle pas le poète, c'est que l'abbé Hellin avait été aussi le fondateur de la confrérie de Saint-Luc, établie entre une trentaine de prêtres, pour la sépulture des pauvres et le soulagement de leurs âmes.

Ce même poète nous fait connaître le successeur donné bientôt après à Hellin dans l'abbatiate de Sainte-Marie. Siefrid dont le nom se rencontre dès 1107, sans mention de titre dans une charte d'Obert pour Andenne, et apparaît avant celui même de l'abbé Hellin, à la suite de ceux des archidiacres dans la pièce de 1111 relative à Saint-Paul, Siefrid, à ce que nous apprend le poète, était un vaillant encore : deux fois il avait eu à supporter l'épreuve de l'exil ; les tribulations avaient épuré l'or de sa vertu. Liège avait ouvert son sein à celui qu'avait repoussé un peuple à dure cervelle, qu'on ne nous désigne pas autrement, — le peuple gantois peut-être, si ce Siefrid était le même chanoine de Liège qui rédigea, le 12 juin 1073, une déclaration relative à la translation des reliques de Sainte-Pharaïlde à Gand. A Liège, il gagna bientôt la popularité de son prédécesseur : soutien des veuves, appui des orphelins, unissant le courage du lion à la douceur de l'agneau, l'abbé Siefrid excella tout ensemble, nous dit-on (2), à refréner l'orgueil des superbes, et à pardonner à ceux qui ne persévéraient pas dans le mal.

(1) *Chronica lobbensia* et *Chronicon rhythmicum*, édition des Bibliophiles liégeois, p. 164 ; *Mon. SS.*, t. XII, p. 419.

(2) Baron Misson, *Chapitre d'Andenne*, p. 289 ; *Chronicon rhythmicum*, p. 170.

Plus tard la dignité de doyen de Saint-Lambert vint s'ajouter pour Siefrid à celle d'abbé de Sainte-Marie : on croit qu'il mourut vers 1125.

Vingt ans après, c'est dans un acte épiscopal relatif à l'église de Cornillon (1), qu'entre la signature d'un prévôt et celle du doyen de Saint-Paul à Liège, nous rencontrons celle d'un Ulric, *abbé de Sainte-Marie*, le même Wéric peut-être qui, l'an suivant, quittait toutes ses dignités ecclésiastiques pour suivre saint Bernard à Cîteaux et devenir l'un des plus zélés lieutenant du grand conquérant monastique.

En 1154, nous retrouvons, inscrit le second, entre deux noms d'archidiaques, sur une charte de l'évêque de Liège Henri II, relative à l'église de Flône, un nom d'*abbé de Sainte-Marie*; c'est le nom d'Amalric (2). Est-ce du même *Amalricus archidiaconus et abbas* que fut signée vingt-deux ans après celle de Raoul de 1176 (3)? A cette époque, il est fort malaisé de distinguer entre les nombreux Amaury, membres du chapitre de Saint-Lambert.

Toujours est-il, qu'en 1173, un autre qu'Amalricus est abbé de Sainte-Marie, ainsi qu'il appert d'une donation faite cette année-là aux religieux hospitaliers (4); c'est l'archidiacre Henri qui signe alors, comme il le fera en 1181, dans une pièce relative à Waremmes (5), et, le 28 mars 1182, dans une charte en faveur d'Alne, *abbas de Sancta-Maria* ou *Sanctæ-Mariæ*. C'est le même que nous voyons dans d'autres pièces, soit se qualifier seulement *abbas* en 1178 (6), soit unir son titre d'abbé de Sainte-Marie à celui de doyen de Saint-

(1) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. IX, p. 337.

(2) « Amalricus abbas Sanctæ Mariæ » de Theux, charte 72.

(3) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. IX, p. 344.

(4) *Bulletin de la Société d'art et d'histoire*, Schoolmeesters, *Regesta de Raoul de Zahringen*, p. 156.

(5) *Notice sur Waremmes*, par A. de Ryckel, p. 13.

(6) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 98.

Paul en 1178 encore, et en 1182 (1). D'après un ancien livre d'anniversaires, c'est en 1184 qu'il est mort en possession de ces deux titres.

Quel fut son successeur immédiat à l'abbaye ? Nous ne pouvons que constater que dès l'an 1200 au moins (2), le doyen Henri de Saint-Paul se trouve remplacé, comme abbé de Notre-Dame, par le doyen de Saint-Lambert, Walther ou Gauthier de Ravenstein, de Chavenci ou de Caverchin. Nous aurons à revenir sur la première réorganisation qu'il introduit à cette date dans son abbaye; notons seulement à cette page qu'elle était trop complète, cette réorganisation, pour être l'œuvre d'un homme entré de la veille en fonctions. D'autres documents nous font voir que Walther de Ravenstein avait été archidiaque dès 1192, écolâtre en 1197 (3); doyen de Saint-Lambert l'an suivant (4), il souscrivit, à ce titre, un acte d'Albert de Cuyck en faveur d'Heylissem. Il joint à la mention de son décanat et de son archidiaconat celle de sa dignité d'abbé dès l'an 1200, notamment en 1203 (5), et la commémoraison faite de lui dans les livres de l'hôpital Saint-Mathieu à la Chaîne, nous montre qu'il suivit les traditions généreuses des Bozon et des Hellin ses devanciers : « L'an du Seigneur 1207, mourut le 22 » novembre, Walther, doyen et abbé de Sainte-Marie, » en l'église de Liège, qui institua dans la dite église » dix chanoines en l'honneur de saint Materne, et fut » le fondateur de cet hôpital (6). »

Le doyen Gauthier eut pour successeur, comme abbé de Sainte-Marie, le seul dignitaire du chapitre de

(1) *Cartulaire de Saint-Paul*, p. 13.

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 121.

(3) *Analectes de Louvain*, t. VIII.

(4) *Ibidem*, t. VI.

(5) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. IX, pp. 349 et 350.

(6) Daris, *Notices*, t. IV, p. 206, *l'Hôpital Saint-Mathieu à la Chaîne*; Stéphany, *Mémoires pour servir à l'histoire monastique du pays de Liège*, p. 87.

Saint-Lambert qui fut au-dessus de lui, Jean d'Eppes, prévôt de la Cathédrale de 1202 à 1229; on le voit se qualifier *abbas Sancte Marie* dans des pièces de 1209 et 1223, où il confirme la réorganisation de Gauthier et ajoute un onzième chanoine au dix institués par son prédécesseur (1). Jean d'Eppes ne quitta tout ensemble, en 1230, les dignités de prévôt de Saint-Lambert et d'abbé de Sainte-Marie, que pour remplacer, sur le trône épiscopal de Liège, son oncle Hugues de Pierpont.

Par une coïncidence curieuse son héritier à la charge abbatiale devait l'être ensuite à l'épiscopat et à la principauté. Cet héritier n'abandonna, en effet, ses fonctions d'abbé que pour devenir évêque de Langres, puis son évêché français que pour monter au trône de Saint-Lambert, et se trouver chez nous le prince-évêque Robert de Torote : il avait été, avant cela, son contemporain Gilles d'Orval en fait foi, notre dernier abbé de Sainte-Marie (2).

Si incomplète que soit la nomenclature que l'on vient de dresser de ces abbés, elle permet du moins de se faire une idée de la place importante qu'ils ont tenue à Liège, du x^e au xiii^e siècle.

Rétablie par l'évêque après la défaite des Normands, et comme restauration d'une institution déjà antique de la piété des ancêtres, cette dignité d'abbé de Sainte-Marie était à la collation de cet évêque; elle est de celles, qui sont des chapellenies du chef du diocèse et pour lesquelles les statuts donnés en 1203 au clergé liégeois par le légat du Pape, Guy de Preneste, réservent à l'évêque le droit de nomination. En outre, et c'est une preuve de plus de l'importance de cette charge, ces statuts stipulent que ces dignités abbatiales ne pourront être conférées qu'à des chanoines de la Cathédrale.

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, pp. 162 et 201.

(2) *Mon. SS.*, t. XXV, p. 127.

Celui qui est honoré de celle-ci prend, d'après l'ordre des signatures relevées dans les chartes du temps, le pas sur la plupart de ses collègues du chapitre de Saint-Lambert. Il signe parfois après les archidiaques, plus souvent parmi eux, d'autre fois à leur tête, immédiatement à la suite de l'évêque, toujours en rang d'honneur.

Il est archidiacre lui-même; il peut être, en même temps qu'abbé de Sainte-Marie, doyen d'une autre église, comme l'abbé Henri le fut à Saint-Paul; il peut arriver même comme Siefried et Gauthier de Ravensstein, à l'honneur du grand décanat de la Cathédrale, ou comme Jean d'Eppes à celui de la prévôté, la plus haute prélature de Liège après le pontificat princier : les deux derniers titulaires de Sainte-Marie, n'ont même abandonné la crosse abbatiale que pour prendre l'épiscopale. La grandeur des constructions érigées par les plus connus de ces abbés, à Liège ou à Huy, l'importance des fondations religieuses ou hospitalières établies par les Bozon, les Hellin, les Gauthier, donnent à croire que cette dignité était réservée à la grande fortune ou qu'elle la procurait. On a vu l'influence qu'elle valait à ses dépositaires auprès des évêques et du clergé, l'indépendance et la haute position qu'elle leur assurait. Comment ne pas conclure, de ce chef seul, à l'antiquité de l'institution dont ils étaient les régents? Comment s'expliquer leurs privilèges, en regard de la puissance du chapitre de Saint-Lambert, autrement que par l'antériorité de ces privilèges sur ceux de la Cathédrale : parce que Notre-Dame les faisait bénéficier ainsi de son droit d'aînesse?

V.

ATTRIBUTIONS DE NOTRE-DAME DE LIÈGE.

Il ne sera pas sans intérêt de rappeler de quelle manière acheva de disparaître, par l'arrivée de Robert

de Torote à l'épiscopat, une abbaye dont les prébendiers étaient déjà tous passés, dès l'abbatiate de Gauthier, dans le chapitre de la Cathédrale. Mais avant de nous arrêter aux détails de cette disparition, disons quelles avaient été les attributions de Notre-Dame de Liège.

C'était un vaste territoire que celui que nous voyons soumis à sa juridiction, si loin que nous puissions remonter dans notre passé religieux : il s'étendait sur la plus grande partie de ce qui constitue de nos jours la ville de Liège : depuis, ce qui devait devenir les quartiers de Sainte-Walburge et Sainte-Foi, jusqu'à ce qui devait être Saint-Jacques.

L'évêque Henry de Verdun, pour assurer leur provision de vin aux frères ou chanoines de Saint-Barthélemy, leur donne, en 1078, sur les coteaux liégeois qui se prolongent vers Sainte-Walburge, des vignes qu'il avait reçues de ses prédécesseurs ou fait planter lui-même : il ne parvient pas, tout évêque qu'il est, à obtenir que la dîme en soit abandonnée par Sainte-Marie à ses protégés de Saint-Barthélemy : il lui faut ordonner à ceux-ci de reconnaître, par un paiement annuel, les droits antérieurs de l'abbé de la vieille communauté sur les biens mêmes de l'évêque (1).

L'approbation de l'abbé Hellin et de ses deux prêtres de Sainte-Marie, permet seule, en 1112, à un autre évêque, et non des plus scrupuleux, Obert, de donner l'église de Saint-Léonard au couvent de Saint-Jacques, la libérant de la sujétion dans laquelle, nous dit l'acte même de libération, les autres chapelles de Liège sont placées à l'égard de leur église-mère, de Sainte-Marie. « *Liberam feci ab omi subjectione quæ ceteræ capellæ* » *subjacent matri Ecclesiæ Sanctæ Mariæ* (2). »

(1) Daris, *Notices*, t. VI, p. 183. « ... Sed cum abbas de Sancta Maria » nollet de eis decimas dare, et rustici nollent vinum fratribus et abbati » duos denarios, in festivitate sancti Remigii pro decimis solvere, precepi » fratribus ut ipsi solverent ex sua parte ... »

(2) *Manuscrit 833*, fol. 18, à la Bibliothèque de l'Université de Liège (Van den Bergh). *Catalogue*, p. 471.

Et lorsque l'évêque Raoul de Zahringhen règle en 1187 les obligations du curé de Saint-Remy lez Saint-Jacques, les premiers appelés à souscrire aux arrangements pris, sont encore les prêtres de Sainte-Marie.

Celle-ci est si bien reconnue pour l'église-mère de Liège, qu'au ^{xvi}^e siècle même, nous entendrons, le 8 avril 1592, le chapitre de Saint-Lambert rappeler, par une conclusion capitulaire formelle, aux collégiales de Saint-Martin, Saint-Paul, Sainte-Croix, Saint-Jean, Saint-Barthélemy, qu'elles « sont obligées, suivant l'antique usage, de visiter à certaines époques » *leur église-mère, Notre-Dame-aux-Fonts* (1). »

Nous avons vu l'abbé Hellin passer une année à Rome, comme représentant du clergé liégeois, pour y négocier une réformation religieuse et le rétablissement de ces synodes qu'on reprochait à l'évêque Obert de ne pas tenir assez régulièrement.

L'intervention de l'abbé de Sainte-Marie, au sujet de ces synodes, est d'autant plus naturelle que c'était, non pas à la Cathédrale, mais en son église, qu'ils se tenaient, — sans doute encore comme dans l'église-mère. — Ainsi voyons-nous qu'un accord conclu entre notre évêque Théoduin et l'évêque d'Utrecht pour renouveler un arrangement paroissial pris entre leurs prédécesseurs, Baldric de Liège et Adelbold, a été signé le 30 octobre 1057, *en l'église de Sainte-Marie*, par tous les membres tant clercs que laïcs du synode, et a été officiellement publié dans cette église par lecture donnée au clergé et au peuple (2).

Aux termes du diplôme de 1208 de Philippe, roi des Romains, c'est le privilège de tous les bourgeois de Liège de ne pouvoir être cités et excommuniés que par le synode, pour certains cas déterminés, et cela *en*

(1) Bormans, *Conclusions capitulaires de Saint-Lambert*, anno 1592.

(2) Miræus, *Opera diplomatica*, t. IV, p. 349; *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 33.

l'église de Sainte-Marie (1). De même, d'après la sentence arbitrale, rendue en 1230, sur un différend pendant entre l'évêque et les chanoines de sa Cathédrale, c'est à l'*abbé de Liège*, à l'abbé de Notre-Dame, puis aux curés, qu'il appartient d'exécuter en ville les sentences d'excommunication édictées par le chapitre de la Cathédrale lui-même, contre les malfaiteurs dont il avait à se plaindre (2). Tant il est vrai que l'abbé de Notre-Dame avait été, dès les temps primitifs, le curé primaire de Liège, le chef du clergé paroissial de la Cité !

L'éloge que nous avons entendu un poète local du XII^e siècle, nous faire de la façon dont Siefried, après son élévation à la charge d'abbé de Notre-Dame, châtiât l'orgueil des uns et pardonnait au repentir des autres ne permet pas de refuser à cette fonction les prérogatives d'une magistrature répressive. Ces prérogatives passèrent dans la suite, comme on le verra, au grand prévôt, et c'est en vertu de cette transmission sans doute que celui-ci en vint à exercer dans la Cité une police morale, une sorte de justice de paix, un pouvoir correctionnel, dont la *lettre du prévôt de 1349 sur les rixes des femmes*, suffirait à nous donner la preuve pittoresque.

Comment donc toutes ces attributions n'auraient-elles pas été dès l'abord réservées, comme elles le furent en partie après le XIII^e siècle, aux dignitaires de Saint-Lambert, à « la grande église » ainsi qu'on disait dès lors, si Sainte-Marie n'avait déjà eu ses droits acquis quant fut bâti Saint-Lambert ?

(1) « Civis leodiensis, sive vir vel femina non debet citari, neque excommunicari ad sanctam Mariam, nisi per synodaliū sententiam, nisi contingat culpam talem esse unde synodales non debeant judicare. »

(2) « Capitulum amodo liberam habeat potestatem excommunicandi malefactores suos et interdicendi terras eorum et quod possunt sententias hujusmodi executioni demandare in civitate per abbatem leodiensis ecclesiæ et plebanos civitatis ; extra civitatem per archidiaconos vel presbiteros sive decanos ... » (*Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 301).

Sainte-Marie n'était point seulement la paroisse de Liège par excellence; elle était aussi le sanctuaire de la paix, et le temple conservateur de la propriété libre, le lieu sacré où venaient s'apaiser les discordes et se transmettre solennellement les patrimoines indépendants.

On sait que pour arrêter ces guerres privées qui désolaient alors nos régions, l'évêque Henri le Pacifique constitua, le 27 mars 1082, pour ses sujets et pour les princes les plus notables du pays, un célèbre tribunal de paix : c'est à Sainte-Marie que ce tribunal tenait ses audiences, à la porte de Sainte-Marie que se faisaient au son de la cloche du ban, de huitaine en huitaine, la citation à comparoir adressée sept fois aux prévenus défailants, à Sainte-Marie que s'exécutait la condamnation qui comprenait excommunication et bannissement et c'est assisté de l'élite de sa noblesse et de son clergé, en tête duquel l'archidiacre de Liège — l'abbé de Sainte-Marie — que l'évêque rendait l'arrêt sans appel. Pour les jugements le siège de l'évêque se dressa d'abord dans le temple, à la place même où l'on enterra, en 1281, ne pouvant ou ne voulant pas l'inhumer dans sa Cathédrale mise en interdit, le prince-évêque Jean d'Enghien (1), plus tard ce fut parfois au dehors de l'église, mais à l'abri de ses murs encore et, suivant l'expression consacrée, « entre Sainte-Marie et Saint- » Lambert (2). »

Au xve siècle cependant, des actes authentiques étaient encore passés : « Che fut fait et convenanchié, » en l'église parochial N-D az Fons a Liege, en lieu » condist : *ou monsseigneur siet al Paix* (3). »

(1) « In ecclesia sanctæ Mariæ sub muro ad latus quo pacis judicio præsidere solent episcopi tumulatur » (Chapeville, *Gesta Pontificum Leodiensium*, t. II, p. 311; Mathias de Lewis, *Chronicon*, p. 79).

(2) Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège*, t. I, p. 408.

(3) *Convenances et testaments*, aux archives de l'Etat à Liège, p. 433.

On ne rendait pas à Notre-Dame que les arrêts d'arbitrage du tribunal de paix ; d'autres arrangements y étaient souscrits : ceux-là, par exemple, qui dégageaient les citoyens de lien de dépendance à l'égard d'un domaine ou d'un seigneur. Aussi, sera-ce là que, le 20 février 1211, Walther, l'avoué de Châtelet, viendra faire acter, *in judicio pacis*, les franchises qu'il accorde à Châtelet et à Pont-de-Loup : justice indépendante, exemption de tailles, suppression de main-morte et le reste (1).

Le lieu où se tenaient ces séances pacificatrices ou libératrices et ces synodes à la fois civils et religieux, qui devaient devenir les journées d'Etats de la principauté, le baptistère où se conservaient les titres de légitime descendance, cette première église de Liège était en quelque sorte désignée, pour servir de local aux assises de la Cour allodiale, cour d'enregistrement des transmissions de la propriété libre au pays de Liège.

Que cette Cour soit sortie directement des synodes, du tribunal de paix, ou simplement de l'affluence qu'amenaient ces assemblées, et de la facilité qu'elles offraient aux grands propriétaires d'y passer les actes qui réclamaient, comme ces transmissions, la présence d'un certain nombre de leurs pairs, toujours est-il que c'est à Sainte-Marie que nous voyons s'effectuer ces transmissions et mentionner dès le XIII^e siècle, qu'elles s'y font conformément à d'antiques usages.

En 1204, une église cédée aux Prémontrés de Liège leur est remise symboliquement « entre Sainte-Marie » et Saint-Lambert (2). »

Ebroin de Fléron, en qui un acte de 1208 nous fait voir le président même de la Cour allodiale (3), veut céder en 1207 son alleu de Hunbroux et d'Alleur aux monastères d'Alne et du Val-Saint-Lambert. « Cet

(1) Daris, *Notices*, t. XII, p. 61.

(2) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. IX, p. 350.

(3) Bormans, *Les seigneuries allodiales du pays de Liège*, p. 7.

» alleu, » — ainsi s'exprime le prince Hugues de Pierpont, dans sa charte (1) signée de trois archidiacres, trois chanoines, trois nobles et trois bourgeois, — « cet alleu, Ebroin le remit d'abord dans nos mains, » à titre d'aumône, puis suivant l'ordre et les coutumes, ce fut devant ses pairs qu'il l'affecta aux dits monastères, par donation régulière et solennelle, » entre l'église de la bienheureuse Vierge et l'église du bienheureux Lambert, au lieu où il est coutume » d'effectuer toute donation d'alleu (2). »

Ces cérémonies ne sont-elles, comme on l'a prétendu, que le maintien d'anciens usages francs? On ne sera que plus frappé de les voir se produire à Sainte-Marie, car si la formule consacrée fut à Liège pendant des siècles : « *entre Sainte-Marie et Saint-Lambert,* » c'est que l'église même de Notre-Dame avait bien été la première enceinte réservée à la passation de ces actes. Avant de remettre symboliquement dans les mains de l'évêque les alleux, objets de la transmission, ce fut sur l'autel de la Vierge qu'on les déposa, et les membres mêmes du chapitre de la Cathédrale n'en usèrent pas à cet égard d'autre façon que les propriétaires laïcs.

Ainsi, en 1085, un certain Elbert, attaché au service de la grande église et qui se qualifie « serf de » Sainte-Marie et de Saint-Lambert, » obtient des membres du Chapitre, « ses seigneurs et maîtres, » un alleu qu'ils venaient d'acquérir à Liers; il en obtient de l'évêque Henri un autre, tout proche d'Ans. Eh bien, c'est sur l'autel de Sainte-Marie devant les seigneurs et frères du Chapitre, nombre de gens de la famille de l'église et d'hommes libres que l'évêque commence par

(1) *Analectes de Louvain*, t. I, p. 363.

(2) « Hoc allodium prius quidem nomine elemosine in manus nostros reportavit prefatus Ebroinus, postea vero inter ecclesiam beate Marie et ecclesiam beati Lamberti, in loco ubi allodiorum solet firmari donatio, ordine et consuetudine, qua debuit, coram paribus suis predictis monasteriis, legitima donatione illud solemniter affaitavit. »

déposer symboliquement sa donation, « *posuit terram*
» *illam super altare Sanctæ Mariæ ut esset fratribus*
» *in allodium, mihi vero in hereditatem... Inde accepi*
» *donum in capitulo* (1). » C'est donc bien de l'autel de
Sainte-Marie que le bénéficiaire reçoit cet alleu pour
lui et pour ses héritiers, en retour de quoi il établit
certaines fondations religieuses, à desservir à l'autel
même de Notre-Dame.

A l'origine, comme on le voit, l'acte de la transmis-
sion de biens ou de droits effectuée à Sainte-Marie,
était délivré par l'intéressé même ou par l'évêque. Dès
la première moitié du XIII^e siècle, à la suite peut-être
des changements dont nous aurons à parler, l'usage
s'établit de réserver au chef du clergé de cette église, la
charge d'authentifier, par l'apposition de son sceau, le
document qu'on vient de dresser « entre Notre-Dame
» et Saint-Lambert. » En 1220, « *Noé sacerdos et inves-*
» *titus sancte Marie* (2), » souscrit le premier, avant tous
autres prêtres et témoins, à un acte de la Cour allodiale.
Dès 1250, au plus tard, comme on peut le voir par une
pièce de cette date du *Cartulaire d'Alne*, le principal
desservant de Sainte-Marie, donne acte de la transmis-
sion par document écrit et scellé de son sceau, et le
même *Cartulaire* (3) nous présente peu de temps après,
en 1266, un acte semblable, rédigé en français, comme
tous ceux de cette Cour le sont dès lors : il est délivré
et scellé par « maistre Jehan li Coies, *archiprestres* et
» chanoines de Saint-Pierre à Liège (4). »

Le principal desservant de Notre-Dame continua,
dès lors, d'être sous ce nom d'archiprêtre de Liège,

(1) Bormans et Schoolmeesters, *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 43.

(2) Daris, *Notices*, t. IV, p. 96.

(3) Devillers, *Cartulaire d'Alne*, chartes nos 251 et 254.

(4) Voici la fin d'un acte de cette Cour, du dimanche devant la Saint-
Pierre, 1280, que nous avons sous les yeux : « Et nos Renirs, archiprestes
» de Liege, a la requeste des homes delle Chise-Dieu desordis, avons
» pendut à ces presens lettres nostre ppre saïal en tesmoignage de
» veriteit. »

en vertu même de ses fonctions religieuses, membre de droit de la Cour allodiale ; du moins l'apposition de son sceau fut-elle nécessaire pour valider les actes de cette Cour. En 1403, la *Modération de la paix des seize*, constate déjà l'ancienneté de l'usage établi sur ce point ; l'article 34 de cette paix, prescrit aux membres de la Cour de sceller leurs pièces du sceau d'icelle, « avec le sceau de l'archiprêtre de Liège, comme d'antiquité (1). »

Le régent de Notre-Dame en serait-il venu, en l'absence sans doute des membres de la compagnie, à passer parfois en son propre nom, ces actes de donation ou de transmission de biens allodiaux ? Toujours est-il qu'un record du 18 octobre 1658, rappela qu'il n'avait point ce droit, mais qu'il lui appartenait d'apposer son sceau sur les actes (2). Il garda jusqu'au dernier jour de la principauté cette prérogative de chancellerie allodiale, en même temps que l'honneur d'être le doyen, premier en titre, du clergé paroissial de la ville entière, ou comme le portait son nom : « l'archiprêtre de Liège, » nom significatif et privilège qui ne s'expliqueraient guère si son église n'avait été la première et générale paroisse du Liège primitif.

VI.

SUPPRESSION DE L'ABBAYE DE NOTRE-DAME.

D'autres que l'archiprêtre de Sainte-Marie devaient recueillir une part des attributions de l'abbaye et de l'abbé de Notre-Dame, et c'est ici que nous aurons, nous reportant au début du XIII^e siècle, à rappeler

(1) Art. 34 : « Allewens jugans entre Sainte-Marie et Saint-Lambert : » Et useront en leur office d'un common seal, avecques le seal del » arche prestre de Liège, comme d'antiquisteit at useit de teiles lettres a » saielier... lequeil arche prestre ne porat demander pour son seal que un » vriez gros tant seulement » (*Coutumes du pays de Liège*, t. II, p. 119).

(2) Bormans, *Les seigneuries allodiales du pays de Liège*, pp. 12 et 13.

comment disparurent, dans la première moitié de ce siècle, et l'abbaye et l'abbé.

Il avait déjà fallu, dès le milieu du XII^e siècle, supprimer un autre de ces Collèges rétablis, comme Notre-Dame, au X^e siècle, aussitôt après le départ des Normands : l'ancienne abbaye de Saint-Sévère à Meffe, qui ne comptait plus qu'un seul clerc, quand, en 1149, l'évêque Henri de Leyen finit par la remettre aux Bénédictins de Saint-Laurent.

Cinquante ans de plus ne rendirent pas la situation meilleure à Liège pour l'abbaye de Notre-Dame. La fin du XII^e siècle surtout avait été désastreuse. Aux frontières de la principauté, de fréquentes hostilités mettent de plus en plus le pays liégeois en lutte avec le Brabant, préludes d'une invasion qui devait amener le sac de Liège de 1212. A l'intérieur, les élections de prince-évêque sont chaque fois l'occasion de compétitions ardentes, malaisées à éteindre : l'évêque Albert de Louvain périt assassiné à Rheims ; Albert de Cuyck et Hugues de Pierpont ont, pour se faire reconnaître, à triompher de vives résistances. Discordes dans l'Eglise où la simonie et le relâchement des mœurs avaient provoqué les accusations excessives et les révoltes de Lambert-le-Bègue et de ses pareils ; discordes aussi dans la capitale et les principales villes où des libertés communales naissantes sortent de cruels déchirements. On voit même à Liège le clergé lutter contre le peuple soutenu par son évêque, comme à Huy le prince contre les bourgeois.

Ajoutez à cela que l'incendie de l'an 1185 avait réduit en cendres tout le cœur de la capitale : la cathédrale, le palais et plusieurs églises voisines, qu'il fallait rebâtir ; ajoutez que de l'an 1195 à 1197 la famine avait désolé le pays. Ajoutez qu'à l'approche d'un siècle, qui allait être celui de l'organisation des corps de métiers, les développements mêmes de l'industrie et du commerce avaient pu, comme nous le

voyons parfois de nos jours, diminuer la valeur de ces revenus de la propriété rurale, dotation de toutes les institutions religieuses. Les éléments les plus divers contribuaient de la sorte à multiplier les abus et aggraver la crise.

Cette crise, l'abondance de la foi et de la sainteté du siècle de sainte Julienne devait en triompher chez nous ; ces abus, l'Eglise les déraciner. On les a fort exagérés sans doute dans les relations d'après coup, dans cette vie notamment d'Odile et de l'abbé Jean son fils, pieux roman dont un maître vénéré, M. le chanoine Daris, a depuis longtemps fait ressortir les inexactitudes (1). Impossible cependant de ne point constater la nécessité de la réforme par le zèle même de réformateurs, en tête desquels viennent se placer les envoyés du Pape. Impossible de ne pas reconnaître tout d'abord la décadence à Liège de l'abbaye de Notre-Dame.

Des neuf ecclésiastiques établis là, au ^x^e siècle, sous la conduite de l'abbé, nous n'en retrouvons plus que trois au début du ^{xiii}^e. La charte d'Obert de 1112, par laquelle l'église Saint-Léonard est soustraite à l'obédience de Notre-Dame, pour être remise aux moines de Saint-Jacques, n'est délivrée par cet évêque que de l'assentiment de l'abbé Hellin et de ses deux prêtres : « *annuente Hellino, cum suis presbyteris* » *Theoderico et Stephano*. » A la fin du même siècle, un acte de 1178 ne mentionne plus que deux prêtres de Sainte-Marie : l'abbé Henri et Henri de Hasselart (2). En 1187, dans la pièce par laquelle Raoul de Zahringen fixe les obligations du curé de Saint-Remy, il ne paraît plus qu'un prêtre de Sainte-Marie : « *D. Juliani* » *presbyteri Sanctæ-Mariæ*, » et les considérations alléguées par l'abbé Gauthier pour justifier sa réforme radicale constateront, qu'en effet, de la fondation pri-

(1) Daris, *Notices*, t. IV, p. 161.

(2) Bormans et Schoolmeesters, *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 98.

mitive, Sainte-Marie, comme Saint-Sévère de Meffe en 1149, n'a gardé qu'un seul prêtre pour suffire aux charges de la communauté (1).

D'après l'auteur inconnu de la vie d'Odile et du petit abbé Jean, on en serait venu à Liège au XII^e siècle, à ce point d'oubli des lois de l'Eglise, qu'un boucher aurait mis aux enchères, en plein marché, des bénéfices ecclésiastiques. Le point de départ ou le prétexte de ces accusations trop générales, ne serait-ce pas bien ce qui ne s'était que trop réellement passé pour les prébendes de Notre-Dame?

C'est l'abbé même qui nous le certifie, les prébendes des neuf clercs réunis dans l'abbaye après l'invasion normande, avaient été subdivisées entre un nombre beaucoup plus grand, toujours croissant de bénéficiaires, et nul de ceux-ci ne pouvant en vivre, elles ne s'étaient plus trouvées que de petites aubaines que les laïcs, les moins dignes d'en jouir, se partageaient sans souci d'en exonérer les charges.

Le chef de l'abbaye toutefois occupait en vertu de cette dignité même, et par les hautes fonctions qu'il y joignait si souvent, une place trop importante, celle-là, pour qu'on put en réduire les attributions. L'émiettement ou la disparition de celles de ses subordonnés n'avait pu que fortifier sa prépondérance et l'amener à retenir pour lui de plus en plus de ces revenus dont à peu près tous les autres mésusaient : l'abbaye avait fini par n'être plus guère représentée que par ses abbés.

On a vu comment plusieurs de ceux-ci surent du moins employer ces ressources pour le bien, en bonnes et grandes œuvres. Une réforme n'en était pas moins nécessaire, urgente, au moment où Hugues de Pierpont fut appelé à succéder à Albert de Cuyck sur le trône épiscopal et princier. Nous allons assister à cette réforme.

(1) Bormans et Schoolmeesters, *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 121.

L'initiative en doit-elle être attribuée au nouvel évêque? La réorganisation achevée, nous entendrons Hugues proclamer qu'elle émana de lui pour grande part, et lorsqu'il s'agira de lui trouver un tombeau dans la Cathédrale, le premier endroit où l'on ouvrira sa fosse sera cette chapelle même de Saint-Materne dont il avait consacré l'autel, érigé comme le monument de cette réorganisation (1).

De même cependant que les premiers documents qui nous font connaître cette réforme, l'épithaphe de l'abbé Gauthier fait honneur à celui-ci de la fondation nouvelle, et peut-être ne serait-il que juste de réserver une part de l'initiative aux légats du Saint-Siège.

Quoiqu'il en soit, les privilèges de l'abbé de Sainte-Marie, l'indépendance et l'autorité dont il jouissait à tant d'égards faisaient en quelque sorte une loi de convenance à ses supérieurs de lui laisser le mérite de prendre les devants et la charge de triompher des difficultés du chemin. Gauthier de Ravenstein était d'ailleurs mieux en position que personne d'opérer une réforme qui intéressait à la fois les deux institutions dont il réunissait la direction dans ses mains : son abbaye en décadence, et ce chapitre de Saint-Lambert dont il était le doyen, chapitre où il fallait alors tout à la fois relever l'église et les cloîtres incendiés, et rétablir la régularité du service religieux.

Gauthier n'hésita point à reconnaître que ses prédécesseurs non seulement n'avaient point réprimé les abus, mais d'année en année s'étaient fait, au détriment de leurs subordonnés, la part trop belle dans les revenus de l'abbaye. Une restitution s'imposait de sa part, comme une réforme aux autres. Fort de l'appui de l'évêque, des archidiaques et du chapitre de Saint-Lambert, l'abbé doyen, assisté d'un certain nombre de notables, réunit les bénéficiaires de ces petites pré-

(1) *Mon. SS.*, t. XXV, p. 122.

bendes tombées en mains trop nombreuses, si peu dignes et si peu capables. Il leur fit comprendre ce que la situation offrait d'incorrect et approuver son dessein : tous se prêtèrent à résigner ces parts minimales de bénéfices dont ils ne remplissaient, dont ils ne pouvaient même remplir les charges. De tout cela, Gauthier constitua dix canonicats pour cette église de la bienheureuse Vierge Marie « déchue à ce point d'abandon, » nous dit-il, qu'à peine avait-elle gardé un seul et » unique vicaire. » L'abbé conféra ces dix canonicats à autant d'hommes instruits et de bonnes mœurs, avec charge de célébrer offices de jour et de nuit dans cette église de Notre-Dame. Il ne réserva, pour lui et pour ses successeurs, que le privilège de conférer ces canonicats suivant que les titulaires viendraient à décéder ; il défendit aux confrères de rien exiger du nouveau chanoine soit avant, soit après sa réception, mais laissa leur Chapitre absolument libre de porter l'élu de ses membres aux fonctions de prévôt, doyen, chantre, scolastique, camérier, coster ou carillonneur. Aucun d'eux ne pouvait désormais occuper un autre canonicat à Liège, ou devait, s'il l'acceptait, résigner celui de Sainte-Marie. Gauthier — et c'est ici qu'interviennent indirectement les restitutions de l'abbé — Gauthier percevait entre autres, à ce titre, des revenus en nature et en argent sur des propriétés en dehors de Liège. Ces propriétés, détail intéressant à relever en faveur de l'antiquité de l'abbaye, se trouvaient précisément dans cette partie du diocèse où s'était étendue d'abord la civilisation romaine, dans cette Hesbaye où les fondateurs de la maison peppinnienne avaient possédé de grands domaines : l'abbé renonce, à peu d'exceptions près, pour en faire la dotation des nouveaux chanoines, à tout ce qui lui revenait de ce domaine, dîmes, cens et rentes, en espèces ou en nature, à Villers-l'Evêque, et dans ses dépendances Naverouille, Freres ou Freeren, Thys ou Tilice, Tongres, Lantin, les

Awirs. « Pour observer toutes les formalités prescrites » à ce sujet et ne rien oublier de leurs détails, j'ai » reporté, » ajoute-t-il, « ces possessions, en même » temps que l'évêque de Liège Hugues, qui, lui aussi, » y a mis la main, sur l'autel de Sainte-Marie, et de » là, j'ai institué les dits chanoines possesseurs et » maîtres (1). »

Peu de temps après la passation de cet acte de restauration de l'antique chapitre de Notre-Dame, le légat du Pape, Guy de Preneste, arrivait à Liège au commencement de l'an 1201 et approuvait formellement, au nom du Saint-Père, la nouvelle répartition de prébendes et l'institution des dix canonicats de Sainte-Marie, « établie par notre vénérable frère Hugues, » évêque de Liège, et notre cher fils Walter, doyen de » Saint-Lambert et abbé de Sainte-Marie. » Ce n'était pourtant qu'une première et incomplète esquisse de la réorganisation qui allait se poursuivre.

Trois ans n'étaient point passés que la situation déplorable dans laquelle l'incendie, les troubles civils, les guerres, les pertes de toutes sortes et de fâcheux abus, avaient réduit l'église de Saint-Lambert, et le zèle sans doute de l'envoyé du Pape, décidèrent l'abbé-doyen à compléter son œuvre. Dans un acte nouveau, passé avec la même solennité que le précédent et devant des témoins plus nombreux encore, en tête desquels le légat lui-même du Pape, il reproduit les considérants de sa première réforme, ses donations, son institution des dix chanoines, et ajoute que ces canonicats ne pourront être conférés qu'à des clercs irrévocablement entrés dans les ordres, au moins par le sous-diaconat. Il réserve formellement derechef à l'abbé de Sainte-Marie le droit de conférer ces dix offices, mais voici le changement le plus important : c'est dans le chapitre de Saint-Lambert, ou plutôt dans le service de cette

(1) Bormans et Schoolmeesters, *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 122.

église, et non plus dans celui de Sainte-Marie, qu'entreront les nouveaux chanoines : ils devront, de même que les autres clercs de Saint-Lambert, obéir au doyen, assister aux offices de jour et de nuit, suppléer, dans ces offices, de préférence aux vicaires, les chanoines absents. En cas d'infraction, c'est au chapitre de Saint-Lambert qu'il appartiendra désormais de les juger suivant les règles de l'institution ; à ce Chapitre aussi de les protéger et de faire respecter leurs droits.

L'abbé de Sainte-Marie qui les choisira aura donc à les présenter au grand doyen de Saint-Lambert : à celui-ci de les installer au chœur de la Cathédrale au-dessus des simples vicaires ou bénéficiers, au rang des deux chapelains impériaux, tout proche des chanoines mêmes de Saint-Lambert. Un nom nouveau est par suite donné aux dix institués de Gauthier ; leur appliquer le titre de chanoines de Sainte-Marie eût prêté à confusion, puisque Notre-Dame et saint Lambert étaient déjà les patrons des chanoines proprement dits de Saint-Lambert. L'abbé doyen se souvint-il à ce moment que toutes nos plus anciennes églises de la Vierge revendiquaient saint Materne pour fondateur ? Attribuait-on peut-être alors à ce saint Materne la construction de notre plus vieille église, Notre-Dame de Liège ? Ce fut en tous cas sous le patronage du premier évangélisateur connu de nos régions que Gauthier plaça ses dix chanoines de Notre-Dame transférés à Saint-Lambert, et qu'il fit d'eux ce qu'on appela, dès lors, *le chapitre de Saint-Materne*. Pendant quelque temps, en effet, comme le prouvent les chartes les plus anciennes de ce nouveau corps ecclésiastique (1), on ne manqua pas, à l'étranger surtout, de donner à ses membres le double nom, qui rappelait leur origine et leur réformation, de « *chanoines de Sainte-Marie et de Saint-Materne* ; » bientôt toutefois l'usage s'établit

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 161.

de n'employer plus, pour les désigner, que le titre de « chanoines de Saint-Materne, » et c'est sous cette appellation qu'ils devaient se perpétuer jusqu'aux abolitions édictées par la Révolution française.

Comme suite de cette institution sans doute, un autel en l'honneur de saint Materne avait été érigé dans une chapelle de la Cathédrale ; l'évêque Hugues l'avait béni, et le souvenir de ce prélat resta si bien attaché à cette fondation qu'on a vu qu'après sa mort, avant de se décider à l'inhumer au lieu d'honneur de la Cathédrale, sur l'emplacement sacré par le sang du martyr, ce fut dans la chapelle et devant l'autel de saint Materne, qu'on voulut creuser la tombe où devait reposer Hugues de Pierpont.

Le légat Guy de Preneste ne manqua point de confirmer au nom du Saint-Siège, l'institution à la réorganisation solennelle de laquelle il avait assisté en personne et il suffit de parcourir les statuts que le même mois, et peut-être le même jour, dans la même réunion, il donnait au clergé de la Cathédrale (1), pour constater que ce transfert à Saint-Lambert du chapitre de Notre-Dame avait pour but de concourir à l'établissement d'une réforme plus générale. Ces statuts interdisent entre autres soit de donner voix délibérative aux chanoines qui ne sont pas dans les ordres, soit de diviser un canonicat entre plusieurs prébendiers ; ils stipulent qu'on rétablira dans leur intégrité les canonicats dont les revenus auraient été fractionnés, et ce dernier point est même de ceux que le légat prescrit de rappeler à tous dans la réunion solennelle du synode annuel ; ils visent surtout à assurer dans le Chapitre la célébration de la messe quotidienne et l'assistance aux offices du chœur, à quoi venaient s'employer précisément les chanoines de Saint-Materne ; ils réservent même à ces derniers, en même temps qu'aux deux chapelains im-

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 132.

périaux et aux prêtres du chapitre de Saint-Lambert proprement dits, le privilège de célébrer la messe des grandes fêtes au maître-autel de la Cathédrale.

En vertu de ces dispositions, le chapitre de Notre-Dame avait vécu (1); il ne subsistait plus de l'antique abbaye que son nom et l'abbé. Ce nom même ne devait point tarder à disparaître à son tour. Mais avant de passer à l'exposé de cette dernière disparition, il n'est peut-être pas inutile de constater un fait encore : c'est que, dans toutes les pièces relatives à ces transformations, si l'on voit bien que l'abbaye ainsi réformée est une institution fort antique, nulle mention n'est faite de ceux qui l'avaient fondée. Tandis que nous connaissons soit par des actes authentiques, soit par les relations de vieux auteurs, les fondateurs, l'origine de tous les autres monastères, de toutes les autres collégiales de Liège, ces titres ou ces affirmations de contemporains nous manquent pour Notre-Dame. N'est-ce point que Notre-Dame existait chez nous avant cette histoire locale, qu'on n'y vit naître qu'après le martyre et dans la première biographie de saint Lambert ?

VII.

SUPPRESSION DES ABBÉS DE NOTRE-DAME.

L'abbatiate de Notre-Dame ne fut pas supprimé par le transfert de ses prébendiers à Saint-Lambert. Les statuts de Guy de Preneste, qui font mention de ces chanoines de Saint-Materne, réservent formellement le

(1) Le *Cartulaire de Saint-Lambert*, publié par MM. Bormans et Schoolmeesters mentionne (p. 214) un seul incident qui pourrait se rattacher à l'arrangement pris au sujet des petites prébendes par la réunion desquelles l'abbé Gauthier avait constitué la dotation des chanoines de Saint-Materne. C'est un procès relatif à de petites prébendes sur lesquelles un certain Magister prétendait conserver certain droit, procès qui fut terminé entre 1225 et 1229, par une transaction et le paiement d'une certaine somme au réclamant.

droit de l'évêque de nommer aux abbayes qui sont ses chapellenies, et rien n'indique qu'on ait songé alors à supprimer cette dignité d'abbé, pour Notre-Dame.

Les pièces du temps continuèrent encore pendant plus d'un quart de siècle à mentionner l'*abbé* ou l'*abbaye* ; l'église dont ils portaient le titre restait le baptistère de la cité, la paroisse primaire de la ville, le siège du synode et de tribunaux ecclésiastiques ou civils importants, et le prêtre appelé à la desservir, sous le nom même d'archiprêtre, n'était toujours que le *vicaire* des abbés. Celui de ces abbés qui, pour affermir l'institution des chanoines de Saint-Materne venait de se dépouiller d'une part notable des revenus que ses prédécesseurs avaient de plus en plus monopolisés, le doyen Gauthier de Ravesteyn, ne se contenta point d'assurer par cette fondation le service du culte à Saint-Lambert, sortant des ruines de l'incendie ; il y assura en même temps le service de la charité, en établissant ou plutôt en rétablissant (1) et développant dans les cloîtres un hôpital, qui prit, du patron de sa chapelle, le nom de saint Mathieu. C'est à cet hôpital que l'abbé de Sainte-Marie avait destiné la plus grande partie de ce qu'il s'était réservé de rentes en nature : pois et paille, dans les propriétés de Villers-l'Evêque (2).

Peut-être, en s'employant de la sorte, en employant une part de ses revenus abbatiaux, comme son successeur continuera de le faire (3), à relever et subventionner l'hôpital, l'abbé de Sainte-Marie revenait simplement à l'accomplissement de la fonction que ses plus anciens prédécesseurs avaient eu à remplir à Liège, comme il avait été rappelé quand on releva l'abbaye après l'ex-

(1) L'acte le plus ancien que nous ayons sur cet hôpital, nous vient du légat Guy, 25 janvier 1204, et prouve qu'avant les générosités dont il y est parlé, cette maison possédait déjà terrains et revenus (*Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 139).

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 162.

(3) *Ibidem*.

pulsion des Normands et qu'on y mit neuf clercs, sous la direction de l'abbé, « *qui curam gereret et hospitali-
» tatem exhiberet* (1). »

Quoiqu'il en soit, lorsque Gauthier mourut, le 22 novembre 1207, c'est devant l'autel de la chapelle de cet hôpital de Saint-Mathieu, aux cloîtres de la cathédrale, qu'on l'enterra sous une pierre qui rappelait que l'abbé de Sainte-Marie avait été le fondateur de cet asile (2).

L'envoyé du Saint-Père, Guy de Preneste, avait cependant poursuivi son œuvre de réformation : après l'hôpital des cloîtres et les prébendiers de Saint-Materne, les chanoines mêmes de Saint-Lambert. En 1204, — et ce fut dans les premiers temps de l'année, si l'on peut s'en rapporter à l'ordre suivi dans ses annotations par le chroniqueur liégeois contemporain, le moine Renier de Saint-Jacques, — le chapitre de la cathédrale procéda, sous l'inspiration du légat, à une répartition nouvelle des prébendes de Saint-Lambert. Divers accommodements aboutirent à faire attribuer au prévôt, comme dotation de sa dignité, le bien important de Pont-de-Loup, à charge par ce dignitaire de payer chaque année sur les revenus de ce bien, 18 marcs à huit de ces chanoines : arrangement provisoire toutefois, car dès cette date aussi, la suppression même de la prévôté se trouvait résolue (3), et il était entendu que cette dotation de Pont-de-Loup viendrait tout entière, dans l'avenir, renforcer celle des canonicats

(1) *Mon. SS.*, t. XXV, p. 130.

(2) « Anno Domini MCCVII obiit XXII die mensis novembris bonæ » memorie Galterus, decanus et abbas sanctæ Mariæ de ecclesia leodien-
» diensi qui instituit in dicta ecclesia X canonicos in honore beati Ma-
» terni, ac fundator hujus hospitalis » (Daris, *Notices*, t. IV, p. 207.
Bulletin de l'Institut archéologique liégeois, t. XI, p. 233).

(3) « Canonici sancti Lamberti possessiones Ecclesiæ, mediante Cardinali et episcopo assentiente, inter se dividunt et *præpositum destinant* » *Annales sancti Jacobi*, anno 1204 (*Cartulaire de Saint-Lambert*, chartes du Chapitre, p. 150, et de Jean d'Eppes, 1230, p. 267).

trop mal pourvus de Saint-Lambert : la mesure, d'ailleurs, ne devait s'exécuter qu'après la mort ou le déplacement du titulaire.

Ce titulaire de la prévôté était alors Jean d'Eppes que son oncle, Hugues de Pierpont, semble avoir élevé à cette charge dès le début d'un grand épiscopat, tandis que le nouveau pontife avait encore à lutter, pour se faire reconnaître comme évêque, contre une partie du Chapitre : nous voyons du moins Jean d'Eppes, souscrire dès 1202 à des actes publics, avec ce titre de prévôt (1) : il ne l'abandonnera que pour recueillir plus tard, après le décès de son oncle Hugues, le titre même d'évêque de Liège. Mais il devait, avant celle-là, bénéficier d'une autre succession.

A la mort de l'abbé doyen Gauthier, ses deux fonctions n'échurent pas à un seul héritier : Thierry, prévôt de l'église Saint-André de Cologne, lui succéda comme doyen de Saint-Lambert. Comme abbé de Sainte-Marie, ce fut le prévôt de Liège, Jean d'Eppes ou « Jean li prevos » comme le porte la dernière signature et le premier mot de français que l'on trouve, en 1220, dans une charte liégeoise (2). C'est d'ailleurs de Jean d'Eppes aussi que nous devait venir, en 1233, le premier document officiel de notre histoire, complètement rédigé en français.

Dès 1209, le nouvel abbé de Notre-Dame s'était fait un devoir de confirmer, comme tel, les fondations de son prédécesseur (3), d'abandonner comme celui-ci, à l'hôpital Saint-Mathieu, ce qui lui revenait encore en pois et en paille à Villers-l'Evêque. Complétant cette œuvre, en mai 1226, il était le premier à autoriser à titre de seigneur « *domini nostri* » les chanoines de Saint-Materne à racheter, au prix de 35 marcs liégeois, une fois payé à l'hôpital, l'obligation qu'il leur avait

(1) X. de Theux, *Chapitre de Saint-Lambert*.

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 194.

(3) *Ibidem*, p. 162.

imposée de prélever chaque année, pour cet établissement sur leurs revenus de Villers sept muids de pois et sept charretées de paille (1). Il ne fut point non plus étranger sans doute ni à l'extension donnée, en 1215, par un de ses collègues en archidiaconat, Ludolphe, aux revenus des chanoines de Saint-Materne dans cette propriété de Villers (2), ni à leur installation, en Gérardrie, dans deux maisons du chapitre de Saint-Lambert (3), auxquelles un chanoine de cette église ajoutait l'an suivant, en 1221, une moitié de son verger (4). En 1223, Jean d'Eppes fondait lui-même un nouveau canoniat de Saint-Materne, le onzième (5), et lui attribuait, comme dotation, avec l'approbation de l'évêque et du chapitre de la Cathédrale, puis du légat du Pape, les revenus de l'église de Gelinden, qui appartenaient au fondateur, à titre d'abbé de Sainte-Marie (6).

Il n'eût, comme on sait, à délaissier abbaye et prévôté que pour monter au trône épiscopal, où les vœux unanimes du clergé, de la noblesse et du peuple l'appelèrent à succéder immédiatement à son oncle Hugues de Pierpont (7) et son élection du 24 mai 1229, ne put qu'être facilitée par cet arrangement de 1204, en vertu duquel l'élévation du prévôt à l'épiscopat, en amenant la suppression de la prévôté, assignait désormais dans la Cathédrale le premier rang à l'élu non plus de l'évêque, mais des chanoines, au doyen tenu jusqu'à cette époque au second et amenait, en outre, le partage entre les chanoines des revenus de la prévôté.

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 217.

(2) *Ibidem*, p. 180.

(3) *Ibidem*, p. 186.

(4) *Ibidem*, p. 197.

(5) *Ibidem*, p. 201.

(6) *Ibidem*, pp. 203 et 208.

(7) « Ab universo clero, a ducibus et comitibus et nobilibus, a militibus et plebeis, absque ullius contradictione eligitur » (*Annales sancti Jacobi*, édition des Bibliophiles liégeois, p. 146).

Un nouveau légat du Pape cependant était alors envoyé dans nos provinces : c'était Otton, cardinal diacre de Saint-Nicolas *in carcere Tulliano*. Arrivé à Liège en février 1230, il y trouva la prévôté supprimée, mais il estima devoir la rétablir. En considération de nous ne savons quelle importante affaire, à laquelle était intéressé le Saint-Siège au fort de la lutte contre Frédéric Barberousse, Otton rétablit la charge de prévôt pour la conférer au primicier de Metz, Jacques, frère du duc de Lorraine et parent de Jean d'Eppes (1).

Les chanoines de Saint-Lambert se prêtèrent-ils de bonne grâce à cet arrangement, ou firent-ils entendre quelques réclamations ? Il n'était que juste, en tous cas, de ne point les dépouiller irrémissiblement du supplément de ressources que le légat précédent avait jugé nécessaire à la dignité de leurs fonctions et qu'il avait entendu leur garantir. Le nouveau nonce le comprit : lui-même sollicita du prince-évêque une réorganisation dernière dont l'initiative revenait d'autant plus naturellement au pontife que c'était à lui qu'il appartenait de conférer l'abbaye. Le légat lui proposa de remplacer, comme institution à sacrifier aux chanoines, la prévôté par l'abbaye de Notre-Dame, sauf à réserver les droits acquis des titulaires en possession : Jacques de Lorraine d'une part prévôt de Saint-Lambert et de l'autre, le chanoine Robert de Torote, qui venait de succéder à Jean d'Eppes dans l'abbaye. L'évêque agréa la proposition et nous expose dans une pièce datée de Huy, 23 mai 1230, toute l'économie de cette combinaison (2).

Répondant donc, y dit-il en somme, aux intentions

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 267. — J'avais pris copie de ces pièces au *Liber cartarum* de Saint-Lambert, dans le dessein de les éditer comme annexe à ce travail. On les trouvera dans la publication si soignée que font de ce Cartulaire MM. Bormans et Schoolmeesters, à qui j'exprime ici mes vifs remerciements pour l'obligeance avec laquelle les épreuves de leur travail ont été mises à ma disposition et ont ainsi facilité le mien.

(2) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 267.

du légat à qui nous avons toujours tenu à témoigner notre déférence, et attentifs à ce qui peut être utile à la grande église, objet constant de notre affection spéciale, nous avons jugé devoir accorder ce qu'on nous demandait et voici ce que nous avons arrêté : Du jour où le prévôt Jacques viendra soit à décéder, soit à se démettre de sa prévôté, les profits attachés à celle-ci et la totalité de ses revenus, le bien de Pont-de-Loup avec tous ses appendices, entreront dans le patrimoine commun des chanoines, pour en être le produit distribué entre ceux de ces chanoines présents aux offices quotidiens, suivant qu'il avait été réglé précédemment par le Chapitre même. Les honneurs et la juridiction de la prévôté, la justice de la Sauvenière, hommage de fiefs, tels que nous les avons possédés nous-mêmes, ajoute l'évêque, lorsque nous occupons cette dignité, continueront toutefois d'appartenir à cette prévôté. Mais tout cela viendra s'adjoindre aux attributions de l'abbé Robert, si c'est celui-ci qui survit au prévôt Jacques. En ce cas, Robert abandonnera ce nom d'abbé pour prendre celui de prévôt : les profits, rentes et juridiction, honneurs et charges de l'abbaye, ne lui resteront pas moins acquis pour en jouir désormais lui et ses successeurs, sous le nom de prévôté. Ce qui disparaîtra, en tous cas, dans cette fusion et par le fait de ce transfert de revenus, ce sera le nom même de l'abbaye : il en sera décidément éteint, car s'il arrivait que ce fut l'abbé Robert qui mourût avant le prévôt Jacques ou abandonnât sa fonction n'importe de quelle manière, l'arrangement stipulé n'en sera pas moins exécuté : l'ensemble des biens et rentes de la prévôté Pont-de-Loup et ses appendices, entreront dès ce jour aussi dans l'avoir commun des chanoines. La juridiction de la prévôté, avec ses attributions actuelles continuera d'appartenir au prévôt Jacques et à ses successeurs. Mais en même temps lui seront dévolus les profits, revenus, juridiction, charges et honneurs de l'abbatiate, et sous le nom

de prévôté, il en jouira en remplacement des biens de Pont-de-Loup, cédés aux chanoines. De ce jour aussi tomberont comme il a été dit les noms d'abbé et d'abbaye, tandis que la prévôté, avec sa dotation nouvelle, subsistera toujours sous son nom.

Il eût été difficile, on le voit, de prévoir plus minutieusement toutes les éventualités.

Le prévôt, Jacques de Lorraine, demanda au légat⁽¹⁾, le 11 septembre 1230, de ratifier ces arrangements, et, comme l'envoyé du Pape tardait peut-être à couronner, par son approbation, une réorganisation que lui-même avait provoquée, le Chapitre insista dans le même sens et chargea deux de ses membres de lui porter ces instances épistolaires. Otton y répondit de Trèves⁽²⁾, le 20 janvier 1231: en vue du bien de l'église et de la bonne entente entre les membres du Chapitre, il confirmait la suppression de l'*abbaye de Sainte-Marie de Liège*, dans les conditions indiquées.

Deux mois et demi après, en avril de la même année, le Chapitre de Cologne et l'archevêque de ce siège, métropolitain de Liège, apportaient, par acte public, leur approbation à l'arrangement arrêté par Jean d'Eppes pour l'abbaye, la prévôté et le quartier de la Sauvenière⁽³⁾.

Le pape Grégoire IX enfin le rendit définitif, cet accommodement, par la bulle de ratification adressée le 23 décembre 1231, au doyen et au chapitre de Liège: du jour donc où le chanoine Robert viendra soit à décéder, soit à résigner cet office habituellement appelé l'*abbaye*, celle-ci aura cessé d'exister; ses attributions, sa dotation passeront au prévôt, et la dotation de la prévôté aux chanoines de la Cathédrale dans la mesure de leur présence au chœur⁽⁴⁾.

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 269.

(2) *Ibidem*, p. 278.

(3) *Ibidem*, pp. 280 et 281.

(4) *Ibidem*, p. 291.

A la date où le Souverain-Pontife prononçait le dernier mot de l'autorité suprême, le nom de l'abbaye allait, conformément à ces arrangements mêmes, disparaître définitivement. L'abbé Robert, dont on avait prévu avec tant de détail, le décès ou la résignation, Robert de Thorote, frère du bailli de Champagne et de l'évêque de Verdun, fut, en 1232, appelé au siège épiscopal de Langres, et du jour de son acceptation, le titre d'abbé tombait, la dotation de ce titre se partageait entre les chanoines de la Cathédrale et le prévôt de celle-ci unissait aux prérogatives de sa charge, celles de l'abbatiate supprimé de Notre-Dame.

Par une rencontre curieuse cependant, l'évêque de Langres ne devait point mourir parmi l'épiscopat français. A la mort du prince-évêque Jean d'Eppes (2 mai 1238), le choix de son successeur donna lieu d'abord à de fâcheuses divisions. Les uns élurent Othon de la Marck ou d'Eberstein; les autres, un candidat plus digne, Guillaume de Savoie. L'empereur se prononça pour le premier; le pape pour le second, qui malheureusement mourut en Italie avant d'avoir pu prendre possession d'un siège qu'occupait induement son rival. L'élection du successeur de Guillaume dut donc se faire en dehors du territoire occupé par l'intrus, sous la présidence du légat : le choix des chanoines qu'il avait convoqués à cette fin auprès de lui, en France même, se porta d'autant plus aisément sur le prélat français dont ils avaient pu sans doute apprécier la valeur, alors qu'il remplissait parmi eux les fonctions archidiaconales d'abbé de Sainte-Marie; ils élurent l'évêque Robert de Thorote (1). Celui-ci, cédant aux désirs du légat, quitta Langres pour Liège, comme huit ans auparavant il avait quitté Liège pour Langres.

(1) « Fuerat siquidem iste Robertus quondam canonicus Sancti » Lamberti et abbas Sanctæ Mariæ Leodiensis quod est quidam magnæ » dignitatis titulus in majore ecclesia » (Ægidius Aureæ, *Mon. SS.*, t. XXV, p. 127).

Ce nouveau pontificat devait durer peu d'années : il valut du moins à Robert, de rencontrer sainte Julienne, et, sur les instances de celle-ci, de se trouver, parmi les évêques du monde catholique, le premier à célébrer cette Fête-Dieu, dont l'institution, étendue bientôt après à la chrétienté tout entière, reste ainsi dans l'histoire la meilleure gloire du dernier abbé de Notre-Dame de Liège.

Telle est, mon cher Président, autant qu'on peut la reconstituer dans une première étude, l'histoire des abbés de Sainte-Marie. Elle ne fait pas voir seulement combien importante était la fonction occupée du ^{x^e} au ^{xiii^e} siècle par tant d'hommes de mérite ; et qui, prévôts, doyens, fondateurs de grandes œuvres, coadjuteurs d'évêques, évêques eux-mêmes, tinrent une si grande place dans la principauté. L'étendue et la variété de leurs attributions, le nombre des autorisations et des approbations dont on crut devoir s'entourer soit pour transférer à Saint-Lambert les prébendiers de Notre-Dame, soit pour fonder l'abbatiate dans la prévôté, tout jusqu'au lointain mystérieux dans lequel se dérobe à nos yeux l'origine de cette institution, tout dans son histoire, n'est-il pas de nature à nous convaincre que Liège n'eut pas d'institution plus ancienne ?

VIII.

L'ÉGLISE ET LE CLERGÉ DE NOTRE-DAME AUX-FONTS.

Que devinrent, après la suppression de l'abbaye, l'église et le clergé de Notre-Dame-aux-Fonts ?

On se souvient qu'en même temps qu'il relevait dans des proportions plus vastes, Saint-Lambert, ses cloîtres, ses dépendances et le palais épiscopal, Notger avait aussi reconstruit de fond en comble, l'église paroissiale de Sainte-Marie ; de quoi l'on a pris souvent

occasion dans la suite, de lui en attribuer, à tort, la fondation première (1). L'humble sanctuaire devait durer plus longtemps que la grande basilique notgérienne à l'ombre de laquelle il s'abritait. Des processions spéciales s'y rendaient en des occasions solennelles pour implorer l'intercession de la Mère de Dieu. Ainsi voyons-nous les moines de Stavelot, lorsqu'ils assiègent si hardiment, en 1071, avec les reliques de saint Remacle, l'empereur Henri IV au palais de Liège; promener le cortège de leurs supplications publiques de la crypte de Saint-Lambert, dans l'église de Notre-Dame, et déposer dans celle-ci la châsse du patron au nom duquel ils réclamaient justice (2).

Le grand incendie de 1185 l'épargna, comme par miracle: poussées sans doute par le vent d'Est, les flammes semblent s'être jetées de la Cathédrale sur les bâtiments adjacents, sur le palais du prince et sa chapelle des Onze-mille-Vierges; elles avaient gagné jusqu'à la collégiale de Saint-Pierre et l'église de Saint-Clément et Saint-Trond aux pieds du Publémont. Resté intact au sein des flammes, seul debout au milieu des ruines (3), le petit temple de Sainte-Marie dut se retrouver alors, pour quelques années au moins, la véritable Cathédrale. Sa conservation paraissait aux contemporains le témoignage merveilleux de la protection de la Vierge pour la Cité dont elle était la première patronne. Aussi est-ce là que, lors d'un pèlerinage solennel fait peu après à Liège par les Hutois, avec les reliques de leur saint Domitien, on réunit la châsse du patron de Huy, et celle du grand martyr liégeois (4).

Un martyrologe de Munsterbilsen, que l'on croit de

(1) *Mon. SS.*, t. XXV, p. 58.

(2) Chapeville, *Gesta Pontificum Leodiensium*, t. II, pp. 551 et 562.

(3) « Nonne et ipsa (Dei genitrix) suam mirabiliter conservavit ecclesiam... Illa tamen ecclesia, refugientibus et torpentibus flammis intacta » perstitit et illæsa » (*Ægid. Aureæv.*, *Mon. SS.*, t. XXV, p. 111).

(4) *Lamberti parvis Annales* (édit. des *Bibliophiles liégeois*), p. 43.

la seconde moitié du XI^e siècle, mentionne une translation du corps de saint Lambert faite le 24 décembre « de l'église de Sainte-Marie dans la crypte, et la consécration, ce même jour, de la crypte à tous les saints (1). » A moins de se rapporter à la reconstruction de la Cathédrale par Notger, cette translation ne peut être que celle qui, après la restauration de Saint-Lambert, à la suite de l'incendie de 1185, ramena, de Notre-Dame, dans la chapelle souterraine de la nouvelle Cathédrale, les reliques du patron national.

On ne s'étonnera pas, qu'en 1212, alors que cette restauration ne pouvait être achevée, au moins pour l'ameublement du temple, les pillards brabançons se soient attachés surtout à dépouiller l'église, vraisemblablement mieux garnie, de Notre-Dame. Un d'entre eux ne craignit même pas de répandre sur le sol les hosties consacrées, pour s'approprier le vase qui les contenait (2).

On ne sait pas bien, quand, dans la suite, Sainte-Marie fut rebâtie; mais il n'y a pas à douter qu'elle occupait, dès lors, l'emplacement qu'elle devait garder jusqu'à son dernier jour : son entrée du moins s'ouvrait encore au XVIII^e siècle, comme nous le voyons au commencement du XIII^e, sur le portail même de Saint-Lambert (3).

Les derniers dessins qui nous restent de Saint-Lambert, nous font voir ce qu'était Sainte-Marie auprès de la grande Cathédrale et nous montrent que la petite église paroissiale n'avait plus rien gardé, quand elle fut abattue, des caractères de l'architecture romane des jours de Notger. Faut-il prendre pour l'époque de sa restauration, la fin du XIV^e siècle, alors qu'on y apporta

(1) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XII, p. 33.

(2) *Mon. SS.*, t. XXV, p. 176.

(3) « *Fatigatus tandem pervenit ad porticum ante ostium ecclesiae sanctae Mariae* » (Chapeville, *Gesta Pontificum Leodiensium*, t. I, p. 126; *Mon. SS.*, t. XXV, p. 42).

la cloche d'Eicke, et que l'on commença d'y enterrer des bourgmestres, comme en témoignaient les plus vieilles pierres sépulcrales du lieu? Faut-il reculer cette restauration jusqu'aux derniers temps de la période ogivale? Les plus vieux vitraux du sanctuaire dataient du milieu du XVI^e siècle, et c'est au commencement du suivant, le 14 juin 1623, que le chapitre de Saint-Lambert décidait (1) la démolition d'une boutique, aux abords du portail de la Cathédrale, pour permettre l'érection du petit portique, en toiture à double versant, qui devait servir d'entrée à Notre-Dame (2).

A s'en rapporter aux rares dessins qui nous en sont restés, et aux notes et souvenir des Liégeois qui l'avaient connue à la fin du XVIII^e siècle, Notre-Dame se trouvait établie un peu en contrebas de Saint-Lambert, à la droite de la Cathédrale, entre le portail d'entrée de l'Est, et la grande tour du chœur de cette Cathédrale. Un étroit jardin longeait celle-ci; entre ce jardin et Notre-Dame-aux-Fonts, s'étendait le cimetière de la petite paroisse (3).

Le chœur s'éclairait de trois fenêtres ornées de vitraux : la principale offrait l'image et les quartiers de l'évêque Robert de Berghes en prière devant la Vierge : elle devait donc dater de 1557 à 1564 ; les vitraux d'une autre représentaient les trois vertus de foi, d'espérance

(1) Bormans, *Conclusions capitulaires*, anno 1623.

(2) Si Notre-Dame-aux-Fonts devait se relever aujourd'hui dans son emplacement et ses proportions d'autrefois, c'est au bas de la place Saint-Lambert, dans la partie de la voie pavée entre les lignes du tram et les maisons, à quelques mètres seulement de celles-ci qu'elle réapparaîtrait, son porche d'entrée en face de la librairie Desoer, son vaisseau se prolongeant vers l'orient, et le chœur venant se terminer, presque en face, en deça de Souverain-Pont. Voir le plan terrier de Saint-Lambert, page 73, du volume des *Conférences de la Société d'Art et d'Histoire sur la Révolution française au pays de Liège*, 1889.

(3) C'est dans ce cimetière qu'en 1299 on enterra les malheureux tués à Bleret et à Pousset, et de la tombe desquels on ne put éloigner leurs chiens (Hocsem; Chapeville, *Gesta Pontificum Leodiensium*, t. II, p. 333).

et de charité ; ceux de la troisième rappelaient l'artistique et patriotique souvenir de cette paix de Cateau-Cambresis qui avait valu au pays de Liège la restitution de Bouillon et d'autres places de notre frontière française : l'on y voyait réunies, par un étrange contraste pour un vitrail d'église, les figures d'Elisabeth d'Angleterre et du roi Philippe II avec celles du roi Henri II et de l'empereur Ferdinand I^{er} (1).

Le vaisseau de l'église lui-même était percé de trois fenêtres d'un côté, trois fenêtres de l'autre : toutes étaient décorées de vitraux du XVI^e siècle, représentant des scènes du Nouveau Testament, don d'un grand prévôt de la noble maison de Bocholt. Au fond de l'église, où le jubé portait des orgues de Bernard Picard, trois fenêtres ogivales geminées prenaient jour dans la façade ; au-dessus de la fenêtre centrale on remarquait de l'extérieur un trio de minces baies en lancettes ; elles occupaient le haut du fronton que surmontait un bout de tour carrée, coiffée elle-même d'une petite flèche aiguë. La cloche principale de cette tour, venait, disait-on, de la ville de Maeseyck : enlevée au cours de l'expédition des Liégeois contre le comte de Gueldre en 1397, elle avait été emportée par le métier des febvres, et donnée par celui-ci à l'église de la Corporation.

A Notre-Dame, en effet, outre les autels fondés de la Vierge, de sainte Caherine, des saints Simon et Désir, de saint Laurent et de sainte Agathe, on remarquait celui de saint Eloy : la plus vieille paroisse de Liège était en même temps le siège religieux de sa plus importante corporation industrielle, celle de nos vieux feronniers. Et par une rencontre non moins intéressante, c'était aussi dans le plus vieux temple de la Cité qu'était érigée, — humble pierre d'attente pour le

(1) Delvaux, *Mémoires manuscrits sur l'histoire de Liège*, t. II, p. 75, à la Bibliothèque de l'Université de Liège.

monument dogmatique de l'avenir : la confrérie liégeoise de l'Immaculée Conception.

Un plafond de bois cachait la voûte de l'église : Gilles Delcour, le frère du célèbre sculpteur, l'avait, à la fin du XVII^e siècle, décoré de ses peintures. Le maître-autel était orné d'une Assomption de Bertholet, d'une Conception plutôt, cadeau du commissaire de Harenne ; et le chœur offrait, en regard d'une autre Assomption, de Carlier, un saint Charles Borromée en prière au milieu des pestiférés donné par Charles de Coninx, chanoine de Saint-Martin (1). C'est ce tableau qu'emportèrent les spoliateurs de 1792, et qui, après avoir occupé quelque temps une place d'honneur dans les musées de Paris, fut rendu, en 1815, à la nouvelle Cathédrale de Liège.

Outre les célèbres fonts baptismaux de Hellin et de Lambert Patras, devenus de nos jours le joyau artistique de Saint-Barthélemy, Notre-Dame-aux-Fonts renfermait une chaire de vérité sculptée par Werburc. Son pavé ne se composait guère que de pierres sépulcrales, sous les sculptures et les inscriptions desquelles reposaient de nombreux Liégeois, dignitaires de l'église, nobles, simples bourgeois, le peintre la Fabrique, inhumé là en 1733, et dix bourgmestres de Liège ensevelis pour la plupart à côté de leur femme ou de leurs parents. Ces bourgmestres étaient Goeswin de Flémalle, mort en 1386 ; Gilles de Mollin, en 1424 ; Gérard Tollet, en 1494 ; Mathieu de Tongres ; Onufride de Celliers, en 1539 ; Henri Hawéal ; deux Jean Piteit, en 1551 et en 1578 ; Jean de Soheit, en 1571 ; enfin l'auteur des *Nobles devant les tribunaux*, le bourgmestre Jean-François de Malte, décédé en 1703 (2).

(1) J. Helbig, *Histoire de la peinture liégeoise*, p. 183.

(2) *Recueil héraldique des bourgmestres de Liège*, pp. 88, 133, 164, 219, 247, 251, 258, 278, 280, 284, 285, 300, 497, 502, 521, 529, 533 et 534 ; Van den Steen, *La Cathédrale de Saint-Lambert*, p. 135, etc. ; Delvaux, manuscrit cité, t. II, p. 75.

La Révolution ne devait pas traiter mieux que des dépouilles d'évêques, ces derniers ossements de magistrats populaires : leurs pierres tombales furent brisées, réduites en chaux dans le four établi au milieu des ruines, ou employées aussi à réparer des murs d'eaux, à combler un vieux canal ; quant aux ossements, ils durent passer sous la meule avec les os de ces princes-évêques que ces magistrats communaux avaient aimés ou combattus, et le tout servit à fournir du salpêtre aux soldats de la République libératrice.

L'humble église elle-même, profanée par les emplois les plus sacrilèges, mais qu'on n'avait pas abattue à cause des habitations adossées à ses murailles, ne devait pas être définitivement plus épargnée que le grand monument national dont elle avait partagé la fortune. En 1798, ce que les pillages avaient laissé de mobilier à Notre-Dame avait été vendu, pour la somme de 622 francs. L'église restait sous séquestre. Accueillant les propositions de l'administration de Liège, une loi du 13 février 1801, vint octroyer à la Ville le terrain occupé par les dernières ruines de la Cathédrale et par Notre-Dame-aux-Fonts, à la condition, pour la commune, de se charger de déblayer celui-là et de démolir celle-ci. Un an après rien n'était fait ; aussi le 16 février 1802, le maire était-il officiellement invité à prendre les mesures nécessaires pour la démolition de Notre-Dame-aux-Fonts et des baraques ou maisons attenantes (1).

L'édilité finit par s'exécuter. Au cours des dévas-tations précédentes, les cadavres trop peu consumés qu'on avait rencontrés dans les monuments ou le sous-sol de la Cathédrale, avaient été entassés dans de grandes fosses creusées au cimetière de Notre-Dame-aux-Fonts : terres, pierres, restes mortels furent indifféremment enlevés et servirent à remblayer soit des

(1) Van den Steen, ouvrage cité ; *Mémorial de la ville de Liège*, p. 222.

excavations formées par la Meuse dans ses murs d'eau négligés, soit celles qui se trouvaient au quartier d'Outremeuse.

Avec l'église furent abattues les constructions qui l'entouraient et qui s'adossaient au vieux baptistère, ou s'alignaient entre cette petite église et la grande tour de Saint-Lambert, les unes établies au niveau du cimetière, d'autres plus bas, sur la rue. Aux pieds de celles-ci s'ouvraient de petites boutiques dans lesquelles, dès le XVII^e siècle, s'installaient des marchands d'oranges.

Les plus notables de ces constructions formaient ce qu'un acte de 1475 appelait « les démorages des archi- » prêtre et pleban d'el'le église Notre-Dame-aux-Fonts, » joindant al arvol dessous la tour Saint-Lambert, » d'une part et, d'autre part, az grez de la dite » église (1). »

On se souvient que Gauthier de Ravesteyn, le fondateur du chapitre de Saint-Materne, invoquait comme un des motifs principaux de sa réforme, ce fait qu'on en était venu, d'abus en abus, à n'avoir plus qu'un vicaire pour desservir Notre-Dame. Réorganisateur si zélé du culte dans la Cathédrale, et jusque dans l'hôpital des cloîtres, encouragé tout particulièrement d'ailleurs par un nonce préoccupé d'assurer mieux chez nous l'administration des paroisses qui relevaient des collégiales liégeoises, l'abbé-doyen Gauthier n'a pu manquer de reconstituer autant qu'il en était besoin, le service sacerdotal du baptistère et de la plus ancienne paroisse de Liège ; tout au moins d'attacher deux prêtres à ce service. Aussi voyons-nous, dès le XIII^e siècle, apparaître à Sainte-Marie ce desservant principal, qui prend le nom d'archiprêtre de Liège et souscrit, avec ce titre, aux actes de la Cour allodiale. Un autre viendra le seconder qui, plus spécialement chargé de

(1) *Archives de l'Etat à Liège*, échevins, reg. 35, fol. 282.

l'administration paroissiale, recevra le nom de pléban, parfois de curé, *plebanus et pastor*, dira-t-on en 1765, comme on disait, en 1224, *sacerdos et investitus*. Tous deux resteront, jusqu'à la fin, les élus du prévôt, successeur lui-même, pour leur conférer ces fonctions, des anciens abbés de Notre-Dame.

Jusqu'au dernier jour, d'ailleurs, l'archiprêtre de Notre-Dame devait demeurer le chef du Concile, de la réunion des trente-deux curés de la ville, ou, comme il signe, par exemple, dans les pièces adressées au pape au sujet de l'élection du prince d'Outremont en 1763 : « *Concilii postorum leodiensium decanus et archipresbyter nostræ Dominæ.* » Et cette qualification n'était pas qu'un vain honneur : l'archiprêtre exerçait véritablement les fonctions de doyen de ce clergé paroissial, et de président effectif des réunions de ce Concile. Le local officiel de ces réunions joignait même à la fois son habitation et l'église dont ce local dépendait, comme on le voit par un acte de 1688 : « maison située » sous *la chambre des 32 pasteurs de N.-D.*, joignant vers l'église aux degrés de la maison de l'archiprêtre, vers le marché aux boutiques de la Rose, et » derrière à Notre-Dame (1). »

Là tout près se trouvait le plus ancien siège de la justice échevinale et par suite du plus ancien conseil de la Cité : ce conseil aussi n'aurait-il pas commencé par n'être qu'une institution de Notre-Dame, et n'est-ce pas du sol du domaine de la Vierge, sous la protection des immunités de l'Eglise, qu'ont germé, poussé nos premières franchises communales ?

A la longue d'autres églises de Liège avaient obtenu le droit de posséder aussi des fonts baptismaux comme Sainte-Marie : ç'avait été d'abord Saint-Adalbert pour le quartier de l'Île ; plus tard Saint-Jean-Baptiste dans

(1) Je dois l'indication de ce détail et de quelques autres de ce chapitre à l'obligeance de M. Théod. Gobert, auteur des *Rues de Liège*.

le quartier Hors-Château ; plus tard enfin, sur la rive gauche de la Légia, Saint-Servais, à la fin du xvi^e siècle.

Notre-Dame-aux-Fonts n'en restait pas moins, par excellence, le baptistère de la ville. Les vieux registres, gardés par son clergé, constituaient l'état civil et le livre d'or des citoyens liégeois. Les grandes familles de la Cité, alors même qu'elles l'eussent pu faire ailleurs, tenaient à honneur de voir administrer le sacrement de l'initiation chrétienne à leurs nouveaux-nés, dans le sanctuaire historique de Notre-Dame-aux-Fonts ; l'évêque, jusqu'aux derniers temps, quand il baptisait ne le faisait qu'en ce sanctuaire. C'est là aussi que ces grandes familles aimaient à faire célébrer les mariages de leurs membres, et de là que, mourants, la plupart des Liégeois recevaient l'Extrême-Onction.

De même qu'aucune des collégiales de la Cité ne pouvait, dit-on, mettre ses cloches en branle chaque jour, avant que celles de Saint-Lambert ne se fussent fait entendre : de même nulle des paroisses n'avait à commencer la sonnerie de ses offices, avant que le signal ne fut parti du petit clocher de Notre-Dame : à celle-ci de déterminer les heures paroissiales de la ville entière (1).

En vertu d'un usage plus surprenant pour nous, et qui témoignait une fois de plus du caractère d'église-mère qu'avait Notre-Dame à Liège, c'était à l'entrée du chœur de celle-ci que se présentaient soudain, à quelque quartier qu'ils appartenissent, les fiancés au mariage desquels les parents s'étaient opposés par des considérations d'antipathie, d'âge ou de rang. Au moment où l'archiprêtre ou le pléban arrivaient à l'autel pour y accomplir une fonction sacrée, ces fiancés déclaraient à haute voix, devant tous, qu'ils se prenaient pour époux : le prêtre, témoin forcé de leur union, ne

(1) Delvaux, manuscrit cité.

pouvait se refuser à leur en donner acte, sauf aux parents à intervenir, en certain cas, pour empêcher la vie en commun de mariés trop jeunes (1).

On ne reviendra pas sur cet autre privilège de Notre-Dame d'être le siège de plusieurs de nos plus importants tribunaux. Quand même ils ne se tenaient pas à la lettre dans cette église, mais « entre Notre-Dame et Saint-Lambert » le porche de la Cathédrale qu'ils occupaient semblait encore lui être commun avec la petite église. Le tribunal s'installait alors sur un grand pallier au haut de la première volée des marches de pierre, qui, derrière la porte d'entrée, conduisaient à Saint-Lambert : les statues, si remarquablement sculptées, qui décoraient cette porte, la suite et l'élévation de ces larges marches, le dais majestueux de ces belles voûtes ogivales devaient faire un cadre artistique pittoresque et solennel aux délibérations de ces tribunaux où l'évêque siégeait, en pontife, entouré des dignitaires de son clergé, de sa noblesse et de l'administration de sa capitale. Le portail de Saint-Lambert n'était cependant plus, dans cette circonstance, qu'un prolongement de Sainte-Marie, et les juges n'avaient d'autres cloches d'appel que celles de cette église. C'est ce que nous attestent à la fois nos écrivains judiciaires de la fin du XIV^e siècle : « Monseigneur de Liège, » dit Jacques de Hemricourt, en son *Patron del temporaliteit* (2), « Monseigneur de Liège et nul autre que lui ne peut siéger » au tribunal de paix à Liège en l'église Notre-Dame, » près de la grande église de Liège, et non autrepars, le » samedi et nul autre jour. » De même pour le tribunal de l'Anneau du palais : « Quand les enquêtes seront » faites, les enquêteurs les devront clore, sceller et » rapporter en main de celui qui gardera la parole de » Monseigneur, lequel les devra remettre pour le juge-

(1) Van den Steen, ouvrage et page cités.

(2) Raikem et Polain, *Coutumes du pays de Liège*, t. I, p. 275.

» ment à rendre, à quelque prud'homme sans suspi-
» cion, et celui-ci les devra ouvrir par devant l'assem-
» blée des hommes de Monseigneur en la dite église de
» Notre-Dame et non autrepert (1). »

De même pour la condamnation des contumaces, qui ne peut être rendue qu'après sept sommations, comme le rappelle Jean d'Outremeuse : « Mais à la
» septième il convient en rester là. Alors doit-on les
» cloches de Notre-Dame sonner ; un homme procla-
» meur jure doit monter à l'autel et doit prononcer que
» l'accusé est *fors-jugé*, » jugé par contumace (2).

Le lieu où l'évêque se plaçait dans ces cérémonies, était celui où nous avons vu inhumer dans l'église, les restes mortels de Jean d'Enghien : il semblait donner une authenticité plus puissante aux conventions qu'on y passait : « *Che fut fait et covenanchié*, » lit-on, par exemple, dans un acte du ^{xv}^e siècle, « *en l'église paro-*
» *chial N-D az fons à Liège en lieu condist ou Mons-*
» *seigneur siet al Paix* (3). »

Au premier rang des juges de ce tribunal de paix, au-dessus de l'archiprêtre et du pléban de Sainte-Marie un autre dignitaire demeura jusqu'à la fin le régent suprême de cette église : c'était celui qui, en sa qualité d'héritier des anciens abbés conférait à l'élu de son choix archipresbytérat et plébanie, tout en conservant pour le ressort entier de la ville, à titre toujours d'héritier de ces abbés, les attributions des archidiacres : c'était le grand prévôt de Saint-Lambert. Il ne serait pas sans intérêt de relever le détail des luttes qu'il eut à soutenir, à ce titre, contre cette autorité communale qui se substitua de plus en plus dans la commune de Liège aux vieux pouvoirs issus de la possession du sol liégeois par la communauté religieuse des premiers jours. Ces

(1) *Idem*, p. 275.

(2) Jean d'Outremeuse, t. IV, p. 275.

(3) *Archives de l'Etat à Liège*, convenances et testaments, p. 433.

recherches nous conduiraient trop loin et ne sont pas strictement nécessaires pour justifier la thèse ici développée. Tout diminué qu'il fut, ce pouvoir du prévôt conserva quelques-unes de ses attributions jusqu'au dernier jour de la principauté. Un autre usage, qui ne prit fin qu'avec elle, fut celui qui avait fait de l'archiprêtre de Notre-Dame le garde-sceau de la Cour allodiale.

Plus n'est besoin non plus d'y revenir, pour vous le demander une fois encore, mon cher Président : les attributions caractéristiques de cette église, de son clergé et de l'héritier de ses abbés, ces privilèges judiciaires, baptismaux, matrimoniaux de Notre-Dame-aux-Fonts, cette primauté de sonnerie et cette juridiction archidiaconale et décanale pourraient-ils s'expliquer mieux que par ce fait que cette église était à Liège la mère de toutes les autres ?

IX.

NOTRE-DAME ET SAINT-LAMBERT.

Seriez-vous tenté de m'objecter que si l'on ne peut contester à Sainte-Marie l'honneur d'être la plus ancienne paroisse de Liège, si toutes ses sœurs ont reconnu ce droit d'aînesse, ou plutôt de maternité, il n'est pas prouvé jusqu'ici que Saint-Lambert l'ait également reconnu : la paroisse de la Vierge n'aurait-elle pu être, de bonne heure, une sorte de succursale détachée de la Cathédrale primitive ?

S'il ne restait que cette objection à résoudre pour emporter votre conviction, mon cher Président, je ne désespérerais pas d'en achever la conquête.

Au surplus, nous en conviendrons sans peine, il n'est pas aisé de distinguer au premier coup d'œil promené sur le vieux Liège, au temps le plus ancien, les limites du domaine de Saint-Lambert et de celui de Notre-Dame.

Vous aurez remarqué pourtant, dans les arrangements qui réglèrent la transformation de l'antique abbaye sous Jean d'Eppes, les mentions répétées de la Sauvenière, et vous ne l'ignorez, certes, pas : la Sauvenière était alors une de ces localités autonomes, comme le furent Avroy, Fragnée ou d'autres, dont la fusion dans l'agglomération liégeoise, devait former lentement la grande ville.

Le diplôme donné le 23 décembre 1107 par l'empereur Henri V, en faveur des immunités des personnes ecclésiastiques à Liège, avait nettement stipulé que le pouvoir séculier de la Cité, n'aurait nul droit d'intervenir dans la Sauvenière — à la différence de Liège même — si ce n'est contre les larrons et dans les cas soit d'emploi de fausses mesures, soit de ces troubles publics particulièrement graves, appelés *stuer* et *burines*. En ce qui concerne le cens des habitations, impôt ou rente, il en sera jugé, ajoute l'acte impérial, par le *chanoine auquel il appartient* : les chartes postérieures nous ont fait voir que ce chanoine était le prévôt — l'administrateur du temporel — du chapitre de Saint-Lambert (1).

La Sauvenière conserva cette autonomie, quelque temps encore après la fusion de l'abbaye et de la prévôté. Aussi l'article 77 du *Pawelhars*, met-il en scène un certain « Johan jadis de Harsta, *bourgeois delle* » *Sablenier* (2) » et vers 1324 encore, le *Liber officiorum Ecclesiæ leodiensis*, continue de mentionner pour un dîner obligatoire le bailli de la Sauvenière : « *Villicus de Sabuleto cum sua uxore*, » et les droits du coste

(1) « 5. Si autem non claustralis sedis, sed mansionarie terre domus » fuerint, ipsas domos spoliandi, obserandi, habitatores capiendi jus erit » forensi potestati; excepta Sabulonaria, in qua forensis potestas nullum » jus nisi in latronibus, in falsis mensuris, in seditionibus quas vulgo » *stuer* et *burine* dicimus, judicandis; de censu autem domorum et lite » finium terre, canonicus cujus ea fuerit judicabit » (Raikem, *Coutumes de Liège*, t. I, p. 354).

(2) Raikem, *Coutumes de Liège*, t. I, p. 98.

sur ce mayeur : « *Super villicatum de Sabuleto sextarium vini et quatuor capones* (1). »

La Sauvenière, en réalité, ne fut réunie à la ville de Liège qu'en vertu de l'article 25 de la *Paix des clercs*, traité solennel conclu le 7 août 1287, entre la commune et les autorités religieuses. Cette annexion fut même alors payée par la ville 300 marcs, comme un véritable achat de territoire fait à la prévôté, qui conserve d'ailleurs dans le quartier cens, rentes et privilèges pareils à ceux que gardent les échevins de Liège (2). On eut soin de stipuler, dans l'article suivant, que les habitants de la Sauvenière ne pourraient être imposés par leurs nouvelles autorités communales qu'à l'avenant des autres quartiers de la ville, et que la grande église se réservait le droit de ne laisser user que comme il lui plairait de la place « entre le pont » d'Ilhe et la maison Mailhar delle Salvenier, » maison sise en la Basse-Sauvenière.

Ce quartier de la Sauvenière, alors beaucoup plus étendu que de nos jours, comprenait la plus grande partie du Publémont, en montant jusqu'à Saint-Martin au moins et en descendant jusqu'à la Meuse qui longeait alors le pied de la Sauvenière, de Roland gouffre au Pont-d'Ile. Ne ressort-il pas des pièces citées, qu'à l'origine, il n'était compris ni au civil, ni au religieux dans la localité de Liège proprement dit, et que cependant il formait le patrimoine propre de Saint-Lambert ?

(1) Cité par F. Henaux, *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. IV, p. 164.

(2) « 25. Delle Salvenier est-il accordeit en teile manière que cilh » delle Salvenier seront à tous frais delle vilhe et seront de teile jurisdiction et de teile justiche comme li aultres bourgeois; et parmi chu, nous » le vilhe de Liège devons donner III^e mars liegeois qui seront en la » disposicion de prevost et de l'englieze, et ne doit plus li prevost avoir » en le Salvenier que chose que liesquevins de Liège gardent et ses cens » et ses rentes; et parmi chu doit avoir C mars de ligois ou C souldées » de terre par an, de queils C mars ou C souldées de terre par an cilz de » Liège ont asseis fait, et nous li prevost et li englieze nous en tenons bin » payez » (Raikem, *Coutumes de Liège*, t. I, p. 400).

Géré, — grâce au privilège d'une antique immunité sans doute, — par l'administrateur même de Saint-Lambert, son prévôt, il lui devait cens, rentes, hommages et recevait de lui protection et justice. Le prévôt y garda même jusqu'à la Révolution française la nomination des curés de Saint-Michel et de Saint-Nicolas-aux-Mouches.

Vers l'an mil déjà, quand Notger veut, au haut de la Sauvenière, faire ériger une église sur l'emplacement redoutable où un seigneur puissant projetait d'élever un château-fort, n'est-ce pas au plus ancien prévôt dont le nom soit venu jusqu'à nous, au prévôt Robert, qu'il fait prendre l'initiative de la construction (1)? On sait les difficultés que le prédécesseur immédiat de Notger, l'évêque Eracle, eut avec les habitants de Liège (2). On sait même qu'il projeta de transférer sur un tout autre emplacement que l'ancien, et la cathédrale et le palais qu'il avait à reconstruire : ce fut sur la Sauvenière qu'il s'établit lui-même ; à son extrémité qu'il commença de bâtir l'église qui ne devint pas la Cathédrale, comme il l'avait projeté en 965 (3), mais la basilique de Saint-Martin ; et sur les flancs de la Sauvenière aussi qu'il concéda en 961, aux moines de Stavelot, le terrain que ceux-ci sollicitaient de lui pour s'y ménager un refuge (4). L'évêque saint Hubert le premier n'avait-il pas choisi, pour y ériger son monastère de Saint-Pierre, le pied du même Publémont ; n'avait-il pas dû s'entendre pour ramener les restes de saint Lambert au lieu de son martyre avec les *seniores loci* (5)? Devant ces indices et ces faits n'est-on pas autorisé à penser que si le chapitre de Saint-Lambert et nos plus anciens

(1) « Accersito archidiacono, eidemque majoris æcclesiæ præposito, nomine Rotberto » (Anselme, édition Koepke ; Migne, *Patrologie latine*, t. CXXXIX, p. 1098).

(2) Anselme, *Ibidem*, p. 1088.

(3) Martène, *Amplissima collectio*, t. VII, p. 54.

(4) *Ibidem*, t. II, p. 47.

(5) *Acta sanctorum novembris*, t. I.

fondateurs d'églises collégiales ne purent se donner un patrimoine territorial ou ériger des fondations tout à fait indépendantes que dans cette partie de la future grande ville, c'est que le reste relevait d'une autre autorité religieuse et temporelle, formait le domaine d'une autre institution antérieure à Saint-Lambert ?

Cette institution, impossible de la retrouver ailleurs que dans *Notre-Dame de Liège* ! Pas la moindre trace dans la première enceinte de *Leodium* d'une autre église peu connue, d'une autre communauté que celle-là ! La seule fondation dont on ait parlé, — tardivement, — la chapelle des saints Cosme et Damien, par là-même qu'elle fut toujours donnée pour le lieu précis du martyr de saint Lambert, n'a pu être l'église où il allait prier en dehors de son habitation. Cette chapelle de saint Cosme, quand nous en constatons l'existence, n'a jamais, à aucun moment, rien d'une paroisse, rien d'une communauté ecclésiastique, ni desservants, ni dotation, ni juridiction quelconque. Une légende d'après coup a pu seule présenter cette chapelle, qu'aucun document ne prouve avoir existé en dehors de la Cathédrale, comme plus ancienne que le saint en l'honneur duquel cette Cathédrale fut érigée.

Tout nous ramène ainsi, lorsque nous recherchons la première église de Liège, à celle dont la sainte patronne partage, du plus loin, avec le saint martyr, le culte de nos aïeux ; à l'abbaye que nous avons vu relever la première, après les destructions des Normands : « *Prima leodiensis sancte Marie* ; » au sanctuaire qui conserva le baptistère de Liège et l'état civil de ses citoyens, abrita la Cour allodiale et l'état civil des propriétés libres, les synodes épiscopaux, le tribunal de paix de l'évêque et le tribunal des juges ecclésiastiques ; à cette paroisse primaire dont la juridiction archidiaconale s'étendait à toute la ville, excepté d'abord la Sauvenière, domaine particulier de Saint-Lambert, — à cette *église-mère* enfin, si bien reconnue telle par

nos plus vieilles collégiales, — que toutes lui devaient à ce titre l'hommage de certaines visites annuelles.

Rien de plus caractéristique à ce sujet que cette décision, prise par le chapitre même de Saint-Lambert, dans sa réunion du 8 avril 1592, décision à laquelle il a déjà été fait allusion.

Les collégiales de Saint-Martin, Saint-Paul, Sainte-Croix, Saint-Jean, Saint-Barthélemy, ayant omis de se conformer à l'usage, le chapitre de la Cathédrale les fait rappeler à l'ordre par les prévôts respectifs, et leur fait transmettre, d'après les chartes de Saint-Lambert, les articles d'un antique règlement, dont les dispositions avaient été confirmées comme très anciennes déjà, leur dit-il, par un bref du pape Clément III.

Ce pape, dont le court pontificat ne s'étendit que du 20 décembre 1187 au 27 mai 1191, avait donc expressément constaté et confirmé, dès la fin du XII^e siècle, l'usage et l'obligation des collégiales de Liège, de rendre processionnellement, à certaines époques et jours déterminés, « visite à leur mère, l'église de Notre-Dame, c'est-à-dire de Notre-Dame-aux-Fonts (1). »

N'aurions-nous point conservé les *clausulæ* approuvées par Clément III et visées dans ces conclusions ? Copie en avait été, en 1592, envoyée pour rappel aux

(1) « VIII april 1592. Cum quinque ecclesiæ sancti Martini scilicet, » sancti Pauli, Crucis, Joannis et Bartholomei ex antiquissima et per » sanctissimum dominum Papam Clementem tertium confirmata consue- » tudine, consueverint et teneantur matrem suam ecclesiam Divæ Mariæ » scilicet ad fontes, et hanc certis statutis diebus et temporibus visitare, » prout certæ clausulæ ex libris cartarum hujus venerandi capituli de- » sumptæ, ac dicta confirmatio Papæ Clementis tertii in hoc capitulo » lectæ, id fieri debere arguunt, dictæ autem ecclesiæ seu illorum ali- » quæ in eo jam aliquoties defectuosæ extiterint, resolutum fuit copias » dictarum clausularum et confirmationis reverendis et generosis domi- » nis præpositis ecclesiarum sanctorum Martini et Joannis, simul et » ecclesiarum sancti Pauli et Joannis (sic) ac domino Gennaert tradi de- » bere, fine et effectu ut singuli sua capitula serio moneant ut officio suo, » melius quam hactenus fecerunt, satisfaciant. — Traditæ fuerunt per » me singulis copiæ » (Date indiquée. *Conclusions capitulaires*, aux archives de l'Etat à Liège).

prévôts des collégiales en cause, mais par une coïncidence fâcheuse, les procès-verbaux de la plupart de ces collégiales sont perdus à cette date ; les autres ne font point, que l'on sache, mention de l'incident.

Nous trouvons bien, à la fin du premier volume du recueil de Chapeaville, recueil dont on sait que le chapitre de Saint-Lambert a surveillé de fort près la composition (1), nous trouvons bien une sorte de mémoire qu'on nous donne comme une ajoute de Gilles d'Orval, et qui détaille les visites que les collégiales liégeoises doivent à « *leur église-mère, c'est-à-dire* » *Sainte-Marie et Saint-Lambert.* » Cette note a été rédigée en faveur de la grande église, pour établir les droits du chapitre et du doyen de celle-ci à l'égard de ces collégiales, et, dans ces indications, on semble avoir confondu à plaisir ce qui regardait Saint-Lambert, et ce qui pouvait concerner Notre-Dame-aux-Fonts.

Il en ressort qu'à certaines fêtes, Noël, Pâques, Pentecôte, saint Lambert, Dédicace des églises, Purification, Ascension et Toussaint, les cinq collégiales de Saint-Martin, Saint-Paul, Sainte-Croix, Saint-Jean et Saint-Barthélemy, devaient se faire représenter soit par une partie ou par l'ensemble de leurs écoliers, leur maîtrise, soit par certaines délégations de chanoines ou les deux à la fois ; les obligations des deux autres collégiales de Saint-Pierre et de Saint-Denis étaient semblables, quoique un peu moindres. Il en ressort surtout que ces visites consistaient partie en processions, et en actes de présence qui devaient se faire parfois à Sainte-Marie, « *ad fontes.* »

On ne saurait, sans autres éléments, faire la part exacte de la seule église de Sainte-Marie dans ces processions. Mais une pièce même de Clément III est de nature à nous éclairer, dans une phrase qu'on n'avait pas assez remarquée, et comme cette pièce est la seule

(1) Bormans, *Conclusions capitulaires.*

de ce pape, relative à ce sujet, que nous trouvions dans ces livres de chartes de Saint-Lambert, invoqués par le Chapitre en 1592, c'est bien la substance de nos *clausulæ* qui nous est donnée dans la lettre pontificale du 14 avril 1189.

Clément III, dans cette lettre, s'adressant à Albert de Rethel, prévôt de la Cathédrale et peut-être abbé de Sainte-Marie à cette date, confirme d'abord à l'église de Liège quelques-unes de ses possessions, sans doute en ce moment-là plus menacées, plus contestées, et confirme surtout « la liberté ou le privilège dont jouit » Saint-Lambert de n'être pas soumise envers la mère » église aux mêmes obligations que les sept autres collégiales en ce qui regarde soit l'hommage de déférence » des sept collégiales de la même cité, soit les *stations* » qu'elles ont à faire auprès de leur mère église, à » Noël, à la purification de la Bienheureuse Vierge » Marie, aux Rameaux, à Pâques, à l'Ascension, à la » Pentecôte et en d'autres solennités (la fête de saint » Lambert ?) comme elles l'ont fait depuis cent ans et » plus et le font régulièrement à présent (1). » Il n'y a plus à douter après cela que dès le XII^e siècle, on considérait comme une des prérogatives les plus antiques à Liège, le droit de Sainte-Marie de recevoir cet hommage filial de nos plus puissantes collégiales et que

(1) On avait jusqu'ici interprété ce texte comme une indication des obligations des collégiales envers Saint-Lambert, mais en le rapprochant des termes de la décision capitulaire de 1592, où il est si nettement indiqué que l'église de Sainte-Marie est Notre-Dame-aux-Fonts, il devient manifeste que l'acte pontifical ne confirme pas un droit, mais une exemption du chapitre de Saint-Lambert : « Clemens episcopus servus » servorum Dei dilectis filiis Alberto præposito et capitulo Leodiensis » ecclesiæ... Libertatem quoque et prerogativam Leodiensis ecclesiæ de » obsequio septem ecclesiarum canonicarum in eadem civitate et stationibus ad matrem ecclesiam in Natali, in purificatione Beatæ Mariæ, » in ramis palmarum, in pascha, in Ascensione, in Penthecoste, et aliis » solemnitatibus sicut centum annis et amplius fecerunt et hodie incunctanter faciunt ... auctoritate apostolica confirmamus » (*Cartulaire de Saint-Lambert*, p. III).

c'était par une faveur unique que le chapitre même de Saint-Lambert avait pu se soustraire à cette obligation.

Il est intéressant de rapprocher ce texte de ce fait, qu'à Huy, le 21 septembre 1130, lors de la consécration de la maison de Neufmoustier, pour régler la situation de la communauté nouvelle en regard du premier temple de la cité de Pierre l'Ermite, l'évêque déclara simplement établir Neufmoustier en face de Notre-Dame de Huy, dans la condition des églises de Liège, en face de leur église-mère (1).

Il est intéressant aussi de noter cet usage qu'observait au siècle passé le chapitre de la Cathédrale, d'aller au jour des morts faire en procession une solennelle prière, non pas au cimetière de Saint-Lambert, mais à celui de Sainte-Marie, à l'ossuaire qui, formé d'os et de crânes desséchés réunis en forme de Calvaire, s'élevait contre le chœur même de l'église de Notre-Dame-aux-Fonts (2).

Que cet usage se rattache ou non à ceux dont Clément III relevait la haute antiquité; que les sept collégiales aient ou non transformé en visites à Saint-Lambert celles qu'originellement elles devaient à Sainte-Marie, qu'on puisse ou non rattacher à l'exemption maintenue par Clément III le texte déjà cité, où le contemporain de ce pape, Hugues de Lobbes, montrait Saint-Lambert se substituant à Liège comme église principale à Notre-Dame; il n'y a plus à le contester en présence de l'interprétation officielle donnée en 1592 à la lettre de Clément III, et en présence du texte même de cette lettre papale rappelée encore dans le

(1) « Feci eam liberam cum toto clastro et situ tam *in decimatione* » *quam in ceteris exactionibus*. Remota itaque omni occasione contro-
» versie, concordie et mutue invicem dilectionis gratia, decrevi, ut eccle-
» sia beate Marie mater, ista esset filia, ita videlicet ut idem Jus et privi-
» legium sub ipsa matre haberet in suo ordine, *quod ecclesie quæ sunt*
» *Leodii sub sua matre retinent* » (Gilles d'Orval, ajoute de l'interpola-
teur hutois, *Mon. SS.*, t. XXV, p. 100).

(2) Van den Steen, *La Cathédrale de Saint-Lambert*, p. 75.

bref de 1230, de Grégoire IX (1), au chapitre de Saint-Lambert : jusqu'à la fin du xvi^e siècle, au moins, ce fut une tradition admise dans ce Chapitre que l'église-mère, à Liège, était Notre-Dame, et que mère elle était, pour la Cathédrale elle-même, au point qu'il avait fallu l'intervention de la plus haute autorité de l'Eglise pour exempter les tout-puissants chanoines, électeurs du prince et sénat de la principauté, du devoir de reconnaître plusieurs fois par an, la suzeraineté religieuse de leur humble voisine. Est-ce assez clair ?

Sans doute, à moins de produire au débat des documents décisifs, inconnus ou perdus jusqu'ici, on ne dissipera jamais toutes les obscurités qui entourent les premiers commencements de Leodium, mais à travers les brouillards qui nous dérobent cette naissance du vii^e siècle, brouillards semblables à ceux qui couvraient là, dans la nuit du 17 septembre, la marche criminelle des assassins du bienheureux Lambert, ne vous semble-t-il pas, mon cher Président, que nous pouvons distinguer du moins quelques vagues contours, et, si humble qu'il soit, le premier sanctuaire du hameau nouveau-né ?

N'avez-vous pas déjà remarqué comment, sous l'action providentielle, les fondations religieuses de cette race de Pepin et d'Arnulphe, qui devait nous donner Charlemagne, se rapprochent de plus en plus, pendant ce vii^e siècle, du val où le sang de saint Lambert devait faire lever, lui, la grande cité wallonne ?

Les cloîtres des filles du vieux Pepin, de Gertrude de Nivelles et de Begge d'Andenne, sont dotés, pour bonne part, avec leurs patrimoines hesbignons. Plus près de nous, Ode a élevé, sur les bords de la Meuse, la communauté religieuse d'Amay ; saint Arnulphe que le moyen âge a voulu croire, — et rien n'empêche de partager sa foi, — le fils de cette sainte Ode, Arnulphe

(1) *Cartulaire de Saint-Lambert*, p. 263.

et Clodulphe, ont établi proche de ces localités tongroises que nous avons vu fournir la dotation de Sainte-Marie de Liège, la communauté pieuse, le cloître hospitalier de Russon (1) ; après eux, Pepin de Herstal assure mieux encore cette communauté de Russon. Plus près de nous, n'est-ce pas, ce semble, des libéralités de Grimoald que saint Remacle a reçu, pour son monastère de Stavelot, le territoire de Horion ?

Plus près de nous encore, à l'extrémité du vallon sauvage où viendra se développer Liège, Chèvremont s'élève, communauté religieuse du même caractère, sous le patronage de Notre-Dame, institution au moins aussi ancienne et plus chère encore à la famille carolingienne (2). A l'autre extrémité de Liège, c'est Jupille, séjour du second des Pepin, qui garde dans son église patronale de Saint-Amand le souvenir d'un de ces apôtres épiscopaux, les mieux accueillis dans cette famille des Pepin ; c'est Herstal, où Charles Martel et ses successeurs viendront établir leur princière résidence, proche d'une autre église de Notre-Dame. Ainsi le domaine pippinien entoure sur la droite du fleuve, de Chèvremont ou d'Angleur à Herstal le futur territoire liégeois ; sur l'autre rive il le borne encore à Herstal et vers la Hesbaye. Comment, ce voyant, ne pas se demander si Liège a pu être autre chose, qu'un fragment démembré de ce grand patrimoine carolingien qui l'enserrait de toutes parts ? Alors que tous les plus anciens établissements religieux d'alentour se trouvent ainsi venir d'ancêtres de Charlemagne, quelle plus vraisemblable origine aurait pu avoir cette communauté primitive de Leodium voisine de leurs résidences ?

Là, saint Lambert, rétabli par l'un d'eux sur son siège épiscopal, vivait, commandait, séjournait, offi-

(1) *Mon. Diplom. reg. Germaniæ*, t. 1, *pars secunda*, p. 183.

(2) Jos. Demarteau, *Notre-Dame de Chèvremont*, p. 23.

ciait, entouré de disciples et serviteurs ; là il avait déposé les restes mortels de son prédécesseur saint Théodard (1) ; c'est vraisemblablement pour cette communauté, qu'au rapport du chanoine Nicolas, il avait obtenu ces privilèges dont la trace se retrouve dans la juridiction des abbés de Sainte-Marie, sur le territoire liégeois, de Herstal à Angleur ?

A la lueur fugitive, mais suffisante, ce me semble, qui se détache du choc de ces détails et de ceux recueillis ci-dessus, le territoire de Liège m'apparaît, à travers les brumes de sa première histoire, partagé en deux domaines sacrés.

Celui de Notre-Dame, la paroisse primitive, est le plus ancien et le plus grand ; c'est dans la plaine du fond de la vallée qu'il s'étend, le long de la Meuse. Distrait du vaste patrimoine des ancêtres carolingiens, octroyé par un Pepin, Grimoald, Ansegise, ou par quelque princesse de leur maison, à saint Amand, à saint Remacle ou à saint Théodard, il a dû son église au plus tard à celui de ces pontifes dont il eût à garder le tombeau.

L'autre domaine joint celui de Notre-Dame : comprenant un territoire moins fertile et plus restreint dans ses limites, puisqu'il s'est formé le second, au VIII^e siècle seulement, peut-être même tiré de l'autre, c'est sur la montagne inculte, sur le Publémont ou mont public, sur le vrai Leodium ce semble, qu'il s'étend principalement : il vient s'arrêter au bas de la Sauvenière, à ce bras de Meuse qui sépare Liège de l'île dont il sera réservé à Notger de faire un troisième quartier de la cité : c'est le domaine nouveau de l'église et des frères de Saint-Lambert, qui deviendront le chapitre de la Cathédrale. Le pouvoir de celle-ci ira toujours si bien croissant, qu'elle finira par absorber,

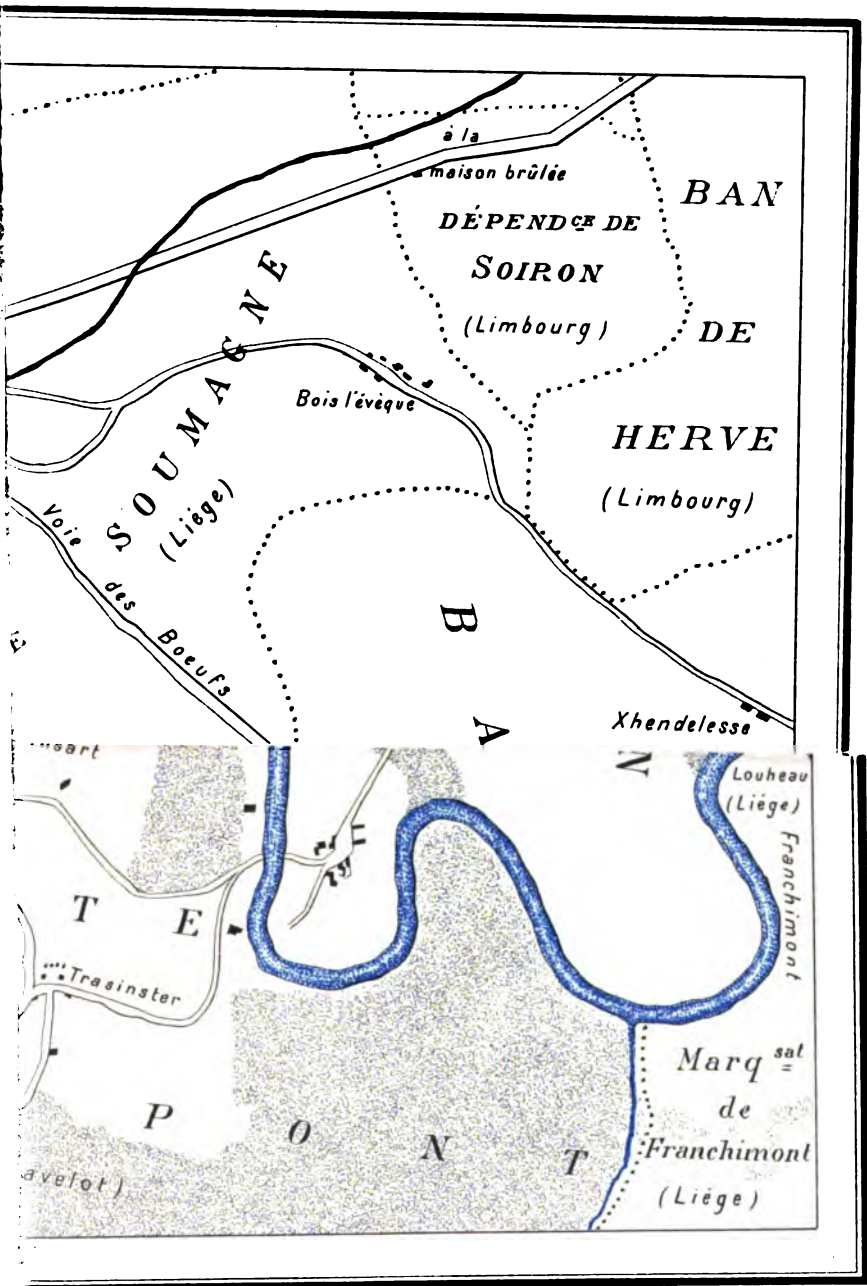
(1) Jos. Demarteau, *Vie de saint Théodard*, par Herigère, pp. 26, 32 et 46.

comme nous l'avons vu, dotations, prébendes, juridiction, l'abbé, le nom même de l'abbaye de Notre-Dame. Elle n'a que trop longtemps, trop complètement oublié l'autre !

Rendons sa place à chacun : ni le temple national du martyr, ni le Chapitre de ses trésoriers n'y perdront rien de leur gloire religieuse, de leurs privilèges princiers. La ville y gagnera d'avoir eu pour berceau son baptistère même et d'être née sous le patronage premier de la mère de Dieu.

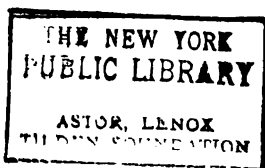
Ce tableau est-il trop conjectural encore ? Ces conclusions, à défaut de s'appuyer sur un texte absolument décisif, n'ont-elles pas pour elles, autant que le crois, de justes présomptions, de précieux indices toutes les vraisemblances ? J'espère au moins, messieurs le Président, qu'il ressortira de cette étude, pour vous comme pour moi, que l'église de Sainte-Marie fut, dans l'ordre des temps, la première église de Liège. Nos pères, dans leurs monuments, faisaient bien représenter leur cité par la colonne de pierre élevée fièrement la croix, entre saint Lambert, d'une part, et sainte Marie, de l'autre. Ensemble Notre-Dame et saint Lambert avaient fondé Liège ; ensemble ils la devaient protéger pour jamais et c'est bien à l'autel de la Vierge, que le pontife avait été prendre, dans la nuit du martyre, le courage de mourir triomphant pour nous garder l'Evangile et pour fonder la patrie.

JOSEPH DEMARTEAU.



L. GRANDMONT - DONDEERS.

OLNE



HISTOIRE
DE
L'ANCIEN BAN D'OLNE
ET DE
LA DOMINATION DES CALVINISTES
DANS CE TERRITOIRE (1)

AVANT-PROPOS ..

DESCRIPTION DE LA COMMUNE ACTUELLE D'OLNE

Olne est une des plus importantes communes rurales de l'arrondissement de Verviers. Elle est bornée : au Nord, par Soumagne et Ayeneux ; à l'Est, par Xhendellesses et Soiron ; au Sud, par Cornesse, Fraipont et Nessonvaux ; à l'Ouest, par Forêt et Magnée.

(1) Manuscrits et ouvrages cités dans cette notice :

Les cent vingt cinq registres de la Cour de justice du ban d'Olne, au dépôt des archives à Liège ;

Les registres de la Cour féodale et allodiale de Dalhem, au dépôt des archives à Liège ;

Une liasse sur Saint-Hadelin ; les Rendages d'Olne, etc., au dépôt des archives à Liège ;

Comptes des drossarts de Dalhem (reg. 13, 146 et 13, 147 de la Chambre des comptes), à Bruxelles ;

Archives de la Cure d'Olne, divisées en cinq recueils ;

Deux registres du curé Delva ;

Archives du consistoire réformé, provenant de la mortuaire de Pauline Régnier ;

La superficie en est de 1,541 hectares dont environ la moitié en terres labourables ; l'autre moitié en prés, pâtures et vergers.

La population dépasse 3,300 habitants.

Les principaux hameaux sont : Froidbermont, Bois d'Olne, Vaux-sous-Olne, Haute-Rafhay, Basse-Rafhay, Hansez, Gélivaux, Saint-Hadelin, Faweux, Riessonsart.

TOPOGRAPHIE. Il est peu d'endroits où la nature ait tracé plus de marques distinctives et propres à fixer une situation. Rivière, ruisseaux, sources, vallons,

- Archives des barons d'Olne*, au château de Baarlo, en Hollande ;
Christ Quix, *Codex diplomaticus Aquensis*, deux volumes, bibliothèque du Séminaire de Liège ;
M. S. Ernst, *Codex diplomaticus Limburgensis*, formant le tome VI de l'*Histoire du duché de Limbourg* ;
J. Daris, *Histoire de la principauté et du diocèse de Liège*, depuis 1724, quatre volumes ;
J. Daris, trois articles, publiés dans les *Analectes pour servir à l'histoire de Belgique*, tome XIV ;
Ant. Delva, curé d'Olne, *Le noviciat réformé, etc.*, se trouve dans la bibliothèque de l'Université de Liège ;
L. Crahay, *Coutumes des Pays d'Outremeuse* ;
Chev. de Harenne, *Le château de la Rochette et ses seigneurs* ;
E. Poswick, *Histoire de la Noblesse limbourgeoise* ;
G. Nautet, *Notices historiques sur l'ancien pays de Liège* ;
H. Delvaux, *Dictionnaire des communes de la province de Liège* ;
D. Lenoir, *Histoire de la réformation dans l'ancien pays de Liège* ;
Lebrun, *Journal général de l'Europe*, année 1790, bibliothèque de l'Université de Liège ;
X. X., *Grand Calendrier de Herve*, années 1792 et 1794, bibliothèque de l'Université de Liège ;
Desoer, *Ancienne Gazette de Liège*, années 1792 et 1793 ; bibliothèque de l'Université de Liège ;
Divers, Quelques passages de Namèche, Le Fort, Hénaux, Bormans.

Avis. Dans le but de mettre cette notice à la portée des lecteurs de toute condition, nous avons retranché du texte les citations en langues anciennes ou étrangères ; ces citations se trouvent en notes au bas des pages, où nous avons également indiqué nos sources, sauf le cas où celles-ci se trouvent suffisamment désignées dans le récit lui-même. En outre, nous avons transcrit quelques documents intéressants, que nous publions en appendice à la fin de ce travail.

gorges, montagnes, curiosités naturelles, tout s'y rencontre (1).

Transportons-nous d'abord sur les bords de la Vesdre, qui nous sert de limite du côté Sud. Cette rivière commence à toucher la commune d'Olne un peu au-dessous de la filature de Goffontaine, à l'embouchure d'un petit ruisseau nommé *Ry de la saute*.

Supposons que, au lieu de n'avoir qu'un mince filet d'eau, cette rivière soit navigable et que nous puissions à partir de ce point la descendre en nacelle : à notre gauche, nous aurons la commune de Fraipont ; à notre droite, une montagne de notre commune, escarpée, vraiment inaccessible, couverte de bois-taillis, nommée *Nairheid*.

Nous continuons de descendre la Vesdre le long de cette montagne ; nous passons à côté de la grande filature de Gomélevay, puis nous trouvons une grosse pierre qui sert de séparation entre Olne et Nessonvaux. Ici la Vesdre quitte notre commune, dont nous cessons, sur l'espace d'un kilomètre, de côtoyer le territoire. Nous avons à notre droite Nessonvaux qui est borné au Sud par la Vesdre et des trois autres côtés par la commune d'Olne, dans le sein de laquelle Nessonvaux forme comme une vaste échancrure.

Nous passons sous deux ponts et près d'un moulin important ; à une centaine de mètres au-dessous de ce moulin, à un endroit où se trouvait autrefois un orme, nous touchons de nouveau le territoire d'Olne, que nous avons à notre droite et que nous côtoyons derechef sur l'espace de près de trois kilomètres.

Nous y voyons successivement le hameau de *Moirivaux*, la montagne de *Coucumont*, en forme de pain de sucre, le vallon des *Cheraux*, puis la haute montagne de *Hanse*.

Nous avons toujours à gauche la commune de

(1) Ce passage est du *Grand Calendrier de Herve*, année 1794, où se trouve une description d'Olne dont nous avons largement profité.

Fraipont, dont nous rasons le chef-lieu. Un peu au-dessous de la Basse-Fraipont, on a exécuté, lors de la construction du chemin de fer, une dérivation de la Vesdre ; c'est l'ancien lit qui sert de limite ; nous avons donc sur notre gauche un lambeau de notre territoire. A droite, nous continuons de côtoyer la longue montagne appelée *Heid de Hansez* ; nous arrivons au hameau nommé la *Vanne au Trooz* ; et à l'embouchure du ruisseau des *Chinaux*, la Vesdre quitte définitivement notre commune ; non loin de là se trouve la station du *Trooz*.

Quittons maintenant notre nacelle et remontons un pittoresque vallon, le long du ruisseau des *Chinaux* qui sépare les territoires d'Olne et de Forêt. Plus haut, ce vallon s'élargit et devient une belle vallée très bien cultivée, au milieu de laquelle nous traversons le hameau de *Gélivaux*. Continuons de monter, hâtons-nous de traverser une campagne fertile et arrivons au hameau de *Hansez*. Reposons-nous ici, nous sommes sur un petit plateau d'où nous découvrons un panorama splendide.

Après avoir plongé dans la profonde vallée de Nessonvaux, nos regards découvrent, sur la montagne qui nous fait face de l'autre côté, le clocher de l'église d'Olne et mesurent l'énorme circuit que doivent faire les habitants de Hansez pour se rendre, à travers la campagne, à leur église paroissiale.

Au lieu de faire ce circuit et de suivre la route vers Olne, nous préférons aller visiter une autre partie de la commune.

Nous descendons une pente rapide nommée *Thier de Hansez* dans la direction de Nessonvaux ; c'est seulement à côté de l'église de cette localité que nous quittons le territoire de notre commune, car toute cette montagne fait partie d'Olne. En dessous de l'église nous trouvons la grand'route, que nous suivons dans la direction de *Vaux*.

A un endroit nommé *Tonvoye* se trouve la limite de Nessonvaux. Ici s'ouvre un long et pittoresque vallon, au fond duquel coule le ruisseau de Soiron ; remontons ce vallon, c'est une agréable promenade et nous serons ici en pleine commune d'Olne.

Nous trouvons partout de verdoyantes prairies entrecoupées parfois de bosquets, de bois taillis. Sur notre gauche nous avons les hameaux de *Tancré* et de *Froidbermont* ; à droite, plus étendu et plus disséminé, celui du *Bois-d'Olne*, dominé par le *Nairheid* dont nous admirions tantôt l'autre versant au-dessus de la Vesdre.

Dans cette vallée de Soiron, que nous remontons, viennent déboucher quatre vallons secondaires : celui de la *Vaussalle*, qui se dirige vers les Fosses, près du village ; ceux de *Tancré* et de *Nectinry*, qui montent vers Froidbermont et celui de *Longbur*, qui va se perdre dans la campagne dans la direction de la *Haute-Rafhay*. Au fond de ces vallons coulent de maigres ruisseaux, qui disparaissent en partie dans des *chantoires* (1) et se dessèchent complètement en été ; il faut excepter la fontaine de Tancré qui ne tarit jamais et dont les eaux, au témoignage du célèbre médecin Chrouet, doivent être citées parmi les plus salubres du pays (2).

Nous voici de retour à *Vaux-sous-Olne*, vallée dont une grande partie appartient à Nessonvaux. Nous y voyons un ruisseau important, dont nous parlerons tout à l'heure, car il est une des curiosités naturelles de notre commune. Vers le haut de cette vallée nous voyons s'ouvrir trois ravins pittoresques, dont les deux supérieurs, nommés *Lutuvaux* et *Chefoux*, nous conduisent non loin du village.

Le centre de la commune, comprenant le chef-lieu,

(1) Gouffre ; dans le pays on dit *agolina*.

(2) W. Chrouet, *De la connaissance des eaux minérales*, Liège, 1729. Cette citation est tirée du *Grand Calendrier de Herve*, année 1794.

les Fosses et le Rafhay, est la partie la moins accidentée : c'est un vaste plan incliné vers le midi, arrondi en forme de croupe et sillonné seulement par le petit ravin de la Falize près du village.

Reposons-nous maintenant, car il nous a fallu une journée entière pour parcourir et étudier toute cette partie de notre commune ; nous devons prendre des forces avant d'entreprendre l'étude de la section de Saint-Hadelin.

Transportons-nous à l'extrémité de la commune ; de là, nous nous dirigerons vers le centre. Le voyageur qui descend à la station de Fléron et suit la vieille chaussée vers Soumagne arrive en dix minutes près de la limite de notre commune, à un endroit nommé *Hotton*, éloigné d'une grosse lieue du village d'Olné. Je dis qu'il arrive près de la limite, car celle-ci ne touche en aucun endroit à la chaussée de Liège à Aix-la-Chapelle, mais ne s'en écarte que d'une cinquantaine de mètres et lui reste constamment parallèle sur un espace de plus d'un kilomètre. Singulière délimitation qui entraîne cette anomalie que des maisons situées près de l'église d'Ayeneux appartiennent à la commune d'Olné. Cette partie Nord-Ouest de notre territoire forme un plateau considérable, incliné au midi et très fertile, au milieu duquel sont situés les hameaux de *Faweux* et de *Riesonsart*. Ce plateau appartient, pour ainsi dire, à une autre région que la partie centrale de la commune, dont il est séparé par une vallée profonde et pittoresque, arrosée par le ruisseau de Soumagne.

Ce ruisseau prend naissance près de Herve, arrose Soumagne, fait mouvoir plusieurs moulins et une filature à la *Neuville*, et descend vers la Vesdre par les fonds de Forêt.

Toute cette vallée est appelée à un grand avenir au point de vue commercial et industriel, car elle ne peut tarder à devenir un moyen de communication entre le pays de Herve et la vallée de la Vesdre.

L'église de Saint-Hadelin est pittoresquement située sur un rocher d'où elle domine la vallée ; à celle-ci viennent aboutir deux vallons profonds et boisés dont l'un, le *Magnétrooz*, sépare Olne de Magnée et l'autre, nommé *la Basse*, remonte vers la campagne entre Faweux et Riessonsart.

Terminons cette topographie en faisant remarquer que le point le moins élevé de toute la commune est à la Vanne au Trooz, où il n'y a que 93 mètres au-dessus de l'océan. Le point le plus élevé, dans une prairie, à *la Bouteille*, près de la route de Xhendelesse, est à 275 mètres ; il y a donc une différence de niveau de 182 mètres. Notons encore quelques altitudes : Nairheid est à 260 mètres, Hansez à 255 mètres, Riessonsart à 226 mètres et le village d'Olne, près de l'église, à 223 mètres au-dessus du niveau de la mer.

La plus grande longueur de la commune, de *Hotton* au *Ry de la Saute* est de deux lieues ; la plus petite largeur, de *Froidheid* à *Rafhay-Soumagne*, par le tilleul, n'est que d'un kilomètre.

CURIOSITÉS NATURELLES. De ce nombre est une fontaine qu'on appelait autrefois *Ry de Rode* et dont les eaux n'apparaissent à la surface que sur un faible espace. C'est probablement le même ruisseau qui se perd dans un pré à la Basse-Xhendelesse. Il sort de terre au Nord du village, parcourt le ravin de *la Falize*, arrose une tannerie et va se perdre de nouveau sous un rocher près de l'ancienne brasserie banale d'Olne. Un kilomètre plus bas, à *Vaux*, il reparait de nouveau, si fort et si abondant qu'il fait mouvoir plusieurs moulins et usines. Le ruisseau de Soiron disparaît de la même façon dans une *chantoire* près de *Tancré*.

Une curiosité de même nature, mais plus remarquable à cause du grand volume d'eau, se voit près de Saint-Hadelin. Le ruisseau de Soumagne va s'y perdre sous un rocher un peu plus bas que la filature, pour

reparaître au-dessus d'un moulin, dans les Fonds de Forêt.

Non loin de là, presque au commencement du vallon de Magnétrooz est une galerie *naturelle*, qui semble avoir été percée dans le rocher et qui d'un bout à l'autre forme une rue longue de 300 pieds, large de 20, haute de 40. Cette merveille qu'on dirait l'œuvre des Titans, mériterait d'être visitée par les touristes.

NATURE DU TERRAIN. Il serait à désirer que la carte géologique de notre pays fut achevée ; elle nous ferait connaître la superposition des terrains dans notre commune et les richesses minérales qu'elle contient. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que toute la section de Saint-Hadelin et une partie du Rathay appartient au terrain *houiller* proprement dit et que presque tout le reste de la commune est compris dans le *calcaire carbonifère*. Il y a toutefois des roches de grès non calcaires dans la ligne de collines qui s'élèvent au-dessus de la Vesdre et M. Destèze a trouvé des *psammites du Condroz* dans le bois de Longbur.

Ces grès et ces psammites semblent se rattacher au système *dévonien* de l'Ardenne.

PRODUCTIONS NATURELLES. On cultive dans cette commune le froment, l'épeautre, le seigle, l'orge, l'avoine, les fourrages. La culture des chardons pour la préparation du drap, autrefois considérable, est presque abandonnée de nos jours.

Une moitié du territoire est couverte de belles et verdoyantes prairies. Les essences qui dominent dans les bosquets et bois-taillis sont le chêne, la charmille, le coudrier.

La profondeur de la couche végétale varie beaucoup ; dans quelques endroits elle est presque nulle ; dans d'autres elle n'est que de 10 à 20 centimètres, et dans les meilleures terres elle va jusqu'à 50 centimètres.

La *flore* est excessivement variée : elle ne se distingue guère de celle de la vallée de la Vesdre (1), mais compte quelques plantes propres au pays de Herve.

INDUSTRIE. L'agriculture et la fabrication des canons de fusil forment les deux principales branches d'industrie ; la fabrication des clous est pour ainsi dire entièrement abandonnée. On trouve aussi dans notre commune des fours à chaux, des carrières, des moulins à farine, deux filatures, un lavoir à laine, une tannerie, une fabrique de liqueurs, etc.

Il y a beaucoup de cordonniers et de maçons. Plusieurs fermiers s'occupent du commerce des chevaux de trait.

Foires : le 15 avril et le quatrième lundi d'octobre.

AGGLOMÉRATIONS. ROUTES. Outre le village d'Olne, qui est régulier et bien bâti, il n'y a dans la commune que trois agglomérations : celle de Vaux, celle de Saint-Hadelin et celle de Riessonsart. L'aspect de la commune est riche et prospère ; les nombreuses habitations y sont bâties en pierres et en briques. Les toits sont couverts en ardoises ou en tuiles. Les toits en chaume sont excessivement rares et nous ne croyons pas qu'il y reste une seule maison en bois et argile.

Ce qui a contribué tout particulièrement à produire cette aisance et cette prospérité, c'est l'excellence de la voirie. Le village d'Olne est traversé par la route de l'Etat de Nessonvaux à Micheroux. Trois autres routes partent du village : celle qui se dirige vers Xhendelesse par la Bouteille ; celle qui se dirige vers Froidbermont par les Fosses ; et celle qui conduit à Ayeneux par Saint-Hadelin. A cette dernière viennent se raccorder plusieurs autres routes : aux Six-Chemins, la route de Forêt avec embranchements vers Hansez et vers Gélivaux ; à Saint-Hadelin, la route du Rafhay vers

(1) A consulter, *Flore de la vallée de la Vesdre*, par J. Michel, de Fraipont.

Soiron ; sur le Faweux, une route vers Riessonsart et une route vers le Fond-de-Gotte.

Il ne nous reste qu'à ajouter la route de la Vesdre, un petit bout de route à la Falize près du village et un tronçon qui conduit au moulin de Saint-Hadelin, pour donner une idée complète de la voirie dans notre commune. La section de Saint-Hadelin et celle du Bois-d'Olne laissent encore à désirer sous le rapport des voies de communication.

CULTE ET INSTRUCTION. La commune d'Olne est divisée en deux paroisses : Olne et Saint-Hadelin. L'église d'Olne, telle qu'elle est aujourd'hui, date au moins de trois époques différentes, car elle a été reconstruite en 1584, en 1653 et en 1761. La tour date de 1584.

L'église de Saint-Hadelin est, de temps immémorial, un but de pèlerinage très suivi ; elle est insuffisante pour la paroisse.

Très peu d'enfants sont privés du bonheur de l'instruction dans la commune d'Olne, qui possède plusieurs écoles officielles ; il y a de plus une école libre à Saint-Hadelin.

I.

L'ANCIEN BAN D'OLNE, SES LIMITES, SON IMPORTANCE, ETC.

Pour la facilité de nos lecteurs, nous croyons utile de donner quelques détails préliminaires sur l'ancien ban d'Olne, en d'autres termes, de faire une description sommaire de ce territoire tel qu'il était lors de la suppression de l'ancien régime en 1794.

L'ancienne Cour de justice d'Olne exerçait sa juridiction sur un territoire qui coïncidait à peu près avec la commune actuelle, et qui était appelé le *ban d'Olne*.

Cependant un des hameaux de notre commune, nommé encore maintenant *le Fief*, ne faisait pas partie

du ban d'Olne, mais constituait la seigneurie de *Mont-Saint-Hadelin*, et dépendait de la principauté de Stavelot; cette petite localité qui ne comprenait que treize ou quatorze maisons, possédait une Cour de justice.

Ajoutons qu'une partie du hameau de Vaux-sous-Olne a été longtemps un objet de contestation entre le seigneur d'Olne et le prince-évêque de Liège (1); il en est de même du hameau de Riessonsart.

Sauf ces deux exceptions, les limites du ban d'Olne coïncidaient avec la commune actuelle; ce ban faisait partie du *comté de Dalhem*, qui était un des quatre pays d'Outremeuse, et dépendait originairement du duché de Brabant (2).

Le ban d'Olne ne touchait cependant, par aucune de ses limites, au reste du comté de Dalhem: c'était une enclave (3).

Abstraction faite du petit territoire du Mont-Saint-Hadelin, voici quelles étaient les limites du ban d'Olne :

Au Sud, séparée d'Olne par la Vesdre, se trouvait la seigneurie de la Haute-Fraipont, dépendant du prince-abbé de Stavelot.

Plus vers l'Ouest, notre ban touchait à une partie importante du pays de Liège, le bailliage d'Amercœur ou de Jupille, dans lequel était comprise la seigneurie

(1) *Grand Calendrier de Herve*, année 1794.

(2) Les pays d'Outremeuse étaient : Dalhem, Rolduc, Fauquemont et le duché de Limbourg. Conquis au ^{xiii}^e siècle par le duc de Brabant, ils furent appelés pays d'Outremeuse, étant de l'autre côté de ce fleuve par rapport au Brabant. Il est faux de dire que le comté de Dalhem ait jamais fait partie du duché de Limbourg, car les quatre pays étaient distincts l'un de l'autre. Mais il est vrai qu'au ^{xviii}^e siècle, la partie autrichienne des pays d'Outremeuse a été réunie sous le nom de province de Limbourg. — *N. B.* Ne pas confondre avec la province belge actuelle de ce nom, qui ne renferme *pas une seule commune* ayant appartenu à l'ancien duché de Limbourg (Crahay, *Coutumes d'Outremeuse*, préface).

(3) Nous ne parlons pas dans cette notice de quelques fiefs de peu d'importance que l'évêque de Liège possédait au ban d'Olne (*Cour féodale de Liège*).

de la Basse-Fraipont et une partie de celle de La Rochette.

Deux autres parties de la principauté de Liège bornaient notre territoire à l'Ouest et au Nord : l'avouerie de Fléron et le ban de Soumagne.

Enfin, à l'Est, nous trouvons la baronnie de Soiron, dépendance du duché de Limbourg.

Nous avons négligé de mentionner au Sud le territoire de Nessonvaux qui n'était qu'une enclave faisant partie de l'avouerie de Fléron.

Comme tout le pays d'Outremeuse, Olne faisait partie, sous le rapport spirituel, du diocèse de Liège ; à ce point de vue, il dépendait de l'archidiaconé de Condroz et du doyenné de Saint-Remacle au pont d'Amercœur.

La paroisse d'Olne était plus étendue que le ban de ce nom ; elle s'étendait sur les territoires de Mont-Saint-Hadelin et de Nessonvaux, et avant l'érection de la paroisse de Fraipont, en 1788, elle comprenait la Basse-Fraipont. Même après la séparation de ce dernier hameau, il y avait encore jusque quatre et même cinq prêtres attachés à l'église d'Olne (1).

Notre église était remarquable au siècle dernier par plusieurs monuments qui ont disparu depuis : au milieu du chœur il y avait une épitaphe en pierre avec les armes de l'empereur au milieu et celles de quatre évêques de Liège sur les quatre coins ; à côté, il y avait la pierre sépulcrale de messire Pierre-Mathieu d'Olne, chevalier du Saint-Empire (2).

Jusqu'en 1790 un ministre était à la tête de la communauté calviniste d'Olne. Il occupait le presbytère et était assisté d'un lecteur-instituteur. Le ministre, les deux anciens et les deux diacres formaient le *consistoire*. Les diacres étaient spécialement chargés du soin

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 63.

(2) *Ibidem*, doc. 70.

des pauvres, et nous avons appris que les revenus de la *diaconie* étaient de quelques centaines de florins qui furent confisqués, en 1802, au profit du bureau de bienfaisance.

Olne était une seigneurie. Le seigneur nommait les sept échevins ou juges de la Cour de justice, le forestier, le greffier, les procureurs. Il établissait aussi un officier-bailli tant pour les causes civiles que criminelles, et deux *assoïeurs*, c'est-à-dire des agents chargés de régler le prix du pain, de la viande et de la bière (1); enfin un chirurgien assermenté.

Contrairement à la coutume suivie dans les autres bans du pays, le seigneur ne nommait pas le mayer; cette charge était héréditaire et constituait un véritable fief du comté de Dalhem.

Nous nous efforcerons, dans cette notice, de retracer exactement les *franchises communales* dont le peuple d'Olne jouissait depuis le *xvi^e* siècle, et les luttes ardentes auxquelles donna lieu l'élection des deux commis ou bourgmestres du ban d'Olne.

Le *Grand Calendrier de Herve* de l'année 1794, cite le village d'Olne comme un des plus beaux du pays. Déjà à cette époque, toutes les maisons étaient construites en pierres ou en briques, couvertes en ardoises ou en tuiles, rarement en chaume, rangées très régulièrement et en forme de rue sur un roc qui lui servait de pavé, en sorte qu'il ressemblait plus à une ville qu'à un village.

L'industrie et le commerce étaient florissants : à cette époque, Olne était un petit centre ; on y tenait tous les lundis un marché très suivi, et il y avait dans le village plusieurs négociants très respectables et dont le débit ne le cédait guère à ceux de la ville. Cette prospérité devait recevoir, cinquante ans plus tard, un rude

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXIV, fol. 169 v^o. Pour les autres fonctionnaires, voir notre chapitre IV.

coup par l'établissement du chemin de fer, qui devait faire refluer vers la vallée de la Vesdre le commerce et l'industrie; ne nous plaignons pas toutefois, le bien général doit faire oublier quelques désavantages particuliers.

Plusieurs habitants d'Olne s'occupaient à la clouterie, et dans les communes environnantes beaucoup de familles travaillaient pour les maîtres-cloutiers d'Olne. En 1792, le gouvernement venait d'autoriser l'établissement d'une nouvelle fenderie dans la paroisse d'Olne (1). Nous ignorons l'emplacement de cette fenderie, et il est douteux qu'elle ait jamais été construite, tant étaient profondes les commotions politiques de l'époque.

Il y avait une papeterie à Saint-Hadelin.

Avec la clouterie, l'agriculture était la principale branche d'industrie, mais elle était encore bien arriérée; la culture des chardons pour la fabrication du drap était une des plus prospères.

Le manque de bonnes voies de communications était la principale cause de la situation précaire de l'agriculture: on ne voyait partout que des chemins étroits, profondément encaissés, mal entretenus et sillonnés d'ornières profondes. Le principal de ces chemins était la vieille voie de Liège à Verviers qui passait sur le Rafhay et séparait le ban d'Olne d'avec le territoire de Soumagne et la vouerie de Fléron; une partie de ce chemin existe encore et passe devant l'ancienne brasserie du Rafhay; on l'appelle encore *voie de Liège*.

Un autre chemin important à cette époque, quoique mal entretenu, était celui d'Olne vers Soumagne; il était qualifié de *chemin royal*. Nous ne devons pas oublier le chemin très fréquenté appelé l'*Ardenoise*

(1) *Grand Calendrier de Herve*, année 1792, p. 35. Une fenderie est une usine où on prépare les barres pour la fabrication des clous.

voie (1), qui venait de Fléron, côtoyait le Mont-Saint-Hadelin et se dirigeait vers l'Ardenne par Hansez, Haute-Fraipont et Banneux; pour faciliter ce trajet, on avait établi un pont sur la Vesdre devant Fraipont.

On parlait beaucoup, à la fin du siècle dernier, de la construction d'une grande chaussée de Herve vers la France (2). Elle devait passer par Olne, et le commerce de cette localité en aurait reçu un singulier accroissement; c'étaient là des projets que la Révolution française et la conquête du pays devaient faire oublier.

La Vesdre était l'unique rivière; elle formait au Midi la limite du ban d'Olne qu'elle séparait des principautés de Liège et de Stavelot. Le manque de routes convenables était cause qu'on se servait de ce petit cours d'eau pour le transport des marchandises; le curé Arnotte raconte (3) qu'on y chargeait et déchargeait du fer en barres, des clous, des canons et toutes espèces de denrées. Cela pourra sembler étonnant quand on considère le maigre filet d'eau qu'on appelle aujourd'hui la Vesdre, mais il ne faut pas oublier qu'à cette époque, la contrée beaucoup plus boisée qu'aujourd'hui entretenait beaucoup mieux l'humidité du sol, et que l'eau de la rivière n'était pas entièrement accaparée comme aujourd'hui par les besoins de l'industrie dans l'agglomération verviétoise.

La Vesdre était autrefois extrêmement poissonneuse; aussi le droit de pêche dans les eaux de cette rivière donna-t-il lieu à bien des usurpations, des contestations et des procès dont nous rendrons compte plus loin.

(1) *Cour d'Olne*, vol. XLVII, fol. 68. Elle se nommait ainsi parce qu'elle se dirigeait vers l'Ardenne.

(2) *Grand Calendrier de Herve*, année 1792, p. 60.

(3) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 70.

II.

L'ORIGINE D'OLNE ET SON HISTOIRE
AU XI^e ET AU XII^e SIÈCLE.

Le village d'Olne existait-il l'an mille après Jésus-Christ? Nous en doutons, et s'il existait, il devait être bien peu important, car l'empereur Henri II ayant fondé la collégiale de Saint-Adalbert à Aix-la-Chapelle, et voulant enrichir cette institution, lui donna les villages de Soiron et de Soumagne, avec toute la contrée environnante, sans faire aucune mention d'Olne (1).

Or, il est bien certain que le territoire d'Olne était compris dans cet acte de munificence envers la collégiale.

La chose ne nous paraît pas douteuse, car Olne a toujours depuis lors appartenu à cette collégiale (2) et des documents postérieurs font mention de cette donation de saint Henri comme ayant eu pour objet la contrée qui fut nommée plus tard le ban d'Olne. Ainsi les chanoines de Saint-Adalbert, parlant d'Olne dans des actes publics, ont eu soin de rappeler qu'ils tenaient cette possession de saint Henri le fondateur de leur Chapitre; de plus, ils affirment que l'église d'Olne a été bâtie sur l'ordre de ce même saint empereur (3).

Ce doit être aussi d'après des documents authentiques que Warnot de Belleflamme, curé d'Olne en

(1) « Villas quoque Soron et Solmaniam in pago Lewa in comitatu... » sitas ad usum fratrum Aquisgrani in capellâ sorum martyrum Adalberti » et Hermetis habitantium concedimus... » (Ernst, *Codex diplomaticus*, t. VI, p. 99); Christ. Quix, dans son *Histoire d'Aix*, t. I, p. 46, traduit *in pago Lewa* par *in Lütticher Gau* : dans le pays de Liège.

(2) Du moins depuis 1103, date du diplôme de Henri V dont nous parlons plus loin (Ernst, t. VI, p. 115).

(3) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 10. Concession d'une relique de saint Sébastien; il y est question de : « prætactæ ecclesiæ de Ulnà, olim » a s^{mo} imperatore Henrico exstructæ et a multis sæculis ecclesiæ nostræ » unitæ... » (Cf. Archives de Liège, *Liasse sur Saint-Hadelin*, n^o 12, p. 2).

1542, a écrit l'histoire de cette donation avec beaucoup de détails très précis, dont aucun n'est en contradiction avec les renseignements plus anciens que nous possédons (1).

Remarquons que d'après les paroles de Warnot et des chanoines, la donation susdite a été faite en même temps que la fondation du Chapitre. On ne peut donc pas dire qu'Olne ait été donné plus tard et séparément ; du reste, comment expliquer qu'il ne reste absolument aucune trace de cette prétendue donation qui aurait eu pour objet le seul territoire d'Olne ?

Nous affirmons donc, comme un fait historiquement certain, qu'en 1005 l'empereur Henri II a donné le territoire d'Olne à la collégiale de Saint-Adalbert à Aix, et qu'à cette époque l'église a été bâtie.

Nous ajoutons comme un fait probable que les populations jusqu'alors disséminées sont venues se grouper autour du nouveau temple et ont formé le village d'Olne. Ce n'est pas là une simple hypothèse dépourvue de toute valeur historique ; en effet, Olne n'existait probablement pas avant 1005, puisque Soiron et Soumagne sont seuls nommés dans le diplôme impérial, tandis qu'il est certain que le territoire de notre commune était compris dans cet acte de royale munificence.

Quoi qu'il en soit, le village d'Olne existait au commencement du XII^e siècle (2) ; au XIII^e, il dépassait en importance celui de Soumagne, et nous apprenons que l'église de cette dernière localité dépendait de celle d'Olne (3).

(1) Voy. Appendice, n° II. A consulter aussi Delva, *Postillon divin*, p. 359.

(2) Il est cité dans la sentence de Henri V : « parochia Olne quæ sita » est in pago Ardenne, » citée dans Quix, t. I, p. 53, et copiée par Ernst, *Codex diplomaticus limburgensis*, p. 115.

(3) « Henricus, Dei gratia, Leodiensis episcopus ... cum nos olim » collationem jurispatronatus ecclesiæ de Olne, cui filialis ecclesia de » Soumagne... » (*Archives pastorales*, coll. II, doc. 2).

L'endroit où le village fut construit était-il planté d'*aulnes*, et faut-il attribuer à la présence de ces arbres le nom qui fut donné à notre localité? La chose n'est pas impossible, car autrefois on écrivait *Aulne* et non pas Olne.

La donation faite par saint Henri aux chanoines de Saint-Adalbert ne les a pas rendus seulement seigneurs, mais véritables souverains du territoire d'Olne. Plus tard, menacés dans leurs droits, ils ont protesté que primitivement ils avaient le droit de souveraineté sur la terre d'Olne, que celle-ci de sa nature était terre impériale ne relevant que de leur Chapitre (1).

Dans toute la suite de cette histoire cette assertion se confirmera : nous verrons le Chapitre, deux siècles plus tard, céder aux comtes de Dalhem ce droit de souveraineté sur notre territoire, et le comte de Dalhem dépouiller les chanoines de tous leurs droits seigneuriaux, hormis de leurs revenus fonciers.

Véritables seigneurs et souverains d'Olne, les chanoines de Saint-Adalbert étaient trop éloignés et trop faibles pour administrer par eux-mêmes cette possession.

Ils délèguèrent leurs pouvoirs à un seigneur voisin, qui était chargé de protéger par la force des armes les possessions et les revenus de l'église Saint-Adalbert, ainsi que le prêtre envoyé à Olne, les vassaux et le peuple tout entier.

Ce défenseur portait le nom de *voué* (2).

Plusieurs des voués d'Olne furent de puissants souverains ; ainsi presque tous les ducs de la Basse-Lotharingie paraissent avoir été voués ou protecteurs des possessions du Chapitre Saint-Adalbert à Olne et aux environs. Le plus célèbre d'entre eux, Godefroid de Bouillon l'était en 1095. A cette époque, une lutte san-

(1) Voy. Appendice, n° III.

(2) Dans le record transcrit à la fin de cette notice, il est nommé *voué* ; en latin on disait *vocatus* ou *advocatus* ; on dit aussi *avoué*.

glante avait éclaté entre les sujets du Chapitre et ceux de l'abbaye de Stavelot, qui possédait le territoire de Mont-Saint-Hadelin. Par suite de l'intervention de Godefroid et d'Albert de Namur, voué de Saint-Hadelin, le différend fut tranché par un combat singulier entre un champion d'Olne et celui de Saint-Hadelin ; ce dernier fut vainqueur et le prince-abbé de Stavelot le récompensa par le don d'une terre ; l'acte de donation est contenu dans une charte qui nous a fait connaître l'épisode ci-dessus (1).

On peut constater par cette même charte l'antiquité du droit de souveraineté que possédaient les abbés de Stavelot sur le fief de Mont-Saint-Hadelin.

Un des principaux devoirs du voué était de réunir trois fois par an le peuple d'Olne en un plaid général, d'entendre les plaintes de chacun des manants et de faire justice (2). Le peuple de son côté devait obéir au voué du Chapitre et lui payer ses droits, qui étaient pour chaque plaid général : douze muids de seigle, plus trente muids d'avoine, huit porcs, quatre pourceaux, huit brebis, trente-six poulets et quinze sous pour le vin (3).

Malheureusement des abus ne tardèrent pas à s'introduire : le voué nommé par le Chapitre ne se crut plus obligé de se transporter à Olne ; chargé probablement de plusieurs autres voueries et semblables dignités, il se contentait d'en percevoir les revenus et envoyait des sous-voués chargés d'administrer à sa

(1) Nous n'avons pas vu la charte elle-même, mais un résumé dans le *Registre archival* des barons d'Olne à Baarlo.

(2) Voy. plus loin à notre chapitre IV de plus amples détails sur les plaids généraux.

(3) Voy. S.-P. Ernst, *Codex diplomaticus limburgensis*, p. 115 :
« Tale est autem servitium quod ei debetur in tribus generalibus placitis
» per annum, XII mald. tritici, et XXX et I mald. avenæ, VIII porci et
» IIII porcelli, VIII friskingæ ovinae, XXX et VI pulli, XV solidi ad
» vinum. »

place. Ceux-ci loin de protéger le peuple l'accablaient d'injustices et de mauvais traitements (1).

C'est ainsi qu'en 1103 Giselbert de Gronsveld (2) étant voué ou protecteur d'Olne, le peuple accablé d'extorsions par les sous-voués de ce dernier, envoya des députés à Aix où l'empereur Henri V tenait une cour plénière.

Introduits en présence du prince par Thierry, prévôt de Saint-Adalbert, ils exposèrent leurs griefs. L'empereur décida qu'après le duc de Limbourg, protecteur naturel de toute la contrée, les habitants d'Olne n'auraient plus qu'un seul voué; qu'ils devaient le recevoir chaque année en trois plaids généraux et lui payer les droits accoutumés. Il défendit à Giselbert de Gronsveld, le voué légitime, de nommer des sous-voués et d'exiger dans les plaids des droits contre la justice. Il pouvait seulement envoyer à Olne de simples messagers, payés par lui. Quant aux criminels, le voué ne pouvait plus les punir à sa fantaisie, mais il devait les faire juger par un Conseil (3). Ne serait-ce pas l'origine du tribunal des échevins?

Ce décret est daté des Ides d'août 1103 à Aix-la-Chapelle. On remarque que l'empereur y parle de *la paroisse d'Olne, située en Ardennes*, probablement parce que la forêt d'Ardenne s'étendait alors jusqu'à Olne. Ceci n'a rien d'étonnant, car aujourd'hui encore on peut dire que cette forêt s'étend au Nord jusqu'à la Vesdre.

(1) « Familia S^{ti} Adalberti de parochia Olne ... ad nostrum auxilium » confugit, verbera, rapinas et multas injurias a sub advocatis eis illatas » nobis deploravit » (Ernst, *Codex diplomaticus limburgensis*, p. 115).

(2) La charte dit *de Grules*, voir Ernst à la même page. Dans les vieux documents en latin, c'est toujours par ce nom de Grules qu'on désigne Gronsveld, terre immédiate de l'empire située non loin de Maestricht (*Registre archival de Baarlo*).

(3) « Si vero aliquis pro culpa ab avvocato deprehensus fuerit, consilio ministrorum debet eum tractare, non denitus confundere » (Ernst, *Codex diplomaticus limburgensis*, t. I, p. 115).

Ernst, dans son *Histoire du Limbourg* (1) fait mention d'une autre opinion que les Olnois préféreront : c'est que Olne n'est placé en Ardenne que par une erreur ou une distraction du rédacteur des diplômes impériaux ; il cite plusieurs autres faits semblables : le pape Adrien IV en 1159 place la ville d'Aix en Ardenne ; et en 1216, Honorius III y met l'abbaye du Val-Dieu.

Namèche, dans l'*Histoire nationale*, nous fournit une explication plus rationnelle (2) : le duché de Limbourg était parfois appelé *duché d'Ardenne*, et nous voyons saint Albert de Louvain, évêque de Liège, désigner son oncle Henri le Vieux, duc de Limbourg, par le titre de duc d'Ardenne. Or, les ducs de Limbourg se disaient souverains de tout le pays jusqu'à la Meuse (3).

Les XI^e et XII^e siècles ont été par excellence les siècles de la *chevalerie*, époque brillante par les prouesses, la valeur militaire, les hauts faits d'armes, mais encore plus triste à cause des guerres intestines, des brigandages et des assassinats.

C'était le peuple des villages qui souffrait le plus des terribles luttes entre les châtelains. Thierry de Houffalize, homme libre qui, vers 1190, était voué d'Olne ne put se défendre contre les attaques de ses adversaires : il fut dépouillé de sa charge ; le peuple fut rançonné et les chanoines de Saint-Adalbert essuyèrent de grandes pertes dans leurs biens (4).

(1) Ernst, *Codex diplomaticus limburgensis*, t. I, p. 323.

(2) *Histoire nationale*, t. IV, p. 445, dans une note.

(3) Ernst admet cette souveraineté sur une partie du comté de Dalhem ; mais après la bataille de Woëringen, le souverain et le feudataire se confondirent dans la personne du duc de Brabant.

(4) « ... Vobis etiam districtè præcipimus ut virum nobilem Walera-
» mum de Montjoie ex parte nostra efficaciter inducatis quatenus ipse
» deponat et emendet gravem injuriam ... quam prædicta nostra ecclesia
» B^{ti} Adalberti sustinet in bonis suis apud Olne et Sorun ... » (Quix,
Codex diplomaticus Aquensis, t. II, p. 97).

Les adversaires de Thierry devaient être puissants, car il ne fallut rien moins que l'intervention de l'empereur Henri VI pour faire rétablir le voué ainsi que le Chapitre dans leurs droits.

A la demande de Henri, Waleran, seigneur de Montjoie, prince de la famille ducale de Limbourg, fit au nom du duc son maître une expédition à Olne pour rétablir l'ordre et punir les usurpateurs.

Thierry de Houffalize resta seul maître de la vouerie d'Olne, qu'il céda plus tard en fief à un certain Wagger (1) qui, en 1197, avec d'autres chevaliers, suivit le valeureux Waleran de Limbourg et Conrad, archevêque de Mayence, dans la croisade qu'ils entreprirent dans le but de reprendre Jérusalem (2). En effet, le bruit de la mort de Saladin avait ranimé la confiance des chrétiens, et leur avait inspiré l'espoir de récupérer la ville sainte.

Une nombreuse armée s'assembla en Allemagne, et le prince limbourgeois en fut un des principaux chefs. Il se couvrit de gloire dans cette expédition, mais Jérusalem ne put être reprise à cause des dissensions entre les chrétiens.

Notre modeste localité eut aussi quelque part à cette expédition, puisque, comme nous venons de le dire, parmi les compagnons de Waleran se trouvait Wagger, auquel Thierry de Houffalize avait cédé en fief la vouerie d'Olne. Pour se procurer l'argent nécessaire à son équipement et à son voyage, Wagger céda en gage pour la somme de 31 marcs la vouerie d'Olne et de Soiron à son frère Wigger et à Conrad, prévôt de Saint-Adalbert. Il se réserva la faculté de la dégager

(1) « Postea vero Aquis in domo mea Waggerus per manum domini » sui Theodoricus de Hyfalis prædictam advocatiam in pignore mihi posuit ... » (Ernst, *Codex diplomaticus limburgensis*, p. 161; J. Daris (d'après Quix), *Analectes*, t. XIV, p. 338).

(2) Cette croisade se place entre la troisième et la quatrième croisade générale.

deux ans après son départ, et ensuite après chaque année révolue.

Il y eut donc, l'an 1197 et les années suivantes, deux seigneurs qui possédèrent en commun la vouerie d'Olne; il est probable que le seul Wigger résida dans cette localité, car il remplaçait son frère et il dut promettre à Conrad, son collègue, de ne rien innover dans la vouerie sans le consentement de celui-ci (1).

L'histoire ne nous apprend pas si Wagger revint de la Terre-Sainte, ni s'il rentra en possession du ban d'Olne.

Les voués ou avoués avaient l'habitude à cette époque d'usurper les droits seigneuriaux aux dépens du seigneur véritable, surtout si celui-ci n'était qu'un corps d'ecclésiastiques ou de religieux (2); cependant les chanoines de Saint-Adalbert parvinrent à se maintenir en possession de tous leurs droits à Olne pendant deux siècles et demi. Ainsi nous les voyons donner en fief un moulin banal situé à Vaux-sous-Olne. En 1224, ceux qui le détenaient refusèrent de payer la redevance entière due au Chapitre (3). Le différend finit par être soumis au jugement du Souverain-Pontife qui désigna des arbitres pour examiner et trancher la question. Ces arbitres furent le doyen et des chanoines de l'église royale de Notre-Dame d'Aix. Ils citèrent à leur tribunal les Olnois récalcitrants; ceux-ci n'ayant point obéi à cette injonction, furent excommuniés (4).

(1) « Wiggerus autem socius meus hoc fideliter promisit, quod in » *avocatia nichil sine consilio meo statuet vel ordinabit* » (Ernst, *Codex diplomaticus limburgensis*, p. 161).

(2) Voy. Namèche ou Ernst, au XII^e siècle.

(3) « Decanus cantor et canonici iudices a domino papa delegati » *notum fecimus omnibus ... quod cum altercatio esset de molendino » vallis de Olne, parochiæ de Olne ...* » (*Archives pastorales*, coll. II, doc. 1, copie).

(4) « Qui citati isti et de gratia iterum atque iterum nec venerunt nec » *pro se miserunt, unde eos pro contumacia excommunicavimus ...* » (*Ibidem*).

Ils furent relevés de l'excommunication lorsqu'ils eurent envoyé deux d'entre eux, Libert et Everard, pour s'entendre avec le Chapitre; les juges délégués par le pape terminèrent le différend en fixant la somme que les détenteurs du moulin devaient payer annuellement au doyen de Saint-Adalbert.

Il est souvent question à cette époque de ce moulin de Vaux-sous-Olne. En 1243, Erenfried, doyen de Saint-Adalbert, possédait la moitié de ce moulin; il prit l'autre moitié en location de concert avec un certain *Bovo du Chêne d'Olne* (1). Quelques années plus tard, le même Erenfried assigna ce moulin comme garantie d'un anniversaire qu'il avait fondé pour Béatrice, dame de Soiron (2).

Ces détails sur le moulin nous ont fait empiéter quelque peu sur la seconde période de notre histoire, que nous allons aborder.

III.

LA SEIGNEURIE DU BAN D'OLNE EST CÉDÉE AUX COMTES DE DALHEM. OLNE AU XIII^e SIÈCLE.

Les chanoines de Saint-Adalbert ne pouvaient pas conserver plus longtemps ce droit de souveraineté qui leur était préjudiciable, car ils ne pouvaient pas le défendre contre des voisins puissants et turbulents. Parmi ces derniers nous devons compter les ducs de Limbourg qui, loin de protéger les biens ecclésiastiques enclavés dans les limites de leur duché, profitaient au contraire de leur voisinage pour les piller et les ravager sans cesse. Warnot de Belleflamme nous raconte que

(1) « Cuidam Bovo dicto de quercu de Hone » (Quix, *Codex diplomaticus Aquensis*, vol. II, p. III, n° 164).

(2) *Ibidem*, t. II, p. 117, n° 168. Cette chartre dit Vaux-sous-Soiron, mais on veut dire évidemment Vaux-sous-Olne.

les Olnois étaient continuellement molestés et rançonnés par les troupes limbourgeoises (1).

Nous avons déjà constaté le caractère de véracité du récit de Warnot, et ce qu'il nous dit ici est singulièrement confirmé par ce que l'histoire nous raconte (2) de l'humeur guerrière des derniers ducs de Limbourg surtout de Henri le Vieux et de son fils Waleran III.

En conséquence, le Chapitre résolut de se choisir un défenseur tellement puissant qu'il n'eût plus rien à craindre de personne.

Il y avait alors en Belgique un prince pacifique qui travaillait uniquement au bonheur de ses sujets : c'était Henri II surnommé le Magnanime, duc de Brabant ; durant tout son règne il ne fit qu'une seule guerre, et le résultat en fut des plus avantageux pour lui : il fit en 1238 la conquête du comté de Dalhem (3), qui depuis lors est toujours resté uni au duché de Brabant.

Ce fut ce prince que les chanoines de Saint-Adalbert choisirent, vers 1240, pour voué et défenseur perpétuel de leur terre d'Olne. En échange de la protection qu'il leur promit, ils s'engagèrent à lui payer chaque année, hors de leurs dimes, douze muids et quatre setiers d'épeautre, et six muids d'avoine, mesure liégeoise (4).

(1) « Porro dicti canonici, ut suorum subditorum bellicis calamitatibus » incessanter a duce Limburgensi oppressorum quieti et tranquillitati » consulerent, et ab indebitis eos molestiis et vexationibus liberos redderent ... » (*Archives pastorales*, coll. II, doc. 5).

(2) Namèche, *Histoire nationale*, t. IV, pp. 444 à 457.

(3) *Ibidem*, t. IV, p. 556. C'est toujours le *comte de Dalhem* qui a été reconnu comme souverain à Olne, comme s'il n'avait pas eu d'autre qualité.

(4) « ... Circà annum Domini millesimum ducentessimum quadagesimum, eundem in suorum subditorum advocatum ob crebras Limburgensium incursiones assumpserunt, eique ob id quotannis numerare ... » cum certis quibusdam minutis Juribus quæ scabini suprâdicti adhuc » hodiè recordantur, duodecim modios spelte pactus et mensuræ leodiensis, cum quatuor sextariis consimilibus atque octo modios avenæ » mensuræ aquensis efficientes sex modios pactus leodiensis, spontè se » obligarunt et ultrâ dederunt » (Récit de Warnot, *Archives pastorales*, coll. II, doc. 5).

Les termes dont se sert Warnot de Belleflamme n'indiquent pas, il est vrai, une translation du pouvoir souverain sur notre ban, mais les chanoines de Saint-Adalbert ont eux-mêmes reconnu que le comte de Dalhem est devenu, par suite de cette cession, véritable souverain d'Olne (1).

Il n'y a donc pas de doute quant à la souveraineté. Mais est-il certain que les chanoines ont cédé aussi les droits seigneuriaux proprement dits, notamment le droit d'établir une cour de justice ?

F.-A. Arnotte répond (2) affirmativement : « En » 1240, le Chapitre de Saint-Adalbert céda *potestatem* » *gladii et jurisdictionem* à Henri II duc de Brabant, » se réservant la juridiction foncière, le passage de la » rivière de Vesdre, les poids et mesures et la dime » dudit Olne, n'y ayant cependant pas une cour fon- » cière ni tenans ... »

Nous ne savons où Arnotte a puisé ces détails si précis. Il semble reproduire quelque vieux document latin, car il croit nécessaire de citer littéralement les mots essentiels que le registre archival de la cure reproduit également.

Cette opinion est conforme au texte du plus ancien de nos records : « Item ont lesdits signeurs d'One » donné à ung comte de Dolhen le hauteur dudit » ban (3) ... » Aussi le comte de Dalhem est-il dans la suite nommé *seigneur hautain* du ban d'Olne.

Le comte de Dalhem était en même temps duc de Brabant ; c'est pourquoi nous voyons plusieurs fois dans la suite Olne figurer dans des écrits publics comme faisant partie du duché de Brabant.

Les règnes si paisibles de Henri II et de son fils Henri III ne manquèrent pas d'amener une période

(1) Voy. Appendice, n° III.

(2) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 70.

(3) Voy. au Chapitre suivant, le commentaire sur le record des statuts et privilèges du ban d'Olne.

de tranquillité relative pour les habitants si longtemps éprouvés de la seigneurie d'Olne.

Toute relation n'avait pas cessé entre les Olnois et le duc de Limbourg; ceux-ci qui possédaient plusieurs seigneuries sur les bords de la Vesdre et de l'Ourthe, revendiquaient un certain droit de souveraineté sur ces rivières (1) jusqu'à leur embouchure; par là même, ils avaient le devoir de s'y rendre de temps à autre pour empêcher les usurpations et assurer le libre exercice de la pêche sur tout le cours de ces rivières (2).

Or les gens d'Olne devaient pendant une nuit héberger le duc avec sa suite lorsqu'il entreprenait une de ces expéditions. Il s'éleva une contestation entre les habitants et le Chapitre de Saint-Adalbert sur le point de savoir qui devait supporter les frais de ce logement. Le duc de Limbourg, Waleran IV, dans une charte du 5 avril 1263, décide que le Chapitre en paiera la moitié, et les habitants l'autre moitié (3).

Nous avons dit que le Chapitre de Saint-Adalbert entretenait à ses frais un prêtre à Olne; on comprendra que nous ne puissions citer le nom de tous les desservants à cette époque reculée. En 1224 nous voyons le nommé H. Remfroid, curé d'Olne et de Soiron (4), figurer comme témoin dans l'accord conclu entre le Chapitre et les meuniers de Vaux-sous-Olne. Il y avait donc

(1) Au moins sur la Vesdre, d'après Ernst, *Histoire du Limbourg*, t. I, p. 60.

(2) « Walramus dux Limburgensis notum facimus universis quod » dum nos proficisci contingit super Weseram et Urtam ad expediendam » aquam de indebitis piscaturis et aliis occupationibus minùs justis, nobis » ac nostre comitive debentur expense unius noctis apud One ... » (Ernst, *Codex diplomaticus limburgensis*, p. 263).

(3) « Nos facta diligenti inquisitione et investigatione, invenimus de » bona veritate seniorum et fidelium terre nostre dictos decanum et capitulo » tulum teneri tantum ad dimidietatem dictarum expensarum, et homines » dicte parochie ad residuam dimidietatem » (*Ibidem*).

(4) « Testes hujus facti sunt Waltherus cantor, H. Remfroid investitus » titus de Olne et Soron ... » (Chirographus fidei, *Archives pastorales*, coll. II, doc. 1).

en ce moment un seul prêtre pour Olne et Soiron réunis ; mais en 1264 il y en avait un pour Olne seul. Il est cité dans une charte de l'évêque de Liège, Henri de Gueldres, et son nom était Nicolas, d'après le chanoine Quix (1) qui a transcrit cette pièce.

En vertu de cette sentence de Henri de Gueldres le Chapitre avait à fournir au curé pour sa subsistance : une portion congrue de 10 marcs liégeois, les offrandes des fidèles et la dotation de la cure consistant en terres arables, prés, chapons et bière, le tiers de la petite dîme et dix muids de la grosse dîme, partie d'épeautre, partie d'avoine (2).

Ces prés et ces terres arables, cités en 1264 comme dotation de la cure, étaient-ils ces mêmes biens de cure, adjacents au presbytère et dont les curés ont joui jusqu'en 1878 ? Nous le pensons, et nous ferons remarquer à ce propos que Warnot parle aussi des prairies (*prædia*) qui ont été comprises dans la donation faite autrefois par Henri II au Chapitre de Saint-Adalbert ; dans cette supposition, ces biens de cure seraient donc aussi anciens que l'église elle-même.

En 1291, un certain Richald était curé d'Olne ; il était en même temps doyen du concile de Saint-Remacle-au-Pont ; il prit en location, des mains du Chapitre, les dîmes d'Olne et de Soiron, pour la somme de 22 marcs de Liège, payables à Pâques et à la Saint-Remy (3). A cette époque, le Chapitre était

(1) Quix, *Codex diplomaticus Aquensis*, t. II, p. 131, cité par J. Daris. Une copie de ce diplôme, qui se trouve dans les archives de la cure, porte le nom de Richald au lieu de Nicolas.

(2) « ... Decanus quoque et capitulum ecclesiæ S^{ci} Adalberti Richaldo » sacerdoti ejusdem ecclesiæ... assignarunt portionem competentem va-
» lentemque decem marcis leodiensibus, silicet oblationes et ea quæ ad
» altaria ipsa et ex ipsis altaribus spectant et proveniunt, res dotales nos-
» tri rectoratus de Olne, et de fructibus jacentibus tam in terris arabilibus
» quam in pratis ... » (*Archives pastorales*, coll. II, doc. 2).

(3) « Universis ad quos præsentis litteræ pervenerint, nos Richaldus
» investitus de Olne, decanus ecclesiæ S^{ci} Remacii leod. notum facimus

toujours regardé comme seigneur d'Olne, c'est pourquoi on ne parle pas de la dime, mais de la redevance seigneuriale ou *census*. Richald déclare dans cet acte qu'il accepte la dime aux mêmes conditions que Jean de Sieudelaii l'avait autrefois obtenue. Cette manière de s'exprimer nous fait croire que ce Jean de Sieudelaii pourrait bien être un des prédécesseurs de Richald.

IV.

ORGANISATION DU BAN D'OLNE

A PARTIR DU XIV^e SIÈCLE.

LE FORESTIER, LE MAYEUR, LA JUSTICE, ETC.

Trois fois par an le peuple d'Olne était convoqué et réuni en un plaid général, dans lequel les échevins ou juges de la Cour de justice proclamaient les droits et les devoirs de chacun. C'était comme un code élémentaire, que plus tard on recueillit par écrit et qu'on a appelé *record*. Nous avons transcrit le plus ancien de nos records (1), nous en avons arrangé méthodiquement les dispositions, combinées avec celles d'autres records, et nous les avons complétées au moyen de nos archives et des commentaires d'hommes compétents (2); nous sommes arrivés ainsi à pouvoir donner une idée de l'organisation du ban d'Olne à partir du XIV^e siècle; cette organisation s'est en partie modifiée plus tard par suite des changements politiques.

» et fatemur quod nos à viris venerabilibus d^{no} decano et capitulo ecclesiæ
» B. Adalberti Aquen. census eosdem de Soron videlicet et de Olnequem-
» admodum Johannes de Sieudelaii aliquando eosdem census in pacto
» habere consueverat, pro 22 marcis leod... in pactum recipimus ad
» 4 annos ... » (Christ. Quix, *Codex diplomaticus Aquensis*, t. II, p. 164, n^o 242).

(1) Nous avons transcrit en appendice, d'après M. J. Daris, celui qui se trouve dans le vol. CXXV de la *Cour d'Olne*. MM. Crahay et Casier, dans les *Coutumes d'Outremeuse*, en ont transcrit un autre qui est du XVI^e siècle.

(2) Surtout de MM. Crahay et Casier, *Coutumes d'Outremeuse*.

DROITS ET DEVOIRS DU CHAPITRE. Les échevins proclamaient que le Chapitre de Saint-Adalbert à Aix était seigneur tréfoncier du ban d'Olne. Il avait donc droit, de la part de ceux qui exploitaient le sol, à une redevance annuelle, ce fut cette redevance, pensons-nous, qui plus tard fut appelée dîme. En revanche, le Chapitre était tenu de remplir les obligations suivantes : entretenir à Olne un prêtre pour le service divin ; lui fournir les ornements nécessaires ; veiller à la conservation et à l'entretien de l'église ; fournir une grosse cloche dite décimale ou de la dîme, et la faire sonner ; livrer les animaux reproducteurs, placer deux barrières aux deux extrémités du village, et payer les échevins pour les services qu'ils rendaient dans la perception de la dîme.

DROITS ET DEVOIRS DU COMTE DE DALHEM. Celui-ci était le véritable seigneur-souverain d'Olne, en vertu de la cession lui faite par les chanoines en 1240. Il devait leur procurer, ainsi qu'aux habitants, pleine sécurité contre toutes les attaques, brigandages, extorsions tant du dehors que du dedans (1). Il devait protéger les personnes et les biens, dût-il pour cela employer la force armée. En revanche, les chanoines devaient annuellement lui payer, hors de la dîme, les muids d'épeautre et d'avoine énumérés au chapitre précédent ; en outre ils lui devaient 60 gros ou 2 marcs de bonne monnaie et vingt-quatre poules, fournies par les habitants pour l'usage des bois et des aisances ou biens communaux.

De leur côté, les manants avaient à payer au comte de Dalhem 8 1/2 marcs. Les 8 marcs étaient pour le comte lui-même ; le 1/2 marc pour les échevins et le forestier, car ceux-ci devaient aider le receveur dans la perception de l'impôt. La perception devait se faire

(1) « De tonte et de robe et de mâle accesse » (Voy. Appendice, n° 1).

vers la Saint-Remy, et être annoncée un ou deux dimanches à l'avance.

DU FORESTIER. Les records l'appellent : garde héréditaire des forêts et des eaux (1) ; le titre de sa fonction indique assez les devoirs qu'il avait à remplir. Cette charge ne resta pas longtemps héréditaire.

Le forestier était payé en partie par le Chapitre et en partie par les habitants : les chanoines lui payaient annuellement un muid d'avoine pour les services qu'il leur rendait dans le ban d'Olne ; chacun des habitants, les échevins exceptés, lui payait un pain et une poule.

Toutes les poules n'étaient pas pour le forestier ; il devait réserver les vingt-quatre dues au comte de Dalhem, comme nous l'avons dit plus haut. Il existait une singulière coutume, quant à la manière de faire parvenir les vingt-quatre poules à Dalhem ; une terre du ban d'Olne nommée *en Agostrée* était frappée de cette servitude : celui qui en était possesseur était tenu de conduire ou de faire conduire à Dalhem les volailles du comte.

Les habitants de trois hameaux ne payaient ni le pain ni la poule au forestier, mais un setier comble (2) d'avoine au receveur du Chapitre ; ces trois hameaux étaient Froidbermont, Gélivaux et Martinmont.

DU MAYEUR. Le mayer était le président du tribunal des échevins ; il dirigeait les débats mais n'avait pas droit de suffrage.

C'était le mayer qui était chargé de rechercher l'auteur d'un méfait et d'instruire la cause ; à ce titre il commandait le forestier. Devant la Cour il *semonnait* les échevins, c'est-à-dire les mettait au courant de tous les détails de la cause. Il interrogeait l'accusé et les

(1) « Fouesty hirtable de bois et de awe » (Voy. Appendice, n° 1).

(2) « Réservez Freubimont, Gelivaux et Martinmont lesquelles trois » villes chascune doit à charier deseur escript ung rez styr d'avoine » (*Ibidem*).

témoins. Enfin, c'était encore le mayer qui était chargé d'exécuter la sentence prononcée par les échevins. Les insignes du mayer, dans certaines circonstances solennelles, étaient la verge ou baguette (1).

Remarquons toutefois que le mayer n'avait pas juridiction dans les causes criminelles. S'il s'agissait de quelqu'un qui avait *forfait le corps*, c'est-à-dire perpétré un attentat contre la vie d'une personne, le mayer devait le livrer au voué du comte de Dalhem, qui le faisait juger par la Haute-Cour de cette ville (2).

Il en fut ainsi jusqu'en 1559. Alors Olne devint une seigneurie particulière et le seigneur d'Olne obtint la basse, moyenne et haute juridiction. Les échevins de notre Cour de justice purent alors juger les causes criminelles ; mais les attributions du mayer ne furent pas pour cela augmentées, car le seigneur nommait un *officier-bailli* pour les causes criminelles et civiles.

La charge de mayer était héréditaire. Aussi finit-elle par tomber dans des mains incapables et même en quenouille (3). Le mayer se fit alors remplacer par un lieutenant-mayer. Cette charge héréditaire était un véritable fief du comté de Dalhem. Or, comme chaque nouveau mayer était obligé de relever le fief et de prêter serment de fidélité au souverain, nous avons pu découvrir le nom de plusieurs des mayeurs : Johan fils de Willeame était mayer en 1426 (4) ; Tachin de Trembleur releva la mayerie le 28 mai 1479 (5) Wilhem van Scoppem vers 1500 ; Adrien de Fraipont le 6 no-

(1) *Cour d'Olne*, vol. IX, au 13 mai 1680 ; vol. XXVIII, fol. 189.

(2) « Se ly fais est criminel ou tiel de quoy il ait forfait le corps, ly » mair le doit livrer à vowé en quel lieux que luy plaist dedens sa haul- » teur » (Voy. Appendice, n° 1).

(3) En 1794 le mayer héréditaire était M^{lle} Nizet, par droit féodal ; le substitut-mayer M. Vrithoff (*Grand Calendrier de Herve*, de 1794). Nous ne parlons pas ici de l'obligation qui fut imposée aux mayeurs catholiques, vers 1660, d'employer un lieutenant-mayer réformé.

(4) Le Fort, 2^e série, t. XIX, fol. 307.

(5) Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13,146, fol. 104 v°.

vembre 1517 (1) ; Mathieu Nizet vers 1600 ; Everard Nizet, fils de Mathieu, le 20 décembre 1623 (2) et depuis lors les Nizet, de père en fils, jusqu'à la Révolution française.

DES ECHEVINS. On nommait ainsi les sept juges de la Cour de justice du ban d'Olne. La présence de ces sept juges n'était pas strictement requise, car nous avons trouvé des sentences prononcées par quatre, voire même par trois échevins.

Outre leur charge de juges, les échevins avaient des fonctions à remplir dans certaines ventes publiques, dans la perception de la taille ou de la dîme, dans la visite des cadavres en cas de mort par accident (3), etc.

Le père et le fils, l'oncle et le neveu, deux frères, deux cousins ne pouvaient être échevins en même temps. Plus tard les Calvinistes obtinrent dispense de cette prohibition par égard pour leur petit nombre.

C'était le seigneur qui nommait les échevins en observant les prohibitions susdites ; il avait du reste une grande latitude dans le choix à faire : ainsi les illettrés n'étaient pas exclus, et nous voyons des échevins de la Cour d'Olne, incapables de signer leur nom, se contenter de marquer d'une croix le bas des actes (4).

Une fois nommés, les échevins étaient inamovibles et ne pouvaient être révoqués que pour une cause légitime et par décret du juge (5).

Les échevins étaient payés au moyen des amendes. Le mayeur y avait aussi sa part, double de celle de chaque échevin.

(1) Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13,146, fol. 252.

(2) *Ibidem*, reg. 13,147, fol. 220.

(3) *Cour d'Olne*, vol. XXIV, fol. 193 v^o.

(4) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 31^a : « Heuskin † eschevin » d'Olne ne sachant écrire. »

(5) On verra, notamment dans notre chapitre XVII, que les réformés se soucièrent peu de cela.

DE LA COUR DE JUSTICE. Elle était composée du mayer et des sept échevins ou juges ; ces derniers avaient seuls droit de suffrage. La Cour siégeait tous les quinze jours dans un local qui lui était fourni par la communauté du ban d'Olne (1). Ce local s'appelait le consistoire scabinal.

Toute personne arrêtée ou accusée d'un crime avait le droit d'être jugée d'après les lois ou coutumes du ban d'Olne, l'accusateur fût-il noble (2). Ces coutumes devaient être suivies dans l'interrogatoire de l'accusé et des témoins. Mis par le mayer au courant de tous les détails de la cause, ayant assisté à tous les débats, les échevins pouvaient prononcer la sentence immédiatement si leur conviction était formée (3); sinon la cause était tenue en délibéré.

Ce ne fut qu'après 1559 que la Cour d'Olne siégea dans les causes criminelles. Les justiciables pouvaient appeler d'une sentence de cette Cour à la Haute-Cour de Dalhem.

Une petite Cour de justice siégeait sur le fief, pour les habitants du territoire de Mont-Saint-Hadélin ; on appelait de ce tribunal à la Souveraine-Cour de Stavelot.

DES PLAIDS GÉNÉRAUX. On désignait sous ce nom des assises solennelles présidées par le seigneur ou son envoyé, et dans lesquelles les vassaux assemblés étaient admis à exposer leurs griefs ou à répondre aux accusations produites contre eux. Ces assises avaient un caractère administratif en même temps qu'un caractère judiciaire. Les échevins avaient coutume d'y rappeler les droits et les devoirs de chacun : aussi bien ceux des seigneurs ou des fonctionnaires que ceux des simples manants ou *masuyrs*.

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXIX, fol. 86 et 124.

(2) « Soit sieur soit aultre » (Voy. Appendice, n° I).

(3) « Se ly eschevins est sage » (*Ibidem*).

Dans le principe, ces réunions étaient tenues en plein air, sous des arbres ou à l'abri de quelque grand orme (1); mais au XVII^e et au XVIII^e siècle elles se tenaient au local ordinaire de la justice, et ne différaient des plaids de quinzaine qu'en ce que tous les Olnois pouvaient librement s'y faire entendre.

Anciennement, le comte de Dalhem envoyait expressément un *voué* pour tenir les plaids généraux; mais d'après un record du XVI^e siècle (2) le mayer les tint dans la suite.

A Olne, les plaids généraux avaient lieu trois fois par an : le deuxième lundi après les Rois; le deuxième lundi après Quasimodo et le deuxième lundi après la Saint-Remy. On les annonçait à l'église deux dimanches consécutifs, et le mayer devait veiller (3) à cette publication.

Il en était ainsi au XVI^e siècle, mais plus anciennement, le voué envoyé par le comte de Dalhem, faisait simplement, dès son arrivée, assembler le peuple par le forestier; alors il demandait si quelqu'un des habitants avait à se plaindre du voué, du mayer, des échevins, du forestier ou de quelqu'un des habitants. Il déclarait qu'il était là pour redresser les torts et punir ceux qui se seraient conduits contrairement aux lois du pays (4). Il arrivait que le mayer n'avait pas des forces suffisantes pour mettre à exécution une sentence prononcée, car les coupables se défendaient quelquefois; dans ce cas, c'était au voué qu'incombait le devoir d'amener une troupe assez forte pour faire respecter les décisions de la justice.

(1) Crahay, *Coutumes d'Outremeuse*, préface, p. xi.

(2) *Record d'Olne* du XVI^e siècle, transcrit par Crahay, même ouvrage p. 148.

(3) Voy. le même Record, dans Crahay, *Coutumes d'Outremeuse*.

(4) « Sy yat homme nez femme qui soit déplains de mair, de » fouesty, des eschevins, de vouwé, de renty, de masuyr de l'ung à » l'autre qui soient mynez four del loi du pays, ilh siet là pour le radre- » chier » (Voy. Appendice, n° I).

POLICE DES EAUX. Une partie de la rivière de Vesdre appartenait à la seigneurie d'Olné. On tirait une ligne imaginaire au milieu du lit de la rivière en suivant son cours, et la moitié qui coulait le long du ban d'Olné (1) appartenait à cette seigneurie. La pêche était affermée à deux pêcheurs et le revenu en était pour le prévôt de Saint-Adalbert, qui devait donner chaque année un poisson au mayeur d'Olné, un au forestier et un à chacun des échevins, pour reconnaître leurs services dans la surveillance de la rivière. Ces poissons devaient être d'une longueur de trois pieds entre la tête et la queue (2).

Les locataires de la pêche étaient chargés par le prévôt de livrer ces poissons : c'était une des conditions de la location. Ils devaient les fournir pendant l'Avent, ou sinon ils devaient payer la valeur de poissons pareils selon le prix qu'on en donnait au marché de Liège pendant le même Avent.

Si d'autres que les deux locataires usurpaient le droit de pêche, le forestier devait les conduire à Olné devant les échevins, qui les condamnaient à l'amende. Il s'agit ici de la pêche en grand et en vue de faire le commerce de poissons, car notre vieux record nous apprend qu'il était permis aux Olnois de pêcher en la dite rivière pour la nourriture de leur famille (3).

DE LA BRASSERIE BANALE. Le seigneur devait veiller à ce qu'il y eût à Olné une brasserie banale, c'est-à-dire à l'usage des habitants du ban ; ceux-ci devaient en tout temps pouvoir y trouver de la boisson froide ou chaude, mais ils ne pouvaient sous aucun prétexte acheter de la bière ailleurs qu'à la brasserie banale.

(1) « Dechy enmy leawe » (Voy. Appendice, n° I).

(2) « Del longueche de trois pieds entre le cove et le tieste » (*Ibidem*).

(3) « Les masuwir du dit ban doivent pexhier en la dite eyave pour eux » aiedier et nien vendre » (*Ibidem*).

Le mayeur devait y envoyer parfois deux *assoieurs* pour estimer la valeur de la bière et en fixer le prix. Si la bière venait à faire défaut en un jour de fête, on devait le lendemain si c'était un jour ouvrable, *rebouter les feux* dès le point du jour.

Si une femme en travail d'enfant n'avait pas de quoi acheter à boire, elle faisait porter un objet en garantie à la brasserie, et on était obligé de lui faire crédit jusqu'à ses relevailles (1), après lesquelles elle devait payer dans les trois jours.

Tout Olnois pouvait brasser de la bière chez lui, mais seulement pour l'usage domestique, car il ne pouvait revendre que celle achetée à la brasserie banale (2); quand il y prenait douze *quartes* de bière il avait droit à la treizième gratis, et dans son commerce il pouvait percevoir un bénéfice de 2 deniers sur chaque quarte.

DES MOULINS BANAUX. Il devait toujours y avoir au ban d'Olne deux moulins banaux et dans chaque moulin deux meuniers assermentés, deux vans et un crible et les mesures de capacité : setier, demi-setier, pollengnou, etc.

Un habitant du ban d'Olne avait toujours la préférence au moulin banal : si des étrangers étaient arrivés avant lui, il avait le droit de faire moudre son grain avant eux tous ; le mayeur avait la préférence sur tous les autres : il faisait passer son grain sur la meule après celui qui s'y trouvait à son arrivée et il ne payait que la moitié du droit.

Avant de se servir du moulin, tout habitant pouvait faire relever la meule et la nettoyer ; de même après avoir moulu son grain, il pouvait de nouveau faire relever la meule et nettoyer le moulin, afin d'avoir

(1) « Et ly bresseur ly doit croire tout son paien lit durant » (Voy. Appendice, n° 1).

(2) *Cour d'Olne*, vol. XXI, fol. 102.

toute sa farine et rien que sa farine. Si l'un des moulins venait à se briser, les Olnois se servaient de l'autre ; si aucun des deux n'était en état, ils s'adressaient au mayeur pour faire moudre en dehors de ce ban. Avaient-ils à se plaindre des meuniers ? C'est encore au mayeur qu'ils devaient faire connaître leurs griefs, et ce fonctionnaire pouvait visiter le moulin et punir les meuniers s'il y avait lieu. En dehors de ce cas, le mayeur pouvait toujours trois fois par an visiter chacun des deux moulins ; pour chaque visite il avait droit, de la part de chaque moulin, à un gâteau d'un setier d'épeautre. Chaque nouveau meunier devait aussi ce gâteau à l'occasion du serment qu'il avait à prêter lors de son arrivée.

MOUCHES A MIEL. Si quelqu'un trouvait un essaim, il avait droit à la moitié de la valeur de cet essaim, n'importe où il le trouvait. Le mayeur et le *dîmeur* du Chapitre se partageaient l'autre moitié. Le possesseur du sol sur lequel l'essaim avait été trouvé n'avait droit à rien.

TERRAINS COMMUNAUX. Si un arbre venait à tomber sur un chemin ou une terre d'aisance, la moitié de sa valeur était pour le mayeur, l'autre moitié pour le receveur ou dîmeur du Chapitre.

DES CHEVAUX DE TRAIT. Le seigneur d'Olne avait établi à son profit une taxe de deux setiers d'avoine sur chaque cheval de trait. Comme les échevins étaient chargés d'assurer la perception de cette taxe, chacun d'eux recevait de ce chef la taxe d'un cheval, c'est-à-dire deux setiers d'avoine.

Nous ne parlons pas ici des *bourgmestres ou commis* du ban d'Olne ; cette institution ne remontant qu'au *xvi^e* siècle, sera bientôt l'objet d'un chapitre spécial.

V.

LE BAN D'OLNE SOUS LES MAISONS
DE BOURGOGNE ET D'AUTRICHE (1384-1559).

Nous avons vu comment la seigneurie d'Olne tomba au XIII^e siècle au pouvoir du comte de Dalhem. Celui-ci étant en même temps duc de Brabant, notre localité suivit désormais les destinées de ce duché qui passa avec les autres provinces belges à la maison de Bourgogne, puis à celle d'Autriche dont une branche régna plus tard sur l'Espagne et hérita de notre pays.

Pendant toute cette période, c'était donc le souverain des Etats belges qui, en sa qualité de comte de Dalhem, était seigneur direct du ban d'Olne; il exerçait les prérogatives attachées à cette qualité par l'intermédiaire d'un *voué*. Ordinairement, c'était le châtelain ou haut-drossart de Dalhem qui prenait cette qualité de *voué d'Olne*; ainsi en 1453 un nouveau mesurage ayant été fait pour fixer la délimitation entre le ban d'Olne et le bailliage d'Amerscœur, on y cite le châtelain de Dalhem comme voué d'Olne, représentant le comte de Dalhem (1).

Plus tard, on parle cependant d'un certain *Simon Symkea* ou *Symkeau* qui était voué d'Olne sans être châtelain de Dalhem (2). Ce Symkea était en même temps mayeur du Mont-Saint-Hadelin, territoire dépendant de la principauté de Stavelot; il percevait donc les amendes des deux territoires; après lui, son fils, *Symkea le jeune*, agissait de même; cela occasionna une confusion de juridiction et fut cause que plus tard le seigneur d'Olne éleva des prétentions sur le Mont-Saint-Hadelin (3).

(1) Liège, *Liasse sur Saint-Hadelin*, n° 6. Ce mesurage était nommé *cerquemenage*.

(2) *Ibidem*, n° 20 v°.

(3) *Ibidem*, n°s 12, 18, 19, 20 et suiv.

Sous Charles-Quint, il n'est pas souvent question d'un voué d'Olne, et nous voyons le mayeur intervenir dans des affaires qui jusqu'alors avaient été réservées au voué ou représentant du comte de Dalhem; ainsi, en 1531, le mayeur ordonna, au nom du souverain, un *cerquemenage* général, et y présida (1); nous savons déjà que c'était le mayeur, au XVI^e siècle, qui tenait les plaids généraux; il avait même le pouvoir, en cas d'empêchement, de changer l'époque de ces plaids, pourvu qu'il les fit annoncer à l'église deux dimanches consécutifs (2).

Voilà comment s'exerça pendant cette période, le pouvoir seigneurial; nous reprenons maintenant l'exposé des faits.

Un sage a dit : heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire; si nous pouvions appliquer cette sentence à notre modeste localité, nous serions amenés à conclure, que nos ancêtres vécurent heureux pendant tout le XIV^e siècle, car l'histoire ne nous apprend presque rien qui les concerne.

A cette époque, les chanoines de Saint-Adalbert avaient conservé plusieurs vestiges de leur ancienne puissance, notamment le droit de pêche dans la Vesdre; en 1399 le Chapitre céda à *Tristant*, seigneur de Fraipont, pour lui et ses vassaux, la faculté de pêcher dans cette rivière, dans toute sa largeur, depuis le *Ry de la Saute* jusqu'au *Ry des Chinaux*. Tristant et ses successeurs étaient tenus au tribut annuel d'un poisson au mayeur d'Olne, d'un au forestier et d'un à chaque échevin ou juge. D'après cet accord, on ne pouvait pêcher dans la Vesdre que pendant le jour, et seulement des

(1) *Cour d'Olne*, vol. XVIII, fol. 180 v^o, où Guillaume d'Olne rappelle ce fait dans son procès contre H. Dejong.

(2) « Se at il la puissance de relaxer et revocquer une quinsaine ou » deux jusques a tant qu'il euisse le temps et l'opportunitié de les tenir » (Voy. Crahay, *Coutumes des Pays d'Outremeuse, Record d'Olne*, p. 148).

poissons assez grands pour qu'on ne pût pas les cacher complètement dans sa main fermée (1).

Le xv^e siècle fut plus agité et plus funeste à nos ancêtres que le précédent : ils eurent surtout à souffrir de la guerre entre les Liégeois et Philippe de Bourgogne, notre souverain.

En 1464 les Liégeois chassèrent leur évêque Louis de Bourbon et au mois d'avril 1465, ils élurent à sa place le jeune Marc de Bade, sous la protection du marquis de Bade son frère. Aidés par les troupes allemandes amenées par les princes badois, ils se mirent en campagne en septembre 1465, dévastèrent le pays de Herve, brûlèrent le château de Dalhem et mirent le siège devant Limbourg dont ils tentèrent en vain de s'emparer.

Or de nombreux Olnois firent, dans ces circonstances, cause commune avec les Liégeois. De ce nombre était *Watele de Freubemont* ou Froidbermont, échevin d'Olne qui, par serment, promit obéissance au marquis de Bade, se joignit aux Liégeois, assista avec eux au siège de Limbourg et se rendit coupable de diverses déprédations. Pris par Frédéric de Withem, châtelain de Dalhem et enfermé par lui, il aurait peut-être payé de sa tête sa félonie, si Pierre van Thielt, haut fonctionnaire du duc n'était venu le délivrer de sa captivité (2).

Vers le même temps, Frédéric de Withem s'empara

(1) « Ni prendre poisson dont le teste ne le cove pier four de poigne » (*Dalhem*, carton).

(2) « Van Watele de Freubemont, scepenen te Oens die meynedich » tsegen mynen voirscreven genedigen heere den mercgrave metten » Luykenen den eedt gedaen hadde ende met voer Lymborch ende » anders geroeft ende gelegen, daer omme hy te Daelhem gevangen was » ende naden lantrecht daer omme lyffe ende goet verboert soude hebben ... ende want meester Peter van Thielt met zekere bevelen van » mynen genedigen heere te Dalhem komen is ende heeft die voirscreven » Watelet uit die gevangenisse gehaelt ... » (Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13,146, p. 73).

de plusieurs autres Olnois qui s'étaient également unis aux Liégeois et avaient fait serment au marquis de Bade. Tels étaient : Jean Buyskin et Reyner Giele, échevins d'Olne, Wygier de Boy, Everard de Sommage, Denys de Freubemont, Leclerc d'Olne, tous manants de ce ban et par conséquent sujets révoltés du duc de Bourgogne dans les terres duquel ils avaient pillé, saccagé et incendié (1). Ils avaient notamment aidé à détruire et à brûler le château de Dalhem avec ses dépendances et plusieurs autres maisons. Pris par Frédéric de Withem et emmenés par lui, ils auraient payé cher leur rébellion, si après la soumission des Liégeois ils n'avaient reçu un appointment de Guy de Brimeu, seigneur de Hambercourt, en vertu duquel ils furent rendus à la liberté et délivrés de toute poursuite.

Peut-être aussi Frédéric de Withem exagérât-il les fautes de ces Olnois ? Ce zélé châtelain nous apprend dans une autre relation que Jean Postel, curé d'Olne et maître Jean Stoep s'intéressèrent également à leur sort et intercédèrent pour eux auprès du gouvernement (2).

Comme toujours, les plus pauvres et les plus humbles payèrent pour les autres ; de ce nombre furent un certain Grand-Heinry ; Jean de Hermael ; Denys, le maréchal d'Olne ; Mathoné, charpentier au même lieu, homme pauvre et boîteux ; Stassele Rifla et les deux fils de Maroye, servante du pléban d'Olne, qui tous furent aussi accusés d'avoir fait serment au marquis de Bade, d'avoir pillé, ravagé et incendié les biens et les immeubles des sujets du duc, de concert avec les

(1) « Ende meer andere die desgelyx viande tsegen mynen genedigen » heere ... metten Luykeneren ommegekeert gewest syn ende den merc- » grave van Baden den eedt gedaen hadden ende in myns voirscreven » genedigen heeren lant geroeft, gescandt, ende gebrand ... » (Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13, 146, p. 74).

(2) *Ibidem*, reg. 13, 146, p. 84.

Liégeois. Pris par Frédéric de Withem, ils ne furent relâchés que moyennant le payement d'une forte amende (1).

Il en fut de même de *Olivier de Sommage*, qui avait suivi l'expédition de Herve, et avait pris part au vol des cloches ainsi qu'au meurtre de plusieurs habitants du ban de Herve (2).

Philippe le Bon, notre duc, étant mort en 1467, son fils Charles le Téméraire continua la guerre contre les Liégeois. En 1468, il prit la ville de Liège et la détruisit de fond en comble ; le souvenir de cette fatale issue de la lutte est resté vivace dans nos populations et le dévouement des six cents Franchimontois l'a rendue célèbre.

Un habitant du ban d'Olne, nommé Jean de Hanchey ou Hansez, fut accusé en 1471 d'avoir donné l'hospitalité à des Liégeois fugitifs. Il dut, pour ce *grand crime*, payer une grosse amende à Frédéric de Withem (3).

Un autre Olnois, nommé Hèry Lambrion, se rendit coupable de faits beaucoup plus odieux. Il se plaignait d'avoir été plus que les autres manants, rançonné par les Liégeois pendant la guerre, et prétendait que ses compatriotes devaient les désintéresser. Il alla jusqu'à leur enlever leurs vaches et d'autres bestiaux, déclarant n'agir que d'après les ordres de Frédéric de Withem. En cela Lambrion mentait et le drossart, l'ayant appris, se mit en colère contre lui, le fit arrêter et mettre en prison ; il ne le relâcha que moyennant

(1) Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13,146, pp. 72 et 73.

(2) « Van Olivier de Sommage die desgelyx in myns genedigen heren » lant te Herve gebrandt hadde ende die clocken aldaer helpen nemen » ende myns vurscreven genedigen heren onderseten mede doot helpe » slaen ... » (*Ibidem*, p. 72).

(3) « Van Jan de Hanchey van dat hy befaempt was dat hy myns genedigen heren vianden fugitive Luykere opgehaldt soude hebben ... » (*Ibidem*, p. 119).

le payement d'une amende de 30 florins du Rhin (1).

Ce dernier fait prouve que malgré les nombreux partisans qu'ils avaient à Olne, les Liégeois n'épargnèrent pas notre territoire, lors de l'expédition, déjà mentionnée par nous, qu'ils firent en 1465 dans le pays de Herve.

D'après les historiens de la principauté (2), ils sortirent par la porte de Cornillon et se répandirent comme un ouragan sur le ban de Herve qui fut ravagé de fond en comble; les églises furent profanées, pillées et brûlées, les villages incendiés, les bestiaux volés et les habitants, sans distinction d'âge ni de sexe, impitoyablement massacrés.

Les habitants du ban d'Olne se trouvaient sur le passage de ces hordes dévastatrices, ils étaient les sujets du mortel ennemi des Liégeois. Il est donc certain qu'ils ont eu leur part dans la calamité. Mais dans quelle mesure ont-ils souffert? Aucun témoignage ne nous éclaire sur ce point.

Warnot de Belleflamme lui-même, notre historien, ne nous dit pas un mot de ces événements politiques si rapprochés de lui.

Outre des renseignements précieux sur l'histoire d'Olne au moyen âge, ce prêtre distingué ne nous a laissé qu'une courte notice dans laquelle il nous fait connaître plusieurs des curés ses prédécesseurs.

Il nous apprend que très souvent les titulaires de la cure ne résidaient pas dans la paroisse, et qu'ils administraient celle-ci par des délégués. Le premier curé

(1) « Heiry Lambrion die zekere onderseten van Oens nader pays »
» ende orloge vad Luydick hadde doen commeren ende angesproken
» voer zekere scade die hy in den orloge gehadt hadde, siggende dat hem
» die Luykeneren seuldich waeren ende vervolgede der omme mynshe-
» ren onderseten, nemende der aff koy ende beesten onder schyn ende
» bevele dat hem heer Frederich van Witthem bevolen soude hebben ... »
(Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13, 146, p. 103).

(2) Voy. Henaux; de Gerlache; Nautet, t. I, p. 368.

qu'il cite est Jean Postel, dit aussi Jean de Fléron (1), qui résida au milieu de ses ouailles, et administra régulièrement sa paroisse de 1454 à 1483 ; nous l'avons vu intervenir en faveur de plusieurs de ses paroissiens enlevés et emprisonnés par Frédéric de Withem.

Vers 1482, Jean Postel négocia avec Nicolas Rohault, recteur de la chapelle des Lépreux à *Spijx*, pour l'échange de leurs bénéfices. Il s'agit probablement de Spiexhe près de Theux ; dans cette supposition il y aurait eu à Spiexhe une léproserie dont Postel serait devenu le directeur spirituel après son départ d'Olne. Louis de Bourbon, évêque de Liège, s'adressa aux chanoines de Saint-Adalbert, collateurs de la cure d'Olne, pour les prier d'agréer cet échange. Ce prélat semble avoir beaucoup désiré de placer Postel à la tête de cette léproserie située dans sa principauté, car maître Arnold de Ghenyck, qu'il envoie à Aix auprès du Chapitre, était le même qui avait négocié l'échange en question (2).

Nicolas Rohault, le nouveau curé, était de nationalité française ; il ne résida pas à Olne, mais se fit remplacer par un vicaire. Il en fut de même de son successeur, Réginald Estuart, également Français, qui mourut en 1508.

Toussaint de Noirfalize entra en fonctions la même

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 5, où se trouvent les autres cités par Warnot.

(2) « Ludovicus de Bourbon, eps Leodiensis dux Bullonensis et » comes Lossensis : Fideles nobis in Christo dilecti. Cum certe nuper sit » concepta permutatio inter Arnoldum de Ghenyck procuratorem Magistri Johannis Postel rectoris parochialis ecclesiæ de Olne nostræ » diœcesis ex una et fidelem nostrum computatorem magistrum Nicolaum Rohault rectorem capellæ leprosorum in Spijx ex nostræ diœcesis partibus ex altera, quæ quidem permutatio absque consensu vestro » pro dicta ecclesia de Olne, cujus collatio et permutatio ad vos pertinere » dignoscitur, suum debitum sortiri non potest effectum mittimus in » præsentiarum fidem nostrum magistrum Arnoldum de Ghenyck prædictum de singulis instructum ... » (Quix, *Codex diplomaticus Aquisgranensis*, t. I, p. 53, n° 79).

année comme curé d'Olne et pendant plus de trente ans demeura continuellement au milieu de ses ouailles, qu'il put ainsi prémunir contre les hérésies naissantes de Luther et de Calvin.

Thierry Warnot de Belleflamme, notre historien, devint lui-même curé d'Olne en 1542; il était maître ès-arts et licencié en droit; on l'intitule même avocat liégeois. Il fut nommé, pensons-nous, à cette cure par la faculté des Arts de Louvain, qui avait le privilège, dans certains cas, de conférer des bénéfices réservés au pape, mais seulement à des maîtres ès-arts (1). Plusieurs curés furent nommés de la sorte, en vertu de la réservation papale; les autres furent nommés par le collateur ordinaire le Chapitre de Saint-Adalbert. Warnot a fait sculpter une pierre commémorative de son entrée à Olne; ce petit monument, assez remarquable et parfaitement conservé, se trouve actuellement dans le mur de la sacristie d'Olne.

Dès son arrivée, Thierry de Belleflamme fit reconstruire la maison pastorale; la paroisse fut troublée, sous l'administration de ce curé, par les meurtres et les brigandages de l'assassin Olnois Bastin Monnet, qui fut condamné à mort par la Cour de Dalhem et exécuté en 1548 (2).

Le successeur de Warnot, le révérend Baudouin Bodeçon, fit en 1584 reconstruire l'église en partie; la date se trouve encore inscrite sur une pierre de la tour. Baudouin eut à soutenir, relativement à la dîme, un procès et de longues difficultés que nous exposerons au chapitre suivant.

(1) Au chapitre XI nous expliquerons plus amplement ce privilège, d'après M. J. Daris.

(2) Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13,146, pp. 691 et suiv., Warnot a inscrit au catalogue des défunts « le rév^d Baudouin le Mareschal, premier recteur de l'autel des S^{ts} Sébastien et Nicolas de 1521 à 1552 » (Voy. *Sommier*, p. 221).

VI.

LA DIME D'OLNE ET LE PROCÈS DU CURÉ BODEÇON RELATIF A LA DIME.

Avant d'exposer les démêlés judiciaires du curé Bodeçon, nous croyons utile de donner quelques explications sur la dîme d'Olne.

La dîme, au moyen âge, était la dixième partie des récoltes que dans certaines contrées les fidèles cédaient aux ministres des autels pour subvenir à leur subsistance. Cependant des seigneurs laïcs ont souvent possédé des dîmes, soit à la suite d'une usurpation, soit à cause du patronage d'une église et d'une concession faite par le clergé.

A Olne, l'origine de la dîme nous paraît avoir été celle-ci : les chanoines de Saint-Adalbert ayant en 1240 cédé la souveraineté du ban d'Olne au comte de Dalhem, restèrent seigneurs tréfonciers de cette terre et en cette qualité avaient droit, de la part des occupants du sol, à une redevance foncière annuelle, ou *cens seigneurial* (1); mais les chanoines finirent par ne plus être considérés comme les véritables seigneurs, et alors cette redevance prit le nom de dîme; au XVI^e siècle, on ne disait jamais autrement.

La dîme se percevait en nature, et on distinguait la grosse et la menue dîme. La *grosse dîme* était la dixième partie des grosses récoltes, c'est-à-dire de celles qu'on obtenait sur des terres travaillées à l'aide de chevaux, comme les blés, les avoines, les fourrages. La *menue dîme* était celle qu'on prélevait sur des terres travaillées à la main, à l'aide de la bêche ou de la pioche; telle était la dîme des jardins potagers.

Les définitions qui précèdent se fondent sur la signification du mot dîme, qui veut dire dixième

(1) Voir le record du XIV^e siècle à la fin de ce travail.

partie ; mais dans la pratique, il en était autrement ; ainsi à Olne le cultivateur conservait pour lui-même dix parts de la récolte et ne laissait pour la dîme que la onzième partie (1).

En vertu d'une concession du Chapitre, les curés prédécesseurs de Baudouin de Bodeçon jouissaient d'un tiers de la grosse dîme et de la menue entière ; ils percevaient aussi la dîme entière des *novales*, c'est-à-dire des terres nouvellement défrichées, la première année qu'elles étaient mises à labour (2).

Les curés d'Olne jouissaient aussi de la dîme entière d'une terre appelée *Morivaux*, située près de la Vesdre à l'extrémité du ban.

A la fin du xvi^e siècle les chanoines cédèrent en location leur part de la dîme à un certain *Jehan de Jonegueau*. Or, au mois d'août 1590, ce Johan usurpa à son profit une partie de la dîme des terres dites novales et une partie de celle de Morivaux, menaçant même d'en faire davantage à l'avenir. Baudouin de Bodeçon ne pouvant obtenir satisfaction du Chapitre, présenta le 2 octobre suivant, une requête au Souverain-Conseil de Brabant, dans laquelle il protesta que ses prédécesseurs depuis plus de quarante ans avaient joui de l'entière des dîmes en question.

Le 16 octobre, un officier ou huissier vint à Olne pour prendre connaissance des faits produits dans la requête du curé. Ayant constaté l'ancienneté de la possession de ce dernier, et ayant instruit le fait de l'usurpation, cet officier somma Jehan de Jonegueau d'avoir à restituer les dîmes enlevées et à réparer le dommage causé (3).

(1) *Cour d'Olne*, reg. XXII, fol. 191.

(2) P. Dens, dans sa *Théologie*, t. IV, p. 98, appelle novales les dîmes de cette catégorie. Le Souverain-Conseil de Brabant appelle ainsi les terres où ces dîmes étaient perçues. D'après Dens, les novales et la menue dîme étaient de droit pour le curé, mais il ne faut pas oublier qu'à Olne le Chapitre prétendait être le véritable curé.

(3) « Le 10^{me} jour dedit mois entre septs et huits heures trouvé au

Le procès se termina par une sentence du 6 juillet 1594 que le Souverain-Conseil prononça en faveur du curé, lui adjugeant la dîme entière des novales, et de la terre de Morivaux, et condamnant le Chapitre à *cesser et à réparer l'attentat* commis et en outre aux dépens du procès (1).

Cette décision, on le voit, était tout en faveur du curé Bodeçon; ce dernier conserva ses avantages jusqu'à sa mort : un record de la justice d'Olne, en date du 13 octobre 1603, en fait foi (2). Néanmoins le Chapitre n'avait pas déposé les armes; il n'attendait qu'une occasion favorable pour recommencer les hostilités.

Puisque nous en avons l'occasion, nous exposerons dès maintenant en peu de mots les événements relatifs à la dîme jusqu'au curé Delva. *Jean-Baudouin de Tilia* qui en 1606 obtint la cure au concours (3), resta vraisemblablement en possession paisible de la dîme pastorale, mais sous son successeur *Jean Cloquier* (4), qui était déjà curé en 1615, le Chapitre parvint à obtenir du Souverain-Pontife des bulles qui incorporaient la cure d'Olne à la mense du Chapitre (5). Dans ces bulles on donne à Cloquier la qualification de vicaire du Chapitre.

» s^{dt} villaige d'Olne ens lieux contentieux, assavoir al Haye à Réol appe-
» lée Terre novalle, au Sar et à la terre de Noirveaux et après que par
» information par lui prinse, lui estait apparu de la possession vel quasi
» des^{dtes} dismes de tous fruicts appelées Novalles ..., etc. »

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 6.

(2) Ce record est cité dans la supplique du curé Wilkin au Chapitre (*Ibidem*, coll. III, doc. 28).

(3) J. Daris, dans les *Analectes pour servir à l'histoire de Belgique*, t. XIV, p. 352.

(4) Delva dépeint en ces termes le caractère de son prédécesseur :
« ... unum scio, Rev^{dum} dominum parochum Clockier vertisse hos red-
» ditus in suos usus, sed is fuit satis simplex in suis et rotundus ... »
(Voy. *Sommier*, p. 221). Il s'agit des rentes fondées pour l'autel de la Sainte Vierge.

(5) Historique de la question dans la supplique du curé Wilkin (*Archives pastorales*, coll. III, doc. 28).

Toutefois, comme les chanoines, conformément aux anciens records, devaient entretenir le prêtre d'Olné, ils conclurent avec Jean Cloquier une transaction par laquelle ils lui assignèrent les biens et revenus suivants : la maison pastorale, avec un verger de deux bonniers et demi, libre de toute charge de la dîme ; un bonnier de terre arable située sur les *Triexhes* ; la menue dîme de *Falhez* ; diverses rentes, montant à soixante-cinq muids d'épeautre, provenant en partie de la fondation d'anniversaires et en partie du bénéfice de Saint-Hadelin, qui fut réuni à la cure ; 60 florins à payer annuellement par le *dîmeur* du Chapitre, etc.

De son côté, le curé renonça à sa part de la dîme et s'engagea à ne plus créer de difficultés aux chanoines de Saint-Adalbert (1). La transaction fut approuvée par le pape Innocent X, le 19 décembre 1645.

Antoine Delva, successeur de Cloquier, sut faire rendre à la cure ses anciens avantages ; c'est ce qu'on verra plus loin.

Les chanoines, trop éloignés d'Olné, ne pouvaient par eux-mêmes prélever la dîme ; le paiement de cette redevance se faisait en nature à l'époque des récoltes, et souvent il y avait contestation de la part de l'un ou l'autre des habitants (2).

Pour échapper à ces tracasseries, les chanoines avaient coutume de céder la dîme en location pour un terme de trois ans, par un bail ou contrat en bonne et due forme (3). Le locataire ou *dîmeur* obtenait le droit de prélever la dîme, contre le versement annuel de la somme stipulée dans le bail ; il était tenu en outre d'exonérer les charges ordinaires de la dîme, telles que

(1) La transaction est rappelée dans la bulle d'Innocent X (*Archives pastorales*, coll. IV, p. 24).

(2) Voy. dans les *Registres de la Cour d'Olné*, passim, de nombreux exemples, notamment vol. XXVIII, fol. 40 et vol. XXXIII, fol. 6.

(3) Voy. des spécimens de bail : *Archives pastorales*, coll. II, doc. 8 et 9 ; coll. III, doc. 8 et 14.

les dépenses du culte, l'entretien de l'église, la cloche décimale, etc. (1).

La dime d'Olne fut louée, pendant presque un siècle à la famille Wilkin, qui était à cette époque une des plus riches et des plus honorables du ban d'Olne.

VII.

LES FRANCHISES COMMUNALES D'OLNE : LES DEUX BOURGMESTRES, LES RÉGLEURS, LE COLLECTEUR DES TAILLES, LA RÉGENCE.

Vers 1550, nous commençons à trouver dans nos annales plusieurs mentions de certaines franchises ou libertés communales; cela nous engage à interrompre notre récit pour en dire un mot.

Nos ancêtres jouissaient déjà, il y a près de quatre siècles, des libertés dont nous sommes si fiers et ils pratiquaient le système électoral le plus large; ainsi, à Olne, on élisait dans des assemblées populaires, non seulement les magistrats communaux, mais les vicaires, les marguilliers et en général tous ceux qui étaient rétribués par la communauté.

Nous ne parlerons pas ici de ces assemblées populaires qui se tenaient à l'église (2) et avaient pour but, tantôt l'élection des fonctionnaires de l'église, tantôt la discussion des comptes des mambours.

Les principales assemblées populaires étaient celles qui se tenaient dans le consistoire scabinal et avaient surtout pour but l'élection des magistrats communaux.

Les premiers magistrats communaux étaient les deux commis ou bourgmestres; ils étaient élus ensemble pour deux ans et étaient rééligibles (3); pour être élu

(1) Voy. chap. IV, devoirs du Chapitre.

(2) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 5, 29 et 33. Les mambours étaient nommés par le curé (Voy. *Sommier*, p. 215).

(3) *Cour d'Olne*, vol. XIV, au 17 décembre 1767.

bourgmestre, il fallait être manant d'Olne (1), savoir lire et écrire (2) et n'exercer aucune charge incompatible, comme celle de mayer ou de collecteur des tailles (3).

On avait coutume de choisir les bourgmestres parmi les habitants les plus aisés. De 1661 à 1673 on ne put élire que des réformés; plus tard, on nomma un catholique et un réformé. Qui était électeur? Etaient-ce seulement les principaux *adhérités* (4), ainsi que le prétend le registre archival des barons d'Olne? Nous croyons que tout adhérité ou propriétaire jouissait de ce privilège et nous nous fondons sur le nombre des électeurs : ainsi à l'élection de 1751, il y eut au moins cent quarante électeurs présents (5).

Les attributions des commis étaient multiples. Une des plus importantes était l'administration des *aisances* ou biens communaux. Les terrains de cette catégorie étaient très étendus à Olne : les plus stériles servaient à l'usage commun des habitants qui en tiraient des pierres, de l'argile ou de la marne (6) ; les plus fertiles étaient cédés en location au plus offrant. La plus ancienne de ces adjudications inscrite dans les registres des *Rendages* d'Olne est de l'année 1550, où nous voyons onze parcelles cédées pour un terme de vingt-sept ans ; d'autres étaient louées pour quarante-deux, pour soixante-dix ou même pour cent années.

Les bourgmestres intervenaient aussi dans la vente des terrains communaux. La vente d'une parcelle devait être décidée dans une assemblée de la communauté, octroyée par le souverain, affichée et non frappée d'op-

(1) Sur la présentation des bourgmestres la Cour admettait à la *mandise* les jeunes gens et les nouveaux venus.

(2) A partir de 1679, *Cour d'Olne*, vol. XIV, fol. 15.

(3) Ce point ne fut introduit qu'en 1755 et ne fut pas toujours observé.

(4) Ceux qui possédaient au moins quinze bonniers (*Archives de Baarlo*).

(5) *Cour d'Olne*, vol. XXXII, fol. 276.

(6) *Ibidem*, vol. XVII, au 1^{er} juin 1700.

position, effectuée dans une adjudication publique, proclamée et enregistrée par la justice; enfin, approuvée par le Haut-Drossart de Dalhem (1).

Les commis faisaient aussi des acquisitions au nom de la communauté, lorsque l'utilité en avait été démontrée au souverain et l'autorisation octroyée par lui (2). Ils faisaient aussi réparer les chemins et sur leur demande les échevins frappaient d'une amende les riverains négligents (3). Ils s'adressaient aussi à la justice contre les manants en retard de payer les tailles (4).

Nous touchons ici à une autre attribution importante des bourgmestres : ils étaient chargés de répartir les tailles en toute équité, en tenant compte de la fortune immobilière de chacun. Pour leur faciliter cette besogne, les *adhérités* ou propriétaires étaient obligés de faire sous serment des déclarations qu'on appelait *rappports* et par lesquels ils faisaient connaître le nombre et l'étendue de leurs immeubles (5). Chaque année devait se faire une nouvelle répartition des tailles, parce que les besoins actuels du souverain étaient la mesure de l'*ayde* ou aide qu'il réclamait des Etats. La part de chaque commune était fixée par une députation émanant de tous les bans du pays, et chaque année les manants d'Olné envoyaient un député à l'*Etat de Dalhem* (6).

Comme les bourgmestres ne restaient que deux ans en fonctions, ils étaient souvent novices dans leur gestion et devaient s'estimer heureux d'être aidés dans la répartition des tailles par les *régleurs* ou régents. En effet, les habitants de chaque hameau choisissaient un

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 45, pp. 4 et suiv.

(2) Acquisition de la brasserie banale; *Cour d'Olné*, vol. XXXIV, fol. 93.

(3) *Ibidem*, vol. XXX, fol. 140.

(4) *Ibidem*, vol. VII, au 30 janvier 1675.

(5) Voy. les registres des *Rappports d'Olné*, aux archives de Liège.

(6) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 7; Delva, *Noviciat réformé*, t. I, p. 4, sur Jean Wilkin.

régleur chargé d'évaluer la valeur des immeubles en vue de fixer l'assiette de l'impôt (1); avant d'entrer en fonction, les régleurs prêtaient serment en mains du mayeur (2). Il y eut parfois de grandes discussions sur l'étendue des pouvoirs des régleurs, mais outre leur mission relative aux tailles, on leur reconnaissait le privilège d'examiner les comptes des commis à l'expiration de leurs pouvoirs, et celui d'aider les commis dans l'examen des comptes du *collecteur des tailles*.

Ce dernier emploi était conféré par une adjudication publique au rabais : celui qui offrait de lever les tailles au plus bas prix était déclaré adjudicataire (3). Seulement il devait verser une caution (4) et ne conservait sa charge que pendant trois années à l'expiration desquelles avait lieu une nouvelle adjudication.

La *régence* d'Olne était formée par la réunion des régleurs et des bourgmestres avec la Cour de justice. De tout temps le mayeur a eu le droit de convoquer la régence ; mais au seigneur seul appartenait le droit de convoquer une assemblée générale de toute la communauté (5).

Pour compléter cette notice sur nos anciennes franchises communales, il nous reste à dire que dans des cas difficiles, les *principaux adhérités* étaient invités à se réunir avec la régence afin de donner leur avis, et que le seigneur était le protecteur naturel de la communauté. Il en était parfois aussi l'exploiteur : ainsi nous voyons la commune d'Olne fournir un local à la Cour

(1) Voy. sur les régleurs : *Cour d'Olne*, vol. X, au 6 décembre 1683 ; et surtout vol. XIII, fol. 102 ; vol. XIX, au 8 juin 1705 et vol. XL, au 10 septembre 1770.

(2) *Cour d'Olne*, vol. XIX, au 8 juin 1705.

(3) *Ibidem*, vol. XXXVIII, fol. 39, où Simar Spirlet offre de les lever à 2 %.

(4) *Ibidem*, vol. XXXV, au 27 septembre 1760. Le collecteur allait à domicile. En résumé, les manants déclaraient, les régleurs évaluaient, les commis répartissaient et le collecteur percevait.

(5) *Ibidem*, vol. XVII, au 1^{er} juin 1700.

de justice, dont le seigneur était maître absolu et dont seul il profitait, jouissant des confiscations et d'une grande partie des amendes. A partir de 1735, les échevins exigèrent deux chambres pour les séances de la justice, et les bourgmestres en louèrent deux chez Jean Arnotte au village (1).

VIII.

LA SEIGNEURIE D'OLNE SOUS WARNIER DE GULPEN ET SES SUCCESSEURS (1559-1640).

La seconde moitié du XVI^e siècle inaugure pour le ban d'Olne l'ère des seigneurs particuliers. Ceux dont il est question dans ce chapitre sont désignés dans nos archives par le titre de *seigneurs gagiers*, parce que la seigneurie ne leur était pas cédée définitivement, mais leur était seulement engagée.

Warnier de Gulpen était depuis longtemps seigneur de la Rochette et avoué héréditaire de Fléron (2), lorsque le 15 mai 1559 il fit l'acquisition de la seigneurie d'Olne en l'acceptant comme gage de la somme modique de 1880 florins (3) qu'il avait prêtée au Gouvernement de Philippe II. Il ne possédait donc la seigneurie qu'à titre précaire, et le roi était libre de la récupérer quand il voulait.

De Gulpen, résidant à proximité de ce ban, administra lui-même sa nouvelle possession ; aussi ne sera-t-il plus désormais question d'un voué d'Olne. Le seigneur obtint le droit d'établir en notre ban une Cour de justice ayant haute, moyenne et basse juridiction ; elle pouvait donc siéger dans les causes criminelles, qui auparavant devaient être déferées à la Cour de Dalhem.

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXIX, fol. 86 et 124.

(2) Voy. chevalier de Harenne, *La Rochette et ses seigneurs*, p. 87.

(3) Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13,146, p. 865.

Warnier de Gulpen éleva des prétentions sur la souveraineté du petit territoire de Mont-Saint-Hadelin, qui dépendait de la principauté de Stavelot. Il y était poussé par le mayeur et les échevins d'Olné, qui prétendaient avoir juridiction sur ce fief dont le seigneur était alors Gilson de Rahier (1).

Sommé par Gilson d'avoir à établir le fondement de ses prétentions, de Gulpen envoya au seigneur de Saint-Hadelin un mémoire dans lequel il donnait différentes preuves à l'appui de sa thèse. Gilson transmit ce mémoire à *Simon Symkeau le jeune*, mayeur établi par lui sur le Fief. Le 20 février 1561 Symkeau écrivit à son maître une réfutation complète des idées émises par Warnier; il établissait longuement dans cette lettre que le Mont-Saint-Hadelin était indépendant du seigneur de notre ban; il cite notamment la coutume des manants de ce fief de mettre en tête de leurs actes importants ces mots : « *de par Dieu, Monsieur Saint-Hallin et l'abbé de Stavelot* » (2). »

Gilson semble avoir tenu bonne note de cette démonstration, et n'avoir admis en rien les prétentions du sire de la Rochette, car quelques années plus tard il cède à son fils Cristophe : « ledit plein fief, tous » et quelconques leurs droits, clain et action qu'ils » ont et leur compète az hauteur, seigneurie, cour, » semonce, jugement et autres biens de Soumagne-Saint-Hallint (3). »

(1) Voici la liste des seigneurs connus de Saint-Hadelin : en 1357, Colas ou Colard fils Colas fait relief; en 1385, Rigaux de Fléron; en 1441, Marie de Beaurieux; en 1443, Johan de Many de Dommartin; en 1483, Anzaul fils de Johan, wastart del Rochette; en 1509, Michel Merlot; en 1539, Gilson de Rahier; en 1571, Cristophe de Rahier; en 1590, Thierry Camerling; en 1598, Jean Curtius; vers 1620, Pierre Curtius; en 1640, Anne-Marie Curtius; vers 1680, Louis Wilmet; vers 1700 et depuis, les barons d'Olné (Archives de Liège, *Liasse sur Saint-Hadelin*, rassemblée par Ed. Poncelet).

(2) Dépôt des archives de Liège, *Liasse sur Saint-Hadelin*, n° 12.

(3) *Ibidem*, n° 13. On disait souvent : Soumagne-Saint-Hadelin. Le

Après quoi Cristophe de Rahier relève le dit fief de l'abbé de Stavelot, comte de Manderscheidt, sans aucune mention du seigneur d'Olne.

Ce qui précède n'est que le premier épisode de cette querelle, qui dura presque un siècle et sur la suite de laquelle nous renseignerons nos lecteurs.

Warnier de Gulpen ne jouit que pendant cinq ans de la possession de sa terre d'Olne. Il mourut en 1364, laissant un testament pour lequel il avait obtenu l'octroi royal le 13 septembre de cette même année.

Par ce testament il lègue le ban d'Olne à Guillaume de Ruysschenberg mari de sa fille Marguerite, à condition qu'il donnera la somme de 1000 florins à sa servante Catherine, fille d'Antoine d'Elheure, au profit des quatre enfants naturels qu'il avait eus de cette dernière (1).

Ce legs jette un triste jour sur la conduite privée de Warnier de Gulpen qui mourut à la fin de l'année 1564 et fut enterré dans l'église de Forêt, près de Marguerite d'Argenteau, son épouse, décédée en 1538. Guillaume de Ruysschenberg, le nouveau seigneur, étant fort occupé dans ses autres possessions, nous connaissons peu d'actes de lui relatifs à notre localité. Il mourut en 1586, mais son épouse, Marguerite de Gulpen, lui survécut assez longtemps ; elle figure dans un acte du 5 octobre 1594, par lequel elle accorde à Lina Piron, de Vaux-sous-Olne, le droit de faire une dérivation au bief du moulin dit du ban de Soiron, situé sur notre territoire, et ce moyennant le paiement annuel de 2 patars (2) ; les seigneurs d'Olne n'oublièrent

même recueil contient (n° 11) un record de la Cour de Stavelot, sur les droits de relief, de transport, de main-morte, etc., que le seigneur pouvait exiger des surcéants de son fief de Mont-Saint-Hadelin. Exemple : quand quelqu'un quittait le fief, il devait au seigneur le treizième denier de tout ce qu'il emportait, sans compter ce qui revenait à la Cour.

(1) Chevalier de Harenne, *La Rochette et ses seigneurs*, p. 92.

(2) *Cour d'Olne*, reg. XIX, acte du 26 mai 1704.

pas dans la suite de réclamer le paiement de cette modique redevance. Marguerite mourut le 2 février 1603 et fut enterrée dans l'église de Forêt à côté de son mari (1).

Remarquons en passant que sous les trois seigneurs *gagiers*, la Cour de justice du ban d'Olne ne resta pas inoccupée ; elle était le seul tribunal qui dépendit entièrement des puissants seigneurs de la Rochette ; sollicitée par eux, elle porta souvent des sentences en leur faveur sans s'inquiéter si la cause était de son ressort et si l'accusé était justiciable d'Olne.

Jean de Ruysschenberg, fils et héritier de Guillaume, s'absenta du pays pendant plusieurs années ; il abandonna l'administration de ses seigneuries à sa mère, Marguerite de Gulpen.

Après son retour il renouvela les anciennes prétentions de Warnier de Gulpen sur le fief de Mont-Saint-Hadelin, et soutint que ce fief était mouvant et dépendant de la seigneurie d'Olne ; mais Ruysschenberg avait affaire à forte partie, le Mont-Saint-Hadelin ayant été acheté en 1598 à Thierry Camerling, pour la modique somme de 800 florins, par Jean Curtius, bourgeois de Liège, homme riche et influent (2).

C'est ce redoutable adversaire que le châtelain de la Rochette ne craignit pas d'attaquer ; à sa demande, le mayeur et les échevins d'Olne firent une enquête pour démontrer que les habitants de Saint-Hadelin avaient toujours dépendu du ban d'Olne. Ils constatèrent que les surcéants de ce petit territoire avaient obéi de tout temps au son de la cloche d'Olne ; qu'ils s'étaient rendus aux plaids-généraux et y avaient joui des mêmes privilèges que les Olnois ; qu'ils avaient usé des aisances ou biens communaux du ban d'Olne, etc. (3). Cette enquête eut lieu le 4 mai 1599.

(1) Chevalier de Harenne, *La Rochette et ses seigneurs*, p. 104.

(2) *Liasse sur Saint-Hadelin*, n° 17.

(3) *Ibidem*, n° 18.

Servais Hannotte, mayeur de la Cour du Fief, fit une contre-enquête à la demande de Curtius, pour faire ressortir la complète indépendance du Mont-Saint-Hadelin vis-à-vis d'Olne. Parmi les arguments produits, on remarque celui-ci : les habitants de Saint-Hadelin jouissaient à Liège de la franchise de l'octroi, tandis que ceux d'Olne ne jouissaient pas de ce privilège ; donc le fief avait toujours été considéré comme terre impériale (1).

La justice d'Olne voulut imposer des taxes aux soixante ou soixante-dix habitants du Mont-Saint-Hadelin, et voulut les forcer de contribuer aux frais des patrouilles établies pour assurer la sécurité des manants. Comme protestation, Jean Curtius envoya le 12 mai 1599 une lettre au Haut-Drossart de Dalhem, pour le prier de morigérer les officiers de la Cour d'Olne, et de laisser tranquilles les habitants du Mont-Saint-Hadelin, ce dernier territoire étant un plein-fief relevant du prince-abbé de Stavelot ; Curtius ajoutait que si ses vassaux avaient été autrefois contraints d'obéir à la justice d'Olne, cette violence ne pouvait préjudicier à ses droits ni à ceux de son souverain (2).

La lutte entre Jean de Ruysschenberg et Curtius eut des épisodes plus dramatiques, qui sont racontés par l'historien des seigneurs de la Rochette (3). Jean Curtius mourut vers 1620. Son second fils, Pierre Curtius, lui succéda comme seigneur du Mont-Saint-Hadelin, et repoussa avec la même énergie que son père les prétentions de Jean de Ruysschenberg. Le 26 janvier 1621, il envoya à Mont-Saint-Hadelin le nommé Gérard Xhéneumont, notaire public impérial.

(1) *Liasse sur Saint-Hadelin*, n° 20. Hannotte avait déjà fait une enquête sous Camerling, le 27 avril 1596 (*Ibidem*, n° 16).

(2) *Ibidem*, n° 19.

(3) Chevalier de Harenne, *La Rochette et ses seigneurs*, pp. III et suiv.

Celui-ci assembla les habitants autour du Tilleul, sur « *la grande et éminente place* » et leur donna lecture d'un mandement de leur seigneur Pierre Curtius par lequel celui-ci leur défendait de reconnaître « *autre* » *seigneur et justicier que lui*. » Lecture faite, le mandement fut attaché par des clous au dit Tilleul. C'est dans cette forme que se notifiaient toutes les ordonnances du seigneur aux manants de Mont-Saint-Hadelin (1). Le 5 juin suivant, Pierre Curtius défendit à la Cour du Fief de donner copie d'aucun acte à la demande du châtelain de la Rochette; dans cette pièce il se qualifie seigneur d'Oupie, Hermée et Soumagne-Saint-Hadelin (2).

Comme le litige portait sur la question de souveraineté, le procès se poursuivit entre Ruyschenberg et le prince de Stavelot (3).

Peu de temps avant sa mort, le seigneur de notre ban devint créancier d'un capital de 800 patacons, dus par la communauté d'Olne; ce capital n'était pas encore remboursé en 1684; comme on le voit, déjà à cette époque les communes contractaient des emprunts (4).

Jean de Ruyschenberg mourut en 1638. Le 10 octobre 1639, Alexandre baron de Cortenbach, proche parent du défunt, fit relief de la terre d'Olne (5). Cependant Cortenbach n'eut jamais que le titre de seigneur parce que Sibylle de Plettenberg, veuve du précédent seigneur, conservait, en vertu de son contrat de mariage, l'usufruit des seigneuries d'Olne et de la Rochette (6).

Pierre Curtius ne tarda pas à suivre son adversaire

(1) *Liasse sur Saint-Hadelin*, n° 22.

(2) *Ibidem*, n° 24.

(3) *Ibidem*, n° 23.

(4) *Cour d'Olne*, reg. X, au 31 juillet 1684.

(5) Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13,147, fol. 314 v°.

(6) Chevalier de Harenne, *La Rochette et ses seigneurs*, p. 152.

dans la tombe : il mourut en 1640, laissant la terre de Saint-Hadelin à Anne-Marie Curtius sa fille mineure. H.-V. Curtius, seigneur d'Aaz, frère et tuteur d'Anne-Marie, refusa au nom de cette dernière de faire le relief de la seigneurie, à cause du procès encore indécis avec le seigneur *gagier* du ban d'Olne ; il promet toutefois de faire le relief réclamé quand on lui aura remboursé les dépenses faites par sa famille dans le dit procès, mais il proteste contre le droit de main-morte, trop élevé vu la minime valeur du fief, qui n'est que de 700 à 800 florins (1).

A sa majorité, en 1645, Anne-Marie fut pressée de faire le relief de sa seigneurie ; elle ne s'y refusa plus, le procès contre le sire de la Rochette étant terminé : « pendant quel temps, dit-elle, le sgr de Ruissenberg » est venu à mourir, et la terre d'Olne a été désengagée » des mains de sa relicté, et ce procès qui n'était que » pure vexation a été amorti ... (2). » C'est le cas de dire que le combat finit faute de combattants.

Nous avons insisté sur cette correspondance d'Anne-Marie Curtius et de son frère pour faire connaître l'époque approximative où l'engagère du ban d'Olne a pris fin. Cette époque va de 1641 à 1644. Ayant fait ainsi retour à la couronne, la seigneurie fut vendue définitivement en 1644. C'est ce que nous verrons bientôt.

IX.

PREMIÈRE APPARITION DES RÉFORMÉS

A OLINE (1632). JEAN WILKIN.

Pendant que Jean de Ruisschenberg était encore seigneur d'Olne, le ban de ce nom fut envahi par les troupes hollandaises.

(1) *Liasse sur Saint-Hadelin*, n^{os} 28 et 29.

(2) *Ibidem*, n^o 31.

En 1632, le prince Frédéric d'Orange, second fils de Guillaume *le taciturne*, vint mettre le siège devant Maestricht et s'en empara *à la barbe* de trois armées ennemies.

Peu après les Hollandais s'emparaient de Dalhem, Herve, Limbourg et de tout le pays d'Outremeuse, qu'ils considéraient comme une dépendance de Maestricht ; la conquête en fut achevée le 8 septembre (1). Leur premier soin fut d'y établir le culte calviniste : ils espéraient, en changeant la religion des habitants des pays d'Outremeuse, les détacher plus facilement de leur souverain légitime (2).

Cette première apparition des protestants ne dura que trois ans : en 1635 le sort de la guerre remplaça le pays d'Outremeuse sous la domination de l'Espagne.

Nous ne savons si un ministre protestant vint s'établir à Olne pendant ces trois années. Un auteur calviniste (3) semble le dire, car il affirme qu'en 1635 l'Espagne s'empressa « d'éteindre les petites lumières » évangéliques qui avaient commencé à briller » dans nos contrées. Toutefois, cette assertion ne nous paraît pas fondée, et nous ne devons pas lui donner plus d'importance qu'à celle, absolument erronée, qui se trouve énoncée dans la phrase suivante. En effet l'auteur ajoute que les églises protestantes supprimées « persistèrent à maintenir la foi dans le sanctuaire » inviolable des cœurs, attendant qu'un pouvoir plus » humain leur en laissât la liberté. » Cette assertion n'est certainement pas exacte en ce qui concerne notre localité, car, dans la suite, Olne a été pendant plus d'un siècle au pouvoir des protestants, et nous consta-

(1) Crahay, *Coutumes d'Outremeuse*, préface. Toutefois, le chevalier de Harenne, *La Rochette et ses seigneurs*, p. 146, dit que Dalhem fut pris en 1629.

(2) G. Nautet, *Notices sur l'ancien pays de Liège*, t. II, p. 249.

(3) D. Lenoir, *Histoire de la réformation dans l'ancien pays de Liège*, p. 322.

tons que la plupart des Olnois sont constamment restés fidèles à la foi catholique. Il est donc faux qu'ils aient jamais eu d'attachement intérieur à l'hérésie et qu'ils aient attendu un « pouvoir plus humain » pour se hâter d'embrasser la réforme.

Plusieurs habitants d'Olne se distinguèrent par leur opposition à l'hérésie de Calvin. Le plus notable d'entre eux fut Jean Wilkin, époux de Jeanne de Grandry, qui fut plusieurs fois bourgmestre du ban d'Olne (1) et député par ses concitoyens à l'Etat de Dalhem (2). Il se distingua déjà sous le curé Jean Cloquier, mais nous ne connaîtrions presque rien de lui s'il n'était devenu l'ami d'Antoine Delva et si, rempli d'admiration pour les vertus de ce pasteur dévoué, il ne s'était attaché à sa personne tout en lui rendant des services signalés.

C'est ainsi que nous le voyons fournir pour Delva une caution de 600 florins en garantie d'une dette que celui-ci avait contractée pour la libération de quatre prisonniers de Xhoris, son village natal, emmenés par le colonel Rheins de l'armée française (3).

Aussi Delva l'honora-t-il de son amitié ; il le désigna pour tenir sur les Fonts-Baptismaux Antoine de Bléron son neveu (4). Plus tard il le nomma surveillant pour la construction de la nouvelle église de Froidheid, et lui confia l'argent qu'il avait collecté pour cette entreprise (5). Enfin il le favorisa d'un legs considérable dans son testament, ne prévoyant pas que Wilkin le précéderait de plusieurs années dans la tombe (6). Dans ses écrits il l'appelle « un homme

(1) *Registre de Delva*, p. 30 ; *Archives pastorales*, coll. II, doc. 24, sur l'adresse.

(2) *Le Noviciat réformé*, t. I, p. 4, se trouve à l'Université de Liège.

(3) *Registre de Delva*, pp. 44 et 317.

(4) *Ibidem*, p. 30.

(5) *Ibidem*, p. 350.

(6) *Ibidem*, p. 199.

» grandement estimé en ce ban » et ailleurs « un rusé » controversiste. » Il raconte qu'un jour un nommé Quedrick, chirurgien, protestant hollandais établi à Olne, voulut l'attaquer en matière de religion et eut lieu de s'en repentir (1). Car Wilkin se moqua de la prétention des protestants de vouloir être apostoliques, tandis qu'ils ne font rien comme les apôtres le faisaient.

Prenant un exemple, Wilkin fit remarquer à son contradicteur que quand un protestant est malade, ses coreligionnaires n'ont garde d'appeler le prêtre pour l'oindre de l'huile sacrée. Agir ainsi est pour eux une superstition, en quoi ils ne sont guère apostoliques, car c'est un apôtre, c'est saint Jacques qui, dans une épître, recommande aux fidèles de veiller à ce que les malades reçoivent ce sacrement. Wilkin cita les paroles de l'apôtre et Quedrick, ne s'avisant point de nier l'authenticité de l'épître, ne sut que répondre. Pendant sa longue carrière, Wilkin fut locataire de la dîme, et son fils le fut après lui, mais son petit-fils Jacques Wilkin fut supplanté par Herman Dejong qui offrit une surenchère. Le dernier membre connu de cette famille a été Clément Wilkin, curé d'Olne.

Rentrés sous la domination du roi d'Espagne, en 1635, les Olnois purent espérer de jouir de quelque tranquillité ; cet espoir dut s'affermir en 1638 à la mort de Jean de Ruysschenberg, leur turbulent seigneur, et surtout lorsque sa famille fut dépouillée de la seigneurie, l'engagère ayant pris fin. Cependant, le calme ne se rétablit pas tant que dura la guerre entre Philippe IV, notre souverain, et les Hollandais ; ainsi ces derniers envahirent de nouveau le comté de Dalhem en 1644 (2). Cette même année est mémorable dans nos annales à un autre titre : la seigneurie fut définitivement vendue à un seigneur particulier, ainsi que nous allons le voir.

(1) *Le Postillon divin*, p. 296, où se trouve toute la discussion.

(2) Crahay, *Coutumes d'Outremeuse*, préface, p. III.



I



III



IV



II

I. Armoiries des barons d'Olne.

II. Sceau de la Cour de justice du ban d'Olne (S^r Adalbert, S^s Banni done).

III. Sceau de l'ancienne paroisse d'Olne, représentant S^t Sébastien.

IV. Sceau du consistoire protestant d'Olne. Arch. pastor, coll. III, doc. 48.

X.

GUILLAUME DE ROYER, PUIS LES DEUX DE TILL
SEIGNEURS D'OLNE (DEPUIS 1644).

Philippe IV, notre souverain, ayant besoin d'argent pour les guerres qu'il soutenait, avait chargé de Mello, gouverneur des Pays-Bas, de vendre des seigneuries jusqu'à concurrence de la somme qui lui était nécessaire (1).

Le 27 février 1644, de Mello vendit la seigneurie d'Olne au colonel Guillaume de Royer, seigneur de Lensse et de Roisseau, commandant d'un régiment d'infanterie liégeoise au service du roi d'Espagne. Dans l'acte de vente sont énumérés les revenus de la seigneurie ; on se garda bien d'oublier les vingt-quatre poules que les manants devaient chaque année au seigneur.

La seigneurie fut vendue avec la haute, moyenne et basse juridiction ; le seigneur pouvait donc établir une Cour de justice aussi bien pour les causes criminelles que pour les causes civiles et les simples délits ; comme conséquence, de Royer obtenait le droit de nommer tous les fonctionnaires de la justice, le mayer excepté ; celui de dresser le gibet et d'employer les instruments de torture ; celui de percevoir les amendes et la valeur des biens confisqués ; en échange de ses prérogatives seigneuriales, le colonel dut verser la somme de 13,200 livres, faire hommage de la seigneurie et relever le fief comme de coutume (2).

Il lui était défendu de revendre la terre d'Olne à une ville, à un couvent, à un hospice ou à d'autres mainmortes.

L'histoire ne nous dit rien de Guillaume de Royer ni de ses actes en qualité de seigneur d'Olne ; du reste il ne résidait pas dans cette terre dont il se contentait

(1) Introduction de l'acte de vente.

(2) L'original de cet acte de vente se trouve à Baarlo.

de percevoir les revenus. Saumerey raconte (1) que le sieur Royer se substitua le sieur Voiron, par qui la seigneurie fut transmise à Pierre-Mathieu d'Olne, chevalier du Saint-Empire. La première affirmation est exacte : un certain Voiron a été seigneur d'Olne, car nous lisons dans les comptes du baron de Lamargelle, drossart de Dalhem, que le 3 mars 1652, Jean Wilkin d'Olne releva la dite seigneurie au nom de ce sieur Voiron (2).

La seconde affirmation de Saumerey semble à première vue erronée puisqu'il y a eu au moins cinq seigneurs entre de Royer et les barons d'Olne. Mais elle peut encore être exacte en ne tenant pas compte des usurpateurs : Voiron, seigneur légitime dépossédé par les Hollandais peut parfaitement avoir vendu à Pierre-Mathieu ses droits éventuels à la terre d'Olne, c'est-à-dire pour le cas où celle-ci serait récupérée par le roi d'Espagne.

Mais nous devons faire abstraction ici de la question de légitimité : nous constatons que de fait, déjà en 1657, la seigneurie était possédée par un protestant, Jean-Guillaume de Till, qui était en même temps drossart du pays de Fauquemont et ne vint jamais résider à Olne.

Comme nous l'exposerons plus amplement au chapitre suivant, notre localité venait de tomber au pouvoir des Hollandais calvinistes ; et le seigneur ne nomma jamais que des protestants aux fonctions publiques ; il priva même de leurs charges les fonctionnaires catholiques en possession (3).

Le mayeur Gilles-Mathieu Nizet était catholique et ne pouvait être privé de sa fonction qui était héréditaire ; mais de Till lui défendit de l'exercer. Nizet se fit

(1) *Délices du pays de Liège*, art. *Olne*, t. III, p. 265.

(2) Bruxelles, *Chambre des comptes*, reg. 13,147, fol. 435.

(3) J. Daris, *Analectes pour servir à l'histoire de Belgique*, t. XIV, p. 354.

alors remplacer par un réformé, combinaison qui fut agréée par le Souverain Conseil de Brabant malgré le seigneur qui s'y opposait (1).

De Till se garda bien de renouveler contre Anne-Marie Curtius, dame de Saint-Hadelin, le procès que Jean de Ruyschenberg avait intenté au père de cette dernière ; il reconnut donc en fait que le Mont-Saint-Hadelin était indépendant du ban d'Olne. En revanche il veilla à ce que les manants du Fief ne retirassent aucune utilité de la seigneurie d'Olne, et défendit sévèrement aux Olnois de faire moudre leurs grains au moulin de Saint-Hadelin ; il fit même poursuivre ceux qui n'obtempéraient point à ses ordres (2) ; il protégeait ainsi ses propres intérêts et les droits de banalité du moulin de Vaux-sous-Olne.

De Till prit quelques sages mesures en faveur de la communauté ; il fit publier un règlement contre le maraudage et le vagabondage (3) et un autre en faveur de la distribution égale des tailles ou impôts entre les citoyens. A cet effet il nomma lui-même deux régleurs pour chaque hameau, leur fit prêter serment et leur fit faire une estimation exacte et consciencieuse des immeubles, sous peine d'une amende de 20 réaux pour chaque régleur en défaut d'obéir (4).

Si grand amateur qu'il fût de la justice distributive, de Till ne dédaignait pas, à l'occasion, de pressurer cette même communauté et de remplir son escarcelle en ruinant les pauvres manants du ban ; ainsi il se fit remettre par la commune la somme de 1,000 écus comme remboursement des frais qu'il avait effectués en faisant exécuter un mesurage complet de la seigneurie d'Olne à l'effet d'en connaître les limites exactes (5).

(1) *Cour d'Olne*, reg. III, au 23 juillet et au 24 septembre 1663.

(2) *Ibidem*, reg. I, fol. 33.

(3) *Archives des barons d'Olne*, à Baarlo.

(4) *Cour d'Olne*, reg. II, au 4 mai 1661.

(5) Ce fait est rappelé au vol. XVIII de la *Cour d'Olne*, fol. 190 v°. Le mesurage de la délimitation s'appelait *cerquemenage*.

Ce mesurage remit au jour une vieille discussion relative aux limites de notre ban du côté de Soumagne, village de la principauté de Liège. Les deux territoires étaient séparés par le chemin royal du Raffhay qu'on appelait communément voie de Liège ; ce chemin était très large, et le gouvernement du prince-évêque en disputait la possession au gouvernement hollandais alors maître du ban d'Olne.

L'accord entre les deux gouvernements fut conclu en ces termes :

« Les Etats-Généraux auront deux tiers du chemin
» royal de Raxheveau (1), tendant de Liège vers Soiron,
» en largeur, à prendre du côté d'Olne et sa dite
» Altesse (2) l'autre tiers du côté de Soumagne jusques
» aux aisances ci-devant vendues par ceux dudit Olne
» joignant vers Olne au chemin de Soiron auxquelles
» aisances les sujets d'Olne auront accès par la juri-
» diction dudit Olne pour en tirer leurs commodités,
» la séparation de quoi devra se faire par mesureurs à
» choisir des deux côtés en mesurant depuis les haies
» d'Olne jusqu'aux haies de Soumagne, et ensuite les
» sujets de part et d'autre y planteront arbres et pierres
» limitrophes avec les armes des deux princes ... (3). »

Jean-Guillaume de Till étant mort en 1667, Gilbert son fils et héritier exerça les droits de seigneur d'Olne ; il est cité (4) pour la première fois en cette qualité le 28 septembre 1667. Il vendit la seigneurie à Daniel de Buirette, bourgeois de Maestricht, le 6 octobre 1668.

Lorsque ces événements se passèrent, les Hollandais étaient maîtres d'Olne depuis de longues années. Nous devons donc faire un pas en arrière et reprendre

(1) Raffhay.

(2) Le prince-évêque de Liège était titulé : Son Altesse Sérénissime et Celsissime.

(3) Cette pièce a été transcrite par J. Daris, *Analectes pour servir à l'histoire de Belgique*, t. XIV, p. 354.

(4) *Cour d'Olne*, reg. V, à la date indiquée.

l'histoire de l'invasion et des luttes religieuses qu'elle amena. Commençons par faire connaître le principal héros de ces luttes.

XI.

DELVA ET SES PREMIERS ÉCRITS

CONTRE LES PROTESTANTS.

CAUSES DE L'INVASION (1646-1656).

L'homme dont nous allons faire la biographie a été la plus grande figure de l'histoire d'Olne. Au jugement de ses contemporains, Delva fut l'Athanase du Limbourg, *une lumière de l'église dans le pays wallon*. On a coulé en bronze bien des figures qui sont de chétive apparence si on les compare à ce prêtre du XVII^e siècle.

Antoine Delva ou *Delyaux* était né à Xhoris, dans la principauté de Stavelot, vers 1602. Sa famille devait être riche, car il nous parle plusieurs fois dans ses mémoires de notables biens patrimoniaux qu'il dépensa presque entièrement pour la bonne cause. Il fit ses études à l'Université, alors si célèbre, de Louvain, y devint maître-ès-arts, et fut peu après nommé curé à Olne par cette même faculté, en vertu d'un privilège qu'elle avait obtenu du pape (1).

Ce fut en 1646 que Delva devint curé d'Olne, et il occupa cette fonction pendant trente-deux ans. Faire le récit de ce qui s'est passé pendant cette longue administration est une tâche relativement aisée pour l'historien. Delva a beaucoup écrit, et ce sont ses écrits qui nous serviront de guide, tant ceux qu'il a fait imprimer

(1) « La faculté des Arts de l'Université de Louvain avait reçu le privilège de conférer les bénéfices réservés au pape, mais seulement à des maîtres-ès-arts, pendant les mois de janvier et de novembre des années impaires et pendant le seul mois de novembre des années paires. L'ancien privilège accordé par les papes à la faculté des Arts avait été restreint dans ces termes pour le diocèse de Liège par Paul V, le 1^{er} décembre 1616 » (Daris, *Histoire du diocèse*, t. 1, p. 5).

que ceux qui, restés simples manuscrits, sont conservés dans nos archives.

Dès son arrivée dans la paroisse, il trouva de quoi exercer son activité : « Pour la maison pastorale, je » l'ai trouvée en pauvre équipage et ruineuse de toute » part ; j'ai fait du reste rétablir à mes frais la porte et » les étables (1). »

Ce ne fut que plusieurs années plus tard qu'il fit agrandir le presbytère en y ajoutant une aile de bâtiments pour y faire un salon (2). Dans l'entre-temps il s'efforçait de rentrer en possession de la portion de la *dîme* qui appartenait autrefois au curé. Il attaqua donc le Chapitre de Saint-Adalbert devant le Souverain-Conseil de Brabant (3). Le procès se termina par un accord conclu le 29 août 1648 et par lequel Delva récupérait un tiers de la *grosse dîme* et deux tiers de la *menue*. C'étaient, à peu de chose près, les mêmes avantages dont avaient joui ses prédécesseurs avant Cloquier (4).

Ce ne fut pas toutefois sans peine ni sans frais que Delva obtint ce résultat : « Si les pasteurs d'Aulne mes » successeurs prétendent de mes hoirs (5) quelque lésion » ou intérêt, qu'ils considèrent que pour réunir au » pastoral la troisième partie de la dîme grosse et deux » tierces de la menue, j'ai exposé plus de 3,000 florins » et enfin accordé avec le chapitre amiablement, je » suis demeuré en possession paisible desdites dîmes, » hormis que l'Hollandois m'a inquiété durant le dif- » férent sur ce pays (6). »

Ayant obtenu ces avantages, Delva crut pouvoir renoncer au bénéfice de Saint-Hadelin, réuni à la cure

(1) *Registre de Delva*, p. 10.

(2) *Ibidem*, p. 41.

(3) Analyse de pièces faite par le curé Arnotte, *Archives pastorales*, coll. III, doc. 71.

(4) Ceux-ci avaient la menue entière. V. plus haut, chapitre VI.

(5) Héritiers.

(6) *Registre de Delva*, p. 10.

sous le curé Cloquier. Par un accord du 27 octobre 1652, il céda au révérend vicaire Thomas Collard, desservant de cette chapelle, une rente annuelle de 120 florins brabant hors de ce bénéfice, et employa le reste à l'entretien de la chapelle et du pont (1).

L'année suivante, l'évêque ordonna la séparation complète de ce bénéfice d'avec la cure d'Olne (2); le prêtre bénéficiaire continua de seconder Delva en qualité de vicaire.

Malgré son procès, Delva avait conservé de bonnes relations avec le Chapitre de Saint-Adalbert. Celui-ci possédait une relique insigne : un bras entier du saint martyr Sébastien ; le curé d'Olne demanda et obtint une parcelle de cette relique. La lettre de concession est datée du 25 juillet 1651, et contient un magnifique éloge de notre zélé pasteur (3).

Le 19 mars 1653, Delva eut la douleur de perdre sa mère qui habitait avec lui : « Le jour de Saint Joseph » décéda Idelette de Bléron, ma pieuse mère... et fut » honorablement ensépulturée. Elle gît devant le chœur » de l'église d'Olne, du côté de l'évangile, devant la » porte du balustre ou treillis (4). »

A son arrivée dans la paroisse, Delva avait été vivement ému à la vue du délabrement de l'église. Il songea à la reconstruire : du vieux sanctuaire il ne laissa subsister que le chœur et les murs de la tour : « Le onzième de janvier 1653, dit-il dans son journal, » j'ai commencé à préparer les matériaux pour la nef » de l'église d'Olne, lesquels j'ai payé partie d'aumône, » partie de rentes d'église. Elle aura environ quarante- » cinq pieds d'étendue, deux allées collatérales égales ; » quatre verrières à un côté, quatre à l'autre ; au mi- » lieu de la nef quatre grandes arcades égales à celle

(1) *Registre de Delva*, p. 15.

(2) J. Daris, *Analectes*, t. XIV, p. 363.

(3) Voy. pièces justificatives, n° IX.

(4) *Registre de Delva*, p. 15.

» du chœur. Le parvis sera édifié contre la tour et les
» fonds de l'autre côté de même structure ; le tout à la
» gloire de Dieu, de la glorieuse Vierge Marie et de
» St Sébastien notre patron (1). » L'église a conservé
jusque maintenant la disposition qu'elle reçut alors ;
dans la reconstruction de 1761 on changea seulement
la place de la porte d'entrée.

Il fallut une grande énergie à Delva pour mener
ces travaux à bonne fin, car il était déjà harcelé par
les protestants hollandais. Voici à quelle occasion ils
purent s'introduire à Olne :

La paix de Westphalie, conclue en 1648, reconnut
l'indépendance des Provinces-Unies ou Hollande (2)
mais elle laissa indécise la possession du comté de
Dalhem.

Les Hollandais interprétèrent en leur faveur le
traité de paix et envoyèrent dans nos contrées des
troupes sous la protection desquelles les réformés purent
organiser des prêches sur tous les points du pays.

Un ministre nommé Chrouet vint s'établir à Olne
dès 1649. Il était né à Spa d'une famille honorable. Sa
mère était restée catholique fervente mais Remacle
Chrouet, son père, se laissa gagner par le ministre
Hotton, devint un protestant acharné et envoya son
fils étudier à la célèbre académie de Genève.

Ce fils, le ministre Henri Chrouet, n'était pas vio-
lent de sa nature. C'était, dit Delva, son principal
adversaire, un homme très honnête et de bonne con-
versation. Il fit son premier baptême à Olne le 20 juin
1649 ; il vivait encore en 1680, où nous le voyons
assister au synode d'Anvers et apposer avec ses con-
frères sa signature au bas de la profession de foi des
églises prétendument réformées des Pays-Bas.

(1) *Registre de Delva*, p. 330.

(2) Nous appellerons *hollandais* les habitants des Provinces-Unies,
quoique à la rigueur ce nom ne s'applique qu'à ceux d'une partie de cette
république.

Nous tenons ces détails de l'historien protestant D. Lenoir (1) qui se trompe cependant sur un point : c'est quand il prétend que, dès 1649, Chrouet se trouvait déjà en possession du presbytère d'Olné et de ses dépendances, y compris trois hectares de terrain. Ce ne fut que treize ans plus tard, le 1^{er} mai 1663, que Delva fut expulsé de son presbytère ; avant 1661 la situation des réformés était précaire : ils avaient à craindre que notre contrée ne fut rendue au roi d'Espagne en sa qualité de comte de Dalhem. Ce ne fut donc qu'après que le traité de 1661 eût définitivement cédé la possession de notre territoire aux Hollandais que ceux-ci osèrent employer la violence et exiler le curé.

Ils avaient obtenu toutefois dès 1649 l'usage simultané de l'église. Celle-ci devint commune aux deux cultes ; mais nous ignorons si des heures déterminées furent assignées dès lors à chaque culte, comme elles le furent dans la suite (2).

Delva comprit combien était grand le danger que courait la foi du peuple, alors que l'hérésie était librement prêchée jusque dans le sanctuaire. Aussi eut-il soin d'éclairer ses ouailles, dès le principe, sur les points de la doctrine catholique battus en brèche par les protestants, de les mettre en garde contre la falsification de la parole de Dieu, et contre les interprétations fallacieuses et erronées. Ce fut là le sujet de toutes ses instructions, car il déclare qu'il a été six ans à *suer* pour forcer le ministre à rendre raison de sa croyance (3).

Celui-ci, ne se sentant pas de force, évitait les controverses et gardait un silence prudent, lorsqu'une circonstance imprévue fit éclater tout à coup la lutte

(1) *Histoire de la Réformation dans l'ancien pays de Liège*, Bruxelles, 1861, p. 323.

(2) Voy. plus loin chapitre XV.

(3) Commencement du *Noviciat réformé*.

entre les deux champions. Voici ce qui les mit aux prises (1) :

En 1655, la peste infestait plusieurs villes de Hollande, et des habitants de nos contrées qui, pour cause de religion, s'étaient retirés dans notre pays, durent fuir devant la contagion. De ce nombre furent un honorable habitant de Stembert, nommé Jean Legrandhenri, et sa femme originaire de Fraipont, tous deux de religion calviniste, qui ayant entendu parler de l'étonnant succès avec lequel le récollet Louis Preumont, de Verviers, combattait les réformés de Hodimont, commencèrent à douter de la vérité de leur croyance calviniste, et vinrent trouver ce célèbre prédicateur qui crut ne pouvoir mieux faire que de les envoyer à Olne, où il y avait un curé et un ministre, et où ils pouvaient plus facilement entendre le *pour* et le *contre* en matière de foi.

Delva, pour les convaincre, mit par écrit cinq thèses avec promesse que, si le ministre Chrouet pouvait se justifier sur ces cinq articles, il paierait au dit ministre la somme de 200 patacons, à condition que le ministre ferait la promesse réciproque.

Legrandhenri et sa femme, munis de cet écrit, allèrent trouver Chrouet ; celui-ci se garda bien de contester les cinq thèses et de les combattre ; il ne l'essaya même pas, mais il écrivit cinq nouvelles thèses où il disait en substance que la religion romaine, telle qu'elle existe de nos jours, ne date que du temps de la papesse Jeanne, vers l'an 850. Il conclut de la même façon que Delva, en lui promettant aussi 200 patacons s'il pouvait se justifier sur ces cinq articles.

Chrouet cherchait à esquiver le débat ; Delva cependant le prit au mot et écrivit une réfutation com-

(1) Tout l'épisode qui va suivre est la reproduction résumée du récit de Delva, dans le *Noviciat réformé*, t. II, p. 87 et suiv. Cet ouvrage se trouve à la bibliothèque de l'Université de Liège, n° 636.

plète de ces cinq nouvelles thèses (1). Dans cet écrit, il réfute de main de maître la fable ridicule de la papesse Jeanne, tant par le silence des historiens du IX^e siècle, que par les contradictions de ceux qui, quatre cents ans plus tard, ont raconté cette absurde historiette (2). Il prouve par de nombreuses citations que l'église romaine tenait, avant le IX^e siècle, la même croyance qu'aujourd'hui, notamment sur les points contestés par Luther et Calvin. Il le somme, en finissant, de lui compter à l'instant les 200 patacons promis. Cet écrit est daté du 11 août 1655.

Chrouet trouva naturellement des raisons pour se soustraire au paiement en question ; mais du moins, le curé avait obtenu ce résultat : de le faire sortir du silence obstiné qu'il gardait depuis six ans. Encouragé par ce succès, il alla plus loin. Il s'engagea publiquement dans un sermon à compter au ministre la somme de 200 patacons s'il pouvait trouver un seul point de sa profession de foi écrit mot pour mot dans la Bible. Il le promettait, à condition que le ministre s'engagerait publiquement par une promesse analogue.

Chrouet ne pouvait plus reculer : il craignait que son silence ne fit une impression défavorable sur le peuple ; de plus il était pressé de répondre par quelques Hollandais hérétiques réfugiés à Olne à cause de la contagion qui régnait dans leur pays. En conséquence, il fit afficher à la porte du cimetière d'Olne un défi au curé dans la forme suivante :

Antoine Delva, curé d'Olne, ayant promis en ses écrits et ses sermons de compter deux cents patacons au ministre s'il peut prouver un seul point controversé de sa religion contre l'église romaine par la sainte Ecriture, Henri Chrouet, ministre du

(1) Cet opuscule est reproduit dans le *Noviciat réformé*, t. II, pp. 94 et suiv.

(2) Nous passons sous silence d'autres arguments : notamment l'impossibilité, eu égard à la série ininterrompue et la succession immédiate des papes de cette époque.

St Evangile à Olne, accepte l'offre du curé, et par la présente le somme de consigner l'argent promis entre les mains de Jean Wilkin, manant d'Olne, ou donner sur le lieu (à la place) bourgeois suffisamment répondant en huit jours, à faute de quoi le ministre sera obligé d'agir contre le susdit curé par toute voie de droit qu'il trouvera convenir.

Henri CHROUET.

M. D. S. E.

A Olne, le 4 septembre 1655.

Delva ne pouvait accepter le défi dans ces conditions. Les Hollandais hérétiques avaient tout à dire à Olne, et dès que le ministre, même sans raison, se serait permis de chanter victoire, ils auraient sans scrupule confisqué les 200 patacons au profit de ce dernier. Il s'agissait pour Delva d'éviter ce danger. Il rédigea une nouvelle affiche par laquelle il acceptait la proposition de Chrouet, mais à condition que celui-ci déposerait la même somme entre les mains du comte de Grobendonck, gouverneur de Limbourg; de la sorte, on allait combattre à armes égales.

Le ministre d'Olne, sortant du prêche avec les siens, prit lecture de ce billet, et s'adressant à Jean Wilkin, député du ban d'Olne à l'Etat de Dalhem, lui demanda : « Voulez-vous répondre de la somme de » 200 patacons pour le curé d'Olne? » Wilkin répondit : « Oui, dès que vous aurez livré la même somme » aux mains du gouverneur de Limbourg. »

De cela, le ministre ne voulait pas entendre parler.

Quelqu'un fit remarquer à Delva que le moyen par lui proposé n'était pas entièrement pratique, que les deux endroits, Olne et Limbourg, étaient trop éloignés l'un de l'autre, et que chacun des deux adversaires devait craindre de déposer son argent le premier, de peur qu'il ne fût confisqué avant que l'autre n'eût déposé le sien.

Delva reconnut que cette remarque était juste, et il proposa de suite à Welt Potheuk, un des réformés réfugiés à Olne, de déposer de part et d'autre l'argent

entre les mains de la même personne mais sur un territoire neutre.

Ils choisirent de commun accord la ville de Verviers, en la principauté de Liège, et convinrent de verser de part et d'autre l'argent entre les mains de Jacquemin Pirotte, marchand au dit lieu.

Welt en informa le ministre. Celui-ci demanda à réfléchir et le lendemain fit connaître au curé que, réflexion faite, il ne pouvait donner suite à ce projet.

Ceci donna lieu à « *la protestation solennelle du*
» *curé d'Olne prêchée publiquement aux peuples cir-*
» *convoisins, assemblés à Olne, et affichée à la porte*
» *de l'église dudit lieu.* »

Cet écrit est du 12 septembre 1655 (1).

Chrouet sentit qu'il aurait l'air de reculer s'il s'en tenait là. Il écrivit à Pirotte pour lui demander s'il répondait pour le curé d'Olne. Pirotte répondit :
« Oui, il y a chez moi un homme envoyé par Ant.
» Delva, chargé de verser les 200 patacons en même
» temps que vous verserez les vôtres, si tel est votre
» bon plaisir. »

Nous ne pouvons reproduire ici la longue correspondance qui s'échangea entre Chrouet, Pirotte et Delva, et qui est exposée au long dans le *Noviciat réformé* (2). Contentons-nous de dire que les deux lutteurs se défiaient trop l'un de l'autre pour risquer légèrement leur argent, et qu'il leur fut impossible de s'entendre sur la manière de le déposer.

Après bien des démarches, Chrouet prit le parti le plus facile : il passa outre et annonça par affiches qu'il ferait la preuve annoncée au prêche le dimanche 26 septembre à 10 heures.

Protestation de Delva : « ce n'est pas au prêche,
» où personne autre que le ministre ne peut parler ;

(1) *Le Noviciat réformé*, t. I, p. 5.

(2) *Ibidem*, t. I, pp. 11 et suiv.

» c'est en public, après affiches, après le dépôt des deux
» cents patacons, que la preuve doit se faire, et avec
» l'enrégistrement des raisons de part et d'autre. »

Ces paroles figurent sur une affiche du 25 septembre.

Le prêche eut lieu ; Chrouet prit pour texte : « Tu
» ne te feras pas d'idole taillée » (Exode, 20) et prononça contre le culte des images un discours assez long qu'il fit imprimer, et qui donna lieu à plusieurs réponses des théologiens catholiques, comme nous verrons plus loin.

Le lendemain, 27 septembre, Chrouet eut l'audace d'envoyer au curé Welt Potheuk, bourgeois de Leyde et deux témoins, pour retirer les 200 patacons promis, attendu qu'il avait fourni la preuve demandée et que nul n'avait contredit. Delva se mit à rire, disant que le ministre était par trop naïf de demander l'argent sans avoir déposé le sien et sans avoir affiché la preuve. Ayant appris de Welt et de ses amis le sujet du discours prononcé par Chrouet, il s'efforça de leur faire comprendre la vraie signification du passage de l'exode relatif au culte des images.

Le lendemain, on pouvait lire l'affiche suivante sur la porte du cimetière d'Olne :

Welt Potheuk, Gavar et Plaisant, gens députés le 27 courant par le ministre vers le pasteur d'Aulne, pour avoir d'icelui paiement des deux cents patacons en question, apprennent à leur grande confusion, devant tout le monde, de leurs yeux propres... comment sans honte et sans conscience le ministre trompe le simple monde et à tort prétend deux cents patacons pour un tas de mensonges.

Donné à Olne, ce 28 septembre 1655.

Ant. DELVA, pasteur d'Aulne.

« Dieu soit loué, le renard s'est fait prendre à ses
» propres pièges, il est tombé dans les filets qu'il a

» tendus pour autrui (1). » C'est par cette réflexion que Delva termine le récit de cette escarmouche.

XII.

PREMIÈRES SUITES DE L'INVASION HOLLANDAISE.

NOUVEAUX ÉCRITS DE DELVA (1656-1663).

Nous devons interrompre le récit de cette polémique pour dire quelques mots de la conduite des Hollandais envahisseurs envers les catholiques du ban d'Olne.

La seigneurie était, comme on l'a vu, tombée au pouvoir d'un protestant, Jean-Guillaume de Till, gouverneur du pays de Fauquemont. Celui-ci ne nomma plus que des réformés aux emplois publics.

Plusieurs fonctionnaires furent même destitués et remplacés par des calvinistes (2). Tels furent l'officier-bailli Jacques Coulot ; l'échevin Wathelet Nizet et le greffier Hennekin Sévery, dont la place fut confiée à des hommes agréables à nos maîtres d'alors.

La dîme, qui était une institution religieuse et avait pour but l'entretien des ministres du culte, ne pouvait trouver grâce devant les envahisseurs. Aussi fut-elle confisquée vers l'année 1655. Le locataire de la dîme, Jean Wilkin et les chanoines de Saint-Adalbert ne cessèrent dès lors de protester auprès des députés des Provinces-Unies à Maestricht (3). Ceux-ci répondirent que les chanoines seraient libres de jouir de leurs anciens droits, mais à condition de verser la somme de 600 florins annuellement pour l'entretien d'un ministre à Olne.

Les chanoines adressèrent alors au gouvernement des Provinces-Unies une supplique (4) dans laquelle ils

(1) *Le Noviciat réformé*, t. I, p. 21.

(2) J. Daris, *Analectes*, t. XIV, p. 354.

(3) Padborch et Donder, *Archives pastorales*, coll. II, doc. 13 et 16 ; *Registre de Delva*, pp. 23 et 25.

(4) Voy. Pièce justificative, n° III.

représentaient que suivant les records les plus anciens de la justice locale ils étaient seulement obligés de toute ancienneté d'entretenir un prêtre catholique, et de pourvoir aux frais du culte ; que partant, il était souverainement injuste de les forcer à entretenir un prédicant de la religion réformée et d'exiger pour cela la somme de 600 florins qu'ils n'ont jamais donnée à aucun prêtre d'Olne.

On remarquera l'appel à l'empereur qui se trouve à la fin de la supplique, et la menace que font les chanoines de reprendre le droit de souveraineté du ban d'Olne, qu'ils n'ont cédé aux comtes de Dalhem que pour être protégés par ceux-ci.

S'ils avaient pu reprendre ce droit de souveraineté, ils auraient en effet rompu tout lien de dépendance d'avec les maîtres du comté de Dalhem, les Hollandais ; ils n'auraient dépendu que de l'empereur. Menace vaine et illusoire ! Ce n'est pas pour la terre d'Olne que Ferdinand III aurait repris les armes et troublé la paix européenne, à peine rétablie par la paix de Westphalie.

Les Hollandais le savaient et ne cédaient pas. Les chanoines se virent obligés d'intenter un procès en Hollande aux receveurs des biens ecclésiastiques pour l'affranchissement de la dîme d'Olne. Le Chapitre et le curé soutinrent ce procès à frais communs et le curé y assista tant en son nom personnel qu'au nom du Chapitre (1).

Le procès se termina par un accord conclu à Maestricht le 10 août 1656 en ces termes : « Nous les députés du Conseil d'Etat des Pays-Bas confédérés, et les » députés des chanoines de Saint-Adalbert, ayant conféré ensemble, avons résolu que les mêmes chanoines » remettront annuellement et provisoirement entre les » mains du régisseur des biens ecclésiastiques, pour » un prédicant, la somme de 300 florins hollandais (2). »

(1) *Registre de Delya*, pp. 23 et 25.

(2) *Voy. Archives pastorales*, coll. II, doc. 14. Les paroles citées sont une traduction du flamand.

Cet accord ne distingue pas entre la dîme pastorale et la dîme capitulaire, parce que le Chapitre revendiquait la dîme entière, se réservant d'abandonner au curé sa part accoutumée (1).

L'accord ne parle pas non plus des trois bonniers de prairie qui étaient une dépendance de la cure (2). Il se trouva quelqu'un à Olne qui voulut en profiter : c'était ce même Welt Potheuk, riche bourgeois de Leyde, dont nous avons déjà parlé ; il se vanta d'avoir reçu en location du gouvernement hollandais les susdites prairies, et il menaça le curé de lui faire restituer les fruits par lui perçus. Ces faits devinrent l'objet d'une nouvelle supplique des chanoines (3). Après avoir exposé la question, ceux-ci concluent : « C'est pourquoi » les remontrants supplient vos Hautes Seigneuries » d'ordonner au dit Welt Potheuk de désister desdites » menaces et de laisser au présent et dorénavant les- » dits pasteur et décimateur tranquilles dans la percep- » tion des fruits perçus et à percevoir desdits douairs » en conformité dudit contrat. »

Ils obtinrent cette fois gain de cause, et on laissa le curé jouir en paix de son *douair* pendant quelques années.

Delva ne paraît pas s'être occupé beaucoup de ces démêlés ; en revanche il défendait vaillamment la foi de son troupeau contre les mensonges si habiles des hérétiques.

Les écrits et les sermons ne lui suffisaient pas ; il sut pénétrer jusqu'au milieu du prêche des réformés, et couvrir le ministre de honte et de confusion devant tout le monde. Ce ne fut sans doute pas par lui-même

(1) Comme en justice les décisions s'enchaînent et comme l'une entraîne l'autre, l'accord de 1656 fut cause que soixante ans plus tard (en 1715) le curé Jacques Prayon perdit sa part de la dîme dans un procès avec le Chapitre, qui posséda désormais la dîme entière.

(2) Ces prairies étaient alors appelées le douaire du curé.

(3) Voy. *Archives pastorales*, coll. II, doc. 15.

qu'il le fit, mais par un jeune homme, presque par un enfant : « Qu'est-il besoin, s'écrie-t-il (1), de prêtres et » de moines pour les combattre, quand il ne faut que » des enfants pour les rendre muets ? »

Voici comment Delva raconte la chose. Un jeune homme de dix-huit ans, François Closet, né à Lambermont, apprenait un métier à Hodimont chez un certain Warnier, protestant fanatique. Celui-ci s'efforçait par tous les moyens de le détourner de sa croyance catholique. Il lui disait parfois : « Je t'assure que si tu » veux une seule fois venir avec moi à Olne pour » tendre Chrouet, tu n'iras plus jamais à la messe. » Ennuyé des instances de son patron, le jeune Closet finit par céder, du moins en apparence, et le dimanche suivant, il accompagna son maître à Olne, où il rendit d'abord visite au curé Delva. Quand il fut arrivé au prêche, le ministre, entouré de plusieurs anciens et dignitaires de son culte, s'empressa de lui demander : « Etes-vous enfin résolu de quitter la religion romaine ? » — Oui, répondit le jeune homme, si on peut m'en » montrer une meilleure. — Vous pouvez m'interroger, » répondit le ministre, je suis ici pour vous montrer » tout ce que vous voudrez. » Là-dessus Closet accepta une Bible de la main du ministre et indiquant dans la profession de foi qui se trouvait en tête du volume la réponse à cette question : « Qu'est-ce qu'un sacre- » ment ? » il demanda au ministre dans quel endroit de la Bible cette définition se trouvait en termes exprès. C'était prendre le taureau par les cornes, car les réformés prétendent ne rien admettre qui ne se trouve mot pour mot dans les Saintes Ecritures.

Le ministre voulut biaiser et passer à un autre passage plus important selon lui. Closet ne voulut rien entendre et insista pour avoir l'explication demandée.

(1) *Le Noviciat réformé*, t. II, p. 107. L'anecdote est racontée aussi par D. Lenoir, *Histoire de la Réformation dans l'ancien pays de Liège*, p. 330.

Il passa ensuite aux paroles suivantes de la profession de foi qui sont : « Nous croyons que les sacrements sont ajoutés à la parole de Dieu pour plus ample confirmation et pour nous être un gage de la grâce de Dieu. » Il demanda derechef : « Dites-moi, je vous prie, où cela se trouve en termes exprès dans la Sainte Ecriture ? »

Mais ici le ministre se fâcha : « Vous récitez, s'écria-t-il, une leçon apprise par cœur ; vous avez été instruit et dressé par quelque moine ! »

Tous les assistants s'unissant au ministre voulurent se jeter sur le jeune homme et lui faire un mauvais parti. Mais Closet se retira promptement, non sans avoir dit à Warnier son patron : « Notre maître, ce n'est pas là ce que vous m'aviez promis. » Puis il salua la troupe et s'en alla.

Les catholiques firent imprimer l'histoire de cette escarmouche et en félicitèrent l'auteur. Chrouet ne trouva rien à répondre et se contenta de dire, pour couvrir sa défaite, qu'il ne voulait pas avoir affaire à des enfants.

Pour se donner un semblant de victoire sur les catholiques, il fit répandre à profusion un opuscule qu'il avait fait imprimer. C'était la reproduction de son prêche du 26 septembre 1655 sur le culte des images. Le titre en était : *Sermon servant de preuve à plusieurs points de la religion catholique controversés contre l'église romaine, prêché en l'église d'Aulne par H. Chrouet, ministre du Saint Evangile* (1).

On remarquera cette prétention, commune à tous les écrivains protestants du XVII^e siècle, au titre de *catholiques*, par opposition à celui de *romains* ou de *papistes*, qu'ils nous octroyaient volontiers.

Delva répondit à cette brochure par l'opuscule suivant : *Préservatif antidotal d'Antoine Delva, pasteur*

(1) Tiré du livre de D. Lenoir, *Histoire de la Réformation dans l'ancien pays de Liège*.

d'Aulne, contre la dyssenterie des mensonges, calomnies et changements de bible publiés par H. Chrouet.

Peu après, dans le but de défendre un des points de la doctrine catholique les plus attaqués il publia : *Du purgatoire : la pitoyable voix de Rama, l'Eglise catholique, apostolique et romaine, la belle Rachel..., etc., par Antoine Delva, curé d'Olne, contre H. Chrouet, ministre de Calvin* (1).

Delva ne fut pas seul à combattre les erreurs de Chrouet. Le sermon de celui-ci, publié en brochure, dut faire quelque sensation, car un nouvel adversaire parut bientôt pour le combattre : ce fut le Père d'Astroy, récollet du couvent de Liège, qui mit au jour le livre suivant : *Antidote catholique, présenté à M^{rs} du duché de Limbourg et autres pays d'Oultremeuse, par Barthélemy d'Astroy, contre le venin des hérésies et des mensonges prêchés par le Sr Henri Chrouet, prétendu ministre d'Olne* (2).

Dans la dédicace, il félicite les habitants de nos contrées d'être restés fidèles à la foi catholique ; il rappelle la conférence de Limbourg entre les docteurs des deux cultes et appelle cette conférence : *la tombe des protestants*. Il attaque surtout certains prédicants réformés qui s'étaient introduits sans aucun droit dans des églises catholiques, comme notre Chrouet, comme aussi Goffard, franciscain défroqué devenu ministre de Dalhem. Ce dernier avait été, pendant vingt-deux ans, missionnaire catholique : *fit corruptio optimi pessima* (3).

Chrouet répondit par une brochure dont nous n'avons pu retrouver le titre, et d'Astroy lui répliqua

(1) Ces deux ouvrages ont complètement disparu ; nous en citons les titres d'après J. Daris, *Analectes*, t. XIV, p. 353.

(2) Ce titre et les détails qui suivent sur les livres des Pères d'Astroy et Preumont sont aussi extraits du livre de D. Lenoir.

(3) Delva parle aussi de ce Goffard dans *Le Noviciat réformé*, t. II, p. 11.

encore cette fois par les *Rapproches du ministre Chrouet aux véritables sentiments de l'Eglise romaine* (1). Il nous y apprend que Chrouet lui semble revenir peu à peu au catholicisme, ce qu'il attribue aux prières de la mère du ministre; celle-ci venait de rendre le dernier soupir dans le sein de l'église catholique comme une véritable sainte.

Chrouet fut combattu aussi par le Père Louis Preumont, récollet du couvent de Verviers, dans l'écrit suivant : *Réponse par L. Preumont au sermon du 26 septembre 1655*. Il y prouve que les bibles protestantes sont falsifiées aux endroits controversés.

Le discours du ministre d'Olne avait ainsi fait surgir trois champions de la cause catholique. Il s'efforça de répondre à tous les trois par une même brochure : *Défense d'un sermon prêché dans l'église d'Olne... contre trois libelles satyriques*.

Preumont et Delva ne voulurent pas laisser le dernier mot au prédicant Olnois. Le premier fit paraître peu après : *Le tombeau de Henri Chrouet, ministre de la religion prétendue réformée à Olne*, Liège, 1656. Ce livre est dédié à Ferdinand de Lynden, gouverneur du marquisat de Franchimont (2) en récompense de la protection que ce dernier accordait aux couvents des Récollets à Verviers et à Bolland.

Il y a dans cet écrit un passage curieux. Un prêtre avait l'année précédente, à Sart lez-Spa, guéri un démoniaque et chassé le démon. S'adressant à Chrouet, Preumont lui dit en substance : cherchez-moi dans le territoire d'Olne un semblable démoniaque et quand vous l'aurez trouvé, faites-moi le savoir, alors nous irons ensemble devant ce possédé. Et moi le premier, m'adressant au démon, je lui commanderai de sortir de cet homme et j'ajouterai : si ma religion romaine

(1) *Rapproches*, c'est-à-dire commencements de retour.

(2) Partie de la Principauté de Liège, qui comprenait : Theux, Verviers, Stembert, Jalhay, Ensival, Spa, Sart, Andrimont et Drolenval.

n'est pas la vraie, je te permets, Satan, d'entrer dans mon corps, de le torturer et de l'anéantir. Je parlerai ainsi, mais le démon n'en fera rien, car la foi catholique est la seule vraie. Oui, je parlerai de la sorte, mais c'est à la condition qu'à ton tour, ô Chrouet, tu t'adresses à l'esprit mauvais, lui permettant, si ta croyance n'est pas la vraie, d'entrer dans ton corps, de le torturer et l'anéantir. Mais tu ne le feras pas, car tu sais dans le fond de ton cœur que ta croyance n'est que mensonge et fausseté.

D. Lenoir, l'historien protestant de cette polémique, ajoute : « On comprend combien des arguments de » cette sorte devaient produire d'impression sur les » multitudes (1). »

Preumont transcrit dans son livre diverses approbations. Celle de Thomas de Blistein, curé de Verviers, mérite d'être connue : « C'est dans ce tombeau, » dit-il, « que gît honteusement confondu et abattu, » Henri Chrouet, ministre d'Olne, duquel il ne se relè- » vera jamais. »

Ce fut en 1657 que Delva publia le premier volume de son plus bel ouvrage : *Le Noviciat réformé dressé à Olne par le ministre de Calvin, battu en brèche par Delva pasteur d'Olne au terroir de Dalhem, pays d'Oultremeuse*. La seconde partie fut publiée en 1658.

Le Noviciat est le principal ouvrage de Delva et c'est celui où il fait surtout preuve de son talent, tant par la force du raisonnement que par la vivacité et l'agrément du style. Le but était de donner une démonstration claire des points controversés : l'authenticité des Saintes Ecritures, le culte des images, la Sainte Eucharistie, la Sainte Messe, la confession, le purgatoire, etc.

Nous ne pouvons résister au désir d'en citer quelques extraits. Chrouet avait reproché au curé de célébrer le

(1) D. Lenoir, *Histoire de la Réformation dans l'ancien pays de Liège*, p. 340.

culte en latin ; d'autre part il lui reprochait de prêcher en wallon. La réponse de Delva est des plus adroites :
« L'Eglise Romaine fait son office public en langue
» romaine et universelle ... En toute nation qui est
» sous le soleil, il y en a qui entendent le latin, et
» pour cela l'église romaine a voulu que son office soit
» fait en cette langue connue de toutes sortes de nations
» du monde, afin que l'antiquité de cette langue mar-
» quât l'antiquité de sa doctrine et de sa créance. La
» doctrine de Calvin était nouvelle et pour cela on a
» choisi les langues les plus nouvelles pour en servir
» de marque ... Et je m'étonne que le ministre fait ici
» son office public en langue française puisque ici à
» Olne nous ne sommes point français mais wallons,
» et parlons ici une langue fort différente du français.
» Le Français qui vient en ce pays pense qu'on y
» parle le meilleur grec d'Attique et n'entend pas plus
» ce que signifient *wahai, ohai, crama, ecnèe*, qu'il
» n'entend le terme le plus reculé du grec ou de l'hé-
» breu ... C'est en vain que Chrouet a été envoyé en
» France pour apprendre le français et en est revenu
» si glorieux qu'il n'emploie à rien tant d'encre qu'à
» décrier le patois du curé d'Olne. En quoi il se con-
» damne de sa propre bouche, car si le curé parle son
» patois en ses offices publics de prédication et autres,
» sans doute il parle une langue que le peuple com-
» prend ; s'il parle français il parle une langue que le
» peuple n'entend pas (quelle contradiction). Si le curé
» parle latin, Chrouet ne le peut souffrir [lui] qui fait
» passer en maxime qu'il faut faire l'office public en
» langue connue du peuple ; s'il parle en son patois et
» en langue connue du peuple, Chrouet lui saute au
» collet et l'appelle barbare en son langage, parce qu'il
» ne parle pas français à gens qui n'entendent point le
» français (1). »

(1) *Le Noviciat réformé*, t. I, pp. 350 à 352.

Chrouet s'était moqué de la récitation des heures canoniques, particulièrement de la récitation nocturne dans certains couvents. Après avoir démontré l'antiquité et les avantages de cette récitation, l'auteur ajoute ironiquement : « Il est vrai que c'était une chose bien » pénible pour les pauvres ministres chargés d'une » femme et d'une quantité d'enfants, de se lever la » nuit pour psalmodier et méditer les louanges de » Dieu avec de saints religieux, et renoncer aux aises » de leur corps non sans mécontentement de leurs » femmes ... Et pour cette cause, je veux bien avouer » qu'ils ont fait chose profitable à leur corps et agréable » à leur femme que d'abolir tant de longs et pénibles » offices (1). »

Plus loin, nous apprenons qu'outre Chrouet, des apôtres ou prédicants hollandais étaient venus à Olne. Seulement c'étaient de singuliers personnages : « J'ai » vu céans à Olne qu'un ministre venait de Maestricht » pour faire et administrer la Cène en une façon fort » étrange : il était monté sur un bon cheval, sa femme » en croupe, l'épée au côté, la botte cornue au pied, » les éperons dorés et un habit à la mode. Tout le » monde voyant ce nouvel apôtre se mit à rire ... » disant que sans autre preuve il était aisé de voir que » cet homme n'était pas apostolique, ce qui le facha » tellement qu'il s'en alla avec menaces (2). »

Delva se plaint aussi, en termes assez crus, de la conduite indécente des réformés à l'église d'Olne : « Qu'aurait dit saint Paul s'il avait vu de ses yeux ces » gens malhonnêtes lâcher leurs eaux dans le lieu saint » et parfois décharger leurs ordures dans nos cimetières, sur la tête même de leurs pères, comme j'ai » vu faire ici à Olne. Ne voila-t-il pas des anniversaires » bien puants ? Ne sont-ce pas des cérémonies vilaines » dignes des reproches du ministre d'Olne pour des

(1) *Le Noviciat réformé*, p. 356.

(2) *Ibidem*, p. 543.

» gens qui ayant, en leur vie tourné la face et le visage
» à leurs pères, leur tournent, après la mort, sous
» correction, honteusement le ... (1). » Il nous est impossible de finir la citation ; mais telle qu'elle est, elle suffit pour faire constater que Delva ne dédaignait pas, à l'occasion, la gauloiserie. Il parlait latin avec des mots français et n'avait pas encore lu ce précepte de Boileau son contemporain :

Le latin dans les mots brave l'honnêteté
Mais le lecteur français veut être respecté.

XIII.

EXIL DE DELVA. *LE POSTILLON DIVIN* (1663-1669).

Le 21 décembre 1661 est une date décisive et fatale dans l'histoire d'Olne. Les pourparlers entre les ambassadeurs du roi d'Espagne et ceux des Provinces-Unies se terminèrent ce jour-là par un traité en vertu duquel le comté de Dalhem était partagé entre ces deux puissances.

Pour notre malheur, Olne échut aux Hollandais. Leur usurpation était ainsi consacrée, et l'on put s'attendre de leur part à toutes les violences.

Le 1^{er} mai 1663, Delva fut expulsé de son presbytère et forcé de sortir du ban d'Olne (2).

Nous disons : *forcé de sortir*, en ce sens qu'il ne pouvait plus y remplir ses fonctions pastorales sans être frappé des peines les plus graves. Personnellement, il conserva la liberté de circuler dans toute sa paroisse. Delva nous a fait connaître exactement sa situation dans un de ses écrits, dont nous citerons, à la fin de ce chapitre, des passages concluants à cet égard.

(1) *Le Noviciat réformé*, p. 547.

(2) « Decreto statuum Hollandiæ pulsus sum et coactus egredi de » domo pastoralis et adeo etiam de banno ulnensi » (*Sommier de Delva*, p. 219).

Le gouvernement hollandais ne se contenta pas d'expulser Delva de sa maison pastorale, il s'occupa aussi de lui couper les vivres et força le Chapitre de Saint-Adalbert à conclure un nouvel accord, daté du 24 juin 1663, où il est stipulé que le Chapitre n'aura plus rien à prétendre ni à la maison pastorale ni aux trois bonniers et demi de prairie adjacente, ni à la terre des Trixhes, lesquels biens sont réservés exclusivement à la République. Après avoir élevé la redevance annuelle des chanoines du chef de la dîme à 500 florins, argent de Hollande, les députés du Conseil d'Etat ajoutent : « Bien entendu toutefois que ceux » du Chapitre demeureront encore jouissant de la » petite dîme, laquelle soulait (avait coutume) compé- » ter auparavant au pasteur dans le ban d'Olne ... (1). » Bref, on lui ôta toutes ses ressources et on s'efforça de mettre les chanoines dans l'impossibilité de lui venir en aide.

Nous devons rendre toutefois cette justice au Chapitre : bien qu'il n'eût conclu l'accord que pour sauver les dîmes de la confiscation et les conserver pour des temps meilleurs et, bien qu'il n'en perçût aucun profit, il n'abandonna pas le curé, mais lui conserva en grande partie ses anciens avantages, ainsi que nous l'apprenons par les lettres du doyen Rimberg à Jean Wilkin (2). Sans cela, le zélé pasteur eût été réduit à la mendicité (3).

Forcé de quitter le ban d'Olne, Delva ne dut pas pour cela abandonner son troupeau, car Vaux-sous-Olne, où il se retira, ainsi que Nessonvaux et Basse-Fraipont, faisaient partie de la paroisse d'Olne et ceux du ban de ce nom, à raison de la proximité, pouvaient facilement rejoindre leur pasteur.

(1) *Archives pastorales*, coll. IV, doc. 27.

(2) *Ibidem*, coll. II, doc. 22, 23 et 24.

(3) A moins, bien entendu, qu'il n'eût gardé de ses biens patrimoniaux.

Dépendances de la vouerie de Fléron, les deux hameaux de Vaux et Nessonvaux faisaient partie de la Principauté de Liège ; Delva s'y trouvait donc dans une complète sécurité.

Il espérait, du reste, que la Providence le ramènerait bientôt dans sa maison pastorale. Ainsi, nous lisons dans ses mémoires (1) qu'il ne vendit pas son bétail et, le 6 décembre suivant, il indemnisa le nommé Nicolas Xhardé, dans les prairies duquel ce bétail avait été placé pendant tout l'été.

Ce fut au même Nicolas Xhardé qu'il emprunta une grange, qu'il fit aménager pour y célébrer le Saint Sacrifice, et y remplir tous les devoirs pastoraux. Dès le premier dimanche, les paroissiens arrivèrent en foule de tous les hameaux (2) pour entendre la Sainte Messe dans ce temple improvisé, où on se trouvait cependant comme en plein air (3).

Pierre Antoine, autre habitant de Vaux, céda en location à Delva une maison que celui-ci occupa pendant tout le temps de son exil, même après qu'il eût bâti une église à Froidheid (4).

Pendant ce temps, les Hollandais avaient installé au presbytère le prédicant Chrouet, qui percevait aussi un traitement de l'Etat. Il obtint même la jouissance des prairies et autres biens de la cure moyennant un fermage de 113 florins qu'il devait payer au receveur du gouvernement (5).

Il s'éleva une difficulté au sujet des contributions de guerre et autres taxes qui devaient être réparties entre les habitants d'après l'importance de leurs biens.

(1) *Registre de Delva*, p. 43.

(2) « Resedique in Valle sub Ulna et in Stabulo quod fuit Nicolaï » Xhardé missam feci et pastoralia omnia officia, concurrente undiqua » que populo, a prima Maii qua egressus sum » (*Sommier de Delva*, p. 219).

(3) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 18.

(4) *Registre de Delva*, pp. 43, 46 et 57.

(5) *Archives pastorales*, coll. IV, doc. 26.

Qui devait payer les taxes de la cure ? Etait-ce le prédicant, le Chapitre ou l'Etat lui-même qui devait supporter cette charge ?

Les députés du comté de Dalhem tentèrent de l'endosser au Chapitre. Celui-ci envoya à La Haye Jean Wilkin, son dîmeur, pour y défendre les chanoines. Nous ne savons quelle fut la décision prise (1).

Delva, de son côté, ne se reposait pas à Vaux. Tantôt il soignait ses paroissiens attaqués par une peste qui faisait de nombreuses victimes (2) ; tantôt il se rendait à Xhoris et à Stavelot pour soutenir les intérêts de sa famille (3) ; tantôt il s'occupait de payer la rançon de quatre habitants de Xhoris pris pendant la guerre par le colonel Rheins, de l'escadron du baron de Lanaux. Il emprunta dans ce but la somme de 600 florins. Jean Wilkin cautionna pour le curé et, par ses soins, l'affaire fut arrangée le 4 juin 1664 (4).

C'était, comme on le voit, un homme d'une grande activité. N'oublions pas qu'il écrivait alors un de ses plus grands ouvrages de polémique contre les protestants. En effet, il publia en 1666 : *Le Postillon divin portant aux réformés la pure parole de Dieu... par Ant. Delva pasteur d'Aulne contre les ministres d'Hollande*.

Dans cet ouvrage, il prouve par des arguments solides que la vraie parole de Dieu, soit que nous en considérions la lettre, soit que nous en cherchions l'interprétation, ne se trouve pas dans les Bibles des hérétiques, mais uniquement dans l'Ecriture Sainte telle qu'elle est conservée par l'église catholique.

Nous trouvons dans ce livre des renseignements précieux sur la situation de Delva à l'époque de son

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 21.

(2) *Sommier de Delva*, p. 227 ; Nautet parle aussi de cette peste dans ses *Notices historiques*, t. II, p. 368.

(3) *Registre de Delva*, pp. 323 et suiv.

(4) *Ibidem*, pp. 44 et 317.

exil : il ne pouvait remplir les fonctions de son ministère dans le ban d'Olne, car l'administration des sacrements, non admis par la Réforme, était sévèrement punie. Nous en voyons une preuve dans la discussion entre Jean Wilkin et le chirurgien Quedrick : « Si » quelque prêtre, s'écrie Wilkin, était trouvé oignant » d'huile quelque malade, vous le saisiriez d'abord et » le mettriez en prison, en sorte que loin de faire » comme ont fait les apôtres, vous faites tout le contraire de ce que les apôtres ont ordonné (1). »

D'autre part nous voyons le dévoué pasteur, pendant son exil, circuler librement dans toute sa paroisse sans être inquiété par les Hollandais. Ainsi, au mois de juillet qui suivit son expulsion, il vint au village d'Olne et même au presbytère pour un entretien avec le ministre.

Nous laissons la parole à l'auteur en supprimant seulement quelques détails inutiles à notre but : « Ce » fut cela qui nous mit aux prises avec le même » Chrouet, le troisième jour de juillet 1663, en sa maison à Aulne. Car, comme un renégat de Liège se » vantait que le prédicant Chrouet ne leur enseignait » que la pure parole de Dieu, en souriant doucement » je luy répartis : Loin de là, mon enfant, dis-je, il ne » vous enseigne pas même un mot de la pure parole » de Dieu. Et je m'accorde à me rendre à lui, fis-je, » s'il peut prouver que la Bible de Genève ... soit conforme à l'original grec et hébreux qui va en l'église » catholique de tout temps. A quoi ce renégat : Et » moi, Monsieur, dit-il, je veux me rendre à vous si » le sieur Chrouet ne peut se justifier de ce côté, tant » seulement, couchez-moi cela par écrit ... je le lui » donnai par écrit, et il s'en alla. Huit à dix jours » après je sommai mon renégat de me rendre réponse

(1) *Le Postillon divin*, p. 443 ; au chapitre XV nous verrons que dès l'an 1656, l'administration du mariage était sévèrement interdite aux prêtres catholiques.

» ... il tira hors de sa poche le même billet que je lui
» avais donné, ayant en bas ces mots de la main du
» prédicant : Le curé de Vaux (ainsi me baptisait-il
» par moquerie) ne sait ni grec ni hébreux, partant ne
» peut-on lui donner la preuve qu'il demande. — Ne
» savais-je pas bien, mon ami, lui dis-je, que Chrouet
» n'était pas si sot que d'accepter ? Monsieur, dit le
» renégat, vous n'oseriez dire cela à lui-même. Ecoute,
» mon ami, lui dis-je, ma langue est aussi hardie que
» ma plume, tant seulement, tiens-moi compagnie, et
» sur le champ nous voilà à la maison du ministre,
» qui descendit à son cabinet, et nous ayant salués,
» ce renégat fit plainte sur ce que je l'avais appelé
» en pleine rue : Brebis rogneuse d'une Bible rogneuse
» et d'une doctrine rogneuse ... (1). »

Le ministre voulut avoir raison de ces paroles et, sur cela, s'engagea la discussion, qui dura depuis une heure jusque six heures du soir.

Ce ne fut pas la seule rencontre de Delva avec le ministre, car il nous apprend que le prédicant Chrouet ne sut jamais se dépêtrer d'une objection qu'il lui fit en présence de Messieurs de Dalhem et de Maestricht devant la brasserie banale d'Olne (2). Chrouet prétendait que les images défendues au chapitre XX de l'exode étaient les images taillées telles que celles de Jésus-Christ et de la Sainte Vierge qui se trouvent dans nos églises. A quoi Delva objectait : donc le veau d'or des Israélites ne devait pas être défendu, car c'était un ouvrage de fonte. Oui, répondit le prédicant, seulement il y avait quelque sculpture à raison de laquelle il était défendu ; mais il ne put montrer à quel endroit de la bête était cette sculpture, à la tête ou à la queue, et il resta honteux et confus.

Plus loin, Delva se moque agréablement des pré-

(1) *Le Postillon divin*, p. 358 ; nous avons quelque peu rajeuni l'orthographe.

(2) *Ibidem*, p. 25.

tendus réformés qui, disait-il, brisaient les christs et les statues des saints comme objets d'indignes superstitions, tandis qu'ils étaient eux-mêmes les gens les plus superstitieux qu'on puisse trouver, car en fouillant le sol du ban d'Olné dans tous ses coins et recoins pour en extraire le fer, le plomb et les autres minéraux, ils se servaient d'une sorte de baguette divinatoire pour découvrir à quel endroit il y avait du minerai (1).

Dans le but de mettre cette notice à la portée de tous, nous avons, dans nos citations de Delva, remplacé par quelques points les longueurs trop fastidieuses de sa narration, surtout quand elles renferment des expressions surannées.

Ici, on pourrait se demander comment il se fait que le français de Delva soit si en retard sur son siècle, et son style si en arrière de celui de Boileau, Bossuet, et autres écrivains de cette grande époque littéraire ? Nous répondrons : Pour un motif bien simple ; la langue française était alors presque inconnue en Belgique, et nous savons que Delva était obligé de prêcher en wallon. Lui et Chrouet étaient à peu près les seuls qui pussent converser en français, dans nos environs. Olné était alors si loin de Paris !

On n'étudiait cette langue que dans les collèges, de la même façon qu'on y apprend aujourd'hui les langues anciennes ou étrangères. Or, Delva avait étudié vers 1635, et ses professeurs de français ne pouvaient l'avoir appris qu'au commencement de ce siècle. Aussi le français de Delva est-il presque aussi vieux que celui de saint François de Sales, qui écrivait vers 1610, mais qui, quoique évêque de Genève, vivait en France et participait au mouvement littéraire de ce pays.

(1) *Le Postillon divin*, p. 293.

XIV.

DELVA CONSTRUIT UNE ÉGLISE A FROIDHEID. SON RETOUR ET SA MORT (1669-1678).

Delva avait espéré d'abord que son exil ne durerait pas longtemps; mais comme la situation malheureuse de sa paroisse menaçait de se prolonger indéfiniment, il résolut d'y mettre fin en bâtissant une nouvelle église. Il chercha un emplacement avantageux.

Si nous jetons les yeux sur la carte des communes d'Olné et de Nessonvaux, nous remarquerons que celle-ci s'avance et pousse une pointe vers le centre de notre commune. C'est dans ce coin du territoire de Nessonvaux, près de Froidheid, que Delva résolut de bâtir cet édifice. Comme ce territoire faisait partie de la principauté de Liège, on y était à l'abri des Hollandais; en outre, l'emplacement choisi était parfaitement au centre de la paroisse, telle qu'elle était alors délimitée.

Laissons maintenant la parole à notre vaillant défenseur de la foi : « L'an 1669, pour qu'après ma » mort, la paroisse ne reste pas sans église paroissiale, » au grand préjudice des âmes et de la sainte Foi, je » me sois résolu de dresser une église paroissiale vis- » à-vis de Freuhez (Froidheid); j'ajoit que je n'avais » ni sold ni maille, j'ai adressé deux requêtes, une en » latin au clergé de Liège, une en français pour les » paroissiens (1). »

La circulaire que Delva adressa en latin au clergé de Liège est très remarquable par son éloquence; nous ne pouvons en donner ici qu'une pâle analyse (2).

Il commence en rappelant que depuis déjà cinq ans, il est expulsé de son église paroissiale et du ban d'Olné, et que pendant tout ce temps le vrai Dieu n'a eu pour autel qu'une crèche, et pour temple qu'une

(1) *Sommier de Delva*, p. 349.

(2) *Voy. Archives pastorales*, coll. II, doc. 18.

écurie. Et quelle écurie! Une espèce de hangar où l'on est en partie préservé de la pluie et de la neige, mais où le vent et la tempête entrent par tous les côtés. On n'a pas, en effet, fait de murs tout à l'entour pour permettre à un plus grand nombre de personnes d'assister au Saint Sacrifice. Beaucoup de fidèles se tiennent en plein air, exposés à l'inclémence de la saison, les genoux dans la boue. Il y a là des vieillards, des infirmes, des malades, des pauvres mal habillés ou presque nus. Il y en a du ban d'Olne, il y en a du pays de Liège. Et tous sont restés si tenaces dans la profession de leur foi que le pasteur n'a eu à déplorer la perte d'aucune de ses ouailles; non, pas une n'est tombée dans l'hérésie, malgré les efforts de l'ennemi. L'éloquent pasteur expose la nécessité où il se trouve de recourir à la générosité du clergé liégeois pour bâtir une église quelconque, si modeste qu'elle soit, pour que son peuple se trouve au moins à couvert. « Quelle » honte, dit-il, pour les catholiques, de n'avoir pas un » lieu convenable pour abriter le vrai Dieu, et quelle » joie pour l'hérésie à la vue de notre impuissance! »

Delva n'eut qu'à se féliciter des résultats de sa requête; il s'en réjouit dans les termes suivants :

« Le révérend prélat de Saint-Laurent m'a donné » 8 patacons et demi, que j'ai mis en mains de Servais » de Brust, mambour de l'église pour lors.

» Le révérend clergé de Liège m'a accordé 100 » pistoles sur ma requête; j'en ai levé 1,200 florins » une première fois, que j'ai mis en mains de Jean » Wilkin, mambour constitué pour régler l'ouvrage » selon l'adresse de sa prudence et direction.

» Son Excellence M^{me} de Grobendonck (1) m'a » accordé douze chênes en ses bois. Baudouin Spirlet, » meunier à Vaux, m'en a donné un ... (2). »

Suivent quelques autres dons.

(1) Epouse du gouverneur de Limbourg.

(2) *Sommier de Delva*, p. 350.

On mit bientôt la main à l'œuvre, et Delva s'empresse de nous l'apprendre dans les lignes suivantes :

« Le 24 avril 1670, le révérend abbé de Beaurepart » a mis la première pierre de la nouvelle église au » haut du val (1). Le lundi ensuivant on a commencé » à maçonner.

» Le 16 juillet 1670 fut achevée la muraille de la » nouvelle église d'Aulne par Laurent Lemoine, Jean » Mairlot, Jean le Toxhelet, avec deux assistants (2). »

L'église fut rapidement achevée et elle fut ouverte au public dès 1671, mais ce ne fut que soixante ans plus tard qu'elle fut consacrée par M^{er} Gillis, évêque d'Amizon, suffragant de Liège (3).

Les paroissiens de Delva s'y retrouvaient à peu près au complet, chaque dimanche, pendant que l'église du village, qu'il avait réédifiée à tant de frais, servait au culte des hérétiques.

Toutes les autorités du pays de Liège avaient aidé Delva dans son entreprise. M. de Beauregard, haut-officier de la vouerie de Fléron, réquisitionna même les habitants de Vaux et de Nessonvaux pour l'établissement d'un cimetière à construire près de la nouvelle église, les menaçant de les châtier en toute rigueur s'ils refusaient d'y travailler selon le désir du curé (4). Cependant, bien que l'archidiacre du Condroz eût accordé la permission d'établir ce cimetière, nous ne pensons pas qu'il fut alors construit, à cause des événements politiques qui amenèrent le retour du curé dans sa maison pastorale.

Pendant qu'on bâtissait l'église de Froidheid, celle de Saint-Hadelin, située dans la petite seigneurie de Mont-Saint-Hadelin, fut, par un surcroît d'infortune,

(1) Froidheid est situé au-dessus de Vaux, sur le prolongement de la même vallée, à dix minutes d'Olne.

(2) *Sommier de Delva*, p. 350.

(3) *Archives pastorales*, coll. IV, doc. 13.

(4) *Ibidem*, coll. II, doc. 19.

presque entièrement détruite par un ouragan (1). Pour la rebâtir, le révérend vicaire Thomas Collard collecta dans tous les environs, mais n'ayant pu recueillir les fonds nécessaires, il dut limiter la dépense, et se contenter d'un toit en chaume. Ceci n'eut lieu que vers 1676, date qui se trouve encore inscrite au-dessus de la porte d'entrée de l'église. Delva intervint du reste dans la reconstruction, car nous lisons dans un de ses registres manuscrits : « Le 25 octobre 1676, l'on a contracté que » l'on donnera à Orban Cortée pour le cheptage (2) » de Saint-Hadelin, 28 patacons et une tonne de » bière (3). »

Delva était un homme infatigable. Dans le temps où il érigait sa nouvelle église paroissiale, il s'occupait encore d'un ouvrage de controverse.

Ce fut en 1673 que parut ce livre écrit en latin et intitulé : *Muscipula*. N'en ayant pas retrouvé un seul exemplaire, nous ne pouvons en donner des extraits, ce que nous regrettons, car le titre seul est remarquable et annonce un livre intéressant. En voici la traduction : *Souricière ancienne et nouvelle des hérétiques anciens et nouveaux, c'est-à-dire méthode par laquelle on prend ceux qui prennent les autres, si évidemment qu'ils ne peuvent se cacher, si efficacement qu'ils ne peuvent échapper, au moyen des règles suivies par les Saints-Pères ...* (4).

Le but de l'auteur était probablement de prouver, qu'en fait d'hérésies, il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et que pour réfuter les protestants, on n'a qu'à

(1) *Registre archival de l'église Saint-Hadelin*.

(2) Ouvrage du charpentier dans une bâtisse.

(3) *Sommier de Delva*, p. 351.

(4) « *Veterum et novorum hæreticorum muscipula vetus et nova, id est, universæ theologiæ controversæ modus et forma, qua capiuntur illi qui capiunt alios, tam evidentem ut non lateant, tam efficaciter ut non evadant, per regulas sanctorum, quos collegit et sequitur Antonius Delva Xhorisiensis contra ministros Hollandiæ, pastor in Ulna* » (Copié de J. Daris, *Analectes*, t. XIV, p. 353).

relire les Saints-Pères et répéter les arguments par lesquels ils combattaient les hérétiques des premiers siècles.

Pendant que Delva se tenait ainsi sur la brèche, la Providence semblait le prendre en pitié et se préparait à le ramener dans sa maison pastorale.

Le roi de France Louis XIV, désireux de se venger de la Hollande qui l'avait mis en échec en 1667, déclara la guerre à cette petite, mais vaillante nation.

En 1672, son armée s'empara de Maestricht et de tout le pays environnant. Le marquis du Monceau fut nommé gouverneur et intendant pour les pays d'Outre-meuse. En prenant possession de son poste, il envoya une circulaire à tous les curés pour leur commander, au nom du Roi, de rentrer dans leurs paroisses. Delva ne pouvait souffrir d'être mis sur le même pied que les autres pasteurs qui avaient abandonné leur troupeau ; aussi s'empressa-t-il de répondre par la lettre suivante :

Remontre humblement Antoine Delva, pasteur du ban d'Aulne au comté de Dalhem qu'il a tenu sus (combattu) le plus grand concours des hérétiques du pays de Dalhem vingt-trois ans en ça, avec la privation de tous ses biens pastoraux, ayant même été chassé de son église et de sa maison pastorale neuf ans entiers, nonobstant quoi il n'a pas quitté sa paroisse, mais il est resté pasteur d'icelle et y a maintenu ses ouailles de douze villages sous les haies et dans les étables à toute injure du temps, en un coin de la terre de Liège courant au centre de sa paroisse, où à présent il a édifié une église nouvelle d'aumônes ramassées çà et là (1).

Comme il entend que Sa Majesté commande à tous pasteurs de rentrer en leurs paroisses, il prie d'être tenu pour diligent puisqu'il n'est pas sorti de la sienne, et qu'il est prêt de rentrer même dans sa maison pastorale s'il plait à Monsieur le Marquis au blanc de cette [lettre], lui en marger le commandement.

Ainsi supplie ... (2).

Le vendredi 9 juin 1673, Delva se présenta au pres-

(1) Nous nous sommes permis ici une interversion pour rendre cette phrase intelligible.

(2) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 25.

bytère devant le ministre Chrouet, et lui commanda de sortir le lendemain, car il se proposait de venir avec ses effets pour prendre possession de sa maison.

Chrouet lui demanda de lui montrer l'ordre écrit en vertu duquel il se permettait de parler ainsi en maître, mais Delva lui répondit qu'il était inutile d'épiloguer, car chacun reprend son bien où il le trouve, et il prétendait reprendre le sien (1).

Le lendemain samedi, le curé ne rentra pas encore dans la maison pastorale, mais ses paroissiens escadèrent l'église à l'aide d'échelles, et s'en rendirent maîtres pour les offices du dimanche.

Le 10 juin, le ministre abandonna le presbytère et alla protester devant la Justice de la violence qui lui était faite (2). Cette plainte n'eut naturellement aucun suite.

Rentré dans la jouissance de tous ses droits, Delva mit la main à l'œuvre pour réparer les ruines accumulées par tant de secousses violentes. On se tromperait toutefois bien fort si l'on s'imaginait qu'il passa tranquillement les dernières années de sa vie; ce furent au contraire des années bien malheureuses pour le pasteur et les ouailles. Nous aurons bientôt l'occasion de donner plus de détails sur ces temps calamiteux, en traitant à part l'histoire de la seigneurie. Nous y verrons ce que les Olnois eurent à endurer de la part des différentes armées qui envahirent le territoire, et notamment les fortes contributions de guerre qu'ils durent payer (3).

Contentons-nous de dire ici que le Chapitre de Saint-Adalbert et le curé furent imposés au-dessus de ce qu'ils avaient coutume de payer en pareil cas.

Le doyen Rimberg s'en plaint dans une lettre à Jean Wilkin (4) et le curé vint protester devant la Cour de

(1) *Cour de justice d'Olne*, vol. VI, au 10 juin 1673.

(2) *Ibidem*, au 12 juin 1673.

(3) Voir notre chapitre XVII.

(4) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 24.

justice contre la taxation arbitraire des commis ; il offrit même de payer autant que les trois moulins ensemble, mais cela ne fut pas admis (1).

Il y eut probablement d'autres réclamations, car la Cour de justice ayant conféré avec les bourgmestres, publia un arrangement daté du 18 octobre 1674, par lequel elle indiquait la part du chapitre, du mayeur, du curé et du prédicant calviniste dans les contributions de guerre (2).

Delva n'ayant pu payer sa part, les bourgmestres prirent leur recours au Souverain-Conseil (3) de Maestricht, et affirmèrent que la part du curé pour les quatre années écoulées s'élevait à 1,864 florins, somme énorme pour ce temps-là. Le Conseil apostilla sa réponse au bas de la supplication des bourgmestres :

La Cour ordonne au curé d'Olne de payer dans la huitaine aux suppliants sa quote des contributions et autres taxes, suivant le règlement ci-mentionné, jusques au 1^{er} jour de l'an 1676.

Fait en Conseil de Sa Majesté à Maestricht le 22 février 1677 (4).

Delva ne nous apprend pas comment il s'est tiré d'affaire. Comme on le voit, il a eu à souffrir des déboires et des tracasseries jusque dans ses derniers moments. Dieu voulait sans doute le purifier par l'épreuve, afin que le moment de sa mort fût celui de sa glorification.

Il avait eu la douleur, vers 1675, de perdre Jean Wilkin, son meilleur ami et conseiller ; il comptait bien peu lui survivre, car dans son testament du 20 juillet 1669, il lui avait légué une brasserie dont il était propriétaire (5).

(1) *Cour de justice d'Olne*, reg. VII, au 18 octobre 1674. Les trois moulins sont les deux moulins banaux d'Olne, situés à Vaux, et celui du ban de Soiron situé sur le territoire d'Olne près de Nessonvaux.

(2) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 26.

(3) Ce Souverain-Conseil avait été organisé par les Français pour le Brabant, le Limbourg et les trois pays d'Outremeuse.

(4) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 27.

(5) *Registre de Delva*, p. 199.

Lui-même rendit son âme à Dieu le 20 octobre 1678. Il reçut sa sépulture dans le chœur de l'église d'Olne, et, en 1864, on pouvait encore lire son épitaphe, qui résumait admirablement la carrière de ce digne prêtre (1).

Les adversaires de Delva eux-mêmes ont rendu hommage à cet homme de bien : de l'aveu de Chrouet, il fut un écrivain aussi élégant qu'érudit, et un théologien aussi subtil que bien préparé par l'étude des livres saints.

Ce qui dut assombrir les derniers moments de Delva, ce fut la certitude que de nouveaux malheurs allaient fondre sur son troupeau.

XV.

PERSÉCUTION DES CATHOLIQUES EN VIOLATION DES TRAITÉS.

Le 10 août 1678, la paix avait été conclue et signée dans la ville de Nimègue entre le roi de France et les Provinces-Unies.

Un article de ce traité rendait aux Hollandais les territoires qu'ils possédaient avant la guerre : Olne et plusieurs autres communes du comté de Dalhem leur furent ainsi de nouveau livrées.

Mais un autre article de ce traité stipulait que la religion catholique serait librement exercée, que les églises seraient réservées à notre culte, et que les ecclésiastiques conserveraient leurs biens (2).

Malheureusement, ces stipulations ne furent pas

(1) Cette pierre tombale fut détruite dans une restauration de l'église ; on y lisait cette épitaphe : « Fuit Antonius Delva ex *agro* Xhoriensi per » *academiam* Lovaniensem pastor in Ulna ab anno 1646 ad annum 1678 ; » *inter sacros hujus ædis parietes restitit Calvinismo, jacet hic non invitas, non ignarus ... »*

(2) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 29 ; c'est une copie d'une partie du traité.

observées : dès l'an 1679, les Hollandais oublieux de leurs promesses, se saisirent des biens-fonds des églises et confisquèrent les revenus des ecclésiastiques.

Ils prirent possession de notre église pour y faire leur prêche; ils autorisèrent l'exercice du culte catholique depuis le matin jusqu'à neuf heures et l'y interdirent depuis neuf heures jusque midi sous peine de 25 florins d'amende.

Ils défendirent les processions, usurpèrent le droit de sonner les cloches, et revendiquèrent le monopole des sépultures, car ils prétendaient procéder aux funérailles des catholiques eux-mêmes aussi bien dans les églises que dans les cimetières (1).

Ils remirent en vigueur le règlement du 28 mars 1656 sur le mariage et s'attribuèrent la bénédiction de toutes les unions, même entre parties catholiques. Voici le texte d'un des articles : « Que nuls ecclésiastiques ro- » mains ou de quelque autre secte, de quel nom elles » peuvent être nommées, ne s'avancent de fiancer, » espouser ou respouser quelqu'un, sous peine, la pre- » mière fois, que le lieu de leur résidence leur sera » interdit, et s'ils tirent quelque aliment du pays, ils en » seront déchus, et la seconde fois bannis de nos terres » pour toujours (2). »

En 1684, nos nouveaux maîtres défendirent l'administration publique des sacrements.

En 1685, ils prohibèrent les écoles catholiques.

Enfin ils s'emparèrent de tous les biens et revenus des ecclésiastiques réduisant les prêtres à vivre d'aumônes (3).

Comme on le voit, les catholiques étaient mis hors la loi. A partir de 1685, ils ne purent plus aspirer à aucune fonction publique rétribuée; on peut s'en convaincre par la lecture du serment que devaient prêter

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 28.

(2) *Ibidem*, coll. I, doc. 30 et coll. II, doc. II.

(3) *Ibidem*, coll. II, doc. 28.

les échevins de la Cour de justice du ban d'Olne, et dont voici le passage principal : « Nous promettons et » jurons qu'étant et demeurant de la vraie religion chrétienne réformée, nous demeurerons fidèles aux Etats-généraux des Provinces-Unies..., en outre, que nous » protégerons et défendrons de tout temps les habitants... et nommément les prédicant, lecteur, recteur, » marguillier, maître d'école et autres personnes de la » vraie religion chrétienne réformée (1). »

Le peuple d'Olne gémit secrètement et étouffa ses plaintes, n'osant les faire éclater au grand jour de peur de rendre son sort encore plus rigoureux.

Ce fut seulement plusieurs années plus tard, à l'occasion du Congrès des puissances européennes à Aix-la-Chapelle que les habitants d'Olne osèrent élever la voix et confier la défense de leurs intérêts au prince-évêque de Liège, « à cet effet, disaient-ils, que notre » sainte religion puisse s'exercer sans empêchement, » que nos prêtres soient exempts de la judicature » laïque, nos curés et nos ecclésiastiques restitués dans » leurs biens (2). »

C'est une chose remarquable que les sectaires, avec tous les moyens dont ils disposaient, aient obtenu si peu d'apostasies dans le ban d'Olne.

A part les quelques familles qui abjurèrent la foi catholique dans les premières années de l'invasion, on peut dire que la secte ne recruta plus de nouveaux adhérents. Le ministre Lenoir, qui a consulté à ce sujet les archives de l'église réformée de Hodimont, ne cite que le seul Jean Andrès du ban d'Olne, lequel apostasia en 1693 (3).

La persécution rendit les catholiques plus vaillants

(1) *Archives pastorales*, coll. I, doc. 106; ce serment se trouve au long dans les *Registres de la Cour*.

(2) *Ibidem*, coll. II, doc. 30.

(3) D. Lenoir, *Histoire de la Réformation dans l'ancien pays de Liège*.

dans la défense de leur foi : les écrits de Delva nous ont appris que les premiers protestants qui vinrent à Olne insultaient volontiers les catholiques et tournaient leurs croyances en dérision. Il n'en fut plus ainsi dans la suite, et nous voyons des réformés rétracter ou désavouer publiquement leurs insultes.

Voici ce que nous lisons dans les archives de la justice d'Olne : « Le nommé Jean Thomsin, faisant profession de la religion réformée à Olne, ayant appris » par le bruit public qu'il est accusé d'avoir dit au » sujet des hosties de l'église romaine des paroles insolentes au dernier point, qui choqueraient l'honnêteté » et la pudeur à les prononcer seulement, et telles qu'il » mériterait la censure même de ceux de sa religion, » s'il les avait dites comme on les rapporte, les désavoue publiquement comme fausses et malicieusement » inventées contre lui (1). »

D'autre part, nous lisons dans le même recueil que les calvinistes déposèrent une plainte contre des insultes dont ils disaient être l'objet de la part des catholiques. Ceux-ci avaient osé, avant la fin du prêche, sonner les cloches pour la messe basse qui se célébrait à midi ; de plus, ils entraient à l'église avant que tous les réformés ne fussent sortis, et rencontrant ces derniers dans la porte, ils ne craignaient pas de les toucher du coude en passant. Pour éviter de nouveaux conflits, et pour surveiller l'entrée et la sortie de l'église, de Buirette, seigneur d'Olne, ordonna, le 9 octobre 1686, au sergent ou forestier de s'y trouver tous les jours de prêche (2).

L'archidiacre du Condroz, ayant fait à cette époque une visite de l'église d'Olne, en a écrit une relation dans laquelle il récapitule toutes les confiscations accomplies par les protestants.

Non seulement les revenus de la cure et des fon-

(1) *Cour de justice d'Olne*, vol. XVII, au 17 décembre 1699.

(2) *Ibidem*, vol. XLVI (rôles d'office), au 12 octobre 1686.

dations, mais ceux de la fabrique avaient été confisqués par les Hollandais. Il en était de même du bénéfice de Saint-Sébastien, dont l'autel se trouvait dans la petite nef du côté de l'épître. Ce bénéfice avait été conféré pour la dernière fois par Delva au révérend François de Brust, mais depuis la confiscation l'office n'en était plus célébré ; il n'a jamais été rétabli depuis (1).

Les protestants avaient respecté les fondations faites en faveur des pauvres ; les revenus en étaient peu considérables et étaient administrés par deux mambours désignés par le curé (2).

Dans le rapport de l'archidiacre, il est fait mention d'une école paroissiale. Les institutions de ce genre ayant été supprimées, il ne peut être question que de l'école de Froidheid, située en dehors du ban d'Olne et fréquentée par les enfants du village (3).

Nous verrons bientôt que les vicaires de Froidheid, de Saint-Hadelin et de Basse-Fraipont tenaient des écoles. Ils se faisaient parfois remplacer par des laïcs, et l'archidiacre exige que ces instituteurs, avant d'être admis à enseigner la religion, fassent une profession de foi devant le curé de la paroisse.

A cause des protestants, il n'y avait pas, dans notre église, de lumière devant le Saint Sacrement.

La situation des catholiques, telle que nous l'avons décrite dans ces dernières pages, s'est maintenue pendant toute la période hollandaise ; nous devons maintenant reprendre notre narration.

(1) La relation de l'archidiacre a été transcrite par J. Daris, *Analectes*, t. XIV, p. 344.

(2) *Sommier de Delva*, p. 215.

(3) *Archives pastorales*, coll. V, doc. 45.

XVI.

LA PAROISSE D'OLNE A LA FIN DU XVII^e SIÈCLE.
BAUDOUIN SPIRLET.

A la mort de Delva, son beau-frère et héritier Martin Louys, le curé de Soiron, Ramal, et le curé d'Ensisval, Baudouin Spirlet, écrivirent une lettre commune au révérend Herman de Stockem, archidiacre du Condroz, pour obtenir la nomination de Jacques Prayon, vicaire de Delva, en qualité de vice-curé jusque la Saint-Jean de 1679 (1).

Cette demande leur fut accordée. Avant l'expiration des pouvoirs de Prayon, les chanoines de Saint-Adalbert nommèrent à la cure d'Olne le prêtre Henri Abinden, né à Helchteren, village de la partie flamande de la principauté de Liège (2).

Le nouveau pasteur ne put jouir de la maison pastorale, dans laquelle le prédicant Chrouet était déjà réinstallé ; il dut se réfugier à Froidheid, probablement dans la maison occupée autrefois par Antoine Delva ; il y était encore au 18 juin 1683 (3).

Les supérieurs d'Abinden l'obligèrent toutefois à aller faire les principaux offices pastoraux dans l'église d'Olne ; jugeant avec raison qu'on devait céder le moins possible à l'hérésie et la combattre sur son propre terrain, ils forcèrent Abinden à accepter les heures indiquées par les réformés pour l'exercice du culte catholique à l'église paroissiale : les fidèles devaient quitter l'église à neuf heures, et vers midi, lorsque le prêche des hérétiques était terminé, on disait encore une messe basse (4).

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 3^{re}.

(2) Il signait son nom Van den Eynden, mais la coutume était de dire Abinden.

(3) *Cour de justice d'Olne*, vol. XLVI (rôles d'office), à cette date.

(4) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 25.

Ce fut vers la fin du mois de septembre 1679, un dimanche, que le curé Abinden alla pour la première fois célébrer la sainte messe dans l'église d'Olne. Sous le prétexte qu'il n'était pas reconnu par leur gouvernement, les Hollandais le firent poursuivre par de Bui-rette, seigneur du lieu, mais ce dernier le laissa libre sur sa déclaration qu'il avait dit la messe, non comme curé, mais comme prêtre de passage (1).

Abinden célébra, depuis lors, tous les offices solennels dans l'église d'Olne ; il dut pour cela agir avec une grande prudence, car la liberté du culte était fort restreinte et la transgression des règlements civils punie de l'exil ou d'autres peines sévères. Ainsi, le prédicant Chrouet prétendait avoir droit au monopole des inhumations, et le curé devait éluder les règlements civils pour donner la sépulture religieuse aux catholiques. Pour se tirer d'affaires, il avait l'intention de mettre à exécution le projet conçu par Delva et approuvé par l'archidiacre du Condroz, à savoir : de construire un cimetière près de l'église de Froidheid, et de faire dans celle-ci les cérémonies funèbres.

Les habitants du village s'opposaient à ce projet, et les deux commis ou bourgmestres, au nom de la communauté, envoyèrent une protestation au baron de Surlet, grand-vicaire de Liège, qui, le 16 novembre 1681, leur écrivit la réponse suivante :

Messieurs,

C'est un abus de dire qu'on ait donné à votre pasteur la permission de faire un cimetière près de la neuve église ; il sait au contraire les admonestations bien sérieuses qu'on lui a faites de dire la sainte messe et de faire les autres fonctions pastorales dans la vieille église le plus assidûment que faire se pourrait, pendant quel temps il ferait aussi bien de chercher condition ailleurs, comme chose qui servirait tant à sa propre satisfaction qu'à celle de la communauté ... (2).

(1) *Cour de justice d'Olne*, vol. XLVI (rôles d'office), au 26 septembre 1679.

(2) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 33.

Abinden resta à son poste, et nous pouvons constater qu'il avait conservé l'estime et l'amour de ses paroissiens qui firent pour lui de grands sacrifices. Comme nous l'exposerons bientôt, les Olnois durent fournir vers l'année 1690 de grosses contributions de guerre aux armées françaises; la part du curé fut évaluée à la somme de 594 florins 12 patars. Or, le 23 décembre 1692, les commis et les principaux habitants eurent une entrevue avec Abinden au consistoire, entrevue dans laquelle ils décidèrent que « en considération que » iceluy est privé de la maison pastorale, et qu'il a été » forcé de se pourvoir d'autre, il a été convenu pour » son désintéressement, et en considération des services » qu'il rend audit ban, de lui déduire la somme de » 480 florins ... (1). »

Abinden devait à cette époque avoir quitté Froidheid et être venu s'établir près de son église paroissiale, mais nous n'avons pu découvrir la date exacte de son départ.

La nouvelle église bâtie à Froidheid ne devint pas pour cela inutile : elle servit aux habitants de Vaux et Nessonvaux qui y remplirent leurs devoirs religieux. A partir de 1691, un prêtre nommé Renier Ziane vint résider près de cette chapelle et y remplit pendant près de trente-cinq ans les fonctions d'un zélé vicaire, non seulement les dimanches et fêtes, mais aussi pendant la semaine, au grand avantage et à la consolation des fidèles de cette partie de la paroisse (2).

Le curé avait appelé auprès de lui son neveu Jean Abinden, qui était prêtre. Le dimanche, il l'envoyait à la Basse-Fraipont pour y dire la messe (3). Le vicaire Jacques Prayon avait auparavant, pendant plusieurs années, rendu le même service (4).

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 36.

(2) *Ibidem*, coll. V, doc. 33.

(3) *Ibidem*, doc. 5.

(4) *Ibidem*, doc. 5^{bis}.

La messe fut célébrée d'abord dans la maison de Jean Cornet, manant de Fraipont; en 1698, une chapelle fut construite par les soins de Jean Abinden, qui fit des collectes dans ce but, et fut aidé par les libéralités de trois des principaux habitants et de l'évêque de Liège, Joseph-Clément de Bavière, qui donna l'emplacement: un terrain communal nommé *Les Places*(1).

Cette chapelle ne fut qu'un simple oratoire, car elle ne fut pas bénie, et l'on ne pouvait y dire la messe sans une autorisation spéciale de l'évêque, autorisation qui devait être renouvelée tous les sept ans sur la demande des habitants (2). Il y eut toujours depuis lors à la Basse-Fraipont des vicaires chargés de prêcher, d'administrer les sacrements et de tenir une école.

Le jeune Abinden avait décliné les offres qui lui furent faites par les habitants de Vaux et de Nessonvaux pour une place de prêtre-marguillier-instituteur(3); il agréa plus tard les propositions des habitants de Saint-Hadelin et alla remplir les fonctions de vicaire dans la chapelle de ce nom (4).

Henri Abinden mourut en 1699. Il avait eu, sur la fin de sa vie, des difficultés avec Abel de Lambermont, ministre d'Olne, et fut forcé de satisfaire aux exigences de ce dernier (5).

Nous ne pouvons terminer l'histoire religieuse d'Olne au XVII^e siècle, sans dire un mot d'un des plus nobles enfants de notre localité.

Baudouin Spirlet était fils d'un meunier de Vaux-sous-Olne (6). Il se distingua tellement par son intelligence, qu'Antoine Delva le jugea digne d'être envoyé à l'Université de Louvain, où il conquist le grade de

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 26.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, coll. II, doc. 37.

(4) *Registre archival de l'église Saint-Hadelin*.

(5) *Cour de justice d'Olne*, vol. XIV, fol. 93.

(6) Son père était Baudouin Spirlet, son frère Franck Spirlet.

maître ès-arts. Devenu prêtre, il fut pendant dix ans vicaire-marguillier à Olne (1). En 1675, il fut promu à la cure d'Ensival par suite de la résignation faite en sa faveur par le curé Olivier Polis (2).

Il conserva d'intimes relations avec Antoine Delva, qui lui laissa par son testament la moitié de ses livres, à condition de prier Dieu pour l'âme du testateur (3). Nous avons déjà rapporté son intervention à Olne après la mort de son illustre ami.

En 1700, Baudouin Spirlet fut élu doyen du Concile de Saint-Remacle-au-Pont par ses collègues les curés de ce Concile ; il exerça cette nouvelle fonction tout en restant curé d'Ensival. En sa qualité de doyen, il organisa une collecte en faveur de l'église de Froidheid, dont le toit menaçait ruine et était en partie détruit (4). Nous ne devons pas nous étonner de son zèle pour cette chapelle, qu'il avait fréquentée dans sa jeunesse. Ce prêtre distingué mourut à Ensival le 1^{er} février 1713.

XVII.

LA SEIGNEURIE SOUS LES BUIRETTE (1668-1694).

LES MAUX DE LA GUERRE.

Pour la facilité du lecteur, nous avons réuni dans les chapitres précédents ce qu'on pourrait appeler notre histoire religieuse au XVII^e siècle. Nous devons maintenant retourner sur nos pas, et reprendre l'histoire de la seigneurie au point où nous l'avons laissée. La seigneurie fut achetée le 6 octobre 1668 par Daniel Buirette à Gilbert, fils et héritier de Jean-Guillaume de Thill, de son vivant seigneur d'Olne (5).

Daniel Buirette était bourgeois de Maestricht, et y

(1) *Cour de justice d'Olne*, vol. VIII, au 24 mai 1677.

(2) *Archives de l'église d'Ensival*.

(3) *Registre de Delva*, p. 199.

(4) *Archives pastorales*, coll. V, doc. 27^a.

(5) La *Cour d'Olne* écrivait toujours de Buirette.

résidait habituellement ; cependant on doit conclure de certains passages de notre Cour, qu'il vint parfois résider à Olne dans une maison qu'il acheta l'an 1674, par devant cette même Cour.

Avec la seigneurie, il avait acquis le droit de nommer les fonctionnaires de la justice, le mayeur excepté ; il eut à ce sujet de graves difficultés avec les hollandais ; ceux-ci disposaient des échevinages en maîtres absolus et le pouvoir du seigneur se trouvait réduit à rien.

Le 5 mars 1671, le sieur A. Martini, procureur-général de Brabant, vint à Olne, fit assembler la justice, et en vertu d'une résolution prise en 1666 par les Etats-Généraux, déposa les échevins Wathelet Nizet et Henri Heuskin. Il alléguait qu'il y avait en ce ban assez de personnes faisant profession de la religion réformée ; qu'il fallait donc observer les ordonnances souveraines et remercier les romains, comme il disait (1).

De Buirette remarqua que les Hollandais qui appliquaient en toute rigueur celles des ordonnances qui favorisaient la religion réformée, négligeaient de faire observer d'autres points très importants. Il rassembla les échevins le 28 juillet 1671 et leur rappela qu'ils étaient obligés d'habiter dans le ressort de la Cour (2). Or, plusieurs des échevins protestants résidaient dans d'autres territoires, au détriment de la justice et au grand désavantage des habitants ; protégés en haut lieu, les échevins ne tinrent aucun compte des observations de leur chef.

Les bruits d'une guerre prochaine circulaient en ce moment, et de Buirette établit à Olne un corps de veilleurs pour assurer la tranquillité publique. Il leur promit un drapeau, et leur ordonna d'obéir à Henri Wilkin, qu'il avait nommé capitaine (3).

(1) *Cour d'Olne*, vol. VI, au 5 mars 1671.

(2) *Ibidem*, au 28 juillet 1671.

(3) *Ibidem*.

Il était temps, car la guerre éclata en 1672. Nous avons déjà vu comment Louis XIV attaqua la Hollande et s'empara de Maestricht ; à la fin de cette année le ban d'Olne fut occupé par un détachement de l'armée française.

L'invasion nous valut, il est vrai, le retour de Delva, mais de combien de maux ne fut-elle pas accompagnée !

La population d'Olne souffrit énormément : elle fut réellement saignée à blanc par les contributions de guerre : pendant les seules années 1672 et 1673, les Olnois durent payer en contributions de guerre à l'armée du roi de France la somme de 10,822 florins.

Pendant le même laps de temps, ils durent encore fournir à cette armée trois mille trois cent une rations en nature, tant pour les hommes que pour les chevaux, et la valeur totale en fut de 4,951 florins et demi.

Enfin ils durent livrer un nombre considérable de pièces de bétail, pour la valeur de 5,425 florins (1).

La situation empira encore vers la fin de l'année 1673, car le 13 octobre l'Espagne déclara la guerre à la France, et les habitants des provinces belges furent les premières victimes du conflit. Aussi vit-on beaucoup de gens émigrer vers la principauté de Liège, qui était pays neutre ; Verviers reçut un tel nombre de Limbourgeois que les rues en furent encombrées (2). Un détachement de l'armée espagnole traversa le territoire d'Olne et nous imposa une contribution de guerre de 9,759 florins et 10 patars (3).

Pour comble d'infortune, l'empereur intervint dans la lutte et une division de l'armée allemande, commandée par le comte de Sauche, se dirigea sur Galoppe

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 26.

(2) Ces faits sont tirés de Namèche ; celui concernant Verviers, de Nautet, *Notices historiques*, t. II, p. 332.

(3) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 26.

et Dalhem et de là sur Chênée pour se rendre aux Pays-Bas, et là opérer sa jonction avec les Espagnols et les Hollandais; les Impériaux passèrent donc dans le voisinage d'Olne, dont les habitants durent leur fournir douze vaches (1).

Plusieurs furent ruinés par ces exécutions multipliées; nous avons vu que le curé Delva se trouva hors d'état de payer et que les tracasseries dont il fut l'objet avancèrent sa mort.

Finalement les Français furent les plus forts et occupèrent le pays pendant six années.

Les échevins établis par les Hollandais s'étant éloignés avec ces derniers, l'intendant du Monceau, qui gouvernait les pays d'Outremeuse au nom du roi de France, écrivit le 3 avril 1674 une lettre à Daniel de Buirette pour lui ordonner de réorganiser la justice à Olne, et de nommer des personnes capables professant la religion catholique et résidant dans ce ban; sans quoi il se verrait obligé, disait-il, de faire lui-même ces nominations d'office (2).

De Buirette s'exécuta : il vint à Olne le 5 mai suivant et réorganisa la justice d'après les ordres de l'intendant français (3).

Les catholiques ne jouirent pas longtemps de leur triomphe; la paix de Nimègue nous ayant rendus à la Hollande, les anciens échevins furent rappelés et trois nouveaux furent nommés d'office par les commissaires de Maestricht.

Le lieutenant-mayeur (4) ne voulut pas les admettre au serment sans y être autorisé par le seigneur du lieu, qui finit par donner son consentement, tout en protestant dans les termes suivants : « Le seigneur de ce

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 26.

(2) *Cour d'Olne*, vol. VI, au 5 mai 1674.

(3) Même séance.

(4) Le mayeur Nizet, étant catholique, n'était plus admis à l'exercice de sa charge et se faisait remplacer par un calviniste, Gilles André.

» lieu, ayant appris que Mathieu Nizet, Jean-Grégoire
» et Pierre Quedricq, seraient pourvus de commissions
» d'échevins ..., signées de Messeigneurs Verbolt et
» Werkendam ..., dernièrement commissaires déci-
» seurs députés de leurs hautes puissances (1) à Maes-
» tricht, comme estant de la religion réformée au lieu
» de ceux qui estaient de la religion romaine et qu'en
» vertu des dites commissions, ils voudraient être
» admis au consistoire scabinal (2), ledit seigneur
» déclare sous protestation de ne vouloir déroger
» au droit de collation qui lui appartient incontes-
» tablement en vertu de ses lettres patentes d'achat ;
» déclare de consentir par respect à telle admission,
» pourvu que lesdits prénommés passent le serment
» prescrit par leurs hautes puissances, qui leur sera
» prélu (3). »

Tous ces changements ne pouvaient être que nuisibles, aussi le seigneur reçut-il bientôt des réclamations au sujet de la mauvaise administration de la justice (4).

Il vint à Olne le 19 mai 1682, et constata le bien-fondé des plaintes qu'il avait reçues. En effet, aucun juge ou échevin ne résidait dans ce ban : les uns étaient éloignés d'une lieue et demie ; d'autres de trois lieues ; d'autres même de six lieues. Rarement la Cour était en nombre, et jamais les manants ne pouvaient obtenir la présence d'un juge pour les cas urgents, comme les reliefs à faire en cas de succession, et les testaments en cas de maladie (5).

Pour obvier à cette situation, de Buirette nomma deux échevins surnuméraires, catholiques de religion et résidant à Olne : Wathelet Nizet et Pierre Pétry.

(1) On titulait ainsi les Etats-Généraux de Hollande.

(2) Tribunal des échevins.

(3) *Cour d'Olne*, vol. IX, au 17 mars 1681.

(4) *Ibidem*, vol. X, au 29 septembre 1681.

(5) *Ibidem*, au 19 mai 1682.

Nécessité n'a pas de loi : les Hollandais furent obligés de ronger leur frein et d'accepter cette transaction devenue nécessaire.

Le petit nombre des réformés occasionna une autre amélioration dans la situation des catholiques. Avant l'invasion française de 1672, les deux commis ou bourgmestres devaient être de la religion réformée : l'un devait faire partie du tribunal des échevins, l'autre était pris parmi les simples manants (1). A partir de 1678, il y eut un bourgmestre de chacun des deux cultes : un catholique et un réformé.

Nous n'avons pas parlé d'un long procès que Daniel de Buirette soutint contre Jean-Philippe de Calwaert, seigneur de Fraipont et d'autres lieux. Celui-ci, en vertu d'un accord conclu en 1399 entre le Chapitre de Saint-Adalbert et Tristant, seigneur de Fraipont, prétendait avoir le droit de pêcher dans la rivière de Vesdre, aussi loin que s'étendait la juridiction d'Olne (2). De Buirette qui lui contestait ce droit, n'hésita pas à le faire attirer devant les tribunaux. Ce procès se termina par une sentence de la Haute Cour de Dalhem, du 25 octobre 1678, qui déclarait le seigneur de notre ban mal fondé et non recevable dans son action et le condamnait aux dépens (3).

Il était entendu que le seigneur de Fraipont restait obligé de payer annuellement le tribut d'un poisson à chacun des officiers de la Cour d'Olne, comme sire Tristant l'avait promis ; et que le seigneur d'Olne restait maître de la pêche dans une partie de la Vesdre ; cette partie fut cédée en location le 22 avril 1684, au nommé Christian Cornet, pour 16 florins annuellement et *dix livres de belles truites* (4).

(1) *Cour d'Olne*, vol. VI, au 28 juillet 1671.

(2) *Registres de la Cour féodale et allodiale de Dalhem*, carton.

(3) *Ibidem*, reg. V.

(4) *Cour d'Olne*, vol. X, au 30 juin 1681.

Daniel de Buirette était mort à la fin de 1682 ; il fut remplacé par son fils Daniel-Albert de Buirette qui releva le fief devant le gouverneur de Dalhem le 4 janvier 1683 (1).

Ce jeune seigneur se donna beaucoup de peine pour faire observer la justice distributive dans la perception des tailles ; dans ce but il réorganisa l'institution des régleurs et surveilla leur gestion (2). Daniel-Albert doit être décédé vers l'année 1688, car dans les années suivantes on voit figurer en tête des actes le nom de sa mère Anne-Marie de Freisheim, qui administrait à la place de son fils puiné Jean de Buirette.

La situation de fortune de la famille de Buirette n'était pas brillante, et le moment vint où ses créanciers furent autorisés à faire mettre en vente la seigneurie d'Olne, qui fut achetée par le baron *G. d'Olne* (3).

L'administration de la veuve Buirette avait duré environ quatre ans ; elle fut troublée par des calamités qui méritent une attention particulière.

XVIII.

DÉVASTATION DU BAN D'OLNE PAR L'ARMÉE FRANÇAISE (1689-1694).

Le roi de France Louis XIV s'engagea, en 1689, dans une nouvelle guerre contre l'Allemagne et la Hollande. Les habitants du ban d'Olne, qui se souvenaient des horreurs de la guerre précédente, résolurent de travailler à leur sécurité par tous les moyens en leur pouvoir. Une troupe de veilleurs fut instituée, et un hangar situé à l'entrée du village devant la brasserie

(1) *Registres de la Cour féodale et allodiale de Dalhem*, reg. XXVII, à cette date.

(2) *Cour d'Olne*, vol. X, au 6 décembre 1683, au 21 avril 1684 et au 19 mars 1685.

(3) *Registres de la Cour féodale et allodiale de Dalhem*, reg. V, au 30 décembre 1694.

banale, fut destiné à servir de refuge à ces défenseurs du repos public (1).

Le but de l'organisation de ces corps de veilleurs n'était pas d'écarter l'ennemi ou de lutter contre lui, mais de protéger les habitants et leurs biens contre les bandes de maraudeurs et de pillards qui, à cette époque, suivaient toujours les armées.

L'année 1689 se passa assez tranquillement, mais au commencement de 1690 une armée française, commandée par le marquis de Boufflers, traversa le pays pour aller assiéger la ville de Liège. Un fort détachement de cette armée vint camper au ban d'Olne dans les champs de *Thillot* (2). Nous ne savons quels sont les champs ainsi désignés, peut-être est-ce la campagne du Tilleul ? Dieu sait pour quelle somme on dut approvisionner cette armée de vivres et de munitions de toutes sortes.

Lorsque toute cette troupe ennemie fut partie dans la direction de Liège, des bandes de fourrageurs vinrent différentes fois s'approvisionner dans nos campagnes. Un jour qu'une semblable troupe de fourrageurs, partie du camp des Français établi près de la Chartreuse s'avavançait vers le ban d'Olne, le nommé Herman Dejong, propriétaire de la brasserie banale, homme très rusé, alla à leur rencontre près du hameau des Trois-Chênes et s'offrit à eux pour leur servir de guide. Mais au lieu de les conduire vers le ban d'Olne comme ils le désiraient, il les mena à un endroit nommé les *deux tilleuls* dans la vouerie de Fléron, de sorte que les Français, mis au courant de l'expédient employé contre eux, furent très irrités et déclarèrent que si jamais ils retrouvaient cet homme, ils l'assomme-

(1) Tous ces renseignements sont tirés des pièces du procès entre Dejong et G. d'Olne, notamment *Archives pastorales*, coll. II, doc. 38, 43 et 45.

(2) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 38. Voir dans les historiens liégeois, le bombardement de Liège par l'armée de Boufflers, en mai 1690.

raient. Dejong se vanta de cette aventure et voulut en tirer parti comme d'un service rendu à la chose publique ; c'est pourquoi des habitants des Trois-Chênes vinrent plus tard, à sa demande, témoigner de la vérité du fait en question (1).

On aurait pu croire que l'armée française s'étant éloignée, nos ancêtres n'avaient plus rien à craindre. Au contraire ! Il est impossible de dire toutes les calamités qu'ils eurent à endurer.

Chaque année vint augmenter leurs infortunes.

En 1691, c'était la garnison française de Dinant qui, voulant se venger de quelques exécutions faites par les alliés, vint enlever à Olne des hommes et des chevaux. Singulières représailles, qui s'exerçaient sur des populations innocentes et inoffensives, dont l'unique crime était d'avoir même plus de sympathies pour les Français que pour leurs adversaires (2).

En 1692, au mois de janvier ou de février, c'étaient des habitants d'Olne qui étaient mis à mort devant la maison de Léonard Renkin ; cet homme devait avoir encouru l'inimitié des Français, car une troupe de leurs soldats, après avoir passé la nuit à Olne, alla vers la demeure de ce particulier pour la piller ou la raser. Quelques Olnois voulurent témérairement empêcher cette exécution, ce qui causa la mort de plusieurs d'entre eux ; on ne dit pas combien il y en eut de tués (3).

Quelque temps après, c'étaient des bataillons français qui venaient se faire héberger dans le village. Le brasseur Herman Dejong était l'un des bourgmestres à cette époque et la communauté d'Olne dut lui payer tous les rafraîchissements qu'il prétendait avoir fournis aux troupes étrangères. Il y en eut, en un seul jour, pour 300 florins et davantage (4).

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 43^{bis}.

(2) *Ibidem*, doc. 43, p. 3.

(3) *Cour d'Olne*, vol. XIV, fol. 13.

(4) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 43, p. 5.

En 1693, c'était une partie de la garnison de Laroche qui, pour motif de représailles, vint à Olne enlever le docteur Chrouet, Franck, Spirlet, André Gillet, André son fils et plusieurs autres, dont il fallut dans la suite payer chèrement la rançon (1).

Le ban d'Olne était fort exposé à de semblables représailles parce qu'il appartenait aux Hollandais, les pires ennemis de la France, et qu'il était dans ce pays une des premières possessions hollandaises qui se présentaient aux coups de l'ennemi ; aussi eut-il encore plus tard la visite des garnisons de Namur et de Mézières (2).

La troupe qui envahit notre territoire en 1693 était composée d'une foule de vauriens mercenaires qui parcoururent tout le pays pendant deux années sous la conduite du capitaine Lamouche. En effet, les historiens disent que ce Lamouche commandait une partie de la garnison de Laroche (3).

Ce même capitaine fut, quelques mois plus tard, le héros d'une aventure que nous croyons devoir rapporter : il se trouvait le 17 mai 1694 dans nos environs, lorsqu'il apprit la présence à Soumagne de vingt-deux soldats hollandais de la garnison de Maestricht.

Il s'élança aussitôt vers ce village à la tête de sa troupe qui fut renforcée en chemin par celle du fameux Cadet, espèce de brigand originaire de Tignée. Saisis de frayeur, les vingt-deux soldats hollandais se réfugièrent dans la tour de l'église reconstruite seulement depuis quelques années. Lamouche ne s'amusa pas à parlementer, mais fit de suite allumer sous la tour un grand feu qui se communiqua avec rapidité à tout

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 43, p. 3.

(2) *Cour d'Olne*, vol. XXI, fol. 51. La garnison de Dinant revint aussi l'an 1694. Voy. *Ibidem*, vol. XIV, au 31 décembre 1694.

(3) Voy. les historiens liégeois à cette époque. Pour le fait de Soumagne, cf. Nautet, *Notices historiques sur l'ancien pays de Liège*, t. III, p. 20.

l'édifice : celui-ci fut réduit en cendres, et il n'en resta que les murailles. Quant aux Hollandais, ils ne périrent pas tous : seize d'entre eux, voyant le danger approcher, se laissèrent choir sur le toit de l'église en prenant soin d'amortir leur chute au moyen des cordes du clocher. Là ils implorèrent la pitié de Lamouche qui leur fit quartier ; les six autres périrent misérablement dans les flammes.

Lamouche s'était mis à la solde de la France. Un beau jour il déserta le service de cette puissance et se vendit aux Hollandais. S'étant peu après approché de Maestricht, alors occupé par les Français, il fut surpris par la garnison de cette ville et pendu immédiatement sur le marché.

Nous avons voulu transcrire ici quelques faits précis et certains qui sont de nature à donner une juste idée des exactions dont nos ancêtres furent victimes de la part des belligérants ; mais on comprendra qu'il doit y avoir une foule de faits semblables dont nous n'avons pas connaissance, parce que aucun contemporain n'a pris soin d'en écrire une chronique détaillée.

Dans ces temps calamiteux, les plus pauvres étaient le moins à plaindre, car les pillages et les brigandages continuels enlevaient aux gens aisés le plus clair de leur fortune et les quelques lambeaux qu'ils parvenaient à dérober aux regards de l'ennemi étaient bientôt le prétexte de nouvelles contributions de guerre.

Nos ancêtres eurent aussi souvent à loger des troupes ; ainsi, en 1693, au mois d'avril, un bataillon vint se loger à Olne et aux environs, et les cavaliers du régiment de Brandebourg allèrent se cantonner à Hansez et à Gélivaux (1).

De grosses difficultés surgirent entre les divers hameaux du ban d'Olne au sujet de la répartition des

(1) *Cour d'Olne*, vol. XIV, fol. 45.

frais occasionnés tant par les représailles que par le logement des troupes étrangères.

Ainsi, ceux de Hansez et de Gélivaux demandèrent une diminution dans le paiement de leurs taxes personnelles, en compensation des pertes subies dans leurs récoltes par le cantonnement des troupes susdites. Ceux de Saint-Hadelin et de Riessonsart protestèrent contre cette demande, prétendant qu'ils n'avaient jamais été eux-mêmes indemnisés en pareille circonstance, et qu'ils étaient même plus à plaindre que ceux de Hansez et de Gélivaux, car à eux on n'aurait pas pu enlever du grain ou de l'avoine, ils n'en avaient pas récolté du tout à cause du passage des troupes (1).

Pour donner plus de force à leur opposition, les habitants de Saint-Hadelin et de Riessonsart présentèrent aussi leur note d'anciennes pertes subies par eux ; il en était qui remontaient à 1672.

En présence de ces récriminations, la Cour de justice ne put procéder à la répartition des taxes personnelles ; elle s'en justifie par la déclaration suivante :
« Les lieutenant-mayeur et échevins de cette cour es-
» tant ce mesme jour assemblés à effect de procéder
» oûtre aux taxes personnelles, en suite des réquisi-
» tions en faites de la part des commis modernes de
» ce ban et publications ensuivies, et comme sur
» mésintelligence apportée par d'aucuns des princi-
» paulx aussi y assemblés ... qu'ils ne sont d'accord
» en-fait au regard de certaine exécution faite de la
» part des Hollandais en l'an 1672, ni des représailles
» arrivées l'an 1691 au lieu d'Olne, mesme pour les
» logements des cavaliers de Brandebourg qui ont
» logé à Gélivaux et Hancé, ni mesme par la dernière
» représaille faite par la garnison de Laroche l'an der-
» nier et de celle de Dinant cette année, ce qui a causé
» n'avoir passé oûtre aux dites répartitions. C'est

(1) *Cour d'Olne*, vol. XIV, fol. 75.

» pourquoi ils déclarent de protester comme par cette
» ils protestent n'être et n'y aller de leur faute, comme
» aussi de tous dommages et intérêts en résultants ... (1). »

Ces difficultés ne purent être aplanies tant que la veuve Buirette administra la seigneurie d'Olne. Guillaume d'Olne ayant acquis la seigneurie donna tous ses soins à cette affaire et parvint à l'arranger comme nous verrons bientôt.

XIX.

LES D'OLNE ET LE CHATEAU DE FROIDBERMONT.

Comme la famille des barons d'Olne a possédé la seigneurie d'Olne pendant tout un siècle (1694-1794) nous avons cru utile de donner quelques détails sur l'histoire de cette famille dans les siècles précédents (2).

Les d'Olne font remonter l'origine de leur famille aux anciens voués héréditaires du ban d'Olne (3).

Saumerey dit qu'ils habitaient le château de Froidbermont au XIV^e siècle déjà (4).

Car Froidbermont était un véritable château : le principal corps-de-logis, qui fut démoli en 1806, était considérable à en juger par le temps employé à sa destruction, par les frais occasionnés par la démolition, et par le prix de vente des matériaux. La ferme actuelle a été, pensons-nous, construite sur les fondements de cette antique demeure.

Propriétaires du domaine de Froidbermont, les d'Olne, même avant d'être seigneurs du ban d'Olne, jouissaient de droits seigneuriaux : ils possédaient plu-

(1) *Cour d'Olne*, au 31 décembre 1694.

(2) On peut lire dans le bel ouvrage de M. Poswick sur la *Noblesse limbourgeoise*, la généalogie complète de la famille des barons d'Olne.

(3) Cette assertion et plusieurs qui suivent, sont tirées du *Registre archival du château de Baarlo*.

(4) *Les délices du pays de Liège*, t. III, p. 265.

sieurs dîmes, un moulin banal, une brasserie banale, le droit de chasse et le droit de pêche dans leurs terres.

Ils étaient considérés comme nobles et étaient alliés avec plusieurs familles nobles : les *de Presseux*, les *Hannotte*, etc. Si nous en croyons le *Registre archival* de la famille, les *d'Olne* possédaient de temps immémorial les domaines de Vaux et de Hansez. Suivant la coutume du temps, ceux d'entre eux qui héritèrent de ces fiefs prirent le nom de ces terres, comme Jean *de Vaux*, Everard *de Hansez*. D'après cette opinion, c'est une branche de la famille des *d'Olne* qui aurait été pendant plusieurs générations, en possession de la dignité de mayeur héréditaire du ban d'Olne ; c'est ainsi que Bodechon de Vaux l'était en 1393 ; son fils, Renard de Vaux, figure dans plusieurs actes au commencement du x^v^e siècle, et plus tard Everard de Hansez jouissait de la même dignité ; Tachin de Trembleur l'obtint ensuite en 1478 et les Nizet au commencement du x^{vii}^e siècle (1).

La branche aînée conserva le nom *d'Olne* et resta en possession du domaine de Froidbermont. *Wathieu de Freubiemont* ou Froidbermont, nommé aussi *Wathieu d'Olne*, sire de Freubiemont, est cité dans une foule de documents entre 1450 et 1478. Il fut propriétaire de la brasserie banale d'Olne ; il épousa Marguerite de Wodomont dont il eut beaucoup d'enfants parmi lesquels Jean de Vaux qui vendit la brasserie banale.

Wathieu de Freubiemont a-t-il été le même que ce *Wathele de Freubemont*, qui en 1465 trahit son souverain et s'allia contre lui avec les Liégeois ? La question demeure indécise.

Nous ne possédons aucun détail sur l'histoire des

(1) Voy. dans notre chapitre IV, la liste des mayeurs, tirée de la *Chambre des comptes*, à Bruxelles. Nous n'y trouvons ni les *de Vaux* ni les *de Hansez*, mais cela ne prouve rien, car cette liste ne donne aucun nom antérieur à 1478.

seigneurs de Froidbermont jusqu'à Pierre-Mathieu *d'Olne* dont il est question à partir de 1662, et qui servit dans l'armée allemande ; il fut nommé chevalier du Saint-Empire et colonel d'infanterie au service de Sa Majesté Impériale et Royale Léopold d'Autriche.

Pierre-Mathieu et son frère Servais-Mathieu *d'Olne* reçurent les premiers par diplôme impérial le droit de porter le titre de baron, pour eux et leurs descendants.

Ils prétendirent aussi au droit exclusif de porter le nom *d'Olne* avec la particule et firent porter défense à leurs cousins et autres collatéraux d'écrire leur nom autrement que Dolne. Le nommé Mathieu-Michel Dolne, ayant écrit son nom avec la particule, les *d'Olne* de Froidbermont déposèrent contre lui une plainte en justice et produisirent le diplôme de l'empereur Léopold (1).

Saumerey (2) se trompe lorsqu'il dit que Pierre-Mathieu *d'Olne* acquit la seigneurie en 1668. Pierre-Mathieu n'a jamais été seigneur de ce ban, et la seigneurie d'Olne fut seulement acquise en 1694 par son fils le baron Guillaume *d'Olne*.

Fidèle à la coutume suivie par ses prédécesseurs, Pierre-Mathieu, par son testament du 25 février 1692, disposa que le domaine de Froidbermont devait rester dans sa famille, et que celui de ses fils qui l'obtiendrait devrait payer une rente aux autres enfants (3).

Nous terminerons cette notice sur les *d'Olne* en faisant remarquer que les droits seigneuriaux dont ils jouissaient à Froidbermont ne les exemptaient pas de contribuer aux charges de la communauté d'Olne ; en revanche ils possédaient aussi les droits attachés à la *manandise* et ne dédaignaient pas d'accepter les fonctions soit électives, soit salariées de ce ban.

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXIV, fol. 216 v°.

(2) *Les délices du pays de Liège*, t. III, p. 265.

(3) *Cour d'Olne*, vol. XVII, en janvier 1700.

Cette dernière considération et le métier de banquier exercé par Guillaume *d'Olne* ont été cause que pendant longtemps nous avons regardé les *d'Olne* comme de simples roturiers qui enrichis au XVII^e siècle avaient acheté d'abord le titre de baron, puis la seigneurie. Mais les arguments que les *d'Olne* produisent, dans leur *Registre archival* de Baarlo, à l'appui de l'antiquité de leur blason, nous ont semblé très sérieux, et nous n'avons pas hésité à en donner ici un aperçu ; le lecteur jugera.

XX.

GUILLAUME D'OLNE, SEIGNEUR DE CE BAN.

SES PREMIERS ACTES (1694-1703).

Guillaume *d'Olne*, fils de Pierre-Mathieu *d'Olne* et époux de Christine de Jennet, acheta à la veuve de Daniël de Buirette, le 30 décembre 1694, pour la somme de 34,000 florins, la seigneurie d'Olne avec une maison d'habitation sise dans le village du même nom (1).

Outre son domaine de Froidbermont, Guillaume possédait une résidence à Liège dans la paroisse de Saint-Georges (2).

Il y exerçait le commerce de la banque, si nous en croyons la qualification qu'on lui donne en tête de l'acte de vente ; cela nous explique son opulence extraordinaire pour ce temps-là chez un noble de la campagne. Il avait déjà à cette époque plusieurs enfants mariés : l'un, nommé Lambert, était seigneur de Tihange et de la Neuville ; un autre, nommé Guillaume-Philippe est, du vivant de son père, désigné par le titre de seigneur de Saint-Hadelin ; une de ses filles avait marié, le 8 mai 1690, le bourgmestre de Liège, Jean-

(1) *Cour de Dalhem*, vol. V.

(2) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 46bis.

Hubert de Tignée. Une autre de ses filles était religieuse et il avait deux fils chanoines à Liège (1).

Un des premiers actes de Guillaume d'Olne fut de calmer les dissensions qui avaient éclaté entre les divers hameaux de la commune au sujet des dommages causés par la guerre.

Il réunit toute la communauté en assemblée générale et proposa de répartir les indemnités également entre tous les hameaux, et de les mettre à charge des trois pays d'Outremeuse qui étaient Dalhem, Fauquemont et Rolduc (2).

Cette proposition fut acceptée et le baron s'employa de toutes ses forces au service de la communauté : d'abord il obtint l'élargissement de Chrouet, docteur en médecine, et des autres prisonniers ; ensuite, il obtint des trois pays d'Outremeuse que les habitants d'Olne seraient dédommagés des pertes subies (3). Pour arriver à ce résultat, il dut faire beaucoup de démarches. Il eut bientôt l'occasion de rendre de nouveaux services à ses subordonnés : il s'était lié d'amitié avec Boufflers et avec d'autres généraux français, à tel point que par eux, il avait obtenu pour lui et ses successeurs, la croix de chevalier de l'ordre de Saint-Michel (4). Il mit à profit ces relations amicales en faveur des habitants d'Olne. Ceux-ci furent, grâce à lui, exemptés des rations, corvées et rafraichissements qui étaient toujours exigés par les armées belligérantes ; en d'autres occasions, il empêcha les troupes ennemies de prendre leurs quartiers dans ce ban ; il continua à interposer ses bons offices jusqu'à la fin de la guerre, c'est-à-dire jusqu'en 1697 (5).

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 48. Le seigneur d'Olne avait acheté la seigneurie de Saint-Hadelin, sans que nous puissions préciser la date.

(2) *Cour d'Olne*, reg. XIV, au 7 mars 1695.

(3) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 43.

(4) *Archives des barons d'Olne*, à Baarlo.

(5) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 43.

Peu accoutumés à être traités de la sorte, les habitants d'Olne ne surent comment témoigner leur reconnaissance ; réunis aux plaids-généraux, le 30 janvier 1696, ils se mirent à délibérer sur la meilleure manière de témoigner leur reconnaissance, et convinrent que chaque hameau désignerait deux personnes pour former une commission. Les délégués offrirent au seigneur une rémunération de 1,000 écus comme marque de gratitude (1).

En achetant la seigneurie d'Olne, Guillaume avait acquis le droit de pêche dans la rivière de Vesdre. Or le seigneur de Fraipont, Jean-Philippe de Calwaert, exerçait la pêche dans cette rivière comme s'il en était le seul maître.

Le 16 août 1697, le seigneur d'Olne fit mettre arrêt par la Cour de ce ban sur les biens que de Calwaert possédait dans notre territoire, et fit intimer ordre à son adversaire d'avoir à cesser la pêche dont il abusait (2).

La violence appelle la violence. Le 9 mai suivant, le seigneur de Fraipont fit arrêter à la vanne de Nessonvaux les nommés François Lagarde et Jean Lelahy pêcheurs assermentés du seigneur d'Olne, et les fit emprisonner à son château de la Haute-Fraipont, pendant dix jours, sans les avoir interrogés et sans avoir observé aucune formalité de procédure. Il les laissa sortir le 19 mai après leur avoir fait signer un accommodement contre lequel ils protestèrent dans la suite, comme ayant été forcés et contraints.

Voici, du reste, les principaux passages de la relation qu'ils firent de leur captivité devant les échevins d'Olne : « Par devant nous la haute cour et justice » d'Olne, comparut Jean Burguin lequel a déclaré » sous son serment presté en nos mains que le neuvième courant, montant la rivière de Vesdre sur

(1) *Cour d'Olne*, reg. XV, au 30 janvier 1696.

(2) *Ibidem*, au 10 avril 1697.

» une nacelle avec François Lagarde et Jean le Lahy,
» pour venir sur le ban d'Olne, ils auraient été arres-
» tés à la hamende de la venne de Nessonvaux de la
» part de Mons^r le baron de Fraipont avec leur barque
» et filet, et esté mené dans une taverne chez le nommé
» St Martin ; que le soir ils furent conduits au château
» ... ou ayant logé ... ayant le sieur baron menacé et
» fait appeler le mayeur pour leur faire mettre les fers
» aux pieds et aux mains, afin, comme le comparant
» croit, de les intimider et déconcerter, menaçant
» même de les faire fouetter et donner la marque par
» les mains du bourreau, et mesme de les mettre au
» pain et à l'eau ; et le mardi environ les neuf heures
» du soir il les fit mettre dans un cachot en forme de
» cave, lieu fort humide et malsain, ou il n'y avait ni
» fenêtre, creneau, ni aucune ouverture pour tirer de
» l'air ou de la clarté, que par la porte qu'on tenait
» fermée, où ils demeurèrent jusques vers les neuf à
» dix heures du matin, hormis qu'il en laissa sortir
» ledit déclarant pour escrire au seigneur d'Olne, ce
» qu'il fit en sa présence sous promesse qu'il lui lais-
» serait voir la réponse, ne laissant ledit baron entrer
» personne pour leur parler ... et faisant mesme visi-
» ter les linges et les hardes qu'on leur apportait,
» crainte qu'il n'y eut quelque lettre ... (1). »

Le procès se termina par une transaction conclue entre les deux seigneurs le 18 novembre 1698. Celui d'Olne obtint le droit exclusif de pêcher depuis l'embouchure du ruisseau de Havegné jusqu'à la limite de la seigneurie de Forêt près du Trooz ; celui de Fraipont obtint le même droit en amont jusqu'à la limite de sa juridiction ; mais il devait payer le saumon annuel à chacun des fonctionnaires de la Cour d'Olne ; il fut même condamné par cette même Cour à payer le saumon qu'il avait négligé de fournir depuis 1674 ;

(1) *Cour d'Olne*, reg. XVI, fol. 5.

il accepta de faire ce paiement à condition d'être maintenu désormais dans la possession paisible du droit de pêche (1).

Guillaume d'Olne avait entrepris ce procès dans son propre intérêt ; il en engagea un autre pour défendre les intérêts de la communauté, dont il s'était constitué le défenseur.

Un des principaux habitants d'Olne était en ce temps-là Herman Dejong, ancien bourgmestre et propriétaire de la brasserie banale. C'était un homme intelligent, mais retors qui, sous Daniel de Buirette et sa veuve, tranchait du maître et profitait de toute occasion pour s'enrichir aux dépens de la communauté. Ainsi il avait usurpé, vers l'an 1690, une parcelle d'aisance dans la Falize derrière sa brasserie, sans observer les formalités usitées pour l'achat des biens communaux, et malgré les réclamations de plusieurs des habitants qui avaient besoin de la Falize pour conduire leur bétail à l'abreuvoir (2).

Ce même Dejong avait été élu le 24 juin 1692 bourgmestre du ban d'Olne, et on l'accusait d'avoir malversé dans sa gestion, et de s'être fait rembourser par la commune des dépenses non justifiées (3).

En tout dernier lieu il s'était permis de convertir en maison d'habitation pour son propre usage, le hangar qui avait été construit devant sa brasserie pour servir d'abri au corps des veilleurs en temps de guerre. Guillaume d'Olne le fit assigner le 17 juillet 1702 pour l'obliger à démolir cette maison et à rétablir la liberté du chemin (4), cela fit naître une discussion intéressante.

Herman Dejong dénia au seigneur le droit de s'oc-

(1) La transaction se trouve transcrite *Cour d'Olne*, reg. XXVI, fol. 227 ; la sentence pour le paiement du saumon, *Ibidem*, reg. XVI, fol. 112 et 123.

(2) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 45, p. 8.

(3) *Cour d'Olne*, vol. XVIII, fol. 194.

(4) *Ibidem*, fol. 87.

cuper des affaires de la communauté, et se fit délivrer des records par trois Cours de justice du pays attestant que les commis et les manants des divers bans gouvernaient leurs communes et en disposaient indépendamment du seigneur (1). Le baron répondit que si un simple manant peut s'opposer à l'aliénation d'une parcelle d'aisance, le seigneur ne peut avoir un moindre droit, lui qui représente le roi et a plus d'autorité sur les communes qu'aucun autre (2).

Dejong prétendit aussi que s'il retirait quelque avantage de la communauté ce n'était que juste, à cause des grands services qu'il avait rendus à la chose publique ; que le baron d'Olne, sans avoir rendu les mêmes services, avait bien exigé de la communauté une rémunération de 1,000 écus. L'argument était singulier dans la bouche d'un homme qui le premier avait proposé de présenter à Guillaume d'Olne ce témoignage de reconnaissance (3).

Ce dernier obtint des principaux habitants d'Olne une déclaration solennelle par laquelle ils témoignaient que les 1,000 écus avaient été offerts par eux librement et spontanément, comme une faible compensation des bienfaits signalés qu'ils avaient reçus de Guillaume d'Olne : « ... Etant informés du procédé » que Herman de Jong fait à Monsieur Guillaume » d'Olne seigneur dudit ban d'Olne dans le procès » qu'il soutient contre iceluy dit seigneur, même qu'il » a venu jusques là que de lui faire reproche des hon- » nêtetés et reconnaissances faites pour respect des » devoirs par lui rendus pour la communauté dudit » Olne, voir même jusques à quelques livres de beurre » fournis à sa cuisine, chose fort vilaine et odieuse ... » ont déclaré de désapprouver et ne consentir au pro- » cédé dudit de Jong en aucune manière ... déclarant

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 42.

(2) *Ibidem*, doc. 45, p. 2.

(3) *Ibidem*, doc. 43, p. 2.

» de plus que depuis que ledit seigneur d'Olne a eu
» acheté cette terre, de bien savoir qu'il a pris et
» prend les intérêts de la communauté comme les
» siens propres ... déclarant ... en avoir ressenti et
» ressentir journellement les avantages par les exemp-
» tions de rafraichissement des parties, logement,
» fourragement, représailles ... (1). »

Toute cette querelle si acharnée n'eut qu'un maigre résultat : Herman Dejong conserva la parcelle de terrain dans la Falize ; il dédommagea seulement la communauté pour avoir empiété sur son terrain devant la brasserie et paya la faible somme de 66 florins pour l'apurement de ses comptes de commis (2).

Les soins qu'il donna à cette affaire retinrent-ils à Olne notre vigilant seigneur ? Ou fut-il retenu par la construction de sa nouvelle demeure ? En tout cas, il ne paraît pas avoir passé à Liège l'hiver de 1702-1703, car nous voyons le 12 mars le révérend curé Prayon demander la permission de faire célébrer la sainte Messe dans le château de Froidbermont, à cause de la difficulté des chemins et dans l'intérêt de la santé de Christine de Jennet, la châtelaine du lieu (3).

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 40. Nous avons un peu rajeuni l'orthographe de cette pièce qui fut rédigée par le notaire Pétry et signée par : Henri Heuskin, Hendrick Georis, Warnier Chrouet, docteur en médecine, Gille André, lieutenant-mayeur, Léonard Mathieu, Michel Moyse, Jacques Wilkin, Denis Nizet, H.-J. de Lincé, Henri Nizet, mayeur héréditaire, Hubert Delvaux, Simon Nizet, Thoumas Wathy, Henri Collin, Nicolas Remy, Henri Rahier, Jean Gilman et Michel Remy.

(2) *Cour d'Olne*, vol. XVIII, fol. 216. La maison subsiste encore, et est occupée par un maréchal-ferrant. La pièce de terre doit être celle située près de la chantoire du Ry de Rode, sous la brasserie. Voy. *Ibidem*, vol. XXXIV, fol. 93, l'acte de vente de la brasserie avec la parcelle susdite.

(3) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 44. Froidbermont n'est pas nommé, mais tout indique qu'il s'agit de cette maison seigneuriale.

XXI.

GUILLAUME D'OLNE BATIT LE NOUVEAU CHATEAU. SES DERNIÈRES ANNÉES ET SA MORT (1703-1716).

Ce fut en 1703 que Guillaume d'Olne commença la construction du nouveau château. Il acheta dans ce but des prairies situées au-dessus du village, dans un endroit alors nommé *Au bout*.

La façade de cet édifice fut bâtie vers le nord, à l'opposé du village et cette disposition, qui semble singulière aujourd'hui, était parfaitement justifiée à cette époque, car toutes les communications avec l'étranger se faisaient par la *voie de Liège* qui passait sur le Rafhay. La famille d'Olne et les invités, venant de Liège, arrivaient directement devant la porte du château. Celle-ci fut flanquée de deux tours avec des dômes en forme de cloches ; elle donnait entrée sur une cour carrée au fond de laquelle fut établi le bâtiment principal.

Sur la façade de celui-ci, Guillaume fit construire un beau perron double avec deux paliers et une rampe en fer. En haut de la façade fut sculptée l'*aulne*, l'emblème traditionnel de la localité. Les parties de l'intérieur qu'il fit décorer avec le plus de goût sont la chapelle et un salon situé à l'étage, remarquable par un plafond cintré en stuc, qui représente en relief les quatre saisons.

Le bâtiment lui-même a été gâté de nos jours, car les belles croisées divisées par des meneaux en pierres de taille, ont été remplacées par de grandes fenêtres sans caractère.

On a supprimé de nos jours aussi le beau jardin du château qui s'étendait sur tout l'espace compris entre l'édifice et le village ; il était partagé en trois terrasses et orné de bassins, de grillages, de jets d'eau, dont l'effet était magnifique, si nous en croyons Sau-

merey (1). Les terrasses communiquaient entre elles par des escaliers ; la troisième située près du village, servait de bordure à un étang ou vivier assez étendu.

Ajoutons que le fondateur n'épargna la dépense dans aucune des parties de cet édifice, qui était certainement une des maisons seigneuriales les plus magnifiques du pays.

La construction de ce château dura plusieurs années et le baron fut aidé dans ce travail par plusieurs manants d'Olne qui fournirent leurs chevaux pour conduire les matériaux jusqu'à pied d'œuvre. Or le seigneur avait des ennemis, et ceux-ci, parmi lesquels Herman Dejong, répandirent le bruit que le baron avait transgressé les lois du pays en exigeant des corvées.

A la demande de Guillaume d'Olne, les manants déclarèrent devant la justice qu'ils avaient fait ces corvées volontairement et de leur propre mouvement pour témoigner leur reconnaissance des bons offices et des bienfaits que le seigneur leur rendait en toute occasion (2).

Le 15 février 1704, ce dernier fit afficher une déclaration datée de Froidbermont par laquelle il notifiait à tous qu'il n'exigeait de corvée de personne et qu'il poursuivrait quiconque oserait affirmer le contraire (3).

Vers ce temps, Guillaume commença un long procès contre *André le moisne* pour le forcer à donner sa démission d'échevin ou juge, car il était neveu d'un autre échevin et fils du lieutenant-mayeur (4).

Le seigneur ne put avoir gain de cause contre cette famille qui était protestante et défendue en haut lieu. Du reste, si la coutume d'Olne ne permettait pas à deux proches parents d'être échevins en même temps, d'autre part les lois de la Néerlande défendaient aux

(1) *Les délices du pays de Liège*, t. III, p. 266.

(2) *Cour d'Olne*, vol. XVIII, fol. 240.

(3) *Ibidem*, fol. 243.

(4) *Ibidem*, fol. 234.

catholiques d'exercer cette charge. La République tenait beaucoup à ce que cette dernière défense fut respectée, et elle dispensait volontiers ses fonctionnaires des autres qualités prescrites.

En ce moment, on était au plus fort de la guerre que soutenait Louis XIV au sujet de la succession d'Espagne. Lié d'amitié avec plusieurs généraux français, Guillaume sut détourner du ban d'Olne beaucoup de calamités dont les bans voisins ne furent pas exempts (1).

Mais il n'avait pas la même influence sur les Impériaux et leurs alliés, qui furent malheureusement les plus forts dans cette campagne et refoulèrent l'armée française. Au mois de novembre 1705 le ban d'Olne dut fournir des charrettes avec chevaux et conducteurs pour aller charger des pains à Maestricht et les conduire à l'armée des alliés qui s'avancait vers le Brabant ; ces corvées ne furent pas peu à charge aux Olnois, car ils durent s'absenter longtemps et poussèrent jusque près de Hasselt dans le comté de Looz.

Herman Dejong, dominé comme toujours par sa cupidité, voulut tirer profit de ces circonstances ; mais ici toute sa finesse ne lui servit de rien. Il avait envoyé un cheval et une charrette à l'armée des alliés, sous la conduite de son domestique Léonard Desagaux. Seulement ce cheval et cette charrette étaient en si mauvais état qu'on dut les abandonner dans les environs d'Aschen Campine, et Herman Dejong prétendit s'en faire rembourser la valeur par les bourgmestres du ban d'Olne, auxquels il présenta une note exagérée.

Les bourgmestres soucieux, comme il n'était que juste, des intérêts de la communauté, ne voulurent payer qu'à bon escient. Alors Léonard Desagaux, poussé par son maître, affirma sous serment que le cheval et la charrette avaient été enlevés par un corps

(1) *Archives des barons d'Olne*, à Baarlo.

de troupes ennemies. Il fut convaincu de parjure par les dépositions de plusieurs témoins et mis en prison, où il finit par avouer son crime et dire toute la vérité (1).

Du chef d'avoir excité quelqu'un au parjure, Dejong et Deroo, son avocat, durent comparaître en justice et soutenir un long procès qui ne se termina que devant le juge supérieur. Nous pensons que ce procès fut intenté à l'instigation de Guillaume *d'Olne*, car lui et Dejong ne s'aimaient pas, et plusieurs registres de la Cour d'Olne sont remplis du récit de leurs dissensions.

Nous devons reconnaître que Guillaume d'Olne ne resta pas toujours dans les bornes de la modération : c'est ainsi que dans l'après-midi du dimanche 21 août 1707, à son instigation, l'officier criminel du ban vint arrêter une trentaine d'Olnois qui s'amusaient, buvaient ou jouaient aux cartes dans la maison de Jean de Micheroux, brasseur et cabaretier, locataire de Herman Dejong (2). Ils furent condamnés à payer une amende de 3 florins, au profit du seigneur, en conformité du placart du 6 janvier de la même année, par lequel le gouvernement hollandais défendait aux cabaretiers de vendre bière, vin et genièvre, les dimanches et jours de fête et, aux particuliers, d'aller boire dans les cabarets les mêmes jours. De nouvelles poursuites eurent lieu au mois de septembre.

Par suite de cette sévérité, le public déserta la brasserie, et Jean de Micheroux résolut de quitter l'établissement, au grand dépit du propriétaire ; celui-ci s'adressa alors aux Etats-Généraux dans la supplique suivante :

Remontre très humblement Herman Dejong habitant du ban d'Olne au pays de Dalhem ... que dans ledit ban il y a une brasserie banale dont il est propriétaire, dans laquelle les habitants,

(1) Réquisitoire d'Isaac Warnier, officier criminel (*Archives pastorales*, coll. II, doc. 46).

(2) *Cour d'Olne*, vol. XX, fol. 225 ; Copie : *Archives pastorales*, coll. II, doc. 47^{bis}.

après avoir dû travailler une semaine entière ... se rendaient quelquefois les dimanches après l'office pour y boire ensemble ou séparément quelques pots de bière, sans gourmandise et sans bruit, et avoir un petit et honnête entretien ;

Que par les placarts du 6 janvier 1707, il a été prohibé de vendre le dimanche vin, brandevin, etc.

Que dans les autres bans et seigneuries du pays de Dalhem ... les habitants par une juste interprétation ont borné cela au temps de l'office ... et ont continué à tirer et à user bière et brandevin (1) non pas comme à l'ordinaire, mais hors dudit office.

Qu'il n'y a que dans la dite brasserie banale d'Olne, où le fermier n'oserait seulement tirer un verre de bière, ni aucun des habitants le boire sans qu'on les mulcte (2) avec la dernière rigueur ... pendant que dans ledit ban d'Olne même on exerce le débit et un commun usage de brandevin lesdits jours de dimanche et à toute heure.

En sorte qu'on peut dire avec vérité que ledit seigneur ne s'est porté avec tant de passion à faire cesser absolument celui de la bière qu'uniquement pour préjudicier au remontrant ... contre qui il a dès longtemps conçu haine et envie, en sorte qu'il a toujours tâché de le perdre par procès et autrement ... (3).

Dejong termine sa supplique en demandant la permission de vendre de la bière le dimanche en dehors des offices. Le gouvernement répondit-il favorablement à cette pétition ? Nous n'avons pu nous renseigner exactement sur cette question, mais nous savons que Guillaume d'Olne se montra vivement irrité, et traita de calomnie le contenu de cette supplique (4). Il poursuivit même Dejong du chef de dénonciation calomnieuse, et, le 16 juin 1710, la Cour d'Olne condamna l'accusé à révoquer publiquement tout ce qu'il pouvait avoir dit ou écrit à charge du seigneur plaignant, à en faire « condigne réparation » et à lui en demander pardon. Le condamné appela immédiatement de cette sentence au juge supérieur (5).

(1) Genièvre.

(2) Met à l'amende.

(3) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 55.

(4) *Cour d'Olne*, vol. XXI, fol. 52.

(5) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 55 bis.

Nous pensons que ce fut à l'instigation de Guillaume d'Olné que des habitants de ce ban réclamèrent devant la justice contre la banalité de la brasserie ou du moins contre l'extension que Dejong voulait lui donner. Le 4 avril 1710, le Souverain Conseil de Brabant décida que personne ne pouvait acheter de la bière qu'à la brasserie banale, et que personne ne pouvait revendre d'autre bière ; mais dans chaque famille on pouvait brasser de la bière pour l'usage domestique (1).

Nous ne dirons rien de la lutte de ce seigneur contre l'arbitraire des Hollandais quant à l'admission aux emplois judiciaires. Nous avons rappelé de semblables querelles sous Buirette et nous avons à en faire connaître d'autres particulièrement intéressantes. Tous ces faits se ressemblent et leur énumération complète deviendrait fastidieuse.

Guillaume d'Olné mourut dans son nouveau château le 22 décembre 1716 ; son épouse, Christine de Jennet, l'avait précédé dans la tombe le 16 juillet de la même année (2).

XXII.

LE GRAND PROCÈS POUR LA DIME ET RUINE DE LA CURE (1715). JEAN DEROO.

A. DE LAMBERMONT, PRÉDICANT CALVINISTE.

Les premières années du curé Prayon ne faisaient guère présager les difficultés qu'il eut dans la suite, car il s'était accordé amialement avec les protestants et avec leur ministre, Abel de Lambermont, pour la réparation de la voûte du chœur de l'église, et avec ses paroissiens pour la location d'une maison d'habitation,

(1) *Cour d'Olné*, vol. XXI, fol. 102. Rapport fait par les commis au peuple assemblé.

(2) J. Daris, *Analectes*, t. XIV, p. 355.

ainsi que pour le paiement de sa quote-part dans les contributions de guerre (1).

Prayon, comme ses prédécesseurs, jouissait d'un tiers de la grosse dîme, et de deux tiers de la menue (2). C'était là ce qu'on appelait la *dîme pastorale*, qui depuis près d'un siècle était cédée en location aux Wilkin, qui exploitaient également la part du Chapitre de Saint-Adalbert. En 1709 encore, Jacques Wilkin prit en location par des actes distincts, la dîme pastorale et la dîme capitulaire (3).

Mais en 1712, les nommés Herman Dejong et Jean Deroo se présentèrent au Chapitre pour offrir une sur-enchère considérable sur le prix payé par Wilkin. Ils proposèrent même, pour l'utilité commune du Chapitre et du curé, de prendre en location, par un seul bail, toute la dîme en général, sauf à rembourser le curé au *pro ratâ* de ses droits ; ce dernier eut le tort d'accepter, et le Chapitre seul signa l'acte de location tant en son nom qu'au nom du curé, mais sans nommer celui-ci (4). Remarquons que Deroo et Dejong ne reprirent pas seulement la dîme d'Olne, mais toutes les dîmes de Saint-Adalbert en ce pays, c'est-à-dire celle du ban de Soiron, celle du Fief Saint-Hadelin, celle de la Basse-Fraipont et d'une petite partie de la vouerie de Fléron, le tout pour le prix de 730 écus en espèces outre les charges habituelles : entretenir les églises, subvenir aux nécessités du culte, fournir les animaux reproducteurs ..., etc. Le contrat fut passé sur ce pied pour commencer à la Saint-Jean de 1712, et finir le même jour de l'an 1715 ; or, pendant ces trois ans, il ne fut pas possible au curé d'entrer en compte ni avec les

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 3, 12 et 13.

(2) Voy. notre Chapitre VI.

(3) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 8.

(4) *Ibidem*, doc. 14 et 17. Jacques Wilkin, évincé de la dîme, exerça son activité dans le commerce des clous. Il alla même en vendre à la foire de Francfort, ce qui prouve le développement que l'industrie de la clouterie avait pris dans nos environs (*Cour d'Olne*, vol. XXIV, fol. 79).

dîmeurs ni avec le Chapitre, en sorte qu'il ne put rien obtenir ; il fut donc obligé de leur notifier que pour un nouveau terme de trois ans il était d'intention de louer sa portion séparément.

Le Chapitre s'y opposa et résolut de conserver pour lui seul toute la dîme. Il fondait ses prétentions principalement sur un accord conclu avec les Hollandais, le 10 août 1656, et sur celui du 16 juin 1663, par lequel le Chapitre avait été maintenu dans la possession de la dîme, moyennant une redevance annuelle. Dans ces deux pièces, le Chapitre seul était nommé. Collateur de la cure, il avait négocié pour la dîme entière, et réservait sa part au curé.

Jacques Prayon, au contraire, exhibait à l'appui de ses prétentions d'anciens records de la justice d'Olne, et les actes de location conclus par lui et ses prédécesseurs avec la famille Wilkin ; ces pièces établissaient une possession immémoriale en faveur du curé (1). Plusieurs vieillards témoignèrent qu'ils avaient vu jadis le curé Delva récolter lui-même sa part de la dîme après l'invasion française de 1672 (2).

Malgré ces arguments qui paraissaient péremptoires, ce fut le curé qui perdit son procès, car par la sentence du Conseil d'Etat du 26 juillet 1715, il était déclaré *mal fondé et point recevable dans sa demande*, et on lui ordonnait de laisser le Chapitre dans la paisible possession de la dîme entière (3).

Les curés d'Olne se sont efforcés plusieurs fois pendant le XVIII^e siècle de récupérer leurs droits, mais sans succès. Citons notamment (4) la supplique de Clément Wilkin, au mois d'octobre 1729. Le clergé fut réduit pendant tout ce temps à vivre d'aumônes.

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 16, 17, 18 et 19.

(2) *Ibidem*, doc. 20. Nous regrettons de ne pouvoir citer littéralement cette pièce remarquable.

(3) *Ibidem*, doc. 22.

(4) *Ibidem*, doc. 28.

Le procès avec Jacques Prayon ne fut pas le seul que le Chapitre eut à soutenir relativement à la dîme. Le nommé Simar Spirlet fut condamné, à la demande des chanoines, à laisser percevoir la dîme sur la récolte des chardons (1), et le fermier Libert fut condamné à payer la dîme de la laine et des agneaux (2).

Le Chapitre engagea même des procès contre son propre dîmeur, Herman Dejong, qui était mauvais payeur (3). Nos lecteurs connaissent déjà trop bien ce personnage, pour que nous ayons besoin de donner sur lui de nouveaux détails ; mais il nous reste un mot à dire de son associé, Jean Deroo, échevin et greffier de la Cour de justice du Mont-Saint-Hadelin.

Ce Jean Deroo suscita de graves difficultés à Jacques Prayon au sujet de la collation du vicariat de Saint-Hadelin. Secondé par son neveu, l'avocat Renand, il exigea que ce vicariat, devenu vacant, fut conféré à Jean Abinden, parent du défunt curé, Henri Abinden.

Jacques Prayon refusa et nomma un autre ; alors les habitants de Saint-Hadelin, instigués par Deroo et Renand, conférèrent de leur propre chef le bénéfice à Jean Abinden et le maintinrent en possession malgré le curé.

Ce qu'il y a de plus étonnant dans cette histoire, c'est que le 5 avril 1712, Jean Deroo parvint à obtenir du pape Clément XI une bulle qui accordait le droit de patronage sur la chapelle de Saint-Hadelin à la communauté de ce nom. Cette bulle était nulle de plein droit (4) car les raisons alléguées par Deroo dans sa supplique au pape n'étaient qu'une suite d'accrocs à la vérité : ainsi il promettait d'augmenter le bénéfice d'une rente annuelle de dix-huit muids, prise sur ses propres biens, et plus tard il prétendit s'être libéré de

(1) *Cour d'Olne*, reg. XXVIII, fol. 40.

(2) *Ibidem*, reg. XXXIII, fol. 6.

(3) *Ibidem*, reg. XXIV, fol. 239 v°.

(4) Il y avait obreption et subreption.

cette obligation en construisant la nouvelle maison vicariale, et en y annexant un jardin et deux prairies. Or, le jardin était la seule chose qu'il eût cédé de ses propres biens ; les prairies provenaient de la communauté, et la maison, qui est le presbytère actuel, fut bâtie en 1712 et 1713 avec le produit de la vente des biens communaux (1).

La bulle n'obtint pas force de loi ; cependant Abinden ayant été agréé par Jacques Prayon, resta en possession du vicariat de Saint-Hadelin jusqu'à la fin de ses jours, c'est-à-dire pendant plus de trente-sept ans.

En janvier 1729, Jacques Prayon résigna la cure en faveur de Clément Wilkin, fils de son ami Jacques Wilkin (2). On trouvera sur les curés Prayon et Wilkin, au chapitre suivant, des détails intéressants.

Le ministre protestant contemporain de ces deux pasteurs était *Abel de Lambermont*, homme remarquable par sa science. Il était le successeur immédiat de Chrouet et occupait déjà ce poste en 1798, où nous l'avons vu en procès avec le curé Abinden.

De Lambermont est l'auteur d'un livre intitulé : *Catéchisme ou abrégé des principaux points de la religion chrétienne réformée*.

Le zèle de ce ministre ne se renferma pas dans les limites étroites de son troupeau : sous le curé Wilkin il provoqua une réunion du *synode wallon*, c'est-à-dire des députés des quatre églises réformées d'Olne, Blégny, Dalhem et Vaals et, sur sa proposition, une députation fut envoyée auprès du gouvernement hollandais afin d'obtenir le maintien d'un prédicant calviniste à Hodi-mont, dans le duché de Limbourg, où il y avait alors vingt-deux communiantes de cette secte (3).

(1) *Registre archival de l'église Saint-Hadelin*.

(2) Le Chapitre s'efforça d'empêcher l'installation de Wilkin, mais il ne put y parvenir, parce que la renonciation de Prayon était faite dans les limites de la réservation pontificale (Daris, *Histoire de la principauté et du diocèse de Liège*, t. VII, introduction, p. 14).

(3) Actes du consistoire de l'église wallonne d'Olne.

De Lambermont mourut en 1757 : il avait donc dirigé les réformés d'Olne pendant près de soixante ans. Il eut pour successeur Jean-Baptiste Loire qui, à son tour, fut remplacé en 1784 par Abraham-Samuel Borel.

XXIII.

LE BAN D'OLNE ET SON ÉGLISE SOUS GUILLAUME-PHILIPPE D'OLNE. TRACASSERIES DES RÉFORMÉS (1716-1755).

Guillaume-Philippe *d'Olne* fut reçu le 20 octobre 1716 comme héritier de la seigneurie d'Olne par la Cour féodale de Dalhem, devant laquelle il releva le fief et prêta le serment accoutumé (1).

Outre les seigneuries d'Olne et de Saint-Hadelin, il avait obtenu de Guillaume d'Olne son père, en vertu du testament du 27 mars 1713, le domaine de Froidbermont, le nouveau château avec ses dépendances et le moulin banal de Vaux-sous-Olne (2).

De graves difficultés surgirent entre les héritiers (3), mais le 15 décembre un arrangement fut conclu : Guillaume-Philippe gardait les immeubles et faisait quelques concessions à ses co-héritiers (4).

Il avait épousé, le 27 janvier 1707, la baronne de Rhoë d'Obsinnich, qui possédait les châteaux de Baarlo et de Berckt en Hollande, où Guillaume-Philippe alla habiter à plusieurs reprises et où ses descendants se sont fixés définitivement. En 1727, au moment où il voulait aller en Hollande, le gouvernement hollandais ou son délégué l'obligea à écrire la lettre suivante au curé Prayon :

Comme il se pourrait que pendant mon absence, le révérend

(1) *Archives pastorales*, coll. II, doc. 51.

(2) *Ibidem*, doc. 48.

(3) *Ibidem*, doc. 52.

(4) *Ibidem*, coll. III, doc. 24.

Jacques Prayon, curé d'Olne, serait interpellé de la part de Monsieur le grand vicaire ... de se rendre à Liège sans qu'il soit placeté de nos seigneurs les Etats-Généraux, ce qui ne peut se faire sans donner atteinte à l'autorité souveraine, aux privilèges du pays et à nos droits juridictionnels, défendons très expressément au révérend curé de donner parition à telles interpellations, à peine qu'en cas de contravention il sera traité selon les lois du pays ... (1).

On le voit, nos maîtres d'alors redoutaient comme un grave danger les rapports du clergé avec ses supérieurs hiérarchiques. Ce ne fut certainement que contraint que Guillaume-Philippe écrivit cette lettre, car il s'efforça constamment de favoriser les catholiques.

Ainsi nous le voyons constituer un titre patrimonial en faveur du jeune Clément Wilkin, pour lui permettre d'entrer dans les ordres (2); en 1729 il voulait conférer à un catholique, Antoine Renzonnet, une fonction de juge à la Cour d'Olne, par le motif que les candidats réformés étaient proches parents de l'un ou l'autre des échevins déjà en fonctions.

Le consistoire de l'église wallonne réformée d'Olne recourut aux Etats-Généraux afin d'empêcher la nomination de Renzonnet. Dans cette requête, nous relevons le passage suivant qui est de nature à faire connaître les véritables sentiments de Guillaume-Philippe d'Olne :

Vos Hautes Puissances savent assez combien les catholiques-romains tâchent de fortifier leur parti et d'affaiblir le nôtre en mettant autant qu'ils peuvent dans les charges publiques les plus accrédités d'entre eux, et en nous privant autant qu'ils peuvent de ces mêmes charges. Or, comme il y a déjà dans la justice un échevin catholique-romain et que le greffier l'est aussi, il est visible que si ledit Renzonnet leur était adjoint, tout cela soutenu par le seigneur d'Olne, fort zélé pour la même religion, nous aurions nos principaux juges comme parties dans les cas où il s'agirait des intérêts de notre religion ... (3).

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 24.

(2) *Ibidem*, doc. 26.

(3) *Ibidem*, doc. 31. Des échevins ne sont jamais juges et parties s'ils sont réformés.

Le gouvernement hollandais accueillit cette requête avec bienveillance et maintint strictement l'exclusion des catholiques (1). Le 16 décembre 1729, le seigneur nomma échevin le notaire Mathieu *le moisne*, diacre de l'église réformée et neveu de deux échevins déjà en fonctions. Le nouveau juge fut admis au serment par la Cour après avoir produit un écrit des Etats-Généraux, où il était dit que ledit Lemoisne étant de la religion réformée *dispense est accordée sur le défaut d'autres qualités requises* (2).

Le zèle du petit groupe de sectaires qui dominait à Olne s'exerçait surtout contre le clergé catholique. Ils appliquèrent à notre commune le règlement du 25 mars 1725 sur les écoles, en vertu duquel il était défendu à tout catholique de tenir école, et même de conduire les enfants sur un territoire étranger pour les y instruire, disposition qui semblait écrite exprès pour le ban d'Olne, car à proximité il y avait des écoles catholiques à Froidheid et à Mont-Saint-Hadelin.

Ce règlement soumettait toutes les écoles à la *classis* c'est-à-dire à l'assemblée des ministres protestants de la province (3).

Nous avons vu comment Clément Wilkin devint curé d'Olne en 1729. Trois ans plus tard, les Hollandais lui défendirent de recevoir n'importe quel mandement ou ordonnance de son évêque, à moins que cette pièce ne fut revêtue du *placet* de l'autorité souveraine. En 1740, ils appliquèrent spécialement cette défense à la bulle *Unigenitus* (4).

Ils exécutèrent à la lettre les ordonnances de 1656 et de 1684 qui interdisaient toute fonction du culte

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 32.

(2) *Cour d'Olne*, vol. XXVII, fol. 116.

(3) Ce règlement a été transcrit par J. Daris, *Analectes*, t. XIV, p. 373.

(4) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 36.

catholique en dehors des églises ; on pourra en juger par la pièce suivante du 11 mars 1749 :

Le sieur officier-criminel du ban et seigneurie d'Olne ... étant informé depuis peu que le sieur Wilkin curé de ce ban aurait été si oublieux de son autorité en allant porter l'Extrême-Onction aux malades, d'avoir le surplis blanc sur son bras, et la boîte avec les hosties sur sa main découverte ; que par cette monstration les catholiques-romains qui se trouvent dans la rue se prosternent à genoux devant ledit sieur curé ; de même en enterrant les morts ... le prêtre vient habillé en surplis blanc avec la croix à la main, en jetant de l'eau bénite sur le cadavre dans la rue, les personnes se mettant à genoux devant ledit sieur curé, et comme tels exercices publics sont hautement défendus par les règlements et ordonnances souveraines, ledit officier requiert enseignement de défense audit sieur curé et à tous autres prêtres romains de ce dit lieu de ne plus donner atteinte aux ordonnances souveraines, sous peine d'être punis et châtiés ... (1).

Comme on le voit, le zèle des réformés n'était pas refroidi après une domination d'un siècle ; l'expérience aurait cependant dû leur apprendre que leurs mesures vexatoires ne faisaient que redoubler la ferveur des catholiques.

On s'étonnera peut-être que l'officier-criminel ait pu écrire une semblable lettre, lui qui dépendait entièrement du seigneur, mais nous croyons que l'appui du gouvernement hollandais permettait aux réformés de la Cour de justice de faire abstraction de l'autorité seigneuriale. En effet, Guillaume-Philippe était personnellement le protecteur des catholiques, et ne les contrariait en rien comme on peut le voir encore par cet écrit :

Je permets à Monsieur Wilkin curé d'Olne de recueillir ou de faire recueillir par qui il trouvera bon les voix et suffrages des inhabitants de ce ban et à Saint-Hadelin à l'effet de choisir tant un vicaire qu'un marguillier nécessaires à son église, donnant audit seigneur curé ma voix et suffrage pour celui ou ceux qu'il jugera

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 40.

être sujets dignes et idoines à remplir l'une et l'autre de ces deux places.

En foi de quoi je l'ai muni de mes armes et soussigné ... (1).

Cette pièce témoigne des bons rapports du baron avec le curé Wilkin. Si nous en croyons G. Nautet (2) ce dernier aurait été en 1745 frappé d'interdit par ses supérieurs. Voici comment : un particulier de Soiron qui ne pouvait se marier parce que ses parents et son propre curé s'y opposaient, avait fabriqué un certificat avec la fausse signature de Clément Wilkin, et nanti de cette pièce, était allé se marier à l'église Saint-Pierre à Aix-la-Chapelle. Le grand-vicaire de Liège, informé du fait, interdit la messe au curé d'Olné jusqu'à sa justification complète.

Un autre événement fit beaucoup de bruit vers la même époque : c'est celui de la mort mystérieuse du vicaire de Saint-Hadelin, Jean Abinden. Le 19 février, jour du mardi-gras de l'année 1749, l'avocat Renand alla trouver ce digne prêtre, son voisin et lui proposa de faire ensemble une excursion à Forêt. Abinden résista d'abord, alléguant qu'il avait son école à tenir. Renand répliqua que c'était carnaval et qu'il fallait se divertir. Ils allèrent de compagnie et s'amusèrent probablement jusque assez tard dans la soirée.

Or, le matin, on trouva Abinden mort sur le chemin de Saint-Hadelin ; il avait probablement succombé

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 35. L'élection du vicaire et du marguillier se fit le lendemain, jour de Saint Jean-Baptiste. Le vicaire et le marguillier qui étaient payés par la communauté, devaient se représenter chaque année devant le curé et les paroissiens assemblés avec la permission du seigneur. Ordinairement cette assemblée avait lieu le 6 mai, et l'on y débattait de part et d'autre les conditions d'un nouveau contrat ; la réunion avait lieu à l'église et différait des réunions de la communauté proprement dite, qui se tenaient au *consistoire scabinal*.

(2) *Notices historiques sur l'ancien pays de Liège*, t. III, p. 41. Le même auteur parle de la famine de 1740 et des années suivantes et de la cherté des vivres, rendue plus sensible par la mort du grand bienfaiteur de notre région : du baron T. de Woelmont.

à une attaque d'apoplexie, car il était sujet à de semblables accidents.

Dans cette aventure la conduite de Renand fit naître les plus graves rumeurs dans le public. Avait-il commis l'imprudence de laisser retourner seul son compagnon, qui était un vieillard caduc ? Ou avait-il été témoin de la catastrophe ? Dans cette seconde supposition, il aurait eu grandement tort, connaissant la mort du vicaire, d'aller se coucher sans en dire un mot à personne, pas même à la servante d'Abinden, qui dans son anxiété alla trois fois pendant la nuit heurter à la porte de Renand.

Celui-ci aggrava ses torts déjà si grands en assemblant chez lui les habitants de Saint-Hadelin, peu de jours après et en leur demandant de choisir pour vicaire son propre neveu, le révérend Chefnay. Il avait eu soin auparavant de les influencer en particulier. Bref, on trouva si louche la conduite de Renand que beaucoup n'hésitèrent pas à le rendre responsable de la mort d'Abinden, et à prononcer le mot de crime ; on en parla énormément dans tout le pays.

Les échevins de la Cour du Fief procédèrent le 11 avril à une enquête sur les causes du décès de l'abbé Abinden, et interrogèrent notamment la servante du défunt (1). Cette enquête n'eut aucun résultat et, le 10 mai, l'avocat Renand vint protester publiquement en plein tribunal contre cette enquête offensante pour son honneur (2). Il n'y eut pas de poursuite contre lui, mais il ne parvint pas à maintenir son neveu en possession du bénéfice de Saint-Hadelin, qui fut conféré au jeune Arn. Arnotte (3).

Il devait, à cette époque, se commettre beaucoup de déprédations dans les campagnes d'Olne, car la police ordinaire ne suffisait pas à les réprimer, et nous

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 39.

(2) *Cour de Saint-Hadelin*, rôles.

(3) *Registre archival de l'église de Saint-Hadelin*.

voyons de nombreux habitants de notre ban faire *emballer* leurs propriétés, c'est-à-dire obtenir de la justice le privilège de pouvoir arrêter et faire punir chaque délinquant sur leur simple affirmation (1). Plus tard, on exigea le serment (2). Le seigneur lui-même, avec plusieurs autres, demanda cette mesure de sauvegarde contre « les particuliers si audacieux que de voler » gerbes de grains, chardons jeunes et mûrs, fouler et » pâturer les prairies, et ce malgré les ordonnances » souveraines souvent publiées (3). »

Nous avons peu de détails à donner sur les dernières années de Guillaume-Philippe d'Olne, qui alla souvent résider en Hollande dans les domaines de sa femme. Il se donna toujours beaucoup de peine pour gagner les faveurs du gouvernement hollandais. C'est ainsi qu'en 1748, voulant donner une marque de sa fidélité aux Etats-Généraux, il leur offrit un régiment de dragons, pour la formation duquel il fit un appel aux jeunes gens désireux de s'enrôler ; il dépensa ainsi des sommes considérables. Alléchés par l'élévation de la paie et le brillant de l'uniforme, de nombreux jeunes gens du pays wallon s'enrôlèrent dans le *régiment du baron d'Olne* (4).

Guillaume-Philippe d'Olne mourut en 1755. Son épouse l'avait précédé dans la tombe. Ils eurent huit enfants dont les deux aînés se succédèrent en qualité de seigneurs du ban d'Olne.

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXXI, fol. 28 et 100.

(2) *Ibidem*, vol. XXXII, fol. 165.

(3) *Ibidem*, vol. XXX, fol. 123.

(4) G. Nautet, *Notices historiques sur l'ancien pays de Liège*, t. III, p. 48.

XXIV.

LAMBERT-HENRI D'OLNE, PUIS GUILLAUME-FRÉDÉRIC, SEIGNEURS D'OLNE. GRAVES DISSENSIONS DANS LA COMMUNAUTÉ (1755-1765).

Lambert-Henri *d'Olné*, le nouveau seigneur, avait été lieutenant-colonel commandant le régiment des Pandours du baron de Trenck, au service de l'Autriche, pendant la guerre de succession, puis colonel et propriétaire d'un régiment de dragons au service de la Hollande (1).

Pendant le court espace de temps qu'il resta seigneur d'Olné, il data plusieurs écrits du château d'Olné, et plusieurs autres de Maestricht où se trouvait probablement son régiment (2).

Il réussit à calmer de graves dissensions, qui déjà du vivant de son père avaient éclaté au sein de la communauté. Résumons les faits : contrairement à la coutume ancienne d'après laquelle les deux bourgmestres n'étaient élus que pour deux ans, Hubert Scriver et Arnold Arnotte, nommés en 1746, étaient restés en fonction pendant quatre années consécutives sans se faire réélire en 1748 (3).

Semblable irrégularité ne doit pas nous étonner, car en ce temps-là les communautés n'étaient pas régies par une loi générale du pays comme les communes d'aujourd'hui ; chacune d'elles avait ses règles particulières. On aurait difficilement trouvé deux communes gouvernées d'après des statuts identiques, car les manants assemblés établissaient eux-mêmes les règlements, sauf à ne pas en tenir compte quand ceux-ci les

(1) J. Daris, *Analectes*, t. XIV, p. 356.

(2) *Cour d'Olné*, vol. XXXIII, fol. 276 et vol. XXXIV, fol. 67. Ce régiment était probablement celui donné par Guillaume-Philippe aux Etats-Généraux.

(3) *Ibidem*, vol. XXXV, fol. 4 et 5.

gênaient ; considérant ces règlements comme une simple convention, ils prétendaient être libres de les abolir ou de les maintenir à leur gré.

Bref, ce ne fut que le 3 décembre 1750 que les deux bourgmestres Arnotte et Sriver déposèrent leurs comptes ; or, les habitants trouvèrent exagérée l'indemnité qu'ils réclamaient pour leurs peines, dépenses et pertes de temps (1). Vainement la communauté fut-elle réunie plusieurs fois, il fut impossible de se mettre d'accord ; or, les deux commis sortants prétendaient qu'avant l'approbation complète de leurs comptes, on ne pouvait procéder à l'élection de deux nouveaux bourgmestres.

Tel ne fut pas l'avis du tribunal des échevins : à la demande des régleurs des divers hameaux, il fixa au 8 mars 1751 l'élection de deux nouveaux bourgmestres. La communauté fut convoquée pour ce jour et les affiches apposées comme de coutume (2).

Grande fut l'anxiété de Sriver et d'Arnotte ; ils craignirent, s'ils cédaient la place à d'autres, d'être poursuivis pour leur mauvaise gestion. Ils résolurent donc de se représenter aux suffrages de leurs concitoyens, et ils mirent tout en œuvre pour réussir. Voici quel fut le résultat de l'élection :

Simar Spirlet,	79 voix.
Pierre Régnier,	77 »
Hubert Sriver,	52 »
Arnold Arnotte,	52 »

En conséquence, les deux premiers, candidats nouveaux, furent proclamés bourgmestres du ban d'Olne ; ils intentèrent un procès à leurs prédécesseurs au sujet de leur gestion. Arnold Arnotte étant mort dans le courant de cette année 1751, le procès se poursuivit contre les héritiers du défunt et dura plusieurs années ;

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXXII, fol. 262.

(2) *Ibidem*, fol. 276.

il se termina en 1759 par un arrangement à l'amiable (1).

De nouvelles difficultés surgirent en 1755 : le 17 juillet de cette année furent élus bourgmestres Hubert Sriver et Henri Delsaute. Or, le premier était déjà juge, substitut-greffier et lieutenant-mayeur. Le second était notaire et collecteur des tailles (receveur).

Le colonel Lambert-Henri d'Olne, depuis peu investi du pouvoir seigneurial, assistait à l'élection et protesta verbalement contre la nomination de Delsaute et de Sriver (2). Le lendemain il comparut devant la Cour et défendit à celle-ci de recevoir les deux élus comme bourgmestres et de les admettre au serment en cette qualité. Sur l'ordre du seigneur, la Cour de justice fixa au 24 juillet l'élection de deux nouveaux bourgmestres. Henri Hesbignon et le juge Régnier furent élus sur la proposition du seigneur et malgré les protestations d'André Lemoine, lecteur de l'église réformée (3).

Dans cette assemblée le seigneur proposa et fit adopter un règlement *verbal* contenant ces deux dispositions (4) : « 1^o Ne pourront désormais être élus » bourgmestres ceux qui exercent la fonction de mayeur, » celle de collecteur des tailles ou une autre charge » incompatible; 2^o Personne ne pourra rester plus de » deux ans bourgmestre (5) à moins de faire renouveler » son mandat par les électeurs (6). »

Les nouveaux bourgmestres Régnier et Hesbignon acquirent en 1756, au nom de la communauté, la brasserie banale d'Olne des mains des héritiers de

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXXV, fol. 5.

(2) *Ibidem*, vol. XXXIV, fol. 21.

(3) *Ibidem*, fol. 22.

(4) Nous avons déduit les termes de ce règlement des discussions postérieures, notamment *Cour d'Olne*, vol. XXXV, fol. 2 à 5 et vol. XLI, au 17 et 18 décembre 1767.

(5 et 6) Plusieurs prétendirent qu'on ne pouvait être réélu qu'après un intervalle de deux ans.

Herman Dejong et Anne Hannotte, pour la somme de 16,000 francs (1). Cette acquisition fut approuvée par le gouvernement hollandais.

Le colonel *d'Olne* céda en mars ou en avril 1756, la seigneurie à son frère Guillaume-Frédéric, qui n'en paya jamais le prix entièrement, mais resta redevable d'une somme de 10,000 écus (2).

Guillaume-Frédéric résida tantôt à 'Olne, tantôt dans les châteaux de Berckt et de Baarlo, dont il avait hérité du chef de sa mère.

Le colonel *d'Olne* ayant disparu, les Olnois crurent qu'ils pouvaient désormais se dispenser de suivre le règlement imposé par lui pour l'élection des bourgmestres. A la première occasion, en 1757, ils s'empresèrent de réélire Henri Delsaute et Hubert Scriver, malgré leurs fonctions incompatibles. En 1759, ces deux bourgmestres, dont le mandat touchait à sa fin, osèrent encore une fois briguer les suffrages des électeurs. Mais cette fois, le baron Frédéric-Guillaume *d'Olne* s'opposa à leur nomination et invoqua le récent règlement. Ghisen, drossart de Dalhem, consulté dans cette circonstance, répondit : « Cette affaire n'est pas » de mon ressort et dépend entièrement des bons habitants d'Olne, ceux-ci ont le pouvoir de nommer » et de révoquer qui il leur plait (3). » Finalement, le seigneur fit nommer Servais Arnotte et Jacques Chabrié.

Vers ce temps, la collation de la simple place de forestier occasionna bien des déboires au seigneur d'Olne. Nous savons déjà que les réformés, qui possédaient toutes les fonctions judiciaires, se contentaient parfois d'en percevoir les bénéfices sans même faire acte de présence.

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXXIV, fol. 93.

(2) *Cour de Dalhem*, vol. VIII, fol. 95.

(3) *Cour d'Olne*, vol. XXXV, fol. 5.

Ainsi Jacques Delhaes, forestier d'Olne, avait accepté en août 1764 la place de lecteur à l'église wallonne réformée de Dalhem ; Frédéric-Guillaume d'Olne le considérant comme démissionnaire par le fait même de son absence, nomma à sa place le 29 août le nommé André Régnier. Ce choix fut approuvé par le gouvernement hollandais ; Régnier fut reçu par la Cour et prêta le serment requis (1).

Mais Delhaes, soutenu par le consistoire réformé de Dalhem, recourut au gouvernement pour être rétabli dans sa charge de forestier, sous prétexte qu'il n'était lecteur de Dalhem que *par interim*, et qu'il se faisait remplacer à Olne par l'échevin Rennotte (2).

Le gouvernement hollandais accueillit cette demande et ordonna au seigneur d'Olne de rétablir Delhaes dans sa charge de forestier (3). Ce qui fut fait le 26 novembre 1764.

Guillaume-Frédéric, voyant que la situation restait la même et menaçait de devenir définitive, réclama de nouveau l'année suivante, sans pouvoir rien obtenir. Plusieurs mémoires furent écrits pour ou contre Delhaes (4). Ce ne fut que le 3 avril 1766 que ce dernier consentit à donner sa démission de forestier (5). En ce moment, Guillaume-Frédéric n'était plus maître du ban d'Olne. Il fut en quelque sorte un seigneur intermittent, car il avait vendu sa seigneurie, que huit ans après il devait racheter.

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXXVII, au 17 et au 19 septembre 1764.

(2) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 45.

(3) *Cour d'Olne*, vol. XXXVII, au 26 novembre 1764.

(4) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 44 et *Cour d'Olne*, vol. XXXVII, septembre 1765.

(5) *Cour d'Olne*, vol. XXXVII, à la dernière page.

XXV.

LES DERNIERS SEIGNEURS D'OLNE. LA HOUILLÈRE DE GÉRARHEID. LES CATHOLIQUES EXCLUS DE LA LEVÉE DES TAILLES (DEPUIS 1765).

David Régnier était négociant à Londres lorsqu'il entra en relation avec Frédéric-Guillaume d'Olne. Celui-ci avait-il engagé la seigneurie comme garantie d'une dette? Ou, pressé d'argent, l'avait-il vendue à ce riche marchand? Toujours est-il qu'il s'efforça de rester en possession de la seigneurie et, à partir du 7 mars 1763, soutint un procès contre ce David Régnier (1).

La vente définitive n'eut lieu que le 31 juillet 1765, et le contrat rendait David Régnier maître du nouveau château avec ses dépendances mesurant 12 bonniers, ainsi que de la maison dite seigneuriale qui était sise dans le village et avait été habitée par les Buirette (2).

David Régnier vint habiter le nouveau château et y resta jusqu'à sa mort. Il se montra extrêmement jaloux de ses droits seigneuriaux et voulut même les étendre au détriment de la commune. Ainsi, il prétendait nommer les régleurs des hameaux et réclamait pour lui-même les arbres croissant sur les biens communaux.

La Cour d'Olne lui donna tort dans un record que nous avons cité (3) et qui nous a beaucoup servi dans l'énumération de nos anciennes franchises locales.

A l'époque où David Régnier (4) était seigneur d'Olne, était venu se fixer dans notre commune le

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXXVI, à cette date.

(2) *Cour de Dalhem*, vol. VIII, fol. 95.

(3) Voy. notre Chap. VII; *Cour d'Olne*, vol. XXXIX, au 29 janvier 1770 et vol. XL, au 10 septembre 1770.

(4) Les Régnier, dit-on, ont émigré à Olne après la révocation de l'édit de Nantes.

nommé Joseph Court, major en retraite, homme instruit et généreux, qui devint rapidement populaire au point d'être élu bourgmestre de ce ban à trois reprises consécutives.

Il s'établit dans sa propriété de la Basse-Rafhay, où il était voisin de Jean Desaive, cultivateur, qui habitait dans un endroit nommé Gêrarheid, entre Saint-Hadelin et le Fond-de-Gotte. Sous la propriété de ce dernier, Joseph Court découvrit une veine de houille. S'étant associé avec Desaive, il demanda et obtint du gouvernement hollandais le privilège exclusif d'exploiter cette veine de houille sur tout son prolongement et prêta serment entre les mains de M. d'Aulbonne, receveur des domaines à Maestricht (1). Il fit reconnaître et enregistrer ce privilège exclusif par la Cour d'Olne le 9 janvier 1766.

Court ne resta pas longtemps l'associé de Jean Desaive. A partir de 1767, ce dernier continua seul l'exploitation, et présenta à la Cour Nicolas Radoux, qu'il avait choisi comme maître-ouvrier et auquel il fit prêter serment en cette qualité (2). L'exploitation de la houillère dura au moins dix ans; la surveillance devait y être fort défectueuse, si nous en jugeons par les nombreux accidents mortels, qui nécessitèrent une descente de la justice d'Olne accompagnée du chirurgien assermenté de ce ban (3).

Nous devons reconnaître à Joseph Court un autre mérite, c'est d'avoir lutté courageusement contre l'arbitraire des réformés qui prétendaient avoir seuls droit aux emplois lucratifs. On sait déjà que l'emploi de collecteur des tailles était mis en adjudication pour trois années et au rabais. Le 5 juillet 1769, le bourgmestre Court, assisté des régleurs des différents hameaux et devant toute la communauté assemblée à cet

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXXVIII, fol. 41.

(2) *Ibidem*, au 14 décembre 1767.

(3) *Ibidem*, vol. L (rôles d'office), au 3 octobre 1768 et au 24 juillet 1771.

effet, mit en adjudication la levée des tailles. Le notaire Henri Sriver, fils de Hubert, offrit de les lever à raison de 5 % ; d'autres offrirent de les lever avec une rémunération moindre ; enfin Simar Spirlet, qui avait déjà précédemment obtenu cette charge, déclara se contenter de 2 1/2 %. La Cour allait déclarer ce dernier adjudicataire, lorsque Sriver fit opposition, alléguant qu'un *romain* ne pouvait être chargé d'exercer la fonction ambitionnée par Spirlet (1).

Des avocats de Maestricht furent consultés et déclarèrent que c'était là non un emploi politique, mais une charge domestique de la commune, et qu'il fallait admettre le nommé Simar Spirlet.

Sriver prétendait au contraire que c'était un emploi politique tombant sous le coup de la loi du 1^{er} avril 1660. L'issue de la querelle ne pouvait être douteuse : la Cour admit Sriver et lui conféra *provisoirement* le droit de lever les tailles. Nouvelle protestation de Court : il fallait, d'après lui, une nouvelle adjudication, afin que d'autres réformés pussent faire des offres moins onéreuses pour la communauté. On passa outre (2).

Les *Sriver* ou *Schryver*, dont nous venons de parler, étaient originaires du pays de Fouron. Instruits et pratiquant la religion réformée, ils eurent beaucoup d'influence à Olne à la fin de la domination hollandaise. Nous devons reconnaître que leur gestion fut souvent intelligente. Rappelons notamment que pendant l'hiver de 1771, alors que la peste bovine faisait des ravages dans les seigneuries environnantes, Hubert Sriver fit adopter par la Cour de justice un règlement par lequel il était interdit de transporter dans le ban d'Olne des bêtes à cornes, des fourrages et des peaux

(1) *Cour d'Olne*, vol. XXXVIII, fol. 39 et 41 ; pour le fait présent, vol. XXXIX, au 5 juillet 1769.

(2) *Ibidem*, vol. XXXIX, au 8 juillet 1769.

d'animaux, sans être muni d'un certificat signé par le lieutenant-mayeur (1).

Ce fut un des derniers actes du pro-mayeur Sriver. Le mayeur héréditaire, Everard Nizet, ayant étudié le droit, obtint le 18 janvier 1773 la permission d'administrer sa charge par lui-même (2).

En ce moment, David Régnier n'était plus seigneur d'Olne : il était mort en 1771. Par son testament du 15 décembre 1770, il avait laissé la seigneurie à son fils André, officier au service de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne dans le régiment de Walgrave; l'usufruit et l'administration était réservée à Marthe Régnier, veuve de David (3).

Le 20 octobre 1773, Marthe Régnier, au nom de son fils, revendit la seigneurie avec les immeubles à Guillaume-Frédéric baron d'Olne pour la somme de 18,000 écus payables en 6 années (4).

Guillaume-Frédéric ne fit que quelques rares apparitions au château d'Olne ; c'est de là qu'il data, le 12 juillet 1779, la nomination de deux fonctionnaires chargés de faire la visite des poids et des mesures dans le ban d'Olne (5).

Le 31 mai 1774, il avait obtenu de l'évêque de Liège la permission de faire célébrer la Sainte Messe dans la chapelle du château (6). Nous croyons du reste que cette demeure fut continuellement habitée par une partie de la famille des *d'Olne*. C'est ainsi qu'en 1786 la même permission relative à la célébration de la Sainte Messe fut accordée à Elisabeth et Marie-Josèphe *d'Olne*, filles de Guillaume-Frédéric (7).

(1) *Cour d'Olne*, vol. XL, au 14 janvier 1771.

(2) *Ibidem*, vol. XLI, au 1^{er} février 1773.

(3) *Cour de Dalhem*, vol. VIII, fol. 153.

(4) *Ibidem*, fol. 167.

(5) *Cour d'Olne*, vol. XLIII, à cette date.

(6) J. Daris, *Analectes*, t. XIV, p. 356.

(7) *Archives pastorales*, coll. V, p. 21.

Celui-ci mourut en 1784 et eut pour successeur son fils Antoine-Joseph, baron *d'Olne*, qui fut le dernier seigneur de ce ban. La Révolution française ayant éclaté et l'invasion des armées françaises ayant emporté toutes les institutions féodales, Antoine-Joseph, dépouillé de ses prérogatives de seigneur, ne conserva que les immeubles de sa famille, qui furent vendus vers 1805, en sorte qu'aucun lien ne rattacha plus la commune d'Olne à ses anciens maîtres (1).

Antoine-Joseph habita continuellement en Hollande, au château de Baarlo, où vint de mourir son petit-fils, Guillaume-Hubert *d'Olne*, député aux Etats-Généraux du royaume des Pays-Bas.

XXVI.

L'ÉGLISE D'OLNE A LA FIN DU RÈGNE DES CALVINISTES.

Le curé Gaspard Dolne, qui succéda à Clément Wilkin, était originaire de cette commune et avait déjà pendant près d'un quart de siècle exercé les fonctions subalternes du saint ministère dans cette paroisse. A peine ordonné prêtre, il fut nommé chapelain de Froidheid, en sa qualité de parent du révérend Renier Ziane, fondateur de l'office créé dans cette église ; il vint résider dans la maison vicariale dudit lieu et y tint l'école pendant plus de vingt ans. Il y était déjà en 1730, car ce fut lui qui accepta en faveur de la chapelle de Froidheid les pieuses libéralités de Pierre Detilf et de plusieurs autres bienfaiteurs (2).

Il alla pendant un certain temps, aux jours prescrits, dire une messe à la Basse-Fraipont et il y soutint vaillamment le curé Wilkin dans sa lutte contre les habitants de ce hameau. Ceux-ci, sujets du prince

(1) *Archives des barons d'Olne*, à Baarlo.

(2) *Archives pastorales*, coll. V, doc. 35 et suiv.

de Liège et formant une commune distincte, supportaient difficilement l'intervention du curé de la paroisse et prétendaient administrer à leur guise les affaires de leur chapelle.

Malgré les défenses réitérées de Clément Wilkin, ils persistaient à percevoir à l'entrée de leur église, la somme d'un liard pour les dépenses du culte. On ne pouvait entrer sans payer ; c'était l'aumône obligatoire. Le comte de Rougrave, vicaire-général de Liège, frappa la chapelle d'interdit ; l'interdit fut levé lorsque les habitants eurent fait leur soumission (1).

Nommé en 1752 curé de la paroisse, Gaspard Dolne conserva l'office de Froidheid, qu'il déchargea soit par lui-même, soit par ses vicaires, en sorte que le presbytère de ce hameau resta inoccupé pendant près de trente ans (2). Le nouveau pasteur eut à son tour des démêlés avec ses paroissiens de la Basse-Fraipont : il avait désigné le prêtre Joseph Dechamps comme vicaire de cette localité ; mais le baron de Libert, seigneur du lieu et de nombreux habitants, voulaient conserver le nommé Soiron, prêtre insoumis et de mauvaise conduite ; de Clercx, archidiacre du Condroz, eut toutes les peines du monde à faire respecter l'autorité du curé (3).

L'église paroissiale menaçait ruine ; la reconstruction de 1653 avait sans doute été faite dans de mauvaises conditions, car les trois nefs construites alors menaçaient ruine, tandis que les parties anciennes continuaient à défier les injures du temps.

Nous croyons que le Chapitre de Saint-Adalbert intervint dans les frais de la reconstruction, conformément aux anciens records, mais l'honneur de l'entreprise revint à la communauté du ban d'Olné. En

(1) *Archives pastorales*, coll. V, doc. 9, 10, 11 et 12. Les habitants réclamaient aussi le droit d'élire leur prêtre, et d'autres droits trop longs à détailler.

(2) *Ibidem*, doc. 52.

(3) *Ibidem*, doc. 21 et 22.

dehors de ce ban, trois autres petites communes faisaient partie de notre paroisse : celle de Mont-Saint-Hadelin, celle de Nessonvaux et celle de la Basse-Fraipont ; dès le 30 juillet 1759, les bourgmestres Sriver et Delsaute écrivirent à ces trois communautés pour demander leur intervention dans les frais de la bâtisse ; la réponse fut négative ; celle des manants de la Basse-Fraipont fut péremptoire : que le gouvernement hollandais fasse la dépense, ou que les Olnois se servent de leur église de Froidheid (1) !

Les bourgmestres portèrent plainte devant la justice d'Olne (2), mais celle-ci était désarmée, les trois communes en question n'étant pas sous sa juridiction. L'autorisation du gouvernement fut accordée au mois d'avril 1760 et, le 25 avril, les travaux furent mis en adjudication (3). La reconstruction ne fut achevée que l'année suivante ; la présence des réformés ne permettait pas que le nouveau temple fut consacré ; Gaspard Dolne demanda la faculté de le bénir, ce qui lui fut accordé le 17 novembre (4). Le curé ayant voulu introduire quelques changements dans la disposition du mobilier, le consistoire des réformés s'y opposa et en informa le gouvernement hollandais qui fit de sérieuses remontrances au curé à ce sujet (5).

Le curé Gaspard Dolne, homme conciliant et pacifique, fut estimé par les réformés eux-mêmes, ce qui ne l'empêcha pas d'être insulté par un réformé nommé Jurdan Guérin, qui vint le provoquer jusque dans sa maison et jusque dans l'église ; cet homme fut condamné par la Cour d'Olne à une amende de 50 florins et aux frais qui s'élevèrent à 120 florins (6). Le

(1) *Archives pastorales*, coll. V, doc. 16.

(2) *Cour d'Olne*, vol. XXXVI, au 29 juin 1761.

(3) *Ibidem*, au 23 juin et au 26 août 1760.

(4) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 42 bis.

(5) *Ibidem*, doc. 41 et 42.

(6) *Cour d'Olne*, vol. LI, aux 4, 18 et 25 janvier 1779.

curé survécut peu à cet événement, il mourut en 1780.

Son successeur, *Arnold-François Arnotte*, était également un enfant d'Olne. Il était fils de Jacquemin Arnotte, ancien bourgmestre de ce ban ; il se distingua tellement dans l'étude de la théologie que le nommé Jean Malherbe, propriétaire à Vaux-sous-Olne, résolut de lui céder diverses rentes et de lui fournir ainsi un titre clérical, en attendant qu'il fût suffisamment pourvu, ce qui arriva en 1749, lorsque le jeune prêtre obtint le bénéfice de Saint-Hadelin (1).

Arnold-François Arnotte fut, pendant toute sa vie, très lié avec les membres de la famille des barons *d'Olne*. En différentes circonstances, il fut chargé de défendre les intérêts de cette famille (2). Ce fut sur les instances réitérées du vicaire Arnotte que Guillaume-Frédéric *d'Olne* consentit en 1773 à racheter la seigneurie, et il figure dans l'acte d'acquisition au nom de ce dernier (3).

Arnotte postula la charge de curé en 1780, à la mort de Gaspard Dolne. Il mit en œuvre toutes ses influences et obtint même le certificat suivant du consistoire réformé d'Olne :

Nous les conducteurs de l'église réformée d'Olne certifions, à la réquisition de Monsieur Arnold-F. Arnotte, vicaire de cette paroisse, qu'il ne nous a jamais donné aucun sujet de plainte dans les fonctions qu'il a remplies comme prêtre et vicaire ; qu'au contraire il s'est toujours conduit avec prudence pour conserver l'ordre et la paix entre les membres des deux religions ... et sa promotion à la cure d'Olne nous serait très agréable, en foi de quoi nous lui avons donné la présente attestation, scellée du sceau de notre consistoire, pour lui servir où il en sera besoin (4).

Ce certificat est signé par Loire, pasteur, H. Schriver,

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 46^{ter}.

(2) *Cour d'Olne*, vol. XXXIV, au 24 janvier 1757 et suivants, passim ; *Correspondance d'Arnotte*, à Baarlo.

(3) *Cour de Dalhem*, vol. VIII, fol. 172.

(4) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 48.

ancien, Lemoine et Régnier, diacres. Le cachet en cire rouge représente une église sur un rocher avec l'inscription : « Christ est mon rocher. » Nous citons textuellement ce certificat pour montrer de quelle influence disposaient les réformés même auprès du Chapitre de Saint-Adalbert, collateur de la cure.

La paroisse d'Olné était, à cette époque, une des plus considérables du pays. Arnotte s'efforça de lui conserver son importance en combattant la demande des habitants de la Basse-Fraipont qui réclamaient l'érection de leur section en paroisse distincte ; or, cette érection s'imposait et des motifs impérieux la rendaient inévitable (1).

Au moment où l'évêque Constantin de Hoensbroeck accordait le décret d'érection de la paroisse de Fraipont, le ban d'Olné avait vu tomber le joug plus que séculaire des protestants. Evénement important entre tous, et qui mérite bien que nous lui consacrons un chapitre spécial.

XXVII.

FIN DE LA DOMINATION DES CALVINISTES ET PÉRIODE AUTRICHIENNE. LUTTE DES OLNOIS CONTRE LE CHAPITRE DE SAINT-ADALBERT (1785-1789).

Les conflits qui avaient surgi entre l'empereur Joseph II et les Etats-Généraux de Hollande furent aplanis le 8 novembre 1785 par le traité de Fontainebleau.

Cet accord rendit le ban d'Olné à la maison d'Autriche. Il fut réuni avec le comté de Dalhem, aux autres pays d'Outremeuse et au duché de Limbourg, un des Etats des Pays-Bas-Autrichiens (2).

(1) *Archives pastorales*, coll. V, doc. 26 et 27.

(2) Une partie des pays d'Outremeuse resta à la Hollande.

Voici la circulaire qui vint apprendre cette nouvelle aux habitants du ban d'Olne :

Le receveur des domaines des pays d'Outremeuse ... fait savoir et notifie au nom de leurs Nobles Puissances aux habitants des bans, villages et seigneuries d'Olne, Blégny, Trembleur ... ainsi que de la ville de Dalhem, lesquelles ont été cédées par leurs Hautes Puissances à S. M. Impériale et Royale par le traité de paix conclu à Fontainebleau le 8 novembre 1785, que par l'article 21 dudit traité il a été stipulé qu'il sera libre aux sujets respectifs de se retirer des pays qui viennent d'être cédés réciproquement, et que ceux qui resteront jouiront du libre exercice de leur religion (1).

Les catholiques d'Olne apprirent avec un vif sentiment de joie la nouvelle de ce changement politique ; ils approuvèrent la liberté qu'on laissait aux réformés de pratiquer leur religion, mais ils s'imaginaient qu'au moins leur église ne servirait plus désormais qu'au culte catholique, et que le presbytère serait rendu à leur curé.

En cela ils se trompaient : l'empereur Joseph II était un voltairien qui prétendait réformer la religion et le clergé ; le gouvernement des Provinces Belges à Bruxelles était imbu des mêmes principes. Sous un faux prétexte de tolérance, on exigea le maintien de la situation telle qu'elle était sous les Hollandais. Les réformés, qui n'étaient qu'une poignée, conservèrent ainsi l'usage exclusif de l'église depuis neuf heures du matin jusque midi, et le ministre Borel resta en possession du presbytère.

Les catholiques d'Olne eurent l'espoir que le gouvernement ferait cesser cette situation s'il était parfaitement renseigné sur l'état des affaires religieuses dans ce ban.

Pleins de cette confiance, le curé Arnotte, les deux bourgmestres et les échevins catholiques envoyèrent la

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 52.

supplique suivante aux archiducs Albert et Marie de Saxe-Teschen, gouverneurs des Pays-Bas :

C'est avec un profond respect que les soussignés : curé, mayeur, bourgmestres et échevins catholiques du ban d'Olné au comté de Dalhem, lieu heureusement rentré sous la domination de S. M. l'Empereur et Roi ... ont l'honneur de représenter à Vos Altesses Royales que depuis la possession dudit lieu prise le 17 juin 1786, les Calvinistes ou prétendus réformés n'ont cessé de fréquenter l'église paroissiale, enterrer les morts et y faire le prêche comme de coutume, en devant leur laisser ladite église libre depuis neuf heures jusqu'à onze, sonner les cloches et, aux jours de leur communion, ce qu'ils appellent la Cène, ils sonnent pour distinction la cloche décimale comme ci-devant lorsqu'ils étaient de la religion dominante.

Que plus est, on doit laisser pendre les rideaux ordinaires pour cacher nos autels pendant leur prêche et prévenir le ministre protestant aux jours de nos processions permises et usitées pour qu'il n'y ait pas du désordre et de la confusion à la rentrée des dites processions dans l'église.

Ce qui gêne encore plus, c'est qu'aux jours solennels où il y a un grand concours de peuple pour les confessions, on doit dès les neuf heures cesser toute fonction et renvoyer le peuple.

Comme la paroisse contient environ deux mille cinq cents communicants, la matinée est trop courte pour pouvoir y faire célébrer les trois messes d'usage et faire la prédication, et pendant leur prêche on est souvent obligé, attendu la quantité des paroissiens, de se rendre à la chapelle de Froidheid, éloignée de la paroisse d'un bon quart de lieue pour y chercher les sacrements pour les malades.

Les protestants dudit Olné sont seulement au nombre de trente-cinq communicants, dont très souvent il n'y en a pas dix dans l'église. Ils ont une maison spacieuse audit Olné leur appartenant en commun, entourée de murailles avec deux jardins y contigus, très propres pour leur prêche et cimetière.

Gêner une paroisse aussi nombreuse pour une si petite poignée de gens, tandis qu'une chambre leur suffit !

Ce qui oblige les soussignés d'avoir recours à vos Altesses Royales, afin qu'elles daignent ordonner auxdits protestants de se conformer à la dépêche de Vos Altesses Royales du 12 novembre 1781, adressée à la Haute Cour de Limbourg, sur la Tolérance civile des Protestants, et spécialement à l'art. III de la dite dépêche.

C'est la grâce ... (1).

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 51.

Cette supplique n'eut aucun résultat, et les choses restèrent dans le même état. Cependant la situation des catholiques ne laissait pas d'être sensiblement améliorée, car les réformés n'étaient plus omnipotents et ne disposaient plus des fonctions rétribuées.

Les échevins ou juges restèrent en place, mais à chaque vacance un catholique était nommé. La justice fut réorganisée : il y eut un tribunal d'appel à Dalhem, dont on pouvait appeler à la Haute-Cour de Limbourg (1). Une école fut établie au village, et les enfants catholiques ne furent plus obligés d'aller chercher la science au pays de Liège (2). Les chanoines de Saint-Adalbert durent se réjouir plus que les Olnois eux-mêmes de ce changement de régime, car ils se trouvaient libérés du tribut annuel de 200 écus que pendant cent vingt ans ils avaient dû payer au gouvernement hollandais pour le rachat de la dîme.

Le gouvernement des Pays-Bas autrichiens se borna à interpeller le Chapitre pour qu'il eût à produire les titres en vertu desquels il prétendait jouir de la dîme d'Olne. Ces titres furent produits et le gouvernement se tint pour satisfait (3).

En vertu des anciens records, le Chapitre devait entretenir *un prêtre* à Olne ; il ne devait donc pas à la rigueur subvenir à la subsistance des vicaires et autres prêtres auxiliaires que l'augmentation de la population avait rendus nécessaires. De fait, sous la domination hollandaise, le Chapitre ne pouvait faire cette dépense ; la communauté des habitants s'en chargeait et désignait les vicaires par voie d'élection ; or, à partir de 1785, elle voulut forcer les chanoines, devenus plus riches, à contribuer plus largement aux frais du culte.

Les bourgmestres Boulanger et Desaga eurent, en janvier 1789, une entrevue avec deux chanoines dé-

(1) *Cour d'Olne*, vol. XLV, au 27 octobre 1788.

(2) *Archives pastorales*, coll. V, doc. 45.

(3) *Ibidem*, coll. III, doc. 60.

putés par le Chapitre. Ceux-ci promirent une somme annuelle de 550 florins pour l'entretien des vicaires et les nécessités du culte. Dans une assemblée générale de la communauté, qui eut lieu le 25 février, les deux bourgmestres rendirent compte du résultat de leur mission. On accepta les 550 florins, à condition que les vicaires seraient électifs et désignés par la communauté ; on invita les chanoines à désigner un jour pour une entrevue avec les *adhérités* du ban d'Olne qui seraient convoqués à cet effet (1).

Il ne convenait pas aux chanoines de se rendre à pareille sommation et de venir comparaître à la barre des manants assemblés ; ils se dirent que s'ils payaient les vicaires, ils étaient en droit de les nommer d'après ce principe : qui paie commande (2).

En conséquence, ils résolurent de ne plus correspondre avec la communauté et de trancher la difficulté par un accord avec le curé Arnotte : un acte fut passé le 8 mai de la même année devant N.-J. Legros, notaire à Soiron, aux conditions suivantes :

1^o Le Chapitre versera entre les mains du curé une somme annuelle de 450 florins pour l'entretien des deux vicaires et le curé devra payer ceux-ci en deux termes : à la Saint-Jean et à la Noël.

2^o Le Chapitre versera également entre les mains du curé une somme annuelle de 100 florins pour les dépenses du culte.

3^o Le curé sera chargé par le Chapitre de choisir et nommer les vicaires qu'il jugera convenables (3).

Comme on pense bien, cette convention ne fut pas du goût de la communauté, car tout s'arrangeait sans son intervention. C'est pourquoi les bourgmestres obtinrent du baron Antoine-Joseph *d'Olne* la faculté de

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 54.

(2) *Ibidem*, doc. 55.

(3) *Ibidem*, doc. 56.

convoquer une nouvelle assemblée pour le 21 novembre (1).

Nous ne savons quel fut le résultat de cette réunion. Il est probable que les événements politiques dont nous allons parler vinrent donner d'autres préoccupations à la population olnoise.

XXVIII.

LES BELGES INSURGÉS CONTRE JOSEPH II. BATAILLE D'OLNE ET RETOUR DES AUTRICHIENS (1789-1791).

La résistance que les Belges opposèrent aux réformes tentées par Joseph II dégénéra en insurrection. A la fin de l'année 1789, les Autrichiens furent chassés du Brabant, et, en 1790, ils évacuèrent Herve et toute la province de Limbourg (2).

Ces événements eurent leur contre-coup à Olne. Borel, le ministre calviniste, ne se trouva plus en sûreté et se retira à Eysden sous la protection du gouvernement hollandais. Bien loin d'être prêt à donner sa vie pour son troupeau, il s'enfuit devant le danger comme le pasteur mercenaire dont parle l'Evangile. Combien différente avait été la conduite de Delva !

Le départ de Borel laissait libre le presbytère d'Olne et le curé Arnotte se disposa à en prendre possession. Les Etats du duché de Limbourg, insurgés contre l'Autriche, étaient favorables aux revendications des catholiques ; et un décret du 3 juillet 1790 autorisa le curé à rentrer dans la jouissance pure et simple de la maison pastorale ; il fut donc dispensé, pendant la courte période d'indépendance nationale, de payer

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 57.

(2) Herve était le véritable chef-lieu de cette petite province. La petite ville de Limbourg ne l'était que de nom.

la somme de 113 florins au gouvernement (1). Voici comment les calvinistes racontent l'invasion des patriotes :
« Consistoire tenu à Olne le 10 juillet 1790. Le trou-
» peau de cette église étant assemblé le 4 courant pour
» rendre ses hommages au Tout-Puissant, a été chassé
» de l'église par des soldats brabançons armés ; le 5
» dito ils ont trouvé à propos de briser une caisse qui
» reposait dans les bâtiments ci-devant habités par
» nos pasteurs, et qui renfermait une quantité considé-
» rable de livres, papiers, registres et lettrages qu'ils
» ont emportés et déchirés ... et Froumy garde-maison
» a été obligé de déloger et chercher asile ailleurs. La
» nuit du 7 au 8 dito M^r le rév^d curé a pris possession
» desdits bâtiments et biens possédés ci-devant par les
» pasteurs réformés ... (2). »

Cependant les Autrichiens, ayant reçu de puissants renforts, se disposaient à se remettre en possession des provinces belges, et le duché de Limbourg était l'une des premières régions exposées à leurs entreprises.

De Luxembourg, leur quartier-général, ils s'avancèrent à la fin de juillet jusqu'au bord de la Meuse, près de Namur.

Vers le 20 juillet, un corps autrichien commandé par le baron d'Aspre, vint camper à Sprimont (3). Aussitôt, Monsieur de Schiplaeken, intendant militaire de la province de Limbourg, qui commandait le camp des patriotes belges entre Herve et Battice, envoya vers Sprimont deux compagnies sous les ordres du major Letange, pour forcer les Impériaux à rebrousser chemin. Le 27 juillet, Letange attaqua ces derniers à un quart de lieue de Sprimont ; mais après un combat de deux heures, il fut forcé de battre en retraite et vint

(1) *Archives pastorales*, coll. IV, pp. 27, 28 et 29.

(2) *Actes du consistoire de l'église wallonne d'Olne*, p. 162.

(3) *Journal général de l'Europe*, année 1790, t. IV, p. 205.

avec ses hommes camper sur la campagne du *Filpeau* près du village d'Olne (1).

Informé de l'état des choses et craignant une attaque des Impériaux sur Herve, le commandant de Schip-laeken résolut de les prévenir, quitta Battice avec le reste de ses troupes et vint rejoindre à Olne la troupe du major Letange. Les officiers supérieurs logèrent au village, les autres trouyèrent un refuge au camp sur le *Filpeau* (2). Ceci se passait le lundi 2 août.

Nous empruntons ici le récit (3) d'un chroniqueur contemporain :

Monsieur d'Aspre ayant été informé que des troupes brabançonnnes, tant infanterie que cavalerie, avaient formé un camp sur la gauche du village d'Olne, conçut le dessein de les surprendre. En conséquence il fit partir lundi dernier à minuit un petit corps ... ce détachement, pour mieux cacher sa marche, fut contraint de traverser et de gravir des rochers et des précipices, ce qui joint à la pluie qui ne cessa de tomber, la rendit extrêmement pénible. Les Autrichiens néanmoins arrivèrent à Olne à 6 heures et demie du matin, et pénétrèrent jusqu'à l'entrée du camp ennemi sans avoir été découverts. Ils ne le furent que par la précipitation de deux de leurs soldats, qui firent feu sur deux dragons de Tongerlo, qui plus vigilants que les autres s'occupaient à panser leurs chevaux. Ce bruit répandit l'alarme : on battit la générale, on cria aux armes, mais tout se fit en tumulte, sans ordre, avec confusion. Les Autrichiens ne donnèrent pas aux Belges le temps de se reconnaître ; l'infanterie ayant à sa tête le brave commandant d'Aspre, pénétra dans le camp d'un côté, tandis que la cavalerie commandée par le premier lieutenant ... des hussards de Wurmser y entra de l'autre. Cependant les Brabançons quoique surpris, firent d'abord une résistance vigoureuse, et firent feu jusqu'à huit heures et demie. Mais enfin ils furent obligés d'abandonner leur camp, et se retirèrent dans le village. Le commandant autrichien courut à l'instant

(1) Car le récit qui suit place ce camp *sur la gauche* d'Olne ; sur la gauche, en partant de Herve, où l'écrivain se trouvait. *Journal général de l'Europe*, année 1790, t. IV, p. 205, note.

(2) *Ibidem*, p. 207.

(3) *Ibidem*, p. 206. Ce journal, créé par des Français pour la propagande révolutionnaire, dans leur pays, est opposé aux patriotes belges.

aux canons, les pointa lui-même, et faisant à la fois les fonctions de chef et de canonnier, ses décharges furent si heureuses qu'il délogea bientôt les Belges des haies où ils s'étaient postés. Alors la déroute fut générale et complète; ils abandonnèrent leur camp, leurs canons, dont un de trois livres de balle, et deux d'une livre, tous les bagages et nombre de chevaux tant de selle que de trait; tout enfin est resté au pouvoir des vainqueurs. Les vaincus se sauvèrent à la hâte et dans le plus grand désordre, quelques-uns presque nus, entr'autres le lieutenant Henrotay, qui est arrivé à Ensival en chemise et n'ayant qu'un bas. La plupart prirent la route de Liège ou de Verviers, quelques-uns celle de Visé, Maestricht ou Aix-la-Chapelle; plusieurs ont déjà pris parti parmi les Autrichiens. La perte de ceux-ci n'est en tués que quatre hommes, dont deux hussards, un grenadier et un fusilier; en blessés, un grenadier et un fusilier; en chevaux, trois. Mais la perte des Belges est d'environ 50 ou 80 tués et de trois cents blessés; on a déjà retrouvé quantité de cadavres dans les grains. Un capitaine des chasseurs et le lieutenant Mertens sont très-certainement du nombre des morts; il n'est pas également vrai que l'aumônier Brosius ait perdu la vie, puisqu'on l'a revu le lendemain à Liège ...

Les commandants belges ont attribué ce cruel désastre à une trahison des habitants de la province de Limbourg, mais il paraît plutôt qu'ils n'ont été trahis que par leur imprudence, leur indiscipline, leur peu de prévoyance, la sécurité impardonnable des chefs. Il était six heures du matin, et tout le camp était encore enseveli dans le plus profond sommeil; ce fut le bruit de la mousquetterie qui les réveilla, et ce terrible réveil ne leur offrit que l'image de la mort, une troupe de dragons et de hussards forcenés qui renversaient les tentes et massacraient ceux qu'ils trouvaient endormis, sans épargner les femmes ni les enfants. Il n'y avait point d'officier supérieur au camp: le commandant en chef de Schiplaeken et le major Letange avaient logé au village et eurent beaucoup de peine à regagner le camp, d'où ils repartirent bientôt prenant la route de Liège. La négligence enfin était portée au point que malgré qu'on sût l'ennemi peu éloigné, les canons n'étaient point chargés, qu'il n'y avait pas même de feu au camp, et qu'à peine on avait songé à mettre trois sentinelles à quelques pas des tentes ...

Dans son numéro du 9 août 1790 (1) le même journal rectifie plusieurs erreurs qui s'étaient glissées dans

(1) *Journal général de l'Europe*, année 1790, t. IV, p. 210.

son premier récit, c'est-à-dire dans celui que nous venons de transcrire :

... Nous avons reçu de nouveaux détails sur l'affaire d'Olne ; les deux partis nous ont écrit pour relever quelques erreurs ... nous nous faisons un devoir de les satisfaire l'un et l'autre. Quelques morts Brabançons sont ressuscités, à mesure que le temps a permis de recevoir des nouvelles de tous les endroits où en fuyant ils s'étaient réfugiés. C'est ainsi qu'on a vu reparaître le capitaine Elliard, le lieutenant Mertens, l'aumonier Brosius et d'autres d'un ordre plus obscur. En général, les patriotes réduisent à 20 le nombre de leurs morts, à 50 celui de leurs blessés ; nous aimons à le croire, jamais la destruction de l'espèce humaine n'aura de charmes pour nous. Ah ! que ne peuvent les deux partis déposer et leurs haines et leurs armes, se réconcilier sincèrement, songer qu'ils sont concitoyens, qu'ils sont frères, mettre un terme enfin à ces querelles sanglantes qui désolent les familles !

On accuse d'erreur encore l'aventure de la retraite du lieutenant Henrotay, qu'on disait arrivé à Ensival en chemise et avec un seul bas. Cet officier s'y est effectivement retiré, mais après avoir fait une vigoureuse résistance, et avec tout son bagage. C'est un autre officier qui s'est sauvé dans le costume annoncé ; il n'y avait donc qu'erreur de nom. Ne connaissant pas plus l'un que l'autre, on croira sans peine que nous n'y avons mis aucune méchanceté.

Nous nous pardonnons moins un passage relatif à la conduite des Autrichiens, que nous avons reconnu être à la fois une injure et une injustice. Il est faux, et nous en avons la preuve certaine, que leurs hussards aient massacré des femmes et des enfants, même dans la première chaleur du combat ...

Le curé Arnotte nous a aussi laissé quelques lignes concernant cette bataille ; il nous dit que de sa maison pastorale il put voir une partie du combat ; c'est donc bien l'endroit dit le *Filpeau* qui fut le théâtre de la lutte. Ayant appris qu'il y avait beaucoup de morts et de blessés dans la campagne, Arnotte fit une démarche dont il nous a laissé une relation.

Il alla trouver le commandant baron d'Aspre pour lui offrir son ministère. Le baron d'Aspre agréa sa demande et le chargea d'enterrer les morts et de faire soigner les blessés ; il lui accorda une escorte qui l'accompagna de tente en tente, et avec l'aide de laquelle

il put donner tous les soins que réclamaient le corps et l'âme des pauvres soldats belges.

Plusieurs des blessés étaient étendus devant le presbytère ; le curé les soigna ; il en découvrit d'autres qui s'étaient réfugiés dans des maisons écartées, et en administra plusieurs, parmi lesquels un capitaine qui mourut des suites de ses blessures (1).

Le même jour où ils triomphèrent à Olne, les Impériaux s'emparèrent de Herve et d'une grande partie du duché de Limbourg ; mais leur succès ne fut pas de longue durée, car des renforts arrivèrent aux patriotes, et ils se réunirent aux environs de Liège au nombre de quinze cents, d'autres disent deux mille. Le 7 août, ils s'avancèrent sur la chaussée dans la direction de Herve. A mi-chemin, entre Soumagne et Herve, eut lieu le choc des deux armées. Les Autrichiens furent battus et perdirent les canons, caissons, tentes, bagages et autres effets par eux enlevés à Olne. Pendant la lutte, un coup de fusil partit d'une maison de paysan située près de la chaussée, et vint frapper le brave et estimable lieutenant-colonel de Restaing ; ce qui fut cause qu'on mit le feu à cette maison. Depuis lors et encore aujourd'hui, cet endroit porte le nom de *Maison brûlée*. Cet accident et quelques autres coups de feu qui partirent des maisons de Herve furent cause de graves désordres et du pillage de cette ville, que les chefs de l'armée belge tentèrent en vain d'empêcher (2).

Tant d'exploits ne profitèrent pas aux patriotes, car la discorde éclata entre eux, surtout entre les chefs et elle fit plus que les armes autrichiennes. Déjà le

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 58. Les vieillards d'Olne, qui dans leur jeune âge ont entendu parler de cette bataille, rattachent par erreur cet événement à l'invasion française ; celle-ci n'eut lieu que deux ans plus tard.

(2) *Journal général de l'Europe*, année 1790, t. IV, p. 383, note. Delvaux, article *Xhendelesse*. Les rédacteurs du journal, toujours défavorables aux patriotes, disent que de Restaing a été tué par un de ses propres soldats, dont le coup est parti par accident.

14 août un nouveau corps autrichien vint réoccuper la ville de Herve et le ban d'Olne donna passage à son arrivée, comme nous l'apprend notre chroniqueur :

Un nouveau corps d'environ 900 hommes composé d'infanterie, de dragons et de hussards d'Esterhazy était arrivé hier par la route d'Aywaille et d'Olne sous les ordres du comte de Gontreuil, colonel du régiment de ligne qui est, pense-t-on, commandant de cette ville et de toutes les troupes du Limbourg renforcées encore hier par 200 hommes (1).

Avant la fin de 1790, toute la Belgique était rentrée sous le joug. Le gouvernement autrichien laissa le curé en possession du presbytère, mais il dut payer le fermage de 113 florins que le ministre Borel avait payé auparavant.

Les membres du consistoire réformé d'Olne, craignant d'être dépossédés aussi de l'église, adressèrent une requête au gouvernement des Pays-Bas autrichiens qui l'accueillit avec complaisance.

Voici le texte de la réponse envoyée aux directeurs de l'église réformée d'Olne :

Leurs Altesses Royales (Albert et Marie de Saxe-Teschen) ayant eu rapport de cette requête et de l'avis y rendu par le conseiller fiscal de Limbourg, elles ont déclaré comme elles déclarent qu'il est libre aux suppliants d'exercer le culte de leur religion à Olne, comme par le passé, bien entendu néanmoins qu'ils s'arrangeront de gré à gré sur les heures du service avec le curé catholique ... déclarant au surplus L. A. R. que les suppliants pourront se pourvoir d'un nouveau pasteur pour remplacer celui qui a quitté à l'époque du 5 juillet 1790 et que ce pasteur jouira comme ci-devant, à charge des finances royales, d'un gage annuel de six cents florins de Hollande, payable par la recette générale du domaine de Limbourg (2).

Les prévisions du gouvernement ne s'accomplirent pas, aucun nouveau ministre ne vint s'établir à Olne, et comme le nombre des calvinistes diminuait d'année

(1) *Journal général de l'Europe*, année 1790, t. IV, p. 396.

(2) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 59.

en année, il n'y eut plus désormais dans notre commune de ministre de cette religion. Les réformés furent soumis à la juridiction du ministre de Verviers.

Ils ne firent plus usage de l'église paroissiale que de loin en loin et ordinairement à l'occasion de l'enterrement de leurs coreligionnaires. En ce cas on sonnait les cloches comme pour les catholiques, on introduisait le corps dans l'église et un ministre protestant adressait à l'assistance un discours funèbre du haut de la chaire de vérité.

Si aucun ministre protestant ne vint s'établir à Olne ni en 1791 ni en 1792, nous devons peut-être l'attribuer aux graves événements politiques qui se préparaient. En ce moment l'ancien ordre public et social tremblait sur ses bases : la Révolution triomphait à Paris et les armées françaises s'avançaient vers notre pays. La période française allait commencer.

XXIX.

INVASION FRANÇAISE ET FIN DU BAN D'OLNE.

LA COMMUNE D'OLNE DEPUIS 1792.

Il était écrit dans les décrets divins que le ban d'Olne ne jouirait jamais de quelque tranquillité. Deux ans s'étaient écoulés depuis la bataille d'Olne, lorsque les révolutionnaires français, sous la conduite de Dumouriez, envahirent la Belgique. Nous ne dirons rien de cette première occupation qui ne dura que trois mois et nous garderions le même silence sur le retour offensif des Autrichiens en 1793, sans un fait d'armes qui eut lieu sur les confins de notre territoire. Le 4 mars de cette année, l'aile gauche de l'armée autrichienne attaqua près de Herve un corps français, le délogea de son poste et le repoussa sur la chaussée jusque près de Liège. Le choc le plus violent eut lieu à l'endroit nommé *Thier du Grand-Houx* où un pli du

terrain permit aux Français de faire volte-face et de résister pendant assez longtemps à l'ennemi (1).

On sait que les Autrichiens furent chassés de nouveau en juin 1794, après la bataille de Fleurus, et que les Français se maintinrent chez nous sans interruption jusqu'en 1814.

On sait aussi quel fut le résultat de ces invasions pour notre malheureux pays, auquel les sans-culottes promettaient la liberté, l'égalité, la fraternité ; jamais nos populations ne furent plus infortunées. L'année 1794 fut particulièrement désastreuse ; elle est connue sous le nom de *male année*, parce que toutes les calamités s'unirent pour faire de cette année la plus ruineuse dont on ait gardé le souvenir (2). Il suffira, pour donner une idée de ce que souffrirent nos pères, de rappeler qu'on ne mangea guère de pain pendant cette année néfaste, on se nourrissait de pommes de terre, de légumes et même de racines sauvages.

Les partisans de la France disaient que ces calamités étaient compensées par les bienfaits de la Révolution notamment par la suppression de la dîme et des seigneuries ; en effet, un des premiers actes des Français avait été de faire table rase de nos anciennes institutions.

Nous reconnaissons volontiers que le régime seigneurial avait beaucoup d'inconvénients, et, pour ne parler que de l'organisation judiciaire dans les seigneuries, nous avouons que cette organisation était fort défectueuse et fort onéreuse pour les justiciables dont le nombre était très restreint et peu en rapport avec le personnel multiple des Cours. Aussi, voyons-nous souvent les tribunaux des seigneurs s'occuper de véritables

(1) *Ancienne Gazette de Liège* par Desoer, du mardi 12 mars 1793, p. 5.

(2) Ces détails sont donnés par Nautet, *Notices historiques sur l'ancien pays de Liège*, t. III, p. 349. Cet historien raconte qu'à Verviers seul quatre mille personnes périrent ; le cimetière ne suffisait plus à enterrer les morts.

niaiseries à défaut de causes sérieuses. Il serait certes puéril de le nier, l'organisation actuelle est infiniment préférable.

Quant à la dîme, on admet généralement que c'est aux fidèles à fournir les moyens de subsistance à leurs prêtres, afin que ceux-ci soient exempts de tout souci temporel ; dès lors, qu'y avait-il de si odieux dans la perception de la dîme ? Celle-ci se payant en nature, on peut dire que le cultivateur était moins exposé à donner de son nécessaire pour nourrir le clergé : si la récolte était abondante, il donnait volontiers une dîme copieuse ; si la récolte était maigre, chétive aussi était la dîme ; à Olne, celle-ci consistait toujours dans la onzième partie de la récolte. Dans la joie et l'abondance aussi bien que dans la disette et la désolation, le pasteur partageait le sort de ses ouailles. Quoi de plus juste et même de plus édifiant ?

Ajoutons que les Français ont remplacé la dîme par une contribution foncière onéreuse, et par un impôt plus odieux encore, celui du sang, car ce fut alors que fut introduite la conscription militaire.

Ce fut vers la fin de l'année 1795 que les *dîmes* furent supprimées ; à l'approche de la moisson de 1796, le gouvernement français fit renouveler la défense de payer la dîme (1), défense inutile, car la gêne inouïe des cultivateurs était cause qu'une grande quantité de terrains était restée inculte (2).

Toute l'ancienne organisation ayant été supprimée, l'anarchie régna à Olne pendant près de deux ans. Ce ne fut qu'en 1796 que le citoyen Boutenville, délégué par le gouvernement, désigna un agent municipal, P. S. Detiffe, et un adjoint qui fut le nommé J. Jurdant ; ce dernier paraît s'être surtout occupé des

(1) J. Daris, *Histoire de la principauté et du diocèse de Liège*, t. III, p. 76.

(2) Nautet, *Notices historiques sur l'ancien pays de Liège*, t. III, p. 351.

affaires de la commune (1) ; mais ni lui ni son collègue ne furent de fort zélés républicains, car ils montrèrent une grande nonchalance à obéir aux ordres du chef du département de l'Ourthe : ayant reçu l'ordre, en 1797, de descendre les cloches, de les briser et de les peser, ils firent la sourde oreille, et, en 1800, on fut obligé d'envoyer à Olne le citoyen Provigny, pour prendre possession des deux plus petites cloches ; ces deux cloches pesaient ensemble 1,336 livres (2). La plus grosse fut conservée, car elle devait servir de timbre à l'horloge (3). Quoique notre église soit restée constamment affectée au culte, l'usage des cloches y avait été sévèrement interdit pour toute cérémonie religieuse ; de plus, tout acte du culte fut prohibé en dehors de l'église.

Cependant notre paroisse eut moins à souffrir de la persécution religieuse que beaucoup d'autres, parce que le curé Arnotte et ses vicaires firent devant la municipalité d'Olne la déclaration prescrite par la loi du 8 mars 1797 et contenant le serment de haine à la royauté.

Arnotte se décida à prêter ce serment lorsqu'il eut reçu de Lys, curé de Herve et official du district d'Outremeuse, une lettre par laquelle ce dernier l'informait que l'assemblée du clergé, tenue à Liège le 14 septembre, avait décidé qu'on pouvait et qu'on devait faire cette déclaration (4).

Nous devons reconnaître que la plupart des théologiens ont condamné ce serment comme illicite, mais

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 72^{bis} et 85 ; J. Daris, *Histoire de la principauté et du diocèse de Liège*, t. III, p. 69. A la page 179 le même auteur dit que ces deux hommes faisaient partie de la municipalité de Hodimont, et que celle-ci était composée d'hommes peu sympathiques à l'ordre nouveau.

(2) J. Daris, *Histoire de la principauté et du diocèse de Liège*, t. III, p. 284.

(3) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 64 in fine.

(4) *Ibidem*, doc. 62.

nous croyons que le peuple d'Olne fut heureux de la conduite de son clergé, car il conserva l'usage de l'église paroissiale et resta sous la direction de ses pasteurs, tandis que dans une foule d'autres localités les prêtres étaient arrachés à leurs ouailles et condamnés à l'exil ou à la déportation.

Cependant l'anarchie avait été vaincue par Bonaparte et un concordat conclu entre lui et le pape Pie VII. L'église d'Olne fut érigée en succursale ; Arnotte fut nommé desservant et reçut, à partir d'août 1805, un traitement à charge du trésor. Ses facultés ayant baissé, il reçut un coadjuteur dans la personne de P. Lamarche qui le remplaça en 1806.

La circonscription de la paroisse resta exactement ce qu'elle était avant la Révolution, malgré les efforts qui furent faits à plusieurs reprises pour réunir Gélivaux et Mont-Saint-Hadelin à la succursale de Forêt. Ces tentatives échouèrent devant la ferme volonté des habitants de ces hameaux de rester paroissiens d'Olne (1).

L'administration municipale fut réorganisée par suite de la loi du 17 février 1800 ; elle fut dirigée par un maire et un adjoint assistés d'un Conseil municipal. Le docteur Haxhe fut nommé maire d'Olne par le préfet du département de l'Ourthe ; il fut remplacé en 1807 par G.-J. Rahier, également docteur en médecine ; celui-ci figura en 1811 à la tête d'une souscription organisée par le curé Lamarche pour l'achat de deux nouvelles cloches, souscription dans laquelle plusieurs familles se distinguèrent par leur générosité (2).

Le préfet, en délimitant les communes, tint largement compte des anciennes subdivisions territoriales ; ainsi la commune d'Olne correspondait exactement à l'ancien ban de ce nom, et conséquemment le petit

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 64, 66, 68 et 78 ; coll. IV, pp. 18, 19 et 20. Les dernières tentatives eurent lieu en 1825, 1841 et 1849 ; elles n'eurent pour objet que le hameau de Gélivaux.

(2) *Ibidem*, coll. III, doc. 77.

territoire de Mont-Saint-Hadelin fut érigé en commune dont un certain *Ancion* fut maire et un certain *Heuze* adjoint (1). Cette commune minuscule ne comptait pas plus de soixante-dix habitants ; elle fut supprimée sous le roi Guillaume et réunie à celle d'Olne.

C'est là tout ce que nous avons jugé digne de mention dans notre histoire locale sous Napoléon I^{er}. La chute de ce dernier et l'érection du royaume des Pays-Bas en 1815 entraîna quelques changements dans notre régime administratif : le territoire de la commune fut agrandi par l'annexion du Fief ; le canton de Hodimont fut supprimé et Olne fut réuni à celui de Verviers. Cette ville devint également notre chef-lieu d'arrondissement, Malmédy ayant été cédé à la Prusse. J.-F. Spirlet, qui était maire depuis 1813, resta à la tête de la commune en qualité de bourgmestre.

Comme on le sait, la domination du roi Guillaume I^{er} ne dura que quinze ans ; une véritable ère de progrès et de tranquillité commença pour notre commune avec la Révolution de 1830 et l'inauguration du royaume de Belgique. Certaines personnes pourraient croire qu'avant 1842 l'instruction publique était négligée ; elles seront étonnées d'apprendre qu'en 1831 il n'y avait pas moins de quatre écoles primaires dans la commune d'Olne, dont trois payantes et une gratuite (2). Cette école gratuite avait été établie en 1806 par disposition testamentaire de la généreuse donatrice Catherine Uls. Voici quelques passages de l'acte de fondation :

Les pauvres mes légataires, pour continuer à jouir des biens et avantages à eux légués par le présent mon testament seront tenus ... d'établir et de nommer immédiatement après le décès dudit Locht, à la diligence de MM. les administrateurs de bienfaisance de ladite commune d'Olne, de concert avec M^r le curé de cette même commune, et sous l'agrément spéciale de celui-ci, un prêtre

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 67 et 76.

(2) *Ibidem*, doc. 80.

instruit et de bonnes mœurs, à l'effet de tenir pendant toute l'année et sans vacances une école publique où les enfants de la commune d'Olne ou de celles environnantes qui voudront s'y rendre seront admis gratuitement. L'instituteur leur enseignera à lire, à écrire, le calcul décimal, l'orthographe et leur fera le catéchisme deux fois par semaine pendant une heure chaque fois, à quel effet ledit instituteur aura l'usage et la jouissance de la maison que j'occupe, ... et il jouira d'un traitement annuel de *six cent francs* que lesdits pauvres mes légataires seront tenus de lui payer par trimestre ... J'ordonne que ledit instituteur assiste avec ses élèves en corps aux quatre services ou grand'messes établis par le présent mon testament pour le repos de nos âmes ... (1).

Malgré les termes formels du testament, cette école a été laïcisée par suite de la loi de 1864 sur les fondations ; c'est aujourd'hui l'école communale de filles. L'église d'Olne était autrefois desservie par plusieurs prêtres ; après l'érection des paroisses de Nessonvaux et de Saint-Hadelin en 1842, le curé n'eut plus besoin que d'un seul vicaire et celui-ci, qui tenait l'école gratuite, devint lui-même inutile après la suppression de la fondation Uls.

Pour juger des progrès accomplis dans l'ordre matériel pendant les soixante dernières années, on lira avec fruit la description de la commune que nous avons placée en tête de ce travail.

XXX.

FIN DU CULTE CALVINISTE A OLNE (1848).

NOTE SUR LES ANCIENS BIENS DE LA CURE.

Nous avons vu que l'église d'Olne servait encore aux protestants à l'occasion de leurs enterrements. Le curé Lamarche eut le bonheur, avant de mourir, de voir cette situation cesser, au grand avantage des catholiques (2).

(1) *Archives pastorales*, coll. III, doc. 79.

(2) Toute cette relation, une pièce exceptée, est copiée du *Registre archival d'Olne*, pp. 5 et suiv.

Dans le courant du mois de mars 1847, M. Carron, colonel retraité et protestant étant décédé dans la commune de Forêt, ses héritiers se firent autoriser à l'enterrer dans le cimetière d'Olne et obtinrent de M. Lamarche la permission de faire sonner les cloches, d'introduire le corps dans l'église et de faire prononcer le discours funèbre du haut de la chaire. M. Leruth, qui remplissait alors les fonctions de vicaire à Olne, eut la douleur d'être témoin de ce scandale sans pouvoir l'empêcher, mais il dénonça immédiatement le fait à l'évêché. M^{sr} Van Bommel, évêque de Liège, de sainte mémoire, ordonna aussitôt au curé de lire au prône le dimanche 30 mai 1847 la note ci-dessous que Sa Grandeur avait écrite de sa propre main :

Nous avons été informés de l'enterrement de Monsieur le colonel Carron, qui devait être fait dans le cimetière d'Olne, mais nous déclarons que c'est à notre insu et contrairement à notre volonté que le corps a été introduit dans l'église et que le ministre protestant est monté en chaire. Le gouvernement Belge a supprimé la simultanéité des deux cultes en offrant aux protestants qui sont en nombre suffisant pour faire communauté, de les aider à bâtir des chapelles protestantes là où ils avaient autrefois l'usage des églises catholiques. Dans plusieurs villages de l'ancien diocèse de Liège, les protestants ont profité de ces offres et ils ont des chapelles. Depuis, les catholiques ont exclusivement droit à l'usage de leurs églises. En conséquence, en ma qualité de curé d'Olne et chargé de la police de l'église, je déclare que je ne tolérerai plus qu'on introduise des corps appartenant aux protestants dans l'église d'Olne ni que les protestants y prêchent ou y fassent un office religieux quelconque.

Le ministre protestant de Verviers, ayant eu connaissance de cette déclaration, écrivit en ces termes à M. Lamarche :

Un mandement de l'évêque de Liège doit avoir annoncé tout récemment à votre paroisse que les protestants d'Olne étaient désormais privés du droit de célébrer leur culte dans le temple d'Olne. Fermement résolu à demander réparation d'un tel acte d'injustice, je viens en ma qualité de pasteur de l'église de Verviers-

Hodimont-Olne, reconnu par la loi, vous prier de me faire parvenir une copie dudit mandement, afin que je sache d'une manière positive à quoi m'en tenir à cet égard. Vous comprendrez, Monsieur le curé, qu'un droit acquis depuis deux siècles ne peut être ainsi anéanti dans le silence et par une autorité dont je ne reconnais pas la compétence en ce cas.

Gustave HENRY, pasteur.

Cette lettre ayant été envoyée à Monseigneur l'Evêque, Sa Grandeur transmet la réponse suivante à P. Lamarche :

Monsieur le Curé,

Je viens de déférer au ministère la lettre du sieur Gustave Henry que vous m'avez envoyée. Il ne faut pas y répondre. Soyez sur vos gardes pour empêcher ce Monsieur de recommencer un acte quelconque du culte protestant dans votre église. La police de l'église vous appartient. Veuillez m'envoyer un procès-verbal dûment dressé de l'envahissement de la chaire de vérité dont s'est rendu coupable le ministre protestant qui a introduit un corps mort dans votre église à votre insu et contre votre volonté. Veuillez y mettre le plus de célérité possible et agréez ...

(Signé) † CORNEILLE, évêque de Liège.

Conformément aux ordres de l'Evêque, procès-verbal de l'acte d'envahissement de l'église et de la chaire de vérité fut dressé par J.-F. Spirlet, bourgmestre de la commune, et envoyé à Sa Grandeur, qui le fit parvenir au ministre de la justice.

Le pasteur protestant ne négligea aucun moyen de conserver à ses coreligionnaires l'usage de notre église. Tantôt, voulant sonder le terrain, il annonçait à P. Lamarche qu'il allait venir célébrer le prêche dans l'église d'Olne, tantôt il tâchait de se concilier l'administration communale. Il écrivait le 29 septembre au Collège des bourgmestre et échevins :

Messieurs,

En ma qualité de pasteur de l'église évangélique de Verviers-Hodimont et Olne, j'annonçai le 19^e juillet passé au curé d'Olne que j'irais célébrer le culte évangélique dans votre temple com-

munal, ainsi que cela s'était fait jusqu'à moi. Le curé me répondit alors qu'il avait reçu l'ordre de s'y opposer.

Or, je me plais à reconnaître, Messieurs, que c'est à vous qu'il appartient de veiller au maintien des droits acquis à vos ressortissants. Vous n'ignorez pas que le culte évangélique a été célébré dans votre temple communal. Vous savez qu'aussi longtemps que les protestants d'Olne ont eu leur propre pasteur, ils avaient en même temps la jouissance du Temple, et qu'ensuite d'autres pasteurs y ont officié jusqu'à cette année.

Veuillez en conséquence, Messieurs, au nom de la justice, vous prononcer dans une affaire qui est toute de votre compétence, et recevoir l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) Gustave HENRY, pasteur président (1).

La question ne fut tranchée que l'année suivante. Le 21 janvier 1848, Monseigneur l'Evêque reçut la lettre que voici, dont l'original est conservé dans les archives de l'évêché :

Par suite de la lettre que vous avez écrite le 21 juillet dernier à M^r le ministre de la justice, j'ai l'honneur de vous informer que je viens de faire connaître au consistoire de l'église protestante évangélique de Verviers-Hodimont que l'art. 46 de la loi du 18 germinal an X s'oppose à ce que l'église d'Olne, remise au culte catholique, serve également au culte protestant, mais que si cela est reconnu nécessaire, à défaut d'autres locaux et de ressources suffisantes de la communauté, Monsieur le Ministre proposera au Roi d'allouer un subside pour aider celle-ci à louer un local pour le service de son culte, ainsi que cela a lieu à Dalhem.

Cette lettre émanait du gouvernement provincial de Liège. Une enquête ayant été faite, on reconnut que la population protestante de la commune ne suffisait pas pour justifier la dépense proposée par Monsieur le Ministre, dont les louables intentions n'eurent pas d'autres suites.

La dernière calviniste, Pauline Régnier, est morte en 1887 ; mais il y a aujourd'hui à Olne plusieurs familles luthériennes, qui font partie de la communauté protestante de Nessonvaux.

(1) *Archives paroissiales*, coll. III, doc. 84.

Le curé Lamarche mourut en décembre 1848. On négligea, par complaisance pour ses héritiers, de faire apposer les scellés au presbytère. Il en résulta que plusieurs pièces importantes furent enlevées, notamment l'arrêté du préfet de l'Ourthe sur les biens de la cure d'Olne et la transaction du mois de février 1807 avec le bail emphytéotique conclu entre le curé Arnotte et le bureau de bienfaisance. La disparition de ces pièces fut plus tard la principale cause de la spoliation de la cure. Mais ceci demande une explication.

Les biens pastoraux, appelés autrefois le *douaire pastoral*, appartenaient déjà à la cure en 1264. Nous avons commenté une charte (1) de cette année dans laquelle il est question de prairies et de terres arables comme dotation de la cure. A partir de cette époque, les actes pastoraux et capitulaires mentionnent plusieurs fois les quatre bonniers et demi de prairies, pour lesquels les curés, qui les exploitaient, ne payaient ni redevance ni location à qui que ce soit.

Nous avons vu que ces biens furent occupés pendant plus d'un siècle par les ministres protestants. Or ceux-ci, qui recevaient un traitement du gouvernement hollandais, furent obligés de payer annuellement, comme compensation, la somme de 113 florins de Liège, que plus tard le gouvernement autrichien continua d'exiger et que le curé Arnotte paya jusqu'au commencement de la domination française. C'est à cette époque que les bureaux de bienfaisance furent institués et les premiers administrateurs de celui d'Olne (deux étaient protestants) réussirent à effrayer le curé en lui faisant craindre que le gouvernement ne s'emparât des biens de la cure. Ils lui extorquèrent ainsi et lui firent signer une déclaration par laquelle il reconnaissait que ces biens étaient du domaine autri-

(1) Voir notre chapitre III, à la fin.

chien et avaient été cédés au gouvernement français. Cette déclaration ne doit pas surprendre, parce que l'esprit du curé Arnotte baissait et qu'il était aux débuts de l'aliénation mentale qui se déclara peu de temps après. Les biens furent mis en adjudication et un neveu du curé les prit en location au nom de son oncle et pour la tranquillité de celui-ci.

La discussion sur les biens de la cure dura jusqu'en 1807, époque à laquelle une transaction fut conclue qui maintenait le curé d'Olne dans la jouissance des biens de la cure, moyennant une rente ou bail emphythéotique de 240 francs payable au bureau de bienfaisance.

Cette transaction est une des pièces qui furent enlevées en 1848 au décès de P. Lamarche ; la disparition de cette pièce laissa la cure désarmée en présence des revendications du bureau. Aussi ne doit-on pas s'étonner qu'en 1878 les biens de la cure ont été attribués à cet établissement public et enlevés à la jouissance du curé par décision des tribunaux.

J. STOUREN, curé.



APPENDICE.

I.

Record des statuts et privilèges du ban d'Olne (1).

C'est chu que ly eschevins d'Olne saulvent de plusieurs droictures des seigneurs et des masuyrs de pays.

Premièrement, salvent et wardent les deseurdis eschevins que ly sieurs de saint Abier d'Aix sont signeurs treffonsiers du ban d'One et doivent mettre ung prestre tout aournez pour dire messe et détenir le nez de mostir de fons et de combe, et détenir la grosse clocque et livrer viers et tourea et le styr delle ville et doivent ausdis eschevins leur fraix à jour que on liève les cens et iiii sols et demy à chascun des eschevins et ly mair autant que deux eschevins. Et doivent livrer deux haixe à deux cover delle ville al manier que les eschevins salvent et wardent ; et salvent et wardent que le vesty doit détenir le chancea de fons en combe.

Item, à jour que le chaylier liève ses cens, doivent aller ly mair et ly eschevins avecque lui lever sesdits cens. Et s'il estoit nulle rebelle ou défaillant de payr audit jour, le fouestyr ly doit livrer wages ; et se ledis masiwyr ne paiène et laisse les wages four de sa maison, ce doit estre à ses despens.

Item, doivent ly sieurs de saint Aubier deseur nommez ung muid d'avoine à fouesty pour le service que les doit faier en dit ban d'One.

Item, ont les dit seigneurs d'One à ung conte de Dolhen le halteur du dit ban al manier que les eschevins le salvent et wardent et xii muid et demy de spelt, viii muid d'avoine miseur d'Aix, qui

(1) Ce record qui remonte au xiv^e siècle a été transcrit par M. J. Daris, *Analectes pour servir à l'histoire de Belgique*, t. XIV, pp. 299 et suiv.

montent syez muid mesure ligois; laquelle bled et avoine le charrier de saint Aubier les doit livrer par les eschevins deven la ville audit ban, là il aurat de ses desnies et autant en doit estre quit et le fouesty doit à maswyr du ban commander de myner le dit blés et doit aller avecque.

Item, ont encore ledit sieur de saint Aubier donneit audit conte de Dolhen siessant vieux gros, qui montent deux mars de bonne monoie, asçavoir quatre denier pour duss et demy monoie courant en bourse.

Item, ont encore ludit sieur donneit au dit conte de Dolhen vintquatre poilhe, lesquelles poilhes paient les maswir pour les bois et coumoignez du ban d'One.

Item, est assçavoir que chascune maison du dit ban doit à fouesty hirtable de bois et de awe ung pain et une poilhe, se don n'estoit eschevins; four desquelles poilhes le dit fouesty doit payr les xxiiii poilhe deseur escript, assçavoir qu'il at ung prez en Agostrée qu'on dist en Agoustrée, s'est ilh ensy que celly qui tenrat ledit prez doit et est tenu de myner ou faier myner lesdits xxiiii poilhe à Dolhen, réservez Freubimont, Gélivaux et Martinmont, lesquelles trois villes chascune doit à charier deseur escript ung rez styr d'avoine, voier se don n'estoit eschevins.

Lequelle deseur nommez conte, signeurs ou officiers pour les redvavetier deseur escript doivent warder et defendre la deseurdite ville et ban d'One et les bien des deseurdits sieurs de saint Aubier de force, de tonte et de robe et de toute mal accesse.

Item, doit avoir en la dite ville et ban d'One ung mair hirtable; lequel mair doit myner chascun par loy.

Item, s'il estoit ensy que une homme fus pris en la haulteur delle ville et ban d'One, et il demande loy, ly mair doit prendre bonne ségurtiet et myner par loy. Et s'il ne peult donner ségurtiet, ly mair doit mettre le cour ensemble et le doit araynier la personne que l'arat faict prendre soit sieur soit aultre; et le partie qui seroit pris, soy peult et doit respondre, et ly mair doit semonre les eschevins, se ly eschevins est sage, et en doit jugiir; et s'il n'en est sage, il en doit aller lendemain à son chieffe quérir le sens, et au tierce jour il le doit four porter. Se ly fais est criminel ou tiel de quoy il ait forfait le corps, ly mair le doit livrer a vowé en quel lieux que luy plaist dedens sa haulteur et à tant il en doit estre quitte, et le fouesty à tout le masuwy le doit aidier mynir à Dolhen. Item, se accord se faisoit de quoi argent en venisse en la dite ville ou ban, ly vowé en doit avoir les trois pars et ly mair et les eschevins l'autre part, et ly mair autant que deux eschevins, et de tous aultres accord en tiel manier de que argen venigne et naisse.

Item, doit mettre le dit sieur de Dolhen ung vowé lequelle doit venir à plaix geniral et aux aultres sy lui plaist et doit dire au fouesty qu'il appelle avant les masuwy; et les doit faier demander sy yat homme nez femme qui soit déplaindans de mair, de fouesty, des eschevins, de vouwé, de renty, de masuwyr de l'ung à l'autre, qui soient mynez four del loy du pays, ilh siet là pour le radrechier; et se ly mair n'estoit fors assez pour faier accoplr le jugement des eschevins ou pour quelconque chose que ce fusse affaier en la dite ville ou ban pour défendre leur bien et l'honneur du sieur, le vouwé le doit adrechier et amynir force.

Item, monte ly grande amende trois livres courant en bourse; desquelles trois livres ly vouwé en at cinquante sols et ly mair et ly eschevins diez sols, de quoi ly mair at ortant que deux eschevins.

Item, monte la peteit amende xiiii sols parielle monoie, desquels le moitié vat à charier de saint Aubier, et l'autre moitié ly vouwé y at ens vint denier et le remanant vat a mair et aux eschevins; s'at ly mair autant que deux eschevins.

Item, ont ly sieur de Dolhen viii mars et demy en dit ban d'One; desquelles viii mars et demy le demy mars vat aux eschevins et a fouestyr; sy at ly fouesty ens deux sols et ly eschevins le surplus; desquelles cens deseurdits on paiet pour quatre denier diez sols et demy monnoie courant en bourse.

Lesqueis eschevins d'One salvent et wardent que por les deseurdits drois ly dits eschevins doivent venir et sier delez le renty; ly quelle renty doit nonchier le jour ung dimenche ou deux devant chu que ly doit venir, par quoi ly masuwy du dit ban soient porveuz; lequeis cens vient al saint Remy à payr.

Item, nos les dit eschevins d'One salvons et wardons que ly yawe, sy avant que c'est haulteur d'One, assçavoir dechy enmy leawe, est à ung prevost de saint Aubier, assy s'il y toumenez rien que partenisse à nostre dite haulteur, que chela doit estre à sieur, ensy que nos les dits eschevins salvons et wardons.

Item, est assçavoir que sur la dite yeuwe doit avoir deux pexheurs; et s'yl estoit ainsy que le fouesty en y trovast plus avant illz les doit tous amynir à One. Lesquelles deux que ly sieur de leawe responderont que soient accensez à la dite eawe, ils en doivent aller quitte, en ly aultre en doivent estre corrigié alle enseignement desdis eschevins, soit ung ou plusieurs. Et pourche que ly eschevins salvez et warde les questions deseurdits et que le mair en sommoe, se mestir est et questions en soit et que les fouestiers hirtables de bois et d'eauwe le wardent, ou le doivent warder, se doivent les dits sieurs de l'eawe à mair hirtable un pexhonx, aux eschevins ung et aux fouesty ung.

Lesquelles pexhons doivent estre marles et ancrawe et doivent estre delle longueche de trois pieds entre le cove et le tieste. Et doivent les dits pescheurs payr les dits pessons dedens les Advens entre le saint Andrie et le Noël. Et s'ensy estoit ou avenoit que les pexheurs ne les peussent prendre nez trouver devient le temps et le jour que dit est, le dit pexheur doivent venir leur fier sur leur col devant le mair et les eschevins du ban d'One et jurer, sur sains de leur poingne diestre, que ne tout poient polla·trouver ou avoir devient le dit terme pour le dit paiement affaier et adoncque doivent aller les dit pexheurs et deux des dit eschevins à Liège sur la pier à rywe à pexheur jurez, et sçavoir que ung tiel pexhon que dit est deseur at païé devient le dit terme, et ce que trouvez serat au dit pexheur jurez, chela doivent payr lesdit pexheur del hauteur d'Olne.

Item, salvent les dis eschevins que ly masuwyr du dit ban doivent pexhier en la dite eawe pour eux à aiedier et nien vendre, et ce al enseignement des eschevins.

Item, salvent et wardent que les masuwir du dit ban doivent pexhier en la dite eyave pour eux à aidier et nien vendre et ce alle enseignement des eschevins.

Item, salvent les deseurdits eschevins qui doit avoir en la dite ville d'One une bressine bannal; en laquelle bressine on doit tousjour trouver cervoise ou buvrage et chu semblant froide ou chaulde, pour le ban et masuyr à servir; et doit mettre ly mair deux assieurs sermentez et doivent assire le bovrage selon son valeur à leur meilleur sens. Et s'yl advenoit ainsy que ly bovrage falisse sur ung jour solemne tantô et à premier jour ovrave ledit bressine tantost à premier jour deseurdit doit reboutter les feux.

Et s'ensy estoit que fusse une femme paienne que n'euwist poient daisemenche ou de finance pour avoir du bevrage, elle peult envoyer ung wage et faier porter alle bressinne; et ly bresseur ly doit croire tout son paien lit durant, et trois jours après elle doit payr ledit bresseur.

Item, s'ensy estoit que auquel vendeur vouisse revendre, se doit ilh avoir al bressinne bannal deseurdit xiii quart pour xii, et peult waignier deux deniers al quart.

Item, nos lesdis eschevins du ban d'One salvons et wardons qu'il doit avoir en dit ban d'One deux molin bannal, et en chascun molin deux moulmier sermentez, deux van et un regge, ung stir, ung destir, ung pollengnoux, un demy pollengnou, iiii marteau. Lesquel moulmier ne doivent faier point d'allocation l'ung à l'autre assy des deux mollins.

Item, sy vint ung massuyr à molin, et il peult fair relever le molin et rexhover, et quant ilh arat mollu, ilh le peult faier relever

et rexhovner, et rescienne le sien par tout le molin, pour le sien à rescienne, et sa moulteur paient. Et se ledit masuyr trouve des afforen à molin, se doit ilh moultre devant lesdis afforens ; et se ly mair vint à molin ou sa moulnée, il doit moultre après ce qui est sur le molin et à demy moulteur.

Item, peult ledis mair visenter ledis molin, s'il luy plaist, trois fois l'année et fair relever et xhover, et ne doivent tenir les rens des molin que une rève quart de farine.

Item, s'il estoit ensy que ly ung des deux molin brixasse, ly massuyr doit aller moultre sor l'autre. Et s'il n'estoit en pont pour moultre, ly masuyr doit aller prendre congie au mair pour aller moultre aultrepart. Et s'il n'estoit nul des masuyr qui fusse déplains des moulniers, ly mair peut aller visenter le molin. Se ly moulmier est trouvez à forfait, il le doit amender.

Item, doivent ly moulmier des deux molins ung wastel de ung stir de spelt, c'est assçavoir chascun molin ung wastel à chascune fois des trois fois qu'on les vat visenter, ensy que dit est deseur.

Item, tout fois que vint ung nouvea moulmier en dit molin, il doit ung vatea de ung styr pour les fealtez que doit fair.

Item, s'il estoit ensy que on trouvasse moixhe de chetteurs, se salvons et wardons que celui qui le trouve en doit avoir la moitié, et luy mair et ly charier l'autre moitié à éwalle parchon.

Item, sy tomment arbres sur les chemins ou aisemences, ce doit être à mair et charier saint Aubier, chascun d'eux le moitié euwallement.

Item, est ensy que ly sieur at sur chascun chevaux traiant à marche ii styr d'avoine à ceux que ly eschevins salve et warde.

Item, et pour la raison de chu que ly eschevins le salvent et le wardent et le doivent assire, sy ont il chascun deux ung chevale assçavoir ii styr d'avoine.

Item, est assçavoir que de ung chieffe renonchie et asseurez doit on le petit amende de xiiii sols courant en bourse.

Archives pastorales, coll. II, doc. 3 ; *Cour d'Olne*, reg. CXXV.

II.

Origine de l'église et de la seigneurie d'Olne,

d'après T. WARNOT DE BELLEFLAMME, curé d'Olne en 1542.

Anno ab Incarnatione Domini millesimo et decimo, Henricus Bavarus, Henrici ducis Bavarie filius, cognomine Claudus, nonagesimus imperator, hujusque nominis primus, seu, ut alii volunt, secundus, catalogo divorum adscriptus, qui cœlibatum cum

Cunegundâ reginâ, conjuge suâ, inter sanctas quoque virgines relatâ, duxit, collegium canonicorum divi Adalberti martyris inter alia fundavit Aquisgrani ; quod prædiis, ministerialibusque ornamentis atque immunitatibus mirifice exaltavit, vigintique canonicis de suis dominiis bonisque patrimonialibus providit, nam eis inter cætera contulit et merâ liberalitate concessit dominium directum prædicte ville de Olne, cujus adhuc in præsentiarum dicti canonici domini trefunsarii existunt, quemadmodum ipsius ville scabini statutis temporibus præfinitisque diebus ter quotannis palam coram omnibus profitentur et recordantur.

Porro dicti canonici, ut suorum subditorum bellicis calamitatibus incessanter a duce Limburgensi oppressorum quieti et tranquillitati consulerent et ab indebitis eos molestiis et vexationibus liberos redderent, ducentis et viginti annis à præmemoratâ collatione per dictum serenissimum imperatorem eis factâ, posteaquam Henricus secundus, filius Henrici ducis Brabantie dictus Magnanimus ex Mechtilde filia comitis Bononiæ terram de Dolhain bellicâ manû obtinisset circa annum Domini millesimum ducentiesimum quadragesimum eundem in suorum subditorum advocatum et defensorem ob crebras Limburgensium incursiones assumpserunt eique ob id quotannis numerare ex duabus partibus majoris decimæ ratione collationis ordinariæ ecclesie dicte ville ad eos spectantis et pertinentis cum certis quibusdam minutis juribus, quæ scabini suprâdicti adhuc hodiè recordantur duodecim modios spelte pactûs et mensuræ Leodiensis cum 4 sextariis consimilibus atque 8 modios avenæ mensuræ Aquensis, efficientes 6 modios pactûs Leodiensis, sponte se obligarunt et altrò dederunt.

Archives pastorales, coll. II, doc. 5.

III.

Supplique du Chapitre aux Etats-Généraux contre les exactions des receveurs des biens ecclésiastiques (en 1655).

Remonstrent les Doyen et Chanoines du chappître de Saint-Adalbert en la ville Impériale d'Aix qu'ils ont piéça remonstrez et représentez aux Hauts et Puissants Estats :

- 1º Qu'ils sont seigneurs Tréfonciers du ban d'Aulne d'ancienité.
- 2º Qu'à effect d'estre maintenus en tous et chacun leurs biens ils ont transportez au proffict d'un comte de Dalhem le droit de

souveraineté dudit band et terre d'Aulne qui autrement de sa nature estoit terre Impérialle tenant relief dudit Chappitre.

3^o Qu'en suite et conformité dudit transporte les S^{rs} Chanoines ont estez effectivement maintenus dans tous et chascuns leurs biens tant par ledit comte de Dalhem que par le S^r Roy d'Espagne prétendant droict audit comté en qualité de successeur dudit comte de Dalhem. Le tout appert par acte joint n^o 1.

4^o Ce qu'estant dernièrement représenté à leurs Puissances par actes péremptoires vidimées en Maestrecht en leur conseil de Brabant, il a esté ordonné que les remonstrants devront iouir effectivement de tous et chacun leur bien gisans et mouvant audict band d'Aulne sans qu'ils pourront estre molestez ni inquiétez ...

5^o Et ce a condition de nourrir et entretenir un prédicant à Aulne au pied du record ci-joint n^o 1^o.

6^o Et comme en vertu du mesme record les remonstrants sont seulement tenus de nourrir un *prestre tout aorné pour dire la messe* de toute ancienté.

7^o Néanmoins les dits s^{rs} recepveurs veulent obliger le mesme Chappitre à nourrir un prédicant de la Religion Réformée.

8^o Ce que ne pouvant estre pour la clause cy dessus virgulée à laquelle le décret desdits Hauts et Puissants Etats est relatif, lesdits S^{rs} Chanoines se sont adressés en cour à effect d'obtenir interprétation sur ladite clause, laquelle interprétation ils pressent et attendent avec impatience.

9^o Quoy nonobstant sont les mesmes Remonst^s pressés par lesdis S^{rs} recepveurs par exécution et arrest sur leurs dismes de furnir la somme de 600 fl. bb. avant résolution de leurs puissances.

10^o Et comme les remonstrants ne pensent estre obligés à nourrir un prédicant de la religion réformée et encore moins ne pensent estre obligés à lui donner la somme prétendue de 600 flor : qu'ils n'ont jamais donné à un prestre d'Aulne.

11^o Iceux espèrent que les Hauts Estats ne les voudront charger davantage qu'ils n'ont estez cy devan par le Roy d'Espagne et comte de Dalhem ...

12^o Aultrement et en tel cas les remonstrants auront droict de retirer le droict de souveraineté de ladite terre et band d'Aulne qui autrement de sa nature est impérialle excluant telle donation.

13^o En quelle cas qu'ils seront surchargez ils s'adresseront au S^r empereur pour estre deffendus et maintenus en leurs biens impériaux et remis en leur entier, quia cessante causa cessat effectus...

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Règlement de la Société	V
Tableau des membres de la Société	VII

NOTICES ET MÉMOIRES.

I.	La première église de Liège, l'abbaye de Notre-Dame. Lettre à M. Godefroid Kurth, président de la Section d'histoire de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège, par JOSEPH DEMARTEAU	1-108
I.	Que la plus ancienne église de Liège ne fut pas Saint- Lambert	3
II.	Que la première église de Liège n'a pas été un oratoire des saints Cosme et Damien	14
III.	De l'antiquité du culte de Notre-Dame à Liège.	30
IV.	Les abbés de Notre-Dame de Liège	47
V.	Attributions de Notre-Dame de Liège	58
VI.	Suppression de l'abbaye de Notre-Dame	66
VII.	Suppression des abbés de Notre-Dame	75
VIII.	L'église et le clergé de Notre-Dame-aux-Fonts	84
IX.	Notre-Dame et Saint-Lambert	96
II.	Histoire de l'ancien ban d'Olné et de la domination des Calvinistes dans ce territoire, par J. STOUREN, curé d'Olné	109-302
Avant-propos. Description de la commune actuelle d'Olné		109
I.	L'ancien ban d'Olné, ses limites, son importance, etc.	118
II.	L'origine d'Olné et son histoire au XI ^e et au XII ^e siècle.	124

	Pages
III. La seigneurie du ban d'Olne est cédée aux comtes de Dalhem. Olne au XIII ^e siècle	132
IV. Organisation du ban d'Olne à partir du XIV ^e siècle. Le forestier, le mayeur, la justice, etc.	137
V. Le ban d'Olne sous les maisons de Bourgogne et d'Autriche	147
VI. La dîme d'Olne et le procès du curé Bodeçon relatif à la dîme	155
VII. Les franchises communales d'Olne : les deux bourgmestres, les régleurs, le collecteur des tailles, la régence	159
VIII. La seigneurie d'Olne sous Warnier de Gulpen et ses successeurs	163
IX. Première apparition des réformés à Olne. Jean Wilkin.	169
X. Guillaume de Royer, puis les deux de Till, seigneurs d'Olne	173
XI. Delva et ses premiers écrits contre les protestants. Causes de l'invasion	177
XII. Premières suites de l'invasion hollandaise. Nouveaux écrits de Delva	187
XIII. Exil de Delva. Le postillon divin.	197
XIV. Delva construit une église à Froidheid. Son retour et sa mort	204
XV. Persécution des catholiques en violation des traités.	211
XVI. La paroisse d'Olne à la fin du XVII ^e siècle. Bauduin Spirlet	216
XVII. La seigneurie sous les Buirette. Les maux de la guerre	220
XVIII. Dévastation du ban d'Olne par l'armée française	226
XIX. Les d'Olne et le château de Froidbermont	232
XX. Guillaume d'Olne, seigneur de ce ban. Ses premiers actes	235
XXI. Guillaume d'Olne bâtit le nouveau château. Ses dernières années et sa mort	242
XXII. Le grand procès pour la dîme et ruine de la cure. Jean Deroo. A. de Lambermont, prédicant calviniste	247
XXIII. Le ban d'Olne et son église sous Guillaume-Philippe d'Olne. Tracasseries des Réformés.	252
XXIV. Lambert-Henri d'Olne, puis Guillaume-Frédéric, sei-	

	Pages
gneurs d'Olne. Graves dissensions dans la communauté	259
XXV. Les derniers seigneurs d'Olne. La houillère de Gërarheid. Les catholiques exclus de la levée des tailles	264
XXVI. L'église d'Olne à la fin du règne des Calvinistes	268
XXVII. Fin de la domination des Calvinistes et période autrichienne. Lutte des Olnois contre le chapitre de Saint-Adalbert	272
XXVIII. Les Belges insurgés contre Joseph II. Bataille d'Olne et retour des Autrichiens	277
XXIX. Invasion française et fin du ban d'Olne. La commune d'Olne depuis 1792	284
XXX. Fin du culte calviniste à Olne. Note sur les anciens biens de la cure	290
Appendice.	296

DOCUMENTS.

1350 environ. Record des statuts et privilèges du ban d'Olne.	296
1482. Louis de Bourbon, prince-évêque de Liège, prie les chanoines de Saint-Adalbert d'Aix-la-Chapelle, colateurs de la cure d'Olne, d'agréer l'échange de bénéfices entre Jean Postel, curé d'Olne et Nicolas Rohault, recteur de la chapelle des Lépreux à Spyx.	153
1542 environ. Origine de l'église et de la seigneurie d'Olne, d'après F. Warnot, de Belleflamme, curé d'Olne en 1542	300
1655. Supplique du chapitre de Saint-Adalbert à Aix-la-Chapelle, aux Etats-Généraux, contre les exactions des receveurs des biens ecclésiastiques.	301
1663, le 5 octobre. Accord entre les Etats-Généraux et le prince de Liège, touchant les limites de juridiction entre le Pays de Liège et le ban d'Olne.	176
1681, le 16 novembre. Lettre du baron de Surlet, grand-vicaire de Liège, aux deux bourgmestres d'Olne, concernant le projet de construire un cimetière près de l'église de Froidheid	217
1681. Daniel de Buirette, seigneur d'Olne, consent à ce que le lieutenant-mayeur admette au serment les trois nouveaux échevins d'Olne, nommés d'office par les commissaires de Maestricht	223

	Pages
1685 environ. Serment prêté par les échevins de la Cour de justice du ban d'Olne	231
1694. La Cour de justice d'Olne se justifie de ce qu'elle ne peut procéder à la répartition des taxes personnelles entre les habitants du ban d'Olne	231
1697. François Lagarde et Jean Lelahy, pêcheurs assermentés du seigneur d'Olne, emprisonnés par le seigneur de Fraipont, font relation de leur captivité devant les échevins d'Olne	237
1702 environ. Les habitants d'Olne déclarent qu'ils ont offert librement et spontanément 1,000 écus au seigneur Guillaume d'Olne	240
1707. Extrait de la supplique de Herman Dejong, habitant d'Olne, aux Etats-Généraux, afin d'obtenir la permission de vendre de la bière les dimanches	245
1727. Guillaume-Philippe d'Olne défend au curé Prayon, de se rendre à l'évêché de Liège, sans la permission des Etats-Généraux	252
1729. Requête du consistoire de l'église wallonne réformée d'Olne aux Etats-Généraux, afin d'empêcher la nomination d'Antoine Rensonnet comme juge à la Cour d'Olne	253
1749, le 11 mars. L'officier-criminel du ban d'Olne rappelle au curé l'observation des ordonnances qui interdisent toute fonction du culte catholique en dehors des églises	255
1780. Le consistoire réformé d'Olne certifie qu'Arnold Arnotte, vicaire d'Olne, a toujours rempli avec prudence les fonctions de prêtre et de vicaire	271
1785. Supplique du curé et d'une partie du Conseil communal d'Olne aux archiducs Albert et Marie, gouverneurs des Pays-Bas, afin que leur église ne serve plus désormais qu'au culte catholique	274
1790. Le gouvernement des Pays-Bas autrichiens déclare que les réformés peuvent librement, comme par le passé, exercer le culte de leur religion	283
1806. Extrait de l'acte de fondation d'une école gratuite à Olne, par Catherine Uls	289
1847. Le curé d'Olne déclare qu'il ne tolérera plus que les protestants se servent de son église pour y faire un office religieux quelconque	291

	Pages
1847. Le ministre protestant de Verviers proteste contre cette déclaration	291
1847. Lettre de M ^{gr} Van Bommel, évêque de Liège, concer- nant le culte protestant dans l'église des catholiques à Olne	292
1847. Le ministre protestant de Verviers rappelle aux bourg- mestre et échevins d'Olne, qu'il leur appartient de veiller à ce que les réformés puissent exercer libre- ment leur culte dans l'église des catholiques . . .	292
1848. Le gouvernement provincial annonce à M ^{gr} Van Bom- mel, évêque de Liège, que le ministre de la justice a tranché la question concernant la simultanéité des deux cultes à l'église d'Olne	293



TABLE ALPHABÉTIQUE

Abinden (Henri), né à Helchteren, curé d'Olne, 216; ses difficultés avec les protestants, 216-219; sa mort, 219. — Jean, neveu du précédent, 218; il construit une chapelle à la Basse-Fraipont, 219; devient vicaire à Saint-Hadelin, *ibid.*, 250, 251; sa mort mystérieuse, 256, 257.

Adalbert (l'église de Saint-), à Liège, possède des fonts baptismaux, 92.
— (la collégiale de Saint-), à Aix-la-Chapelle, fondée par l'empereur Henri II, 124; le Chapitre possède la souveraineté sur le territoire d'Olne, 125-134. Contestation entre le Chapitre et les habitants d'Olne, 135. Le Chapitre entretient à ses frais un prêtre à Olne, 135-137, 275. Ses droits et ses devoirs au ban d'Olne, 138 et suiv. Procès entre le Chapitre et le curé d'Olne concernant la dîme, 155-159, 178. Procès avec le gouvernement hollandais, 188. Accord conclu entre les deux partis, 188, 189, 198. Lutte des Olnois contre le Chapitre, 275-277.

Adelbold, évêque d'Utrecht, 60.

Adrien IV, pape, 129.

Aix-la-Chapelle, 10. Les puissances européennes y tiennent un Congrès, 213. Le Chapitre de Saint-Adalbert, V. ce dernier mot.

Agostrée (en), terre du ban d'Olne, 139, 297.

Albéron II, évêque de Liège, 43.

Aldegonde (sainte), fondatrice de plusieurs églises, 11.

Alexandre, archidiacre et prévôt de Saint-Lambert à Liège, 43.

Alleur, 63.

Alne (l'abbaye d'), 48, 55, 63.

Amalric, abbé de Sainte-Marie à Liège, 55.

Amand (saint), évêque, fondateur de couvents et d'églises, 10, 107.

— (l'église de Saint-), à Elnone, 10; à Jupille, 106.

Amaury, 55.

Amay (l'abbaye d'), fondée par sainte Ode, 48, 49, 105.

Amercœur (le bailliage d'), 119, 147.

Ancion, maire de Mont-Saint-Hadelin, sous la domination française, 289.

- Andage*, on y transfère les restes de saint Hubert, 34, 35.
- Andenne*, possède sept églises fondées par sainte Begge, 12, 54.
- André* (l'église de Saint-), à Elnone, 10.
- (l'autel de Saint-), dans la chapelle des saints Cosme et Damien, à Liège, 29.
- (Gilles), lieutenant-mayeur d'Olne, 223, 241.
- Andrès* (Jean), 213.
- Andrimont*, fait partie du marquisat de Franchimont, 193.
- Angleur*, 106, 107.
- Ans*, 64.
- Ansegise*, 107.
- Anselme*, chanoine et historien, 15, 22, 24, 29, 36, 40, 42.
- Ansfried* (saint), comte de Huy, évêque d'Utrecht, 36.
- Antoine* (Pierre), 199.
- Aper*, père de saint Lambert, 21.
- Ardenne* (l'), 123, 125, 128, 129.
- Argenteau* (Marguerite d'), épouse de Warnier de Gulpen, seigneur d'Olne, 165.
- Arnotte* (Jacquemin), bourgmestre du ban d'Olne, 271. — François, fils du précédent, né à Olne, 271 ; vicaire de Saint-Hadelin, 257, 271 ; curé d'Olne, 123, 134, 272, 273 ; sa lutte contre le Chapitre de Saint-Adalbert d'Aix-la-Chapelle, 275-277 ; il soigne les blessés dans la guerre entre les Autrichiens et les Patriotes, 281, 282 ; ses derniers actes et sa mort, 294, 295. — Arnold, bourgmestre du ban d'Olne, 259, 260. — Servais, bourgmestre du même ban, 262. — Jean, 163.
- Arnould* (l'empereur), 36.
- Arnulphe*, 105.
- Aspre* (le baron d'), commandant d'un corps autrichien dans la bataille d'Olne, 278, 279.
- Astroy* (Barthélemy d'), récollet du couvent de Liège, combat les erreurs du ministre protestant Chrouet, 192.
- Auguste* (l'empereur), 18.
- Aulbonne* (d'), receveur des domaines à Maestricht, 265.
- Aulne*, V. Olne.
- Avroy*, 5, 97.
- Awirs* (les), 72.
- Ayeneux*, 109, 114, 117.
- Bade* (Marc de), 149. — Le marquis, frère du précédent, 149, 150.
- Balderic*, 23, 41, 60.
- Baldigisle*, 8.
- Banneux*, 123.
- Barthélemy* (la collégiale de Saint-), à Liège, 52, 60, 89, 101, 102. Elle possède des vignes à Liège, 59.
- Bavière* (Joseph-Clément de), prince-évêque de Liège, donne l'emplacement pour construire une église à la Basse-Fraipont, 219. — Henri, 300.
- Beauregard* (de), haut officier de l'avouerie de Fléron, 206.
- Beaurepart* (l'abbé de), met la première pierre de l'église de Froidheid, 206.
- Beaurieux* (Marie de), dame de Saint-Hadelin, 164.
- Begge* (saint) d'Andenne, 12, 105.
- Belleflamme* (Thierry-Warnot de), curé d'Olne, maître ès-arts et licencié en droit, 124, 125, 132, 133, 134, 136, 152, 154. Son histoire sur l'origine de l'église et de la seigneurie d'Olne, 300.
- Bergh* (H. van den), 53.
- Berghes* (Robert de), prince-évêque de Liège, 87.
- Bernard* (saint), 43, 55.

Berthe (sainte), 12.

Bertholet, 89.

Biwalt (le), 4.

Blangy (le couvent de), fondé par sainte Berthe, 12.

Bleret, 87.

Bleron (Antoine de), 171. — *Idelette*, 179.

Blistein (Thomas de), curé de Verriers, 194.

Bocholt (de), grand prévôt de Saint-Lambert, 88.

Bodeçon (Bauduin), curé d'Olne, fait reconstruire l'église en partie, 154. Son procès avec le Chapitre de Saint-Adalbert d'Aix-la-Chapelle, concernant la dîme d'Olne, 155-157.

Bois d'Olne, hameau de cette localité, 110.

Bologne (Mechtilde de), 301.

Bommel (Corneille van), évêque de Liège. Son mandement concernant l'exercice du culte calviniste dans l'église catholique d'Olne, 291. Sa lettre au curé Lamarche, 292.

Bonaparte, son concordat, 288, 289.

Borel, ministre protestant à Olne, 273 ; il se réfugie à Eysden, 277.

Boufflers (le marquis de), assiège la ville de Liège, 227, 236.

Bouillon, 88.

— (Godefroid de), avoué du ban d'Olne, 126, 127, 142.

Boulanger, bourgmestre d'Olne, 275.

Bourbon (Louis de), prince-évêque de Liège, 149, 153.

Bourgogne (la maison de) possède la seigneurie d'Olne, 147. — *Philippe*, 149, 150.

Bouteille (la), près d'Olne, 115, 117.

Boutenville, habitant d'Olne, 286.

Bovo du Chêne d'Olne, 132.

Boy (Wygier de), manant du ban d'Olne, 150.

Bozon, abbé de Sainte-Marie à Liège, 50, 51, 52, 58.

Brabant (de). Le duché, 119, 133. — Le duc, 129. — Le souverain conseil, 156, 157, 175, 210.

Brimeu (Guy de), seigneur de Hambercourt, 150.

Brosius, aumônier dans l'armée des patriotes, 280, 281.

Bruno (saint), archevêque de Cologne, duc de Lorraine, 25.

Brust (Servais de), mambour de l'église de Froidheid, 205. — François, prêtre bénéficiaire à Olne, 215.

Buirette (Daniel de), bourgeois de Maestricht, achète la seigneurie d'Olne, 176, 220 ; 217, 221, 239. Il réorganise la justice d'Olne, 223, 224. Son procès contre Jean-Philippe de Calwaert, seigneur de Fraipont, concernant la pêche, 225. Sa mort, 225. — Sa veuve Anne-Marie de Freisheim, 226. Elle vend la seigneurie d'Olne, 232, 235. — Ses fils : a) Daniel-Albert, relève le fief d'Olne devant le gouverneur de Dalhem, 226 ; b) Jean, *ibid.*

Burguin (Jean), 237.

Buyskin (Jean), échevin d'Olne, 150.

Cadet, 229.

Calwaert (Jean-Philippe de), seigneur de Fraipont. Son procès contre Daniel de Buirette et Guillaume d'Olne, concernant le droit de pêche, 225, 237, 238.

Camerling (Thierry), seigneur de Saint-Hadelin, 164 ; il vend le Mont-Saint-Hadelin à Jean Curtius, 166.

Carlier, peintre liégeois, 89.

Carron (le colonel), 291.

Cateau-Cambresis, 88.
Celles (l'abbaye de), 48.
Celliers (Onufride de), bourgmestre de Liège, enseveli dans l'église de Notre-Dame-aux-Fonts, 89.
Chabrié (Jacques), bourgmestre d'Olne, 262.
Champagne, 83.
Chapeaville, 19, 20, 21, 22, 23, 29, 102.
Charlemagne, 10, 14, 16, 105, 106.
Charles Martel, 16, 31, 106. — le Gros, 36, 39. — Borromée, 89. — Quint, 148. — le Téméraire; sa guerre contre les Liégeois, 151.
Chefnay, prêtre, 257.
Chefoux, 113.
Chemins (aux six), près d'Olne, 117.
Chénée, 223.
Cheraux, 111.
Chèvremont, 12, 18, 25, 106.
Chinaux (le ruisseau des), près d'Olne, 112.
Chroquet (Warnier), célèbre médecin, 113; il est fait prisonnier par les Français, 229; il est mis en liberté, 236, 241. — Remacle, bourgeois de Spa, 180. — Henri, fils du précédent, ministre protestant à Olne, étudie à Genève, 180; assiste au synode d'Anvers, *ibid.*; sa correspondance avec Antoine Delva, curé d'Olne, 180-187, 190-203; il est combattu par les Pères d'Astroy et Preumont, 192-197; il est forcé de quitter le presbytère dont il s'était rendu maître, 209; il y rentre, 216.
Ciney (l'abbaye de), 48, 49.
Clément III (le pape) confirme quelques privilèges de l'église de Notre-Dame à Liège, 101, 102, 103, 104. — XI, accorde le droit de patronage sur la chapelle de Saint-Ha-

delin, à la communauté de ce nom, 250, 251.
— (l'église de Saint-) à Liège, 85.
Clercx (de), archidiacre du Condroz, fait respecter l'autorité du curé d'Olne à la Basse-Fraipont, 269.
Clodulphe, 106.
Cloquier (Jean), curé d'Olne, 157, 158, 171, 178, 179.
Closet (François), de Lambermont. Sa discussion avec le ministre protestant d'Olne, 190, 191.
Cloud (Saint-), 37.
Clovis III, roi d'Austrasie, garantit l'immunité et les possessions de Sainte-Marie à Liège, 30, 31, 32.
Coies (Jehan le), archiprêtre et chanoine de Saint-Pierre à Liège, 65.
Colard ou *Colas*, seigneur de Saint-Hadelin, 164.
Collard (Thomas), desservant de la chapelle de Saint-Hadelin à Olne, 179, 207.
Collin (Henri), 241.
Cologne, 25, 39. Le chapitre, 82.
Condroz (des psammites du) trouvées dans le bois de Longbur près d'Olne, 116. — L'archidiaconé, 120. — L'archidiacre, 214, 217. Il permet d'établir un cimetière à Froidheid, 206, 217.
Coninx (Charles de), chanoine de Saint-Martin à Liège, 89.
Conrad II (l'empereur), 41. — Archevêque de Mayence, 130. — Prévôt de Saint-Adalbert à Aix-la-Chapelle, voué d'Olne, 130, 131.
Cornesse, 109.
Cornet (Jean), manant de Fraipont, 219. — Christian, 225.
Cornillon (l'église de), près de Liège, 55.
Cortembach (Alexandre, baron de), seigneur du ban d'Olne, 168.

Cosme et Damien (les saints). Leur culte à Liège, 25, 26; à Huy, 15. Leurs reliques conservées dans l'église de Saint-Martin à Tours, 25, 26.

— (l'oratoire des Saints-) à Liège, 2. Était-ce la première église de Liège? 14-30, 100. Il était situé dans la cathédrale de Saint-Lambert, 24, 25.

Coucoumont, près d'Olne, 111.

Coulot (Jacquet), officier-bailli d'Olne, 187.

Court (Joseph), major en retraite, bourgmestre d'Olne, découvre une veine de houille à Olne, 265.

Couvin, 42.

Croix (l'église de Sainte-) à Liège, 27, 29; sa fondation confirmée par l'empereur saint Henri, 40. Différend entre le Chapitre de celle-ci et celui de Saint-Martin, 52. Elle doit visiter à certaines époques Notre-Dame-aux-Fonts, 60, 101, 102.

Cunégonde (sainte), 301.

Curtius (Jean), bourgeois de Liège, achète la seigneurie de Saint-Hadelin, 164, 166; sa lutte avec Jean de Ruysenberg, seigneur de la Rochette, 167; sa mort, *ibid.* — Pierre, fils du précédent, seigneur du même lieu, 164; il continue la lutte avec de Ruysenberg, 167, 168; sa mort, 169. Ses enfants : H.-V., seigneur d'Aaz, 169; Anne-Marie, dame d'Olne, 164, 169, 175.

Cuyck (Albert de), prince-évêque de Liège, 45, 56, 60.

Dalhem (le comté de), fait partie des pays d'Outremeuse, 119, 211, 272; il est seigneur-souverain d'Olne, 121, 126, 134, 138, 155. Le duc de Limbourg est souverain d'une

partie du comté, 129. Henri V, duc de Brabant en fait la conquête, 133. Droits et devoirs du comté dans le ban d'Olne, 138. Il est envahi par les Hollandais, 172, 181, 188. Il est partagé entre le roi d'Espagne et les Provinces-Unies, 197. — Le châtelain ou haut-drosard, voué d'Olne, 143, 147, 148, 161. — Le château, brûlé par les Liégeois, 149, 150. — La Haute-Cour, 140, 142, 154, 225.

Dame (abbaye de Notre-) à Liège, 2, 39; sa suppression, 66-75; ses abbés, 47-58; leur suppression, 75-84.

Dame-aux-Fonts (église de Notre-), église baptismale de Liège, 2, 24, 28, 33; première paroisse et église-mère, 34, 37, 44, 45, 46, 53; son emplacement, 60, 87; ses attributions, 58, 66; son clergé, 84-96; ses autels : de la Sainte-Vierge, 88, de Sainte-Catherine, *ibid.*, des Saints Simon et Désir, *ibid.*, de Saint-Laurent, *ibid.*, de Saint-Eloi, *ibid.*; ses confréries, 89; son mobilier et son trésor, 89, 90.

Dame (église de Notre-) à Nivelles, 11; à Chèvremont, 12; à Herstal, 12; à Maestricht, 31, 33; à Tongres, 31, 32, 36; à Dinant, 48, 49; à Paris, 38; à Huy, 12, 36, 45, 50, 51, 52, 104; à Aix-la-Chapelle, 131.

Damien (saint), V. saint Cosme.

Dechamps (Joseph), prêtre, 269.

Dejong (Herman), bourgmestre d'Olne. Son procès avec la commune et les seigneurs d'Olne, 148, 239, 240, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 262; il est locataire de la dîme d'Olne, 172, 248, 250; sa ruse envers les Français, 227, 228.

Delcour (Gilles), peintre, 89.

Delhaes (Jacques), forestier d'Olne, 263.

Delsaute (Henri), notaire et bourgmestre d'Olne, 261, 262, 270.

Delva ou *Delvaux* (Antoine), né à Xhoris, curé d'Olne, 157, 158, 171 ; ses écrits contre les Protestants, 177, 187, 197, 207 ; son procès contre le Chapitre de Saint-Adalbert d'Aix-la-Chapelle, au sujet de la dîme, 178 ; il reconstruit l'église d'Olne, 179, 180 ; ses querelles avec Chrouet, ministre protestant, 182-187 ; son procès contre la Hollande au sujet de la dîme, 188, 189 ; son exil, 197 ; il construit une église à Froidheid, 204 ; il rentre dans sa cure, 208 ; sa mort, 211.

Delvaux (Hubert), 241.

Denis (la collégiale de Saint-), 102.

Denys, 150.

Dens, 156.

Deroo (l'avocat), 245. — Jean, échevin et greffier de la Cour de justice du Mont-Saint-Hadelin, 247, 248 ; il suscite de graves difficultés au curé d'Olne, 250.

Desaga, bourgmestre d'Olne, 275.

Desagaux (Léonard), 244.

Desaive (Jean), 265.

Destineux, 116.

Detiffe (P.-S.), agent municipal sous le gouvernement français, 286.

Dodon, assassin de saint Lambert, 6.

Drolenval, fait partie du marquisat de Franchimont, 193.

Eberstein (Othon d'), 83.

Ebroin de Fléron, 63, 64.

Eginhard, 34.

Eicke, 87.

Elbert, 64.

Elheure (Antoine d'), 165. — Catherine, fille du précédent, 165.

Elisabeth d'Angleterre, 88.

Elliard, capitaine dans l'armée brabançonne, 281.

Elnone, 10.

Elsloo, 47.

Enghien (Jean d'), prince-évêque de Liège, 62, 95.

Ensival, fait partie du marquisat de Franchimont, 193.

Eppes (Jean d'), prévôt de Saint-Lambert, abbé de Sainte-Marie à Liège, 57, 58, 78, 79, 80, 82, 83, 97.

Eracle, évêque de Liège, 50, 99.

Erenfried, doyen de Saint-Adalbert à Aix-la-Chapelle, 132.

Ermengarde, 42.

Ernst, 129.

Estuart (Réginald), curé d'Olne, 153.

Etienne, prêtre de Liège, 53, 68. — évêque de Liège, 14, 15, 19, 22, 39, 48.

— (église de Saint-), 37, 38.

Everard, bourgeois d'Olne, 132.

Eynden (van den), V. Abinden.

Fabien et *Sébastien* (saints), 25.

Falhez (la dîme de), 158.

Falize (la), revin près d'Olne, 114, 115, 118.

Fauquemont, fait partie du pays d'Outremeuse, 119.

Ferdinand I^{er}, empereur, 88 ; III, empereur, 188.

Fief (le), hameau d'Olne, 118.

Fisen, 50.

Flémalle (Goeswin de), bourgmestre de Liège, 89.

Fléron. L'avouerie, 120, 122, 199, 227. La route, 123.

— (Jean de), curé d'Olne, 153. — Rigaux, seigneur de Saint-Hadelin, 164.

Flône (l'abbaye de), 52, 55.

Fond de Gotte, 118.

Fonds de Forêt, 116.

Forêt, 109, 112, 114, 117.
Fortunat, 4.
Fosses, 39. — (les), 113, 114, 117.
Fragnée, 97.
Fraipont, 109, 111, 112.
 — (la Haute), 119, 123.
 — (la Basse), 112, 120, 198; l'école tenue par un vicaire, 215, 219; l'église, 219.
 — (Adrien de), mayeur d'Olne, 140.
Franchimontois (les), 151.
Franck, 229.
Francon, évêque de Liège, 34, 39, 40, 47, 48.
Frédéric, 42. — Prévôt de Saint-Lambert, 53. — Barberousse, 80.
Freeren, 71.
Freisheim (Anne-Marie de), femme de Daniel de Buirette, seigneur d'Olne, 226.
Frères, 71.
Freuhez, V. Froidheid.
Freubemont (Watele de), échevin d'Olne, époux de Marguerite de Wodomont, dont un fils Jean de Vaux, 149, 233. — Denis, manant du ban d'Olne, 150.
Froidbermont, hameau d'Olne, 110, 113, 117, 139, 297; le château, 232, 241.
Froidheid, près d'Olne, 115, 119, 218; l'église, 171, 204, 206; l'école tenue par le vicaire, 215.
Froumy, 278.
Fulda, 34.
Galoppe, 222.
Gand, 10, 40.
Gavar, 186.
Gelinden, 79.
Gilivaux, hameau près d'Olne, 112, 117, 139, 230, 231, 297.
Gennaert, 101.
Georis (Henri), 241.
Gerbald, 34.

Germain (l'église de Saint-), 37.
Gertrude (sainte), 9, 11, 12, 105.
Ghenyck (Arnold de), 153.
Ghisen, drossart de Dalhem, 262.
Giele (Reyner), échevin d'Olne, 150.
Gilles d'Orval, 18, 19, 25, 41, 43, 48, 49, 51, 102.
Gillet (André), 229.
Gillis (Jean-Baptiste), évêque d'Amyzon, suffragant de Liège, consacre l'église de Froidheid, 206.
Gilman (Jean), 241.
Godeschalc, diacre de Liège, 19, 20; abbé de Sainte-Marie à Liège, 52.
Goffard, franciscain, puis ministre protestant, 192.
Goffontaine, 111.
Gomélevay, 111.
Gontreuil (le comte de), colonel d'un régiment de ligne dans l'armée autrichienne, 283.
Grandry (Jeanne de), femme de Jean Wilket, bourgmestre du band'Olne, 171.
Grégoire (saint), de Tours, 4, 25, 26. — VII, pape, 51, 52. — IX, pape, 82, 105. — Jean, échevin d'Olne, 224.
Grimoald, 34, 106, 107.
Grobendonck (le comte de), gouverneur de Limbourg, 184; sa dame, 205.
Gronsveld (Giselbert de), voué d'Olne, 128.
Grules (de), V. de Gronsveld.
Gueldre (le comte de), 88. — Henri, prince-évêque de Liège, 136.
Guérin (Jurdan), 270.
Guillaume, roi des Romains, 44. — 1^{er}, roi des Pays-Bas, supprime la commune du Mont-Saint-Hadelin, et la réunit à celle d'Olne, 289.
Gulpen (Warnier de), seigneur de la Rochette, avoué héréditaire de Flé-

- ron et seigneur du ban d'Olne, 163, 164, 165, 166. Il épousa Marguerite d'Argenteau, 165. — Leur fille Marguerite épouse Guillaume de Ruisschenberg, 165, 166. Ils sont tous enterrés dans l'église de Forêt, *ibid.*
- Guntrannus*, abbé de Sainte-Marie à Liège, 50.
- Hadelin* (Saint-), hameau de la commune d'Olne, 110. Son terrain houiller, 116, 117. Son église, 115, 118; elle est détruite par un ouragan, 206, 207. Son moulin, 118, 175. La papeterie, 122. Le bénéfice, 158, 178. L'école tenue par le vicaire, 215.
- (Mont-Saint-). Cette seigneurie dépend de la principauté de Stavelot, 119, 120, 127, 147, 164, 166. La Cour de justice, 142. Il est érigé en commune par les Français, 289, et réuni à Olne, sous le roi Guillaume I^{er}, *ibid.*
- Hainaut* (le), 42.
- Hanchey* (Jean de), 151.
- Hannotte*, la famille, 233. — Servais, mayeur de la Cour du Fief de Mont-Saint-Hadelin, 167. — Anne, 262.
- Hanseï*, hameau d'Olne, 110, 111, 112, 117, 123, 230, 231.
- (Everard de), mayeur héréditaire du ban d'Olne, 233. — Jean, 151.
- Harenne* (de), commissaire de Liège, 89.
- Harsta* (Jean de), 97.
- Hasselart* (Henri de), 68.
- Hastièrre*, 39.
- Haweal* (Henri), 89.
- Haxhe*, docteur et maire d'Olne sous la domination française, 288.
- Heid de Hanseï*, montagne près d'Olne, 112.
- Heinry* (Grand-), bourgeois d'Olne, 150.
- Hellin*, abbé de Sainte-Marie à Liège, 52, 53, 54, 58, 59, 60, 68, 89.
- Henri* II, empereur, 40, 41, 124, 125, 126, 136. — IV, empereur, 16, 51, 85. — V, empereur, 124, 128. — VI, empereur, 130. — V, roi de France, 88. — le Pacifique, prince-évêque de Liège, 62, 64, 125. — II, de Leyen, prince-évêque de Liège, 42, 64, 125. — le Vieux, duc de Limbourg, 129, 133. — II, duc de Brabant, 133, 134, 301. — III, le Magnanime, voué d'Olne, fils du précédent, 133, 134; il épouse Mechtilde de Bologne, 301.
- archidiacre de Liège, abbé de Sainte-Marie et doyen de Saint-Paul, 55, 56, 58, 68.
- Henricourt* (Jacques de), 94.
- Henrotay*, lieutenant dans l'armée des Patriotes, 280, 281.
- Henry* (Gustave), pasteur protestant à Olne, 292.
- Hérigère*, secrétaire de Notger, 4, 15, 22.
- Hermael* (Jean de), 150.
- Hermalle*, 21.
- Herstal*, 12, 42, 106, 107.
- Herve* (le pays de), 114, 117; il est dévasté par les Liégeois, 149, 151, 152.
- (la ville de), 123. Les Hollandais s'en emparent, 170. Les Impériaux la prennent, 282. Bataille entre ceux-ci et les Patriotes, 282. Défaite des Autrichiens, *ibid.*
- Hesbaye* (la), 41, 71.
- Hesbignon* (Henri), bourgmestre d'Olne, 261.
- Heuskin*, échevin d'Olne, 141, 221.
- Henri, 241.
- Heuze*, maire-adjoint de Mont-Saint-

Hadelin, sous la domination française, 289.
Heylissem, 56.
Hincmar, 34, 47.
Hodémont (l'église protestante de), 213.
Hoensbroeck (le comte Constantin de), prince-évêque de Liège, 272.
Honorius III, pape, 129.
Horion, 106.
Hotton, ministre protestant, 180.
Houffalize (Thierry de), avoué d'Olne, 129, 130.
Hubert (saint), 4, 5, 11, 12, 13, 14, 17, 28, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 46, 99.
— (le monastère de Saint-), 38, 42, 51, 52.
Hucbald, 15, 22.
Huy, 12, 15, 25, 36, 37, 48, 67, 80.
Innocent X, pape, 158.
Itte (sainte), enterrée à Nivelles, 11.
Jacques (l'église de Saint-) à Liège, 59, 68.
Jalhay, fait partie du marquisat de Franchimont, 193.
Jean (église de Saint-), à Chèvremont, 12. — à Liège, 25, 34, 41, 60, 92, 101, 102.
— (saint), l'Agneau, évêque de Liège, 15, 25.
Jennet (Christine de), épouse de Guillaume d'Olne, 235, 241; sa mort, 247.
Joconde, romancier, 15, 18, 19, 20, 22, 23.
Johan, fils de Willeame, mayeur d'Olne, 140.
Jonas, 34.
Jonagueau (Jehan de), 156.
Joseph II (l'empereur), 272, 273. Les Belges se révoltent contre lui, 277.
Julien, prêtre de Sainte-Marie à Liège, 68.

Julienne (sainte), 84.
Jupille, 106, 119.
Jurdant (J.), 286.
Lagarde (François), 237, 238.
Lamarche (P.), curé d'Olne, 288; il voit la fin du culte calviniste à Olne, 270; son démêlé avec le pasteur protestant à Verviers, 291-293; sa mort, 294, 295.
Lamargelle (le baron de), drossard de Dalhem, 174.
Lambermont (Abel de), ministre protestant à Olne, 219, 247, 251; il convoque un synode wallon, 251; sa mort, 252.
Lambert (saint), 2; il fixe sa demeure à Liège, 3, 4; son martyre, 6, 7, 8, 14, 17-29, 32, 33, 34, 43, 44, 47, 99, 100, 106.
— (l'église de Saint-), à Liège, n'est pas la plus ancienne église de Liège, 3-14; son emplacement, 28; 96-108. — à Herstal, 12.
— (le chapitre de Saint-), à Liège, 2; il est distinct de la communauté de Sainte-Marie, 32, 39, 42, 43, 45, 80-104.
— (le-Bègue), 67.
— (Val-Saint-), 63.
Lambrion (Hery), 151.
Lamouche, capitaine français, 229, 230.
Lanaux (le baron de), 200.
Landoald (saint), de Wintershoven, maître de saint Lambert, 4.
Lantin, 71.
Laroche, 229.
Laurent (l'abbaye de Saint-) à Liège, 19, 67.
Leclerc, manant du ban d'Olne, 150.
Legia, 14, 27, 28, 93.
Legrandhenri (Jean), 182.
Legros (N.-J.), notaire à Soiron, 276.

- Lelahy* (Jean), 237, 238.
Lemoine (Laurent), 206. — André, lecteur de l'église réformée d'Olne, 261, 272.
Lenoir, ministre protestant, 213.
Leodium, l'ancien Liège, 3, 4, 5, 9, 21, 33, 46, 100, 105, 106, 107.
Léonard (l'église de Saint-), à Liège, 53, 59, 68.
Leruth, vicaire à Olne, 291.
Letange (le major), attaque les Autrichiens près de Sprimont, 278, 279, 280.
Leyen (Henri de), prince-évêque de Liège, 42, 49, 52, 55, 67.
Libert, bourgeois d'Olne, 132, 250. — (le baron de), seigneur de Froidheid, 269.
Liège, 1-108.
 — (la chaussée de), à Verviers, 114, 122, 176,
 — (le pays et la principauté de), 119, 120, 123.
 — (le diocèse de), 120.
 — (le prince-évêque de), son différend avec le seigneur d'Olne, 119; ses fiefs au ban d'Olne, *ibid.*
 — (la ville de), prise par le Téméraire, 151; siégée par les Français, 227.
Liers, 64.
Liessies, au diocèse de Cambrai, 17.
Limbouurg (le duché de), fait partie des pays d'Outremeuse, 119, 120, 129, 210.
 — (le duc de), 128, 132, 133, 135.
 — (la ville de), 149; les Hollandais s'en emparent, 170.
Lincé (H.-J. de), 241.
Lixhe, 53.
Lobbès, 11, 36.
 — (Hugues de), 104.
Loire, pasteur protestant à Olne, 271.
Longbur, vallon près d'Olne, 113; on y a trouvé des psammites du Condroz, 116.
Lorraine (Jacques de), primicier de Metz, prévôt de Saint-Lambert à Liège, 80, 81, 82.
Lothaire, 3.
Lotharingie (les ducs de la Basse-), sont voués des possessions du Chapitre de Saint-Adalbert d'Aix-la-Chapelle, situées à Olne, 126.
Louis le Débonnaire, 38. — de Germanie, 39. — XIV, déclare la guerre à la Hollande, 208, 226; il s'empare de Maestricht, 222; il déclare la guerre à l'Allemagne, 226.
Louvain (Albert de), prince-évêque de Liège, 67, 129.
Louys (Martin), 216.
Ludolphe, archidiacre, 79.
Lutuvaux, ravin pittoresque près d'Olne, 113.
Lynden (Ferdinand de), gouverneur du marquisat de Franchimont, 139.
Lys, curé de Herve, 287.
Mabillon, 21.
Madières, 36.
Maeseyck, 44, 48, 88.
Maestricht, les reliques de saint Lambert y reposent, 4, 7, 9. — l'église de Notre-Dame, 31, 33; — ville épiscopale, 35, 44, 47; — elle est prise par Louis XIV, 208, 222. — Le souverain conseil, 210.
Magnée, 109, 115.
Magnéetrooz, vallon près d'Olne, 115, 116.
Mailhar delle Salvenier, 98.
Mairlot (Jean), 206.
Malherbe (Jean), 271.
Malines, 39, 48.
Malonne (l'abbaye de), 48, 49.
Malmedy (le couvent de), 11, 51.

Malte (Jean-François de), bourgmestre de Liège, 89.
Manderscheidt (le comte de), abbé de Stavelot, 165.
Many de Dommartin (Johan de), seigneur de Saint-Hadelin, 164.
Marcel (l'église de Saint-), à Paris, 37.
March (Othon de la), 83.
Mareschal (Baudouin le), prêtre à Olne, 154.
Marie (l'église de Sainte-), V. Notre-Dame.
Maroie, servante du curé d'Olne, 150; ses deux fils, *ibid.*
Martin (l'église de Saint-) à Liège, 27, 39, 52, 60, 98, 99, 101, 102. — à Stavelot, 11.
— (saint), sainte Berte lui dédie sept églises, 12.
Martini (A.), procureur-général de Brabant, 221.
Martinmont, hameau d'Olne, 139, 297.
Materne (saint), 73.
— (les chanoines de Saint-), 2, 56, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 91.
Mathieu à la Chaîne (l'hôpital de Saint-), 56, 76, 77, 78.
Mathieu (Léonard), 241. — le moisne, diacre de l'église réformée d'Olne, 254.
Mathoné, 150.
Maurice (l'église de Saint-) à Maubeuge, 11.
Meffe (l'abbaye de), 48, 49, 67, 69.
Mello (de), gouverneur des Pays-Bas, 173.
Merlot (Michel), seigneur de Saint-Hadelin, 164.
Mertens, lieutenant de l'armée brabançonne, 280, 281.
Metz (Herman de), 51.
Micheroux, 117.

— (Jean de), 245.
Mollin (Gilles de), bourgmestre de Liège, 89.
Monceau (le marquis du), gouverneur et intendant du pays d'Outremeuse, 208, 223.
Monnet (Bastin), 154.
Mont-Saint-Hadelin, V. Saint-Hadelin.
Montjoie (Waléram de), 129, 130.
Monulphe (saint), évêque de Liège, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 23, 27.
Morivaux, hameau près d'Olne, 156, 157.
Moyse (Michel), 241.
Munsterbilsen (le martyrologe de), 85.
Nairheid, montagne près d'Olne, 111, 113, 115.
Namèche, 129.
Namur (l'abbaye de), 48, 49.
— (Albert de), voué de Saint-Hadelin, 127.
Nautet (G.), 256.
Navania, 38.
Naveroulle, 71.
Neetinry, vallon près d'Olne, 113.
Nessonvaux, 109, 111, 112, 113, 117, 120, 198, 199, 204, 206.
Neufmoustier, 104.
Neuville (la), 114.
Nicolas (le chanoine), biographe de saint Lambert, 16, 17, 18, 22, 23, 24, 27, 30, 31, 107. — curé d'Olne, 136.
Nimègue (la paix de), 211, 223.
Nivelles, 9, 11.
Nizet (Mademoiselle), mayeur héréditaire d'Olne, 140. — Gilles-Mathieu, *ibid.*, 141, 174, 224. — Everard, *ibid.*, 141, 267. — Henri, *ibid.*, 241. — Wathelet, échevin d'Olne, 187; il est déposé, 221, 224. — Denis, 241. — Simon, *ibid.*

Noirfalize (Toussaint de), curé d'Olne, 153.

Normands (les), 24, 33. Ils dévastent le pays de Liège, 47, 48, 57, 100.

Notger, évêque de Liège, reconstruit l'église de Saint-Lambert, 23, 24, 25, 29, 40, 44, 47, 84, 86; il érige l'église de Saint-Jean, 34; et l'église de Sainte-Croix, 99.

Obert, évêque de Liège, 42, 43, 52, 54, 59, 60, 68.

Ode (sainte), d'Amay, 17, 105.

—, aveugle guérie par l'intercession de saint Lambert, 8, 9.

Odile, 68, 69.

Oduin, 38.

Olne. Description de la commune, 109-118, 284. Les principaux hameaux, 110. Topographie, 110. Curiosités naturelles, 115. Nature du terrain, 116. Productions naturelles, 116. Agglomérations, 117. Routes, 117. Culte et instruction, 118. — Le ban, 118; ses limites, 119, 288. L'industrie et le commerce. — La seigneurie, 121, 220; elle appartient au chapitre de Saint-Adalbert à Aix-la-Chapelle, 124, 132; elle est cédée au comte de Dalhem, 147, 133. Droits et devoirs du Chapitre et du comte de Dalhem, 138. Les seigneurs gagiers, 163; la seigneurie est vendue, 173. Le voué, 126, 127, 128, 129, 130, 131; le forestier, 139; le mayeur, *ibid.*; les échevins, 141; la Cour de justice, 118, 142, 173, 231; les plaids généraux, 142; la brasserie banale, 144; les moulins, 145, 175, 210; la dîme, 155, 247, 275; les franchises communales, 159; les deux bourgmestres, 159; les régleurs, 161; le collecteur des tailles, *ibid.*; la régence, 162. —

L'invasion hollandaise, 169, 177, 187. — Dévastation du ban d'Olne par les Français, 226. Bataille d'Olne, 278. — La paroisse, 120, 135, 136, 216; l'église, 138, 252, 268, 275; la ruine de la cure, 247; les anciens biens de la cure, 294. Les réformés à Olne, 169, 177. Persécution des catholiques, 211, 253.

— (Bois d'), hameau d'Olne, 110.

— (Vaux-sous-), 110, 112, 113, 115, 117, 119, 120, 131, 198, 199.

— (la famille d'). Son origine, 232; elle habite Froidbermont, *ibid.*; elle possède les domaines de Vaux et de Hansez, 213.

— Wathieu, sire de Freubiemont, époux de Marguerite de Wodomont, 233. — Pierre-Mathieu, chevalier du Saint-Empire, seigneur de Froidbermont, 120, 174, 234. — Servais-Mathieu, frère du précédent, 234. — Guillaume, fils de Pierre-Mathieu, seigneur de Froidbermont et de Saint-Hadelin, époux de Christine de Jenet, 148, 164, 234, 235; il achète la seigneurie d'Olne, 226, 227, 232; ses procès avec Dejong, 239, 240, 241; et avec André le moisme, 243; il construit le château d'Olne, qui subsiste encore aujourd'hui, 242, 243; sa mort, 247. Ses enfants :

a) Guillaume-Philippe, qui suit.

b) Lambert, seigneur de Neuville, Tihange, Vodemont, Mauham, époux de Jeanne de Stembier, 235.

c) Anne-Catherine, épouse de Jean-Hubert de Tignée, bourgmestre de Liège, 235, 237.

d) Marie-Agnès, prieure des Carmélites-Déchaussées à Bruxelles, 236.

e) Mathieu, chanoine tréfoncier de Saint-Lambert, *ibid.*
 f) Pierre-Mathieu, chanoine de Saint-Jean, *ibid.*
 g) Guillaume-Philippe, chevalier du Saint-Empire, seigneur d'Olne et de Saint-Hadelin, épouse Thérèse, baronne de Rhoe d'Obsinich, dame de Baerlo, 252, 253, 255; sa mort, 258. Ils eurent :
 1^o Guillaume-Frédéric, seigneur d'Olne, de Saint-Hadelin, Baerlo et Berckt, époux de Marie-Joseph de Meerwyck, 259, 262, 263; il vend la seigneurie d'Olne, 264; il la rachète, 267. Sa mort, 268. Ses enfants : a) Elisabeth, 267. b) Marie-Josèphe, *ibid.* c) Antoine-Joseph, dernier seigneur d'Olne, 268, 276; son petit-fils Guillaume-Hubert est membre des Etats-Généraux du royaume des Pays-Bas, 268.
 2^o Lambert-Henri, 259, 261; il cède la seigneurie d'Olne à son frère Guillaume-Frédéric, 268.
 — Mathieu-Michel, 234.
 — Gaspard, chapelain de Froidheid, puis curé d'Olne, 269; il bénit la nouvelle église d'Olne, 270, 271.
Orange (Guillaume d'), 170. — Frédéric, *ibid.*
Orval, 48.
Othon (les empereurs), 25. — I^{er}, 44. II, 36. — III, 41.
Otton, cardinal-diacre et légat du pape à Liège, 80, 82.
Ourthe (l'), 18, 135.
Outremeuse (Jean d'), 95. — Le pays, 119, 120, 210; les Hollandais s'en emparent, 170.
Outremont (d'), prince-évêque de Liège, 92.
Pantaléon, 25.
Paris. Le siège épiscopal, 37. On y

transporte des objets d'arts de Liège, 89.
Patras (Lambert), auteur des célèbres fonts baptismaux de Notre-Dame-aux-Fonts, 52, 89.
Paul (l'église de Saint-), à Liège, 54, 55, 60, 101, 102; — à Nivelles, 11, 53.
 — V, pape, 177.
Pepin de Herstal, 31, 105, 106, 107.
Pétrý (Pierre), échevin surnuméraire et notaire à Olne, 224, 241.
Pharaïlde (sainte). Ses reliques, 54.
Pharamond, 16.
Philippe, roi des Romains, 60. — le Bon, 149, 151. — II, roi d'Espagne, 88, 163. — IV, roi d'Espagne, 172, 173.
Picard (Bernard), 88.
Pie VII. Son concordat avec Bonaparte, 88.
Pierpont (Hugues de), prince-évêque de Liège, 45, 57, 64, 67, 69, 70, 72, 74.
Pierre (saint), 33.
 — (l'église de Saint-), à Liège, 33, 34; elle est fondée par saint Hubert, 9, 13, 28, 30, 32, 99; on y célèbre les funérailles de ce saint, 12; elle est brûlée, 85. Ses obligations envers la Cathédrale, 102.
 — à Elnone, 10. — à Stavelot, 11; à Lobbes, *ibid.*, à Nivelles, *ibid.*
 — et Paul (l'église des Saints-), à Maubeuge, 11.
 — l'Ermite, 104.
Piron (Lina), 165.
Pirotte (Jacquemin), 185.
Piteit (Jean), bourgmestre de Liège, 89.
Plaisant, 186.
Plettenberg (Sibylle de), épouse de Jean de Ruysschenberg, seigneur d'Olne, 168.

- Polis* (Olivier), curé d'Ensival, 220.
- Pont-de-Loup*; ses franchises, 63, 77, 81, 82.
- Postel*, dit Jean de Fléron, curé d'Olne, 150, 153.
- Pousset*, 87.
- Potheuk* (Welt), 184, 186, 189.
- Pragues*, 25.
- Prayon* (Jacques), vicaire, puis curé d'Olne, 216, 218, 241; il perd sa part de la dîme dans un procès avec le Chapitre de Saint-Adalbert d'Aix-la-Chapelle, 189, 247-250.
- Prémontrés* (les), à Liège, 63.
- Preneste* (Guy de), légat du Pape, 57, 72, 74-79.
- Presseux* (la famille de), 233.
- Preumont* (Louis), 182, 193, 194.
- Provinces-Unies* (les). La paix de Westphalie reconnaît leur indépendance, 180, 187, 197.
- Prudence* de Troyes, 28.
- Publémont*, 5, 18, 27, 85, 98, 99, 107.
- Quedrick*, chirurgien, protestant hollandais établi à Olne, 172. — Pierre, échevin d'Olne, 224.
- Quentin* (l'église de Saint-), à Maubeuge, 11.
- Quicherat*, 37.
- Radoux* (Nicolas), 265.
- Rafhay* (la Haute et Basse), hameaux d'Olne, 110, 113, 114, 115. Le terrain est en partie houiller, 116. La route, 117, 122, 176. La brasserie, 122.
- Raganfroid*, 8.
- Rahier* (Gilson de), seigneur de Mont-Saint-Hadelin, 164. — Christophe, fils du précédent, seigneur du même lieu, *ibid.* — Henri, 241. — G.-J., docteur en médecine, maire d'Olne sous la domination française, 288.
- Raimbauld*, 42.
- Ramal*, curé de Soiron, 216.
- Ravenstein* (Walther ou Gauthier de), de Chavenci, doyen de Saint-Lambert, abbé de Notre-Dame à Liège; il réorganise l'abbaye de Notre-Dame, 56, 57, 68, 70-78, 91.
- Réginon*, 47.
- Régnier* (David), achète la seigneurie d'Olne, 264; sa mort, 267. — André, seigneur d'Olne, fils du précédent, officier au service de la reine de la Grande-Bretagne, 267. — Pierre, bourgmestre d'Olne, 260, 261. — André, forestier d'Olne, 263. — Pauline, dernière calviniste du village d'Olne, 293.
- Remacle* (saint), 11, 85, 106, 107.
- Remfroid* (H.), curé d'Olne et de Soiron, 135.
- Remy* (Saint-) à Liège. Le curé, 60. — Nicolas, 241. — Michel, 241.
- Renand*, avocat, 250, 256, 257; il est accusé de meurtre, 257.
- Renier*, chroniqueur liégeois, moine de Saint-Jacques, 43, 77.
- Renirs*, archiprêtre de Liège, 65.
- Renkin* (Léonard), 231.
- Rennotte*, échevin d'Olne, 263.
- Rensonnet* (Antoine), 253.
- Restaing* (de), lieutenant-colonel dans l'armée des Patriotes, 282.
- Rethel* (Abert de), prévôt de la cathédrale de Liège, 103.
- Rheins*, colonel, 171, 200.
- Rhoe* d'Obsinnich (la baronne de), épouse de Guillaume-Philippe d'Olne, 252.
- Richaire*, évêque de Liège, 29, 35, 48.
- Richald*, curé d'Olne et doyen du concile de Saint-Remacle, 136, 137.

Riessonsart, hameau d'Olne, 110, 114, 115, 117, 118, 119, 231.
Rimberg, doyen du chapitre de Saint-Adalbert, à Aix-la-Chapelle, 198, 209.
Robert, prévôt de la cathédrale de Liège, 99.
Rochette (la seigneurie de la), 120. — Johan, 164. — Anzaul, fils du précédent, *ibid.*
Rodolphe, évêque de Liège, 42.
Rohault (Nicolas), curé d'Olne, 153.
Roland, 98.
Rolduc, fait partie du pays d'Outre-meuse, 119.
Rouen, 27, 44.
Rougrave (le comte de), vicaire-général de Liège, jette l'interdit sur la chapelle de Froidheid, 269.
Royer (Guillaume de), seigneur de Lensse et de Roisseau, achète la seigneurie d'Olne, 173, 174.
Ruysschenberg (Guillaume de), seigneur du ban d'Olne et de la Rochette, époux de Marguerite de Gulpen, 165. — Jean, fils des précédents, seigneur des mêmes lieux, époux de Sibylle de Plettenberg, 166, 167, 168, 169, 172, 175.
Rupert, 43.
Russon, 106.
Ry de la Saute, ruisseau près d'Olne, 111, 115, 148. — de Rode, fontaine près d'Olne, 115, 241. — des Chinaux, 148.
Sablenier, V. Sauvenière.
Salaberge (sainte), abbesse de Saint-Jean-de-Laon, 12.
Saladin, 130.
Sart, fait partie du marquisat de Franchimont, 193.
Sauche (le comte de), commande l'armée allemande, 222.
Sauvenière (la), ancien hameau de

Liège, 5, 81, 82, 97, 98, 99, 100, 107.
 — (Haute et Basse), 27, 50.
Savoie (Guillaume de), 83.
Saxe-Teschen (les archiducs Albert et Marie de), gouverneurs des Pays-Bas, 274, 283.
Schiplaeken (de), intendant militaire de la province de Limbourg, 278, 279, 280.
Schryver (Hubert), bourgmestre d'Olne, 259, 260, 261, 262, 270, 272. — Henri, fils du précédent, notaire d'Olne, 266.
Scoppem (Wilhelm van), mayeur d'Olne, 140.
Sébastien (saint). Ses reliques, 179; patron de l'église d'Olne, 180. — (le bénéfice de Saint-), à Olne, 215. — (l'église de Saint-), à Stavelot, 11.
Sergius, 17.
Servais (saint), 16, 33. — (l'église de Saint-), à Maestricht, 10; à Liège, 27.
Séverin (le vallon de Saint-), 27.
Sévery (Hennekin), greffier d'Olne, 187.
Siefrid, abbé de Sainte-Marie et doyen de Saint-Lambert à Liège, 54, 55, 58, 61.
Sieudelaii (Jean de), curé d'Olne, 137.
Sigebert de Gembloux, 15, 16, 21, 22, 24.
Soiron, 109, 124, 125, 176. — Le ruisseau, 113, 115, 118. — La baronnie, 120. — Le moulin, 165, 210. — La dîme, 136. — (N.), vicaire à Froidheid, 269. — (Béatrice, dame de), 132.
Sommege (Everard de), manant du ban d'Olne, 150. — Olivier, 151.
Soumagne, 109, 114, 115, 122, 124, 125, 164, 176. Le ban, 120. Le Ruisseau, 115.

- Spa*, fait partie du marquisat de Franchimont, 193.
- Spiexhe*, près de Theux, 153.
- Spirlet* (Simon), 162. — Bauduin, 216; notice sur sa vie, 219, 220; né à Olne, 219; maître ès-arts de l'université de Louvain, 220; vicaire-marguillier d'Olne, *ibid.*; curé d'Ensival, *ibid.*; doyen du concile de Saint-Remacle, *ibid.*; sa mort, *ibid.* — Simar, bourgmestre d'Olne, 250, 260, 266, 267. — J.-F., bourgmestre d'Olne, 289, 292.
- Sprimont*, 278; il est célèbre par le combat entre les Autrichiens et les Patriotes, *ibid.*
- Spyx*, V. Spiexhe.
- Stassele* Rifla, 150.
- Stavelot* (l'abbaye de), 11, 38, 51, 85, 106, 127. — La principauté, 119, 123, 147, 164, 167, 168, 200. — La Souveraine-Cour, 142.
- Stembert*, fait partie du marquisat de Franchimont, 193.
- Steppo*, prévôt de Sainte-Marie et de Saint-Lambert, 43.
- Stockem* (Herman de), archidiacre du Condroz, 216.
- Stoep* (Jean), 150.
- Sully* (Maurice de), 38.
- Surlet* (le baron de), grand-vicaire de Liège, 217.
- Symkea* (Simon), voué d'Olne et de Mont-Saint-Hadelin, 147. — Simon, fils du précédent, *ibid.* et 164.
- Tachin de Trembleur*, mayeur d'Olne, 140.
- Tancré*, hameau près d'Olne, 113, 115; le vallon, 113; la fontaine, *ibid.*
- Théodard* (saint), évêque de Liège. Ses reliques, 4, 5, 107.
- Théoduin*, évêque de Liège, 50, 51, 52. — abbé de Sainte-Marie à Liège, 52.
- Theux*, 38, 39. Il fait partie du marquisat de Franchimont, 193.
- Thielt* (Pierre van), 149.
- Thierry*, prêtre de Liège, 53, 68. — prévôt de Saint-André de Cologne, doyen de Saint-Lambert de Liège, 78. — prévôt de Saint-Adalbert d'Aix-la-Chapelle, 128.
- Thillot*, champ près d'Olne, 227.
- Thomsin* (Jean), 214.
- Thuin* (l'abbaye de), 48.
- Thys*, 71.
- Tignée* (Hubert de), bourgmestre de Liège, 236.
- Tilia* (Jean-Bauduin de), curé d'Olne, 157.
- Tilice*, 71.
- Till* (Jean-Guillaume de), drossard du pays de Fauquemont, seigneur d'Olne, 174, 175, 176, 187; il vend la seigneurie d'Olne, 220. — Gilbert, fils du précédent, seigneur d'Olne, 176.
- Tilleul* (le), campagne près d'Olne, 227.
- Tollet* (Gérard), bourgmestre de Liège, 89.
- Tongres*, 31, 35, 44, 47, 71.
- Tonvoye*, endroit près d'Olne, 113. — (Mathieu de), 89.
- Torote* (Robert de), successivement abbé de Sainte-Marie de Liège, évêque de Langres et prince-évêque de Liège, 57, 59, 80, 81, 83, 84.
- Toxhelet* (Jean), 206.
- Trembleur* (Tachin de), 233.
- Trenck* (le baron de), 259.
- Trèves*. Les ruines romaines, 10. Le dôme, 29, 45, 82.
- Triexhes* (les), près d'Olne, 158, 198.
- Tristant*, seigneur de Fraipont, 148, 225.

Trond (l'église de Saint-), à Liège, 85.
Trooz, 112, 115.
Ulbeck, 50.
Utric, abbé de Sainte-Marie de Liège, 55.
Uls (Catherine), fondatrice d'une école à Olne, 289.
Ursmer (saint), 11.
Val-Dieu, 129.
Vanne au Trooz, hameau près d'Olne, 112, 115.
Vaussalle, vallon près d'Olne, 113.
Vaux, 18. — sous Olne, V. ce dernier mot.
 — (Jean de), 233. — Bodechon, ibid.
 — Renard, ibid.
Verbolt, commissaire déciseur des Etats-Généraux à Maestricht, 224.
Verdun, évêque de Liège, 45, 83.
 — (Henri de), 52, 59.
Verviers, 109, 122; il fait partie du marquisat de Franchimont, 193.
Vesdre (la), rivière, 111, 112, 113, 114, 116, 123, 128, 134, 135, 144, 148, 156.
Vierges (l'église des Onze-mille-), à Liège, 85.
Villers-l'Evêque, 71, 76, 78, 79.
Vincent (saint), 25.
Voiron, seigneur d'Olne, 174.
Vrithoff, substitut-mayeur d'Olne, 140.
Wagger, voué d'Olne, 130, 131.
Walburge (l'église de Sainte-), 9. — Le quartier, 59.
Walcand, évêque de Liège, 34, 38.
Waleran, duc de Limbourg, 130. — III, 133. — IV, 135.
Walther, avoué de Châtelet, 63.
Waltherus, 135.
Wareme, 42, 55.
Warnier, 190, 191.
Warnot de Belleflamme, V. ce dernier mot.

Wathy (Simon), 241.
Wazon, 36, 40, 45, 54.
Werburch, 89.
Wéric, abbé de Liessies dans le diocèse de Cambrai, 17, 55.
Werkendam, commissaire déciseur des Etats-Généraux à Maestricht, 224.
Westphalie (la paix de), 180.
Wibald, abbé de Sainte-Marie de Liège, 43.
Wigger, voué d'Olne, 130, 131.
Wilkin (la famille), 159; elle est locataire de la dime pastorale d'Olne, 248.
 — Clément, curé d'Olne, 157, 172, 249-256, 268, 269. — Jean, bourgeois du ban d'Olne, époux de Jeanne de Grandry, 171, 172, 174, 184, 187, 198, 201, 205, 209, 210.
 — Jacques, 172, 241, 248. — Henri, capitaine des veilleurs, 221.
Willeame, 140.
Wilmet (Louis), seigneur de Saint-Hadelin, 164.
Wintershoven, 4.
Witthem (Frédéric de), châtelain de Dalhem, 149, 150, 151, 152, 153.
Woelmont (le baron T. de), 256.
Woeringen (la bataille de), 129.
Womar, 40.
Wulfetrude, abbesse de Nivelles, 11.
Wurmster (de), lieutenant des husards autrichiens, 278.
Xenderlesse, 109, 115, 117.
Xhardé (Nicolas), 199.
Xhéneumont (Gérard), notaire public impérial, 167.
Xhoris, 200.
Zahringen (Raoul de), évêque de Liège, 45, 55, 60, 68.
Ziane (Renier), vicaire de Froidheid, 218, 268.
Zwentibold, 38.

ÉPITAPHES.

<i>Delva</i> (Antoine), curé d'Olne, à l'église d'Olne, 211.		Sainte-Marie, aux cloîtres de la cathédrale de Saint-Lambert à Liège, 77.
<i>Ravenstein</i> (Gauthier de), abbé de		

FRAGMENTS GÉNÉALOGIQUES.

Olne (d'), 232-271.

CARTE.

<i>Olne</i> . Carte de l'ancien ban d'Olne, en 1794, avec indication des vieux		chemins, 109.
---	--	---------------

PLANCHE.

<i>Olne</i> . Armoiries des barons d'Olne. Sceaux de la Cour de justice, de		l'ancienne paroisse et du Consis- toire protestant, 173.
--	--	---





HS

21

JAN 25 1975



